

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 31

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, longtemps aggravée par la crise des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Notons toutefois que sous cet angle, l'évolution s'est heureusement inversée avec les récentes publications, aux mêmes Editions sociales, de la GEME (ladite Grande Edition Marx et Engels).

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de manière à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Sommaire

Le présent fascicule est consacré aux écrits de presse de Marx et d'Engels au cours de l'année 1859.

Il comprend les 4 cahiers suivants :

Introduction

1. Les articles relatifs à la campagne d'Italie de 1859 et à son contexte politique

- 1.1. K. Marx, *Sur l'unité italienne*, NYDT du 24.01.59, paginé 1.1, de 1 à 6.
- 1.2. K. Marx, *Les perspectives de guerre en Europe*, NYDT du 31.01.59, paginé 1.2, de 1 à 3.
- 1.3. K. Marx, *Les affaires en Prusse*, NYDT du 01.02.59, paginé 1.3, de 1 à 4.
- 1.4. K. Marx & Fr. Engels, *La panique monétaire en Europe*, NYDT du 01.02.59, paginé 1.4 de 1 à 4.
- 1.5. K. Marx, *La position de Louis Napoléon*, NYDT du 18.02.59, paginé 1.5, de 1 à 4.
- 1.6. Fr. Engels, *L'armée française*, NYDT du 24.02.59, paginé 1.6, de 1 à 5.
- 1.7. Fr. Engels, *Ressources allemandes pour la guerre*, NYDT du 12.03.59, paginé 1.7, de 1 à 4.
- 1.8. Fr. Engels, *L'hégémonie autrichienne en Autriche*, NYDT du 04.03.59, paginé 1.8, de 1 à 5.
- 1.9. Fr. Engels, *Les atouts dans la guerre imminente*, NYDT du 17.03.59, paginé 1.9, de 1 à 4.
- 1.10. K. Marx, *La guerre ou la paix*, NYDT du 25.03.59, paginé 1.10, de 1 à 2.
- 1.11. K. Marx, *Un soupir des tuileries*, NYDT du 26.03.59, paginé 1.11, de 1 à 2.
- 1.12. K. Marx, *Les perspectives de guerre en France*, NYDT du 31.03.59, paginé 1.12, de 1 à 5.
- 1.13. K. Marx, *Les perspectives de guerre en Prusse*, NYDT du 31.03.59, paginé 1.13, de 1 à 4.
- 1.14. K. Marx, *Un parallèle historique*, NYDT du 31.03.59, paginé 1.14, de 1 à 3.
- 1.15. Fr. Engels, *Le congrès de paix envisagé*, NYDT du 23.04.59, paginé 1.15, de 1 à 4.
- 1.16. Fr. Engels, *La guerre inévitable*, NYDT du 30.04.59, paginé 1.16, de 1 à 3.
- 1.17. K. Marx, *Le congrès de paix envisagé*, NYDT du 30.04.59, paginé 1.17, de 1 à 4.
- 1.18. K. Marx & Fr. Engels, *L'état de la question – L'armement de l'Allemagne*, NYDT du 09.05.59, paginé 1.18, de 1 à 3.
- 1.19. Fr. Engels, *Les perspectives de guerre*, NYDT du 12.05.59, paginé 1.19, de 1 à 3.
- 1.20. K. Marx, *La panique financière*, NYDT du 12.05.59, paginé 1.20, de 1 à 3.
- 1.21. K. Marx, *De belles déclarations*, NYDT du 18.05.59, paginé 1.21, de 1 à 3.
- 1.22. K. Marx, *L'Autriche, la Prusse et l'Allemagne dans la guerre*, NYDT du 27.05.59, paginé 1.22, de 1 à 4.
- 1.23. Fr. Engels, *La guerre*, NYDT du 23.05.59, paginé 1.23, de 1 à 3.
- 1.24. K. Marx, *De très importantes nouvelles de Vienne*, NYDT du 06.06.59, paginé 1.24, de 1 à 5.
- 1.25. Fr. Engels, *La guerre. Aucun progrès*, NYDT du 27.05.59, paginé 1.25, de 1 à 4.
- 1.26. Fr. Engels, *Enfin des combats*, NYDT du 06.06.59, paginé 1.26, de 1 à 4.
- 1.27. Fr. Engels, *La bataille de Montebello*, NYDT du 10.06.59, paginé 1.27, de 1 à 2.
- 1.28. K. Marx, *La guerre vue de Prusse*, NYDT du 10.06.59, paginé 1.28, de 1 à 3.
- 1.29. Fr. Engels, *La campagne en Italie*, DV du 28.05.59, paginé 1.29, de 1 à 3.
- 1.30. Fr. Engels, *Stratégie de la guerre*, NYDT du 15.06.59, paginé 1.30 de 1 à 3.
- 1.31. K. Marx, *Le manifeste de Mazzini*, NYDT du 17.6.59, paginé 1.31, de 1 à 6.
- 1.32. Fr. Engels, *Les progrès de la guerre*, NYDT du 17.06.59, paginé 1.32, de 1 à 3.
- 1.33. Fr. Engels, *Événements militaires*, DV du 11.06.59, paginé 1.33, de 1 à 3.
- 1.34. Fr. Engels, *La défaite autrichienne*, NYDT du 22.06.59, paginé 1.34, de 1 à 3.
- 1.35. Fr. Engels, *Un chapitre d'histoire*, DV du 07.06.59, paginé 1.35, de 1 à 5.
- 1.36. K. Marx, *La Spree et le Mincio*, DV du 25.06.59, paginé 1.36, de 1 à 3.
- 1.37. Fr. Engels, *Le retrait autrichien sur le Mincio*, DV du 25.06.59, paginé 1.37, de 1 à 3.
- 1.38. Fr. Engels, *Des nouvelles de la guerre*, NYDT du 08.07.59, paginé 1.38, de 1 à 3.
- 1.39. Fr. Engels, *La bataille de Solferino*, DV du 02.07.59, paginé 1.39, de 1 à 3.
- 1.40. Fr. Engels, *Justice historique*, NYDT du 21.07.59, paginé 1.40, de 1 à 3.
- 1.41. Fr. Engels, *La bataille de Solferino*, DV du 09.07.59, paginé 1.41, de 1 à 3.
- 1.42. K. Marx, *Erfurteries de l'année 1859*, DV du 09.07.59, paginé 1.42, de 1 à 3.
- 1.43. K. Marx, *Qu'a gagné l'Italie ?*, NYDT du 27.07.59, paginé 1.43, de 1 à 2.
- 1.44. K. Marx, *La paix*, NYDT du 28.07.59, paginé 1.44, de 1 à 2.
- 1.45. K. Marx, *Le traité de Villafranca*, NYDT du 04.08.59, paginé 1.45, de 1 à 4.
- 1.46. Fr. Engels, *La guerre d'Italie. Rétrospective (1), (2) et (3)*, DV des 23.07, 30.07 et 06.08.59, paginé 1.46, de 1 à 9.
- 1.47. K. Marx, *Une vérité confirmée*, NYDT du 04.08.59, paginé 1.47, de 1 à 3.
- 1.48. K. Marx, *Invasion !*, DV du 30.07.59, paginé 1.48, de 1 à 2.
- 1.49. K. Marx, *Le désarmement français*, NYDT du 12.08.59, paginé 1. 49, de 1 à 2.
- 1.50. K. Marx, *Quid pro quo (1)*, DV du 03.07.59, paginé 1.50, de 1 à 5.
- 1.51. K. Marx, *Quid pro quo (2)*, DV du 06.08.59, paginé 1.51, de 1 à 4.

- 1.52. K. Marx, *Quid pro quo* (3), DV du 13.08.59, paginé 1.52, de 1 à 5.
- 1.53. K. Marx, *Quid pro quo* (4), DV du 20.08.59, paginé 1.53, de 1 à 3.
- 1.54. K. Marx, *Louis Napoléon et l'Italie*, NYDT du 29.08.59, paginé 1.54, de 1 à 4.
- 1.55. K. Marx, *L'avenir de l'Italie*, NYDT du 29.09.59, paginé 1.55, de 1 à 4.
- 1.56. K. Marx, *Une vue radicale sur la paix*, NYDT du 08.11.59, paginé 1.56, de 1 à 3.

2. Les articles relatifs à la situation économique, sociale et politique en Grande-Bretagne

- 2.1. K. Marx, *La situation dans les manufactures britanniques*, NYDT du 15.03.59, paginé 2.1, de 1 à 5.
- 2.2. K. Marx, *La nouvelle réforme électorale anglaise*, NYDT du 17.03.59, paginé 2.2, de 1 à 4.
- 2.3. K. Marx, *La situation dans les manufactures britanniques*, NYDT du 24.03.59, paginé 2.3 de 1 à 4.
- 2.4. K. Marx, *Sur Ernest Jones*, DV du 16.07.59, paginé 2.4, de 1 à 3.
- 2.5. K. Marx, *Le commerce britannique*, NYDT du 19.08.59, paginé 2.5, de 1 à 3.
- 2.7. K. Marx, *Manufactures et commerce*, NYDT du 23.09.59, paginé 1.7, de 1 à 3.
- 2.8. K. Marx, *Corruption électorale en Angleterre*, NYDT du 04.11.59, paginé 2.8, de 1 à 4.
- 2.9. K. Marx, *La panique de l'invasion en Angleterre*, NYDT du 09.12.59, paginé 2.7, de 1 à 2.

3. Articles sur des sujets divers¹

- 3.1. K. Marx, *Grandes difficultés dans les finances indiennes*, NYDT du 30.04.59, paginé 3.1, de 1 à 6.
- 3.2. K. Marx, *Note d'introduction au « Mémoire sur la Russie à l'usage du présent empereur »*, NYDT du 03.08.1859, paginé 3.2, de 1 à 1.
- 3.3. K. Marx, *Kossuth et Louis Napoléon*, NYDT du 24.09.59, paginé 3.4, de 1 à 6.
- 3.4.1. K. Marx, *La nouvelle guerre chinoise (1)*, NYDT du 27.09.59, paginé 3.4.1, de 1 à 3.
- 3.4.2. K. Marx, *La nouvelle guerre chinoise (2)*, NYDT du 01.10.59, paginé 3.4.2, de 1 à 4.
- 3.4.3. K. Marx, *La nouvelle guerre chinoise (3)*, NYDT du 10.10.59, paginé 3.4.3, de 1 à 3.
- 3.4.4. K. Marx, *La nouvelle guerre chinoise (4)*, NYDT du 18.10.59, paginé 3.4.4, de 1 à 3.
- 3.5. K. Marx, *Aux éditeurs de The Free Press*, FP du 28.09.59, paginé 3.5, de 1 à 1.
- 3.6. K. Marx, *Commerce avec la Chine*, NYDT du 03.12.59, paginé 3.6, de 1 à 4.
- 3.7. K. Marx, *Troubles en Allemagne*, NYDT du 02.12.59, paginé 3.7, de 1 à 4.

4. Documents

- 4.1. La campagne d'Italie en 1859. Dates remarquables, paginé DR, de 1 à 6.

Table générale

¹ Nous n'avons pas reproduit dans cette série l'article d'Engels paru dans les éditions du 6 et 20 août 1859 de *Das Volk* en rapport avec la parution de *La contribution à la critique de l'économie politique* de Marx. Ces pages se trouvent au chapitre 4 de notre précédent fascicule 30.

Introduction

Nous avons entrepris de traduire **l'ensemble des 70 articles publiés par Marx et Engels dans le *New-York Daily Tribune* et *Das Volk* au cours de l'année 1859.**

Outre l'apport de ces versions françaises, la plupart inédites, cette collection présente plusieurs avantages.

Elle donne, d'abord, la mesure du travail journalistique de Marx et d'Engels. A vrai dire, ces contributions sont pour Marx ses seules ressources professionnelles. Même si contraintes, elles témoignent de son attention aux événements sociaux et politiques dont il n'est, pour l'heure que le témoin. La reprise en main, sous sa responsabilité, en juillet 1859, du journal *Das Volk* dont il espérait faire l'organe d'une relance « du parti » n'aboutira en effet pas, le journal cessant bientôt de paraître, faute de moyens financiers.

Comme, ensuite, nombre de ces articles concernent la campagne d'Italie menée contre l'Autriche par les armées de Napoléon III et du Piémont Sardaigne, la matière nous servira de référence pour l'analyse de la brochure d'Engels sur *Le Pô et le Rhin* qui fera l'objet de notre prochain fascicule. On observera sur le sujet les compétences militaires dont Engels fait la preuve dans la description minutieuse des combats et par ses commentaires critiques dans le domaine de la stratégie. Telle était même leur pertinence que ses articles ont souvent été attribués à un officier supérieur soucieux de garder l'anonymat.

On observera enfin la sévérité de Marx à l'égard de la politique de Napoléon III et de son personnage lui-même. A l'égard de sa politique ? Sa critique concerne principalement l'alliance de Napoléon III avec la Russie tsariste considérée comme le principal ennemi du prolétariat européen. A l'égard de son personnage ? Ce sont de constantes et souvent cruelles railleries sur sa médiocrité de complotiste sans envergure, d'imposteur aventurier et de risque-tout médiocre.

*

Nous avons choisi de classer ces articles selon **trois rubriques distinctes** :

- la première regroupe les contributions, les plus nombreuses, relatives à la campagne d'Italie.
- la deuxième réunit les articles concernant la situation économique, sociale et politique en Grande-Bretagne.
- la troisième associe un ensemble de sujets divers, sur la politique colonialiste anglaise notamment en Inde et en Chine.

*

Nous avons traduit à partir du volume 16 des *Marx Engels Collected Works* (MECW) et du volume 13 des *Marx Engels Werke* (MEW). Les notes explicatives sont extraites pour la plupart de ces pages, complétées par nos soins en référence aux encyclopédies *Universalis* et *Wikipédia*.

Pour rappel, nos références à la *Correspondance de Marx et d'Engels* sont notées par l'abréviation C, suivie du numéro de volume et de page.

*

Etudes consultées

- Eric Anceau, *Napoléon III*, Editions Talandier, Coll. Texto, Paris 2012.
- Catherine Brice, Histoire de l'Italie. Collection *Tempus*, Perrin, Paris 2002.
- Francis Choisel, *La Deuxième République et le Second Empire au jour le jour*. CNRS, Chronologie, Coll. Biblis, Paris 2015
- Le Duc d'Almazan, *La Guerre d'Italie. Campagne de 1859*, E. Plon et Cie, Paris 1882 (disponible sur Gallica)
- Alfred Duquet, *La guerre d'Italie (1859)*, G. Charpentier, Editeur, Paris 1882 (disponible sur Gallica)
- Louis Girard, *Napoléon III*, Fayard, Coll. Pluriel, Paris 2013.
- A. Maurage, *La guerre d'Italie : exposé et plan des hostilités*, Bulletin hebdomadaire, V^e Parent & Fils, Editeur, Bruxelles 1859 (disponible sur Gallica)
- Pierre Milza, *Histoire de l'Italie. Des origines à nos jours*, Fayard, Paris 2005.
- Pierre Milza, *Napoléon III*, Éditions Perrin, Coll. Tempus, Paris 2006.
- Elena Musiani, *Faire une nation. Les Italiens et l'unité (XIXe-XXIe siècle)*, Gallimard, Coll. Folio, Paris 2018
- J-B-J. Raymond, *Histoire complète de la Guerre d'Italie en 1859*, Librairie moderne, Gustave Havard, éditeur, Paris 1859 (disponible sur Gallica)
- J.-J.-E. Roy, *Histoire de la guerre d'Italie en 1859*, Tours, Ad Mame et Cie, Imprimeurs-libraires , 1859 (en ligne sur Gallica).
- Maximilien Rubel, *Karl Marx devant le bonapartisme*, Mouton & Co, Paris 1960
- Victor-L.Tapié, « Le traité secret de 1859 entre la France et la Russie », *Etudes d'histoire contemporaine*, V, 1953, pp. 116-146 (disponible sur Gallica)
- Emile Tersen, *Garibaldi*, Livre Club Diderot, Paris 1962

Ajoutons la collection des numéros du *Moniteur universel* de l'année 1859, en ligne (par abonnement) sur le site de *RetroNews*.

1.1. K. Marx, *Sur L'unité italienne*

New-York Daily Tribune
du 24.01.1859¹

Le contexte :

Lors de sa réception du Nouvel An aux Tuileries, le 1^{er} janvier 1859, le diplomate autrichien Joseph Alexandre von Hübner, ambassadeur en France depuis 1849, a été traité avec une certaine distance par Napoléon III qui lui a déclaré : « Je regrette que nos rapports ne soient pas aussi bons que je désirerais qu'ils fussent, mais je vous prie d'écrire à Vienne que mes sentiments personnels pour l'Empereur sont toujours les mêmes », une déclaration que la presse internationale avait largement reproduite et commentée comme une signe des intentions belliqueuses de la France envers l'Autriche. Von Hübner est l'auteur de l'ouvrage intitulé *Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris sous le second Empire 1851-1859*² dans lequel il évoque cette entrevue et les perspectives de guerre qu'elle laissait entrevoir. Le 23 janvier prochain sera signé à Turin, en secret, un traité d'alliance entre la France et le Piémont en vue de chasser les Autrichiens d'Italie. Ce traité confirme les engagements (eux aussi secrets) de l'entrevue de Plombières, le 21 juillet 1858, entre Napoléon III et Cavour.

Comme l'enfant qui criait au loup³, les Italiens ont si souvent affirmé que « l'Italie est en pleine agitation et à la veille d'une révolution », les têtes couronnées d'Europe ont si souvent parlé d'un « règlement de la question italienne », qu'il ne serait pas surprenant que l'apparition réelle du loup ne soit pas prise en compte et qu'une véritable révolution et une guerre européenne générale éclatent et nous prennent au dépourvu !

Le contexte européen de 1859 est incontestablement belliqueux, et si l'attitude hostile, les préparatifs apparents de la France et du Piémont pour la guerre avec l'Autriche, devaient n'aboutir à rien, il n'est pas improbable que la haine ardente des Italiens envers leurs oppresseurs, jointe à leurs souffrances toujours croissantes, trouve son exutoire dans une révolution générale.

Nous nous limitons à une hypothèse *non improbable*, car si l'espoir différé rend le cœur malade, l'accomplissement différé de la prophétie rend l'esprit sceptique. Pourtant, si l'on en croit les rapports des journaux anglais, italiens et français, l'état moral de Naples est le reflet de sa structure physique, et un torrent de lave révolutionnaire ne surprendrait pas plus qu'une nouvelle éruption du vieux Vésuve. Les auteurs des États pontificaux s'étendent en détail sur les abus croissants du gouvernement clérical et sur la croyance profondément enracinée de la population romaine que toute réforme ou amélioration est impossible - que le renversement total dudit gouvernement est le seul remède - que ce remède aurait été administré depuis longtemps sans la présence de troupes suisses, françaises et autrichiennes⁴ - et que, malgré ces obstacles matériels, une telle tentative peut être faite à tout moment.

De Venise et de Lombardie, les nouvelles sont plus précises et nous rappellent avec force les symptômes qui ont marqué la fin

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 148-153. L'article de Marx a été rédigé vers le 5 janvier 1859.

² En ligne sur *Gallica*, tome 2, p. 244.

³ Marx fait ici référence à la fable d'Esope également connue sous le titre du *Berger mauvais plaisant* : un enfant de berger s'amuse à lancer d'inutiles alertes aux loups qui ont lassé les gens du village. Lorsqu'un jour les loups sont vraiment arrivés, les villageois ne se sont plus inquiétés avec pour conséquence que le troupeau a été dévoré. La fable se termine par cette morale : « Cette fable montre que les menteurs ne gagnent qu'une chose, c'est de n'être pas crus, même lorsqu'ils disent la vérité. ».

⁴ Les troupes françaises et autrichiennes se trouvaient à Rome et dans les États pontificaux depuis la répression de la révolution de 1848-1849 et les mercenaires suisses formaient la garde du pape.

de 1847 et le début de 1848 dans ces provinces¹. L'abstinence de l'usage du tabac et des produits manufacturés autrichiens est universelle, de même que les proclamations à la population de renoncer aux lieux d'amusement public - preuves étudiées de la haine envers l'Archiduc² et tous les fonctionnaires autrichiens - sont portées à un tel point que le prince Alfonso Parcia, un noble italien dévoué à la Maison de Habsbourg, n'a pas osé, sur la voie publique, enlever son chapeau au passage de l'Archiduchesse³; la sanction de cette faute, administrée sous la forme d'un ordre de l'archiduc imposant le départ immédiat de Milan du prince, incite sa classe à se joindre au cri populaire de *fuori i Tedeschi*⁴. Si nous ajoutons à ces manifestations muettes du sentiment populaire les querelles quotidiennes entre le peuple et la soldatesque, invariablement provoquées par le premier, la révolte des étudiants de Pavie, et la fermeture des Universités qui en découle, nous avons sous les yeux une reconstitution du prologue des cinq jours de Milan en 1848⁵.

Mais, bien que nous croyions que l'Italie ne peut pas rester éternellement dans sa condition actuelle, puisque le chemin le plus long doit avoir un tournant - bien que nous sachions qu'une organisation active est en cours dans toute la péninsule, nous ne sommes pas prêts à dire si ces manifestations sont entièrement les ébullitions spontanées de la volonté populaire, ou si elles sont stimulées par les agents de Louis Napoléon et de son allié, le comte Cavour.

D'après les apparences, le Piémont, soutenu par la France et peut-être par la Russie, envisage d'attaquer l'Autriche au printemps. D'après la réception par l'Empereur de l'ambassadeur d'Autriche à Paris, il semblerait qu'il n'ait aucun dessein amical envers le gouvernement représenté par M. Hübner⁶; d'après la concentration d'une force si puissante à Alger, il n'est pas anormal de supposer que les hostilités contre l'Autriche commenceraient par une attaque de ses provinces italiennes; les préparatifs belliqueux du Piémont, les déclarations de guerre à l'Autriche qui émanent quotidiennement de la partie officielle et semi-officielle de la presse piémontaise, rendent plausible la supposition que le roi profitera du premier prétexte pour franchir le Tessin⁷.

En outre, l'information selon laquelle Garibaldi, le héros de Montevideo et de Rome⁸, a été convoqué à Turin, est confirmée par des

¹ A la fin de l'année 1847 et au début de l'année 1848, un mouvement antiautrichien de masse s'était produit à Venise et en Lombardie. L'un de ses centres avait été l'université de Pavie, fermée par les autorités autrichiennes au début de l'année 1848. Les libéraux, soucieux d'éviter un soulèvement populaire, avaient appelé le peuple à « respecter la loi » et à se limiter à des demandes de réformes économiques et d'autonomie dans le cadre de la monarchie autrichienne. Pour protester contre les représailles fiscales et les mesures visant à restreindre l'industrie et le commerce italiens, ainsi que contre l'introduction du monopole du tabac par les Autrichiens, la population avait boycotté les produits industriels et le tabac autrichiens. Les cercles républicains secrets avaient organisé des manifestations qui donnaient souvent lieu à des affrontements avec l'armée et la police.

² L'Archiduc Ferdinand Maximilien de Habsbourg, le frère cadet de l'empereur d'Autriche François-Joseph. En septembre 1857, il avait été nommé vice-roi du royaume de Lombardie-Vénétie, une fonction dont il sera contraint de démissionner en avril 1859, le pouvoir autrichien le trouvant trop libéral à l'égard de l'opposition italienne. En 1864, il acceptera le trône du Mexique, un règne qui se terminera par son exécution le 19 juin 1867.

³ Charlotte de Belgique, fille unique du roi de Belgique Léopold Ier, que Ferdinand Maximilien avait épousée en juillet 1857.

⁴ *Les Allemands dehors*.

⁵ Du 18 au 22 mars 1848, dans le contexte des premiers troubles révolutionnaires, le 13 mars 1848, à Vienne, un soulèvement populaire a lieu à Milan. Cette lutte de cinq jours aboutira au retrait des troupes autrichiennes de Milan et à la formation, le 22 mars, d'un gouvernement provisoire composé de représentants de la bourgeoisie libérale italienne.

⁶ En référence à la réception du Nouvel An aux Tuileries, le 1^{er} janvier 1859, de l'ambassadeur autrichien Alexandre von Hübner.

⁷ Le Tessin formait la frontière entre le Piémont et la Lombardie qui était occupée par les Autrichiens.

⁸ Entre 1842 et 1846, Garibaldi avait pris part à la lutte du peuple uruguayen contre le dictateur argentin Juan Manuel de Rosas et il avait joué un rôle important dans la défense de la capitale Montevideo et d'autres batailles décisives. De février à juillet 1849, Garibaldi dirigera la défense de la République ro-

sources privées et fiables. Cavour a eu un entretien avec Garibaldi, l'a informé des perspectives d'une guerre rapide et lui a suggéré qu'il serait sage de rassembler et d'organiser des volontaires.

L'Autriche, l'une des principales parties concernées, donne la preuve évidente qu'elle accorde du crédit aux rumeurs. En plus de ses 120.000 hommes, concentrés dans ses provinces italiennes, elle augmente ses forces par tous les moyens imaginables et vient de faire avancer un renfort de 30.000 hommes. Les défenses de Venise, de Trieste, etc., sont augmentées et renforcées; et dans toutes ses autres provinces, les propriétaires terriens et les dresseurs sont appelés à présenter leurs étalons, car des chevaux de selle sont nécessaires pour la cavalerie et les avant-gardes.

Et si, d'une part, elle n'omet aucun préparatif de résistance à la « prudente manière autrichienne », elle prévoit aussi une défaite éventuelle. De la Prusse, le Piémont de l'Allemagne, dont les intérêts sont diamétralement opposés aux siens, elle ne peut, au mieux, qu'espérer la neutralité. La mission de son ambassadeur, le baron Seebach, à Saint-Petersbourg, semble avoir complètement échoué à obtenir une perspective de succès en cas d'attaque. Les projets du Tsar¹ à plus d'un titre, et notamment sur la question de la Méditerranée, où il a lui aussi jeté l'ancre², coïncident trop avec ceux de son ex-opposant, aujourd'hui fidèle allié, à Paris, pour qu'il puisse défendre l'Autriche « reconnaissante³ ». La sympathie bien connue du peuple anglais pour les Italiens dans leur haine du *giogo tedesco*⁴ rend très douteux qu'un ministère britannique ose soutenir l'Autriche, aussi désireux qu'il soit de le faire.

En outre, l'Autriche, comme beaucoup d'autres pays, soupçonne que le « vengeur de Waterloo⁵ » n'a pas perdu de vue son désir d'humilier la « perfide Albion⁶ » et que, ne choisissant pas de défier le lion dans sa tanière, il ne craindra pas de le défier à l'Est, en attaquant, conjointement avec la Russie, l'empire turc (malgré ses serments de maintenir cet empire inviolé), amenant ainsi la moitié des forces britanniques en action sur le champ de bataille oriental, tandis que de Cherbourg il maintient l'autre moitié dans une inaction forcée, gardant les côtes britanniques.

C'est pourquoi, dans le cas d'une guerre réelle, l'Autriche a le sentiment désagréable qu'elle ne doit compter que sur elle-même; et l'un de ses nombreux expédients pour subir le moins de pertes possible, en cas de défaite, est digne d'être remarqué pour son impudente sagacité.

Les casernes, les palais, les arsenaux et autres bâtiments officiels de toute la Lombardie vénitienne, dont l'érection et l'entretien ont coûté des taxes exorbitantes aux Italiens, sont néanmoins considérés comme la propriété de l'Empire. En ce moment, le gouvernement contraint les différentes municipalités à acheter tous ces

maine mise en place à la suite d'un soulèvement populaire. Pendant plusieurs mois, l'armée de la République repoussera avec succès l'intervention des troupes françaises, autrichiennes et napolitaines pour mater la révolution. Le 3 juillet 1849, la République romaine succombera toutefois à la supériorité des forces contre-révolutionnaires et à l'assaut du général français Nicolas Oudinot, qui prend Rome le 3 juillet 1849.

¹ Alexandre II.

² En août 1858, un accord avait été conclu entre la Russie et le Piémont accordant à la *Russian Steamship and Trading Company* le droit d'utiliser temporairement la partie orientale du port de Villafranca, près de Nice, pour amarrer, ravitailler et réparer ses navires.

³ Marx ironise sur la « gratitude » que l'Autriche a témoignée à la Russie tsariste pour son aide dans la répression de la révolution hongroise de 1848-49. Avec l'aggravation de la question orientale au début des années 1850, la politique étrangère autrichienne prendra toutefois un tournant anti-russe.

⁴ *le joug allemand*

⁵ Napoléon III.

⁶ L'expression péjorative « perfide Albion », courante à l'époque de la Révolution française, a été empruntée à un poème du marquis Augustin Louis de Ximénès. La Grande-Bretagne était ainsi appelée en raison de nombreuses intrigues de son gouvernement contre la République française et de l'organisation de coalitions anti-françaises.

bâtiments à un prix fabuleux, alléguant comme motif qu'il a l'intention de les louer au lieu de les posséder à l'avenir. Il est pour le moins douteux que les municipalités touchent un jour un sou du loyer, même si l'Autriche conserve son emprise; mais, si elle est chassée de tout ou d'une partie de son territoire italien, elle se félicitera de son astucieux stratagème pour convertir une grande partie de son trésor perdu en argent liquide portable.

On affirme, en outre, qu'elle déploie tous ses efforts pour inspirer au pape, au roi de Naples, aux ducs de Toscane, de Parme et de Modène, sa propre résolution de résister jusqu'au bout à toute tentative de la part du peuple ou des têtes couronnées de changer l'ordre actuel des choses en Italie. Mais personne ne sait mieux que l'Autriche elle-même combien les meilleurs efforts de ces pauvres outils seraient dérisoires pour faire face à la marée de l'insurrection populaire ou de l'ingérence étrangère. Et, bien que la guerre contre l'Autriche soit la fervente aspiration de tout vrai cœur italien, nous ne pouvons douter qu'une grande majorité d'Italiens considèrent les perspectives d'une guerre, commencée par la France et le Piémont, comme douteuses, pour ne pas dire plus, quant à ses résultats.

Alors que personne ne croit honnêtement que le meurtrier de Rome¹ puisse par un quelconque processus humain se transformer en Sauveur de la Lombardie, une petite faction favorise les desseins de Louis Napoléon de placer Murat sur le trône de Naples, professe de croire en son intention d'éloigner le Pape d'Italie ou de le confiner dans la ville et la Campagne de Rome, et d'aider le Piémont à ajouter toute l'Italie du Nord à ses possessions.

Il y a ensuite un parti, petit mais honnête, qui s'imagine que l'idée d'une couronne d'Italie éblouit Victor Emmanuel, comme elle devait éblouir son père²; qui croit qu'il attend avec impatience la première occasion de dégainer son épée pour l'obtenir, et que c'est dans ce seul but que le roi se prévaudra du secours de la France, ou de tout autre secours, pour obtenir ce trésor convoité.

Une classe beaucoup plus nombreuse, qui compte des adhérents dans toutes les provinces opprimées de l'Italie, surtout en Lombardie et parmi l'émigration lombarde, n'ayant pas de foi particulière en le roi piémontais ou en la monarchie piémontaise, dit pourtant : « Quel que soit son but, le Piémont a une armée de 100.000 hommes, une marine, des arsenaux, un trésor; qu'il jette le gant à l'Autriche; nous le suivrons sur le champ de bataille : s'il est loyal, il aura sa récompense; s'il manque à sa mission, la nation sera assez forte pour continuer la bataille commencée et la mener à la victoire. »

Le parti national italien³ au contraire, dénonce comme une calamité nationale d'entreprendre une guerre d'indépendance italienne sous les auspices de la France et du Piémont. Le problème pour eux n'est pas, comme on le suppose souvent à tort, de savoir si l'Italie, une fois libérée de l'étranger, sera unie sous une forme républicaine ou monarchique de gouvernement, mais que les moyens proposés ne parviendront pas à gagner l'Italie pour les Italiens, et ne pourront au mieux que remplacer un joug étranger par un autre tout aussi oppressant. Ils croient que l'homme du 2 décembre ne fera jamais la guerre, à moins d'y être contraint par l'impatience croissante de son armée, ou par l'aspect menaçant du peuple français; que, ainsi contraint, son choix de l'Italie comme théâtre de la guerre aurait pour objet l'accomplissement du

¹ En référence à l'abolition de la République romaine et à la restauration du pouvoir temporel du Pape en juillet 1849, suite à l'intervention militaire française initiée par Louis Bonaparte après son élection à la présidence de la République française.

² Charles Albert.

³ Il s'agit du Comité national italien créé par Giuseppe Mazzini à Londres en octobre 1850. La principale revendication de son programme était la lutte pour l'indépendance et l'unification de l'Italie par le biais d'un soulèvement national.

plan de son oncle¹ - faire de la Méditerranée un « lac français » - ce qui serait accompli en asseyant Murat sur le trône de Naples; qu'en dictant des conditions à l'Autriche, il cherche à achever sa vengeance, commencée en Crimée, pour les traités de 1815, lorsque l'Autriche était l'une des parties qui ont dicté à la France des conditions extrêmement humiliantes pour la famille Bonaparte. Ils considèrent le Piémont comme la simple patte du chat de la France, convaincus que, ses propres fins atteintes, n'osant pas aider l'Italie à atteindre cette liberté qu'il refuse à la France, Napoléon III conclura une paix avec l'Autriche et étouffera tous les efforts des Italiens pour poursuivre la guerre.

Si tant est que l'Autriche conserve son terrain, le Piémont doit se contenter d'ajouter les duchés de Parme et de Modène à son territoire actuel; mais si l'Autriche est vaincue dans la lutte, la paix sera conclue sur l'Adige, ce qui laissera tout Venise et une partie de la Lombardie aux mains des Autrichiens tant détestés. Cette paix sur l'Adige, affirment-ils, est déjà tacitement convenue entre le Piémont et la France. Confiants dans le triomphe de la nation en cas de guerre nationale contre l'Autriche, ils soutiennent que, si cette guerre est commencée avec Napoléon pour inspirateur, et le roi de Sardaigne pour dictateur, les Italiens se seront démunis de leur pouvoir de faire un pas en sens contraire de leurs chefs acceptés, d'empêcher de quelque manière que ce soit les ruses de la diplomatie, les capitulations, les traités et le réenchaînement de leurs chaînes qui doivent en résulter; ils rappellent la conduite du Piémont à l'égard de Venise et de Milan en 1848, et à Novare en 1849², et poussent leurs compatriotes à profiter de cette amère expérience de leur funeste confiance dans les princes.

Tous leurs efforts visent à parachever l'organisation de la péninsule, à inciter le peuple à s'unir dans un effort suprême, et à ne commencer la lutte que lorsqu'il se sentira capable d'entamer la grande insurrection nationale qui, tout en déposant le Pape, Bomba³ et Cie, rendra disponibles les armées, les marines et le matériel de guerre des provinces respectives pour l'extermination de l'ennemi étranger. Considérant l'armée et le peuple piémontais comme d'ardents champions de la liberté italienne, ils estiment que le roi du Piémont aura ainsi toute latitude pour aider à la liberté et à l'indépendance de l'Italie, s'il le souhaite; s'il s'avère réactionnaire, ils savent que l'armée et le peuple se rangeront du côté de la nation.

S'il justifie la confiance que ses partisans ont placée en lui, les Italiens ne tarderont pas à lui témoigner leur gratitude sous une forme tangible. En tout cas, la nation sera en mesure de décider de ses propres destinées, et sentant, comme elle le fait, qu'une révolution réussie en Italie sera le signal d'une lutte générale de la part de toutes les nationalités opprimées pour se débarrasser de leurs oppresseurs, elle ne craint aucune ingérence de la part de la France, puisque Napoléon III aura trop d'affaires chez lui à régler pour se mêler des affaires des autres nations, même pour la poursuite de ses propres objectifs ambitieux.

¹ Napoléon I.

² Après la révolution victorieuse de mars 1848 à Milan et à Venise, le roi piémontais Charles-Albert avait déclaré la guerre à l'Autriche le 23 mars. Son objectif principal étant d'annexer la Lombardie au royaume de Sardaigne, Charles Albert avait tout fait pour empêcher la création d'un front national uni contre l'Autriche et avait ainsi affaibli les efforts militaires des Piémontais. Après la défaite de l'armée piémontaise à Custoza (25-26 juillet 1848), il avait conclu un armistice avec l'Autriche le 9 août. Les opérations militaires reprenant le 20 mars 1849 et le 23 mars, le feld-maréchal Josef Radetzky avait infligé à l'armée piémontaise une grave défaite à Novare le 23 mars, entraînant l'abdication de Charles Albert. Le 26 mars, un armistice y était signé avec l'Autriche par le nouveau roi, Victor Emmanuel II dans des conditions dures pour le Piémont et pour l'ensemble de l'Italie. La paix sera conclue le 6 août 1849. En 1849, Engels avait écrit pour la *Neue Rheinische Zeitung* plusieurs articles dénonçant la monarchie piémontaise.

³ Pie IX et Ferdinand II.

*A chi tocca tocca*¹ comme disent les Italiens. Nous ne nous risquons pas à prédire si ce seront les révolutionnaires ou les armées régulières qui apparaîtront les premiers sur le terrain. Ce qui semble à peu près certain, c'est qu'une guerre commencée dans n'importe quelle partie de l'Europe ne s'arrêtera pas là où elle commence; et si, effectivement, cette guerre est inévitable, notre désir sincère et profond est qu'elle puisse amener un règlement véritable et juste de la question italienne et de diverses autres questions qui, tant qu'elles ne seront pas réglées, continueront de temps à autre à troubler la paix de l'Europe, et par conséquent à entraver le progrès et la prospérité de tout le monde civilisé.

¹ *A celui à qui c'est le tour.*

1.2. K. Marx, *Les perspectives de guerre en Europe*

New-York Daily Tribune
du 31.01.1859¹

La réponse de l'empereur d'Autriche aux étranges vœux de bonne année qui lui ont été envoyés de Paris² de la part du « cousin hollandais de la bataille d'Austerlitz³ », et le discours d'ouverture du vertueux Emmanuel adressé aux Chambres sardes⁴ n'ont nullement contribué à apaiser la menace de guerre qui se répand en Europe.

Dans tous les centres du marché monétaire, le baromètre indique « orageux ». Le roi de Naples est devenu tout à coup magnanime et anti-russe, libérant des lots de prisonniers politiques, exilant Poerio⁵ avec ses associés, et refusant à la Russie un dépôt de charbon dans l'Adriatique; les querelles avec les Tedeschi⁶ et la croisade contre les fumeurs de cigares du gouvernement se poursuivent à Milan, Lodi, Crémone, Brescia, Bergame, Parme et Modène, tandis qu'à Pavie le cours des études universitaires a été suspendu par ordre du gouvernement; Garibaldi, convoqué à Turin, a été chargé de réorganiser la garde nationale; un nouveau corps d'environ 15.000 chasseurs se forme à Turin, et les fortifications de Casale⁷ sont poursuivies avec la plus grande activité.

Une armée autrichienne d'environ 30.000 hommes, un corps d'armée complet (le 3e), aura à cette heure marché dans le royaume lombard-vénitien, et le comte Gyulay, un général de l'école Radetzky, et un homme d'instinct à la Haynau⁸, a déjà atteint Milan pour prendre les rênes du pouvoir des mains du gentil, bienveillant, mais faible archiduc Ferdinand Maximilien. En France, les mouvements et contre-mouvements militaires sont à l'ordre du jour, tandis que l'Empereur fait preuve d'un immense zèle pour tenter des expériences avec le nouveau canon à Vincennes.

Le gouvernement prussien, enfin, a initié son nouveau système de liberté⁹ en demandant aux Chambres de l'argent pour augmenter l'armée permanente et la conversion de la Landwehr en un appendice de l'armée de ligne¹⁰. Avec de tels nuages visibles à l'horizon

¹ L'article a été écrit le 11 janvier 1859. Nous traduisons à partir de MECW, t. 16, pp. 154-157.

² Pour rappel, le propos tenu par Napoléon III à l'adresse de l'ambassadeur autrichien J.A. von Hübner lors de la réception du Nouvel An 1859 aux Tuileries.

³ Il s'agit de Napoléon III, dont le père, Louis Bonaparte, frère de Napoléon Ier, fut roi des Pays-Bas de 1806 à 1810. En qualifiant Napoléon III de « cousin hollandais de la bataille d'Austerlitz », Marx fait allusion au fait que le coup d'État du 2 décembre 1851 a eu lieu le jour anniversaire de la bataille d'Austerlitz (le 2 décembre 1805) au cours de laquelle Napoléon Ier avait mis en déroute les armées de la Russie et de l'Autriche.

⁴ Dans son discours du trône du 10 janvier 1859 devant le parlement de Turin, Victor-Emmanuel II avait déclaré sous les applaudissements que si la Sardaigne était respectueuse des traités, il n'était pas insensible aux cris de douleur et d'angoisse qui lui étaient parvenus de nombreuses régions d'Italie.

⁵ Patriote italien, avocat de formation, Carlo Poerio (1803-1867) avait participé à la préparation de l'insurrection de 1847 dans le royaume des Deux-Siciles dont il sera le ministre de l'Instruction en 1848. Arrêté en juillet 1849 au retour de la Monarchie et condamné à 24 ans de geôle, il subira un dur emprisonnement avant d'être déporté en Angleterre en janvier 1859.

⁶ avec les Allemands

⁷ Casale Monferrato, dans le Piémont, aux bords du Pô : une ville fortifiée dont l'enceinte, détruite par le premier Empire français, avait été reconstruite en 1848 au cours de la première guerre d'indépendance italienne.

⁸ En référence au général autrichien Julius Jacob von Haynau (1786-1853), connu pour ses opinions réactionnaires et surtout pour sa férocité lors des campagnes militaires de 1848-1849 en Hongrie et en Italie.

⁹ En novembre 58, le futur Guillaume Ier était devenu régent du royaume de Prusse en raison de la démence de Frédéric-Guillaume IV. Il accède au trône dans le contexte d'une victoire de la bourgeoisie libérale qui célèbre son avènement comme le début d'une ère nouvelle. La question militaire ne tardera cependant pas à l'opposer au parlement. Se prépare en fait la future dictature des Junkers prussiens qui commencera avec l'accession au pouvoir de Bismarck en septembre 1862.

¹⁰ Ladite Landwehr était composée de forces réservistes en soutien de l'armée permanente.

de l'Europe, on peut s'étonner de la baisse relativement légère des cotations de la Bourse de Londres, qui indique généralement les pulsations de la société européenne plus exactement que les observatoires monétaires de Paris et du reste du continent.

Tout d'abord, les observateurs avisés de la Bourse de Londres n'ont pas hésité à considérer la fantaisie de Napoléon pour le Nouvel An comme une simple manœuvre de manipulation des titres de la part de leur auguste allié. En effet, une fois les valeurs françaises en baisse, on se précipita dans le temple de Baal pour se débarrasser des obligations d'Etat, du Crédit Mobilier¹ et des actions des chemins de fer pour tout ce qu'elles pouvaient rapporter. Puis, après la ruine de certains spéculateurs qui avaient compté sur une hausse des valeurs, il s'ensuivit d'un seul coup, le 6 janvier, une légère reprise à la Bourse de Paris, par suite de la rumeur selon laquelle une note du gouvernement à paraître dans le *Moniteur* allait neutraliser le venin contenu dans l'apostrophe de « Sa Majesté » au ministre autrichien². Un tel billet, en effet, parut le vendredi 7 janvier; puis les fonds montèrent, et beaucoup de messieurs, connus pour être les familiers des Tuileries, réalisèrent ce même vendredi des bénéfices extraordinaires. C'est ainsi que ces messieurs se remboursèrent des dépenses de leurs cadeaux de nouvel an, de la manière la plus économique. Or, il semble qu'une conspiration analogue, qui se tramait à Londres, ait été déjouée non par une sagacité peu commune de l'esprit monétaire britannique, mais par son emprise secrète sur certains des directeurs financiers des *menus plaisirs* élyséens. Cependant, la relative stabilité des titres britanniques est due principalement à une autre circonstance moins flatteuse pour Louis Napoléon, mais plus caractéristique de l'état de l'Europe. Aucun confesseur ne connaît plus exactement les parties vulnérables du cœur d'un sincère pénitent que ne savent les hommes d'argent de Chapel street, Lombard street et Threadneedle street³ où le bât blesse les potentats européens.

Ils savent que la Russie veut un prêt d'environ dix millions de livres sterling; que la France, malgré l'excédent prospectif d'un budget, toujours conjugué au futur, manque cruellement d'argent; que l'Autriche attend un versement d'au moins six ou huit millions de livres sterling; que la petite Sardaigne est avide d'un prêt, non seulement pour entreprendre une nouvelle croisade italienne, mais pour payer les vieilles dettes contractées lors de la guerre de Crimée; et qu'en tout, des factures d'un montant de trente millions de livres sterling doivent être tirées par les porteurs de couronne et les porteurs d'épée, sur la bourse anglaise, avant que les armées ne puissent bouger, que le sang ne coule et que la voix tonitruante du canon ne retentisse. Or, pour effectuer toutes ces transactions monétaires, il faut au moins deux mois de répit, de sorte que, indépendamment des considérations militaires, s'il doit y avoir une guerre, elle doit être retardée jusqu'au printemps.

Pourtant, ce serait une grande erreur de se précipiter vers la conclusion que par leur dépendance du bon plaisir des capitalistes pacifiques, les chiens de guerre seront certainement empêchés de se déchaîner. Avec un taux d'intérêt qui ne dépasse guère 2 ½ pour cent, avec plus de quarante millions d'or qui stagnent dans les coffres des banques d'Angleterre et de France, avec une méfiance générale à l'égard de la spéculation commerciale, Satan lui-même, s'il

¹ La *Société Générale du Crédit Mobilier* était la banque française par actions fondée en novembre 1852 par les frères Emile et Isaac Pereire. Etroitement liée au gouvernement de Napoléon III et protégée par ce dernier, la société se lancera dans la spéculation et fera faillite en 1867. Pour le détail, nous renvoyons à la note 2.2 de notre fascicule 25.

² Le 7 janvier 1859, Napoléon III avait fait publier dans le *Moniteur universel* une brève note visant à atténuer les rumeurs alarmantes qu'avaient suscitées les multiples échos dans la presse de ses propos du premier janvier à l'adresse de l'ambassadeur autrichien von Hübner : « Depuis quelques jours, *lit-on*, l'opinion publique est agitée par des bruits alarmants, auxquels il est du devoir du Gouvernement de mettre un terme en déclarant que rien dans nos relations diplomatiques n'autorise les craintes que ces bruits tendent à faire naître. ».

³ Threadneedle Street, célèbre pour être le site de la Banque d'Angleterre. Chapel Street et Lombard Street abritaient les sièges des entreprises bancaires et commerciales les plus importantes d'Angleterre.

ouvrait un crédit pour une nouvelle campagne, parviendrait, après quelques délais pudiques et quelques conférences moralisatrices, à vendre ses certificats à prime.

Les conditions qui pourraient repousser la guerre européenne sont les mêmes qui en accélèrent le déclenchement. Après ses splendides succès diplomatiques en Asie, la Russie est impatiente de retrouver sa prédominance en Europe. En effet, de même que le discours du trône de la petite Sardaigne a été révisé à Paris, de même la boutade du nouvel an de Bonaparte (le Petit)¹ n'était que l'écho d'un mot d'ordre donné à Saint-Pétersbourg. Avec la France et la Sardaigne téléguidées par Saint-Pétersbourg, l'Autriche menacée, l'Angleterre isolée et la Prusse vacillante, l'influence de la Russie serait suprême en cas de guerre, pour quelque temps du moins. Elle pourrait se tenir à l'écart, affaiblir la France et l'Autriche par des luttes meurtrières, et finalement « améliorer » les difficultés de cette dernière puissance, qui lui barre maintenant la route vers le Sud et s'oppose à sa propagande panslaviste. Tôt ou tard, le gouvernement russe devrait intervenir; ses problèmes intérieurs pourraient être détournés par une guerre étrangère, et la puissance impériale, par ses succès à l'étranger, deviendrait capable de briser l'opposition nobiliaire à l'intérieur. Mais, d'autre part, la pression financière engendrée par la campagne de Crimée serait triplée; la noblesse, à laquelle on fait appel dans une telle urgence, réunirait de nouvelles armes d'attaque et de défense; tandis que la paysannerie, ayant sous les yeux des promesses non encore tenues, exaspérée par de nouveaux délais, de nouvelles conscriptions et de nouveaux impôts, pourrait être poussée à de violentes agitations.

Quant à l'Autriche, elle a peur de la guerre, mais, bien sûr, elle peut y être forcée. Bonaparte, à son tour, est très probablement arrivé à la juste conclusion que c'est maintenant l'occasion de jouer sa carte maîtresse. *Aut Caesar aut nihil*² Les gloires factices du Second Empire s'évanouissent rapidement, et le sang est nécessaire pour cimenter à nouveau cette monstrueuse imposture. Et dans quel meilleur personnage que celui d'un libérateur italien, et dans quelles circonstances plus favorables que celles de la neutralité forcée de l'Angleterre, du soutien secret de la Russie et de la vassalité avouée du Piémont, pourrait-il espérer réussir ?

Mais d'un autre côté, le parti ecclésiastique français est violemment opposé à la croisade impie; la classe moyenne lui rappelle que l'Empire c'est la paix³; la circonstance même que l'Angleterre et la Prusse sont pour l'instant astreintes à des attitudes neutres les transformera en arbitres au cours de la guerre; et toute défaite dans les plaines de Lombardie sonnerait le glas de l'Empire de pacotille⁴.

¹ Louis Bonaparte avait été surnommé « le Petit » par Victor Hugo dans son discours à l'Assemblée législative du 17 juillet 1851. Ce surnom était devenu populaire après la publication à Bruxelles, en 1852, de son pamphlet *Napoléon le Petit*.

² *Ou Empereur ou rien*, une devise attribuée à César Borgia qui jouait sur l'identité de son prénom et du titre porté par les empereurs romains.

³ Une allusion aux propos tenus par Louis Bonaparte dans son discours de Bordeaux, le 9 octobre 1852, peu avant le plébiscite des 21 et 22 novembre 1852. Annonçant le rétablissement de l'Empire, il avait déclaré : « Certaines personnes se disent : l'Empire, c'est la guerre. Moi, je dis : l'Empire, c'est la paix ». Et de poursuivre sur les conquêtes sociales qu'il envisageait d'accomplir pour la France.

⁴ L'expression anglaise ici employée par Marx, « The Brummagem Empire » dérive du nom dialectal de la ville de Birmingham. L'adjectif a pris dès le 17^e siècle un sens péjoratif associé à la fabrication de produits (notamment des bijoux) contrefaits et de mauvaise qualité, des imitations de charlatans, clinquant et sans valeur.

1.3. K. Marx, *Les affaires en Prusse*

New-York Daily Tribune
du 01.02.1859¹

Depuis octobre 1858, à la suite de l'abdication, pour raison d'aliénation mentale, de l'empereur Frédéric-Guillaume IV, Marx a consacré une série d'articles sur la situation politique en Prusse. Le 27.10.58, il publie « *La folie du roi de Prusse* » et « *La régence prussienne*² », puis, de novembre à décembre 1858, une séquence de cinq contributions parues sous le même titre de « *Les affaires en Prusse*³ ».

Cet article en prend la suite.

Vous connaissez le proverbe allemand : « Là où il n'y a rien, l'empereur a perdu son droit » (*Wo nichts ist, hat der Kaiser sein Recht verloren*⁴), et cette loi du néant, qui l'emporte sur un personnage aussi puissant qu'un empereur, n'est évidemment pas transgressée par votre correspondant. Là où il n'y a pas d'événements, il n'y a pas de reportage. Telle est la raison très concluante qui m'a incité depuis quelques semaines à mettre un embargo sur mes missives en provenance de la « capitale de l'intelligence », la résidence centrale, sinon du pouvoir mondial, du moins du « Weltgeist⁵ ». La première phase du mouvement prussien s'est terminée par les élections générales, tandis que la seconde commence demain avec l'ouverture de la Diète.

Entretemps, les vues sur l'état de choses dans ce pays, développées dans mes lettres précédentes⁶, et, comme je le vois d'après un paquet de journaux germano-américains qui m'ont été envoyés, annexées par de nombreux fils américains de Teut⁷ sans reconnaître comme il se doit la source d'où ils tiraient leur sagesse, ont été pleinement confirmées par la façon désordonnée, fragmentaire, hésitante dont avancent les choses; mais, comme le Dr Johnson, de pédante mémoire, aurait pu l'appeler – de leur mouvement ventre à terre, sans jambes, comme un ver. Les miles allemands sont plus longs que ceux de n'importe quelle autre nation, mais les pas avec lesquels ils mesurent le sol sont d'autant plus courts, nul doute. C'est pour cette raison précise que dans leurs contes de fées, ils rêvent toujours de bottes magiques, permettant à leur heureux possesseur de parcourir une lieue à chaque fois qu'il lève le pied⁸.

L'histoire des dix dernières années dans ce pays a été jugée de façon si unilatérale (pour utiliser un mot familier des Allemands, qui, comme l'animal scolastique de Buridan⁹, ont tant de facettes qu'ils s'enlisent à chaque instant dans une impasse), que quelques considérations générales ne semblent pas déplacées. Lorsque le roi à la tête sans cervelle monta sur le trône, il était imprégné des visions

¹ L'article est daté du 11 janvier 59. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 158-161.

² MECW, vol. 16, pp. 65-69 et 70-73.

³ Respectivement les 3 et 8 novembre, puis les 3, 13 et 27 décembre 58. MECW, vol. 16, pp. 74-77, 78-81, 106-109, 115-119 et 125-128.

⁴ Un principe juridique devenu proverbial : rien ne peut être récupéré d'une personne qui n'a pas de biens. Et donc, qui n'a rien, ne doit rien.

⁵ *L'esprit du monde*, qui est un concept central de la philosophie spéculative de Hegel.

⁶ En référence à ses deux précédents articles également intitulés « Les affaires en Prusse », datés, l'un du 03 et 08.11.58 (MECW, vol. 16, pp. 47-81) et l'autre du 03.12.58 (MECW, vol. 16, pp. 106-109).

⁷ Teut, du nom d'un ancien dieu germanique (en relation avec le vocable teuton).

⁸ Le mile prussien valait quelque 7.533 mètres, comparé au mile anglais de 1.609 mètres. La lieue française valait quelque 4 kilomètres.

⁹ En référence à la parabole de « l'âne de Buridan » attribuée au philosophe scolastique français du XIV^e siècle Jean Buridan. Pour prouver l'absence de libre arbitre, ce dernier cite l'exemple d'un âne qui meurt de faim parce qu'il n'a pu choisir entre deux rations de foin équidistantes et également désirables.

de l'école romantique¹. Il voulait être un roi de droit divin, et être en même temps un roi populaire; être entouré d'une aristocratie indépendante au milieu d'une administration bureaucratique omnipotente; être un homme de paix à la tête des casernes; promouvoir les franchises populaires au sens médiéval tout en s'opposant à toutes les aspirations du libéralisme moderne; être un restaurateur de la foi ecclésiastique tout en se vantant de la prééminence intellectuelle de ses sujets; jouer, en un mot, le roi médiéval tout en agissant comme le roi de Prusse - cet avorton du XVIIIe siècle².

Mais, de 1840 à 1848, tout est allé de travers. Les *Landjunks*³, qui avaient espéré que le collaborateur couronné du *Politisches Wochenblatt*⁴, qui avait prêché jour après jour la nécessité de greffer le règne poétique de l'aristocratie sur le règne prosaïque prussien du maître d'école, du sergent instructeur, du policier, du collecteur d'impôts et du mandarin érudit, furent contraints d'accepter les sympathies secrètes du roi au lieu de concessions réelles. La classe moyenne, encore trop faible pour s'aventurer dans des mouvements actifs, se sentait obligée de marcher à l'arrière de l'armée théorique menée par les disciples de Hegel contre la religion, les idées et la politique de l'ancien monde. Dans aucune période antérieure, la critique philosophique n'avait été aussi audacieuse, aussi puissante et aussi populaire que pendant les huit premières années du règne de Frédéric-Guillaume IV, qui voulait supplanter le rationalisme « superficiel », introduit en Prusse par Frédéric II, par le mysticisme médiéval. La puissance de la philosophie durant cette période était entièrement due à la faiblesse pratique de la bourgeoisie; ne pouvant s'attaquer aux institutions désuètes dans les faits, elle doit céder la préséance aux audacieux idéalistes qui les assaillaient dans le domaine de la pensée. Enfin, le roi romantique lui-même n'était, après tout, comme tous ses prédécesseurs, que la main visible d'un gouvernement bureaucratique banal qu'il essayait en vain d'embellir avec les beaux sentiments d'âges révolus.

La révolution, ou plutôt la contre-révolution à laquelle elle a donné naissance⁵, a complètement changé la face des choses. Les *Landjunks* ont mis en pratique les lubies privées du roi et ont réussi à faire reculer le gouvernement, non pas derrière 1848, non pas derrière 1815, mais même derrière 1807. C'en était fini des aspirations timides et romantiques; mais à leur place, une Chambre des Lords prussienne a vu le jour; la mainmorte⁶ a été restaurée, la juridiction privée de la seigneurie a fleuri plus que jamais, l'exemption de l'impôt est redevenue un signe de noblesse, les policiers et les hommes du gouvernement ont dû se baisser devant les nobles, tous les lieux de pouvoir ont été cédés aux descendants de l'aristocratie foncière et de la gentry, les bureaucrates éclairés de l'ancienne école ont été balayés, pour être supplantés par les flagorneurs serviles des rentiers et des propriétaires terriens, et toutes les libertés gagnées par la révolution - liberté de la presse, liberté de réunion, liberté de parole, représentation constitutionnelle - toutes ces libertés ne furent pas supprimées, mais maintenues comme des privilèges de la classe aristocratique.

D'autre part, si la bourgeoisie, dans la période passée, avait encouragé le mouvement philosophique, l'aristocratie à présent la déracinait et mettait le piétisme à sa place. Tout professeur éclairé fut chassé de l'Université et les *viri obscuri*⁷, les Hengstenberg¹, les

¹ Une allusion à la dévotion de Frédéric-Guillaume IV pour les idéaux sociaux médiévaux et les sentiments mystiques issus de l'école romantique allemande des XVIIIe et XIXe siècles.

² Frédéric III devint le premier roi de Prusse sous le nom de Frédéric Ier en 1701.

³ Les aristocrates terriens.

⁴ En référence à Frédéric-Guillaume IV, lequel avait souvent marqué sa sympathie pour l'hebdomadaire conservateur berlinois.

⁵ Pour l'anecdote, l'hebdomadaire *Berliner politisches Wochenblatt* avait pour devise en première page, formulée en français, « Nous ne voulons pas la contre-révolution mais le contraire de la révolution ».

⁶ La mainmorte (ou mortemain) désignait l'incapacité pour les serfs de France au moyen âge de transmettre leurs biens en héritage. Ces biens revenaient au seigneur selon le principe « Le serf mort, saisit le vif son seigneur ».

⁷ Les hommes obscurs.

Stahl² et tutti quanti s'emparèrent de toutes les institutions éducatives de Prusse, de l'école de village au grand séminaire de Berlin. La police et l'appareil administratif ne furent pas détruits, mais transformés en simples outils de la classe dirigeante. Même la liberté industrielle fut touchée, et comme le système de licence était transformé en un puissant moteur de patronage, d'intimidation et de corruption, les artistes des grandes villes furent à nouveau poussés dans des corporations, des guildes et toutes les autres formes disparues d'une époque révolue. Ainsi donc, les rêves les plus audacieux du roi, qui étaient restés des rêves pendant les huit années de son régime absolu, s'étaient tous réalisés par la Révolution, et avaient brillé comme des réalités palpables à la lumière du jour pendant les huit années de 1850 à 1857.

Mais il y a un autre côté de la médaille. La révolution avait dissipé les illusions idéologiques de la bourgeoisie, et la contre-révolution avait fait disparaître ses prétentions politiques. Ainsi, ils ont été renvoyés à leurs véritables ressources - le commerce et l'industrie - et je ne pense pas qu'aucun autre peuple ait relativement fait un si grand pas dans cette direction au cours de la dernière époque décennale que les Allemands, et surtout les Prussiens. Si vous voyiez Berlin il y a dix ans, vous ne la reconnaîtrez pas maintenant. D'un lieu de parade rigide, elle s'est transformée en centre animé de la construction mécanique allemande. Si vous traversez la Prusse rhénane et le duché de Westphalie, le Lancashire et le Yorkshire vous reviendront en mémoire. Si la Prusse ne peut s'enorgueillir d'un Isaac Péreire, elle possède des centaines de Mevissen³, à la tête de plus de *Crédits Mobiliers* que la Diète allemande ne compte de princes.

La rage de s'enrichir, d'aller de l'avant, d'ouvrir de nouvelles mines, de construire de nouvelles usines, de construire de nouveaux chemins de fer, et surtout d'investir et de jouer avec les actions des sociétés par actions, devint la passion du jour, et infecta toutes les classes, du paysan jusqu'au prince couronné, qui avait été autrefois un *reichsunmittelbarer Fürst*⁴. Vous voyez donc que les jours où la bourgeoisie pleurait en captivité de Babylone⁵ et baissait la tête, étaient les jours mêmes où elle devenait le pouvoir effectif du pays, tandis que même l'homme intérieur de l'aristocrate arrogant se convertissait en un stock-jobber⁶ aimant le profit et l'argent. Si vous voulez un exemple de philosophie spéculative convertie en spéculation commerciale, regardez Hambourg en 1857⁷. Ces Allemands spéculateurs ne se sont-ils pas alors révélés des maîtres en escroquerie ? Cependant, ce mouvement ascendant de la classe moyenne prussienne, renforcé par la hausse générale des prix des marchandises et, par conséquent, par la baisse générale des reve-

¹ Ernst Wilhelm Hengstenberg (1802-1869) était un théologien protestant allemand représentatif du néo-luthéranisme conservateur, connu pour ses pamphlets contre le rationalisme et en particulier contre la franc-maçonnerie.

² En référence à Georg Ernst Stahl (1659-1734), médecin et chimiste allemand promoteur d'un système médical animiste et de la phlogistique. Médecin du roi de Prusse Frédéric-Guillaume Ier, sa très grande renommée s'est accompagnée de multiples controverses sur les théories obscurantistes qu'il soutenait, comparées aux avancées scientifiques d'un Lavoisier.

³ Gustav von Mevissen (1815-1899). Après avoir investi dans les chemins de fer et dans l'industrie lourde, il avait fondé plusieurs banques et sociétés d'assurance. Il a été l'un de leaders du libéralisme rhénan.

⁴ À l'époque du Saint Empire romain germanique (962-1806), le *reichsunmittelbarer Fürst* était le souverain allemand directement subordonné à l'empereur. Le roi de Prusse était un tel souverain à partir de 1701.

⁵ En référence au psaume 137 du *Livre des psaumes* de la Bible.

⁶ Le terme désignait un agent de change qui négociait en Bourse avec les courtiers, sans contact donc avec le public. Le mot a vite pris le sens péjoratif d'agioteur sans scrupule.

⁷ Il s'agit de la crise monétaire de 1857 à Hambourg. Le commerce à Hambourg s'était développé grâce à l'augmentation de la circulation des billets à ordre, ce qui avait conduit à la falsification à grande échelle de ces billets et à l'utilisation de toutes sortes de billets fictifs. Par conséquent, le début de la crise en novembre 1857 s'était accompagné de nombreuses faillites à Hambourg. Pour le détail, nous renvoyons aux pages de notre fascicule 25 consacrées à la crise économique de 1856-1857 et particulièrement à l'article de Marx paru le 22.12.57 dans le *New-York Daily Tribune* sous le titre « La crise financière en Europe ».

nus fixes de leurs dirigeants bureaucratiques, s'est naturellement accompagné de la ruine de la petite classe moyenne et de la concentration de la classe ouvrière. La ruine de la petite classe moyenne au cours des huit dernières années est un fait général que l'on observe dans toute l'Europe, mais nulle part de façon aussi frappante qu'en Allemagne. Ce phénomène a-t-il besoin d'une explication ? Je réponds en un mot : Regardez les millionnaires d'aujourd'hui qui étaient les pauvres diables d'hier. Pour qu'un homme de rien devienne millionnaire du jour au lendemain, il faut que mille hommes de 1.000 dollars aient été transformés en mendiants pendant la journée. La magie au cours de la Bourse fait ce genre de chose en un clin d'œil, sans compter les méthodes plus lentes par lesquelles l'industrie moderne centralise les fortunes. Une petite classe moyenne mécontente et une classe ouvrière concentrée ont donc, au cours des dix dernières années, grandi en Prusse en même temps que la bourgeoisie.

Il est temps de poster cette lettre, bien que je n'aie pas encore terminé mon *Rundschau*¹, comme la *Nouvelle Gazette prussienne* appelle cette sorte de revue rétrospective.

¹ Tour d'horizon, panorama.

1.4. K. Marx et Fr. Engels, *La panique monétaire en Europe*

New-York Daily Tribune
du 01.02.1859¹

Le 13 janvier 1859, Marx écrit à Engels : « Il m'a fallu modifier un peu ton article sur Bonaparte et l'Italie, car j'avais écrit mardi sur le *même* sujet². Parmi les facteurs qui poussent Bona³ à agir, tu oublies la *Russie*. Ce n'est pas pour rien que Pam⁴ est allé à Paris et ni les coups des Russes en Italie ni la manière dont ils flirtent avec Bonaparte depuis la paix de Paris ne sont sans portée non plus. Si la Russie, grâce à Bonaparte, réussit déjà à contraindre les Autrichiens à se débarrasser du ministre Buol⁵ et à mettre à sa place un agent russe panslaviste, elle aura remporté un beau succès⁶. ».

On observera qu'à cette date de la mi-janvier 1859, Marx et Engels demeurent sceptiques sur les intentions de Napoléon III d'intervenir militairement en Italie.

Les événements n'annoncent pas moins l'imminence d'un conflit.

La panique sur les Bourses européennes ne s'est pas encore calmée, et selon une estimation très prudente, les titres d'Etat ont subi une baisse de valeur d'environ 300.000.000 \$. Alors que les actions des gouvernements français, sarde et autrichien ont baissé de 5 pour cent, les actions des chemins de fer de ces mêmes pays ont chuté de 15 à 35 pour cent, tandis que les lombardo-vénitiennes affichent une baisse de près de 50 pour cent. A l'exception de Londres, toutes les bourses européennes croient désormais à la guerre.

Je n'ai aucune raison de modifier les opinions que j'ai exprimées précédemment sur ce sujet⁷. Je suis convaincu que Louis Napoléon ne veut pas vraiment la guerre; que ses intentions ne dépassent pas une victoire diplomatique sur l'Autriche, assortie d'un bon butin pour lui-même et sa suite d'aventuriers à la Bourse de Paris.

Le ton haut et fort de la presse bonapartiste et de ce dépôt vénal de ragots qu'est l'*Indépendance belge*⁸, la forfanterie avec laquelle sont annoncés les préparatifs militaires suffisent à montrer que l'objectif n'est pas de combattre mais d'intimider.

Même le correspondant du *Times* de Londres admet maintenant que les larbins criblés de dettes de la Cour ont de nouveau été autorisés, et dans une mesure plus formidable que jamais, à plumer les spéculateurs « respectables » et les petits actionnaires dans toute la France en spéculant sur les marchés à un degré sans précédent. Le comte de Morny⁹ aurait, à lui seul, gagné à ce jeu, jusqu'au 5 janvier, pas moins de 2.000.000 de francs, et le total des sommes transplantées des poches de la bourgeoisie dans celles des aventuriers bonapartistes doit être plusieurs fois supérieur à cette somme.

¹ La rédaction de l'article date du 13 janvier 59. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 162-166.

² En référence à son article du 31.01.59 : « Les perspectives de guerre en Europe ».

³ Napoléon III.

⁴ A l'automne 1858, Napoléon III avait invité Palmerston à Compiègne pour connaître sa position sur un éventuel conflit entre la France et l'Autriche. Palmerston n'avait pas soulevé d'objections.

⁵ Qui était alors le ministre autrichien des Affaires étrangères.

⁶ C5, p. 249. Il ajoute « En ma qualité de correspondant de Berlin, j'ai annoncé un article sur l'armée prussienne que tu peux donc faire un de ces jours. ».

⁷ En référence à l'article du 31 janvier 59 « Les perspectives de guerre en Europe ».

⁸ Fondée à Bruxelles dès 1831, l'*Indépendance belge* était l'un des organes de la bourgeoisie libérale.

⁹ Charles-Auguste de Morny était le fils naturel de la reine de Hollande et du comte Charles de Flahaut, le demi-frère, donc, de Napoléon III. Il a été l'un des chevilles ouvrières du coup d'Etat du 2 décembre 1851. Réputé pour son dandysme et son affairisme, de Morny était un financier particulièrement spéculateur.

Trois motifs poussent Louis Napoléon à courtiser les sympathies italiennes et à affecter une attitude menaçante envers l'Autriche.

Il y a, tout d'abord, la Russie, qui l'a utilisé comme une marionnette¹ depuis la paix de Paris².

La deuxième raison est peu connue, car Napoléon et sa cour font de leur mieux pour la cacher aux yeux du public, bien que son existence soit un fait établi. Depuis l'attentat d'Orsini, tant avant qu'après son exécution, l'empereur des Français a continuellement reçu des messages de la Vente suprême des carbonari italiens, une société secrète dont il avait été membre en 1831³. On lui a rappelé quels étaient ses serments en entrant dans cette association, comment il les a violés, et comment les lois de la société punissent un traître comme lui. Pendant qu'Orsini était en prison, il a été averti que s'il le faisait exécuter, ces tentatives d'attentat contre sa propre vie seraient répétées jusqu'à ce qu'elles réussissent; après l'exécution, une sentence formelle de mort, prononcée contre Louis Napoléon par la Vente, lui a été transmise. L'esprit superstitieux de l'aventurier victorieux fut terriblement affecté par ce jugement d'un tribunal secret. Les nerfs devenus, non pas de fer, mais durs et imperméables comme du cuir, par vingt ans d'entraînement nocturne à la table de jeu, n'étaient pas de taille face à cette vision constante de l'épée de Damoclès. Cette mystérieuse intervention d'une puissance, invisible certes, mais connue de lui par son expérience des années passées, ainsi que, plus récemment, par le pistolet de Pianori⁴ et les obus d'Orsini, était particulièrement apte à déranger le cerveau d'un homme qui, au-delà de la politique quotidienne d'opportunité, ne connaissait pas d'autre causalité dans l'histoire que l'action mystérieuse de quelque influence fatale, défiant tout examen rationnel et élevant souvent un parfait charlatan au pouvoir suprême. Cette crainte constante de l'assassinat a infiniment contribué à la série de bévues palpables qui ont marqué les douze derniers mois de son règne. Le fait est que, pour échapper à son destin - car il croit à l'omnipotence en fait d'assassinat italiens aussi fermement qu'aux paroles des gitanes aux courses d'Epsom -, il fallait donner quelques gages à la puissance invisible; et c'est ainsi que les lettres d'Orsini, si déformées qu'elles fussent, ont été imprimées, et ont été faites pour léguer à Louis Napoléon, comme un héritage sacré, la réalisation des espoirs des Italiens⁵. Mais les Carbonari ne se satisfont pas si facilement; ils n'ont cessé de rappeler au coupable qu'il est toujours sous le coup d'une condamnation à mort, et que pour être gracié, il doit agir.

Enfin les difficultés domestiques de sa situation en France se sont beaucoup accrues ces derniers temps. La grande question de savoir d'où viendra l'argent le hante chaque jour de façon plus menaçante. Il n'y a aucune chance d'obtenir un prêt, et la dette nationale a été tellement augmentée qu'il ne peut en être question. Le *Crédit Mobilier* et le *Crédit Foncier*⁶, la levée de millions sous prétexte de drainage et d'irrigation, le reboisement et la construction de digues,

¹ Marx recourt ici au vocable anglais *manakin*. Issu du néerlandais « mannekin », au sens de petit homme, le mot a donné en français *mannequin*.

² Ce traité de paix avait été signé au Congrès de Paris le 30 mars 1856 par la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Sardaigne, la Prusse et la Turquie, d'une part, et la Russie, d'autre part; il mettait fin à la guerre de Crimée de 1853-56.

³ La Vente Suprême des Carbonari italiens, organe dirigeant des Carbonari, était une société secrète apparue en Italie au début du XIXe siècle et qui luttait pour l'indépendance nationale et les réformes libérales. Lors de son séjour en Italie en 1831, Louis Bonaparte avait rejoint les Carbonari et participé brièvement à leurs activités.

⁴ Le 28 avril 1855, le patriote italien Giovanni Pianori avait agressé de deux coups de feu Napoléon III qui se rendait à cheval vers le Bois de Boulogne. Condamné à mort par les Assises de la Seine, il sera guillotiné le 14 mai 1855.

⁵ Il s'agit des lettres de Felice Orsini des 11 février et 10 mars 1858, adressées à Napoléon III depuis les prisons de Mazas et de la Roquette, où le révolutionnaire italien était enfermé après son attentat contre Napoléon III. La première lettre avait été lue au procès d'Orsini et publiée, le 27 février 1858, dans *Le Moniteur universel*.

⁶ Pour le détail sur ces deux institutions financières, nous renvoyons aux pages de nos fascicules 22 (*la note sur le capitalisme financier*) et 25 (*la note sur les frères Pereire et le Crédit Mobilier*).

tout cela a fait son temps et ne peut être répété. Mais les nécessités de la situation exigent plus d'argent; ses propres prodigalités, et surtout les exigences chaque jour plus grandes de la bande vorace de soldats, de fonctionnaires et d'aventuriers, dont il doit acheter la fidélité de jour en jour, font de la question d'argent une question de vie ou de mort pour lui, et du point de vue purement pécuniaire, une guerre avec la perspective d'emprunts forcés, de pillages et de contributions de guerre des provinces conquises, lui paraîtrait, à la limite, la seule issue qui lui reste.

Mais ce n'est pas seulement la question financière; c'est l'insécurité générale de sa position en France; c'est la conscience que, bien qu'empereur par la grâce de l'armée, il ne peut dépasser certaines limites dans sa lutte contre l'opinion publique, tant de la classe moyenne que de la classe ouvrière; que, parce qu'empereur par la grâce de l'armée, il doit obéir à sa volonté. C'est tout cela qui a rendu depuis longtemps aussi évident pour lui-même que pour le reste du monde que son dernier atout en cas de danger extrême est une guerre, et une guerre pour la reconquête de la rive gauche du Rhin. Il n'est pas absolument nécessaire qu'une telle guerre commence sur le Rhin même. Au contraire, le territoire en question peut être conquis, ou sa conquête commencer en Italie, tout comme la première conquête de ces provinces a été rendue possible par les victoires du général Bonaparte en Lombardie.

Une telle guerre est inévitablement la dernière carte de Louis Napoléon. Il mise tout sur elle et, en tant que joueur expérimenté, il sait parfaitement à quel point les chances de réussite sont contre lui. Il sait que, aussi silencieux et mystérieux qu'il essaie d'apparaître, le monde entier sait, et a su dès le premier jour de sa prise de pouvoir, quelle est cette dernière carte. Il sait que ses airs de sphinx ne peuvent plus tromper personne sur ce point. Il sait qu'aucune puissance européenne ne tolérerait une telle extension du territoire français, et que l'amitié de la Russie est presque aussi fiable que son propre serment. Pour un homme comme lui, qui a donné un tel déploiement à la devise de Louis XV « *Après moi le déluge* », et qui sait ce que sera ce déluge, chaque heure est un gain positif et inestimable, par lequel il peut retarder, temporiser, embobiner les joueurs qui l'entourent.

Mais en même temps, le jeu n'est pas entre ses mains; il y a des nécessités qui peuvent le contraindre à jouer son grand atout bien avant qu'il ne le souhaite. Depuis trois mois au moins, les armements se poursuivent en France sur une échelle colossale. Après avoir renvoyé en permission un nombre considérable de vieux soldats, on a fait appel à l'ensemble des recrues de 1858, au nombre de 100.000, au lieu des 60.000 des autres années de paix. L'activité développée dans tous les arsenaux et ateliers militaires a été telle qu'elle a persuadé tous les officiers généraux, il y a trois mois encore, qu'une campagne sérieuse se préparait. Nous apprenons maintenant que 75 batteries ou 450 canons de la nouvelle construction de Louis Napoléon (canons légers de 12 livres), ont été commandés dans les fonderies de l'Etat; que les nouveaux perfectionnements apportés aux projectiles des fusils (inventés par Mr Nessler, successeur officiel de Minié), ont été introduits; que les bataillons de chasseurs sont portés de 400 à 700, et les régiments de ligne de 900 ou 1.000 à 1.300 hommes, par un contingent pris sur les dépôts (où les recrues se sont formées), d'environ 60.000 hommes; que les matériaux d'une campagne sont accumulés à Toulon, et que deux camps, dont les emplacements ne sont pas encore connus, ont été établis. Les emplacements de ces deux camps peuvent être facilement devinés; l'un sera près de Lyon, ou dans le sud, près de Toulon, et l'autre à Metz, comme une armée d'observation contre la Prusse et la Confédération allemande¹.

¹ La Confédération allemande, créée par le Congrès de Vienne le 8 juin 1815, comprenait 28 principautés et quatre villes libres, et a existé jusqu'en 1866. Elle préservait la fragmentation féodale de l'Allemagne et empêchait la création d'un gouvernement central. L'Autriche et la Prusse se sont livrées à une lutte constante pour la suprématie au sein de la Confédération allemande.

Tout cela a naturellement excité l'esprit guerrier de l'armée au plus haut point, et l'on compte à tel point sur une guerre que les officiers ne commanderont plus de vêtements civils, convaincus qu'ils sont de devoir porter l'uniforme seul pendant quelque temps encore.

Pendant que cela se passe en France, au Piémont, nous avons un roi qui, avant Noël, a annoncé à ses généraux qu'ils devaient se tenir prêts, car ils pourraient être appelés à sentir la poudre avant le printemps, et qui ouvre maintenant ses Chambres avec un discours si plein de grandiloquence patriotique italienne et d'allusions à la mauvaise administration de l'Autriche, qu'il doit être déterminé à faire la guerre ou supporter d'être déclaré complètement fou par le monde entier.

En Lombardie, à Rome, dans les Duchés, nous avons une agitation qui n'a d'égale que celle qui a précédé l'éclatement de 1848; la population semble se défier des troupes étrangères, n'avoir d'autre intention que de montrer son mépris total de l'autorité établie, et sa conviction certaine que les Autrichiens devront dans quelques mois quitter l'Italie. À tout cela, l'Autriche répond en renforçant très tranquillement son armée en Lombardie. Elle se compose de trois corps d'armée, les 5e, 7e et 8e, soit environ 100.000 hommes. Actuellement, comme je l'ai signalé dans mon dernier article¹, le 3e est en marche pour la rejoindre. On rapporte que six régiments d'infanterie (30 bataillons), quatre bataillons de chasseurs tyroliens, deux régiments de cavalerie, six batteries et tout l'équipage de l'état-major et du génie du troisième corps d'armée sont en route ou sont déjà arrivés en Lombardie. Cela porte les forces à 130 ou 140.000 hommes, qui, dans la position entre l'Adige et le Mincio, pourront résister, au moins, à deux fois ce nombre d'adversaires.

Ainsi, de toutes parts, les éléments de conflit s'accumulent. Louis Napoléon est-il l'homme capable de les maîtriser tous ? Il ne l'est pas; la plupart d'entre eux sont parfaitement hors de sa portée. Qu'il y ait une éruption en Lombardie, à Rome, ou dans l'un des duchés – ou que le général Garibaldi fasse une irruption dans la portion de territoire voisine et insurge la population – le Piémont, Louis Napoléon pourront-ils y résister ? Après avoir quasiment promis à l'armée française la conquête de l'Italie, où elle serait accueillie en libératrice, va-t-on lui dire qu'elle doit rester immobile, l'arme au pied, pendant que les troupes autrichiennes éteignent les braises de l'insurrection italienne ? C'est là le nœud du problème. Le cours des événements en Italie a déjà échappé au contrôle de Louis Napoléon; le cours des événements en France peut lui échapper d'un jour à l'autre.

¹ En référence à l'article du 31 janvier 59 « La perspective de guerre en Europe ».

1.5. K. Marx, *La position de Louis Napoléon*

New-York Daily Tribune
du 18.02.1859¹

Le 4 février 59, Marx adresse à **Ferdinand Lassalle** une lettre dans laquelle il commente la situation politique et la perspective d'une guerre en Italie.

En voici un large extrait :

« A propos de la guerre, écrit Marx, on pense généralement ici que la guerre en Italie est inévitable. Une chose au moins est sûre (...) Ce qui détermine (Monsieur Bonaparte), c'est 1. *La peur des poignards italiens*. Depuis la mort d'Orsini, il a constamment négocié en sous-main avec les Carbonari et Plon-Plon, le mari de « Clotilde », a joué les médiateurs. 2. *Les finances qui sont exsangues* : il est impossible effectivement de ravitailler plus longtemps l'armée française « en temps de paix » ; la Lombardie, elle, est grasse. De plus, la guerre rendrait de nouveau possibles des « emprunts de guerre ». 3. Au cours de ces deux dernières années le crédit de Bonaparte auprès de tous les partis français n'a cessé de baisser, et ses opérations diplomatiques ont été également une série d'échecs. Il faut donc quelque chose pour relever son prestige. (...). 4. La Russie pousse le parvenu des Tuileries à agir. A l'aide du mouvement panslaviste de Bohême, de Moravie, de Galicie, de Hongrie méridionale, septentrionale et orientale et d'Illyrie, etc. et d'une guerre en Italie, la Russie serait à peu près sûre de briser la résistance que l'Autriche continue de lui opposer. (...). 5. Monsieur Plon-Plon, fils de l'ex-roi de Westphalie, et sa clique (un ramassis hétéroclite de pseudo-révolutionnaires hongrois, polonais, italiens, avec à sa tête Girardin) font le maximum pour que le pas décisif soit franchi. 6. Une guerre avec l'Autriche en Italie, c'est le seul conflit dans lequel l'Angleterre restera neutre, du moins au début, parce qu'elle ne peut pas intervenir directement pour le pape, etc., et contre la soi-disant liberté. La Russie d'un autre côté tiendrait la Prusse en échec, au cas où celle-ci aurait envie d'intervenir dans la guerre dès le début des hostilités, ce que je ne crois pas. ».

Il ajoute : « Cette guerre aurait des conséquences graves et sûrement aussi, en fin de compte, révolutionnaires. Mais dans un premier temps, en maintenant le bonapartisme en France, en faisant refluer le mouvement intérieur en Angleterre et en Russie, en ravivant les plus mesquines passions nationalistes en Allemagne, etc., elle aura partout, à mon sens, des effets contre-révolutionnaires². ».

Nous parcourons à présent cet article du 18.02.59.

Vous avez certainement déjà été informé du lien secret entre la récente politique italienne de Louis Bonaparte et sa crainte invétérée des assassins italiens³. Il y a quelques jours, vous auriez pu lire dans *La France Centrale*, un journal de province qui ne traverse malheureusement jamais l'Atlantique, le récit suivant :

« Nous avons fait allusion au bal de lundi dernier aux Tuileries. Des lettres de Paris nous informent d'un incident qui n'a pas manqué de causer un sérieux trouble à cette fête. La foule était nombreuse ; une dame s'est évanouie, croyons-nous, ou pour une cause semblable, une confusion s'est produite, et les 3.000 ou 4.000 invités présents ont cru qu'un accident s'était produit. Un tumulte s'ensuivit, plusieurs personnes se précipitèrent vers le trône, et l'Empereur, afin de calmer l'agitation, traversa les salons. ».

¹ La rédaction de l'article est datée du 18 janvier 1859. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 167-170.

² C5, pp. 262-264.

³ En référence au récent attentat, le 14 janvier 1858, de Felice Orsini, à l'entrée de l'Opéra, rue Le Peletier à Paris. Napoléon III et son épouse en étaient sortis indemnes. Orsini et son complice, Giovanni Andrea Pieri, seront guillotins le 13 mars 1858. Lors de son procès, Orsini avait adressé à l'Empereur une lettre publique (elle sera publiée par le *Moniteur universel* du 27.02.58) l'enjoignant de sauver sa patrie : « Que Votre Majesté, écrivait-il, ne repousse pas le vœu suprême d'un patriote sur les marches de l'échafaud, qu'elle délivre ma patrie, et les bénédictions de quinze millions de citoyens le suivront dans la postérité. » (Francis Choisel, *La Deuxième République et le Second Empire au jour le jour*, CNRS, coll. Biblis, Paris 2015, pp. 289-290).

Or, il y avait, dans les circonstances auxquelles il est fait allusion, environ 200 ou 300 personnes présentes dans la *Salle du Trône*, témoins d'une scène très différente de celle que *La France Centrale* a été autorisée à décrire. Suite à l'un ou l'autre incident, il y avait eu, en fait, une ruée soudaine des invités à travers les différents salons, et la foule se pressait contre la *Salle du Trône*, lorsque Louis Bonaparte et Eugénie s'enfuirent immédiatement du trône, et se frayèrent un chemin aussi précipité que possible à travers le salon, l'impératrice rassemblant ses jupons avec ses mains du mieux qu'elle le pouvait, et ayant l'air si pâle que ses meilleurs amis ont dit qu'« elle était blanche comme une morte ».

Ces cruelles tribulations, dont l'usurpateur et ses amis sont tourmentés depuis la tentative d'Orsini, rappellent presque le célèbre passage de la *République* de Platon :

« Le tyran n'atteint même pas sa finalité de souverain. Quelle que soit son apparence, le tyran est un esclave. Son cœur sera toujours rempli de craintes, toujours torturé par la terreur et les angoisses. De jour en jour, il deviendra de plus en plus ce qu'il était dès le début, envié et détesté, méfiant, sans ami, injuste, ennemi de tout ce qui est divin, protecteur et promoteur de tout ce qui est infâme. C'est ainsi qu'il est lui-même le plus malheureux des hommes¹. »

L'attitude hostile de Bonaparte à l'égard de l'Autriche, bien qu'elle ait certainement eu pour but de donner à l'armée grondante une perspective d'emploi actif autre que son service de police actuel, vise encore principalement à désarmer le poignard italien, et à donner aux patriotes italiens une preuve de la fidélité de l'Empereur à son vieux serment de Carbonari². Le mariage du prince Napoléon - ou du général Plon-Plon, comme l'appellent les Parisiens - avec la princesse Clotilde de Sardaigne³ devait identifier irrévocablement, aux yeux du monde, la France avec l'Italie, payant ainsi le premier versement, comme les gens des Tuileries affectent de le penser, des dettes dues par les Bonaparte aux Italiens. Mais vous connaissez le héros de Satory⁴. Obstiné comme il s'est toujours montré dans la poursuite d'un but une fois fixé, ses voies sont tortueuses, ses avancées sont faites de reculs continuels, et des perplexités suprêmes semblent le paralyser chaque fois qu'il s'est trainé jusqu'au moment décisif.

Dans ces moments-là, comme à Boulogne, à Strasbourg⁵, et dans la nuit du 1er décembre 1851, c'est toujours par des desperados hardis, sanguins, impétueux, placés derrière lui, qu'il ne peut plus différer l'exécution de ses plans longuement mûris et qu'il est plongé

¹ Marx cite (ou évoque : nous n'avons pu retrouver la référence exacte) un extrait du livre VIII de *La République* de Platon.

² Lors de son séjour à Florence, avec sa mère, en novembre 1830 (il avait 22 ans), Louis Bonaparte s'était engagé dans une *vente* de la Charbonnerie italienne. En janvier 1831, son frère et lui avaient rejoint les insurgés d'Emilie-Romagne.

³ Ce mariage du prince Napoléon-Jérôme Bonaparte (surnommé Plon-Plon, un prénom affectueux que lui avait donné sa mère Catherine de Wurtemberg) avec Clotilde de Savoie, fille aînée du roi du Piémont, Victor-Emmanuel II, a été célébré à Turin le 30 janvier 1859.

⁴ Au cours des vacances parlementaires de 1850, Louis Bonaparte avait entrepris une série de déplacements en province afin de multiplier les gestes de flatterie (collations au champagne pour les officiers et distributions de victuailles pour la troupe) envers l'armée. La fameuse revue effectuée dans la plaine Satory date du 10 octobre 1850. On y avait entendu des cris de « Vive l'Empereur » lancés par certaines troupes.

⁵ Il s'agit des tentatives de Louis Bonaparte, sous la monarchie de Juillet, d'organiser un coup d'État par le biais d'une mutinerie militaire. Le 30 octobre 1836, il réussit, avec l'aide de plusieurs officiers bonapartistes, à inciter deux régiments d'artillerie de la garnison de Strasbourg à se mutiner, mais ils sont désarmés en quelques heures. Louis Bonaparte est arrêté et déporté en Amérique. Le 6 août 1840, il débarque à Boulogne avec une poignée de conspirateurs et tente de soulever une mutinerie parmi les troupes de la garnison locale. Cette tentative échoue également. Il est condamné le 6 octobre 1840 à la prison à vie et incarcéré à la citadelle de Ham, en Picardie, d'où il parviendra à s'évader en mai 1846 pour trouver asile à Londres. (Pour le détail de ces événements, nous renvoyons aux chapitres 2.1 et 2.2. de notre fascicule 21.)

de force dans le Rubicon¹. Une fois qu'il l'a franchi sans encombre, il se remet à serpenter à sa manière, en complotant, en projetant, en conspirant, et en se montrant irrésolu et lymphatique. La fausseté même de son esprit le pousse à jouer un double jeu avec ses propres plans. Ce mariage sarde, par exemple, a été conçu il y a huit mois, sous le prétexte d'une croisade italienne, qui devait être menée par la France. Après tant de tentatives infructueuses d'intrusion dans les familles royales, ne serait-ce pas un beau coup de politique que d'attirer, sous un faux prétexte, la fille de la plus ancienne dynastie européenne dans le filet bonapartiste ?

Mais Louis Bonaparte avait des raisons plus urgentes de recourir à une *reculade* et d'essayer le système de l'apaisement après avoir fait sonner la trompette de la guerre. Jamais, pendant tout son règne, les classes moyennes n'avaient donné des signes aussi évidents de mauvaise humeur, tandis que leur alarme, à la seule rumeur de la guerre, éclatait en de formidables agitations à la Bourse, sur les marchés de produits et dans les centres d'industrie. Les magnats de la finance protestent. Le Comte de Germiny, gouverneur de la Banque de France, informe personnellement l'Empereur des désastres commerciaux généralisés que la persistance dans la dangereuse ligne de conduite suivie ne manquera pas d'entraîner.

Les préfets de Marseille, de Bordeaux et d'autres grandes villes de commerce, tout en rendant compte de la panique sans précédent qui règne dans les classes mercantiles, donnent d'étranges indications sur les marques de désaffection de ces « amis de la propriété et de l'ordre ». M. Thiers jugea l'occasion propice pour rompre son long silence et attaquer ouvertement dans les salons, parsemés d'espions du gouvernement, la « politique insensée » des Tuileries. Se lançant dans une revue politique et stratégique élaborée des chances en cas de guerre, il montra combien il serait impossible à la France d'échapper à la défaite si elle ne pouvait commencer la lutte avec 400.000 soldats, en plus de ceux qu'elle devrait garder en Algérie et de ceux qu'elle devrait conserver chez elle. *Le Constitutionnel*² gouvernemental lui-même, quoique sur un ton d'indignation affectée, ne pouvait qu'avouer que l'esprit de la France avait disparu, et que, comme une lâche, elle était épouvantée à la seule idée d'une guerre sérieuse.

D'autre part, les espions de moindre rang ont unanimement rapporté les ricanements courants dans la populace, à la seule idée que le despote de France joue au libérateur de l'Italie, ainsi que les couplets les plus irrévérencieux chantés en l'honneur du mariage sarde. L'un de ces couplets commence par ces mots :

« Ainsi, cette fois, c'est Plon-Plon qui sera l'époux de Marie-Louise³. »

Malgré les instructions apaisantes envoyées à tous les préfets, et les dénégations strictement officielles de tout danger menaçant le statu quo, la panique générale est encore loin d'être apaisée. En premier lieu, on sait ici que le demi-dieu des Tuileries a été poussé plus loin qu'il ne voulait aller. Le bruit court que la princesse Clotilde, qui, malgré son jeune âge⁴, est très forte d'esprit, aurait accepté l'offre de Plon-Plon en ces termes : « Je vous épouse pour assurer l'appui de la France à papa. S'il n'était pas tout à fait certain

¹ Le Rubicon était un fleuve côtier du nord de l'Italie en Emilie Romagne dans la plaine du Pô. Il constituait la frontière entre l'Italie romaine et la province de Gaule cisalpine. Aucun général n'avait le droit de la franchir avec des soldats en armes, une interdiction que César, en lutte contre Pompée, avait transgressée le 11 janvier 49 avant JC. L'expression « franchir le Rubicon » est devenue synonyme d'une décision irrévocable.

² Ce quotidien français, publié à Paris de 1815 à 1870 a été dans les années 1840, l'organe de l'aile modérée des orléanistes. Pendant la révolution de 1848-49, il représentait les vues de la bourgeoisie royaliste contre-révolutionnaire regroupée autour d'Auguste Thiers. Après le coup d'État de Louis Bonaparte en décembre 1851, il était devenu un journal bonapartiste. Marx fait ici allusion à l'article d'E. Dréolle « On se préoccupe beaucoup de la guerre », paru dans le *Constitutionnel* du 25 janvier 1859.

³ Marie-Louise d'Autriche, fille aînée de François Ier, que Napoléon Ier avait épousée le 1^{er} avril 1810.

⁴ Elle avait moins de 16 ans lors de son mariage

qu'il soit garanti, je ne vous épouserais pas. ». Elle refusa de consentir aux fiançailles tant que des « garanties positives » ne seraient pas données à son père sur l'assistance active de la France. Ainsi, Louis Bonaparte dut signer une alliance défensive et offensive avec Victor-Emmanuel¹, ce que les agents de Plon-Plon eurent soin de faire communiquer immédiatement à toute l'Europe, dans les colonnes de *l'Indépendance belge*.

Ce Plon-Plon, en effet, et sa suite, prétendent jouer en ce moment le même rôle que Persigny a dû jouer lors de l'expédition de Boulogne, Moray, Fleury et Saint-Arnaud dans la nuit du 1er décembre, à savoir : celui de plonger Louis Bonaparte dans le Rubicon. Plon-Plon, vous savez, n'est pas réputé pour ses prouesses militaires. Il a fait piètre figure pendant la campagne de Crimée et, n'ayant même pas le cran nécessaire à un cavalier ordinaire, il ne sait pas comment conserver l'équilibre à cheval. Pourtant, il est aujourd'hui le véritable Mars de la dynastie Bonaparte. Il considère que devenir vice-roi de Lombardie est la prochaine étape qui le mènera au trône de France. Ses amis sont devenus si indiscrets que leur chef, M. Emile de Girardin, a osé prononcer devant une vingtaine de personnes, discutant des intentions de l'Empereur : « De quel Empereur parlez-vous ? » « Celui qui est au Palais Royal² est le seul véritable Empereur. ». Tandis que les journaux du gouvernement affectent de prêcher la paix, le *Moniteur* de Plon-Plon, *La Presse*³, annonce de la façon la plus froide, jour par jour, les préparatifs de la guerre. Tandis que Louis Bonaparte exhorte ostensiblement Victor-Emmanuel à modérer les mazziniens, Plon-Plon pousse le roi « à les exciter ». Alors que Bonaparte a composé la suite qui accompagne son cousin à Turin d'hommes les plus conservateurs, comme le général Niel, Plon-Plon refuse de s'engager, sauf à la condition que M. Bixio, l'ex-ministre de la République française de 1848, l'accompagne, afin d'imprégner son *entourage* d'un parfum révolutionnaire.

Voici ce qu'on dit alors : « A moins que Louis Napoléon ne soit prêt à tout, rien ne peut être plus dangereux que les airs pris par Plon-Plon, et les articles publiés par ses amis. ». D'où les appréhensions qui prévalent encore. D'autre part, il est généralement entendu que Louis Napoléon se suiciderait si, intimidé par les cris de la bourgeoisie française et les froncements de sourcils des dynasties européennes, il reculait maintenant, après que Victor-Emmanuel a été compromis et que les espoirs de l'armée française ont été portés au plus haut point. Pour donner à ces derniers une contrepartie, il a l'intention, comme le dit la rumeur, de les envoyer dans quelque expédition outre-mer contre le Maroc, Madagascar, ou quelque autre endroit excentré, non connu du traité de Vienne⁴. Cependant, tout événement imprévu peut entraîner une guerre avec l'Autriche, en dépit du faux frère⁵ impérial.

¹ En référence à l'accord secret de Plombières, le 21 juillet 1858, entre Napoléon III et le Premier ministre piémontais Cavour, un accord qui prévoyait la liquidation de la domination autrichienne en Lombardie et à Venise, la formation d'un État nord italien dirigé par la dynastie des Savoie et la cession des territoires de la Savoie et de Nice à la France. L'accord sera formalisé par le traité franco-sarde conclu à Turin en janvier 1859.

² Le Palais Royal était la résidence de Joseph Bonaparte (Plon-Plon) dans les années 1850.

³ *La Presse* - quotidien français publié à Paris à partir de 1836. En 1848-49, il était l'organe des républicains bourgeois. Après le coup d'État du 2 décembre 1851, le journal, sous la direction d'Emile de Girardin, adoptera une position critique à l'égard du nouveau régime.

⁴ En référence aux traités conclus par les pays vainqueurs de Napoléon Ier lors du congrès de Vienne de septembre 1814 à juin 1815. Ils rétablissaient les frontières la France de 1792. L'Afrique du Nord et les autres territoires non européens n'avaient pas été pris en compte par ces accords.

⁵ « The Imperial blackleg », écrit Marx, le terme signifiant en anglais « briseur de grève ».

1.6. Fr. Engels, *L'armée française*

New-York Daily Tribune
du 24.02.1859¹

Engels entreprend avec cet article une série d'études où il manifeste son expertise en matière d'équipements et de stratégie militaire. Une expertise qui lui vaudra d'être amicalement surnommé *le Général*. Nombre de ses articles seront du reste attribués à quelque officier supérieur soucieux de garder l'anonymat.

Le *Constitutionnel* de Paris a fait dernièrement un communiqué destiné à prouver qu'en cas de guerre, la France pourrait envoyer au-delà de ses frontières une force de 500.000 hommes². D'après M. Gaillardet³, dans sa lettre de Paris publiée dans le *Courrier des Etats-Unis* d'hier, cette déclaration, et les chiffres sur lesquels elle s'appuie, ont été fournis à notre contemporain parisien directement par l'Empereur lui-même, à l'insu de tous ses ministres. Le premier point de ce communiqué est que, si l'on fait appel à tous les permissionnaires et que l'on ne donne plus de permission, l'armée française sera, le 1er avril prochain, composée de 568.000 hommes; si l'on fait appel à toutes les recrues de 1858, cette force sera augmentée de 64.000 hommes; et si la guerre est déclarée, le gouvernement peut, avec une certitude absolue, compter sur 50.000 engagements volontaires au moins, soit d'anciens soldats dont le temps est écoulé, soit de jeunes volontaires. Cela donnerait un total général de 682.000 hommes, répartis, selon le statisticien impérial, comme suit :

Infanterie	390.978
Cavalerie	83.000
Artillerie	46.450
Ingénieurs	12.110
Train	10.120
Gardes	29.942
Corps divers	49.000
Total	621.600

Il y a manifestement une faille dans cette somme totale. Il manque 60.000 hommes, que la plume impériale, dans la précipitation du moment, a oublié de répartir. Mais peu importe. Supposons que le nombre de 682.000 hommes soit exact. En cas de guerre, il resterait dans les dépôts, qui constituent en même temps les garnisons de l'intérieur, 100.000 hommes. Ils seraient soutenus par les 25.000 gendarmes, tandis que 50.000 hommes suffiraient pour l'Algérie. Ces 175.000 hommes, déduits du grand total ci-dessus, laisseraient 507.000 hommes. Mais Sa Majesté a encore réussi à perdre 10.000 hommes, et déduit de 672.000 au lieu de 682.000 hommes, réduisant ainsi la force de campagne nette disponible à 497.000 hommes. Une armée de 500.000 hommes peut donc, d'après notre autorité, être mise à la disposition de la guerre étrangère pour le 1er juin 1859, sans modifier en rien l'organisation militaire actuelle de la France.

¹ Ecrit par Engels le 31 janvier 59, l'article a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 171-176.

² En référence à l'article de Louis Boniface daté de Paris, le 29 janvier, et paru dans *Le Constitutionnel* du 30 janvier 1859. Le 1^{er} février 1859, le *Times* donnera Napoléon III pour l'auteur de cet article. Cf. le début de lettre de Marx à Engels du 02.02.59 : « C'est au *Constitutionnel* que revient le pompon, puisque, selon le *Times*, c'est Boustrapa qui en est l'auteur ». (C5, p. 260).

³ Frédéric Gaillardet (1808-1882) : journaliste et dramaturge, il a été le rédacteur en chef du journal français de New-York *Le Courrier des Etats-Unis*.

Voyons maintenant de quoi est faite en réalité l'armée française. L'organisation existante d'une armée constitue une certaine limite à son extension; les bataillons, les escadrons, les batteries, ne peuvent comprendre plus d'un certain nombre d'hommes, de chevaux et de canons, dans un service particulier, sans détruire le système et les spécialités tactiques de ce service. Les bataillons français de huit compagnies chacun, par exemple, ne pourraient pas augmenter leurs compagnies à quelque chose comme le double de leur nombre normal de 118 combattants, sans nécessiter une révolution entière dans les exercices rudimentaires et de bataillon; les batteries françaises ne pourraient pas non plus augmenter le nombre de leurs canons de six à huit ou douze, sans un effet similaire; et, dans l'un ou l'autre cas, les compagnies et les batteries deviendraient extrêmement peu maniables, à moins qu'elles ne soient subdivisées. Ainsi, l'organisation de toute armée impose certaines limites aux effectifs qu'elle peut accueillir; et si ces limites sont dépassées, de nouvelles formations deviennent nécessaires. Comme celles-ci, cependant, ne peuvent échapper à l'attention du public, dès qu'elles sont réalisées dans une quelconque mesure, et comme, jusqu'à présent, le *Constitutionnel* dit qu'il n'y a pas besoin de nouvelles formations, nous pouvons prendre la structure de l'armée, telle qu'elle existait à la fin de la guerre de Russie¹, comme la limite du nombre d'hommes qu'elle peut actuellement absorber.

Le bataillon d'infanterie de ligne français, avec son organisation complexe de six compagnies de ligne et deux d'élite, ne peut guère dépasser l'effectif de 1.000 hommes. Pour 100 régiments de ligne, cela donnerait, à trois bataillons chacun, 300.000 hommes. C'est à dessein que nous incluons le troisième bataillon, car, bien que jusqu'à la guerre de Russie il n'ait figuré que comme bataillon de dépôt, il a été ensuite mobilisé, et trois compagnies de dépôt supplémentaires par régiment ont été créées, qui existent sans doute encore. Ces 300 compagnies de dépôt formeront un total d'environ 36.000 hommes. Les 20 bataillons de chasseurs à pied, destinés à combattre en compagnies détachées plutôt qu'en bataillons fermés, admettent un plus grand nombre d'hommes; ils comptent près de 1.300 hommes chacun, et donneraient donc un effectif total de 26.000 hommes, avec à peine quelques dépôts, car ils reçoivent beaucoup d'hommes d'autres régiments. La garde est composée de deux divisions d'infanterie, et ses régiments, jusqu'à la paix avec la Russie, n'avaient que deux bataillons chacun, ce qui est conforme au *Constitutionnel*, d'après lequel son infanterie sera composée de 18 bataillons ou 18.000 hommes. Ceci constitue l'ensemble de l'infanterie française, à l'exception des troupes destinées au service d'Afrique. Ce sont 9 bataillons de zouaves², soit 9.000 hommes, à côté d'environ 500 en dépôt; 3 bataillons pénitentiaires (zéphires)³, soit 3.000 hommes, et 9 bataillons de tirailleurs algériens (indigènes), qui, s'ils sont au complet, atteindront 9.000 hommes. Ainsi, la force totale de l'infanterie française peut être résumée comme suit :

- Ligne, y compris les dépôts, 336.000 hommes dans 300 bataillons et 300 compagnies de dépôt.
- Chasseurs, 26.000 hommes dans 20 bataillons.
- La Garde, 18.000 hommes dans 18 bataillons.
- Zouaves, 9.500 hommes dans 9 bataillons.
- Zéphires, 3.000 hommes dans 3 bataillons.
- Algériens de souche, 9.000 hommes dans 9 bataillons.

Total, 401.500 hommes répartis dans 359 bataillons et 300 compagnies de dépôt. Dont 36.500 appartiennent aux dépôts, laissant 365.000 pour le service actif en France et à l'étranger.

¹ La guerre de Crimée de 1853 à 1856 entre la Russie et la Turquie, soutenue par l'Angleterre, la France et la Sardaigne, qui s'est achevée par la paix de Paris.

² Zouaves - Troupes coloniales françaises formées pour la première fois en 1830. À l'origine, elles étaient composées d'Algériens et de colons français, puis de Français uniquement, tandis que les Algériens étaient formés en régiments spéciaux de tirailleurs.

³ Zéphires - un nom non officiel des unités disciplinaires d'infanterie africaines de l'armée française formées de soldats ayant commis des délits.

La cavalerie française était censée, en 1856, se composer de

- 12 régiments lourds - 72 escadrons et 12 dépôts - 14.400 hommes actifs et 1.800 hommes de dépôt.
- 20 régiments de ligne - 120 escadrons et 20 dépôts - 24.600 hommes d'active et 3.820 de dépôt.
- 21 régiments légers - 126 escadrons et 21 dépôts - 27.100 actifs et 4.230 hommes de dépôt.
- 4 régiments africains - 16 escadrons et 4 dépôts - 3.000 actifs et 450 hommes de dépôt.
- 3 régiments indigènes - 12 escadrons - 3.600 hommes actifs.

Total, 346 escadrons actifs et 57 escadrons de dépôt - 72.700 hommes actifs et 10.300 hommes de dépôt.

Auxquels s'ajoutent les Gardes - 30 escadrons actifs - 6.000 actifs.

Total général, 376 escadrons actifs. 57 escadrons de dépôt - 78.700 hommes actifs et 10.300 hommes de dépôt.

Mais il ne faut pas oublier que, bien que depuis 1840 de grands progrès aient été faits dans l'amélioration de la race des chevaux en France, les chevaux indigènes de ce pays sont encore, dans une mesure extraordinaire, impropres au service de la cavalerie. Ce n'est qu'au prix de grands efforts et de grandes dépenses qu'il a été possible, ces dernières années, d'approvisionner la cavalerie, et pas de très bonne manière, principalement avec des chevaux français. Mais il ne s'agit ici que des effectifs en état paix, qui ne dépasserait guère 50.000 chevaux; et malgré les ressources offertes par l'Algérie, il a fallu acheter beaucoup de chevaux étrangers, dont un grand nombre avaient été vendus auparavant par d'autres cavaleries comme inutilisables. On achète, actuellement, des chevaux pour la cavalerie française en Allemagne, et le gouvernement autrichien vient d'interdire l'exportation des chevaux sur sa frontière sud-ouest. Avec toutes ces difficultés, il ne faut pas craindre que la cavalerie française dépasse jamais le nombre indiqué ci-dessus, ni qu'à l'exception de la petite partie montée sur des chevaux algériens, elle excelle jamais sur le terrain, à moins qu'elle n'obtienne, par la conquête, une plus grande proportion de bons chevaux qu'elle n'en a actuellement.

L'artillerie, y compris la garde, peut compter environ 50.000 hommes, avec 207 batteries de campagne, soit 1.242 canons. Sur ce nombre d'hommes, 5.000 au moins appartiennent aux dépôts. Les ingénieurs (les troupes de génie) ne dépasseront pas 9.000, ou 10.000 hommes, mais nous dirons, avec *le Constitutionnel* qu'il y en a 12.000. Le train, les compagnies de travail, les officiers de santé, etc., tous non-combattants, comptent environ 11.000 hommes sur le pied de guerre. Ainsi, le nombre maximum d'hommes pour lequel l'armée française, dans son organisation actuelle, est adaptée, serait le suivant :

	Hommes actifs	Hommes en dépôt	Total
Infanterie	365.000	36.500	401.500
Cavalerie	78.700	10.300	89.000
Artillerie	45.000	5.000	50.000
Ingénieurs	12.000		12.000
Non- combattants		11.000	11.000
Total	500.700	62.800	563.500

Ce résultat s'accorde très bien avec les dispositions générales de l'armée française en matière de recrutement. Chaque année, 100.000 jeunes gens sont appelés à rejoindre les rangs, mais autrefois, en temps de paix, 60.000 seulement étaient effectivement en-

voyés dans leurs régiments, et comme ils étaient susceptibles de servir sept ans, l'armée ne dépassait pas 400.000 à 420.000 hommes. Mais sous Louis-Philippe, la durée effective du service dépassait rarement quatre ou cinq ans, de sorte qu'à cette période, l'effectif réel ne dépassait pas 300.000 hommes, le reste étant en permission. Depuis lors, cependant, un bataillon de plus à chaque régiment d'infanterie, un escadron de plus à chaque régiment de cavalerie, et tout le corps des gardes ayant été ajouté¹, le cadre de l'armée a été tellement étendu qu'il peut accueillir environ 600.000 hommes; et il n'est pas probable que la France, sauf dans une guerre d'autodéfense nationale, ait jamais plus de soldats entraînés à la fois.

Si donc nous prenons les chiffres que nous avons donnés ci-dessus, et que nous y ajoutons les 49.000 gendarmes, les gardes municipaux, et on ne sait quels autres « corps divers » que le *Constitutionnel* inclut pour aboutir à cette somme, le total correspondra presque avec ce que ce journal indique comme l'effectif au 1er avril 1859.

Mais c'est maintenant que la différence apparaît. Dans notre total général, il y a des dépôts organisés en 300 compagnies et 57 escadrons, ce qui est à peine suffisant pour l'instruction de base et l'organisation des 46.800 soldats d'infanterie et de cavalerie qui s'y trouvent actuellement. En supposant que ceux-ci soient retirés brusquement pour faire place à de nouvelles recrues, et pour combler dans les régiments les places des hommes dont le temps est écoulé, quel nombre de recrues ces dépôts auraient-ils à former? Les 100.000 hommes de la levée de 1859, et au moins 20.000 volontaires non formés, en tout 120.000 hommes, ou 70.000 de plus que les dépôts ne peuvent en contenir. Il n'y a donc aucun doute qu'entre le 1er avril et le 1er juin, les trois compagnies de dépôt de chaque régiment d'infanterie doivent être portées à un bataillon complet, et qu'ainsi pour chaque régiment de cavalerie, il faut constituer deux escadrons de dépôt au lieu d'un.

Car si aujourd'hui, l'armée entière étant en simple garnison, les dépôts ne sont que des stations de transit pour la recrue, d'où le plus tôt possible, sans entraînement ou à moitié entraînée, elle est envoyée à son régiment pour y recevoir son instruction, il ne faut pas oublier qu'en temps de guerre, l'armée étant en service actif, le dépôt doit équiper et entraîner le soldat complètement pour qu'il puisse rejoindre son régiment en état de servir. Ainsi, si le *Constitutionnel* soutient que les Français peuvent porter leurs effectifs à 700.000 hommes, sans formations nouvelles, il s'écarte très sensiblement de la vérité. Et la formation de 100 bataillons de dépôt avec 300 compagnies, et de 57 escadrons de dépôt supplémentaires, nécessitera le retrait des rangs de l'armée active, au moment même où leurs services sont le plus nécessaires, d'au moins 2.000 officiers et 10.000 sous-officiers.

Mais, à supposer que les 700.000 hommes soient rassemblés - et nous sommes loin de soutenir que la France, au début d'une guerre, ne pourrait pas rassembler ce nombre de jeunes gens - combien de soldats aptes au service y aura-t-il sur les 700.000 ? Pas plus de 580.000, et sur ce nombre, d'après le *Constitutionnel*, 50.000 doivent défendre l'Algérie. Les gendarmes et les corps divers destinés à l'intérieur ne doivent pas être évalués à 25.000, mais nous devons nous en tenir à l'estimation initiale du *Constitutionnel*, à savoir 49.000. Il reste donc un reliquat de 481.000 hommes. Mais notre contemporain impérial doit avoir une foi bien solide dans la stabilité de sa dynastie s'il pense que l'on peut confier sa défense exclusive à 120.000 recrues inexpérimentées et à 49.000 gendarmes et autres polices militaires. Les dépôts seront à peine suffisants pour fournir en garnisons les forteresses les plus importantes, sauf Paris et Lyon. Ces deux villes, Louis Napoléon ne les confierait jamais à

¹ La garde a été formée par Napoléon III en 1854 sur le modèle de la garde impériale de Napoléon Ier qui a été dissoute en 1815.

des recrues sans expérience; et si le *Constitutionnel* estime que 40.000 hommes suffisent à les garder sous contrôle, il est certain que 100.000 hommes ne seront pas de trop. Mais si nous déduisons 100.000 hommes pour les besoins des grandes villes de l'intérieur et pour le sud royaliste de la France, l'ensemble des forces disponibles pour être employées à l'étranger est réduit à 381.000 hommes. De ce nombre, 181.000 hommes, au moins, devraient former une armée d'observation sur les frontières belges, allemandes et suisses, et il ne resterait que 200.000 hommes disponibles pour une attaque contre l'Italie. Or, nous maintenons que 150.000 Autrichiens, en position de force sur le Mincio et l'Adige, valent au moins 300.000 Français et Sardes, et s'il devait y avoir une guerre, ils pourraient un de ces jours le prouver.

1.7. Fr. Engels, *Ressources allemandes pour la guerre*

New-York Daily Tribune
du 12.03.1859¹

Les récentes fanfaronnades de Louis Napoléon quant à la puissance des forces qu'il est en mesure d'opposer à l'Autriche ont suscité dans les journaux allemands des déclarations similaires concernant les ressources militaires susceptibles d'être mobilisées contre lui en cas de guerre. Ces communiqués, cependant, n'ont généralement que de faibles prétentions à l'exactitude ou à la minutie des détails, et nous avons donc été obligés de recourir à des documents originaux et officiels pour les faits et les chiffres que nous allons maintenant exposer à nos lecteurs.

L'armée autrichienne est, bien entendu, de loin la plus puissante de toutes celles qui seraient engagées contre la France dans une telle guerre. Son infanterie se compose de 62 régiments de ligne (composés chacun d'un bataillon de grenadiers, de 4 bataillons de ligne et d'un bataillon de dépôt), soit 310 bataillons d'active et 62 bataillons de dépôt; 14 régiments de frontière², comprenant 2 bataillons de campagne et 1 bataillon de réserve; en tout 28 bataillons d'active, 14 bataillons de réserve (à côté d'un bataillon isolé); et 32 bataillons de fusiliers. Les bataillons autrichiens sont d'une force inégale, variant de quatre à six compagnies. Avec des rangs complets, la force de l'ensemble sera :

Ligne	370.000 hommes
Régiments frontaliers	55.000 hommes
Fusiliers	32.000 hommes
Total, y compris les dépôts	457.000 hommes

Les régiments de ligne et de frontière sont armés de mousquets à percussion à canon lisse, les platines étant d'une construction particulière, pas très admirable, mais néanmoins d'assez bons mousquets. Dans les régiments de frontaliers, chaque compagnie dispose de 20 fusils. Les 32 bataillons de fusiliers portent tous des fusils, mais leur portée est bien inférieure à celle des fusils français Minié³ ou anglais Enfield⁴. L'infanterie est, à tous égards, de premier ordre, et les hommes valent n'importe quels autres en Europe, bien que face à l'infanterie anglaise ou prussienne, dont chaque homme porte un mousquet rayé de longue portée, l'armement inférieur doit jouer en sa défaveur. Contre les troupes françaises ou russes, ce désavantage n'existerait pas, si l'on excepte les 20 bataillons de Chasseurs français, pour autant que l'on ne modifie pas l'armement de l'infanterie de ligne française.

La cavalerie autrichienne compte 16 régiments lourds et 24 régiments légers - les premiers de 6, les seconds de 8 escadrons, à côté d'un escadron de dépôt par régiment. L'escadron lourd compte 194 hommes, le léger 227. Avec une telle force, un régiment de cavalerie autrichien est plus fort qu'une brigade de cavalerie françai-

¹ L'article a été écrit le 10.02.59. Cf. la lettre d'Engels à Marx du 10.02.59 : « Maintenant je rentre et vais faire pour le I^{er} courrier un article sur l'armée confédérale autrichienne et allemande » (C5, p. 268). Nous traduisons à partir de MECW, pp. 177-182.

² Il s'agit des régiments spéciaux fournis par ce que l'on appelait la zone frontalière militaire, c'est-à-dire la région frontalière méridionale de l'Empire autrichien sous administration militaire. Cette zone comprenait une partie de la Croatie et le sud de la Hongrie. Sa population (les frontaliers) était composée de Serbes, de Croates et d'autres nationalités qui se voyaient attribuer des terres en échange de leur service militaire, de l'accomplissement d'autres obligations et du paiement de droits.

³ Du nom de son inventeur, l'officier français Claude Etienne Minié. Une catégorie de fusil à canon rayé dont la balle, tournant sur elle-même, acquérait une grande précision sur une distance de quelque 450 mètres. Le chargement s'opérait par la bouche du canon du fusil (à la différence du chargement, plus moderne, par la culasse).

⁴ Le dérivé anglais, à cette date, du fusil Minié.

se. Le corps entier est fort de 67.000 hommes, extrêmement bien montés, et la plus grande partie de la cavalerie légère est recrutée parmi deux nations de cavaliers, les Hongrois et les Polonais. Il n'y a aucun doute que ces 67.000 hommes feraient plus qu'égaliser les 81.000 cavaliers français que Louis Napoléon se propose de faire avancer. La cavalerie autrichienne est, sans aucun doute, actuellement sans rivale.

L'artillerie se compose de 12 régiments de campagne, de 13 batteries de 8 canons chacune, d'un régiment côtier et d'un régiment de fusées de 20 batteries - en tout, 1.248 canons, 240 chars à fusées et 50.000 hommes. Les pionniers, les troupes hospitalières, etc., représentent quelque 20.000 hommes en plus.

La force totale, en temps de paix, y compris le train, etc., serait de 580.000 à 600.000 hommes. Parmi ceux-ci, près de 200.000 sont généralement, et jusqu'à présent, en permission, ce qui laisse 400.000 hommes présents sous les drapeaux. Non seulement ceux-ci, cependant, mais 120.000 hommes de la réserve (licenciés après huit ans de service, et susceptibles d'être appelés pour deux ans de plus) peuvent être appelés en cas de guerre; et, si nous devons croire les affirmations des journalistes autrichiens, le tout peut être appelé sous les armes en 14 jours. Cependant, les ressources de l'empire ne sont pas encore épuisées pour autant. Le district frontalier est exempté du devoir de réserve, mais là tout homme est soldat jusqu'à sa soixantième année, et prêt à tout moment à être appelé dans son régiment. Ce district, en 1848, a fourni les troupes qui ont sauvé Radetzky en Italie, et avec lui la monarchie autrichienne. On n'a pas encore oublié comment, bataillon après bataillon, ces robustes Slaves ont été formés et envoyés en Italie, tandis qu'au même moment, l'armée qui a repris Vienne aux insurgés était constituée des mêmes éléments¹.

Ce district, dont le contingent pour les besoins ordinaires est limité à 55.000 hommes, peut, en cas de besoin, envoyer 200.000 soldats sur le terrain. Ainsi, l'armée autrichienne, avec les réserves et les 80.000 hommes supplémentaires du district frontalier, compterait au total 800.000 hommes, auxquels pourraient s'ajouter plus de 100.000 soldats frontaliers dès que les bataillons pourraient être organisés. Ainsi, l'Autriche, à elle seule, en supposant qu'elle ait l'argent nécessaire, serait entièrement suffisante pour la défense de ses possessions italiennes contre la France et le Piémont réunis.

Vient ensuite la Prusse. L'infanterie de ce royaume se compose de 36 régiments de ligne et de garde, comprenant 108 bataillons; 9 régiments de réserve, comprenant 18 bataillons; avec 8 bataillons de réserve, et 10 bataillons de fusiliers, en tout 144 bataillons, équivalant, sur le pied de guerre, à environ 150.000 hommes. A cela s'ajoutent la Landwehr de la première levée, 116 bataillons, soit environ 120.000 hommes - en tout 270.000 hommes. En temps de guerre, les 8 bataillons de réserve sont constitués de 36 bataillons de dépôt pour les 36 régiments de ligne, et les 9 régiments de réserve, avec leurs 9 bataillons de Landwehr correspondants, sont destinés au service de garnison, de sorte qu'il reste une force active en campagne de 228 bataillons, comprenant environ 230.000 hommes.

La cavalerie se compose de 38 régiments de ligne de 4 escadrons chacun; 152 escadrons et 34 régiments; 136 escadrons du premier contingent de la Landwehr, soit environ 49.000 hommes.

Artillerie : 9 régiments, chacun de 11 batteries de 8 canons, et 4 compagnies pour le service dans les forteresses - en tout 792 canons de campagne et 20.000 hommes.

¹ Ce sont surtout des unités slaves qui ont participé à l'assaut de la Vienne révolutionnaire par l'armée autrichienne entre le 30 octobre et le 1er novembre 1848.

Les troupes de génie, le train, etc., forment un total de 40.000 hommes.

Ainsi, en tout, la Prusse dispose d'une armée de 380.000 hommes de la ligne et de la première levée de la Landwehr, dont 340.000 au moins sont capables de partir en campagne. La deuxième levée de la Landwehr n'est pas organisée et n'est en fait destinée qu'à servir dans les forteresses. En cas de guerre, cependant, celle-ci pourrait être amenée à un état d'efficacité acceptable en quatre mois environ, en ce qui concerne l'infanterie et l'artillerie; la cavalerie ne sera sans doute jamais apte à un service actif. En tout état de cause, on peut compter sans risque sur 100.000 ou 120.000 hommes de cette source, ce qui libère autant d'hommes de ligne du service de garnison. Ainsi, l'armée prussienne peut rassembler 500.000 hommes, avec en plus beaucoup d'hommes entraînés qui ne trouveraient pas de place dans la première levée de la Landwehr, et qui pourraient être utilisés pour de nouvelles formations.

L'armée prussienne, en raison de la courte durée de son service (trois ans) et du fait que l'ensemble de la première levée de la Landwehr a été en moyenne absente de l'armée pendant quatre à cinq ans (avec quelques courtes interruptions), n'est pas équivalente, au début d'une guerre, à l'armée autrichienne en ce qui concerne les hommes. Cependant, la nation est essentiellement d'un esprit militaire, et quelques semaines de campagne active en feront toujours de bons soldats. Ce sont le premier ou les deux premiers mois d'une guerre que la Prusse doit craindre. Plus de la moitié de l'armée est constituée d'une milice; elle est mal adaptée à une guerre offensive, mais agira d'autant mieux dans une guerre défensive; car nulle part, sauf en Suisse¹, l'armée n'est aussi réellement un corps national qu'en Prusse. En ce qui concerne l'armement, l'ensemble des gardes et un bataillon de chaque régiment de ligne sont armés des nouveaux fusils à aiguille, qui ont une portée de 1.000 yards et, avec le fusil anglais Enfield, portent plus loin que tous les autres mousquets actuellement en usage. Le reste de la ligne est armé du mousquet commun, qui, cependant, par un procédé très simple a été rayé sur le principe de Minié, et est peu inférieur en portée ou en précision au vrai fusil de Minié. La première levée de la Landwehr recevra également le fusil à aiguille lors de son appel. Ainsi, à l'exception des Britanniques, l'infanterie prussienne dispose du meilleur armement de toute l'Europe.

Dans l'armée fédérale allemande², l'Autriche forme les premier, deuxième et troisième corps d'armée, et la Prusse les quatrième, cinquième et sixième. Le septième est fourni par la Bavière. Elle est tenue de trouver un simple contingent de 36.500 hommes, et 17.800 hommes de réserve; en tout, 54.300 hommes. Mais l'armée bavaroise compte beaucoup plus, à savoir : 54 bataillons, 54.000 hommes, d'infanterie; 56 escadrons, 9.000 hommes, de cavalerie; 224 canons, et 5.600 hommes, d'artillerie, outre les troupes de génie, etc.; en tout, plus de 72.000 hommes; sans compter la réserve, formée par tous les soldats congédiés de la 27e à la 40e année, et qui peuvent être utilisés pour de nouvelles formations.

Le huitième corps compte, en contingents et en réserve :

	Hommes		Hommes
Württemberg	21.000	armée réelle	19.000
Baden	15.000	armée réelle	15.000
Hesse-Damstadt	9.300	armée réelle	10.500
Effectifs requis	45.300	Effectifs réels	44.500

¹ Les forces armées suisses étaient formées sur la base de la milice, un système basé sur le service militaire général obligatoire. Les citoyens sont tenus de suivre une formation militaire en plus de leur profession et sont disponibles à tout moment pour le service militaire. En cas de guerre, la mobilisation générale est décrétée

² C'est-à-dire l'armée de la Confédération allemande.

Le neuvième corps, en contingents et en réserve, devrait compter 36.000 hommes; les armées qui le composent sont en réalité au nombre de 44.000.

Le dixième corps doit compter 42.000 hommes, et, nous le supposons, les armées qui le composent constitueront à peu près cet effectif.

La division de réserve (contingents des petits États) est forte d'environ 17.000 hommes. Ainsi, dans un résumé général, nous avons :

	Hommes		Hommes
Autriche	800.000	Neuvième corps	44.000
Prusse	400.000	Dixième corps	42.000
Bavière	70.000	Division de réserve	17.000
Huitième corps	45.000		
Total			1.418.000

De cette force colossale, les cinq derniers éléments, s'élevant à 218.000 hommes, sont toujours prêts, et ne forment que l'effectif de paix régulier des États respectifs, après avoir appelé tous les hommes en permission. Ces États pourraient donc facilement fournir 100.000 à 150.000 hommes de plus, mais comme il n'existe aucune répartition des forces pour eux, nous ne les avons pas du tout comptés, pas plus que la seconde levée prussienne de la Landwehr. L'Autriche peut certainement avoir 700.000 hommes sous les armes en l'espace de quinze jours. En Prusse, le rappel de la réserve de guerre (les hommes en permission) prendrait encore moins de temps, et gonflerait la ligne jusqu'à son plein effectif de 225.000 hommes. Ainsi, en l'espace de quinze jours, l'Allemagne peut amener quelque 1.150.000 hommes sur le terrain; un mois plus tard, quelque 270.000 de plus, et puis tout la seconde levée prussienne, toute la réserve bavaroise, et quelque 100.000 soldats frontaliers autrichiens sont encore disponibles. Et quand tout cela sera épuisé, alors, et alors seulement, des efforts extraordinaires seront nécessaires.

Les forces dont dispose l'Allemagne sont donc si immenses que, si elles sont dirigées avec unité et fermeté, elle n'a pas à craindre une attaque menée simultanément par la France, l'Italie et la Russie. Qu'elles soient utilisées de la sorte, c'est évidemment douteux; mais si, dans une guerre générale, les jalousies mesquines, l'indécision et la routine devaient entraver l'action de ces armées, et assurer la défaite, alors les gouvernements actuels de l'Allemagne peuvent faire leurs valises; ils devront bientôt décamper. L'Allemagne de 1859 est aussi différente de l'Allemagne de la paix de Bâle, d'Iéna, d'Austerlitz et de Wagram¹, que la France d'aujourd'hui l'est de la France révolutionnaire de 1793; et si 1848 n'a rien fait d'autre, il a fait naître un sentiment national allemand dans toutes les parties du pays, même parmi celles qui étaient autrefois accusées de sympathies françaises. Louis Napoléon peut essayer de jouer au libérateur en Italie, mais il n'ose pas essayer ce jeu sur le Rhin; et même s'il obtenait des succès partiels dans la guerre, il ne ferait que provoquer une révolution en Allemagne qui assurerait sa défaite finale et mettrait en danger, par son exemple, son propre trône déjà chancelant.

¹ Paix de Bâle - Paix séparée, conclue le 5 avril 1795 entre la France et la Prusse. La conclusion de ce traité et le retrait de la Prusse de la première coalition anti-française n'étaient pas seulement la conséquence des victoires de l'armée française, mais aussi des désaccords entre les membres de la coalition, en particulier entre la Prusse et l'Autriche. La défaite cuisante de l'armée prussienne à la bataille d'Iéna, le 14 octobre 1806, a entraîné la capitulation de la Prusse devant la France napoléonienne. Lors de la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre 1805, Napoléon Ier battit les armées alliées de l'Autriche et de la Russie. A la bataille de Wagram, les 5 et 6 juillet 1809, Napoléon Ier remporta une victoire décisive sur les Autrichiens.

1.8. Fr. Engels, *L'hégémonie autrichienne sur l'Italie*

New-York Daily Tribune
du 04.03.1859¹

Lorsque le général Bonaparte, en 1796, descendit des Alpes maritimes, la grande semaine de Dego, Millesimo, Montenotte et Mondovì, a suffi à conquérir l'ensemble du Piémont et de la Lombardie². Ses colonnes avancèrent sans résistance jusqu'à atteindre le Mincio. Mais là, le vent a tourné. Les murs de Mantoue les ont arrêtés, et il a fallu neuf mois au plus grand général de son époque pour surmonter cet obstacle. Toute la deuxième partie de la première campagne d'Italie tourne autour de la conquête de Mantoue. Rivoli, Castiglione, Arcole et la marche à travers la vallée de la Brenta ont été toutes subordonnées à ce grand objectif³. Napoléon a été arrêté deux fois par une forteresse, la première fois à Mantoue, la seconde à Danzig⁴. Napoléon savait très bien que Mantoue était la clé de l'Italie. Une fois qu'il s'en est emparé, il ne s'en est jamais séparé jusqu'à ce qu'il se sépare de sa couronne, et son emprise sur l'Italie n'a jamais été sérieusement menacée jusqu'alors.

D'après la configuration géographique de l'Italie, il est clair que la puissance qui peut tenir la partie nord, la Gallia Cisalpina des Romains, règne sur toute l'Italie. Le bassin du Pô a toujours été le champ de bataille où se décidaient les destins de la péninsule. De Marignano et Pavie, en passant par Turin, Arcole, Rivoli, Novi et Marengo, jusqu'à Custozza et Novare, toutes les batailles décisives pour la maîtrise de l'Italie s'y sont déroulées⁵. C'est tout à fait naturel. Français ou Allemand, celui qui chasse son adversaire de la vallée du Pô, l'isole de la péninsule étirée, et isole cette péninsule de ses alliés. Réduite à ses propres ressources, cette péninsule, la partie la moins peuplée et la moins civilisée de l'Italie, est rapidement soumise.

Or, dans ce bassin du Pô, Mantoue est la position la plus centrale.

¹ L'article a été écrit vers la mi-février 1859. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 183-189.

² Bonaparte entame le siège de Mantoue en juin 1796, le gros de ses forces opérant contre les troupes autrichiennes qui tentent de s'emparer de la forteresse. Le 5 août 1796, Bonaparte bat l'armée autrichienne du général D. von Wurmser à Castiglione, puis à Medole, et dans la première quinzaine de septembre, il chasse les troupes de von Wurmser de la vallée de Brenta, les Autrichiens subissant une nouvelle défaite à Bassano le 8 septembre. Grâce à l'escarmouche de Calliano les 6 et 7 novembre, les Autrichiens repoussent les troupes françaises vers Rivoli. Lors de la bataille d'Arcole, du 15 au 17 novembre, les Français ont vaincu une armée autrichienne nouvellement formée qui avait tenté de se précipiter au secours de Mantoue. Les 14 et 15 janvier 1797 Bonaparte bat à nouveau les Autrichiens à Rivoli, après quoi Mantoue est contrainte de capituler le 2 février 1797 après un siège de neuf mois.

³ Le siège de Mantoue par les troupes françaises a été levé en juin 1796. Le 5 août 1796, les Autrichiens sont toutefois battus à Castiglione; dans la première moitié de septembre 1796, dans la vallée de la Brenta; les 15-17 novembre, à Arcole; les 14-15 janvier 1797, à Rivoli. Le 2 février 1797, après un siège de neuf mois, Mantoue capitule devant les Français.

⁴ Le siège de Danzig (Gdansk) pendant la guerre contre la quatrième coalition antifranaise des puissances européennes par les troupes de Napoléon Ier commence en mars 1807. La garnison de la forteresse, composée de troupes prussiennes et d'un détachement russe allié, oppose une résistance opiniâtre. Ce n'est que fin mai 1807 que la forteresse se rend à l'ennemi en supériorité numérique.

⁵ La bataille de Marignano (13-14 septembre 1515) est l'une des plus importantes des guerres menées par la France, l'Espagne et l'Empire allemand en Italie de 1494 à 1559. Le 24 février 1525, l'armée de François Ier est vaincue à Pavie par les forces de l'empereur allemand Charles Quint. Le 7 septembre 1706, lors de la bataille de Turin, les Italiens détournent l'armée française qui avait assiégé la ville depuis 117 jours. Lors de la bataille de Novi (15 août 1799), les forces russo-autrichiennes sous les ordres de A. V. Suvorov mettent en déroute l'armée française du général Joubert et chassent définitivement les Français de l'Italie du Nord. À la bataille de Marengo, le 14 juin 1800, l'armée de Bonaparte bat les Autrichiens. À la bataille de Custozza, le 25 juillet 1848, l'armée autrichienne commandée par Radetzky inflige une lourde défaite aux Piémontais. À Novare, les Piémontais sont vaincus par les Autrichiens le 23 mars 1849.

Elle est équidistante de l'Adriatique et de la Méditerranée, à environ 70 milles de l'une ou l'autre; elle ferme donc efficacement tout accès à la péninsule si elle est défendue par une armée en campagne. Ajoutez à cela les immenses avantages tactiques de sa position, au milieu d'un lac, avec trois têtes de pont d'où déboucher, entourée de tous côtés par un terrain entrecoupé de rivières, et tendant à isoler les unes des autres les différentes parties d'une armée assiégeante - et il n'est pas étonnant que l'on dise traditionnellement que celui qui tient Mantoue est maître de l'Italie.

Ces quelques considérations suffiront à montrer qu'il ne serait pas si facile de chasser les Autrichiens d'Italie, même s'ils ne tenaient que Mantoue. Ce qui a pris neuf mois au premier chef d'armée de l'époque à faire, un ancien chef de l'artillerie suisse¹ ne le fera pas dans le même temps. Mais la situation militaire de la Lombardie a énormément changé depuis 1796, voire même depuis 1848. La campagne de 1848 est en quelque sorte l'inverse de celle de 1796.

Si 1796 a montré ce que Mantoue pouvait faire quand elle était sur la défensive, 1848 a montré ce que Mantoue, Peschiera, Legnago et Vérone peuvent faire ensemble dans une guerre offensive; et depuis lors, cette splendide position, à peu près la meilleure d'Europe, a été perfectionnée et préparée de toutes les manières possibles, et avec un soin, une compétence et un *ensemble* qui font le plus grand honneur à l'état-major et aux ingénieurs autrichiens.

Regardez la carte. Du lac de Garde au Pô coule le Mincio, une rivière peu considérable, guéable en été en plusieurs endroits, mais, dans l'ensemble, pas impropre à une position défensive. La longueur de la ligne, qui doit être mesurée de Peschiera à Borgoforte, bien que celle-ci se trouve au-delà de la rivière, est d'environ trente milles, de sorte qu'une armée, placée au milieu de la ligne, peut atteindre l'une ou l'autre extrémité en une journée de marche. Flanquée à droite (au nord) par le lac et les Alpes tyroliennes, et à gauche par le Pô, cette courte ligne de trente milles est la première position défensive qu'une armée autrichienne puisse trouver contre un ennemi venant de l'ouest.

Mais ce n'est pas là son seul mérite. Presque parallèlement au lac, au Mincio et au Pô, à une distance de dix à trente milles en arrière, coule l'Adige, qui forme une seconde ligne de défense beaucoup plus forte, et constitue à tout moment un obstacle qui ne peut être surmonté que par des ponts. Cette double ligne, comme un coup d'œil sur la carte le montre, arrondit naturellement le Tyrol et les provinces autrichiennes adjacentes en un ensemble compact; c'est, militairement parlant, leur complément nécessaire; et c'est sur cela que se fonde la maxime politique autrichienne que la ligne du Mincio est nécessaire à la défense de l'Allemagne, et que le Rhin doit être défendu sur le Pô².

Cette position, naturellement forte, a été rendue encore plus forte artificiellement. La ligne du Mincio est coupée en deux par Mantoue. Cette forteresse est si proche de l'embouchure de cette rivière que la partie en aval peut être entièrement ignorée du calcul. Ainsi, la ligne est raccourcie de quelque sept ou huit milles de plus, et son extrémité sud est renforcée par une forteresse de premier ordre, formant des têtes de pont de chaque côté du fleuve. L'autre extrémité, où la rivière quitte le lac, est défendue par la petite forteresse de Peschiera. Cette place n'est certes pas très forte, et a été prise par les Piémontais en 1848; mais elle est suffisante pour résister à une attaque irrégulière, et peut donc être

¹ Il s'agit de Louis Bonaparte qui a vécu longtemps en Suisse, est devenu citoyen suisse et s'est engagé en 1834 comme capitaine dans le régiment d'artillerie du canton de Berne.

² Une thèse qui sera débattue par Engels dans sa brochure *Le Rhin et le Pô*. Nous consacrerons notre prochain fascicule à la lecture de cet écrit.

tenue pendant que les Autrichiens tiennent le terrain, tout en leur permettant de déboucher sur le côté ouest du Mincio.

La ligne de l'Adige a été négligée jusqu'en 1815. De 1797 à 1809, elle constituait la frontière entre l'Autriche et l'Italie; mais depuis 1815, l'Autriche possède les deux rives du fleuve. Derrière Mantoue, à environ 25 milles de distance, se trouvait la petite forteresse de Legnago, sur l'Adige; mais derrière Peschiera, la ville la plus proche, Vérone, n'était pas fortifiée. Les Autrichiens, cependant, n'ont pas tardé à comprendre que, pour que la position soit vraiment ce qu'elle devrait être, Vérone devait être fortifiée. Et ce fut le cas. Seulement, avec la paresse habituelle de l'Autriche antédiluvienne, l'exécution fut si négligée qu'en 1848, lorsque la révolution éclata, la partie située sur la rive gauche ou orientale du fleuve, celle qui pouvait être tournée contre l'Autriche, était assez bien fortifiée, tandis que le côté tourné vers l'ennemi était relativement sans défense.

Radetzky et ses chefs d'état-major, Hess et Schönhals, se sont immédiatement mis à l'œuvre, lorsque la révolution les a chassés de Milan, pour remédier à ce défaut. Les hauteurs entourant Vérone à l'ouest furent couronnées de retranchements, et par ceux-ci les remparts de la ville étaient protégés d'un feu dominant. Et heureusement pour l'Autriche ils le firent. La ligne du Mincio dut être abandonnée. Peschiera fut assiégée par les Piémontais, qui avancèrent jusqu'aux remparts de ces redoutes. Mais là, ils furent immobilisés. La journée de Santa Lucia (6 mai 1848) leur montra que toute nouvelle tentative contre les défenses de Vérone était tout à fait vaine.

Pourtant, toute la Haute Italie était aux mains de l'armée révolutionnaire. Radetzky ne tenait que ses quatre forteresses, utilisant Vérone comme un camp retranché pour son armée. Son front, ses flancs et presque ses arrières étaient au pouvoir de l'ennemi, car même la communication avec le Tyrol était menacée et parfois interrompue. Pourtant, une division sous les ordres du général Nugent réussit à se frayer un chemin à travers le pays vénitien insurgé, et le rejoint vers la fin du mois de mai. C'est alors que Radetzky montra ce que l'on pouvait faire de cette splendide position qu'il venait d'organiser pour lui-même. Incapable de rester plus longtemps dans les terres épuisées entourant Vérone, trop faible pour s'engager dans une bataille décisive, il déplaça son armée, par une marche de flanc audacieuse et habile, par Legnago jusqu'à Mantoue; et, avant que l'ennemi n'ait pu savoir exactement ce qui se passait, Radetzky s'avança de Mantoue pour l'attaquer sur la rive occidentale du Mincio; il enfonça leur ligne de blocus, et obligea l'armée principale des Piémontais à se retirer de sa position devant Vérone. Cependant, il ne put empêcher la chute de Peschiera, et, ayant obtenu tous les résultats qu'il pouvait espérer de sa marche vers Mantoue, il rassembla de nouveau ses troupes, marcha par Legnago vers Vicence, et la prit aux Italiens, soumettant ainsi tout le territoire vénitien sur le continent, récupérant ses communications et préservant les ressources d'un grand et riche district à son arrière. Il se retira ensuite dans sa forteresse de Vérone, d'où les Piémontais ne savaient pas comment le chasser, au point qu'ils perdirent un mois entier à ne rien faire. Entre-temps, cependant, trois fortes brigades autrichiennes étaient arrivées, et les choses se sont inversées. En trois jours, Radetzky a balayé les Piémontais des hauteurs entre l'Adige et le Mincio, contournant en même temps leur flanc droit par Mantoue, et leur a donné une telle leçon qu'ils ne sont plus jamais remis à combattre jusqu'à ce qu'ils soient derrière le Ticino.

Cette campagne de Radetzky montre ce qu'un général peut faire avec une armée de moindre taille si elle est soutenue par un système bien défendu de lignes de rivières. Peu importe où les Piémontais se tenaient, ou de quelle façon ils essayaient de faire front, ils ne pouvaient pas attaquer les Autrichiens; et les tâtonnements dans l'obscurité auxquels toutes leurs opérations militaires ont été réduites pendant les cinq dernières semaines avant

leur défaite finale, montrent clairement à quel point ils étaient lamentablement bloqués.

Alors, en quoi consistait la force de la position de Radetzky ? Simplement en ceci que les forteresses non seulement l'abritaient d'une attaque, mais qu'elles obligeaient l'ennemi à diviser ses forces, tandis que Radetzky, sous son abri, pouvait opérer avec l'ensemble de ses forces en n'importe quel point donné contre les fractions de troupes ennemies qu'il pouvait trouver devant lui. Peschiera neutralisa un bon nombre de troupes; pendant que Radetzky était à Vérone, Mantoue en neutralisait une autre partie, et à peine se rendit-il à Mantoue que Vérone obligeait les Piémontais à y laisser un corps d'observation. Mais ce n'est pas tout : les Italiens devaient opérer avec des corps séparés de chaque côté des rivières, dont aucun ne pouvait soutenir rapidement l'autre, tandis que Radetzky, par ses forteresses et ses têtes de pont, pouvait à loisir déplacer l'ensemble de ses forces d'une rive à l'autre. Vicenza et le territoire vénitien ne seraient jamais tombées si les Piémontais avaient été en mesure de les soutenir. En fait, Radetzky s'est emparé des deux, tandis que les Piémontais étaient tenus en échec par les garnisons de Vérone et de Mantoue.

Lorsque les Français, en Algérie¹, ont à faire passer une colonne à travers un district hostile, ils forment quatre carrés d'infanterie et les placent aux quatre coins d'un losange; la cavalerie et l'artillerie sont placées au centre. Si les Arabes attaquent, le feu soutenu de l'infanterie les repousse, et, dès qu'ils sont brisés, la cavalerie s'élance au milieu d'eux, et l'artillerie s'ébranle pour leur envoyer ses boulets. Si elle est repoussée, la cavalerie trouve un abri sûr derrière les carrés de l'infanterie. Ce que l'infanterie solide peut faire contre de telles hordes irrégulières, un système de forteresses peut le faire pour une armée inférieure en campagne; surtout si ces forteresses sont situées sur un réseau de rivières. Vérone, Mantoue, Peschiera, Legnago forment les quatre coins d'un carré, et tant que trois d'entre eux, au moins, ne sont pas pris, une armée en infériorité numérique ne peut être contrainte de quitter la position. Mais comment les prendre ? Peschiera, en effet, tombera toujours facilement, si les Autrichiens ne peuvent pas occuper le terrain; mais dans le cas de Mantoue, aucune tentative n'a été faite en 1848 pour l'encercler et encore moins pour l'assiéger. Pour bloquer Mantoue, trois armées sont nécessaires; une sur la rive occidentale, une sur la rive orientale du Mincio pour le siège, et une pour couvrir le siège contre les Autrichiens à Vérone. En manœuvrant habilement entre les rivières et les forteresses, *chacune* de ces trois armées peut être attaquée, *ad libitum*, par l'ensemble des forces autrichiennes. Comment maintenir un siège dans de telles circonstances ?

Si Mantoue, livrée à elle-même, a mis neuf mois à être affamée par le général Bonaparte, quelle force aura-t-elle si elle est soutenue par une armée basée sur Vérone, Legnago et Peschiera, capable de manœuvrer avec des forces unies, sur l'une ou l'autre rive du Mincio ou de l'Adige, et dont la retraite ne pourra jamais être coupée, puisqu'elle dispose de deux lignes de communication, l'une par le Tyrol, l'autre par la Vénétie ? Nous n'hésitons pas à affirmer que cette position est une des plus fortes de l'Europe, et comme elle est non seulement parfaitement préparée, mais encore parfaitement comprise par les Autrichiens, nous croyons que 150.000 Autrichiens, dans cette position, n'ont pas à craindre des adversaires deux fois plus nombreux.

Mais supposons qu'ils soient battus. Supposons qu'ils perdent Mantoue, Peschiera et Legnago. Tant qu'ils tiennent Vérone, et qu'ils ne sont pas totalement chassés du champ de bataille, ils peuvent rendre très hasardeuse la marche de toute armée fran-

¹ En 1830, le gouvernement français avait commencé la guerre coloniale de conquête en Algérie mais avait rencontré une résistance farouche de la part du peuple algérien, une résistance qui avait duré, avec des interruptions, pendant quarante ans. Ce n'est qu'en 1871 que la bourgeoisie française réussira à faire de l'Algérie sa colonie.

gaise vers Trieste et Vienne. En gardant Vérone comme avant-poste, ils peuvent se retirer dans le Tyrol, recruter leurs forces et contraindre à nouveau l'ennemi à diviser ses forces. Une partie doit assiéger Vérone, une autre défendre la vallée de l'Adige; en restera-t-il assez pour marcher sur Vienne ? Si oui, l'armée tyrolienne peut tomber sur eux par cette vallée de la Brenta, d'une importance stratégique concernant laquelle le général Bonaparte a donné une si sévère leçon aux Autrichiens en 1796. Une telle expérience, cependant, serait une erreur indéniable, à moins qu'il n'y ait une autre armée pour la défense de la route directe vers l'Allemagne; car si le gros de l'armée autrichienne devait être jeté dans les Alpes tyroliennes, l'ennemi pourrait encore passer et arriver à Vienne avant que les Autrichiens puissent se dégager des collines. Mais si Vienne est fortifiée (ce qui, nous le croyons, est en train de se faire), cette considération devient caduque. L'armée arriverait toujours à temps pour la secourir, et pourrait limiter la défense de la frontière de Carinthie à une surveillance constante dans les Alpes, sur le flanc gauche de l'envahisseur, menaçant de tomber sur lui soit par Bassano, soit par Cornegliano, et s'emparant de ses communications dès qu'il passerait.

Cette défense indirecte de la frontière sud de l'Allemagne est, il faut dire, la meilleure réponse à la défense autrichienne de leur occupation de l'Italie, à savoir que la ligne du Mincio est la frontière naturelle de l'Allemagne au sud. Si c'était le cas, le Rhin serait la frontière naturelle de la France. Tout argument valable dans un cas est pleinement applicable à l'autre. Mais, heureusement, la France n'a pas besoin du Rhin, ni l'Allemagne du Pô et du Mincio.

Qui contourne est lui-même contourné. Si le territoire vénitien contourne le Tyrol, le Tyrol contourne toute l'Italie. Le col de Bormio mène directement à Milan, et peut être le moyen de préparer un Marengo à un ennemi attaquant Trieste et Gradisca, autant que le Grand Saint Bernard l'a été à Melas attaquant la ligne du Var¹. En guerre, après tout, celui qui tient le terrain le plus longtemps et le mieux est sûr de gagner. Si l'Allemagne tient le Tyrol d'une main ferme, elle peut très bien se permettre de laisser les Italiens de la plaine faire ce qu'ils veulent. Tant que ses armées peuvent tenir le terrain, il lui importe peu que le territoire vénitien lui appartienne politiquement. Militairement parlant, sa frontière alpine régit ce territoire, et cela devrait suffire.

Il s'agit là, bien entendu, d'une question qui ne concerne que l'Italie et l'Allemagne. Dès que la France entre en scène, les choses sont différentes; et si la France jette tout son poids dans la balance, il est naturel que chacun des deux combattants sécurise sa position autant que possible. L'Allemagne peut se permettre d'abandonner la ligne du Mincio, et aussi de l'Adige; mais elle ne les cédera qu'à l'Italie, et à aucune autre nation.

Jusqu'à présent, nous n'avons considéré que les chances d'une guerre défensive de la part des Autrichiens. Mais si la guerre devait éclater, leur position est telle qu'un plan de campagne offensif leur sera impérativement imposé – et ceci, nous en reparlerons plus loin.

¹ Il s'agit de la campagne de 1800 en Italie. Le commandant en chef des forces autrichiennes, Michael Friedrich Melas, attaqua d'abord avec succès le flanc droit français au niveau du fleuve Var, mais dans la dernière partie du mois de mai 1800, Bonaparte traversa les Alpes et apparut à l'arrière des Autrichiens. Après la prise de Milan le 2 juin et la traversée du Pô par les Français, l'armée autrichienne est mise en déroute à Marengo le 14 juin 1800.

1.9. Fr. Engels, *Les atouts dans la guerre imminente*

New-York Daily Tribune
du 17.03.1859¹

L'article a été écrit vers la fin février 1859. Engels en fait mention dans sa lettre à Marx du 11 avril 29 : « Les Autrichiens, *écrit-il*, semblent bien vouloir prendre l'initiative. C'est très raisonnable. J'ai déjà, sauf erreur, envoyé le plan de la bataille au *Tribune* : offensive des Autrichiens pour battre séparément Piémontais et Français, les premiers d'abord, puis les seconds qui arriveront par le Mont Cenis, le Mont Genève, le *Col di Tenda* et le *Bocchetta* – n'est-ce pas ? Je n'ai plus cela exactement en mémoire. Ça va être plaisant². ».

Marx lui répond, le 19 avril 1859, que le *New-York Daily Tribune* du 5 avril a publié les commentaires d'un lecteur sur cet article. « Dans le *Tribune* arrivé aujourd'hui (daté du 5 avril), *écrit-il*, se trouve une attaque, que je te joins, sans doute d'un âne hongrois, à laquelle tu dois répondre dès vendredi. La réponse du 14 courant, à laquelle cet âne fait allusion, n'est pas en ma possession. Cependant, comme il se répète lui-même, tu peux en inférer tout ce qu'il disait dans sa brève réponse³. ».

L'auteur des commentaires était Alexander Asbóth⁴. Il faisait référence à sa première lettre concernant l'article d'Engels « L'hégémonie autrichienne sur l'Italie ». Cette première lettre était signée "A" et avait été publiée dans le *Tribune* le 11 mars 1859. La deuxième lettre reprenait en grande partie la première. L'auteur considérait que l'évaluation des possibilités de l'Autriche fournie par Engels dans ses deux articles était insuffisamment approfondie et donc exagérée.

*

Les plus ardents amis de la paix en Europe commencent à abandonner le dernier faible espoir que la paix sera maintenue, et au lieu de discuter de la possibilité d'un règlement pacifique, ils débattent maintenant des chances de succès des futurs belligérants. Nous pouvons donc nous permettre de poursuivre nos observations sur l'intérêt militaire de la vallée du Pô, et sur les chances qu'elle peut offrir aux manœuvres d'une armée française et sarde et d'une armée autrichienne opposées l'une à l'autre.

Nous avons déjà décrit la forte position des Autrichiens sur le Mincio et l'Adige⁵. Passons maintenant à l'autre côté. Le Pô, dans son cours général d'ouest en est, forme un coude considérable, s'écoulant sur environ seize miles du nord-ouest au sud-est, après quoi il reprend sa direction vers l'est. Ce coude se trouve en territoire sarde, à environ 25 miles de la frontière autrichienne. À son angle nord, la Sesia, qui descend des Alpes vers le sud, et à son angle sud, la Bormida, qui descend des Apennins vers le nord, rejoignent le Pô. De nombreux petits cours d'eau rejoignent l'un ou l'autre de ces fleuves près de leur jonction avec le cours principal, de sorte que le pays à l'ouest de ceux-ci offre, sur la carte, le spectacle d'un vaste système de cours d'eau, tous tendant de l'amphithéâtre de montagnes entourant le Piémont sur trois côtés vers un centre commun, semblable aux rayons tirés de la périphérie d'un cercle vers son point central. Telle est la position défensive forte du Piémont, et elle a été bien reconnue comme telle par Napoléon; mais, négligée par lui ainsi que par le gouvernement sarde qui a succédé à la domination française, elle n'a jamais été organisée pour la défense jusqu'après les désastres de 1849. Même alors, les ouvrages défensifs ont été érigés si lentement et si parcimonieusement qu'à l'heure actuelle, ils sont incomplets, et des fortifications qui devraient com-

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 197-201.

² C5, pp. 297-298.

³ C5, p. 301.

⁴ Alexander Sandor Asbóth (1811-1868) était un officier d'origine hongroise, actif aux côtés de Lajos Kossuth lors de la révolution de 1848. Exilé aux États Unis en 1851, il sera connu pour ses victoires comme général de l'Union lors de la guerre de Sécession américaine.

⁵ Engels fait ici référence à son article du 04.03.59 « L'hégémonie autrichienne sur l'Italie ».

porter une escarpe et une contrescarpe en maçonnerie, sont en ce moment construites comme de simples ouvrages de campagne, afin d'être prêts à remplir leur fonction défensive au printemps.

Sur le Pô, à environ quatre miles au-dessus de la jonction de la Sesia, se trouve la ville de Casale, qui a été et est actuellement fortifiée de manière à former le soutien de l'aile nord ou gauche de la position. Au confluent du Tanaro et de la Bormida, à huit miles au-dessus de la jonction de cette dernière avec le Pô, se trouve Alessandria, la plus puissante forteresse du Piémont, qui est actuellement le point central d'un grand camp retranché, couvrant l'aile sud ou droite de la position. La distance entre les deux villes est de seize miles, et le Pô passe devant la route qui les relie, à une distance d'environ cinq ou six miles. L'aile gauche d'une armée campant dans cette position est couverte d'abord par la Sesia, puis par Casale et le Pô; l'aile droite est couverte par Alessandria et par les rivières Orba, Bormida, Belbo et Tanaro, qui se rejoignent toutes près d'Alessandria. Le front est couvert par le coude du Pô.

Si la Sardaigne concentre son armée de 80.000 à 90.000 hommes dans cette position, elle aura environ 50.000 hommes disponibles pour des opérations actives, et prêts à tomber sur les flancs de toute armée qui tenterait de contourner la position par Novi et Acqui au sud ou par Vercelli au nord. Turin peut, par conséquent, être, elle aussi, considérée comme bien couverte par cette position, d'autant plus que cette capitale possède une citadelle qui nécessite un siège régulier avant de pouvoir être prise, et qu'aucune armée qui contournerait une telle position ne pourrait mener un siège sans avoir d'abord délogé l'armée piémontaise de son camp retranché. La position de Casale et d'Alessandria a cependant un point faible; elle n'a pas de profondeur, et son arrière est complètement découvert. Les Autrichiens, entre le Mincio et l'Adige, occupent un carré couvert par quatre forteresses, une à chaque coin; les Piémontais, sur le Pô et la Bormida, ont une ligne avec deux forteresses sur chaque flanc, et un front bien défendu, mais leur arrière est complètement à découvert. Cela dit, contourner Alessandria par le sud serait hasardeux et comparativement inutile; mais Casale peut être contournée au nord, sinon par Vercelli, du moins par Sesto Calende, Novara, Biella, Santhia et Crescentino; et, si une armée supérieure passe le Pô, en amont de Casale, et attaque l'arrière des Piémontais, ceux-ci sont immédiatement contraints de renoncer aux avantages d'une position fortement retranchée et de combattre en rase campagne. Ce serait le pendant de Marengo¹, bien que de l'autre côté de la Bormida.

Après avoir ainsi décrit les deux bases d'opération dans le bassin du Pô, celle des Autrichiens dans un article précédent, celle des Franco-Piémontais dans les remarques ci-dessus, voyons maintenant à quoi elles peuvent servir.

Un coup d'œil sur la carte montre que toute la partie nord-est de la chaîne des Alpes appartenant à la Suisse, depuis Genève jusqu'à environ un mile du col du Stelvio, est un territoire neutre de prime abord, jusqu'à ce que l'un ou l'autre des belligérants juge bon de le violer. Comme les Suisses disposent aujourd'hui d'une force défensive assez importante, il est peu probable qu'une telle chose se produise au tout début de la guerre. Nous considérerons donc, pour le moment, la Suisse comme réellement neutre et inaccessible à l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, les Français n'ont que quatre moyens d'entrer dans le Piémont. L'armée de Lyon devra passer par la Savoie et le Mont Cenis. Un corps plus petit peut passer par Briançon et le Mont Genève; les deux émergeront des montagnes et se réuniront à Turin. L'armée concentrée en Provence peut, en partie, marcher de Toulon par Nice et le col de Tende; en partie, el-

¹ Lors de la campagne d'Italie de 1800, le commandant en chef des troupes autrichiennes, Michael von Melas, réussit dans un premier temps à attaquer l'aile droite de l'armée française sur le Var, mais dans la seconde moitié du mois de mai, Bonaparte fait traverser les Alpes à ses troupes et tombe sur l'armée autrichienne. Après la prise de Milan le 2 juin et le passage des Français sur la rive sud du Pô, l'armée autrichienne est écrasée à Marengo le 14 juin 1800.

le peut s'embarquer à Toulon et se rendre à Gênes en beaucoup moins de temps. Ces deux corps ont leur point de concentration à Alessandria. Il existe quelques autres routes, mais elles sont soit impropres au passage de grands corps de troupes, soit moins avantageuses que celles qui ont été mentionnées, et conduisent aux mêmes points de concentration.

La disposition de l'armée française d'Italie, car on peut maintenant se risquer à l'appeler par ce nom, a déjà été faite, conformément à cet état de choses. Les deux principaux points de concentration sont Lyon et Toulon, avec un plus petit corps dans la vallée du Rhône entre les deux, prêt à avancer par Briançon. Pour concentrer rapidement une forte armée française dans la vallée du Pô, derrière Alessandria et Casale, il est en fait nécessaire que toutes les routes ci-dessus soient utilisées; les corps les plus forts venant par Lyon et le Mont Cenis, les plus faibles par Briançon et le Mont Genève, et la plus grande partie possible de l'armée de Provence étant transportée à Gênes par voie d'eau; car, tandis qu'un corps d'armée qui vient du Var par le col de Tende met plus de dix jours à marcher jusqu'à Alessandria, il peut aller par voie d'eau de Toulon à Gênes en vingt-quatre heures, et de là atteindre Alessandria en trois marches forcées ou quatre marches au pas ordinaire.

Or, en supposant, comme nous sommes obligés de le faire, que l'Autriche déclarera la guerre dès qu'un bataillon français entrera dans le Piémont, quelle voie peut suivre son armée d'Italie ? Elle peut rester en Lombardie, attendre, les armes au pied, la concentration de 200.000 Français et de 50.000 Piémontais, puis se retirer avant eux sur sa base d'opération du Mincio, en abandonnant toute la Lombardie. Cette façon de procéder découragerait les troupes autrichiennes et ferait profiter leurs adversaires d'un succès facile et inattendu. Ou bien elle peut attendre l'attaque des Français et des Piémontais dans les plaines ouvertes de la Lombardie; dans ce cas, elle serait battue par la supériorité numérique, n'ayant que 120.000 hommes à opposer au double de cette force, et, de plus, elle serait gênée par l'insurrection italienne qui éclaterait dans tout le pays. Elle pourrait, certes, atteindre ses forteresses, mais cette splendide base d'opération serait réduite à une défensive stérile, la force offensive de l'armée de campagne ayant disparu. Le grand objectif pour lequel ce système de forteresses a été créé, à savoir servir de base à une armée plus faible pour attaquer avec succès et à l'abri une armée plus forte, serait complètement déjoué, jusqu'à ce qu'un soutien puisse arriver de l'intérieur de l'Autriche; et pendant ce temps, Peschiera pourrait tomber, Legnago pourrait tomber, et les communications à travers le territoire vénitien seraient certainement perdues. L'une et l'autre des solutions envisagées seraient désavantageuses, et franchement inadmissibles, à moins d'être dictées par une nécessité impérieuse. Mais il reste une autre solution.

Les Autrichiens peuvent mettre en campagne au moins 120.000 hommes. S'ils choisissent bien leur moment, ils n'affronteront que 90.000 Piémontais, dont seulement 50.000 pourront prendre part à la bataille. Les Français arrivent par quatre routes, qui convergent toutes vers Alessandria. Les angles compris entre ces quatre routes, entre une ligne tracée du Mont-Cenis à Alessandria, et de Gênes à Alessandria, s'élèvent ensemble à environ 140 degrés; ainsi une coopération mutuelle des différents corps français, alors qu'ils ne sont pas encore concentrés, est complètement hors de question. Maintenant, si les Autrichiens choisissent un moment favorable - et nous avons vu en 1848 et 49 qu'ils peuvent le faire - et marchent sur la base d'opération piémontaise, soit en l'attaquant de front, soit en la contournant par le nord, nous nous risquons à dire, avec tout le respect pour la bravoure de l'armée piémontaise, que les Sardes n'auraient qu'une faible chance contre un nombre supérieur d'Autrichiens; et, une fois les Piémontais chassés du champ de bataille et réduits à une défense passive de leurs forteresses, les Autrichiens pourraient attaquer avec des forces supérieures chaque corps français isolément lorsqu'il débouche des Alpes ou des Apennins; et même s'ils étaient obligés de battre en retraite, celle-ci serait sûre, tant que la neutralité de la Suisse couvrirait leur flanc

nord, et l'armée, en arrivant à Mantoue, serait encore apte à une défense active et offensive de sa base d'opération.

Une autre opportunité pour les Autrichiens serait de prendre position autour de Tortona et d'attendre l'arrivée de la colonne française de Gênes dans sa marche vers Alessandria, lorsqu'elle devra offrir son flanc aux Autrichiens. Mais ce ne serait qu'une offensive boiteuse, car les Français pourraient se tenir tranquilles à Gênes jusqu'à ce que les autres colonnes soient concentrées à Alessandria, auquel cas les Autrichiens seraient non seulement complètement dépassés, mais risqueraient même d'être coupés du Mincio et de l'Adige.

Supposons que les Autrichiens soient battus, et qu'ils doivent se replier vers leur base d'opération; les Français, dès qu'ils s'avancent au-delà de Milan, sont alors susceptibles d'être contournés. La route du Stelvio mène du Tyrol directement à Milan, par la vallée de l'Adda; la route du Tonale par la vallée de l'Oglio, et la route de la Giudicaria par celle du Chiese. Toutes deux mènent au cœur de la Lombardie, et à l'arrière de toute armée attaquant le Mincio par l'ouest. Par le Tyrol, l'Autriche contourne toute la Lombardie-Vénétie, et, si les préparatifs nécessaires sont faits, elle peut préparer à tout moment pour ses ennemis un Marengo dans les plaines de Lombardie. En revanche, tant que la Suisse reste neutre, aucun stratagème de ce genre ne peut lui être joué pendant qu'elle attaque le Piémont.

L'offensive est donc ce qui, dans l'état actuel des choses en Italie, conviendra le mieux à l'Autriche. Marcher directement sur une armée alors qu'elle est encore en train de se concentrer compte parmi les plus splendides de ces grandes manœuvres de la guerre moderne que Napoléon savait si bien exécuter. Il ne l'a exécutée sur personne avec plus de succès que sur les Autrichiens; Montenotte, Millesimo, Mondovi et Dego¹, Abensberg et Eckmühl² en témoignent. Qu'ils l'aient apprise de lui, ils l'ont brillamment prouvé à Sommacampagna et Custozza, et surtout, à Novare³. La même manœuvre semble donc convenir le mieux à la guerre autrichienne actuelle; et, bien qu'elle exige une grande vigilance et une bonne synchronisation, les Autrichiens laisseront échapper d'immenses chances de succès s'ils se bornent à la défense de leurs territoires.

¹ Dans les batailles énumérées, Bonaparte avait remporté des victoires décisives sur les armées autrichiennes et piémontaises dans la guerre contre la première coalition antifranaise au début de sa campagne d'Italie en 1796-1797. En avril 1796, l'armée de Bonaparte avait avancé de Nice vers la vallée du Pô en franchissant les cols alpins et en battant un groupe de troupes autrichiennes à Montenotte le 12 avril 1796. Un autre groupe d'Autrichiens, opérant conjointement avec l'armée piémontaise alliée, fut mis en déroute par les troupes de Bonaparte à Millesimo les 13 et 14 avril 1796, et les 14 et 15 avril 1796, les Français détruisirent un détachement autrichien accourant à leur secours à Dego. La bataille décisive contre l'armée piémontaise eut lieu le 22 avril 1796 à Mondovi; après cette défaite, les Piémontais se replièrent en fuite vers Turin.

² Les batailles d'Abensberg et d'Eckmühl ont été des étapes de la bataille de cinq jours qui s'est déroulée dans les environs de Regensburg (Ratisbonne, dans le Land de Bavière) en avril 1809 entre les armées de Napoléon et les troupes autrichiennes. La bataille de Ratisbonne s'est achevée par la défaite et la retraite de l'armée autrichienne.

³ Juste avant l'écrasement de l'armée piémontaise à Custozza le 25 juillet 1848, les troupes autrichiennes sous le commandement suprême de Radetzky infligent une défaite aux Piémontais lors de la bataille de Sommacampagna le 23 juillet 1848. Le 23 mars 1849, l'armée du roi de Sardaigne Charles-Albert est à nouveau défaite de manière décisive par les Autrichiens à Novare.

1.10. K. Marx, *La guerre ou la paix*

New-York Daily Tribune
du 25.03.1859¹

Cet article et le suivant, « Un soupir des Tuileries », ont été écrits par Marx vers le 8 mars 59 en une seule contribution mais ont été publiés par le *Tribune* comme éditoriaux dans deux numéros différents. La première phrase porte les traces de l'intervention des rédacteurs du journal.

La communication du *Moniteur universel* qui s'y trouve par eux évoquée a paru le 5 mars 1859.

En voici un large extrait :

« L'état des choses, en Italie, quoique déjà ancien, a pris, dans ces derniers temps, aux yeux de tous, un caractère de gravité qui devait naturellement frapper l'esprit de l'Empereur; car il n'est pas permis au chef d'une grande puissance comme la France de s'isoler des questions qui intéressent l'ordre européen. Animé d'un esprit de prudence qu'il serait coupable de ne pas avoir eu, il se préoccupe, avec loyauté, de la solution raisonnable et équitable que pourraient recevoir ces délicats et difficiles problèmes.

L'Empereur n'a rien à cacher, rien à désavouer, soit dans ses préoccupations, soit dans ses alliances. L'intérêt français domine sa politique et justifie sa vigilance.

En face des inquiétudes mal fondées, nous aimons à le croire, qui ont ému les esprits en Piémont, l'Empereur a promis au roi de Sardaigne de le défendre contre tout acte agressif de l'Autriche; il n'a promis rien de plus, et l'on sait qu'il tiendra parole.

Sont-ce là des rêves de guerre ? Depuis quand n'est-il plus conforme aux règles de la prudence de prévoir les difficultés plus ou moins prochaines, et d'en peser toutes les conséquences ?

Nous venons d'indiquer ce qu'il y a de réel dans les pensées, dans les devoirs et dans les dispositions de l'Empereur; tout ce que les exagérations de la presse y ont ajouté est imagination, mensonge et délire.

La France, dit-on, fait des armements considérables. C'est une imputation complètement gratuite. L'effectif normal du pied de paix, adopté il y a deux ans par l'Empereur, n'a pas été dépassé. (...)

N'est-il pas temps de se demander quand finiront ces vagues et absurdes rumeurs, répandues par la presse d'un bout de l'Europe à l'autre, signalant partout à la crédulité publique l'Empereur des Français comme poussant à la guerre, et faisant peser sur lui seul la responsabilité des inquiétudes et des armements de l'Europe. Qui donc peut avoir le droit d'égarer aussi outrageusement les esprits, d'alarmer aussi gratuitement les intérêts ?

Où sont les paroles, où sont les notes diplomatiques, où sont les actes qui impliquent la volonté de provoquer la guerre pour les passions qu'elle satisfait, ou pour la gloire qu'elle procure ? (...)

Sans doute, comme nous le disions, l'Empereur veille sur les causes diverses de complications qui peuvent se montrer à l'horizon. C'est le propre de toute sage politique de chercher à conjurer les événements ou les questions de nature à troubler l'ordre, sans lequel il n'y a ni paix, ni transactions. Ce n'est pas du répit qu'il faut aux véritables affaires; c'est de la sécurité et de l'avenir.

Une telle prévoyance n'est ni de l'agitation, ni de la provocation. Etudier les questions, ce n'est pas les créer; et détourner d'elles ses regards et son attention, ce ne serait non plus ni les supprimer, ni les résoudre.

Au reste, l'examen de ces questions est entré dans la voie diplomatique, et rien n'autorise à croire que l'issue n'en sera pas favorable à la consolidation de la paix publique. »

*

Parcourons à présent l'article de Marx.

*

Nous publions ailleurs le récent article du *Moniteur*, dans lequel est démenti à la façon d'un oracle que Louis Napoléon, son maître et inspirateur, ait eu la moindre intention de plonger l'Europe dans la guerre, un article qui semble avoir fait monter les cours de la Bourse et à moitié dissipé les appréhensions du Vieux Monde.

Pourtant, quiconque lit attentivement cet article n'y trouve guère de justification aux espoirs qu'il a suscités. Au-delà de la seule affirmation que les engagements de l'Empereur envers le roi de Sardaigne

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 256-257.

ne vont pas plus loin que des assurances de défense contre une agression autrichienne - assurances dont Victor-Emmanuel ne peut avoir eu besoin, en tout cas, puisque ses troupes avaient été envoyées pour renforcer celles de la France et de l'Angleterre devant Sébastopol¹ - nous ne voyons rien d'autre dans ce manifeste qu'une nouvelle insulte à l'opinion publique. Il est pratiquement demandé au monde d'oublier, dans l'intérêt de l'usurpateur français, que c'est lui, et non les journaux, qui a alarmé et bouleversé l'Europe par une menace arbitraire et fanfaronne adressée à l'Autriche par l'intermédiaire de son ambassadeur, le premier jour de cette année² - que sa presse, ses pamphlétaires, son cousin³, ses armements et ses achats de matériel ont stimulé et diffusé la peur d'une guerre que son propre langage prémédité a provoquée, et que cet article même ne contient aucune ligne, aucune formule, qui laisse entrevoir une diminution de ses prétentions ou de ses intrigues en Italie ou en Moldo Valachie⁴.

Il se peut qu'il ait décidé de battre en retraite devant l'opinion publique de l'Europe (l'Italie exceptée, la France non exceptée); mais il peut aussi avoir décidé de simuler le langage de la paix et de la modération pour couvrir de gigantesques spéculations boursières ou pour bercer dans une trompeuse et fatale sécurité ceux sur lesquels il est sur le point de bondir.

Du début à la fin, son nouveau manifeste ne laisse même pas entendre qu'une quelconque modération de l'attitude de l'Autriche, qu'une quelconque éclaircie dans le ciel de la diplomatie, ait provoqué et justifié ce changement de ton plutôt que d'attitude. Et, quant à l'improbabilité que celui qui s'apprête à lancer ses foudres fasse parade de professions aussi pacifiques, il faut se souvenir que c'est le même Louis Napoléon qui, à la veille même de son assassinat perfide de la République française, se plaignait à un républicain du cynisme qu'il y avait à le supposer capable de méditer une telle bassesse. Nous tenons donc ce manifeste napoléonien pour « une résolution par laquelle rien n'est conclu ». Ce n'est qu'un amas blanc, qui peut s'avérer être de l'innocente farine ou rien qu'un vommi enrobé de farine mais le temps seul peut décider de ce qu'il en est.

Les commentaires du *London Times* sont encore plus significatifs dans ce qu'ils suggèrent par une retenue délibérée que dans ce qu'ils affirment ouvertement⁵. Louis Napoléon ne pourra plus jamais être le demi-dieu de la Bourse et des bourgeois. Il règne désormais uniquement par l'épée.

¹ Lors de la guerre de Crimée de 1853-1856.

² En référence aux propos tenus par Napoléon III à l'ambassadeur autrichien Joseph Alexandre von Hüben lors de la présentation des vœux du 1^{er} janvier 1859.

³ Napoléon-Jérôme Bonaparte, dit « Plon-Plon »

⁴ Les milieux diplomatiques français profitaient à l'époque des efforts des principautés de Moldavie et de Valachie pour fusionner en un seul État afin de renforcer l'influence de l'empire de Napoléon III dans les Balkans. En janvier et février 1859, le colonel Alexandre Jean Cuza est élu prince de Moldavie et de Valachie avec le soutien de la France et de la Russie. L'État unifié de Roumanie verra le jour en 1862.

⁵ En référence à l'éditorial du *Times* du 7 mars 59.

1.11. K. Marx, *Un soupir des Tuileries*

New-York Daily Tribune
26.03.1859¹

L'empereur Napoléon doit être dans un état très sombre, car non seulement il a écrit une lettre des plus larmoyantes, mais il l'a écrite à Sir F. Head², qui n'est pas le plus dynamique des petits hommes d'État et qui l'a imprimée dans le *Times* de Londres, lequel n'est pas le plus drôle des journaux britanniques, et cela fait de toute cette affaire l'une des plus solennelles qui lui soit jamais parvenue du joyeux pays de la Gaule, et à l'échelle de la brumeuse Angleterre, une histoire passablement sinistre.

« Mon cher Sir Francis » est l'adresse affectueuse de l'empereur au baronnet des Bulles, et « Mon cher Sir Francis » figure dans la signature. Sir Francis a, semble-t-il, écrit auparavant certaines lettres au *Times* de Londres pour défendre l'Empereur - des lettres sans doute excellentes, comme le sont souvent les communications volontaires à la presse, mais que nous ne nous souvenons pas d'avoir lues, ni même d'avoir remarquées au passage, et au sujet desquelles nous sommes certains qu'il y a eu peu ou pas de débat au Parlement impérial.

Sire Napoléon a reçu ces œuvres de la part de l'auteur, et comme les grands personnages sont souvent reconnaissants pour les dons de cuirs à raser ou de grands fromages, le cafardeux Sire Napoléon est reconnaissant pour les articles de Sir Francis Head. L'Empereur est très heureux de constater qu'il n'est pas oublié en Angleterre, et se souvient de façon touchante du temps où les commerçants de ce pays lui accordaient leur confiance, comme on ne l'avait jamais fait auparavant à aucun prince vagabond³

« Aujourd'hui », dit-il, « je vois clairement les soucis du pouvoir, et l'un des plus grands est de se trouver incompris et mal jugé par ceux que l'on estime le plus, et avec qui on souhaite vivre en bons termes ».

En même temps, il déclare ouvertement que la liberté est un leurre.

« Je regrette profondément », dit-il, « que la liberté, comme toute bonne chose, ait ses excès. Pourquoi, au lieu de faire connaître la vérité, s'efforce-t-elle de l'obscurcir ? Comment se fait-il qu'au lieu d'encourager et de développer les sentiments généreux, elle propage la méfiance et la haine ? »

Et ainsi attaqué dans sa personne sacrée par la liberté, l'Empereur rend grâce au fait que le cher Sir Francis n'a pas hésité à s'opposer énergiquement à de telles erreurs d'une voix loyale et désintéressée.

A vrai dire, sans entrer du tout dans le détail politique de ses chagrins actuels, nous ne voyons pas pourquoi le sire Napoléon III devrait s'attendre à être inlassablement jovial. Les expériences de la

¹ L'article a été écrit vers le 8 mars 1859. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 258-260.

² Sir Francis Bond Head (1793-1875) a été gouverneur du Haut Canada pendant la rébellion de Toronto décembre 1837 qu'il a réprimée. Destitué par le gouvernement anglais, il s'est ensuite installé en Angleterre pour se livrer à la rédaction de ses mémoires et de divers essais. Il était l'auteur, en 1834, d'un récit de voyage à succès intitulé « Bubbles from the Brunnens of Nassau, by an old man » (en ligne sur le site de gutenberg.org) qui lui avait valu le titre de baronnet. La lettre de Napoléon III à Francis Head était datée du 1er mars 59 et avait paru dans le *Times* du 5 mars 1859.

³ Une allusion au séjour du prince Louis Bonaparte en Angleterre en tant qu'émigré en 1838-40 et 1846-48.

famille dont il est censé être membre avaient-elles été d'un caractère si gai et si ensoleillé, que lorsqu'il a cherché le trône de France - lorsqu'il a risqué sa vie, sa liberté et l'argent qu'il pouvait emprunter, dans de petites invasions¹ - il a supposé qu'il était à la poursuite d'un chapelet rose de plaisirs sybaritiques², de la bonne volonté de l'homme, de l'amusement privé, des bénédictions de John Bull³ et de la déférence extorquée de l'Europe !

N'avait-il jamais entendu la remarque du « divin William », à savoir qu'inquiète est la tête qui porte une couronne ?⁴ Pensait-il que le Destin et le Devoir l'appelaient, lui plus que tout autre homme, à se casser la tête aux Tuileries pour le bien de la race ? Pourquoi se jetterait-il sur la large poitrine de l'éminent Sir F. Head, et pleurerait-il parce que sa couronne tant convoitée lui pince les sourcils ? Et s'il juge nécessaire d'écrire au *Times*, pourquoi ne le fait-il pas lui-même, au lieu d'écrire par l'intermédiaire d'un baronnet délabré ? Il a plus d'une fois balayé la piètre étiquette. N'aurait-il pas pu le faire une fois de plus ?

L'esquive plaintive, si l'on peut utiliser une expression aussi peu digne à l'égard des dignitaires, était la préférée de l'oncle, et semble avoir été assez bien copiée par le neveu. Le fondateur de la famille avait l'habitude de s'étendre longuement, avec beaucoup de larmes et une émotion presque larmoyante, sur ses souffrances, ses tourments, ses épreuves, les dangers qui le guettaient, et surtout sur les mauvais traitements qu'il avait reçus de la perfide Albion. Mais il n'a jamais réussi, croyons-nous, à faire publier dans le *Times* de Londres une lettre adressée à un Anglais. Il a réussi à être chaleureusement moqué en Angleterre, à être aussi chaleureusement pleuré en France, et à faire parfois rire ses voisins moqueurs du mauvais côté de la bouche. Mais s'il n'avait jamais rien fait de mieux que d'écrire des lettres aux Sir Francis Head de son temps, il aurait probablement été libéré de ses pénibles fonctions aux Tuileries à une époque bien antérieure à celle qui l'a conduit dans les lieux paisibles de Sainte-Hélène.

¹ Une allusion aux tentatives avortées de Louis Bonaparte de soulever une mutinerie dans l'armée française en 1836 à Strasbourg et en 1840 à Boulogne.

² Les Sybarites étaient réputés pour être le peuple le plus corrompu de l'Antiquité. L'adjectif évoque des plaisirs voluptueux.

³ Le personnage de John Bull était devenu le symbole même de l'Angleterre, représenté dans une tenue vestimentaire standard, avec haut de forme et gilet aux couleurs de l'Union Jack.

⁴ En référence à la pièce de Shakespeare, *Le roi Henry IV*, deuxième partie, acte III, scène I : « Uneasy lies the head that wears a crown ».

1.12. K. Marx, *Les perspectives de guerre en France*

New-York Daily Tribune
31.03.1859¹

Le 10 mars 59, Marx écrit à Engels : « Je crois qu'il y aura la guerre. Mais un intermède diplomatique est devenu nécessaire d'une part à cause du boucan que cela fait en Allemagne, d'autre part en raison des braillements de la bourgeoisie française, enfin à cause du Parlement anglais et peut-être aussi pour qu'entre temps la Russie arrache à l'Autriche des concessions en tous genres. Les Russes ont atteint un de leurs principaux objectifs. En 1846, alors que, pour la première fois, les finances autrichiennes n'accusaient aucun déficit, la Russie, avec l'affaire de Cracovie², a précipité à nouveau l'Autriche dans le plus affreux désarroi financier. Comme en 1858 les Autrichiens semblaient mettre un ordre relatif dans leurs finances et annonçaient que la Banque paierait comptant, Bonaparte fut mis aussitôt en campagne, et les finances autrichiennes en sont au même point qu'en 1848. Dissolution du Parlement, dans l'intervalle, vacance du gouvernement, ici, puis Palmerston ministre des Affaires étrangères, autant de pions que la Russie a besoin d'avancer pour la guerre³. ».

*

Au moment où la peur de la guerre s'était emparée de toutes les Bourses de l'Europe, j'écrivais que Bonaparte était loin d'avoir définitivement décidé la guerre, mais que, quelles que soient ses intentions réelles, le contrôle des circonstances risquait de lui échapper⁴. A l'heure actuelle, alors que la plus grande partie de la presse européenne semble encline à croire à la paix, je suis convaincu qu'il y aura la guerre, à moins qu'un heureux concours de circonstances n'entraîne le renversement soudain de l'usurpateur et de sa dynastie.

L'observateur le plus superficiel doit pour le moins admettre que si les perspectives de paix ne reposent que sur des paroles, les perspectives de guerre, au contraire, sont fondées sur des faits matériels. Les préparatifs de guerre se poursuivent, tant en France qu'en Autriche, sur une échelle sans précédent; et si l'on considère l'état désespéré des deux trésors impériaux, il ne faut pas une longue chaîne de preuves pour arriver à la conclusion qu'il y aura un affrontement, et dans un avenir proche.

Permettez-moi de faire remarquer que l'Autriche est poursuivie par un destin impitoyable, dont les fils peuvent nous mener jusqu'à Saint-Petersbourg, l'Autriche qui, chaque fois que ses finances semblent s'être rétablies, se précipite dans un abîme de détresse financière aussi certainement que le rocher de marbre malin péniblement roulé vers le haut de la montagne par Sisyphe était repoussé vers le bas par des mains invisibles chaque fois que le martyr condamné approchait du sommet. C'est ainsi que l'Autriche, après des années d'efforts incessants, avait réussi en 1845 à s'approcher du point d'équilibre entre les recettes et les dépenses, lorsque la révolution de Cracovie⁵ éclata, et nécessita de sa

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 261-266.

² Voir la note 5, ci-après.

³ C5, pp. 284-285.

⁴ Marx fait ici référence à son article paru le 01.02.59 dans le *New-York Daily Tribune* sous le titre « La panique monétaire en Europe ».

⁵ Le 20 février 1846, un soulèvement nationaliste s'était déclenché à Cracovie qui était sous le contrôle conjoint de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse depuis 1815. Un gouvernement provisoire avait proclamé le 22 février 1846 un manifeste abolissant le servage. L'insurrection avait toutefois été rapidement vaincue et sévèrement réprimée par l'armée autrichienne. Le 6 novembre 1846, l'Autriche, la Prusse et la Russie signeront un traité incorporant Cracovie dans l'Empire autrichien. (Rappelons ici que Marx et Engels avaient pris la parole, le 22.02.48, à Bruxelles, pour célébrer la deuxième anniversaire de la révolution polonaise. Pour le détail, nous renvoyons au fascicule 4 de nos *Tranches de vie*).

part une dépense supplémentaire qui aboutit à la catastrophe de 1848¹.

En 1858 encore, l'Autriche annonçait au monde la reprise des paiements en espèces par la Banque de Vienne, quand tout à coup les félicitations du Nouvel An² envoyées de Paris ont coupé court à tous les plans d'économie, et l'ont condamnée à un gaspillage des fonds de l'Etat et à un épuisement de ressources qui, même aux yeux des hommes d'Etat autrichiens les plus sobres, font apparaître la guerre comme la dernière chance de salut.

De tous les journaux qui se targuent d'une influence plus que locale, le *Tribune* est peut-être le seul qui n'ait jamais condescendu à partager le ton commun - je ne dirai pas de faire l'éloge du caractère de Louis Bonaparte, car c'eût été trop violent - mais de le créditer d'un génie et d'une force de volonté supérieure.

Vous avez analysé ses exploits politiques, militaires et financiers, et, à mon avis, vous avez prouvé d'une manière irréfutable que son succès, si écrasant dans l'estime du vulgaire, était dû à un concours de circonstances dont il n'était pas responsable, et dans l'exploitation desquelles il ne s'est jamais élevé au-dessus de la médiocrité d'un joueur professionnel, doué d'un œil vif pour les expédients, pour les surprises et les *coups de main*, mais restant toujours l'humble serviteur du hasard, et cachant anxieusement sous un masque de fer une âme de gutta-percha³.

Or, c'est exactement l'opinion que, dès le début, toutes les grandes puissances d'Europe ont silencieusement consenti à avoir du *grand saltimbanque*, comme l'appelaient les diplomates russes. Comprenant qu'il était dangereux parce qu'il s'était placé dans une position dangereuse, elles ont accepté de le laisser jouer le successeur de Napoléon, à la condition expresse, bien que tacite, qu'il se contente toujours d'une simple apparence d'autorité, et ne dépasse jamais les limites qui séparent l'acteur du héros qu'il incarne.

Ce jeu s'est poursuivi avec succès pendant un certain temps, mais les diplomates, selon leur habitude, ont, dans leurs sages calculs, négligé un élément important, le peuple.

Lorsque les grenades d'Orsini explosèrent, le héros de Satory⁴ feignit d'adopter une attitude directive à l'égard de l'Angleterre, et le gouvernement britannique se montra tout à fait disposé à le laisser faire; mais la clameur populaire exerça une pression si violente sur le Parlement que Palmerston ne fut pas seulement mis à la porte⁵, mais qu'une politique anti-bonapartiste devint une condition vitale pour occuper *Downing street*⁶. Bonaparte céda et, à partir de ce moment, sa politique étrangère s'est avérée être une chaîne ininterrompue de gaffes, d'humiliations et d'échecs.

¹ En 1848, une crise financière aiguë en Autriche avait entraîné une augmentation considérable de la dette nationale, la dévaluation de la monnaie et l'émission massive de papier-monnaie.

² Il s'agit de la déclaration de Napoléon III à l'ambassadeur autrichien Joseph Alexandre von Hübner lors de la réception du Nouvel An aux Tuileries, le 1^{er} janvier 1859.

³ La gutta-percha est une gomme issue du latex, un matériau élastique en quelque sorte.

⁴ En référence ironique à la revue militaire du 10 octobre 1850 sur le plateau de Satory, près de Versailles, au cours de laquelle avaient fusé vers Louis-Napoléon Bonaparte, alors Président de la République, des cris de « Vive l'Empereur » venus des rangs de la cavalerie.

⁵ Le 20 janvier 1858, le comte Walewski, ministre français des Affaires étrangères, avait envoyé au gouvernement britannique une note dans laquelle il exprimait son mécontentement quant à l'octroi par la Grande-Bretagne du droit d'asile aux réfugiés politiques. En conséquence, le 8 février, Palmerston avait présenté à la Chambre des Communes un projet de loi (la *Conspiracy Bill*) destiné à combattre toute conspiration. Lors de la seconde lecture de ce projet de loi, le 19 février 58, l'opposition, conduite par Benjamin Disraeli et soucieuse de préserver le droit d'asile, fera voter une motion de défiance qui entraînera la démission du gouvernement de Palmerston.

⁶ Le siège du gouvernement britannique à Londres.

Je n'ai qu'à faire allusion à son projet d'immigration libre des Noirs et à ses aventures portugaises¹. Entre-temps, la tentative d'Orsini avait créé une recrudescence du despotisme dans l'intérieur de la France, tandis que la crise commerciale, transformée par le charlatanisme empirique d'une fièvre aiguë en une maladie chronique, privait le trône du *parvenu* de la seule base réelle sur laquelle il reposait, la prospérité matérielle.

Des signes de mécontentement se sont manifestés dans les rangs de l'armée; des signaux de mutinerie se sont fait entendre dans le camp de la bourgeoisie; des menaces de vengeance personnelle de la part des compatriotes d'Orsini ont empoisonné le sommeil de l'usurpateur; quand tout à coup il essaya de se créer une nouvelle situation, en répétant, *mutatis mutandis*, la rude apostrophe de Napoléon, après la paix de Lunéville², à l'ambassadeur d'Angleterre, et en jetant, au nom de l'Italie, le gant à la face de l'Autriche. Ce n'est pas de son plein gré, mais par la force des choses, que lui, la retenue personnifiée, le maître des entourloupes, le héros des surprises nocturnes, a entrepris une démarche aussi désespérément hardie.

Il ne fait aucun doute qu'il a été poussé par de faux amis. Palmerston, qui, à Compiègne, l'avait flatté des sympathies des libéraux anglais, se retourna ostensiblement contre lui à l'ouverture du Parlement³. La Russie, qui l'avait encouragé par des notes secrètes et des articles de journaux publics, entra apparemment dans des pourparlers diplomatiques avec son voisin autrichien.

Mais le sort en était jeté - la trompette de la guerre avait sonné; et l'Europe était, pour ainsi dire, forcée de reconsidérer le passé, le présent et l'avenir de ce chanceux faux frère qui était enfin arrivé à la campagne d'Italie par laquelle son oncle avait commencé sa carrière.

Par les journées de décembre, il avait restauré le napoléonisme en France; mais par une campagne d'Italie, il semblait déterminé à le restaurer dans toute l'Europe. Ce qu'il voulait cependant ce n'était pas une guerre d'Italie, mais une humiliation autrichienne sans guerre. Les succès que son homonyme avait remportés à la bouche du canon, il espérait les obtenir par la peur de la révolution. Il est évident qu'il ne voulait pas de guerre, mais seulement un *succès d'estime*. Sinon, il aurait commencé par des négociations diplomatiques et terminé par la guerre, au lieu de prendre le chemin inverse. Il aurait préparé la guerre avant de parler de guerre. Il n'aurait pas, en un mot, mis la charrue avant les bœufs.

Mais il s'est lourdement trompé sur la puissance avec laquelle il a cherché querelle. L'Angleterre, la Russie, les États-Unis peuvent aller très loin dans les concessions apparentes sans perdre un seul atome de leur influence réelle; mais l'Autriche, et surtout en ce

¹ En 1852, le gouvernement français avait élaboré un plan d'immigration de populations d'Afrique, y compris des colonies du Portugal, pour travailler dans les plantations des Antilles françaises. La mise en œuvre de ce plan, qui relançait en fait la traite des esclaves, avait entraîné un conflit entre la France et le Portugal. Le 20 novembre 1857, le navire français « Charles et Georges », qui transportait des esclaves comoriens pour le service des colonies, avait été saisi par la marine portugaise près des côtes d'Afrique orientale et la France avait envoyé une escadre sur le Tage pour forcer la libération du navire capturé, ce qu'elle obtint le 25 octobre 58.

² La paix de Lunéville de 1801 entre la France et l'Autriche et la paix d'Amiens de 1802 entre la France et la Grande-Bretagne avaient mis fin à la guerre entre la France et la seconde coalition. Mais la paix ne dura pas longtemps. Bientôt, Napoléon Ier reprit la guerre sous prétexte que la Grande-Bretagne ne remplissait pas l'une des conditions de la paix d'Amiens selon laquelle elle devait évacuer Malte, qu'elle avait occupée en 1800, et la rendre à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Lors d'une réception aux Tuileries le 13 mars 1803, Napoléon, alors Premier Consul de la République, avait clos un entretien avec l'ambassadeur britannique Charles Whitworth en s'exclamant : « Malte ou la guerre ! et malheur à ceux qui violent les traités. ».

³ À l'automne 1858, Palmerston, alors chef de l'opposition whig au cabinet tory Derby-Disraeli, avait été invité par Napoléon III à Compiègne afin de clarifier sa position dans la guerre franco-autrichienne imminente. Lors de la réunion, Palmerston ne s'opposa pas à ce que les Autrichiens soient chassés d'Italie, mais dans son discours d'ouverture du Parlement, le 3 février 1859, il condamna l'action de la France.

qui concerne l'Italie, ne peut dévier de son chemin sans mettre en danger son empire même. C'est pourquoi les seules réponses que Bonaparte reçut de l'Autriche furent des préparatifs de guerre qui l'obligèrent à s'embarquer dans les mêmes eaux.

Indépendamment de sa volonté, et contrairement à ses attentes, la querelle factice prit, de proche en proche, les dimensions d'un conflit mortel. De plus, tout est allé de travers. En France, il s'est heurté à une résistance passive mais opiniâtre, et le souci qu'ont ses amis les plus intéressés de l'empêcher de faire des bêtises ne laisse aucun doute sur leur méfiance quant à ses facultés napoléoniennes.

En Angleterre, le parti libéral lui a tourné le dos et s'est insurgé contre sa prétention à traiter la liberté comme un article d'exportation français. En Allemagne, un cri unanime de défi lui a prouvé que, quoi qu'il ait pu penser la stupide paysannerie française en 1848, il existait de l'autre côté du Rhin une conviction bien établie qu'il n'était qu'un faux Napoléon, et que le respect que lui témoignaient les dirigeants de ce pays n'était que du pur formalisme; qu'en un mot, il était autant un Napoléon « de courtoisie » que les fils cadets des ducs anglais sont des « lords de courtoisie¹ ».

Maintenant, pensez-vous sérieusement que l'état de nécessité qui, en janvier 1859, a conduit l'homme aux embarras avec l'Autriche, sera surmonté par une *reculade* ridicule et honteuse ? Que le héros de Satory lui-même pense avoir amélioré sa position désespérée par la plus grande et la plus évidente défaite qu'il ait jamais subie ?

Il sait que les officiers français ne cherchent même pas à dissimuler leur colère désespérée devant les mensonges ridicules qu'il a proférés dans le *Moniteur*² au sujet des préparatifs de guerre actuels; il sait que le bonimenteur de Paris commence déjà à établir un parallèle entre la retraite de Louis-Philippe devant une coalition européenne en 1840³ et la *grande retraite* de Louis Bonaparte en 1859; il sait que la bourgeoisie est pénétrée d'une rage évidente, bien qu'étouffée, d'être soumise à un aventurier qui se révèle lâche; il sait qu'en Allemagne, le mépris non dissimulé à son égard règne en maître, et que quelques pas de plus dans la même direction feront de lui la risée du monde. *N'est pas monstre qui veut*, disait Victor Hugo⁴; mais l'aventurier hollandais ne peut se passer de la réputation d'être non seulement un Quasimodo, mais un Quasimodo terrible.

Les chances sur lesquelles il compte maintenant pour commencer sérieusement la guerre, et il sait qu'il doit la commencer, sont les suivantes : l'Autriche ne fera pas la moindre concession pendant les transactions diplomatiques en cours, et lui donnera ainsi quel-

¹ Les fils cadets des ducs anglais recevaient le titre de lord « de courtoisie », c'est-à-dire qu'ils ne l'acquerraient que par tradition, mais n'avaient aucun droit héréditaire à ce titre ou à celui de membre de la Chambre des Lords.

² Le *Moniteur universel* du 5 mars 1859.

³ Le 15 juillet 1840, la Grande-Bretagne, la Russie, l'Autriche et la Prusse signent une convention pour soutenir le sultan de Turquie contre le souverain égyptien Méhémet Ali qui est soutenu par la France. Il en est résulté une menace de guerre entre la France et une coalition anti-française, mais Louis Philippe avait cédé et refusé son soutien à Méhémet Ali.

⁴ Une citation de *Napoléon le petit*, extraite de la première partie de la conclusion de l'ouvrage de Victor Hugo paru à Bruxelles en 1832 et dont voici le contexte : « Monsieur Louis-Napoléon, vous êtes ambitieux, vous visez haut, mais il faut bien vous dire la vérité. Eh bien ! que voulez-vous que nous y fassions ? Vous avez eu beau, en renversant la tribune de France, réaliser à votre manière le vœu de Caligula : Je voudrais que le genre humain n'eût qu'une tête pour le pouvoir décapiter d'un coup; vous avez eu beau bannir par milliers les républicains, comme Philippe III expulsait les Maures et comme Torquemada chassait les Juifs; vous avez beau avoir des casemates comme Pierre le Cruel, des pontons comme Hariadan, des dragonnades comme le père Letellier, et des oubliettes comme Ezzelin III, vous avez beau vous être parjuré comme Ludovic Sforce; vous avez beau avoir massacré et assassiné en masse comme Charles IX; vous avez beau avoir fait tout cela; vous avez beau faire venir tous ces noms à l'esprit quand on songe à votre nom, vous n'êtes qu'un drôle. N'est pas un monstre qui veut ». (p. 237 de l'édition J. Hetzel et Cie, en ligne sur *Gallica*).

que prétexte respectable pour prendre les armes. La Prusse s'est montrée très tiède dans sa réponse à la note autrichienne du 22 février¹, et l'antagonisme entre ces deux puissances allemandes risque de s'accroître.

La politique étrangère de l'Angleterre va, à la chute du cabinet Derby, tomber entre les mains de Lord Palmerston². La Russie se vengera de l'Autriche sans risquer elle-même un homme ou un rouble, et surtout elle créera des complications européennes lui permettant de profiter des pièges qu'elle a posés à la Sublime Porte³ dans les principautés danubiennes, en Serbie et au Monténégro.

L'Italie, enfin, s'enflammera pendant que la fumée diplomatique enveloppera les Conférences de Paris, et les peuples de l'Europe céderont à l'Italie montante ce qu'ils ont refusé à son champion auto-constitué.

Telles sont les chances dont Louis Bonaparte espère qu'elles lanceront une fois de plus sa bonne fortune sur la haute mer. Les affres de l'anxiété qu'il éprouve actuellement, vous pouvez les déduire du seul fait que, lors d'un récent conseil ministériel, il a été pris d'une violente crise de vomissement.

La crainte de la vengeance italienne n'est pas le motif le moins puissant pour le pousser à la guerre à tout prix. Il y a trois semaines, il a de nouveau constaté que les juges de la Feme⁴ péninsulaire veillent sur lui. On a saisi un homme dans le jardin des Tuileries, on l'a fouillé, et on l'a trouvé porteur d'un revolver et de deux ou trois grenades à main, avec des fusées comme celles d'Orsini. Il fut, bien entendu, arrêté et jeté en prison. Il a donné un nom italien, et avait un accent italien. Il a dit qu'il pouvait donner beaucoup d'informations à la police parce qu'il était lié à une société secrète. Pendant deux ou trois jours, il est cependant resté très silencieux, et finalement il a demandé un compagnon, disant qu'il ne pouvait pas, et ne voulait pas dire quoi que ce soit tant qu'il serait maintenu en isolement. Un compagnon lui fut donné sous la forme d'un des fonctionnaires de la prison, une sorte d'archiviste ou de bibliothécaire. L'Italien a alors révélé, ou semblé révéler, beaucoup de choses. Mais, après un jour ou deux, ses interrogateurs sont revenus et lui ont dit que, après enquête, tout ce qu'il avait dit était sans fondement, et qu'il devait se décider à agir franchement. Il répondit qu'il le ferait le lendemain. Il fut laissé à lui-même pour la nuit. Vers 4 heures du matin, cependant, il se leva, emprunta le rasoir de son compagnon et se coupa la gorge. Le médecin appelé sur place déclara que la coupure avait été faite avec tant d'énergie que la vie avait dû s'éteindre instantanément.

¹ Dans sa note du 22 février 1859, adressée à la Prusse et communiquée aux autres États de la Confédération germanique, l'Autriche appelait la Prusse à respecter ses obligations d'alliée et à prendre part à la lutte imminente contre la France.

² Le 11.06.1859, le cabinet du Comte de Derby est battu par un vote de confiance et aussitôt remplacé par Palmerston qui revient au pouvoir et y restera jusqu'en octobre 1865. (Sur la carrière politique de Lord Palmerston, nous renvoyons au chapitre 3.2 de notre fascicule 28.)

³ Autrement dit le siège de l'Empire ottoman.

⁴ La feme ou plus précisément la *Vehme*. Les tribunaux de la Vehme de l'Allemagne médiévale prononçaient des sentences par des juges masqués après des enquêtes secrètes, et les faisaient exécuter par des initiés. Parlant de la « feme péninsulaire », Marx fait bien sûr référence au mouvement des carbonari.

1.13. K. Marx, *Les perspectives de guerre en Prusse*

New-York Daily Tribune
du 31.03.1859¹

Le 10 mars 59, Marx accuse réception de la brochure d'Engels *Le Pô et le Rhin*. « Brochure reçue, lui écrit-il. L'ai lue en entier; suprêmement habile; le côté politique traité lui aussi de main de maître, ce qui était bigrement difficile. La brochure rencontrera un grand succès². ».

Cet article s'inspire dans ses derniers développements de l'ouvrage d'Engels.

La guerre est ici considérée comme inévitable, mais le rôle que la Prusse devrait jouer dans l'affrontement imminent entre la France et l'Autriche fait l'objet d'un débat général, ni le gouvernement ni le public ne semblant être arrivés à une opinion arrêtée. Un fait doit vous avoir frappés, à savoir que les seules pétitions belliqueuses envoyées à Berlin provenaient non pas de la Prusse proprement dite, mais de Cologne, la capitale de la Prusse rhénane. Il ne faut cependant pas attacher trop d'importance à ces pétitions, car elles sont évidemment l'œuvre du parti catholique qui, en Allemagne, comme en France et en Belgique, s'identifie naturellement à l'Autriche. Sur un point, on peut dire qu'une exceptionnelle unanimité de sentiments règne dans toute l'Allemagne. Personne n'élève la voix en faveur de Louis Napoléon, personne n'éprouve de sympathie pour le « libérateur », mais, au contraire, un véritable déluge de haine et de mépris se déverse chaque jour contre lui.

Le parti catholique le considère comme un rebelle au Pape, et maudit, bien sûr, l'épée sacrilège que l'on s'apprête à tirer contre une puissance qui, par son concordat avec Rome, a de nouveau soumis une grande partie de l'Europe au Saint-Siège³; le parti féodal, tout en affectant de détester l'usurpateur français, déteste, en fait, la nation française, et se flatte que, par une saine guerre contre elle, toutes les horribles innovations importées du pays de Voltaire et de Jean-Jacques Rousseau puissent être balayées; la bourgeoisie commerçante et industrielle, qui glorifiait Louis Bonaparte comme le grand « sauveteur de l'ordre, de la propriété, de la religion et de la famille », abonde maintenant en dénonciations de l'imprudent briseur de paix qui, au lieu de se contenter de contenir les forces exubérantes de la France et de réduire au silence les desperados socialistes par un exercice salutaire à Lambessa⁴ et à Cayenne, s'est mis en tête l'idée extravagante de faire tomber les fonds, de troubler le cours régulier des affaires et de réveiller les passions révolutionnaires; la grande masse du peuple, du moins, est extrêmement heureuse, après des années de silence forcé, de pouvoir donner libre cours à sa haine contre l'homme qu'elle considère comme la cause principale des échecs révolutionnaires de 1848-49.

¹ L'article de Marx est daté du 15 mars 59. Cf. sa lettre à Ferdinand Lassalle du 16 mars 1859 : « Je dicte (...) une correspondance anglaise tout en t'écrivant ce papelard » (C5, p. 287). Il dicte ? Oui, l'écriture de Marx était si illisible que ses manuscrits vers le *Tribune* étaient réécrits sous la dictée par son épouse Jenny. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 267-270.

² C5, p. 283.

³ Le concordat signé le 18 août 1855 entre l'empereur autrichien François-Joseph Ier et Pie IX restituait à l'Église catholique un certain nombre de privilèges abolis pendant la révolution de 1848-49 et tout particulièrement la prédominance absolue de la religion catholique dans l'Empire. Les évêques pouvaient à nouveau établir un contact direct avec Rome et se voyaient accorder le droit de censure ainsi que le droit de superviser l'enseignement. Un conseil spécial du clergé présidé par un nonce apostolique était établi à Vienne pour contrôler l'application du Concordat.

⁴ Lambessa (Lambèse) était une colonie pénitentiaire française fondée sur les ruines de l'ancienne ville romaine de Lambessa en Afrique du Nord; de 1851 à 1860, c'était un lieu d'exil pour les prisonniers politiques.

Le souvenir furieux des guerres napoléoniennes et le vague soupçon d'une guerre contre l'Autriche qui signifierait un coup caché contre l'Allemagne, suffisent à imprégner les philippiques contre Bonaparte, dues à tant de motifs différents, sous l'apparence d'un sentiment national commun. Les sots mensonges du *Moniteur*, les pamphlets frivoles rédigés par les *condottieri* littéraires de l'Empereur, les signes évidents de vacillation, de détresse, et même de crainte, de la part du renard obligé de jouer au lion¹ ont fait le reste, et transformé la haine générale en mépris général.

Pourtant, ce serait la plus grande erreur possible que d'en déduire que l'Allemagne unie se range du côté de l'Autriche, parce que l'Allemagne entière est soulevée contre Bonaparte. En premier lieu, je n'ai pas besoin de vous rappeler l'antagonisme invétéré et nécessaire qui existe entre le gouvernement autrichien et le gouvernement prussien - antagonisme qui n'est certainement pas susceptible d'être apaisé par les souvenirs du Congrès de Varsovie², de la bataille sans effusion de sang de Bronzell³, de la promenade armée autrichienne à Hambourg et au Schleswig-Holstein⁴, ou même de la guerre russo-turque⁵.

Vous n'ignorez pas la tiédeur prudente qui imprègne les derniers manifestes du gouvernement prussien. Comme puissance européenne, disent-ils en effet, la Prusse ne voit pas pourquoi elle devrait se prononcer pour un parti ou pour l'autre, et comme puissance allemande elle se réserve le droit d'examiner jusqu'à quel point les prétentions autrichiennes en Italie sont à l'unisson des véritables intérêts allemands. La Prusse est même allée plus loin. Elle a déclaré que les traités séparés conclus par l'Autriche avec Parme, Modène, la Toscane et Naples⁶ et, par conséquent, l'abrogation envisagée de ces traités, devaient être considérés d'un point de vue européen, mais ne se situaient pas du tout dans l'horizon de la Confédération allemande.

Elle a ouvertement pris parti contre l'Autriche dans la question du Danube; elle a rappelé de la Diète allemande à Francfort un plénipotentiaire, apparemment trop résolument partisan des intérêts au-

¹ En référence à la fable d'Esopé « Le Renard et le Lion ».

² A l'automne 1808, lorsque Napoléon Ier arrive à Erfurt pour négocier avec le tsar russe Alexandre Ier, la quasi-totalité de l'Allemagne est soumise à la France. Les princes allemands réunis à Erfurt confirment leur fidélité à Napoléon. En mai et octobre 1850, Varsovie est le théâtre de conférences auxquelles participent des représentants de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. Elles sont convoquées à l'initiative du tsar de Russie en raison de l'intensification de la lutte entre l'Autriche et la Prusse pour la maîtrise de l'Allemagne. Le tsar de Russie a joué le rôle d'arbitre dans le conflit entre l'Autriche et la Prusse et a usé de son influence pour que la Prusse abandonne ses tentatives de former une confédération politique d'États allemands sous sa propre égide.

³ La bataille de Bronzell est une escarmouche sans importance entre des détachements prussiens et autrichiens le 8 novembre 1850, lors d'un soulèvement dans la province de Kurhessen dans l'électorat de Hesse-Cassel. La Prusse et l'Autriche se disputaient le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de Kurhessen pour réprimer le soulèvement. Dans ce conflit avec la Prusse, l'Autriche reçut à nouveau le soutien diplomatique de la Russie et la Prusse dut céder.

⁴ La question du Schleswig-Holstein a été l'une des causes de l'aggravation des relations austro-prussiennes dans les années 1848-1850. Une guerre de libération nationale contre le Danemark était en cours dans le Schleswig-Holstein depuis mars 1848, dans laquelle la Prusse est également intervenue aux côtés des rebelles. L'Autriche, ainsi que d'autres puissances européennes, ont alors soutenu la monarchie danoise pendant cette période et ont contraint la Prusse à faire la paix avec le Danemark en juillet 1850. En janvier 1851, avec le consentement de la Prusse, le Holstein est occupé par les troupes autrichiennes au nom de la Confédération allemande; le soulèvement est alors réprimé.

⁵ En 1854, au cours de la guerre de Crimée (1853-1856), la Prusse, sous la pression de l'Autriche, de l'Angleterre et de la France, a dû accepter la demande autrichienne selon laquelle les troupes russes devaient quitter les principautés danubiennes. La Prusse, qui avait adopté une attitude changeante à l'égard de la Russie et des puissances occidentales, a été contrainte à la fin de la guerre de soutenir l'ultimatum autrichien à la Russie, dont les termes ont été acceptés par la Russie comme base des négociations de paix.

⁶ Il s'agit des traités d'alliance imposés par l'Autriche à Modène et Parme en 1847 et 1848, du traité de 1850 sur le maintien des forces autrichiennes en Toscane et du traité de 1814 entre l'Autriche et Naples.

trichiens¹; elle a, enfin, pour répondre au soupçon d'agir de façon antipatriotique, suivi la voie des États allemands mineurs, et interdit l'exportation des chevaux; mais pour ôter à cette interdiction son caractère anti-français, elle a étendu celle-ci à l'ensemble du Zollverein², de sorte qu'elle est dirigée contre l'Autriche aussi bien que contre la France. La Prusse est toujours la même puissance qui a conclu le traité séparé de Bâle³ et qui, en 1805, a envoyé Haugwitz⁴ dans le camp de Napoléon avec une double dépêche, l'une devant être présentée au cas où la bataille d'Austerlitz se terminerait mal, l'autre contenant des félicitations serviles à l'envahisseur étranger.

Outre la politique familiale traditionnelle, à laquelle persiste la maison de Hohenzollern, elle est intimidée par la Russie, qui, elle le sait, entretient une entente secrète avec Bonaparte, et l'a même poussé à sa déclaration fatale du jour de l'an⁵. Si l'on voit un journal comme la *Nouvelle Gazette prussienne* prendre le parti du roi de Piémont contre François-Joseph, il n'est pas nécessaire d'être très devin pour deviner de quel côté souffle le vent. Pour ne laisser aucun doute, Herr von Manteuffel a publié un pamphlet anonyme, recommandant une alliance russo-française contre une alliance austro-anglaise⁶.

Mais la question essentielle ne concerne pas tant les intentions du gouvernement que les sympathies du peuple. Or, je dois vous dire qu'à part le parti catholique, le parti féodal et quelques reliques stupides des querelleurs teutoniques de 1813-15, le peuple allemand en général, et la population de l'Allemagne du Nord en particulier, se sentent placés devant un grand dilemme. Tout en prenant résolument parti pour l'Italie contre l'Autriche, ils ne peuvent que prendre parti pour l'Autriche contre Bonaparte. Bien sûr, si l'on devait se fier à l'*Allgemeine Zeitung* de Augsbourg, on serait convaincu que l'Autriche est l'idole de tous les cœurs allemands. Laissez-moi exposer, en quelques mots, la théorie lancée par ce journal. Toutes les races d'Europe, à l'exception de la race allemande, sont au bord de l'effondrement. La France se décompose; l'Italie doit se sentir extrêmement heureuse d'être convertie en une caserne allemande; les races slaves n'ont pas les qualités éthiques nécessaires pour se gouverner elles-mêmes; et l'Angleterre est corrompue par le commerce.

Il ne reste donc que la solide Allemagne - et l'Autriche est le représentant européen de l'Allemagne. D'une main, elle tient l'Italie, de l'autre, les Slaves et les Magyars sous l'influence ennoblée de la *Sittlichkeit* allemande (il est impossible de traduire le mot⁷). Tout en

¹ Marx fait référence à la position anti-autrichienne de la Prusse lors de la Conférence de Paris (de mai à août 1858) qui réunissait la Grande-Bretagne, la France, la Russie, l'Autriche, la Turquie, la Prusse et la Sardaigne et au cours de laquelle la Prusse, contrairement à la volonté de l'Autriche, a soutenu la proposition d'unir la Moldavie et la Valachie. Avec l'aide de la France et de la Russie, le colonel Alexandru Cuza sera élu hospodar (souverain) de Moldavie en janvier 1859 et de Valachie au début février 1859. Par Diète allemande, Marx entend la Diète fédérale (Bundestag), organe central de la Confédération allemande qui était composée de représentants des États allemands et siégeait à Francfort-sur-le-Main. Elle servait d'instrument à la politique réactionnaire des gouvernements allemands. Le plénipotentiaire de la Prusse à la Diète fédérale à partir de 1851 était Otto Bismarck.

² Le Zollverein (Union douanière), une union d'États allemands qui établit une frontière douanière commune, a été créé le 1^{er} janvier 1834 sous l'égide de la Prusse. Il comprenait 18 États allemands avec une population de plus de 23 millions d'habitants.

³ Le traité de Bâle fut conclu le 5 avril 1795 entre la France et la Prusse qui cédait les territoires rhénans situés à l'ouest du Rhin. Le traité était la conséquence des victoires françaises ainsi que des divergences entre les membres de la coalition, en particulier entre la Prusse et l'Autriche.

⁴ Le diplomate Christian von Haugwitz, ministre des Affaires étrangères de Prusse à cette époque.

⁵ En référence au propos tenu par Napoléon III devant l'ambassadeur autrichien J. A. Hübner lors de la réception du Nouvel an de janvier 1859.

⁶ « La Prusse et la question italienne ». Ce pamphlet qui exigeait la neutralité prussienne dans le conflit entre l'Autriche et l'Italie avait été écrit par l'écrivain et philosophe hégélien allemand Constantin Rösler, qui était professeur à l'université de Iéna.

⁷ Ce vocable allemand signifie dans la langue commune « la moralité, « les bonnes mœurs ». Il est synonyme de « Die Moralität ». Si Marx maintient un certain mystère autour du mot, c'est qu'il fait ici culturellement référence, à sa manière, à la catégorie hégélienne qui, par ce terme, désigne l'auto-

protégeant la patrie de l'invasion russe par son emprise sur la Galicie, la Hongrie, la côte dalmate, la Moravie et par l'occupation à venir des principautés danubiennes, l'Autriche défend l'Allemagne, ce cœur de la civilisation humaine, contre la contagion avilissante de la décadence morale, de la frivolité et de l'ambition françaises, par son emprise sur l'Italie. Je n'ai pas besoin de vous dire que cette théorie n'a jamais été adoptée par personne à l'extérieur des frontières de l'Autriche, à l'exception de quelques hobereaux¹ bavarois, dont la prétention à représenter la civilisation allemande est aussi bien fondée que celle des anciens Béotiens à représenter le génie grec.

Mais il y a eu, et il y a en ce moment même, une autre vision plus prosaïque de l'affaire, qui provient de la même source. On dit que le Rhin doit être défendu sur le Pô, et que les positions autrichiennes sur le Pô, l'Adige et le Mincio, forment les frontières militaires naturelles de l'Allemagne contre une invasion française. Proposée en 1848, à l'Assemblée nationale allemande de Francfort, par le général Radowitz, cette doctrine a prévalu et a conduit l'Assemblée à se ranger du côté de l'Autriche contre l'Italie, mais le jugement de ce parlement dit révolutionnaire, qui a pu aller jusqu'à investir un archiduc autrichien des pouvoirs de l'exécutif², est depuis longtemps condamné. Les Allemands commencent à comprendre qu'ils ont été induits en erreur par un quiproquo, que les positions militaires nécessaires à la défense de l'Autriche ne sont pas du tout nécessaires à la défense de l'Allemagne, et que les Français peuvent, avec autant, sinon plus de droit revendiquer le Rhin comme leur frontière militaire naturelle, que les Allemands ne peuvent revendiquer le Pô, le Mincio et l'Adige.

déploiement de la Raison dans les formes de socialité que sont, dialectiquement articulées, 1. la famille, 2. la société civile et 3. l'Etat.

¹ Marx utilise ici le terme péjoratif allemand de *Krautjunkers*. Les junkers représentaient l'aile conservatrice et réactionnaire de la noblesse terrienne prussienne à l'est de l'Elbe.

² En référence à l'archiduc Jean d'Autriche qui avait été proclamé régent d'Allemagne par l'Assemblée nationale de Francfort en juin 1848.

1.14. K. Marx, *Un parallèle historique*

New-York Daily Tribune,
du 31.03.1859¹

Marx débute son article par une référence historique plutôt ancienne.

Marino Faliero (1274-1355) avait été élu le 11 septembre 1354 Doge de la République de Venise dans le contexte d'une grave crise économique associée à la guerre contre la République de Gênes. En avril 1355, il avait mis en œuvre le projet d'une insurrection contre l'aristocratie vénitienne. La conjuration avait toutefois échoué et son procès avait abouti à sa décapitation, le 17.04.1355. Le personnage de Marino Faliero était très présent dans la culture européenne du début du 19^e par le bais notamment de la toile d'Eugène Delacroix en 1827, de la tragédie historique de George Gordon Byron en 1820 et de l'opéra de Gaetano Donizetti en 1835.

Le parallèle historique ici évoqué ne concerne pas moins les guerres menées en Italie par Napoléon Ier, en 1813, et celle qui s'annonce, sous Napoléon III, en ce printemps de l'année 1859.

Lorsque Louis Napoléon, imitant le moins chanceux Marino Faliero de Venise, s'empara du trône par parjure et trahison, par une conspiration de minuit et l'arrestation dans leur lit des membres incorruptibles de l'Assemblée nationale, soutenue par un déploiement écrasant de forces militaires dans les rues de Paris, les princes souverains et les aristocraties d'Europe, les grands propriétaires fonciers, les industriels, les rentiers et les boursicoteurs, presque tous se réjouirent de son succès comme du leur. « Les crimes sont les siens », disait-on en riant, « mais leurs fruits sont les nôtres. Louis Napoléon règne aux Tuileries, tandis que nous régnons plus sûrement et plus despotiquement encore dans nos terres, dans nos usines, à la Bourse, dans nos comptoirs. A bas le socialisme ! Vive l'Empereur ! »

Et à côté des militaires, l'heureux usurpateur déploya tous ses arts pour rallier sous sa bannière les riches et les puissants, les épargnants et les spéculateurs. « L'Empire, c'est la paix² », proclame-t-il, et les millionnaires le défient presque. Le pape l'appelle affectueusement « notre très cher fils en Jésus-Christ », et le clergé catholique romain le salue (*pro tempore*) avec toutes les marques de confiance et de dévotion. Les actions ont augmenté; des banques du *Crédit Mobilier*³ ont vu le jour et ont prospéré; des millions ont été gagnés d'un trait de plume dans de nouvelles lignes de chemin de fer, un nouveau commerce d'esclaves et de nouvelles spéculations de toutes sortes. L'aristocratie britannique, tournant le dos au passé, saluait avec déférence le nouveau Bonaparte; il rendit une

¹ La rédaction de l'article date des environs du 18 mars 59. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 271-273.

² En référence aux propos tenus par Louis Bonaparte à Bordeaux, le 9 octobre 1852, peu avant le plébiscite et la proclamation du Second Empire.

³ Pour le détail sur le *Crédit Mobilier*, nous renvoyons au chapitre 2.2. (Les frères Pereire et le *Crédit Mobilier*) de notre fascicule 25. Pour rappel, le *Crédit mobilier* était une banque par actions fondée par les frères Pereire et reconnue légalement par le décret du 18 novembre 1852. Son objectif principal était d'accorder des crédits et de créer des entreprises industrielles. La banque a largement participé à la construction de chemins de fer en France, en Autriche, en Hongrie, en Suisse, en Espagne et en Russie. Sa principale source de revenus était la spéculation boursière sur les titres des sociétés par actions. Grâce à l'émission de ses actions, qui n'étaient garanties que par les titres d'autres sociétés en sa possession, la banque a généré des fonds qu'elle a réutilisés pour acheter des actions dans une grande variété de sociétés. Ainsi, le même bien est devenu la source d'un capital fictif de double importance : sous forme d'actions de la société concernée et sous forme d'actions du *Crédit Mobilier*, qui a financé cette société et racheté ses actions. La banque était étroitement liée au gouvernement de Napoléon III et bénéficiait de sa protection. Elle fera faillite en 1867, et sera liquidée en 1871.

visite familiale à la reine Victoria et fut fêté par la City de Londres¹; la Bourse de Londres et de Paris trinquèrent ensemble; il y eut une congratulation générale et des poignées de main parmi les apôtres de la spéculation boursière avec la conviction que le Veau d'or avait finalement été entièrement déifié, et que son Aaron² était le nouvel autocrate français.

Sept années se sont écoulées, et tout a changé. Napoléon III a prononcé le mot qui ne pourra jamais être rétracté ni oublié. Qu'il se précipite vers son destin aussi imprudemment que son prédécesseur l'a fait en Espagne et en Russie, ou qu'il soit contraint par la grogne générale des royautes et des bourgeois d'Europe à une position de soumission temporaire à leur volonté, le charme est à jamais rompu. Ils le connaissaient depuis longtemps comme un scélérat; mais ils le considéraient comme un scélérat serviable, complaisant, obéissant, reconnaissant; et ils voient maintenant et regrettent leur erreur. Il s'est servi d'eux tout le temps qu'ils ont cru qu'ils se servaient de lui. Il les aime exactement comme il aime son dîner ou son vin. Ils l'ont servi jusqu'ici d'une certaine manière; ils doivent maintenant le servir d'une autre manière ou braver sa vengeance. Si désormais « l'Empire est la paix », c'est une paix sur le Mincio ou sur le Danube, une paix avec ses aigles déployés en triomphe sur le Pô et sur l'Adige, sinon sur le Rhin et sur l'Elbe, c'est une paix avec la couronne de fer sur le front³; l'Italie est une satrapie française, et la Grande-Bretagne, la Prusse, l'Autriche ne sont que des satellites tournant autour de l'orbe central, la France, l'Empire de Charlemagne, qui les éclaire.

Bien sûr, il y a des grincements de dents dans les palais royaux, mais pas moins dans les salles des banquiers et des princes marchands. Car l'année 1859 a commencé sous des auspices qui promettent une restauration des jours dorés de 1836 et 1856⁴. La stagnation prolongée de l'industrie a épuisé des stocks de métaux, de marchandises et de produits manufacturés. Les multiples faillites avaient sensiblement assaini l'atmosphère du commerce. Les navires recommençaient à avoir une valeur marchande; des entrepôts étaient en voie d'être construits et remplis. Les actions étaient florissantes et les millionnaires résolument joyeux; en bref, il n'y avait jamais eu de perspective commerciale plus brillante, de ciel plus serein et de bon augure.

Un mot change tout cela, et ce mot est prononcé par le héros du Coup d'Etat - l' élu de décembre - le sauveur de la société. Il est prononcé sans raison, froidement, avec une préméditation évidente, à l'intention de M. Hübner, l'envoyé autrichien⁵, et il indique clairement une intention bien arrêtée de chercher querelle à François-Joseph ou de lui faire subir une humiliation plus fatale que trois batailles perdues. Bien qu'évidemment calculé pour un effet instantané sur la Bourse, dans l'intérêt des transactions boursières spéculatives, il trahit une ferme intention de remodeler la carte de l'Europe. L'Autriche doit se retirer de tous les États italiens nominalement indépendants qu'elle occupe pratiquement en vertu de traités conclus avec leurs dirigeants complaisants, ou la France et la Sardaigne occuperont Milan et menaceront Mantoue avec une armée telle que le

¹ Napoléon III et l'impératrice Eugénie s'étaient rendus à Londres le 16 avril 1855 pour une visite officielle de cinq jours. Ils avaient été reçus sous les acclamations.

² Personnage biblique associé à l'épisode du Veau d'or : alors que son frère Moïse accomplit son ascension du mont Sinaï pour y recevoir les Tables de la Loi, Aaron cède à la pression du peuple hébreux qui est en attente d'une nouvelle idole et, ordonnant la fonte des bracelets et colliers en or, il lui offre le Veau d'or sur le modèle du taureau d'Apis qui était adoré en Egypte. Un acte qui lui vaudra la colère de Moïse.

³ La *couronne de fer*, réputée avoir été forgée dans le fer des clous de la Passion, désignait la couronne de Lombardie. Napoléon Ier en avait été ceint à Milan en mai 1815 au titre de roi du royaume d'Italie, créant pour l'occasion l'Ordre de la Couronne de fer sur le modèle de la Légion d'Honneur. Les Autrichiens en avaient fait par la suite le symbole officiel du royaume de Lombardie.

⁴ La prospérité années 1836 et 1856 avait été suivie de crises économiques en 1837 et 1857.

⁵ Un allusion discrète au propos tenu par Napoléon III lors de la réception du 1^{er} janvier aux Tuileries devant l'ambassadeur autrichien Joseph von Hübner. L'événement avait fait la une des journaux. Marx évoquait cette entrevue dans son article du 24 janvier 59 (« Sur l'unité italienne »).

général Bonaparte n'en a jamais commandée en Italie. Le pape doit réformer les abus de la règle cléricale dans ses États - abus si longtemps soutenus par les armes françaises¹ - ou suivre les petits despotes de Toscane, de Parme, de Modène, etc., dans leur course effrénée pour trouver protection à Vienne². Les Rothschild se lamentent sur leurs onze millions de dollars perdus par la dépréciation des actions résultant de la menace envers Hübner, et sont absolument inconsolables. Les fabricants et les commerçants se rendent compte avec tristesse que leur récolte anticipée de 1859 risque de faire place à une « récolte de la mort ». Partout les craintes, le mécontentement et l'indignation oppressent les poitrines sur lesquelles le trône de l'homme de décembre reposait si fermement il y a quelques mois.

Et l'idole renversée, brisée, ne pourra jamais être remise sur son piédestal. Il peut reculer devant la tempête qu'il a soulevée, et recevoir à nouveau les bénédictions du pape et les flatteries de la reine d'Angleterre, mais ce ne seront que des paroles en l'air. Ils le connaissent maintenant, comme les peuples l'ont connu il y a longtemps - un joueur imprudent, un aventurier désespéré, qui aurait joué aux dés avec des os royaux comme avec n'importe qui d'autre si le jeu promettait de le laisser gagnant. Ils le connaissent comme quelqu'un qui, après avoir, comme Macbeth, pataugé pour s'emparer d'une couronne dans le sang humain, trouve plus facile d'aller de l'avant que de revenir à la paix et à la probité. Depuis l'heure de sa démonstration contre l'Autriche, Louis Napoléon s'est tenu et se tient seul parmi les potentats. Le jeune empereur de Russie³ peut, pour ses propres besoins, sembler être encore son ami, mais cette apparence est trompeuse. Napoléon Ier en 1813 était le prototype de Napoléon III en 1859. Et ce dernier se précipitera probablement à la poursuite de son destin aussi résolument que ne l'a fait le premier.

¹ En référence à l'intervention française d'avril-juillet 1849 à Rome dans le cadre de la répression autrichienne des insurrections italiennes de 1848-49. La République romaine avait été proclamée le 8 février 1849 par A. Saffi, C. Armellini et G. Mazzini et dès le 18 février, le pape Pie IX avait lancé un appel aux puissances catholiques d'Europe pour intervenir contre les républicains romains. Mandaté par le gouvernement français le 16 avril 1849, le général Oudinot investira Rome le 3 juillet 49 et dès le 15 juillet, Pie IX sera rétabli dans la plénitude de ses pouvoirs temporels.

² Au début de la révolution de 1848-49 en Italie, les ducs de Toscane, de Modène et de Parme avaient fui leurs duchés.

³ Alexandre II.

1.15. Fr. Engels, *Le congrès de paix envisagé*

New-York Daily Tribune
du 23 avril 1859¹

Le 21 mars 1859, le gouvernement russe a proposé la tenue d'un congrès international pour discuter de la question italienne. La Grande-Bretagne, la France, la Prusse et le Piémont ont appuyé cette idée, mais le congrès n'aura pas lieu en raison de la demande autrichienne d'exclure le Piémont de toute participation et de l'obliger à désarmer.

L'empressement avec lequel Louis Napoléon a donné son accord à la proposition d'un Congrès pour la discussion de la question italienne était plutôt de mauvais augure pour la paix de l'Europe². Si un monarque, dont tous les actes au cours des six derniers mois ont indubitablement été dirigés vers la guerre, fait tout à coup volte-face et saute sur une proposition apparemment calculée pour préserver la paix, notre première conclusion est que se passent dans les coulisses des choses qui, si elles étaient connues, enlèveraient à sa ligne de conduite toute apparence d'incohérence. Tel a été le cas en ce qui concerne le Congrès européen. Ce qui, à première vue, semblait être une tentative de préserver la paix, se révèle être un nouveau prétexte pour gagner du temps afin d'achever les préparatifs de la guerre. Ce n'est que tout récemment que le Congrès a été proposé, et tandis que rien n'est décidé quant au lieu et aux conditions de négociation, tandis que sa tenue, si elle doit jamais avoir lieu, est reportée à la fin d'avril au plus tôt, l'armée française a reçu l'ordre de renforcer chaque régiment d'un quatrième bataillon et de mettre six divisions françaises sur le pied de guerre. Ce sont là des faits qui méritent d'être pris en considération.

L'infanterie française, à côté des Chasseurs, des Zouaves, de la Légion étrangère, des troupes indigènes d'Algérie et autres corps spéciaux, se compose de huit régiments de la Garde et de cent régiments de ligne. Ces cent régiments de ligne sont formés, en temps de paix, de trois bataillons chacun, deux pour le service actif et un pour le dépôt; le régiment compte donc de 1.500 à 1.800 hommes présents sous les armes. Mais à côté de ceux-ci, il comprend le même nombre, ou même un plus grand nombre, d'hommes en permission, qui, lorsque le régiment est mis sur le pied de guerre, sont aussitôt enjoint de rejoindre leurs drapeaux. Dans ce cas, les trois bataillons deviennent, ensemble, forts de 3.600 à 4.000 hommes; et en laissant 500 à 600 soldats pour le bataillon de dépôt, les deux bataillons actifs compteraient de 1.500 à 1.700 hommes chacun, ce qui est un effectif assez lourd. Pour rendre cette force d'hommes entraînés réellement disponible, il devient donc nécessaire de former immédiatement un nouveau bataillon d'active dans chaque régiment, ce qui réduit l'effectif du bataillon, l'unité tactique, à environ 1.000 hommes, chiffre moyen adopté aujourd'hui dans la plupart des armées européennes. La formation des quatrièmes bataillons est donc nécessairement une étape préliminaire à la mise sur le pied de guerre de l'armée française, et elle est seule ca-

¹ L'article a paru comme éditorial du *New-York Daily Tribune*. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 274-278.

² Cf. *Le Moniteur universel* du 22 mars 1859. Voici le texte de cette brève annonce : « La Russie a proposé la réunion d'un Congrès en vue de prévenir les complications que l'état de l'Italie pourrait faire surgir et qui seraient de nature à troubler le repos de l'Europe. Ce congrès, composé des plénipotentiaires de la France, de l'Autriche, de l'Angleterre, de la Prusse et de la Russie, se réunirait dans une ville neutre. Le Gouvernement de l'Empereur a adhéré à la proposition du cabinet de Saint-Pétersbourg. Les cabinets de Londres, de Vienne et de Berlin n'ont pas encore répondu officiellement. ».

pable de fournir les organisations nécessaires pour recevoir le nombre disponible d'hommes entraînés. Cette circonstance donne une signification particulière à la formation de ces quatrièmes bataillons; ils signifient l'état de préparation à la guerre. Le mode de création de ces bataillons est très simple : les 5e et 6e compagnies des trois bataillons existants (chacun comptant six compagnies) sont combinées en un quatrième bataillon, tandis que les officiers et les hommes nécessaires sont détachés des quatre compagnies restantes pour former deux nouvelles compagnies pour chaque bataillon.

Le nouveau bataillon part au dépôt tandis que le troisième est transformé en bataillon d'active. Avec la Garde, les Chasseurs et les autres corps spéciaux, le nombre des bataillons de l'armée française sera alors d'environ 480, ce qui suffira à absorber environ 500.000 hommes; et si cela ne suffit pas, les quatrièmes bataillons pourront être convertis en bataillons d'active, et remplacés dans les dépôts par des cinquièmes bataillons nouvellement formés. Cette procédure était effectivement en cours d'exécution à la fin de la guerre de Russie, lorsque l'armée comptait 545 bataillons.

Le fait que la mesure prise par le gouvernement français n'a en fait aucune signification, sauf la préparation immédiate à la guerre, est prouvé par une autre mesure qui l'a suivie de près. Six divisions ont reçu l'ordre de se mettre sur le pied de guerre, c'est-à-dire de rap-peler leurs hommes en permission. Une division d'infanterie française se compose de quatre régiments ou de deux brigades de ligne, et d'un bataillon de chasseurs à pied, soit treize bataillons en tout, ce qui représente environ 14.000 hommes. Bien que les six divisions ne soient pas désignées, il n'est pas difficile de deviner auxquelles d'entre elles l'ordre s'applique. Il y a d'abord les quatre divisions qui se trouvent déjà sur le Rhône, parmi lesquelles la division du général Renault, qui vient de rentrer d'Algérie; puis la division Bourbaki, qui a reçu l'ordre de s'embarquer en Algérie; enfin une division de l'armée de Paris, qui, dit-on, a reçu l'ordre de se tenir prête à marcher à l'improviste. Ces six divisions comprennent environ 85.000 fantassins, ce qui, avec l'artillerie, la cavalerie et le train nécessaires, formerait une armée d'un peu plus de 100.000 hommes, et peut être considéré comme le corps principal de ce que doit être dans la campagne prochaine l'armée d'Italie.

Or, compte tenu de l'appel général à la paix en France, de la violente agitation nationale et antifranaïaise en Allemagne, et de l'attitude de l'Angleterre, Louis Napoléon semble avoir hésité à prendre une mesure telle que la mobilisation de son armée, sans faire en même temps quelque chose pour faire croire qu'il n'était pas irrévocablement résolu à la guerre, mais qu'il se contenterait de toute amélio-ration de la situation de l'Italie qui pourrait être obtenue au moyen d'un Congrès. Un coup d'œil sur l'histoire des préparatifs militaires confirmera cette opinion, et apportera de nouvelles preuves que cette manœuvre trompeuse faisait partie de ses plans.

A peine la réception du jour de l'an aux Tuileries³ avait-elle montré que ses intentions étaient de provoquer des difficultés avec l'Autriche, que ce qu'on pourrait appeler une course aux armements commença entre la France et la Sardaigne d'une part, et l'Autriche d'autre part. Cette dernière puissance, cependant, prouva aussitôt qu'elle avait le dessus. Avec une rapidité étonnante, un corps d'armée entier fut lancé en Italie en quelques jours, et lorsque les rumeurs sur les concentrations de troupes françaises et sardes prirent un caractère encore plus menaçant, les hommes en permission appartenant à l'armée d'Italie furent en trois semaines rassemblés et réincorporés dans leurs régiments, tandis que les hommes en permission et les recrues appartenant aux provinces italiennes furent également appelés et envoyés dans les garnisons de leurs corps

³ En référence à la réception du Nouvel An aux Tuileries pour le corps diplomatique le 1er janvier 1859 : Napoléon III avait déclaré à l'ambassadeur autrichien Hübner : « Je regrette que les relations de mon gouvernement avec les Autrichiens ne soient pas aussi bonnes qu'elles l'étaient auparavant; mais je vous prie de dire à votre Empereur que mes sentiments personnels pour lui n'ont pas changé. ». Cette déclaration avait fait grand bruit dans la presse.

respectifs à l'intérieur du pays. Le calme et la rapidité avec lesquels tout cela s'est déroulé constituent la meilleure preuve possible de la perfection du système militaire autrichien et de l'efficacité de l'armée autrichienne. La vieille réputation de lenteur, de pédanterie et de lourdeur des Autrichiens avait certainement été renversée de façon très efficace par la façon dont les troupes furent gérées par Radetzky en 1848-49, mais on n'aurait guère pu s'attendre à un fonctionnement aussi fluide du mécanisme et à une telle disponibilité dans les plus brefs délais. Ici, aucune nouvelle formation n'était nécessaire; les bataillons actifs en Italie n'avaient qu'à recevoir leur complément d'hommes, pour être portés au grand complet, tandis que la transformation des bataillons de dépôt en bataillons actifs, et l'organisation de nouveaux dépôts se poursuivent loin dans l'intérieur de la Monarchie, et sans retarder d'aucune façon l'achèvement de l'armée active.

Il est vrai aussi que la Sardaigne n'avait pas besoin de nouvelles formations, son organisation était suffisante. Mais avec les Français, c'était différent. Le processus de mobilisation exigeait beaucoup de temps. La création des quatrièmes bataillons devait précéder l'appel des hommes en permission. Ensuite, Louis Napoléon devait tenir compte de la probabilité d'une guerre avec la Confédération allemande, en cas d'attaque de l'Autriche. Alors que l'Autriche, prête à l'attaque sur sa frontière italienne ou méridionale seulement, et couverte par l'Allemagne à l'ouest, pouvait lancer une très grande partie de ses forces en Italie, et entrer en guerre immédiatement, si nécessaire, le gouvernement français devait concentrer toutes ses forces avant de se risquer à des opérations offensives; ainsi, la nouvelle levée de recrues de 1859 et les 50.000 volontaires, sur lesquels la France compte généralement en cas de guerre, devaient être rassemblés d'abord. Tout cela demanderait un temps considérable; et un embarquement précipité dans une campagne n'était donc pas du tout dans l'intérêt de Louis Napoléon. En effet, si nous nous référons au célèbre article du *Constitutionnel* sur l'armée française, qui, rappelons-le, provenait directement de Louis Napoléon lui-même, nous constaterons qu'il y fixe à la fin du mois de mai l'époque où les forces françaises s'élèveront à quelque 700.000 hommes. Jusqu'à cette période, donc, l'Autriche aurait un avantage relatif sur la France; et comme les choses étaient en bonne voie de se précipiter vers une rupture ouverte, ce congrès devenait un moyen capital de gagner du temps.

Il y a un autre point à considérer. Le fait que la Russie ait un doigt dans ce gâteau ne peut plus être mis en doute. Qu'elle désire humilier l'Autriche, c'est certain; qu'un imbroglio en Europe occidentale lui donne la liberté d'agir sur le Danube pour récupérer ce qu'elle a perdu par la paix de Paris⁴, c'est évident; qu'elle a des vues bien à elle sur les principautés roumaines, la Serbie et les populations slaves de Turquie, c'est ce que prouve sa récente politique dans ces pays⁵. Il ne peut y avoir pour elle de meilleur moyen de se venger de l'Autriche que de ranimer, pendant que l'Autriche est en guerre, l'agitation panslave parmi les millions de Slaves autrichiens. Pour

⁴ Paix de Paris - Traité de paix signé au Congrès de Paris le 30 mars 1856 par les représentants de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Sardaigne, de la Prusse et de la Turquie, d'une part, et de la Russie, d'autre part, mettant fin à la guerre de Crimée de 1853. La Russie, qui avait perdu la guerre, devait céder l'embouchure du Danube et une partie de la Bessarabie méridionale, renoncer à son protectorat sur les principautés danubiennes et à son régime protecteur sur les sujets chrétiens de la Turquie, et accepter la neutralisation de la mer Noire (c'est-à-dire que la mer Noire était ouverte aux navires marchands de toutes les nations, que ses eaux et ses ports étaient fermés à tous les navires de guerre, à l'exception de 10 petits navires à vapeur et voiliers de guerre pour la Russie et la Turquie, et qu'il était interdit aux deux pays d'amarrer des arsenaux sur ses rives); la Russie récupérait Sébastopol et d'autres villes occupées par les Alliés en échange de la restitution de Kars à la Turquie.

⁵ Après le traité de Paris, afin de renforcer son influence dans les Balkans, la Russie avait soutenu le mouvement de libération nationale des peuples balkaniques contre la domination turque et en particulier le désir de la Moldavie et de la Valachie de former un État roumain uni. La Russie avait également soutenu le coup d'État dynastique en Serbie fin novembre 1858, à la suite duquel la dynastie Karadjordjevic, dont la politique étrangère était orientée vers l'Autriche et la Turquie, avait été remplacée par la dynastie Obrenovic.

faire tout cela, et plus encore, si l'occasion se présente, elle aussi doit concentrer ses troupes et préparer le terrain; et pour cela, elle a besoin de temps. Et, de plus, pour adopter une attitude hostile passive à l'égard de l'Autriche, il faut un prétexte, et l'occasion de provoquer une légère querelle ne peut être trouvée nulle part aussi bien que dans un tel Congrès. Par conséquent, ce Congrès, s'il devait avoir lieu, au lieu d'être une tentative sérieuse, ou du moins honnête, de maintien de la paix, ne serait qu'une « illusion, une moquerie et un piège »; et il ne fait guère de doute que toutes les grandes puissances sont parfaitement convaincues, à l'heure actuelle, que toute l'affaire ne sera qu'une simple formalité, mise en œuvre pour aveugler le public et dissimuler des projets ultérieurs qui ne sont pas encore mûrs pour venir à la lumière du jour.

1.16. Fr. Engels, *La guerre inévitable*

New-York Daily Tribune
du 30.04.1859¹

Bien que la diplomatie continue encore à déployer des efforts considérables pour obtenir un Congrès et, par ce moyen, un règlement pacifique de la question italienne, personne ne croit plus à la possibilité d'éviter la guerre.

Le Cabinet anglais et la Prusse sont certainement sincères dans leur désir de paix; mais la Russie et la France ont entamé les négociations actuelles exclusivement dans le but de gagner du temps. Une neige épaisse recouvre encore le Mont Cenis, par lequel l'armée française devra passer pour se rendre en Italie. Quelques régiments français et arabes supplémentaires doivent encore être levés en France et en Algérie, et les préparatifs pour le transport des troupes entre Marseille, Toulon et Gênes ne sont pas encore achevés, tandis que les Russes doivent avoir le temps d'organiser la milice de Valachie et l'armée irrégulière de Serbie. Entre-temps, le parti de la guerre gagne en influence à Vienne, et François-Joseph ne désire rien plus ardemment que le premier grondement du canon. Pourquoi, alors, soutient-il les propositions de Congrès, alors qu'il sait que les délais diplomatiques épuiseront ses ressources financières et renforceront la force de ses ennemis ? La réponse se trouve dans l'attitude du prince de Prusse, qui, insensible à l'enthousiasme allemand, s'efforce de trouver un prétexte honorable pour maintenir une neutralité honnête, et pour échapper aux frais ruineux d'une neutralité armée, qui, tôt ou tard, conduira à la guerre. Si l'Autriche, dans son empressement à écraser l'armée piémontaise, commençait la guerre, le cabinet de Berlin serait justifié dans cette politique, même aux yeux de l'Allemagne; tandis qu'une attaque des Français contre l'Autriche en Lombardie entraînerait nécessairement un appel officiel de François-Joseph à la Confédération allemande² pour mettre les armées fédérales sur pied de guerre.

Telles étant les intentions réelles de l'Autriche, il est risible de voir comment les diplomates des différents parties rivalisent d'artifices entre eux, afin de forcer l'adversaire à porter le premier coup. La France trouve à redire au despotisme de l'Autriche; l'homme qui a peuplé Lambessa³ et Cayenne⁴ de républicains français est choqué que François-Joseph remplisse ses prisons de républicains italiens.

D'autre part, l'Autriche, qui a confisqué Cracovie⁵, abrogé la Constitution de Hongrie, en appelle sérieusement au caractère sacré des traités. La Russie, qui se rend soudain compte qu'une monnaie de papier est un grand mal, et qui, par conséquent, fait un emprunt énorme, n'a, bien entendu, aucune intention belliqueuse, mais propose quatre points comme base d'un Congrès. Ces points sont

¹ Dans sa lettre du lundi 11 avril 59, Engels annonce à Marx l'envoi de cet article « pour vendredi » (C5, p. 297). Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 287-289.

² Créée par le Congrès de Vienne le 8 juin 1815, la Confédération allemande a existé jusqu'en 1866. Elle a consolidé la fragmentation féodale de l'Allemagne et empêché la création d'un gouvernement central. L'Autriche et la Prusse se sont livrées une lutte constante pour la suprématie au sein de la Confédération allemande.

³ Le bagne colonial de la ville algérienne de Lambessa (ou Lambèse), près de Constantine, avait été créé par la loi du 24 janvier 1850 en vue d'y enfermer les insurgés de juin 1848. Le pénitencier était connu pour ses conditions extrêmement dures d'emprisonnement.

⁴ Capitale de la Guyane française, Cayenne était le lieu d'exil et de travail forcé des prisonniers politiques; on appelait Cayenne la « guillotine sèche » en raison de la grande mortalité causée par le régime pénitentiaire et le climat tropical meurtrier.

⁵ En février 1846, la ville de Cracovie qui était sous le contrôle conjoint de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse depuis 1815 avait été le siège d'un mouvement de libération nationale et d'un soulèvement antiféodal. L'insurrection avait été réprimée dès début du mois de mars 1846. En novembre 1846, l'Autriche, la Prusse et la Russie signaient un traité incorporant Cracovie dans l'Empire autrichien.

l'exact pendant des fameux quatre points proposés à la Russie par l'Autriche pendant la guerre de Crimée¹. Ils comprennent l'abandon du protectorat sur les duchés italiens, un congrès pour régler l'administration de l'Italie et régler les réformes nécessaires dans ce pays, et une révision des points mineurs des grands traités, tels que le droit de maintenir des garnisons à Ferrare, Comacchio et Plaisance², ce qui deviendra superflu par une déclaration de neutralité italienne. L'Angleterre reprend ces propositions de bonne foi, les adoucit dans la forme, et les porte à la connaissance de l'Autriche. Le comte Buol³, bien sûr, s'empresse de les accepter, mais dans un langage si ambigu qu'il ne laisse aucun doute sur son désir de les ignorer complètement.

Mais il ajoute un nouveau point, à savoir un désarmement général préalable. Lord Malmesbury⁴ juge cette proposition très raisonnable, et invite le comte Cavour à congédier une partie de l'armée sarde et à soulager le pays d'un grand fardeau. Le comte Cavour n'a aucune objection à une si excellente suggestion, mais évoquant les immenses armements autrichiens en Lombardie, il se tourne vers le comte Buol et lui dit : « Après vous. » Le comte Buol répond qu'il ne peut pas commencer à dissoudre ses coûteux bataillons si Napoléon ne fait pas de même. Napoléon répond froidement : « Je n'ai pas armé, donc je ne peux pas désarmer. Je n'ai demandé d'emprunt ni à Rothschild, ni à Péreire, je n'ai pas de budget de guerre. J'entretiens mon armée avec les ressources régulières du pays; comment pourrais-je donc désarmer ? ». Lord Malmesbury, abasourdi par l'impertinence de cette réponse, mais toujours désireux de tenter sa chance diplomatique, propose ensuite que le Congrès commence par la question du désarmement et la décide en premier; mais la Bourse et toute personne sensée en Europe se moquent de sa crédulité, et se préparent au pire.

La nation allemande est bien réveillée; mais à Hanovre, l'agitation contre la France, encouragée par la Cour, a soudainement pris une autre tournure. Sortis de leur apathie, les gens pensent que le moment est venu de régler leurs comptes à l'intérieur comme à l'extérieur, et si l'état de suspense actuel devait durer quelques mois de plus, l'Allemagne prendrait certainement les armes contre la France, mais insisterait sur la liberté et l'unité à l'intérieur comme conditions de son action. Le prince de Prusse connaît mieux ses compatriotes à cet égard que François-Joseph ou le roi de Bavière⁵, et il s'efforce donc d'empêcher la propagation de l'agitation, qui ne peut manquer de devenir dangereuse pour ses tendances semi despotiques.

La Russie a maintenant une bonne occasion soit de détruire l'Empire turc par des révolutions en Bosnie, en Bulgarie et en Albanie, soit de se venger de l'empereur d'Autriche. Bien entendu, elle n'entretrait pas en guerre contre François-Joseph, mais elle pourrait encourager et favoriser une invasion moldo-valaque de la Transylvanie et une invasion serbe de la Hongrie. C'est, bien sûr, par le biais des éléments valaques et slavoniens que le tsar essaiera d'inquiéter la Hongrie, sinon un État hongrois libre et indépendant pourrait devenir un obstacle plus réel à sa politique agressive que le despotisme centralisateur décadent de l'Autriche.

¹ Il s'agit des exigences présentées par les puissances occidentales à la Russie dans une note du 8 août 1854 comme conditions préliminaires aux négociations de paix. La Russie devait 1. renoncer à son protectorat sur la Moldavie, la Valachie et la Serbie, 2. permettre le libre passage des navires sur le Danube, 3. consentir à la révision du traité de Londres du 13 juillet 1841 sur les détroits, et 4. renoncer à sa protection des sujets chrétiens de Turquie. Dans un premier temps, le gouvernement tsariste avait rejeté ces quatre points mais, en novembre 1854, il avait été contraint de les accepter comme base des futures négociations de paix.

² Un droit garanti à l'Autriche par le traité de Vienne de 1815.

³ Karl Ferdinand von Buol. Ce diplomate autrichien a été Ministre des Affaires étrangères de 1852 à 1859.

⁴ James Harry, 3^e Comte de Malmesbury : il était depuis février 1858 en fonction de Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères du second gouvernement conservateur du comte de Derby.

⁵ Maximilien II.

Le roi de Naples¹ est à l'article de la mort. Une grande agitation règne dans le Royaume; certains parlent d'une Constitution, d'autres d'un soulèvement des partisans de Murat². La plus grande probabilité est un ministère formé par Filangieri, duc de Satriano³, représentant l'absolutisme éclairé, sur le modèle original prussien⁴. Un tel système, cependant, ne peut pas durer face à une crise italienne, et devrait bientôt céder la place, d'abord à une Constitution, puis à une rébellion sicilienne, pendant que Murat pêcherait dans les eaux troubles.

¹ Ferdinand II, roi des Deux Siciles, mourra le 22 mai 1859. Blessé à Naples, en décembre 1856, par le coup de baïonnette d'un soldat calabrais, il décèdera d'une septicémie mal soignée consécutive à la blessure.

² En référence à Lucien Murat, le fils de Joachim Murat qui avait été roi de Naples du 1^{er} novembre 1808 au 2 mai 1815. Nommé, le 26.02.52, au lendemain du coup d'Etat de décembre 51, Grand Maître du *Grand Orient de France* auquel il imposera une direction autoritaire, Lucien Murat était entré en conflit en 1859 avec la majorité des membres du *Grand Orient* sur la question de l'unité italienne et des pouvoirs séculiers du pape.

³ Carlo Filangieri : Lieutenant Général, directeur du Génie et des dépôts de guerre du Royaume des Deux-Siciles, il sera nommé du 8 juin 59 au 16 mars 1860, par le roi François II, Président du Conseil du royaume et Secrétaire à la guerre.

⁴ Une allusion au despotisme éclairé du roi Frédéric II de Prusse (1712-1786).

1.17. K. Marx, *Le congrès de paix envisagé*

New-York Daily Tribune
du 30 avril 1859¹

L'article est daté par Marx du 14 avril 1859.

Or, entre cette date et sa parution, le 30 avril, dans le *New-York Daily Tribune*, des événements décisifs se sont produits. Le 23 avril 59, l'ambassadeur autrichien à Turin a remis à Cavour une note, datée du 19 avril, l'intimant à désarmer et à licencier les volontaires italiens, un ultimatum que le Piémont rejettera le 26 avril. Dès le 29 avril 59, les troupes autrichiennes du général Ferencz Gyulay ont franchi le Tessin et ont engagé les combats.

Marx évoque le contenu de cet article dans sa lettre à Engels du 22.04.59 : « Il n'y a que 2 cas possibles, écrit-il. Ou bien l'Autriche se laisse intimider par des télégrammes de menace venus de Londres et de Berlin et retire l'ultimatum de Gyulay au Piémont. Dans ce cas Bonaparte est fichu. Il sera obligé en fait de désarmer et l'armée le traitera comme un vulgaire Soulouque². L'ignominie de la déportation de Blanqui à Cayenne³ rend au surplus les ouvriers parisiens furieux. Ou bien l'Autriche, excédée par ces jeux diplomatiques, marche sur Turin. Dans ce cas, Monsieur Bonaparte l'a emporté diplomatiquement parce que l'Autriche a déclaré la guerre la première : mais il paie ce succès diplomatique par une honteuse défaite militaire. Dans ce cas je ne donne pas 4 mois de sursis à sa couronne et à sa dynastie⁴. ».

Le gouvernement britannique a enfin jugé bon de faire connaître au public l'histoire officielle du Congrès européen, ce *deus ex machina*⁵ introduit sur la scène par les dirigeants russes et français lorsqu'ils se sont rendu compte de leur retard sur l'Autriche dans leurs préparatifs de guerre. Je voudrais d'abord faire remarquer que la note du Comte Buol à M. de Balabine, l'ambassadeur de Russie, datée de Vienne, le 23 mars 1859, et l'autre note du ministre autrichien, adressée à Lord A. Loftus, l'ambassadeur britannique à la cour de Vienne, datée de Vienne, le 31 mars, ont été communiquées confidentiellement par le gouvernement autrichien aux journaux de Vienne le 8 avril, alors que John Bull⁶ n'en a pas pris connaissance avant le 13 avril. Mais ce n'est pas tout. La note du comte Buol à M. de Balabine, communiquée par le ministère anglais au *Times* de Londres, ne contient qu'une partie des informations autrichiennes et omet des passages très importants que j'aurai soin d'insérer dans cette lettre, afin de permettre à John Bull d'apprendre, via New York, les nouvelles diplomatiques que son ministère juge peu sûr de confier à son esprit sagace.

A première vue, il ressort de la note de Buol à M. de Balabine que la proposition du Congrès émane de la Russie, ou, en d'autres termes, qu'il s'agit d'un coup concerté par les joueurs d'échecs alliés de Saint-Petersbourg et de Paris - un fait à peine calculé pour nous

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 290-294.

² Issu d'une famille d'esclaves et devenu officier supérieur de l'armée haïtienne, Faustin Soulouque avait été élu à la présidence de la République d'Haïti en mars 1847 avant de se faire sacrer Empereur en août 1849 sous le titre de Faustin Ier, un pouvoir qu'il avait exercé autoritairement à la manière d'une parodie de l'empire napoléonien. Le 15 janvier 1859, il venait d'être renversé par un mouvement révolutionnaire républicain. Dans son pamphlet *Napoléon le petit*, Victor Hugo ne se garde pas de qualifier Louis Bonaparte de « Soulouque blanc » (Livre 1, chapitre VI « Le portrait »).

³ Condamné à 10 ans de prison après la révolution de 1848, Blanqui avait été déporté à Cayenne en avril 1859. Il ne reviendra en France qu'après l'amnistie du 19 août 1859.

⁴ C5, p. 312.

⁵ *Deus ex machina* (le dieu de la machine) : dans le théâtre antique, le procédé consiste dans l'apparition d'un dieu transporté sur la scène par une machine et qui intervient dans le cours dramatique; il a été utilisé en particulier par le tragédien grec Euripide. L'expression désigne une résolution inattendue et artificielle d'enchevêtrements narratifs.

⁶ Le personnage symbolique du Royaume-Uni.

remplir d'une admiration particulière pour la sagacité ou la sincérité des locataires de Downing street, qui, même au Parlement, ne se sont pas privés de réclamer un brevet pour cette invention. Il ressort de la note elle-même que l'Autriche (et ce point a été soigneusement dissimulé dans l'annonce par le *Moniteur*¹ français de l'adhésion de l'Autriche à la proposition d'un Congrès général) n'a accepté de rencontrer les autres grandes puissances en Congrès que sous condition.

« Si, dit le comte de Buol, « à côté de cette question » (c'est-à-dire la mise à bas du « système politique de la Sardaigne »), il entrait dans les intentions des Puissances d'en mettre d'autres en discussion, il serait nécessaire qu'elles fussent exactement énoncées à l'avance, et, dans la mesure où elles toucheraient au régime intérieur d'autres États souverains, les soussignés ne pourraient se dispenser d'insister, avant toute chose, pour que la manière de procéder dans ce cas fût conforme aux règles formulées par le Protocole d'Aix-la-Chapelle², à la date du 15 novembre 1818. ».

En conséquence, l'Autriche a accepté la proposition russe d'un Congrès général à quatre conditions : d'abord, que le Congrès ait pour but principal d'abattre la Sardaigne et d'agir dans l'intérêt de l'Autriche; ensuite, que le protocole d'Aix-la-Chapelle soit reconnu comme base de la conférence; troisièmement, que, « préalablement à toute conférence, la Sardaigne soit désarmée »; enfin, que les points à mettre en discussion « soient exactement énoncés à l'avance ».

Le premier point n'a pas besoin de commentaire. Pour ne laisser aucun doute sur sa signification, le comte Buol ajoute expressément qu'il le considère « comme le seul qui soit essentiel pour la pacification morale de l'Italie ».

Le second point, la reconnaissance du protocole d'Aix-la-Chapelle, impliquerait, de la part de la France, une reconnaissance directe des traités de 1815 et des traités particuliers de l'Autriche avec les États italiens. Or, ce que Bonaparte veut, c'est précisément l'abrogation des traités de 1815, sur lesquels repose la mainmise de l'Autriche sur le royaume lombardo-vénitien, et des traités particuliers qui assurent à celle-ci une influence prépondérante sur Naples, la Toscane, Parme, Modène et Rome.

La troisième condition, le désarmement préalable de la Sardaigne, est l'anticipation d'un avantage qu'une campagne réussie pourrait seule procurer à l'Autriche; et la dernière condition, l'exposé préliminaire des questions à débattre, couperait Bonaparte du résultat principal qu'il se flatte d'obtenir du Congrès, outre le délai nécessaire à ses préparatifs de guerre, c'est-à-dire : prendre l'Autriche par surprise, et, après l'avoir prise dans les mailles des conférences diplomatiques, la compromettre devant l'opinion publique de l'Europe en la forçant à donner le signal de la rupture des négociations de paix par un démenti catégorique aux demandes que lui adressent soudain la France et la Russie.

Les conditions auxquelles l'Autriche, dans sa note à l'ambassadeur de Russie, a consenti à adhérer à un Congrès général peuvent donc se résumer ainsi : l'Autriche prendra part à une conférence européenne réglant la question italienne, si, avant la réunion de cette conférence, les puissances européennes s'engagent à défendre l'Autriche contre la Sardaigne, à obliger cette dernière à désarmer, à reconnaître le traité de Vienne et les traités subsidiaires fondés sur

¹ *Le Moniteur universel* du 25 mars 1859. Une très brève note, à vrai dire, datée du 24 mars. On y lit : « Le cabinet de Vienne a adhéré à la proposition de la Russie concernant la réunion d'un Congrès ».

² Le protocole d'Aix-la-Chapelle du 15 novembre 1818 a été signé par la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Prusse, la Russie et la France lors du premier congrès de la Sainte-Alliance. Il confirmait la structure étatique de l'Europe telle qu'elle avait été établie lors du congrès de Vienne de 1815. Il déclarait les principes de la Sainte-Alliance comme la norme suprême du droit international européen et renouvelait l'alliance des puissances pour maintenir l'ordre féodal absolutiste et supprimer le mouvement de libération nationale et révolutionnaire.

lui; enfin, que tout prétexte de rompre la paix soit enlevé à Bonaparte.

En d'autres termes, l'Autriche participera à un Congrès, si le Congrès, avant même de se réunir, s'engage à concéder à l'Autriche tout ce qu'elle se déclare maintenant prête à faire respecter à la pointe de l'épée. Si l'on considère que l'Autriche savait parfaitement que le Congrès n'était qu'une embuscade tendue par des ennemis décidés à la guerre, personne ne peut lui reprocher d'avoir traité la proposition russo-française de cette manière ironique.

Les passages du document autrichien que j'ai commentés sont ceux que le ministère britannique a jugés bon de publier.

Les phrases suivantes, qui comprennent la dépêche de Buol, sont supprimées dans l'édition de Malmesbury de la note autrichienne :

« *L'Autriche désarmera dès que le Piémont aura désarmé. L'Autriche tient à maintenir la paix, parce qu'elle la veut et qu'elle sait l'apprécier, mais elle souhaite une paix sincère et permanente, qu'elle croit à juste titre pouvoir garantir sans porter atteinte à sa puissance et à son honneur. Elle a déjà fait de nombreux sacrifices pour maintenir la paix et l'ordre en l'Italie. Cependant, jusqu'à ce que les préliminaires auxquels il est fait allusion soient formulés et réglés, l'Autriche peut modérer ses préparatifs de guerre, mais ne peut les arrêter. Ses troupes continueront à marcher vers l'Italie.* ».

Après que la ruse russo-française eut ainsi été déjouée, l'Angleterre, poussée par son auguste allié d'outre-Manche, intervint pour exhorter l'Autriche à accepter la proposition d'un congrès des grandes puissances, qui devrait prendre en considération les complications italiennes, et exprima son désir de voir le gouvernement impérial acquiescer aux propositions préliminaires élaborées à Downing street. Il n'existe peut-être, dans les annales de l'histoire diplomatique, aucun document plus outrageusement ironique que la réponse du comte Buol à l'ambassadeur anglais à Vienne.

En premier lieu, Buol réitère sa demande que, avant tout Congrès, la Sardaigne dépose les armes et se mette ainsi à la merci de l'Autriche.

« L'Autriche, *dit-il*, ne pourra se présenter au Congrès avant que la Sardaigne n'ait achevé son désarmement et procédé à la dissolution des *Corps Francs*. Ces conditions remplies et exécutées, le gouvernement impérial se déclare prêt à donner, de la manière la plus formelle, l'assurance que l'Autriche n'attaquera pas la Sardaigne pendant la durée du Congrès, tant que celle-ci respectera le territoire impérial et celui de son allié. »

Ainsi, si la Sardaigne désarme, l'Autriche s'engage seulement à ne pas attaquer la Sardaigne désarmée pendant la durée du Congrès. La réponse de Buol aux propositions de l'Angleterre est écrite dans la véritable veine de Juvénal. Quant à la proposition britannique selon laquelle « les arrangements territoriaux et les traités de 1815 ne seront pas touchés », Buol s'exclame : « Parfaitement d'accord ! » ajoutant seulement que, donc, « les traités conclus en exécution des traités de 1815 ne seront pas touchés. ». Quant au désir des Anglais de trouver les moyens d'assurer le maintien de la paix entre l'Autriche et la Sardaigne, Buol l'interprète dans le sens que « le Congrès examinera les moyens de ramener la Sardaigne à l'accomplissement de ses devoirs internationaux. ». Quant au projet « d'évacuation des États romains et d'examen des réformes dans les États italiens », Buol permettra à l'Europe de « discuter » et de « débattre » ces points, mais réserve « l'adoption définitive des avis » formulés « aux décisions des États directement intéressés. ». Quant à la « proposition de compromis britannique censée remplacer les traités spéciaux entre l'Autriche et les États italiens », Buol maintient « la validité des traités », mais consentira à une révision, si la Sardaigne et la France consentent à avoir débattu de leurs possessions respectives de « Gênes » et de « Corse ». En fait, l'Au-

triche a donné aux propositions anglaises la même réponse qu'elle avait déjà donnée à la dépêche russe. Après cette seconde déception, la Russie et la France ont incité le pauvre Lord Malmesbury à proposer à l'Autriche, comme étape préliminaire, un désarmement général.

Aux Tuileries, bien sûr, on présumait que l'Autriche, ayant pris l'avantage sur toutes ses rivales en matière d'armement, refuserait catégoriquement une telle proposition, mais une fois de plus Bonaparte avait compté sans son hôte. L'Autriche sait que Bonaparte ne peut désarmer sans se décharger du poids encombrant de la couronne impériale. L'Autriche a donc donné son accord à une proposition qui n'était offerte que pour être rejetée. D'où une grande perplexité aux Tuileries, qui, après vingt-quatre heures de réflexion, a enrichi le monde de la découverte qu'« un désarmement simultané des grandes puissances signifie avant tout le désarmement de l'Autriche. ». Il suffit de lire l'élucubration scandaleuse suivante de la *Patrie*¹, un journal directement inspiré par Napoléon III :

« Dans tous les cas, la proposition de désarmement ne doit concerner que deux puissances, l'Autriche et le Piémont - l'Autriche qui a concentré en Italie ses forces militaires au-delà de tout précédent, et le Piémont qui, en présence de l'armée autrichienne en Lombardie, est obligé de répondre aux menaces de guerre par les préparatifs de sa défense. La question du désarmement proposé par l'Autriche est une question qui doit être réglée d'abord; quand elle aura rappelé son armée d'Italie, le Piémont ne pourra que reconnaître l'exemple qui lui aura été donné.

Quant à la France, *elle n'a pas à désarmer*, pour la simple raison qu'elle ne dispose pas d'armement extraordinaire, qu'elle n'a pas fait marcher de troupes sur ses frontières, qu'elle n'a pas même voulu user de son droit de répondre aux menaces de l'Autriche, des menaces dirigées contre le Piémont et contre la paix de l'Europe. De la part de la France, il ne peut s'agir ni de renvoyer un seul soldat effectif dans son armée, ni de placer un seul canon supplémentaire dans ses arsenaux. Le désarmement ne peut s'étendre, en ce qui la concerne, qu'à l'engagement de ne pas s'armer.

Nous ne pouvons croire que l'Autriche ait la moindre prétention dans ce sens; ce serait annuler la garantie que, sans doute dans une humeur plus agréable (*mieux inspirée*), elle a voulu donner pour la paix de l'Europe, en proposant un désarmement dont elle sait bien qu'elle doit prendre l'initiative². ».

¹ *La Patrie*, quotidien parisien fondé en 1841, représentait les intérêts des monarchistes, le parti dit de l'ordre, en 1850; après le coup d'État du 2 décembre 1851, il était devenu le journal des bonapartistes.

² *La Patrie* du 13 avril 1859. Marx cite à partir de l'article publié dans *l'Indépendance belge* du 15 avril 1859.

1.18. K. Marx et Fr. Engels, *L'état de la question – L'armement de l'Allemagne*

New-York Daily Tribune
du 09.05.1859¹

L'article est daté du 22 avril 1859. « J'ai modifié ton article au vu des dernières nouvelles », écrit Marx, ce jour-là, à Engels².

Dans les universités allemandes, après que, vers 11 heures du soir, les étudiants ont été délogés par les autorités académiques, de leurs diverses brasseries, les différentes fraternités étudiantes se réunissent généralement sur la place du marché, si le temps est propice. Là, les membres de chaque société ou « couleur » commencent un jeu de « railleries » avec ceux de n'importe quelle autre couleur - le but étant de produire l'un de ces duels fréquents et pas très dangereux qui constituent l'une des principales caractéristiques de la vie étudiante. Dans ces controverses préliminaires sur la place du marché, le grand art consiste à formuler vos coups de telle sorte qu'ils ne contiennent aucune insulte réelle ou formelle, bien que vous vexiez autant que possible votre adversaire, et que vous lui fassiez finalement perdre son sang-froid, de sorte qu'il prononce cette insulte conventionnelle et formelle qui vous oblige à lui lancer un défi³.

Ce jeu préliminaire a été joué depuis quelques mois par l'Autriche et la France. La France l'a commencé le 1er janvier dernier, et l'Autriche a répliqué. De paroles en paroles, de gestes en gestes, les antagonistes se sont acheminés vers un défi; mais l'étiquette diplomatique exige qu'une telle partie soit jouée jusqu'au bout. D'où des propositions et contre-propositions, des concessions, des conditions, des réserves, des tergiversations, sans fin.

La dernière forme qu'avait prise le badinage diplomatique était la suivante : le 18 avril, Lord Derby déclarait à la Chambre des Lords que l'Angleterre faisait un ultime effort, après l'échec duquel elle devrait retirer sa médiation. Trois jours plus tard seulement, le 21 avril, le *Moniteur*⁴ déclarait que l'Angleterre avait fait aux quatre autres Grandes Puissances les propositions suivantes : 1. Effectuer, avant le Congrès, un désarmement général et simultané; 2. Réglementer le désarmement par une commission militaire ou civile, indépendamment du Congrès (cette commission serait composée de six commissaires, dont un Sarde); 3. Dès que la commission aura commencé ses travaux, le Congrès se réunira et procédera à la discussion des questions politiques; 4. Les représentants des Etats italiens devront être invités par le Congrès, immédiatement après son assemblée, à prendre place avec les représentants des Grandes Puissances, absolument, comme lors du Congrès de 1821⁵.

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 295-298.

² C5, p. 309.

³ Le combat d'escrime dit la *Mensur* (du latin *mesura* selon la règle qui mesurait la distance entre les adversaires) était une pratique coutumière entre les étudiants des universités allemandes au 19^e siècle. L'affrontement, associé à une question d'atteinte à l'honneur, était strictement réglementé par les organisations étudiantes elles-mêmes. Les blessures laissées sur le visage étaient considérées comme une source de fierté et une marque de distinction.

⁴ *Le Moniteur universel* du 21 avril 1859. Le compte rendu de Marx correspond exactement aux dispositions publiées. Le texte du *Moniteur* se termine par cette phrase : « La France, la Russie et la Prusse ont adhéré aux propositions du gouvernement de Sa Majesté Britannique. ».

⁵ En référence au Congrès de Laybach de la Sainte-Alliance qui s'est tenu en 1821. Il a proclamé le principe de l'intervention des puissances de la Sainte-Alliance dans les affaires intérieures d'autres Etats

Au même moment, le *Moniteur* annonçait que la France, la Russie et la Prusse avaient donné leur adhésion aux propositions de l'Angleterre; et un télégramme de Turin réconfortait les différentes bourses d'Europe avec la nouvelle bienvenue que le Piémont avait été incité par Louis Napoléon à faire de même. Jusque là, les choses semblaient exceptionnellement pacifiques, et tous les obstacles au Congrès semblaient en passe d'être levés. En réalité, le plan était transparent. La France n'était pas encore « en état » d'engager le combat. L'Autriche l'était. Pour ne laisser aucun doute sur ses intentions réelles, Louis Napoléon, par sa presse semi-officielle, fit savoir que ce désarmement ne pouvait s'appliquer qu'à l'Autriche et au Piémont; car la France, n'ayant pas armé, ne pouvait pas désarmer; et en même temps, dans son journal officiel, le *Moniteur*, il formulait ses articles de telle sorte qu'il ne promettait pas d'inclure la France dans le « principe du désarmement¹ ».

Sa prochaine étape aurait évidemment été de rendre officielle l'affirmation semi-officielle selon laquelle la France n'était pas armée; la question étant ainsi placée avec succès sur le terrain indéfini des détails militaires, où il est facile de poursuivre une telle controverse presque interminablement par des affirmations, des contre-affirmations, des demandes de preuve, des démentis, des répliques officielles et d'autres astuces de ce genre. Pendant ce temps, Louis Napoléon aurait pu tranquillement achever ses préparatifs, dont il peut dire, selon son nouveau principe, qu'il ne s'agit pas d'armement, car ses besoins ne consistent pas en hommes (ceux qu'il peut appeler n'importe quand), mais en matériel et en formations nouvelles. Il a lui-même déclaré qu'il ne sera pas prêt pour la guerre avant le premier juin prochain².

En fait, si ses préparatifs étaient terminés le 15 mai, il pourrait, avec l'aide de ses chemins de fer, faire appeler ses hommes en permission ce jour-là, et le 1er juin, ils auraient rejoint leurs drapeaux. Il y a cependant beaucoup de raisons de croire qu'en raison des énormes délabrements, irrégularités, tripotages et détournements qui ont eu lieu dans l'administration militaire française, conformément au bon exemple donné par la Cour, les préparations nécessaires de matériel ne pourront pas être entièrement achevées dans les délais initialement fixés par lui.

Quoi qu'il en soit, ce qui est certain, c'est que chaque semaine de retard est un gain pour Louis Napoléon, et une perte pour l'Autriche, qui, par suite de l'intermède diplomatique, non seulement renoncerait aux avantages militaires que lui procure l'avance qu'elle a dans ses préparatifs de guerre, mais serait écrasée par les dépenses énormes qu'exigerait le maintien de ses préparatifs actuels.

Parfaitement consciente de cet état de choses, l'Autriche a non seulement rejeté la proposition anglaise d'un congrès aux mêmes conditions que celui de Laibach, mais elle a fait entendre le premier signal de guerre. En son nom, le général Gyulay a fait présenter à la Cour de Turin un *ultimatum* insistant sur le désarmement et le renvoi des volontaires, accordant au Piémont un délai de trois jours seulement pour se prononcer, après quoi la guerre sera déclarée³.

En même temps, deux autres divisions de l'armée autrichienne, de 30.000 hommes, ont reçu l'ordre de se rendre au Tessin. En termes

pour y soutenir le régime absolutiste féodal. En conséquence, le congrès de Laybach décide d'envoyer des troupes autrichiennes en Italie pour y écraser le mouvement révolutionnaire et de libération nationale à Naples et à Turin. Les représentants des monarchies italiennes ont participé au congrès conformément à la clause restrictive insérée dans le protocole d'Aix-la-Chapelle de 1818 sur l'insistance du ministre britannique des Affaires étrangères Castlereagh. Elle stipulait que l'intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats ne devait être pratiquée qu'« à la demande » de ces Etats, qui devaient également avoir le droit de prendre part aux négociations.

¹ Marx interprète ici l'article du *Moniteur universel* du 19 avril 1859.

² En référence à l'article de Louis Boniface dans *Le Constitutionnel* du 30 janvier 1859.

³ Daté du 19 avril, cet ultimatum a été remis à Cavour le 23 avril 59, l'intimant à répondre dans les trois jours.

diplomatiques, Napoléon a donc mis l'Autriche au pied du mur, car il l'a obligée à prononcer en premier le mot sacré, la déclaration de guerre. Pourtant, si l'Autriche, par des notes menaçantes de Londres et de Saint-Petersbourg, n'était pas amenée à revenir sur ses pas, la victoire diplomatique de Bonaparte pourrait lui coûter son trône.

Pendant ce temps, la fièvre de la guerre s'est emparée d'autres Etats. Les petites puissances d'Allemagne, se considérant à juste titre comme menacées par les préparatifs de Louis Napoléon, ont donné libre cours à des expressions de sentiment national, telles qu'on n'en avait pas entendu en Allemagne depuis 1813 et 1814. Ils agissent en fonction de ce sentiment. La Bavière et les Etats voisins organisent de nouvelles formations, font appel aux réserves et à la Landwehr. Les 7e et 8e corps de l'armée fédérale allemande (formés par ces Etats) qui compteraient officiellement un effectif de 66.000 hommes pour le service en campagne et 33.000 hommes en réserve, laissent présager qu'ils vont entrer en guerre, avec 100.000 hommes d'active et 40.000 en réserve.

Le Hanovre et les autres Etats de l'Allemagne du Nord qui forment le 10e corps fédéral, s'arment dans une proportion analogue, et en même temps fortifient leurs côtes contre les attaques navales. La Prusse, dont le matériel de guerre a été porté à un niveau d'efficacité plus élevé que jamais auparavant par les préparatifs qui ont accompagné et suivi la mobilisation de 1850¹, se prépare tranquillement depuis quelque temps à une mobilisation de son armée, arme de plus en plus son infanterie avec le fusil à aiguille, et vient de fournir des canons de 12 livres à toute son artillerie à pied, tandis que ses forteresses sur le Rhin sont mises sur le pied de guerre. Elle a donné l'ordre à trois *corps d'armée* de se tenir prêts pour les hostilités. En même temps, son action au sein de la commission militaire fédérale de Francfort est une preuve évidente qu'elle est assez bien consciente des dangers que lui fait courir la politique de Louis Napoléon. Et si son gouvernement hésite encore, l'opinion publique, elle, est sur le qui-vive. Il n'y a pas de doute que Louis Napoléon trouvera l'Allemagne plus unanimement et plus vigoureusement opposée à la France qu'elle ne l'a jamais été à aucune période antérieure; et cela à un moment où l'inimitié entre les Allemands et les Français est moins grande que jamais.

¹ En novembre 1850, la Prusse déclare la mobilisation générale en raison de l'aggravation des relations austro-prussiennes provoquée par la lutte pour la maîtrise de l'Allemagne. La mobilisation avait révélé de graves lacunes dans le système militaire prussien et un équipement insuffisant de l'armée; cela avait amené le gouvernement à prendre des mesures énergiques pour éliminer ces lacunes.

1.19. Fr. Engels, *Les perspectives de guerre*

*New-York Daily Tribune*¹
du 12.05.1859

Dans sa lettre à Engels du 6 mai 59, Marx informe son ami qu'il a pris l'initiative de modifier le préambule de cet article : « A propos, *lui écrit-il*. Dans ton article de vendredi dernier, j'ai supprimé tout le début, premièrement parce que j'avais certains doutes vis-à-vis des Autrichiens; deuxièmement parce que nous ne devons en aucun cas identifier notre cause avec celle des gouvernements allemands actuels². ».

Nous n'avons pas jugé nécessaire de répondre aux diverses critiques faciles formulées au cours des deux derniers mois³, chaque fois que nous avons entrepris de discuter des ressources et des conditions stratégiques du déclenchement de la grande et sanglante guerre dans laquelle l'Europe est maintenant engagée. Nous avons maintenant, cependant, dans les amples détails qui remplissent aujourd'hui nos pages – et qui donnent un tableau impressionnant des premières scènes de ce drame terrible et poignant – une confirmation de nos vues si complète et si minutieuse même, et en même temps si certaine d'intéresser le public, que nous sommes en droit d'attirer l'attention sur le sujet.

Il y a deux bons mois, nous avons indiqué que l'offensive était la véritable méthode de défense de l'Autriche. Nous avons déclaré que les Autrichiens, qui tiennent leur armée italienne bien concentrée près de la position défensive piémontaise, et parfaitement prête et équipée pour l'action, commettraient une grande erreur s'ils ne profitaient pas de cette supériorité momentanée sur leurs ennemis encore dispersés en entrant immédiatement dans le territoire sarde, en battant d'abord l'armée sarde, et en marchant ensuite contre les Français, qui doivent passer les Alpes en plusieurs colonnes, et courir ainsi le risque d'être battus les uns après les autres. Cette conclusion de notre part a suscité un grand nombre d'avis contraires de la part de divers critiques plus ou moins éminents et plus ou moins stratèges; mais nous avons vu notre jugement confirmé par celui de tous les militaires qui ont écrit sur la question; et enfin il s'avère être celui des généraux autrichiens. Voilà pour ce point.

La guerre étant ainsi commencée, quelles sont les forces respectives des parties et leurs chances de succès ?

Les Autrichiens ont en Italie cinq corps d'armée – les 2e, 3e, 5e, 7e et 8e – composés d'au moins 26 régiments d'infanterie, de cinq bataillons chacun (dont un bataillon de grenadiers), et de 26 bataillons légers – en tout 156 bataillons, soit 192.000 hommes. Avec la cavalerie, l'artillerie, le génie et les troupes de garnison, leur effectif s'élève, selon l'estimation la plus basse, à 216.000 hommes. Nous ne savons pas jusqu'à quel point ce nombre a été dépassé par

¹ L'article a été publié comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 299-302.

² C5, p. 316.

³ Marx avait écrit à Engels, le 19 avril 1859, que le *New-York Daily Tribune* du 5 avril 59 avait imprimé des commentaires critiques d'un lecteur sur ses articles. (C5, p. 301) L'auteur de ces commentaires, le colonel hongrois Sandor Asboth, dans une lettre signée "Asbouth", y faisait référence à sa première lettre concernant l'article d'Engels du 4 mars 59 « L'hégémonie autrichienne sur l'Italie ». Cette première lettre, signée "A", avait été publiée dans le *Tribune* du 11 mars 1859. La deuxième lettre reprenait en grande partie les arguments de la première. L'auteur considérait que l'évaluation des possibilités de l'Autriche dans la guerre imminente donnée par Engels dans ses deux articles était insuffisamment approfondie et donc exagérée.

l'envoi en Italie de nouveaux régiments frontaliers et de réservistes. Il ne fait guère de doute qu'il a été dépassé, mais prenons l'estimation la plus basse de 216.000 hommes. Sur ce nombre, 56.000 hommes seront parfaitement suffisants pour tenir toutes les forteresses, tous les forts et tous les camps retranchés que les Autrichiens veulent tenir en Lombardie; mais prenons le chiffre le plus élevé possible, et disons 66.000 hommes. Cela laissera 150.000 hommes pour l'invasion du Piémont. Les télégrammes donnent la force de l'armée d'invasion autrichienne à 120.000; mais on ne peut évidemment pas se fier à ces rapports. Mais, pour ne pas nous tromper, nous supposerons que les Autrichiens ne disposent pas de plus de 120.000 hommes prêts à partir en campagne. Comment les forces françaises et piémontaises seront-elles déployées pour faire face à cette armée compacte ?

L'armée piémontaise est concentrée entre Alessandria et Casale, dans une position que nous avons décrite il y a quelques semaines. Elle compte cinq divisions d'infanterie et une de cavalerie, soit 45.000 hommes d'infanterie de ligne, y compris les réserves, 6.000 tirailleurs et environ 9.000 cavaliers et artilleurs, soit un total de 60.000 hommes, le maximum que le Piémont puisse jeter sur le champ de bataille. Les 15.000 hommes restants sont nécessaires pour les garnisons. Les volontaires italiens ne sont pas encore prêts à affronter un ennemi en rase campagne. Comme nous l'avons dit, la position piémontaise ne peut pas être stratégiquement contournée vers le sud - elle peut être contournée, cependant, vers le nord; et ici, elle est couverte par la ligne de la Sesia, qui rejoint le Pô à environ quatre miles à l'est de Casale, et que les Sardes, si nous devons nous fier aux dépêches télégraphiques, ont l'intention de tenir.

Il serait parfaitement ridicule que 60.000 hommes acceptent une bataille décisive dans cette position, s'ils sont attaqués par une force deux fois supérieure. Selon toute probabilité, une certaine résistance sera opposée sur cette rivière - suffisamment pour obliger les Autrichiens à montrer toute leur force - puis les Sardes se replieront derrière Casale et le Pô, laissant ouverte la route directe vers Turin. Cela a pu se produire le 29 ou le 30 avril, en supposant que la diplomatie anglaise n'ait pas provoqué un nouveau retard dans les opérations militaires. Le jour suivant, les Autrichiens tenteraient le passage du Pô, et, s'ils réussissaient, ils feraient traverser la plaine aux Sardes jusqu'à Alessandria. Là, ils pourraient les laisser pendant un certain temps; si nécessaire, la colonne autrichienne, débouchant au sud du Pô depuis Plaisance, pourrait détruire la ligne de chemin de fer entre Gênes et Alessandria, et attaquer tout corps français marchant de l'une vers l'autre place.

Mais que croyons-nous que les Français fassent pendant ce temps ? Eh bien, ils descendent, en toute hâte, vers le futur théâtre de la guerre, la vallée du haut Pô. Lorsque la nouvelle de l'ultimatum autrichien est parvenue à Paris, les forces destinées à l'armée des Alpes ne dépassaient guère quatre divisions d'infanterie autour de Lyon, et trois autres soit dans le sud de la France et en Corse, soit en voie de concentration. Une autre division était sur la route en provenance de l'Afrique. Ces huit divisions devaient former quatre corps; comme première réserve, on disposait des divisions des troupes de ligne à Paris, et, comme seconde réserve, les gardes. Cela donnerait, en tout, douze divisions de ligne et deux des Gardes, soit sept corps d'armée. Les douze divisions de ligne, avant l'arrivée de leurs hommes en permission, compteraient environ 10.000 hommes chacune, 120.000 en tout, soit avec la cavalerie et l'artillerie 135.000, et les Gardes 30.000, soit un grand total de 165.000 hommes. Avec les hommes rappelés de permission, l'ensemble de cette armée atteindrait 200.000 hommes. Jusque-là, tout va bien; c'est une excellente armée, assez nombreuse pour conquérir un pays deux fois plus grand que l'Italie. Mais où peuvent-ils être vers le 1er mai, date à laquelle ils sont attendus dans les plaines du Piémont ? Eh bien, le corps de McMahon a été envoyé, vers le 23 ou le 24, à Gênes; n'ayant pas été concentré auparavant, il ne pourra pas quitter Gênes avant le 30; le corps de Baraguay d'Hilliers est en

Provence, et devait s'avancer, selon certains, par Nice et le col de Tende; selon d'autres, il devait s'embarquer sur un navire, et faire un débarquement sur la côté méditerranéenne. Le corps de Canrobert devait entrer dans le Piémont par le Mont Cenis et le Mont Genève, et toutes les autres troupes devaient suivre à mesure qu'elles arriveraient par les mêmes routes.

Or, il est certain qu'aucune troupe française n'a mis le pied sur le territoire sarde avant le 26; il est certain que les trois divisions de l'armée de Paris étaient encore à Paris le 24, dont l'une ne partit que ce jour-là en chemin de fer pour Lyon; et que la Garde ne devait pas commencer sa marche avant le 27. Ainsi, en supposant que toutes les autres troupes énumérées ci-dessus aient été concentrées sur la frontière et prêtes à la marche, nous avons huit divisions d'infanterie, soit 80.000 hommes. De ce nombre, 20.000 vont à Gênes; 20.000 sous Baraguay, s'ils vont dans le Piémont, passent par le col de Tenda. Il reste 40.000 hommes sous Canrobert et Niel pour passer par le Mont Cenis et le Mont Genève. Ce sera tout ce que Louis Napoléon pourra rendre disponible au moment où son concours sera le plus nécessaire, c'est-à-dire au moment où les Autrichiens seront peut-être à Turin. Et tout cela, observons-le en passant, est parfaitement conforme aux indications que nous avons données à ce sujet il y a plusieurs semaines. Mais avec tous les chemins de fer du monde, Louis Napoléon ne peut pas faire descendre ses quatre divisions restantes de l'armée de Paris à temps pour prendre part aux premiers engagements, à moins qu'il ne permette aux Autrichiens de faire ce qu'ils veulent avec les Piémontais pendant une quinzaine de jours; et même alors, avec huit divisions sur deux cols de montagne, et l'ennemi sur leur point de jonction en nombre au moins égal, il n'a qu'une faible chance. Mais un homme dans sa position ne peut pas, pour des raisons politiques, permettre que le Piémont soit envahi par l'ennemi pendant quinze jours, et il devra donc accepter une bataille dès que les Autrichiens la lui proposeront; et cette bataille, il devra la livrer dans des circonstances désavantageuses. Plus vite les Français passeront les Alpes, mieux ce sera pour les Autrichiens.

1.20. K. Marx, *La panique financière*

New-York Daily Tribune¹
du 12.05.1859

Hier, jour de règlement des actions étrangères, la panique à la Bourse, qui avait commencé le 23 avril, a atteint une sorte de paroxysme. Pas moins de vingt-huit faillites de membres de la Bourse ont été déclarées depuis lundi dernier, dont dix-huit le 28 mars. Les sommes en jeu, atteignant dans un cas le montant de 100.000 £, dépassent de loin la moyenne habituelle de telles « exécutions ». L'augmentation simultanée du taux d'escompte par les directeurs de la Banque de 2 ½ pour cent auquel il a été fixé le 9 décembre 1858 à 3 ½ pour cent, une augmentation résultant du flux de lingots d'or suite à l'achat d'argent pour l'expédition aux Indes, a contribué dans une légère mesure à augmenter la perturbation. Les Consols à trois pour cent², cotés le 2 avril à 96 ¼, étaient tombés le 28 avril à 89, et pendant quelques heures même à 88 ¼. Les actions russes à 4 ½ pour cent, cotées le 2 avril à 100, sont tombées le 28 à 87. Pendant le même intervalle, les actions sardes sont passées de 81 à 65, tandis que l'emprunt turc à 6 pour cent a baissé de 93 ½ à 57, point à partir duquel il est remonté à 61 une heure plus tard. L'action autrichienne à 5 pour cent a été cotée jusqu'à 49. Les principales circonstances qui ont créé cette énorme dépréciation des actions nationales et étrangères, accompagnée d'une chute similaire des actions des chemins de fer, en particulier des chemins de fer italiens, ont été la nouvelle de l'invasion de la Sardaigne par les Autrichiens, l'avancée d'une armée française dans le Piémont, et les traités offensifs et défensifs conclus entre la France, la Russie et le Danemark³.

Il est vrai qu'au cours de la journée, le télégraphe a transmis un démenti, de la part du *Constitutionnel*, du traité offensif et défensif de la France et de la Russie⁴.

Pourtant, crédule et optimiste comme l'est certainement l'esprit de la Bourse, celle-ci a osé pour une fois mettre en doute la véracité des déclarations semi-officielles françaises. Elle n'avait pas encore réussi à oublier qu'il y a à peine une semaine, le *Moniteur* avait pris sur lui de nier que la France s'armait ou avait l'intention de s'armer⁵. De plus, tout en niant le traité, l'oracle français avouait qu'une « entente » avait été établie entre l'Autocrate de l'Est et l'Autocrate de l'Ouest, de sorte que le démenti, dans le meilleur des cas, tournait à l'ergotage. Avec la faillite des boursicoteurs britanniques, s'est effondré en même temps le prêt russe de 12 millions de livres sterling qui, sans la résolution soudaine de l'Autriche⁶, aurait été avalé par Lombard Street. M. Simpson, le rédacteur d'articles financiers pour le *London Times*, fait ces remarques curieuses sur l'éclatement de cette bulle d'emprunt⁷ :

¹ L'article a été écrit par Marx le 29 avril 1859. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 303-306.

² Consols est l'abréviation de *consolidated annuities*, c'est-à-dire des titres d'État consolidés en 1751 en une seule action à trois pour cent. Jusqu'à la première guerre mondiale, ils constituaient une grande partie de la dette nationale britannique.

³ Il s'agit du traité secret de Paris du 3 mars 1859 conclu entre la France et la Russie. La Russie s'engageait à adopter une « position politique et militaire qui prouve le plus facilement sa neutralité favorable envers la France » (article I) et à ne pas s'opposer à l'élargissement du royaume de Sardaigne en cas de guerre entre la France et la Sardaigne, d'une part, et l'Autriche, d'autre part. Des informations sur ce traité secret avaient filtré dans la presse, mais le ministre russe des Affaires étrangères Gorchakov avait officiellement nié l'existence de toute obligation écrite envers la France. Comme cela a été prouvé plus tard, le Danemark n'a pas pris part aux négociations.

⁴ En référence à l'article de Louis Boniface dans *Le Constitutionnel* du 29 avril 1859.

⁵ En référence au *Moniteur universel* du 19 avril 1859.

⁶ Il s'agit de l'ultimatum autrichien à la Sardaigne du 23 avril 1859 qui marque le début de la guerre de 1859 entre la France et la Sardaigne, d'une part, et l'Autriche, d'autre part.

⁷ En référence au *Times* du 29 avril 59.

« Un des points particulièrement dignes d'attention dans l'état actuel des choses est que le public s'est dérobé au projet de prêt à la Russie. Bien que les desseins de cette puissance aient été transparents depuis la fin prématurée de la guerre de Crimée, grâce à l'influence de notre « allié » et à la rencontre qui a suivi des empereurs à Stuttgart¹, il était certain qu'aucun avertissement dépourvu de démonstration irréfutable ne pourrait l'empêcher d'obtenir la somme désirée, si l'on pouvait trouver une maison de standing disposée à entreprendre la transaction. En conséquence, lorsque le projet d'obtenir 12.000.000 de livres sterling a été présenté il y a un mois ou deux, toutes les parties intéressées ont exprimé leur joie et leur confiance. Les capitalistes anglais pouvaient se faire plaisir ! Seule une part très modérée leur serait accordée ! Les gens de Berlin et d'ailleurs étaient impatients de l'obtenir à un ou deux pour cent au-dessus du prix auquel il serait offert sur le marché de Londres. Dans de telles circonstances, il y avait peu d'espoir qu'un mot de prudence soit entendu. Il est vrai que ni MM. Baring ni Rothschild, qui sont habituellement assez désireux de se faire concurrence dans de telles affaires, n'avaient montré la moindre volonté d'y toucher. Des rapports faisaient également état d'une mystérieuse concentration de 100.000 soldats russes en Géorgie. De même, l'ambassadeur russe à Vienne² aurait fait remarquer ouvertement que l'empereur Napoléon avait tout à fait raison d'exiger une révision des traités de 1815 ; et, enfin, les récents artifices pour annuler le traité de Paris, en ce qui concerne les principautés danubiennes³, la tournée du grand duc Constantin en Méditerranée, et l'adroit mouvement pour contrecarrer la mission pacifique de Lord Cowley⁴, auraient pu être considérés comme suffisants pour provoquer une hésitation. Mais rien ne peut influencer un investisseur anglais optimiste, penché sur ce qu'il croit être une action qui lui rapportera 5 pour cent, et il n'y a pas de mesure à son mépris pour les alarmistes. Les espoirs des contractants restèrent donc intacts, et ce n'est en fait qu'un jour ou deux avant l'annonce de l'ultimatum autrichien que les dernières délibérations eurent lieu, afin d'avoir tout en main pour présenter cette proposition sans attendre. Dès la réception des assurances tranquillissantes dans le *Moniteur* français, pour appuyer celles qui avaient déjà été fournies par les autorités autrichiennes que la France n'avait pas armé et n'avait pas l'intention d'armer, toute l'affaire devait se révéler un grand succès.

Le mouvement « criminel » de l'Autriche, cependant, en n'attendant pas que ses adversaires aient obtenu tout ce qu'ils demandaient, a gâché la procédure, et les 12.000.000 de livres sterling devront maintenant être gardées à la maison. »

A Paris, bien sûr, la panique du marché monétaire, et les faillites qui en découlent, laissent les troubles de Londres loin derrière dans la course ; mais Louis Napoléon, qui vient de se faire voter un nouvel emprunt de 500.000.000 de francs⁵ par ses laquais du Corps Législatif, a rigoureusement interdit à la presse publique de prêter

¹ La rencontre de Stuttgart entre les empereurs Alexandre II et Napoléon III a lieu le 25 septembre 1857. Elle était un signe de rapprochement entre la France et la Russie après la guerre de Crimée.

² Viktor Petrovich Balabine, qui fut ambassadeur de Russie à Vienne de 1858 à 1864.

³ En vertu du traité de Paris de mars 1856, l'autonomie des principautés danubiennes au sein de l'Empire ottoman est garantie par les pays qui ont participé au congrès de Paris de 1856. L'Autriche, qui avait occupé les principautés en 1854, devait en retirer ses troupes. En 1858, une conférence spéciale fut convoquée à Paris pour décider définitivement du statut et des droits des principautés danubiennes.

⁴ À la mi-février 1859, le gouvernement britannique de Derby proposa de servir de médiateur dans le règlement du conflit franco-autrichien. Dans ce but, Lord Cowley fut envoyé, avec le consentement de Napoléon III, à Vienne à la fin du mois de février pour des entretiens avec l'empereur François-Joseph d'Autriche. Sa mission avait cependant échoué.

⁵ Ce prêt était destiné à renforcer les contingents militaires. Pour la discussion de la question au Corps Législatif, lors de sa séance du 26 avril 59, voir *Le Moniteur universel* du 27 avril 1859, le président terminant son discours par cette déclaration solennelle : « Une fois la lutte engagée, tous les intérêts matériels se rangent pour faire place au patriotisme – toutes les inquiétudes se taisent pour mieux nous laisser entendre la voix de l'honneur national. Ne regardons plus en arrière, c'est devant nous qu'est le drapeau de la France. ».

attention à ces accidents fâcheux. Pourtant, on peut arriver à une juste appréciation de l'état actuel des choses en parcourant le tableau suivant, que j'ai extrait des cotations officielles¹ :

	24 mars	7 avril	28 avril
Trois pour cent	69 20	67 95	62 00
Banque de France, actions	2.865 00	2.840 00	2.500 00
Crédit Mobilier	805 00	707 50	530/542 00
Orléans	1.368 00	1.257 50	1.150 00
Nord	940 00	915 00	835 00
Est	682 00	627 50	550 00
Méditerranée	850 00	830 00	752 00
Sud	523 00	503 75	412 50
Occident	600 00	537 50	485 00
Genève	540 00	520 00	445 00
Autrichien	560 00	536 25	406 25
Victor Emmanuel	400 00	390 00	315 00
Lombardie-Vénétie	527 50	512 50	420 00

L'esprit monétaire de l'Angleterre est en ce moment animé d'une colère excessive contre le gouvernement britannique, qu'il accuse d'être devenu la risée de l'Europe diplomatique et, qui plus est, d'avoir induit en erreur le monde commercial par son aveuglement délibéré et sa mauvaise compréhension. En fait, Lord Derby s'est permis, tout au long de ces simulacres de négociations, d'être le souffre-douleur de la France et de la Russie. Non content de ses précédentes gaffes ininterrompues, il est retombé dans le même piège à l'arrivée de la nouvelle de l'ultimatum autrichien, qu'il a qualifié de « criminel » lors du dîner à la Mansion, n'ayant, même alors, pas encore pris conscience du traité russo-français².

Sa dernière offre de médiation, que l'Autriche ne pouvait qu'accepter, n'était qu'une simple ruse électorale, qui ne pouvait avoir pour résultat que de donner à Bonaparte quarante-huit heures de plus pour la concentration de ses troupes et de paralyser les inévitables opérations de l'Autriche. Tel est la perspicacité de la diplomatie de cette aristocratie orgueilleuse qui prétend s'opposer au projet de réforme populaire parce qu'il pourrait éventuellement arracher la gestion des affaires étrangères des mains habiles des politiciens héréditaires. En conclusion, permettez-moi de remarquer que les insurrections en Toscane et dans les Duchés³ n'étaient que ce que l'Autriche voulait pour lui donner un prétexte pour les occuper.

¹ Ce tableau a été établi par Marx sur la base des données contenues dans *Le Moniteur universel* des 25 mars, 8 et 29 avril 1859.

² Discours de Lord Derby lors d'un dîner à la Mansion-House, le 25 avril 1859 (*The Times* du 26 avril 1859). La Mansion-House était la résidence officielle du maire de Londres.

³ Au printemps et à l'été 1859, des insurrections populaires éclatent en Toscane, à Modène et à Parme. Les membres des dynasties régnantes fuient leurs duchés pour se mettre sous la protection de l'armée autrichienne. Les assemblées nationales créées à la suite de ces insurrections déclarent que la population des duchés souhaite être incorporée au Piémont. Cette question sera réglée en mars 1860 par un plébiscite.

1.21. K. Marx, *De belles déclarations*

*New-York Daily Tribune*¹
du 18.05.1859

Le 3 mai 1859, Napoléon a fait afficher dans les rues de Paris une proclamation au peuple français qui annonce l'entrée en guerre de la France aux côtés du Piémont.

Voici le document :

« Français ! L'Autriche, en faisant entrer son armée sur le territoire du Roi de Sardaigne, notre allié, nous déclare la guerre ! Elle viole ainsi les traités, la justice, et menace nos frontières. Toutes les grandes puissances ont protesté contre cette agression. La Piémont ayant accepté les conditions qui devaient assurer la paix, on se demande quelle peut être la raison de cette invasion soudaine : c'est que l'Autriche a amené les choses à cette extrémité, qu'il faut qu'elle domine jusqu'aux Alpes ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique; car, dans ce pays, tout coin de terre demeuré indépendant est un danger pour son pouvoir.

Jusqu'ici la modération a été la règle de ma conduite. Maintenant l'énergie devient mon premier devoir.

Que la France s'arme et dise résolument à l'Europe : Je ne veux pas de conquête, mais je veux maintenir sans faiblesse ma politique nationale et traditionnelle; j'observe les traités, à condition qu'on ne les violera pas contre moi; je respecte le territoire et les droits de puissances neutres, mais j'avoue hautement ma sympathie pour un peuple dont l'histoire se confond avec la nôtre et qui gémit sous l'oppression étrangère.

La France a montré sa haine contre l'anarchie ; elle a voulu me donner un pouvoir assez fort pour réduire à l'impuissance les fauteurs de désordre et les hommes incorrigibles de ces anciens partis qu'on voit sans cesse pactiser avec nos ennemis; mais elle n'a pas pour cela abdiqué son rôle civilisateur. Ses alliés naturels ont toujours été ceux qui veulent l'amélioration de l'humanité, et quand elle tire l'épée, ce ne point pour dominer, mais pour affranchir.

Le but de cette guerre est donc de rendre l'Italie à elle-même, et non de la faire changer de maître, et nous aurons à nos frontières un peuple ami, qui nous devra son indépendance.

Nous n'allons en Italie fomenter le désordre ni ébranler le pouvoir du Saint-Père, que nous avons replacé sur son trône, mais le soustraire à cette pression étrangère qui s'appesantit sur toute la Péninsule, contribuer à y fonder l'ordre sur des intérêts légitimes satisfaits.

Nous allons enfin sur cette terre classique illustrée par tant de victoires, retrouver les traces de nos pères; Dieu fasse que nous soyons dignes d'eux !

Je vais bientôt me mettre à la tête de l'armée. Je laisse en France l'Impératrice et mon Fils. Secondée par l'expérience et les lumières du dernier frère de l'Empereur, Elle saura se montrer à la hauteur de sa mission.

Je les confie à la valeur de l'armée qui reste en France pour veiller sur nos frontières, comme pour protéger le foyer domestique; je les confie au patriotisme de la Garde nationale; je les confie enfin au peuple tout entier, qui les entourera de cet amour et de ce dévouement dont je reçois chaque jour tant de preuves.

Courage donc et union ! Notre pays va encore montrer au monde qu'il n'a pas dégénéré. La Providence bénira nos efforts; car elle est sainte aux yeux de Dieu la cause qui s'appuie sur la justice, l'humanité, l'amour de la Patrie et de l'Indépendance² ! »

*

¹ L'article a été écrit vers le 6 mai 1859. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 307-309.

² Notre source : la *Collection complète des Lois, Décrets, Ordonnances, Règlements et Avis du Conseil d'Etat*, tome cinquante-neuvième, Année 1859, pp. 94-95 (en ligne sur Gallica). Le texte a bien sûr paru en première page de l'édition du 4 mai 1859 du *Moniteur universel*.

La circulaire de Louis Napoléon du 27 avril, adressée, par ses représentants diplomatiques, aux gouvernements d'Europe¹, ainsi que son adresse du 3 mai à son Corps Législatif montrent que l'Empereur est pleinement conscient des soupçons si généralement entretenus quant aux motifs et aux objets véritables de son intervention dans les affaires d'Italie et qu'il est extrêmement désireux de les dissiper. Dans cette circulaire, il s'efforce de faire comprendre que, dans le cadre de cette intervention, il n'a jamais agi que de concert avec l'Angleterre, la Prusse et la Russie qu'il représente toutes comme également mécontentes comme il l'est lui-même de l'état des affaires italiennes, également convaincues des dangers découlant du mécontentement et de l'agitation clandestine qui y règnent, et également désireuses de prévenir, par une prudente précaution, une crise inévitable. Mais lorsqu'il se réfère, pour preuve, à la mission de Lord Cowley à Vienne², à la proposition russe d'un Congrès et à l'appui donné par la Prusse à ces démarches, il semble oublier qu'au lieu d'avoir l'Italie pour objet principal, ce que ces mesures visaient et ce qui en était à l'origine, c'était la menace de rupture entre l'Autriche et la France en comparaison de laquelle le mécontentement et l'agitation italiens étaient insignifiants.

Ce n'est que le développement soudain d'un intérêt particulier de la part de Napoléon pour les affaires italiennes qui a donné à la question italienne une importance pressante aux yeux des autres puissances européennes. Bien que l'Autriche ait été la première à déclencher les hostilités, il n'en reste pas moins que sans les encouragements de Napoléon à la Sardaigne, auxquels ni la Prusse ni l'Angleterre n'ont participé, et les mesures prises par elle en conséquence, il n'y a aucune raison de supposer que les hostilités auraient commencé. C'est un fait indéniable que la France, loin de se contenter d'offrir sa coopération pour régler à l'amiable, conjointement avec les autres puissances, les questions en litige entre l'Autriche et la Sardaigne, s'est rendue substantiellement partie prenante à cette querelle et que ce n'est qu'alors que les autres puissances se sont senties appelées à s'y intéresser profondément, et ce, non pas comme une question italienne mais comme une question européenne.

La circonstance même que la France se sente seule appelée à protéger la Sardaigne contre une attaque autrichienne contredit la position que l'on a tenté d'établir, à savoir que sur cette question des affaires italiennes, la France n'a agi qu'en coopération avec les autres puissances. Tant dans cette dépêche que dans son discours au Corps législatif, l'Empereur des Français rejette avec le plus grand sérieux toute ambition personnelle, tout désir de conquête, toute volonté d'établir une influence française en Italie. Il veut faire croire qu'il se consacre exclusivement à l'établissement de l'indépendance italienne, et au rétablissement de cet équilibre des forces troublé par la prépondérance de l'Autriche. Ceux qui se souviennent des assurances que l'Empereur a données et des serments qu'il a prêtés en tant que Président de la République française ne seront guère enclins à accorder une confiance implicite à ses simples déclarations; et même ces tentatives de sa part pour apaiser les craintes et dissiper les soupçons de l'Europe contiennent des suggestions bien calculées pour avoir un effet contraire.

Que Louis Napoléon soit en ce moment sincèrement désireux d'empêcher toute interférence de la part de l'Angleterre et de l'Allemagne dans sa guerre contre l'Autriche, personne ne peut en douter; mais cela est très loin de prouver qu'il ne cherche pas plus loin qu'un simple règlement des affaires italiennes. A supposer qu'il vise la suprématie européenne, il préférerait, bien entendu, combattre les différentes puissances une à une. Il s'étonne de l'excitation qui

¹ *Le Moniteur universel* du 1^{er} mai 1859.

² À la mi-février 1859, le gouvernement britannique de Derby avait proposé de servir de médiateur dans le règlement du conflit franco-autrichien. Dans ce but, Lord Cowley fut envoyé, avec le consentement de Napoléon III, à Vienne, fin février, pour des entretiens avec l'empereur François-Joseph d'Autriche. Sa mission échoua cependant.

règne dans certains États allemands, bien que cette excitation provienne des mêmes raisons que celles qu'il évoque pour expliquer sa propre hâte à se précipiter au secours de la Sardaigne.

Si la France a une frontière commune avec la Sardaigne, si elle est liée à elle par de vieux souvenirs, par une origine commune et des alliances récentes, les relations de l'Allemagne avec l'Autriche sont les mêmes, et plus étroites encore; et, si Napoléon ne veut pas attendre de se trouver en face d'un fait accompli, à savoir le triomphe de l'Autriche sur la Sardaigne, les Allemands ne sont pas non plus enclins à attendre le fait accompli d'un triomphe de la France sur l'Autriche. Que Louis Napoléon envisage l'humiliation de l'Autriche, du moins pour ce qui est de son expulsion d'Italie, il ne le nie pas. Il est vrai qu'il se défend de toute intention de s'appropriier du territoire en l'Italie ou d'y gagner de l'influence, et qu'il prétend que l'objet de la guerre est de rendre l'Italie à elle-même, et non de lui imposer un changement de maître. Mais supposons que les gouvernements italiens, dont on se propose ainsi de défendre l'indépendance, comme ici vis-à-vis de l'Autriche, se trouvent préoccupés, comme il est probable qu'ils le seront, par ceux que Louis Napoléon appelle « les fauteurs de désordre et les membres incorrigibles des anciennes factions ». Que se passera-t-il alors ?

« La France », dit Louis Napoléon, « a montré sa haine de l'anarchie. »

C'est à cette même haine de l'anarchie qu'il affirme devoir son pouvoir actuel. C'est dans cette haine de l'anarchie qu'il a trouvé sa justification pour dissoudre la Chambre républicaine, rompre ses propres serments, renverser le gouvernement républicain par la force militaire, écraser toute liberté de la presse et exiler ou expédier à Cayenne tous les opposants à sa seule dictature. La répression de l'anarchie ne pourrait-elle pas servir ses intérêts tout aussi bien en Italie ? Si « la répression des fauteurs de désordre et des membres incorrigibles des anciennes factions » a justifié la destruction de la liberté française, ne pourrait-elle pas fournir un prétexte tout aussi juste au renversement de l'indépendance italienne ?

1.22. K. Marx, *L'Autriche, la Prusse et l'Allemagne dans la guerre*

*New-York Daily Tribune*¹
du 27.05.1859

L'impatience et le désappointement du public viennois devant la lenteur avec laquelle la guerre, apparemment commencée de manière si audacieuse, se traîne, ont incité le gouvernement à placarder sur tous les murs de la capitale l'affiche suivante :

« La probabilité que toutes les nouvelles publiées dans les journaux autrichiens au sujet des mouvements de l'armée impériale soient connues dans quelques heures par l'ennemi et lui permettent de les exploiter à son profit, nous impose le devoir d'observer la plus grande prudence dans toutes ces communications au public. Selon les dernières nouvelles, l'armée impériale a pris une position entre le Pô et la Sesia, qui peut servir de base à des mouvements offensifs. Elle possède tous les cols sur la Sesia, et bien que la crue continue du Pô empêche tout mouvement décisif vers la rive droite du fleuve, le terrain entre Ponte Curone et Voghera reste occupé par d'importants détachements de l'armée; en même temps, le pont de chemin de fer près de Valenza a été démoli par nous². ».

Le gouvernement observe, bien sûr, avec une certaine consternation, les mouvements dans les petits Etats italiens. L'état suivant de leurs forces militaires a été imprimé par le War Office :

Toscane - Quatre régiments d'infanterie de ligne - chaque régiment étant composé de deux bataillons, chaque bataillon de six compagnies, 6.833 hommes; un bataillon de fusiliers, six compagnies, 780 hommes; un bataillon de fusiliers insulaires, 780 hommes; des bataillons de Chasseurs volontaires, 2.115 hommes; un bataillon de vétérans, 320 hommes; une division pénale, 150 hommes; deux escadrons de dragons, 360 chevaux; un régiment d'artillerie, 8 batteries de six pièces chacune; un bataillon d'artillerie côtière, 2.218 hommes; un régiment de gendarmes, 1.800 hommes. Cela donne, avec les états-majors respectifs, les troupes de génie, les unités navales, etc. 15.769 hommes.

Parme - Gardes du corps, hallebardiers, guides, 179 hommes; deux bataillons de ligne, un bataillon de Chasseurs, 3.254 hommes; une compagnie d'artillerie, 84 hommes; troupes de génie, 14 hommes; gendarmes, quatre compagnies, 417 hommes; avec les états-majors, commandants, écoles, compagnies d'ouvriers, 4.294 hommes.

Modène - Quatre régiments de ligne, chacun d'un bataillon seulement, 4.880 hommes; une compagnie de Chasseurs, 120 hommes; trois compagnies de dragons, 300 hommes; une batterie de campagne, avec six pièces, 150 hommes; une batterie côtière, avec 12 pièces, 250 hommes; une compagnie d'ouvriers, 130 hommes; une compagnie de pionniers, 200 hommes; en plus de quelques vétérans, hallebardiers, etc., en tout 7.594 hommes.

San Marino - La petite République compte 800 hommes.

Rome - Deux régiments d'infanterie suisse (le troisième régiment est en cours de formation), 1.862 hommes; deux régiments italiens, de force égale; deux bataillons sédentaires (une curieuse sorte de guerriers), 1.200 hommes; un régiment de dragons, 670 hommes et chevaux; un régiment d'artillerie, avec sept batteries et

¹ L'article est daté par Marx (de Vienne !) du 10 mai 1859. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 310-314.

² Le texte de l'affiche a été publié dans *l'Allgemeine Zeitung* du 13 mai 1859.

quatre pièces, 802 hommes; gendarmes, 4.323 hommes, avec états-majors, troupes de génie, etc., 15.255 hommes.

Naples et Sicile - 4 régiments suisses, 2 régiments de grenadiers de la garde napolitaine, 6 régiments de grenadiers, 13 régiments d'infanterie, 1 régiment de carabiniers, avec les compagnies de dépôt, formant en tout 57.096 hommes; 12 bataillons de Chasseurs, 14.976, et avec les compagnies de dépôt, 16.740; 9 régiments de cavalerie, 2 régiments de dragons lourds, 3 régiments de dragons, 1 régiment de carabiniers, 2 régiments de lanciers, 1 régiment de Chasseurs à cheval - 8.415 hommes et chevaux; deux régiments d'artillerie, comprenant chacun 2 bataillons de campagne et 1 bataillon de siège, ou 16 batteries de campagne, avec 128 pièces, et 12 compagnies de siège - en tout, train compris, 52.000 hommes. Si l'on ajoute les hallebardiers, les ingénieurs, les guides, les gardes du corps, etc., on obtient une force globale de 130.307 hommes.

La flotte napolitaine se compose de deux vaisseaux de ligne, avec 80 et 84 canons; cinquante frégates à voile, douze frégates à vapeur, chacune avec 10 canons; deux corvettes à voile, quatre corvettes à vapeur, deux goélettes à voile, onze petits navires à vapeur, dix bateaux mortiers et dix-huit bateaux canons.

Les événements de Toscane ont été, en fait, plus ou moins prévus par le gouvernement autrichien, et on peut dire, dans une certaine mesure, qu'ils sont entrés dans ses calculs; mais ce qui le remplit d'une réelle appréhension, c'est l'attitude froide, vacillante et tout sauf amicale adoptée par le gouvernement prussien.

Le gouvernement prussien s'arme parce que la clameur publique l'y oblige, mais en même temps il paralyse, pour ainsi dire, ses armements par ses démarches diplomatiques. Vous savez que le ministre prussien actuel, et surtout von Schleinitz, le ministre des Affaires étrangères, appartient à ce qu'on appelle en Allemagne le parti de Gotha¹, un parti qui se flatte de l'illusion que le naufrage de l'Autriche pourrait permettre à la Prusse de former une nouvelle Allemagne sous les auspices des Hohenzollern. Ce parti écoute avec une crédulité affectée la diplomatie bonapartiste qui lui assure que la guerre sera « localisée » en Italie, et que la formation d'un corps d'observation français à Nancy sous le commandement de Pélissier ne signifie rien d'autre qu'un peu de flatterie pour cet « illustre guerrier² ». Je ferai remarquer *en passant* que le même numéro du *Moniteur* qui contient cette confortable doctrine, publie un ordre impérial pour l'érection d'une statue de Humboldt à Paris³, une manœuvre qui montre en tout cas que Bonaparte ne trouve pas plus difficile d'acheter le parti de Gotha par des statues que d'acheter les zouaves français par des saucisses⁴.

¹ Le parti Gotha a été fondé en juin 1849 par des libéraux de droite, représentants de la grande bourgeoisie contre-révolutionnaire, qui avaient quitté l'Assemblée de Francfort après le refus du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV d'accepter la couronne impériale des mains de l'Assemblée nationale de Francfort et après la décision de la majorité de gauche de l'Assemblée de fonder une régence impériale. Ce parti, qui craignait la victoire de la révolution, se donnait pour mission d'unifier toute l'Allemagne sans l'Autriche sous la direction d'une Prusse Hohenzollern. Les leaders de ce parti étaient Dahlmann, Simson, Bassermann, Gagern, Brüggemann, Mathy et d'autres.

² Le *Moniteur universel* du 7 mai 59. On peut lire en première page de cette édition la note suivante : « On nous écrit d'Allemagne que le titre de commandant de l'armée d'observation donné au maréchal Pélissier a fait croire dans ce pays que le Gouvernement français allait réunir une armée sur le Rhin : or rien n'est moins exact. (...) Si l'Empereur a cru devoir donner à l'illustre maréchal le titre de commandant d'une armée d'observation, c'était pour indiquer que si nos frontières étaient menacées toutes les garnisons de l'Est formeraient une armée sous le commandement du maréchal. ».

³ Le *Moniteur universel* du 10 mai 59. La proposition d'ériger une statue en l'honneur d'Alexander von Humboldt dans les galeries du palais de Versailles a été faite par le ministre Achille Fould dans son rapport à l'Empereur du 9 mai 1859 : « Cet homme de génie, écrit-il, a passé au milieu de nous de nombreuses années, il a eu pour collaborateurs nos savants les plus célèbres; il a publié en français ses plus importants ouvrages. Il professait pour notre pays une sympathie et un attachement qui l'ont presque fait notre compatriote. ».

⁴ Le 10 octobre 1850, Louis Bonaparte, alors président de la République française, avait organisé une revue générale des troupes dans la plaine de Satory (près de Versailles). Au cours de cette revue, Bona-

Ce qui est sûr, c'est que le plénipotentiaire autrichien à la Diète allemande de Francfort¹ a proposé une motion demandant à la Confédération de déclarer si sa propre sécurité n'est pas mise en danger par la participation de Bonaparte à la lutte italienne; mais la Diète s'est jusqu'ici abstenue de répondre à la question en raison des intrigues prussiennes. La Prusse a peut-être raison de protester contre le fait d'être commandée par une majorité des petits *Landesväter* allemands, mais alors il était de son devoir de prendre l'initiative et de proposer elle-même les mesures indispensables à la défense de l'Allemagne. Jusqu'à présent, elle a suivi une voie tout à fait contraire. Le 29 avril, elle a adressé aux différents membres de la Confédération une circulaire² qui, d'une manière assez impérieuse, leur prêche la retenue et la prudence. En réponse à cette missive, les gouvernements de l'Allemagne du Sud ont, dans un langage très impressionnant, rappelé au cabinet de Berlin l'adage romain : « Caveant consules ne quid respublica detrimenti capiat³ ».

Ils ont déclaré que, selon leur conviction, le moment de grave danger pour la sécurité de l'Allemagne était déjà arrivé et que le temps de l'inaction était incontestablement révolu. Le ministère prussien trouve dans ses propres dominions des alliés très divers. Outre le parti de Gotha lui-même, il y a d'abord le parti russe, qui prêche la neutralité. Puis il y a le parti très influent, représenté par la *Gazette de Cologne*, des banquiers, des boursicoteurs et des hommes du *Crédit Mobilier*, qui par leurs intérêts matériels sont soumis au *Crédit Mobilier* de Paris, et par conséquent au bonapartisme.

Il y a, enfin, le parti pseudo-démocratique, qui affecte d'être exaspéré par la brutalité autrichienne, au point de découvrir du libéralisme chez le héros de décembre. Je puis affirmer que certains membres de ce dernier parti ont été positivement achetés par des napoléons d'or, et que le grand directeur de ce commerce de consciences réside en Suisse, étant lui-même non seulement un Allemand, mais un ancien membre de l'Assemblée nationale allemande de 1848, et un Radical immodéré⁴. Vous comprenez que, dans ces circonstances, toute manifestation d'anti-neutralité en Prusse est surveillée ici avec une grande attention et que l'on fait grand cas d'un bref manifeste de Herr Friedrich von Raumer, l'historien prussien des croisades, intitulé « Point de vue de la Prusse », qui combat ouvertement la théorie du parti de Gotha. D'après les extraits suivants, vous pouvez juger de la teneur des effusions de Raumer :

« Un certain parti a affirmé que la Prusse devrait conserver la plus grande indépendance et ne pas se laisser entraîner par les événements ou par une agitation impatiente, qui cherche à forcer la politique allemande à prendre une fausse direction et des mesures prématurées. Le gouvernement, disent-ils, devrait s'opposer à ces tendances avec une détermination de fer; et, l'une des grandes puissances allemandes étant absorbée par la guerre d'Italie, les autres puissances allemandes devraient se rallier à la Prusse comme centre naturel de la politique germanique.

Nous nous sentons incapables de nous soumettre à ces directives, sans en examiner la juste valeur. Tout d'abord, le discours sur l'indépendance la plus complète de la Prusse n'est qu'une exagération.

parte, qui préparait son coup d'État, régala les soldats et les officiers de saucisses afin de gagner leur soutien.

¹ Johann Bernhard Rechberg.

² Cette circulaire avait été publiée par la *Neue Preussische Zeitung* du 10 mai 1859.

³ Par la formule "Caveant consules ne quid respublica detrimenti capiat" (Que les consuls veillent à ce que l'État ne subisse aucun préjudice), le Sénat de la ville de Rome déclarait, au temps de la République, l'état d'urgence en cas de dangers extérieurs ou intérieurs (notamment les révoltes d'esclaves et les soulèvements populaires) et conférait aux consuls des pouvoirs dictatoriaux.

⁴ Il s'agit de Karl Vogt. Le 9 mai 59, participant à la tribune d'un meeting organisé par David Urquhart, Marx est approché par Karl Blind qui l'informe des menées bonapartistes de Karl Vogt dont la récente rencontre avec le prince Napoléon (Plon-Plon) s'est conclue, affirme-t-il, par un accord de propagande largement stipendié. Nous sommes, à cette date, au tout début de « l'affaire Vogt » qui va mobiliser l'énergie de Marx pendant de longs mois. Nous y reviendrons dans un prochain fascicule.

Elle a, au contraire, justement regardé autour d'elle, interpellé, émis des vœux, prévenu, recommandé; car, coincée entre quatre États puissants, elle ne peut, en fait, prétendre à une indépendance complète, mais doit tenir compte des actes de ses voisins, sans toutefois sacrifier sa véritable mission. La Prusse est entrée dans le rang des grandes puissances, non par la force de sa masse, mais par le mouvement de son esprit, de sa détermination et de son énergie. Si elle ne remplit pas ces conditions, elle sombrera, comme l'histoire l'a montré, dans des régions inférieures, pour être négligée, sinon dominée par d'autres puissances.

Pendant quatre mois, la diplomatie a fait tout ce qu'elle pouvait contre un adversaire comme Napoléon III, mais n'arrivant à rien, elle s'est montrée d'un insuccès total. N'est-il pas naturel, n'est-il pas louable que, instruits par l'expérience amère, et appréciant à leur juste valeur ce qu'exigent l'honneur, le devoir et l'intérêt de la conservation, les Allemands commencent à s'impatienter, et refusent d'encore prendre des nuages irréels pour des rochers solides ?

Comment est-il possible de s'accrocher immuablement à l'ancien point de vue, après que toutes les circonstances essentielles ont changé, et que les événements les plus graves ont eu raison de nous ? Puisque rien n'a été fait au point de vue de la médiation, n'est-il pas permis de douter qu'elle ait été juste au début, et que ce n'ait pas été la plus grande erreur de prendre entre la France et l'Autriche la même position que la Prusse pourrait occuper entre la France et la Turquie ? Cette prétendue impartialité, sans aucun penchant pour le côté allemand, n'a pas gagné les Français, mais dans toute l'Allemagne elle a diminué la confiance et éloigné l'esprit public de la Prusse.

Je répète que sans l'Allemagne, la Prusse ne peut être une grande puissance à long terme. La proposition et le conseil d'abandonner l'Autriche à son sort et de ne compter que sur la Prusse, signifient la ruine de l'Allemagne. A l'image de la légende de Médée, l'Allemagne, qui se sent enfin une unité indivisible, doit être coupée en morceaux et jetée dans le chaudron des sorcières, pleinement convaincue que les cuisiniers de la diplomatie se chargeront de la recomposer et de la rénover ! Nous ne connaissons rien de plus stupide, de plus antipatriotique, de plus dangereux, que la doctrine, ouvertement prêchée et secrètement introduite en fraude, d'une Allemagne autrichienne et d'une Allemagne prussienne; c'est cette doctrine maudite d'une ligne de démarcation traversant et démembrant notre patrie qui a prévalu en 1805, et qui a produit 1806¹.

Les intérêts de toute l'Allemagne sont en même temps des intérêts prussiens, et malgré tous les défauts, les erreurs et les malheurs, l'Autriche, depuis des siècles, a toujours été le protecteur de l'Allemagne contre les Slaves, les Turcs et les Français. Dans quelques semaines, la guerre d'Italie doit prendre une tournure décisive. L'Allemagne sera-t-elle prête dans quelques semaines si Napoléon, stimulant la France par la perspective des frontières naturelles de la rive gauche du Rhin, demande le consentement de la Prusse à ces frontières, en vertu du traité de Bâle² ?

Ce qui nous a manqué jusqu'à présent, ce n'est pas la prudence, mais la prévoyance. Les événements ont submergé tous les expectants et leur ont fait oublier le vieux proverbe rigoureux : " Temps perdu tout perdu ". »

Pour ne pas manquer la poste, je réserve pour une autre occasion quelques communications sur la panique commerciale et les mouvements populaires de cette ville gaie et naïve.

¹ Il s'agit de la bataille d'Iéna, le 14 octobre 1806, au cours de laquelle les troupes prussiennes ont été vaincues par l'armée de Napoléon. Cette défaite avait entraîné la capitulation de la Prusse,

² La paix de Bâle fut conclue le 5 avril 1795 séparément entre la France et la Prusse, cette dernière étant membre de la première coalition anti-française. Le traité était la conséquence des victoires françaises ainsi que des divergences entre les membres de la coalition, en particulier entre la Prusse et l'Autriche.

1.23. Fr. Engels, *La guerre*

*New-York Daily Tribune*¹
du 23.05.1859

Napoléon III s'est embarqué à Marseille le 11 de ce mois pour Gênes, où il devait prendre le commandement des forces françaises, et où des préparatifs avaient été faits pour l'accueillir avec une pompe extraordinaire. La question de savoir si ses exploits militaires égaleront les triomphes incontestables de sa diplomatie est un problème sur lequel nous devrions bientôt avoir une démonstration positive; jusqu'à présent, la seule preuve qu'il a fournie de sa capacité stratégique se trouve dans son plan d'opérations en Crimée, dont les principales caractéristiques sont d'une espèce désuète et appartiennent à l'école militaire de Bülow², à propos duquel le grand Napoléon a dit que sa science était la science de la défaite et non de la victoire.

Que l'Empereur des Français entre en Italie avec le prestige d'un immense succès moral n'est pas contestable. Après avoir, par une ruse et une perspicacité supérieures, poussé les Autrichiens à assumer la lourde responsabilité d'une déclaration de guerre, il a eu la bonne fortune de les voir perdre, en quinze jours d'inaction virtuelle, le seul avantage qu'ils pouvaient espérer tirer de cette démarche capitale. Au lieu d'écraser l'armée piémontaise par sa supériorité numérique et sa rapidité de mouvement, avant que les renforts français ne puissent arriver, l'Autriche a laissé passer sa chance et a maintenant devant elle une armée alliée entièrement égale à la sienne, et qui devient chaque jour supérieure; et au lieu d'opérations offensives et de l'avance d'un conquérant, elle pourrait très probablement être bientôt obligée d'abandonner même Milan et de se replier sur la ligne du Mincio, où elle adoptera une attitude purement défensive à l'abri de ses grandes forteresses.

Ainsi, Louis Napoléon commence sa carrière de commandant en bénéficiant des fautes immenses et presque inexplicables commises par son adversaire. Sa bonne étoile est encore dans sa phase ascendante.

La première quinzaine de la guerre nous offre, du côté autrichien, une histoire curieuse, quoique monotone, très semblable à celle que raconte le célèbre couplet sur le roi de France³. Le 29 avril, l'avant-garde autrichienne franchit le Tessin sans rencontrer de grande résistance, et le lendemain, le gros de l'armée la suit. D'après les premiers mouvements effectués sur Arona (sur le Lac Majeur), Novara et Vigevano, l'attaque semblait se diriger vers Vercelli et la route de Turin. L'occupation de Vercelli, qui eut lieu le 1er mai ou le matin du 2 mai, et les télégrammes de Suisse indiquant que les forces de l'armée d'invasion étaient concentrées sur la Sesia, tendaient à confirmer cette opinion. Mais cette démonstration semble n'avoir été qu'une feinte, destinée à mettre à contribution tout le pays entre le Tessin et la Sesia, et à détruire les communications télégraphiques entre le Piémont et la Suisse. Le véritable point d'attaque a été indiqué par un bulletin du général Gyulay⁴, d'où il ressort que Cozzo et Cambio constituaient les principaux points de concentration, et que, dans la soirée du 2 mai, son quartier général était à

¹ L'article est daté du 12 mai 59. Il a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol.16, pp. 315-319.

² L'écrivain prussien Dietrich Adam Heinrich von Bülow, spécialiste des questions militaires, est notamment l'auteur d'une *Histoire des campagnes de Hohenlinden et de Marengo* dont un exemplaire avait été commenté par Napoléon Ier lors de son exil à Sainte-Hélène. Engels y fait mention dans son étude *Le Pô et le Rhin* (Cf. Roger Dangeville, *Marx Engels, Ecrits militaires*, L'Herne, Paris 1970, p. 353).

³ En référence à une chanson de P.J. de Béranger *Le roi d'Ivetot*, diffusée en 1813, qui est l'évocation d'un souverain oisif, débonnaire et insouciant, dépourvu d'ambition conquérante.

⁴ Bulletin de guerre de Ferenc Gyulay, paru dans le *Times* du 5 mai 1859.

Lomello. Or, le premier point nommé étant près de la jonction de la Sesia et du Pô (un peu à l'est de celle-ci), le second sur le Pô, un peu à l'est de la jonction de la Bormida avec cette rivière, et le troisième un peu plus en arrière, mais équidistant des deux, un coup d'œil à la carte montrera que les Autrichiens avancent contre le front de la position piémontaise derrière le Pô, s'étendant de Casale à Alessandria, avec son centre vers Valenza.

D'autres nouvelles, reçues de Turin, rapportent que le 3, ils ont jeté des ponts sur le Pô près de Cambio, et envoyé des éclaireurs vers Tortona, sur la rive sud de cette rivière et qu'ils ont également reconnu presque tout le front de la position piémontaise, mais surtout près de Valenza, engageant l'ennemi sur plusieurs fronts, afin de l'inciter à montrer ses forces. Il y avait encore des rumeurs selon lesquelles un corps autrichien aurait débouché de Plaisance et marché le long de la rive sud du Pô en direction d'Alessandria, mais cette information n'a pas été confirmée; néanmoins, si l'on tient compte de la construction de ponts sur le Pô à Cambio, ce mouvement n'est pas improbable.

Telle était la situation de la campagne jusqu'au 5 mai; et jusqu'à présent, et en fait pendant tout le temps écoulé depuis, les manœuvres autrichiennes ont été marquées par un degré extraordinaire de lenteur et de prudence, pour ne pas dire plus. Du Tessin au Pô, à Valenza, il n'y a certainement pas plus de 25 miles, ou deux marches faciles, et les hostilités ayant commencé le 29 avril, la totalité de la force d'invasion aurait pu être concentrée en face de Valenza le 1er mai à midi; l'avant-garde aurait pu terminer ses reconnaissances le même jour, et pendant la nuit, la résolution quant aux opérations décisives pour le jour suivant aurait pu être adoptée. Nous sommes toujours, avec les courriers du *Vanderbilt* en notre possession, aussi incapables que jamais d'expliquer le retard qui s'est produit. Mais comme la rapidité d'action était la ligne de conduite impérativement imposée aux Autrichiens par les circonstances de l'affaire, et que le général Gyulay a la réputation d'être un officier déterminé et audacieux, il est naturel de supposer que des circonstances imprévues ont dû les contraindre à cette façon prudente de procéder. Que l'idée d'une marche sur Turin par Vercelli ait été d'abord réellement envisagée, et seulement abandonnée à la réception de la nouvelle que les Français étaient arrivés à Gênes en nombre tel qu'ils rendaient un mouvement de contournement dangereux; que l'état des routes, coupées et barricadées partout par les Piémontais, ait eu quelque chose à voir avec cela, ou que le général Gyulay, dont le monde ignore complètement les qualités de commandant en chef, se soit trouvé embarrassé par la lourdeur des masses qu'il avait à gérer - tout cela est difficile à établir. Un coup d'œil sur la position de l'autre partie peut, cependant, jeter une certaine lumière sur l'état de l'affaire.

Avant qu'un Autrichien ait franchi la frontière, les Français ont commencé à affluer dans le Piémont. Le 26 avril, les premières troupes arrivèrent à Gênes; le même jour, la division du général Bouat est passée en Savoie, a traversé le Mont Cenis, et est arrivée le 30 à Turin. Ce jour-là, 24.000 Français se trouvaient à Alessandria, et environ 16.000 à Turin et à Suse. Depuis lors, l'afflux a été ininterrompu, mais avec une rapidité bien plus grande à Gênes qu'à Turin, et des troupes ont été envoyées des deux points vers Alessandria. Le nombre de Français ainsi envoyés au front ne peut évidemment pas être déterminé, mais d'après les circonstances auxquelles nous ferons de suite allusion, il ne fait aucun doute qu'à partir du 5 mai, il devait être considéré comme suffisant pour permettre aux armées alliées de se maintenir et pour empêcher tout mouvement de contournement des Autrichiens par Vercelli. Le plan initial était de tenir la ligne du Pô d'Alessandria à Casale avec le corps principal des Piémontais et les troupes françaises qui pourraient être amenées de Gênes, tandis que le reste des Piémontais (les brigades de gardes de Savoie), avec les Français arrivant par les Alpes, devaient tenir la ligne de la Dora Baltea d'Ivrée à Chivasso, couvrant ainsi Turin.

Toute attaque autrichienne sur la ligne de la Dora pourrait ainsi être prise de flanc par les Piémontais débouchant de Casale, et obligeant les envahisseurs à diviser leurs forces. Mais, pour autant, la position alliée n'était que de fortune, et intrinsèquement mauvaise. D'Alessandria à Ivree, elle occupait une longueur de près de cinquante miles, avec un angle saillant et un angle rentrant; et, bien que l'opportunité d'une attaque de flanc la renforcerait considérablement, l'occupation d'une si longue ligne donnait de grandes facilités aux fausses attaques, et ne pouvait offrir une résistance sérieuse à une offensive résolue. La ligne de la Dora une fois conquise, alors qu'une attaque de flanc aurait été momentanément paralysée par un corps autrichien plus petit, les Autrichiens victorieux auraient eu la liberté de revenir sur l'une ou l'autre rive du Pô, et de repousser l'armée d'Alessandria sous les canons de sa forteresse par un nombre supérieur. Si les Autrichiens avaient agi avec énergie pendant les deux ou trois premiers jours de la guerre, cela aurait pu être facilement accompli. Il n'y avait pas alors de forces concentrées entre Alessandria et Casale pour compromettre leur action; mais, les 3, 4 et 5 mai, la situation avait changé, et le nombre de Français qui étaient arrivés dans la position et qui continuaient d'arriver de Gênes, devait être assez important pour porter la force qui la défendait à environ 100.000 hommes en tout, dont 60.000 auraient pu être utilisés pour une attaque par Casale. Que cette force ait été jugée suffisante pour couvrir indirectement Turin est prouvé par le fait que, dès le 3, les troupes françaises et sardes ont été déplacées de la ligne de la Dora à Alessandria; et ainsi, le retard des Autrichiens a permis aux alliés de conclure en toute sécurité cette manœuvre dangereuse, la concentration de leurs forces dans la position d'Alessandria. Ainsi toutes les intentions de l'offensive autrichienne étaient perdues, et ce que nous avons appelé la victoire morale des alliés était consommée.

Jusqu'à présent, le général autrichien semble avoir agi successivement selon au moins trois plans de campagne différents. D'abord, il semblerait qu'en passant le Tessin, il ait eu l'intention de marcher droit sur Vercelli et la Dora; ensuite, en apprenant l'arrivée massive des Français à Gênes, et considérant que la marche de flanc au-delà de Casale était trop dangereuse, il a modifié son attaque et s'est tourné vers Lomello et le Pô; enfin, il a changé d'avis de nouveau, a abandonné carrément l'offensive et, se fortifiant sur la Sesia, a attendu l'avance des alliés pour leur livrer bataille. Il est vrai que nos rapports sur ses mouvements sont très imparfaits, car ils proviennent presque exclusivement de télégrammes français et sardes; mais cela semble être la seule conclusion à tirer de l'inactivité prolongée du corps principal des Autrichiens et des divers mouvements sans importance et apparemment irrésolus de leurs détachements périphériques entre le 5 et le 11 mai.

Si l'avance des alliés devait être retardée par un quelconque accident de quelques jours de plus, il n'est pas impossible que nous assistions à un autre changement dans la stratégie autrichienne, sous la forme d'une retraite vers le Tessin, même sans bataille, car l'armée de Gyulay ne peut pas rester longtemps inactive dans les marais rizicoles pestilentiels où elle se trouvait selon nos dernières informations; et elle doit soit risquer une attaque avec des chances très douteuses, soit prendre une nouvelle position dans une région moins malsaine. L'avance immédiate des alliés et une bataille sont, cependant, ce à quoi il faut s'attendre; et il est probable que nous en aurons des nouvelles par le prochain courrier. Mais dans ces circonstances, il n'est pas surprenant d'apprendre de Vienne que Hess, le successeur naturel de Gyulay dans le commandement, n'approuve pas ses opérations; et il est à peu près certain qu'à moins que les Autrichiens ne gagnent la bataille qui s'annonce, ils auront un nouveau général en chef avant la fin du premier mois de la guerre. Ceci, cependant, n'est pas un événement inhabituel dans l'histoire de leurs guerres.

1.24. K. Marx, *De très importantes nouvelles de Vienne*

*New-York Daily Tribune*¹
du 06.06.1859

Le général prussien Willisen (frère de l'autre général prussien du même nom qui a acquis une certaine célébrité par ses travaux sur la science militaire² et l'a perdue à nouveau par sa conduite de la guerre du Schleswig-Holstein) est arrivé ici, apparemment envoyé de Berlin, pour recevoir le roi de Prusse sans cervelle et sa reine³ à leur retour en Prusse. On dit que sa véritable mission se limite à deux points : premièrement, avertir l'Autriche de renoncer à ses intrigues à la Diète de Francfort, puisque la Prusse n'est pas disposée à se laisser dicter sa conduite par le Cabinet de Vienne, sous le masque de cette entité grammaticale qu'est la Confédération allemande⁴; deuxièmement, adoucir la pilule ainsi administrée par l'assurance absolue que la Prusse est maintenant définitivement résolue à une « médiation armée ». Ce dernier terme ambigu s'interprète ainsi : la Prusse, ayant mis de l'ordre dans sa maison et s'étant armée jusqu'aux dents, fera de nouvelles propositions de paix à Bonaparte, sur le refus desquelles elle jettera son épée dans la balance. En même temps que cette importante communication, le gouvernement autrichien a reçu, par Berne, la nouvelle que le traité russo-français⁵, outre ses stipulations secrètes non encore connues, oblige la France à confiner la guerre dans les limites correspondant à son but avoué de libérer l'Italie, tandis que la Russie s'engage, à la première intervention effective de la Confédération allemande dans la lutte, à faire marcher une armée d'au moins 300.000 hommes au-delà de ses frontières.

La stratégie démodée du général Gyulay suscite beaucoup de mécontentement ici, et des rumeurs circulent sur son licenciement, le général Hess étant nommé comme son successeur. Mais aucune mesure de ce genre ne semble encore être envisagée, puisque le colonel Kuhn, l'officier le plus distingué de l'état-major autrichien, a été envoyé pour soutenir les conseils vacillants de Gyulay. Gyulay lui-même est un Magyar.

Il est né à Pesth, le 1er septembre 1798. A l'âge de 16 ans, il est entré comme sous-lieutenant dans un régiment d'infanterie commandé par son père; il est ensuite passé dans les Hussards, a été nommé en septembre 1827 major du Kaiser-Uhlanen, puis colonel du 19e régiment d'infanterie, et a accédé en 1837 à la dignité de major général et de brigadier à St-Pölten. En 1845, il commanda le 33e régiment d'infanterie à Vienne; en 1846, après avoir reçu la di-

¹ L'article est daté du 14 mai 59 (de Vienne !). Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 320-326.

² Les écrits les plus connus de Wilhelm von Willisen sont *Theorie des großen Kriegen, angewendet auf den russisch-polnischen Feldzug von 1831* (« Théorie de la Grande Guerre, appliquée à la campagne russo-polonaise de 1831 ») et *Der Italienische Feldzug des Jahres 1848* (Berlin 1849) (« La campagne d'Italie de 1848 »).

³ Frédéric-Guillaume IV et son épouse Élisabeth. Mentalement très diminué après une congestion cérébrale, Frédéric-Guillaume IV avait dû céder en 1858 la régence du royaume à son frère cadet qui lui succèdera, en 1861, sous le nom de Guillaume Ier.

⁴ La Confédération allemande, créée par l'Acte de la Confédération signé au Congrès de Vienne le 8 juin 1815, comprenait initialement 35, puis finalement 28 principautés et quatre villes libres, et a existé jusqu'en 1866. Elle préservait la fragmentation féodale de l'Allemagne et empêchait la création d'un gouvernement central. L'Autriche et la Prusse se sont livrées à une lutte constante pour la suprématie au sein de la Confédération allemande.

⁵ Le 3 mars 1859, un traité secret est signé à Paris entre la Russie et la France sur la neutralité et la coopération en cas de guerre entre la France et la Sardaigne, d'une part, et l'Autriche, d'autre part. La nouvelle du traité a filtré dans la presse, mais le ministre russe des Affaires étrangères, Gorchakov, a officiellement nié l'existence de tout accord écrit avec la France. L'annonce de la participation du Danemark au traité n'a pas été confirmée par la suite.

gnité de Maréchal lieutenant¹, il fut envoyé à Trieste en qualité de Général de division et de commandant militaire suprême. En 1848, il eut l'occasion de rendre de bons services à cette place. Se plaçant, sous sa propre responsabilité, à la tête de la marine, il congédia les officiers et marins italiens suspects, mit en sécurité les hommes de guerre des différentes stations de la côte dalmate, et sauva quelques hommes de guerre déjà en route pour Venise². Il ordonna les mesures de défense nécessaires à Trieste, Pola, Pirano et d'autres points importants de la côte, sécurisa les frontières menacées par l'insurrection et prépara l'offensive, qui fut prise en fait par le Feldzeugmeister³, le comte Nugent, le 17 avril 1848, après l'arrivée de renforts des provinces intérieures.

Une flottille de rameurs, organisée par Gyulay, soutenait les opérations côtières de l'armée. Le 23 mai, la flotte piémontaise apparut devant Trieste, mais elle fut maintenue à distance par les préparatifs qu'il avait effectués; sa tentative de prendre par surprise la batterie éloignée de Saint-Barcola fut également déjouée. La flotte piémontaise alarma Trieste pour la dernière fois le 8 juin, mais, trouvant Gyulay bien préparé, elle se retira de l'horizon de la ville le 4 juillet, et de la mer Adriatique après la bataille de Custozza. En récompense de ces services, Gyulay reçut diverses médailles de l'Empereur et le droit de cité de la magistrature de Trieste. Chargé au début du mois de juin 1849 du ministère autrichien de la Guerre, il aurait fait preuve d'une grande énergie et d'une grande activité. Lors de l'occupation de Raab⁴, il faisait partie de la suite de l'Empereur. De Vienne, où il avait repris ses fonctions, il s'empressa, à la nouvelle de la défaite d'Acs⁵, de se rendre immédiatement à Komorn, pour y prendre les mesures nécessaires. Ensuite, il fut envoyé en tournée d'inspection dans tout l'empire, et présenta son rapport à François-Joseph.

Après avoir échangé, en juillet 1850, du ministère de la Guerre pour le commandement du 5e corps à Milan, il fut nommé Feldzeugmeister, et reçut l'ordre de la Toison d'or⁶. Après la retraite de Radetzky, il obtint le commandement de la deuxième armée, qu'il a maintenant conduite contre le Piémont. Il fait partie de ces généraux autrichiens, pour la plupart slaves ou magyars de naissance, qui se sont déshonorés en flagellant des femmes et en se livrant à autres brutalités infâmes.

Deux bataillons de volontaires de Vienne sont déjà partis sur le théâtre de la guerre, et un troisième bataillon se met en marche aujourd'hui. Ces volontaires furent d'abord les héros du jour, vêtus des uniformes des légionnaires de 1848⁷ et appartenant à la petite noblesse autochtone des faubourgs. Les bals, les concerts et les représentations théâtrales en leur faveur ont abondé, et même l'Orphée autrichien de la valse, M. Strauss, a composé une nouvelle marche en leur honneur avant son départ peu patriotique pour Petersburg. On ne peut cependant pas nier que, ces derniers temps, la popularité de ces guerriers d'un nouveau genre a terriblement chuté. Ces brutes primitives des banlieues se sont un peu trop amusés avec la bière, les cigares et le beau sexe, et ont parfois dépassé les limites de l'« humour » viennois.

Ce qu'ils sont, ils se le disent dans leur chanson favorite :

¹ Un grade qui dans l'armée autrichienne correspondait à celui de Lieutenant Général.

² En mars 1848, une révolution éclate à Venise. Les Autrichiens sont chassés et le pouvoir passe au gouvernement provisoire dirigé par Daniel Manin. Le gouvernement provisoire proclame une république, qui existera jusqu'en août 1849.

³ Un officier de l'armée en second après le Maréchal.

⁴ Le 28 juin 1849, pendant la guerre de libération nationale de 1848-49 en Hongrie, les Autrichiens mettent en déroute les Hongrois à Raab (Győr) et s'emparent de la ville.

⁵ Les troupes autrichiennes sont vaincues par les forces révolutionnaires hongroises à Acs (près de Komárno) le 3 août 1849.

⁶ L'Ordre de la Toison d'Or, un ordre de chevalerie de la monarchie autrichienne, a été fondé en 1429.

⁷ Les Légionnaires étaient membres de la Légion académique, une organisation étudiante armée créée à Vienne pendant la révolution de mars 1848.

Ich bin ein ächter Wiener,
Führ ein lustiges Leben,
Und da hat mich mein Vater
Zu den Deutschmeistern geben;
Deutschmeister ist ein
Gar lustiges Regiment,
Hält in der einen Hand den Säbel,
In der andern das Ziment."

(« Je suis un véritable enfant de Vienne, je mène une vie joyeuse, et c'est pourquoi mon père m'a confié au Deutschmeister. Le Deutschmeister est un régiment très joyeux, qui manie dans une main le sabre, et dans l'autre le Ciment ». Le Ciment, dois-je ajouter, est un pot à bière renfermant une quantité assez formidable de liquide).

Un des exploits de ces gens « fêtards » a pris une tournure un peu grave, et a été à juste titre blâmé par la presse. La caserne de nos amis est située sur la Salzgies, un lieu qui, comme les rues qui y mènent, est principalement habité par des Israélites. Il était courant que les Juifs de Galicie, qui avaient des affaires à traiter à Vienne, se rendent aussi dans ces régions plutôt sales. Or, revenant un soir à leur caserne du *Sperl*¹ où ils avaient été publiquement fêtés et félicités pour leurs prouesses éventuelles, nos héroïques plaisantins, dans un état d'esprit plutôt excité, donnèrent un avant-goût de leurs actes futurs par un assaut soudain sur les malheureux Israélites. Ils démolirent les fenêtres des uns, piétinèrent les autres, coupèrent la barbe de beaucoup, et jetèrent même une malheureuse victime dans un tonneau de goudron. Des gens qui passaient tranquillement étaient apostrophés par la question « Êtes-vous juifs ? » et, sur réponse affirmative, ils étaient impitoyablement battus, avec de bruyantes exclamations de « Macht nichts, der Jud wird geprügelt » (« Ne vous inquiétez pas, le juif doit être matraqué. ») Les sentiments hypersthéniques de ces viennois peuvent être jugés à partir d'un exemple : un apprenti cordonnier, âgé de quinze ans, s'étant vu refuser l'admission dans le corps des volontaires par le sergent recruteur, se pendit de désespoir.

La perturbation monétaire et financière est visible dans toutes les régions, du plus haut au plus bas. D'abord, comme vous l'avez déjà vu dans la presse européenne, l'Empereur lui-même a mis en gage les joyaux de la couronne. Ensuite, dans un deuxième temps, quel que soit l'organe de la presse viennoise que l'on prenne en main, une colonne bien en vue intitulée « Dons patriotiques » ne manquera pas de frapper les esprits. Ces dons patriotiques, offerts soit pour la guerre en général, soit pour la formation de corps de volontaires en particulier, sont d'un montant extrêmement variable, certains ne dépassant pas 2 florins 12 kreuzers, d'autres atteignant le niveau respectable de 10.000 à 12.000 florins. Les dons en argent sont entrecoupés de cadeaux de caractère plus médiéval, tels qu'une paire de revolvers d'un armurier, du papier pour cartouches d'un fabricant de papier, du tissu pour uniformes d'un drapier, et ainsi de suite. Entre les dons individuels, on trouve, de façon plus ou moins suspecte, des collectes effectuées par les communes de province sous la pression officielle de leurs petits magistrats et de leurs Bürgermeisters (maires). Une caractéristique distingue cependant toutes les contributions de plus grande valeur, celle d'être offertes non pas en argent, mais en obligations d'État et en coupons de fonds publics, de sorte que l'État est littéralement payé avec « sa propre monnaie ». Le signe le plus évident du dérèglement monétaire qui vous envahit à chaque pas est la disparition totale de la petite monnaie pour les transactions courantes de la vie quotidienne.

Dès l'annonce officielle de la suspension des paiements en espèces et des mesures financières qui l'accompagnaient, la petite monnaie métallique, comme en cuivre comme en argent, disparut comme par un coup de baguette magique. On eut recours à la même méthode

¹ Un café bien connu de Vienne.

primitive de découpage des gros papiers en parties aliquotes qui avait tant déconcerté le visiteur étranger de Vienne en 1848 - chaque détenteur d'un billet de banque d'un florin le découpant en autant de fractions dont il avait besoin pour effectuer ses achats au détail. Le gouvernement, à Vienne et dans les provinces, a essayé d'arrêter ce processus de dilution par une proclamation avertissant le public que les fragments de billets ne seraient pas reçus en paiement par le collecteur d'impôts et par la banque. En ce qui concerne la banque, cet avertissement semble illégal, car il existe encore une loi de l'année 1848, obligeant la banque à accepter ces fractions de billets, et il y a même à la banque tout un système pour les comptabiliser. On a officiellement affirmé qu'il y avait en circulation 28.000.000 de florins en petit numéraire, une somme qui, ajoute-t-on, dépassait de deux fois la demande réelle. Les autorités, dès lors,

« sont résolues à s'opposer sérieusement à la sotte spéculation, qui rend actuellement la petite monnaie rare. »

Cette supposition d'une surabondance de petit numéraire est, bien entendu, loin de répondre à la carence visible de la chose indispensable.

Les autorités auraient dû savoir que la prime sur l'argent a augmenté énormément, que même le cuivre porte une prime de 10 pour cent, et que la paysannerie thésaurise partout tout ce qui ressemble à du métal. Les gouverneurs de Bohême et de Basse-Autriche ont rappelé au public l'existence d'une loi qui punit tout *agiotage* en pièces d'argent et de cuivre, d'une amende de cinquante florins, et de peines encore plus lourdes, mais tout cela en vain. Ces mesures répressives manquent leur effet, d'autant plus sûrement qu'elles s'accompagnent d'annonces officielles comme celle contenue dans la partie officielle du *Wiener Zeitung*, d'après laquelle les pièces d'argent de six kreuzers seront mises hors de la circulation légale dans le royaume lombard-vénitien à partir du 1er juin. Le gouvernement sera enfin obligé de donner suite à la pétition de la Chambre de commerce de Basse-Autriche, et, si peu respectable que ce soit, d'émettre du papier gouvernemental pour les transactions de détail aux coupures respectives de 5, 10 et 25 kreuzers.

Passant maintenant des basses régions des transactions de détail à celles du marché monétaire et du commerce proprement dit, nous devons d'abord noter la faillite, déjà connue de vous, de l'éminente firme Arnstein & Eskeles, qui a été déclarée le 5 mai. C'étaient les principaux agents de change de la métropole auxquels incombaient principalement l'escompte des effets qui ne devaient pas être immédiatement traités à la banque, et le réescompte des effets industriels et commerciaux des provinces. En dehors de la métropole, les opérations monétaires des industriels de Hongrie, de Bohême et de Silésie, étaient concentrées entre leurs mains. La société se vantait d'une ancienneté de 80 ans, et son chef, le baron von Eskeles, réunissait dans ses mains les fonctions de directeur de la Banque nationale, de Consul général du Danemark, de président de la Compagnie d'escompte de Basse-Autriche, de président de la Compagnie des chemins de fer de l'État, d'administrateur du chemin de fer du Sud, etc. Il était, en un mot, à côté de Rothschild, la plus haute autorité financière de l'Empire. Arnstein & Eskeles avait joué un rôle de premier plan à l'époque du Congrès de Vienne, lorsque le salon de Frau von Arnstein constituait un centre de réunion pour les célébrités politiques et littéraires de l'époque. L'une des causes immédiates de cet échec, qui porte sur une somme d'environ 30 millions de dollars, a été le refus du *Crédit Mobilier* de Paris d'honorer les traites de la société viennoise. Suite à leur chute, il ne s'est pas passé un jour sans que soit enregistrée à la Bourse de Vienne toute une liste de faillites de firmes, parmi lesquelles les plus importantes sont celles de Solomon Cammando, Eidam et Cie, G. Blanc, Plecher et Cie, Diem et English, I. F. Gaartner, F. C. Schmidt, M. Greger et Cie, les Frères Pokorny, Moritz Kollinsky, Charles Zohler, A. Kirschmann, etc. Dans les provinces autrichiennes, des faillites immédiatement liées à ce désastre ont éclaté à Brünn, Prague, Reichen-

berg, Lemberg, etc., la plus importante étant celle de la firme Lutheroth & Co. à Trieste, dont le chef est le consul de Prusse et directeur du Lloyd autrichien¹.

Au-delà des frontières des États autrichiens, quelques maisons de premier ordre ont succombé à Breslau, Magdebourg, Munich, Frankfurt, ainsi que la Loan and Commercial Bank de Cassel. D'une manière générale, la panique actuelle rappelle la panique commerciale de Hambourg à l'automne 1857, et les mesures prises à Hambourg pour atténuer la panique² seront également imitées par ce gouvernement. Un certain assouplissement aura lieu dans les lois concernant les lettres de change; la Banque nationale formera une Commission pour soutenir les entreprises qui ne sont que momentanément poussées à la suspension des paiements par l'état général de discrédit, et deux millions de papier-monnaie seront accordés aux banques de Prague et de Brünn.

¹ Le Lloyd autrichien est le nom donné par Marx à une compagnie de bateaux à vapeur fondée à Trieste en 1833. De nombreuses compagnies d'assurance maritime en Europe ont commencé à s'appeler Lloyd's, du nom d'Edward Lloyd, propriétaire d'un café à Londres qui était un lieu de rencontre pour les affaires maritimes et où fut créée la première compagnie d'assurance maritime anglaise (fin du XVIIIe siècle).

² La crise conjoncturelle de 1857 avait commencé en Amérique et en Angleterre et s'était bientôt étendue au continent européen. Hambourg, en tant que lien le plus important entre l'économie d'Europe centrale et les pays anglo-saxons, avait été particulièrement touchée. Afin d'atténuer les effets de la crise, le Garantie-Diskonto-Verein avait été fondé à Hambourg en novembre 1857 et des titres portant intérêt avaient été émis pour un montant de 15.000.000 de marks banko (monnaie de Hambourg jusqu'en 1873) pour accorder des avances sur des marchandises ou des titres d'État; ces avances devaient s'élever à 50-66 % de la valeur des marchandises mises en gage.

1.25. Fr. Engels, *La guerre. Aucun progrès*

*New-York Daily Tribune*¹
du 27.05.1859

Nos derniers télégrammes en provenance du théâtre de la guerre, reçus hier par l'*Asia*, remontent au 13 août, soit exactement trois jours plus tard que les nouvelles du *Vanderbilt*. Ces télégrammes consistent en des bulletins brefs et plutôt confus émis par le gouvernement sarde, les Autrichiens ne publiant aucun compte rendu de leurs mouvements². Rien de très important ne s'est produit au cours de ces trois jours. La campagne continue de maintenir sa prééminence dans les annales de la guerre moderne pour sa lenteur. Nous semblons presque être transposés à ces temps antédiluviens de guerre pompeuse et inactive, auxquels Napoléon a mis un terme si soudain et si décisif. Nous avons ici deux immenses armées opposées l'une à l'autre sur une ligne qui s'étend sur plus de quarante miles, chacune pouvant agir avec 100.000 à 140.000 hommes en campagne; l'une s'approche, l'autre fait des reconnaissances, tâtonne tantôt sur tel, tantôt sur tel autre point de la position de l'ennemi, puis se retire, tandis que l'autre armée ne bouge pas du terrain qu'elle occupe; de sorte qu'une distance variant de huit à vingt miles les sépare maintenant.

Certains faits permettent d'expliquer rationnellement cette anomalie, mais elle n'en demeure pas moins une anomalie, et cela en raison de l'erreur commise au début de la campagne par le parti attaquant. Comme nous l'avons déjà montré³, toute la finalité de l'invasion autrichienne du Piémont a été contrecarrée par une indolence et une indécision dans les mouvements autrichiens qui ne pouvaient guère être attribués qu'aux hésitations du général Gyulay.

Les rapports reçus depuis lors tendent à confirmer pleinement cette opinion. Les Autrichiens ne donnent aucune explication au comportement étrange de leur armée - une preuve évidente qu'ils laissent la responsabilité retomber sans partage sur la tête du Général en chef. En effet, ce n'est qu'après une semaine de campagne que les bulletins autrichiens ont commencé à parler du mauvais temps et de l'état d'inondation du pays comme de la raison qui a contraint leur général à retirer ses troupes des rizières du Pô et leurs fièvres paludéennes. Et voici que maintenant notre correspondant bien informé de Londres nous écrit⁴ que l'Empereur lui-même, imitant l'exemple de Louis Napoléon, va accompagner le général Hess qui doit remplacer Gyulay et prendre le commandement.

Pour autant que nous puissions en juger actuellement, la campagne semble s'être déroulée comme suit : en premier lieu, l'aile droite autrichienne a avancé vers Novare et Vercelli, avec des démonstrations sur le Lac Majeur. Le centre, et peut-être l'aile gauche, marchant par Vigevano et Pavie en lignes parallèles, ont été laissés assez en arrière. La colonne de Pavie n'a atteint Lomello que le 2 mai avec son corps principal. La poussée de l'aile droite semble avoir eu pour objet, d'une part, d'attirer l'attention des Alliés par une menace d'attaque sur la Dora et Turin et, d'autre part, de réquisitionner les ressources au profit de la Haute Lomellina à la disposition de l'armée autrichienne. Ce n'est que le 3 mai

¹ L'article, écrit le 16 mai 59, a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 327-331.

² Ce début d'article porte la trace d'une intervention de la rédaction du journal.

³ Engels fait ici référence à son article du 23 mai 59 intitulé « La guerre ».

⁴ Un ajout de la rédaction du *New-York Daily Tribune*. Ce rapport, daté du 14 mai 1859, a été vraisemblablement rédigé par le Hongrois Ferenc Pulszky qui était un collaborateur du journal. Il a paru dans l'édition de ce même 27 mai.

que l'attaque du corps principal autrichien sur la ligne de Casale et Valenza se développe; le 4 mai, des démonstrations sont faites contre Frassineto (en face de la jonction de la Sesia et du Pô) et Valenza, tandis que l'aile droite se rapproche du centre; en même temps, un pont est jeté sur le Pô entre Cambio et Salé, et une tête de pont est construite sur la rive sud du fleuve. Selon certains récits, le 8e corps d'armée autrichien, qui aurait marché de Plaisance sur le côté sud du Pô, a effectué sa jonction avec le corps principal et a passé le fleuve après une courte excursion à Tortona et Voghera, et après avoir détruit le pont ferroviaire sur la Scrivia.

Selon d'autres comptes rendus, cependant, et selon certains de nos derniers télégrammes, il y a encore une force autrichienne sur la route entre Piacenza et Stradella. Il est difficile de déterminer si la sortie annoncée à Voghera était une feinte contre Novi et les communications entre Gênes et Alessandria; quoi qu'il en soit, elle a induit en erreur la plupart des rédacteurs compétents de Turin, de Paris et de Londres, qui ont prophétisé une bataille décisive sur l'ancien champ de bataille de Novi, ou quelque part autour de Marengo, une prophétie qui s'est immédiatement réalisée de façon négative lorsque les Autrichiens se sont retirés sur la rive nord du Pô et ont détruit leur pont. Après les premiers jours de mai, en effet, de très fortes pluies s'étaient abattues. Le Pô s'est élevé de dix à douze pieds près de Pavie, et les rivières secondaires en proportion. Les inondations des rizières de la vallée du Pô, qui ne sont pas ordinairement un obstacle pour une armée en marche, puisque les routes sont formées par des digues au-dessus du niveau des inondations, devinrent maintenant une affaire sérieuse; tout le pays et de nombreuses routes furent inondés. D'ailleurs, les Autrichiens ne marchaient pas; ils restaient dans ce marécage, obligés de bivouaquer soit sur les routes, soit dans les champs mouillés. En conséquence, après être restés quelques jours au milieu de cette inondation, il leur est devenu impératif de se retirer sur des terrains plus élevés et plus secs; or, cela étant, ils ont dû subir de lourdes pertes à cause de maladies, notamment le choléra et la fièvre. Il s'ensuivit un mouvement de concentration vers la région de Mortara et de Novara, une retraite non pas devant l'ennemi (car il est resté assez tranquille dans ses lignes), mais devant les éléments. Depuis lors, les Autrichiens ont construit des fortifications sur la ligne de la Sesia, et ont poussé des groupes de reconnaissance et de recherche de nourriture près de la ligne de la Dora, qui forme l'extrême gauche de la position alliée.

Dans toute cette série d'opérations, nous ne pouvons pas voir un seul coup de bon général. En fait, le premier moment favorable pour une attaque sur la position alliée ayant été manqué, toute l'avancée dans la Lomellina est devenue dépourvue de tout objectif défini et important. L'avancée de l'aile droite autrichienne était une erreur indéniable. Il n'y avait pas de temps à perdre en manœuvres artificielles; marcher droit sur l'ennemi, l'attaquer et le battre avant qu'il ne puisse pleinement concentrer ses forces, était le seul plan d'opérations correct. S'il est vrai que le 8e corps de Benedek a marché le long de la rive sud du Pô, c'était une autre erreur; il était séparé du corps principal par un grand fleuve, et si la pluie avait commencé un jour ou deux plus tôt, il aurait été impossible de passer le pont à Cambio, et les Autrichiens eux-mêmes auraient été dans cette position déconnectée dans laquelle ils s'attendaient à trouver l'ennemi. Tout le passage du Pô semble leur avoir été imposé par la nécessité de faire passer Benedek; pourquoi ne s'est-il pas trouvé dès le début sur la rive nord ? En jetant ainsi un pont sur le Pô et en raison des opérations qui y sont liées, ils ont été contraints de rester quelques jours de plus dans les marécages pestilentiels que ce qu'il n'aurait été nécessaire sans cela.

Finalement, toute la campagne semble avoir été mal gérée. Il n'y a aucune détermination dans tous ces mouvements autrichiens; des démonstrations sont faites dans toutes les directions, mais nous ne voyons nulle part l'ébauche d'une attaque réelle; et ainsi ils tâtonnent tout le long de la ligne de l'ennemi jusqu'à ce que fi-

nalement les inondations placent une barrière infranchissable de quelques miles de largeur entre les armées en conflit. Alors, faute de mieux, et pour avoir l'air de faire quelque chose, ils partent en reconnaissance vers la Dora; mais toutes ces reconnaissances sont faites par de petites colonnes volantes qui ne peuvent agir avec vigueur et doivent se replier presque aussitôt qu'elles atteignent une position avancée.

Alors que les Autrichiens ne font donc rien en réalité, leurs adversaires semblent occupés à jouer le même jeu. Ils sont maintenant aussi concentrés qu'ils peuvent l'être sur la longue ligne qu'ils occupent. Leurs positions sont les suivantes : la ligne extrême gauche de la Dora et du Pô, jusqu'à Casale, est occupée par le corps français du général Niel, qui comprend deux divisions; l'aile gauche, à Casale, se compose de deux divisions piémontaises et de 3.000 volontaires sous les ordres de Garibaldi. Le centre, à Valenza, est formé par le corps français du général McMahon, et une division piémontaise - en tout, trois divisions. L'aile droite, à Alessandria, est constituée du corps français de Canrobert et d'une division piémontaise - en tout, trois divisions. L'extrême droite, à Novi et Arquata, est constituée du corps français de Baraguay d'Hilliers et d'une division piémontaise, soit trois divisions. La réserve est formée par deux divisions de la garde française de Gênes. En estimant la division à 10.000 hommes - ce qui sera assez élevé, car les Français n'ont pas eu le temps de rappeler leurs hommes de permission, et en compteront moins, bien que les divisions sardes soient plus fortes - cela donnerait un grand total de 150.000 hommes, ce qui est à peu près l'effectif des troupes actuellement en ligne du côté des Alliés. Sur ce total, 110.000 à 120.000 hommes pourraient agir sur le terrain. Le fait qu'ils aient été extrêmement passifs peut être causé en partie par le manque de préparation de la part des Français, qui ont très peu d'artillerie et de munitions avec eux, et en partie par les ordres de Louis Napoléon, qui a sans doute l'intention de récolter les premiers lauriers de la campagne. Ce nouveau général est arrivé le 12 à Gênes, où il a été reçu avec des acclamations populaires. Le 13, il vit le roi¹, qui venait du camp pour l'entrevue; le même jour, il publia une proclamation napoléonienne² que nous reproduisons sur une autre page³; et le 14, il devait partir pour l'armée.

Les pluies semblent maintenant s'être calmées, et un ou deux autres courriers pourraient nous apporter des nouvelles plus concluantes. Cet état de suspense et d'inactivité ne peut durer beaucoup plus longtemps. Soit les Autrichiens doivent retraverser le Pô, soit une bataille doit être livrée dans la Lomellina. Il se peut que les Autrichiens aient cherché et préparé une position défensi-

¹ Victor-Emmanuel II.

² Le *Moniteur universel* du 14 mai 1859. Napoléon III « Armée d'Italie. Ordre du jour. Gênes, le 12 mai 1859 ». Voici cette proclamation :

« Soldats !

Je viens me mettre à votre tête pour vous conduire au combat. Nous allons seconder la lutte d'un peuple revendiquant son indépendance, et le soustraire à l'oppression étrangère. C'est une cause sainte qui a les sympathies du monde civilisé.

Je n'ai pas besoin de stimuler votre ardeur : chaque étape vous rappellera une victoire. Dans la voie Sacrée de l'ancienne Rome, les inscriptions se pressaient sur le marbre pour rappeler au peuple ses hauts faits : de même aujourd'hui, en passant par Mondovì, Marengo, Lodi, Castiglione, Arcole, Rivoli, vous marcherez dans une autre voie Sacrée, au milieu de ces glorieux souvenirs.

Conservez cette discipline sévère qui est l'honneur de l'armée. Ici, ne l'oubliez pas, il n'y a d'ennemis que ceux qui se battent contre vous. Dans la bataille demeurez compacts et n'abandonnez pas vos rangs pour courir en avant. Défiez-vous d'un trop grand élan; c'est la seule chose que je redoute.

Les nouvelles armes de précision ne sont dangereuses que de loin; elles n'empêcheront pas la baïonnette d'être, comme autrefois, l'arme terrible de l'infanterie française.

Soldats ! Faisons tous notre devoir et mettons en Dieu notre confiance. La patrie attend beaucoup de vous. Déjà d'un bout de la France à l'autre retentissent ces paroles d'un heureux augure : La nouvelle armée d'Italie sera digne de sa sœur aînée. ».

³ Un ajout, bien sûr, de la rédaction du journal.

ve forte, dans laquelle ils pourraient recevoir l'assaut des troupes alliées. S'ils en ont trouvé une, ce serait leur meilleure politique; ils ne peuvent pas reculer sans montrer qu'ils se battent, et en même temps ils seraient en mesure, dans une telle position, d'utiliser toute la force qu'ils ont maintenant sur le terrain, tandis que les Alliés seraient affaiblis par les garnisons laissées à Casale, Alessandria et Valenza.

Pendant ce temps, les deux parties cherchent des renforts. L'Autriche a envoyé un corps de 50.000 hommes sous les ordres du général Wimpffen à Trieste et dans les environs, pour former une réserve pour l'armée d'Italie, tandis que Louis Napoléon a constitué deux autres corps d'armée pour l'Italie; et le bruit court que le prince Napoléon prendra la tête d'une expédition hétéroclite, pour débarquer quelque part dans la péninsule et conquérir un royaume pour lui-même.

1.26. Fr. Engels, *Enfin des combats*

New-York Daily Tribune¹
du 06.06.1859

Engels à Marx, le 23 mai 59 : « Je traiterai vendredi prochain de la bataille de Casteggio, l'affaire est trop insignifiante pour en parler 2 fois, et les télégrammes sont trop inconsistantes pour pouvoir dire quelque chose de sérieux. Ta vieille carte de la Lombardie m'est très utile maintenant : elle est à l'échelle 1/160.000 environ, donc déjà très grande. Malheureusement la topographie est très mauvaise². ».

Marx lui répond, le 27 mai : « Il faut que tu mettes un peu plus de couleurs dans tes articles sur la guerre, car tu écris pour un journal pour le grand public et non pour un journal militaire à caractère scientifique. Tu peux facilement y fourrer un peu plus de notations descriptives et individuelles empruntées au correspondant du *Times*, etc. Je ne peux pas les ajouter moi-même, car cela romprait l'unité du style³. ».

Le *City of Washington*, qui a quitté Liverpool le 25 mai et a passé le cap Race jeudi soir dernier, apporte du théâtre de la guerre des renseignements d'un intérêt exceptionnel⁴. Le mouvement de retraite des Autrichiens, et l'avance des alliés pour la réoccupation de la Lomellina, ont sans aucun doute commencé, mais ne semblent pas progresser avec une grande rapidité, puisque le quartier général autrichien, qui avait été transféré le 19 à Garlasco, une ferme près du Tessin, sur la route de Vigevano à Groppello, y était encore le 24.

Au sud du Pô, cependant, un conflit a eu lieu à Montebello, une petite ville sur la route de Stradella à Voghera, entre une unité du corps de Stadion⁵ et l'avant-garde de Baraguay d'Hilliers, dans lequel, selon leur propre récit, les alliés avaient un avantage décisif. Nos informations sur cette affaire sont jusqu'à présent forcément des plus brèves. Les Français disent⁶ que la division de Forey, forte de 6.000 à 7.000 hommes (son effectif complet est de 10.000), avec un régiment de cavalerie piémontaise, a engagé le combat avec une force autrichienne, 15.000 hommes, soit la moitié du corps d'armée de Stadion, et qu'après quatre heures de combat acharné, ils ont été repoussés avec une perte de 1.500 à 2.000 tués et blessés et 200 prisonniers, dont certains sont déjà arrivés à Marseille, tandis que les pertes alliées n'ont été que de 600 à 700. Cependant, la défaite des Autrichiens n'est pas décisive au point de permettre aux alliés de poursuivre l'ennemi en retraite.

Selon la version autrichienne, Stadion avait envoyé en reconnaissance un corps de troupes à travers le Pô. Ils avaient avancé vers Voghera jusqu'à Montebello, lorsqu'ils rencontrèrent une force française supérieure et, après un combat acharné, se retirèrent en bon ordre derrière le Pô. Cette divergence dans les rapports n'est pas

¹ Ecrit par Engels vers le 24 mai 59, l'article a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 332-337.

² C5, p. 338.

³ C5, pp. 341-342.

⁴ Cette première phrase est un ajout des rédacteurs du journal.

⁵ Le général autrichien Philipp Stadion.

⁶ Selon le rapport d'Alexandrie du 21 mai 1859. Le *Moniteur universel* du 22 mai 1859 : « Les Autrichiens ont attaqué, avec environ 15.000 hommes, les postes avancés du maréchal Baraguey d'Hilliers. Ils ont été repoussés par la division Forey, qui s'est admirablement conduite et a enlevé le village de Montebello, déjà fameux, après un combat acharné de quatre heures. (...) Cette affaire fait grand honneur au général Forey, qui a montré autant d'intelligence que de bravoure. Les Autrichiens sont en pleine retraite depuis hier soir. ».

anormale si l'on considère les exagérations qui se produisent toujours dans de telles matières en l'absence de chiffres officiels certains. Nous devons attendre des renseignements plus précis avant de pouvoir juger de l'importance et des particularités du combat. Quoi qu'il en soit, il ne s'agissait que d'une simple échauffourée entre des avant-postes, et non d'une bataille majeure au cours de laquelle la force des armées adverses et la capacité des généraux sont réellement mises à l'épreuve.

Alors que le deuxième acte du drame a ainsi nettement commencé, les matériaux pour un examen critique des opérations du premier acte trouvent un complément très précieux dans les lettres des correspondants du *London Times* et de l'*Augsburg Gazette* au quartier général autrichien. Sans cela, nous serions obligés de juger des manœuvres autrichiennes par les bulletins piémontais, qui, bien entendu, n'étaient pas destinés à rapporter toute la vérité sur le sujet, et par les bulletins autrichiens, qui n'ont presque rien rapporté du tout. Pour combler ces nombreuses lacunes, nous n'avions d'abord que les rumeurs et les suppositions contradictoires qui circulaient parmi les officiers et les correspondants des journaux présents dans le Piémont, des rumeurs dont la crédibilité était vraiment très faible. Et comme les Autrichiens avaient pris l'initiative de la campagne et l'avaient gardée jusqu'à leur retrait de Vercelli, les Alliés gardant une attitude relativement passive, l'intérêt était centré sur cette armée sur laquelle nous n'avions aucune information ou, au mieux, des informations négatives. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que, pour ce qui est des détails, nous ayons été amenés à des conclusions qui ne sont pas aujourd'hui confirmées par les faits. Il est plus étonnant, au contraire, que nous ayons eu, dans l'ensemble, la chance d'évaluer correctement les grandes lignes de la campagne. Il n'y a qu'un seul point important sur lequel nous nous sommes écartés de ce que l'on affirme maintenant être le plan original des Autrichiens; mais, que ce plan ait été clairement tracé dès le début, comme on le dit maintenant, ou que le présent « plan original » ne soit qu'une réflexion après coup, cela reste une question.

Nous pensons, lorsque les premières nouvelles de l'invasion du Piémont par les Autrichiens nous sont parvenues, que leur intention était toujours, comme elle l'avait été manifestement depuis le début, de tomber par une marche rapide sur l'armée piémontaise et l'avant-garde française avant que le corps des Français ait eu le temps d'arriver. Nous sommes maintenant informés que cette idée avait été abandonnée auparavant. Les Autrichiens semblent avoir eu l'impression que les Français avaient commencé à entrer dans le territoire piémontais le 24; et, bien qu'aucun régiment français n'ait mis le pied sur le sol piémontais avant le 26, cette fausse nouvelle peut en effet les avoir incités à abandonner toute tentative de *coup de main* contre des troupes qui se trouveraient devant eux.

Par conséquent, l'invasion a perdu le caractère de rapidité que la poursuite d'un objectif plus important lui aurait conféré. Il s'agissait simplement d'un début d'hostilités, ordonné par l'Empereur, sans autre objectif que d'occuper une partie du territoire ennemi, de mettre ses ressources à la disposition des envahisseurs et de priver l'armée des défenseurs de l'utilisation de ces ressources. Si tel était le but, il était évident que l'invasion devait s'arrêter à la Sesia et au Pô, à Vercelli et à Valenza.

Dans ces conditions, il n'y avait pas lieu de se presser. Méthodiquement, lentement et sûrement, l'armée autrichienne pénétra dans le territoire piémontais. Il y avait un autre point qui avait une grande influence sur ce mode d'action. Les Autrichiens se déplaçaient par les deux routes principales qui mènent d'est en ouest à travers la Lomellina, l'une de Pavie à Valenza, l'autre d'Abbiategrosso à Vigevano et Casale. La route du nord, de Boffalora à Vercelli, n'était pas du tout utilisée par eux. Ces deux routes sont coupées par de nombreux cours d'eau allant du nord-ouest au sud-est, dont deux, le Terdoppio et l'Agogna, sont d'une certaine importance. Les ponts ayant été détruits, les routes défoncées en de nombreux endroits, tandis que les plaines à droite et à gauche des routes étaient

soit inondées, soit trempées d'eau, l'avance a été fortement retardée, et l'ensemble de l'armée, 150.000 à 180.000 hommes, a dû marcher le long de ces deux routes. Aussi ne sommes-nous pas étonnés d'apprendre que le dernier corps de l'armée autrichienne a franchi le Tessin au plus tôt le 1er mai; car un corps de 30 à 35.000 hommes, marchant sur une seule route, avec ses bagages et son train, occupera une longueur d'au moins 12 à 15 miles, soit une journée de marche; et comme trois corps ont marché sur la route de Pavie à Casale, il s'ensuit que le troisième de ces corps a passé le Tessin, à Pavie, deux jours après le premier.

L'avant-garde est passée le 29 à Pavie; il s'agissait d'une brigade du 5e corps sous les ordres du général Festetics. Elle fut suivie par l'ensemble du 3e corps (Schwarzenberg) qui avançait vers Gropello; le même jour, un autre corps, le 7e (général Zobel), passa plus au nord à Bereguardo et se rendit à Gambolo. Le 30, le 8e corps (Benedek) suit le 3e à Pavie, et le 5e (Stadion) suit le 7e à Bereguardo. Le 1er mai, le 2e corps (Liechtenstein) passe à Pavie. Dans cette formation, le 7e corps formant l'extrême droite, les 5e, 3e et 2e formant le centre, et le 8e l'extrême gauche, l'armée passa d'abord le Terdoppio, puis l'Agogna, et apparut enfin vers le soir du 2 devant le Pô et la Sesia. Il en ressort que les rapports piémontais sur le passage d'importants corps de troupes à Boffalora et Arona étaient complètement erronés (ce que l'avance sans opposition de Garibaldi jusqu'à Gravellona, sur le Lac Majeur, confirme pleinement), et qu'ils avaient également tort de supposer que le Général Benedek était parti de Plaisance avec le huitième corps et avait marché en colonne isolée le long de la rive sud du Pô¹.

Les Autrichiens marchaient, au contraire, sur un front aussi étroit (douze miles) qu'une armée de 150.000 hommes peut le faire. Ils sont restés groupés les uns contre les autres aussi étroitement et méthodiquement que possible, n'ayant que quelques colonnes volantes sur leurs flancs autour de Novare, Arona et le côté sud du Pô. Cette marche très méthodique nous semble prouver que toute idée d'attaque contre les Piémontais n'avait pas été abandonnée.

L'ennemi étant notoirement incapable d'opposer une résistance sérieuse avant que sa ligne de défense soit atteinte, c'eût été, sans cette idée, soumettre les troupes à des fatigues et à des épreuves inutiles que de les confiner dans un espace aussi étroit. La route de Novare aurait pu être utilisée sans préjudice et avec un immense avantage, Vercelli étant, dans toutes les circonstances, un des objets nécessaires d'une simple occupation de la Lomellina et de la Novarese. Que cet avantage ait été négligé nous paraît une preuve certaine qu'un espoir subsistait encore dans l'état-major autrichien de trouver une occasion d'attaquer, avec une force supérieure et dans des circonstances favorables, les forces ennemies aux environs de Casale ou d'Alessandria. Un *coup de main* contre Novi (le nœud de la liaison ferroviaire entre Gênes, Alessandria et Stradella) doit certainement avoir été envisagé. Pour ce faire, le pont de Cornale a été jeté sur le Pô dans la nuit du 3 au 4, et le général Benedek l'a traversé avec son 8e corps.

Il développa une grande activité; en moins de douze heures, il occupa Voghera, Castelnuovo della Scrivia et Tortona, détruisit les ponts de chemin de fer; et il se serait très probablement aventuré vers Novi, si les pluies et la montée soudaine du Pô, qui détruisit en partie son pont, ne l'avaient contraint à battre en retraite afin de maintenir sa communication avec l'armée principale. Le pont fut restauré, et l'ensemble des forces autrichiennes se trouvèrent à nouveau concentrées sur la rive nord du Pô. Le temps rendait impossible un séjour dans les basses terres inondées du Pô; par conséquent, l'armée prit position plus au nord, entre Garlasco, Mortara et Vercelli, profitant de la proximité des forces principales de la Sesia, pour faire des reconnaissances et chercher du fourrage dans le district à l'ouest de cette rivière.

¹ « Bulletin officiel de la guerre », *Le Moniteur universel* du 4 mai 1859

Ils y parvinrent sans rencontrer de résistance digne de ce nom, et le 9, ils abandonnèrent la rive occidentale de la Sesia, à l'exception de Vercelli, et transférèrent leur quartier général à Mortara, où ils restèrent, comme nous l'avons dit, jusqu'au 19. Pendant qu'ils se trouvaient à Belgiojoso, ils jetèrent un pont sur le Pô, près de l'embouchure du Tessin, et un corps d'armée - dont on ne sait ni la force ni la composition - occupa la position de Stradella, et fouilla les districts du Piémont méridional, adjacents au duché de Parme.

Nous soupçonnons qu'il s'agit du corps avec lequel Forey a livré la bataille de Montebello. Mais sur ce point, nous devons attendre des informations plus sûres. Les Sardes sont apparemment sur le point d'éprouver tous les délices de l'alliance française. Leur armée va être sectionnée; au lieu de former un corps séparé, et de mériter sa propre gloire, chacune de ses cinq divisions va devenir l'appendice d'un des cinq corps d'armée français, dans lequel, bien entendu, elle sera complètement fondue, de sorte que toute la direction générale et toute la gloire appartiendront exclusivement aux Français. Gênes, les forts et tout le reste, est déjà passé complètement en possession des Français; et maintenant l'armée sarde cessera d'exister, sauf comme une sorte d'appendice des Français. La libération napoléonienne de l'Italie commence en effet à poindre. Bien qu'il n'y ait rien de surprenant ou d'improbable dans les accusations d'atrocités brutales et de pillage dans la Lomellina, que les Sardes portent contre les Autrichiens, il est juste de dire que la correspondance du *Times* de Londres et de l'*Augsburg Gazette*, provenant du quartier général autrichien, jette une lumière différente sur la question.

Selon ces autorités, la haine de la paysannerie de la Lomellina, ainsi que de la Lombardie, contre les propriétaires terriens dépasse de loin son aversion pour l'oppresseur étranger. Or, les propriétaires de la Lomellina (ancienne province autrichienne) sont pour la plupart des *sudditi misti*, des sujets mixtes, appartenant aussi bien à l'Autriche qu'au Piémont. Tous les grands nobles de Milan ont de grandes possessions dans la Lomellina. Ils sont piémontais et anti-autrichiens dans l'âme; en revanche, la paysannerie de la province penche plutôt vers l'Autriche. La preuve en est l'accueil cordial que les Autrichiens ont trouvé dans la Lomellina, et il semblerait que leurs réquisitions et exactions se soient limitées autant que possible aux biens des nobles, et aux villes, sièges du patriotisme italien, tandis que la paysannerie a été épargnée autant que possible. Cette politique est essentiellement autrichienne, et ce depuis 1846¹; elle explique d'emblée le tollé de la presse piémontaise au sujet de réquisitions qui ne dépassent pas, après tout, ce qui est habituel dans une guerre moderne, et n'atteignent pas ce que les troupes françaises ont l'habitude d'exiger.

¹ Il s'agit de la politique des cercles dirigeants autrichiens lors d'un grand soulèvement paysan en Galice en février et mars 1846 qui coïncidait avec le soulèvement de libération nationale de Cracovie. Profitant des contradictions de classe et de nationalité, les autorités autrichiennes provoquèrent des affrontements entre les paysans galiciens insurgés et la petite noblesse polonaise (*szlachta*) qui tentait de venir en aide à Cracovie. Le soulèvement des paysans commença par le désarmement des détachements de la *szlachta* et se transforma en une mise à sac massive des propriétés des propriétaires terriens. Après s'être occupé de la *szlachta* insurgée, le gouvernement autrichien avait également réprimé le soulèvement des paysans en Galice.

1.27. Fr. Engels, *La bataille de Montebello*

*New-York Daily Tribune*¹
du 10.06.1859

Cet article prend la suite du précédent. Il est probable que la rédaction du *Tribune* a pris la décision de scinder en deux la contribution d'Engels, dont la première partie a été publiée comme éditorial.

Les courriers de l'*Africa* n'ajoutent pas grand-chose à nos connaissances antérieures concernant cette fameuse bataille, dont la presse bonapartiste des deux côtés de l'Atlantique a fait tant de cas.

Du rapport de Gyulay, nous n'avons encore qu'un bref extrait télégraphique; et la masse des récits français et sardes ne sont que les potins de Turin et de Paris, avec de si faibles prétentions à l'exactitude qu'ils ne donnent même pas correctement les numéros des régiments engagés. Cette lacune est, il est vrai, compensée dans une certaine mesure par le rapport du général Forey² que nous avons reçu par le *City of Washington* lundi soir; mais Forey ne s'engage pas à indiquer ni la force ni les pertes des Autrichiens. De Baraguay d'Hilliers, malheureusement, nous n'avons rien; car comme il y avait des troupes de son corps engagées, en plus de la division de Forey, son rapport éclaircirait certainement certains points douteux. Mais, en attendant des renseignements plus amples et plus authentiques, nous procédons à quelques observations fondées sur une comparaison attentive de tous les documents dont nous disposons, et qui ne sont peut-être pas sans valeur. Les Autrichiens, ayant été informés qu'un mouvement des Français vers la ligne du Pô, entre Pavie et Plaisance, était envisagé, ont fait jeter un pont sur cette rivière à Vaccarizza, non loin de Pavie.

Le corps du général Stadion fut envoyé pour reconnaître la position et les intentions de l'ennemi. Stadion occupa la position de la Stradella, un col étroit près du fleuve, où un éperon des Apennins, sur lequel il n'y a pas de routes carrossables, s'approche du Pô, et envoya trois brigades (15 bataillons, avec quelque dix-huit canons et peut-être un peu de cavalerie) vers Voghera.

Les Autrichiens, laissant sans doute de forts détachements sur leur ligne de marche pour assurer leur retraite, rencontrèrent les avant-postes de l'ennemi en face de Casteggio, et les chassèrent à travers la ville et le village de Montebello. Ils avancèrent jusqu'au village suivant, Genestrello; mais là, ils tombèrent sur une brigade de la division du général Forey (Brigade Beuret, 17^e bataillon de Chasseurs, 74^e et 84^e régiments de ligne), et le combat devint stationnaire. À ce moment-là, les Autrichiens n'avaient manifestement que quelques troupes engagées, peut-être une brigade. Les Français furent rapidement renforcés par quatre bataillons de l'autre brigade de Forey (Blanchard, 98^e, et un bataillon du 91^e de ligne). Cela leur a donné la supériorité numérique. La brigade de Beuret fut formée

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 338-340.

² *Le Moniteur universel* du 24 mai 1859. Daté du 20 mai 59 à Voghera, le rapport du général Forey rend compte dans le détail de la bataille de Montebello. Il conclut en ces termes : « Je ne connais point encore le chiffre exact de nos pertes; elles sont nombreuses, surtout en officiers supérieurs, qui ont payé largement de leur personne. Je les évalue approximativement au chiffre de 600 à 700 hommes tués ou blessés. Celles de l'ennemi ont dû être considérables, à en juger par le nombre de morts trouvés, surtout dans le village de Montebello. (...) je suis heureux que ma division ait été la première engagée avec l'ennemi. Ce glorieux baptême, qui réveille un des beaux noms de l'Empire, marquera, je l'espère, une des étapes signalées dans l'ordre du jour de l'Empereur. ».

pour l'attaque; elle prit Genestrello, puis Montebello, après un combat opiniâtre; mais à Casteggio, derrière la petite rivière sur laquelle elle est située, les Autrichiens opposèrent une résistance.

Ils ont très probablement reçu de nouveaux soutiens à cet endroit, car ils ont repoussé les Français en désordre à Montebello, et étaient sur le point d'entrer à nouveau dans ce village lorsqu'ils tombèrent sur une partie de la division du général Vinoy, composée du 6e bataillon de chasseurs et du 52e régiment de ligne. Cela a de nouveau fait pencher la balance en faveur des Français, et les Autrichiens se sont retirés en bon ordre jusqu'à Casteggio, où ils ont laissé une arrière-garde, jusqu'à ce que leurs colonnes se soient bien mises en ordre de marche. Ayant ainsi atteint leur objectif, et vérifié où était posté le corps de Baraguay d'Hilliers (formant l'aile droite extrême des Français), ils se sont retirés sans être inquiétés de l'autre côté du Pô, certains que, jusqu'ici, il n'y avait aucune intention de la part des alliés d'avancer vers Plaisance.

Les Autrichiens ne peuvent avoir eu plus de deux brigades sur le champ de bataille, car trois bataillons au moins ont dû être laissés sur la route, et deux autres ont été nécessaires pour combattre deux bataillons du 91e français à Oriolo, raison pour laquelle un seul bataillon de ce régiment a combattu à Montebello. De ces deux brigades ou dix bataillons, une partie seulement peut avoir été engagée; le général autrichien qui engagerait ses dernières réserves dans une reconnaissance serait certainement très sévèrement blâmé.

Du côté français, il y avait trois régiments (74e, 84e et 98e), et un bataillon de ligne (du 91e), à côté d'un bataillon de Chasseurs; en tout onze bataillons, soutenus à la fin de la bataille par deux bataillons du 52e, et un du 6e Chasseurs.

Ainsi, en tout, cela faisait quatorze bataillons français contre une dizaine de bataillons autrichiens; et bien que ces derniers fussent certainement plus forts, la supériorité numérique était tout de même du côté des Français lorsque le combat a pris une autre tournure. Indépendamment de cela, il faut se rappeler que les Autrichiens ne se sont pas battus pour la victoire, mais plutôt pour obliger leurs adversaires à montrer leur force sur un point donné, et ils ont pleinement atteint cet objectif. Il est donc absurde de considérer cet engagement insignifiant comme une victoire d'importance. Avec les gigantesques armées qui s'opposent actuellement dans les plaines italiennes, une affaire comme celle de Montebello n'est pas plus importante qu'un simple affrontement d'avant-postes dans des guerres de moindre ampleur; et si c'est une victoire, où en sont les fruits ? Les Français disent avoir capturé 140 blessés et 60 prisonniers non blessés, pas plus que ce qu'ils étaient en droit d'attendre après quelques heures de lutte pour un village. Ils ont également pris un chariot de munitions et en ont perdu un. Mais il n'y a pas eu de poursuite; on n'a pas essayé de récolter les fruits de la victoire, bien que les Français aient eu beaucoup de cavalerie piémontaise. Les Autrichiens ont manifestement fait subir à leurs adversaires un dernier revers, puis se sont éloignés en ordre parfait et sans être inquiétés.

1.28. K. Marx, *La guerre vue de Prusse*

*New-York Daily Tribune*¹
du 10.06.1859

La guerre déclenchée par l'autocrate français est sûre non seulement de ne pas être « localisée » au sens du jargon politique, selon lequel ce terme signifie que les opérations de guerre ne doivent pas dépasser les limites de la péninsule italienne; la guerre, au contraire, ne sera même pas confinée dans les limites d'une simple guerre que se livrent des gouvernements arbitraires et dont l'issue résulte de l'action d'armées entraînées. Dans sa progression, elle se transformera en une conflagration révolutionnaire générale de l'Europe continentale, dans laquelle peu de dirigeants actuels sont susceptibles de sauver leurs couronnes et leurs dynasties.

L'Allemagne peut devenir le centre du bouleversement comme elle doit devenir le centre des opérations militaires au moment même où la Russie se prépare à jeter son épée dans la balance. Il ne faut pas beaucoup de raisonnement pour arriver à la conclusion qu'une grave défaite sur le champ de bataille entraînera des bouleversements révolutionnaires en France ou en Autriche, mais Berlin est peut-être le seul endroit qui offre les données indispensables pour calculer les rudes épreuves que l'Allemagne va traverser dans un avenir pas si lointain.

Jour après jour, vous pouvez discerner, presque à l'œil nu, la croissance des conditions qui, lorsqu'elles auront atteint un certain degré de maturité, produiront une crise formidable que le vulgaire de toutes les classes ne soupçonne pas encore. Je peux résumer en quelques mots les symptômes de la tempête à venir : la rivalité jalouse des princes allemands, qui les condamne à l'inactivité pendant la première phase de la guerre; la misère et le mécontentement social, qui se répandent comme une traînée de poudre de la Vistule au Rhin, et qui ajouteront les troubles civils à l'agression étrangère pendant la seconde phase de la guerre; enfin, le soulèvement des populations slaves incorporées à l'Allemagne, qui associera une lutte interne des nationalités à une guerre étrangère et à une dislocation révolutionnaire.

Cela dit, considérons d'abord la base sociale sur laquelle les princes allemands s'appuieront, quand enfin la force des circonstances les aura contraints à décider d'un plan d'action commun. Vous savez que la période de 1849 à 1859 marque une époque sans précédent dans le développement économique de l'Allemagne. Pendant cette période, elle est passée, pour ainsi dire, du statut de pays agricole à celui de pays industriel. Prenez une seule ville, Berlin, par exemple: en 1848, elle comptait à peine 50.000 ouvriers et ouvrières, alors qu'aujourd'hui leur nombre total s'élève à 180.000. Prenons une seule branche d'industrie : avant 1848, l'exportation de la laine vers l'Angleterre, la France et d'autres pays constituait l'une des principales ressources de l'Allemagne, alors qu'à l'heure actuelle, la laine allemande produite sur place suffit à peine à la consommation des manufactures nationales. Parallèlement au développement des manufactures, des chemins de fer, de la navigation à vapeur et de l'exploration des mines, un système de crédit s'est soudainement développé, non seulement proportionnellement au progrès général de l'industrie et du commerce, mais encore au-delà de ses limites légitimes grâce aux artifices du *Crédit Mobilier* importé de France.

La paysannerie et la petite bourgeoisie, qui constituaient, jusqu'à ces derniers temps, la grande majorité de la nation, avaient, avant

¹ L'article est daté du 24.05.59. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 341-345.

la révolution de 1848, adopté tranquillement la vieille méthode asiatique de thésaurisation de l'argent dur, mais l'ont maintenant remplacée par des titres en papier de toutes sortes, de toutes couleurs et de toutes valeurs. La crise de Hambourg, en 1857, avait un peu ébranlé, mais sans l'endommager sérieusement, cet édifice de prospérité nouvelle, qui vacille maintenant au premier coup de canon sur les rives du Pô et du Tessin.

Vous avez sans doute déjà été informés de l'effet de la crise commerciale autrichienne sur le reste de l'Allemagne, et des faillites qui se sont succédé rapidement à Leipzig, Berlin, Munich, Augsbourg, Magdebourg, Cassel, Frankfort et autres centres commerciaux d'Allemagne. Ces désastres, cependant, ne représentent que des catastrophes passagères dans les hautes sphères commerciales. Pour donner une idée de l'état réel des choses, je pense que le mieux est d'attirer votre attention sur une proclamation du gouvernement prussien qui vient d'être publiée, dans laquelle, se référant au dangereux démantèlement d'armées industrielles entières en Silésie, à Berlin, en Saxe et en Prusse rhénane, il déclare qu'il ne peut écouter les pétitions des Chambres de commerce de Berlin, Breslau, Stettin, Dantzig et Magdebourg, recommandant l'expérience douteuse de l'émission d'un papier-monnaie plus inconvertible, et refuse encore plus catégoriquement d'employer les ouvriers aux travaux publics dans le seul but de leur procurer une occupation et un salaire.

Cette dernière demande paraît certainement étrange au moment où le Gouvernement, faute de moyens, a été contraint d'arrêter brusquement les travaux publics déjà en cours. Le seul fait que, au tout début de la guerre, le gouvernement prussien soit obligé de publier une telle proclamation en dit long. Ajoutez à cela l'interruption soudaine de la vie industrielle, l'imposition générale de nouvelles taxes dans toute l'Allemagne, la hausse générale du prix des produits de première nécessité, la désorganisation générale de toutes les entreprises commerciales par l'appel aux réserves et à la Landwehr, et vous pourrez vous faire une idée approximative des proportions que la misère sociale atteindra dans quelques mois. Les temps, cependant, sont révolus où la majorité du peuple allemand considérait les malheurs du monde comme des inflexions inévitables envoyées par le ciel. Il y a une voix populaire discrète, mais audible, qui murmure déjà les mots : « La responsabilité ! Si la révolution de 1848 n'avait pas été écrasée par la fraude et la violence, la France et l'Allemagne ne seraient pas à nouveau en armes l'une contre l'autre. Si les oppresseurs brutaux de la révolution allemande n'avaient pas courbé leurs têtes couronnées devant un Bonaparte et un Alexandre, il n'y aurait pas de guerre, même maintenant. ». Tels sont les faibles grognements de la voix populaire, qui, de proche en proche, prendra des accents de tonnerre.

J'en viens maintenant au spectacle que les princes allemands exposent aux yeux d'un public assez impatient. Le cabinet autrichien, depuis le début de janvier, avait mis en œuvre tous les moyens d'intrigues diplomatiques pour amener les États allemands à concentrer une grande armée fédérale, dans laquelle les forces autrichiennes devaient entrer en grande partie, sur un point de l'Allemagne méridionale, une concentration qui devait exposer la France à une attaque sur ses frontières orientales. De cette manière, la Confédération germanique devait être entraînée dans une guerre offensive, tandis qu'en même temps, l'Autriche se réservait la direction de cette guerre. Une résolution en ce sens, proposée à la Diète allemande à Francfort, le 13 mai, par le Hanovre, rencontra en la personne de Herr von Usedom, le plénipotentiaire prussien, une protestation formelle de son gouvernement. D'où une explosion générale d'indignation patriotique de la part des princes de l'Allemagne du Sud. La contrepartie est maintenant promulguée par la Prusse.

Le gouvernement prussien, lors de la prorogation de son Parlement, s'était assuré une popularité passagère en déclarant qu'il était résolu à suivre une ligne de « médiation armée ». A peine les Chambres

étaient-elles congédiées que la « médiation armée » se réduisait aux dimensions plus modestes d'un refus de la part de la Prusse de se déclarer neutre, comme le lui demandaient la France et la Russie. La prouesse négative, bien que suffisante pour susciter la colère de la Cour de Saint-Pétersbourg, était loin de répondre aux attentes du peuple prussien. Les armements des forteresses de l'Ouest et de l'Est, couplés à l'appel des réserves et de la Landwehr, devaient apaiser la clameur populaire ainsi soulevée. Mais le 19 mai, Herr von Usedom, au nom de son gouvernement, demanda à la Diète allemande de placer l'armée fédérale d'observation sous le commandement direct de la Prusse, et de lui laisser l'initiative des mesures militaires à prendre. C'était maintenant au tour des princes mineurs allemands, secrètement soutenus par l'Autriche, de confirmer leurs prétentions patriotiques. La Bavière déclara que le moment n'était pas encore venu de soumettre l'armée des Wittelsbach aux ordres des Hohenzollern. Le Hanovre, avec un rancunier « *Tu quoque* », rappelait à la Prusse sa protestation contre une armée fédérale d'observation, qui serait concentrée sur un point de l'Allemagne du Sud. La Saxe, pour sa part, ne voyait aucune raison de ne pas confier à son auguste souverain le commandement suprême, ne serait-ce que pour écarter les prétentions contradictoires des Habsbourg et des Hohenzollern. Le Wurtemberg préféra presque l'invasion française à la suprématie prussienne; et c'est ainsi que tous les pires souvenirs du Saint Empire allemand² revendiquaient une ignominieuse renaissance.

La nullité de l'Allemagne, pour le moment, est la somme totale de ces chamailleries entre ses petits dirigeants. L'appel à la restauration du Parlement national allemand n'est que la première faible protestation, non pas de la part des masses révolutionnaires, mais des classes moyennes anxieuses et médiatrices, contre ces obstructions dynastiques.

Je saisisrai une autre occasion pour parler des problèmes slaves qui se préparent en Allemagne.

² Le Saint Empire romain germanique fondé en 962 par le roi Otto I a duré jusqu'en août 1806.

1.29. Fr. Engels, *La campagne en Italie*

Das Volk
du 28.05.1859¹

Cet article est le premier de la série qu'Engels publiera dans l'hebdomadaire *Das Volk* dont Elard Biskamp² avait entrepris la publication, le 7 mai 1859, au nom de *l'Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands*³.

Invité à y collaborer, Marx répondra d'abord avec prudence : « Je considère *Das Volk* comme une feuille de chou, écrit-il à Engels le 18 mai, comme l'étaient notre journal « bruxellois⁴ » et notre journal parisien⁵ ». Mais grâce à lui, nous pouvons en catimini, sans intervenir directement, faire crever Gottfried⁶ de rage, etc. etc. Il peut aussi venir un moment, et ce très prochainement, où il sera d'une importance décisive que non seulement nos ennemis mais aussi nous-mêmes nous puissions faire publier notre point de vue dans un journal de Londres. Biskamp travaille gratis et mérite d'autant plus d'être soutenu. ».

Il ne tardera toutefois pas à s'y investir pleinement dès le 11 juin en espérant en faire l'organe « du parti ». Il en assurera pratiquement la direction à partir de juillet 59. Sa correspondance avec Engels témoigne de l'intensité de cet engagement. Le journal cessera toutefois de paraître le 20.08.59 après son 16^e numéro, faute de moyens financiers.

*

Marx à Engels le 24 mai : « Si jamais ton temps te le permet, écris-moi demain un papier de 23-30-40 lignes en allemand sur les affaires militaires que je ne donnerai pas à cette chiffre molle de Liebknecht sous cette forme, mais que je lui dicterai. Il n'y a pas de temps à perdre, car le *Volk* ne peut faire état que d'un seul typographe et tout doit être terminé d'ici vendredi matin⁷. ».

*

La campagne d'Italie, qui dure maintenant depuis près d'un mois, a pris un cours particulier et inattendu. Deux grandes armées, comptant chacune près de 200.000 hommes, se sont concentrées en face l'une de l'autre dans les premiers jours de mai. Tandis que les avant-postes sont à portée de canon l'un de l'autre, les deux corps principaux s'observent, placent des éclaireurs çà ou là, se livrent à de légers combats sur des points isolés, modifient leurs fronts, étendent une aile ou l'autre, mais il n'y a pas de rencontres de grande envergure. Cette façon de faire la guerre ne semble pas correspondre au système moderne de coups décisifs rapides; elle semble être un pas en arrière par rapport aux mouvements éclairs et aux courtes campagnes de Napoléon.

Depuis Napoléon, deux nouveaux éléments ont considérablement modifié l'art de la guerre. Le premier est l'amélioration de la défense des positions par des camps retranchés et des groupes de forteresses à des endroits appropriés du terrain. Les forteresses de l'époque de Napoléon étaient soit trop insignifiantes et trop isolées les unes des autres, soit situées sur un terrain trop indifférent sur le

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 346-348. Le texte allemand se trouve aux pages 358-360 du vol. 13 des MEW.

² Le comité pour la fondation du journal s'était réuni le 1^{er} mai 1859 à l'initiative de Wilhelm Liebknecht.

³ Une association que Marx avait quittée avec éclat en 1851 dans le cadre du conflit avec la dissidence Willich/Schapper.

⁴ La *Deutsche-Brüsseler-Zeitung* qui, dès septembre 1847, était devenue, sous la direction de Marx et d'Engels, l'organe de la *Ligue des Communistes*.

⁵ Le *Vorwärts* ! de 1844.

⁶ Gottfried Kinkel, l'adversaire politique de Marx, qui, avec son hebdomadaire, le *Hermann*, détenait alors le monopole de l'information au sein de l'immigration allemande de Londres.

⁷ C5, p. 339. Il précise, le 7 juin prochain : « Ton article a été imprimé dans le *Volk* de jour même de son arrivée. Le dernier numéro reproduit la préface de ma bagatelle. » (C5, p. 349). (Ma bagatelle ? Il s'agit de la préface de sa *Contribution à la critique de l'économie politique*.)

plan stratégique pour constituer des obstacles sérieux à ses opérations. Une victoire en rase campagne ou une marche de débordement forçait l'armée ennemie à s'éloigner de ses forteresses.

Ce que les fortifications peuvent faire a été prouvé par Danzig en 1813, le quadrilatère de forteresses en Lombardie en 1848, Komorn en 1849¹, Sébastopol en 1855. A l'heure actuelle, la position des Franco-Piémontais derrière le Pô et le Tanaro, entre Casale, Alessandria et Valenza, forme un tel système de forteresses groupées qui protège une armée même contre des forces considérablement plus importantes. Les Français ont réussi à jeter tant de troupes derrière cette position avant l'arrivée des Autrichiens qu'une attaque a perdu toute perspective de succès décisif, de sorte que l'on a gagné du temps pour acheminer le reste des troupes françaises et rassembler tous leurs approvisionnements et équipements.

Cela a stoppé l'offensive autrichienne à Casale et Valenza, et puisque ni une attaque frontale ni un débordement sérieux de la position n'étaient possibles, les Autrichiens ne pouvaient rien faire d'autre que des démonstrations sur les flancs, à l'ouest de la Sesia et au sud du Pô, combinées à la réquisition des ressources utiles à l'armée disponibles dans ces districts.

Le deuxième facteur qui a considérablement modifié l'art de la guerre depuis l'époque de Napoléon est la vapeur. Ce n'est qu'au moyen des chemins de fer et des bateaux à vapeur que les Français ont pu, dans les cinq jours qui se sont écoulés entre la remise de l'ultimatum des Autrichiens et leur invasion effective, déployer de telles masses de troupes dans le Piémont que toute attaque autrichienne sur les positions piémontaises était vouée à l'échec, et renforcer ces masses au cours de la semaine suivante, de sorte que le 20 mai, au moins 130.000 Français se trouvaient sur la ligne entre Asti et Novi.

La corruption et le désordre administratif inévitables sous le règne d'un aventurier comme Louis Bonaparte ont toutefois pour conséquence que le matériel nécessaire à la campagne française n'arrive que lentement et de manière inadéquate. En revanche, l'ordre et la rapidité avec lesquels les corps d'armée autrichiens ont été transférés en Italie, prêts à combattre, contrastent favorablement avec cette situation. Cela ne peut qu'influencer le cours futur de la guerre.

Les Autrichiens ne peuvent pas avancer parce qu'ils se sont heurtés à la position entre les forteresses piémontaises; les Français ne le peuvent pas parce que leur armement n'est pas encore complet. C'est la raison de l'arrêt des opérations et de l'intérêt injustifié porté à la petite action de Montebello.

L'affaire se résume à ce qui suit : les Autrichiens ont été informés que les Français déplaçaient leur aile droite vers Plaisance; ce mouvement a éveillé le soupçon que l'intention était de traverser le Pô entre Pavie et Plaisance et de déborder ainsi la position autrichienne dans la Lomellina en direction de Milan. Le cinquième corps d'armée autrichien (Stadion) a dès lors envoyé trois brigades par un pont jeté sur le Pô à Vaccarizza (en dessous de Pavie), afin d'occuper la position avant la Stradella et d'effectuer une reconnaissance en direction de Voghera. Près de Casteggio, ces trois brigades se sont heurtées aux avant-postes alliés et près de Montebello à la première brigade de la division française de Forey, qu'elles ont repoussés hors de Montebello. Peu après, la deuxième brigade française arriva et les Autrichiens furent chassés du village après une lutte acharnée; ils repoussèrent une attaque sur Casteggio et forcèrent les

¹ Danzig (Gdansk), tenue par une garnison française après la défaite de l'armée napoléonienne en Russie en 1812, fut assiégée par mer et par terre par les Russes et les Prussiens au début de 1813. Elle résista à trois sièges mais doit finalement capituler. Le 2 janvier 1814, les Alliés étaient entrés dans la ville. En 1849, pendant la guerre de libération nationale en Hongrie, la forteresse de Komárno fut un point fort de l'armée révolutionnaire hongroise : à deux reprises (en janvier-avril et en juillet-septembre), elle résista à un siège des Autrichiens.

Français à se rabattre en désordre sur Montebello et l'auraient sans doute pris (la majorité de leurs troupes n'étaient pas encore entrées dans la bataille) si une brigade de la division française de Vinoy n'était pas arrivée entre-temps.

Voyant ces renforts, les Autrichiens arrêterent leur avance. Ils avaient atteint leur but; ils savaient maintenant où se trouvaient les corps de troupes les plus proches de l'aile droite française, et ils se retirèrent sans encombre de Casteggio vers le Pô, puis le franchirent pour rejoindre l'armée principale, certains maintenant que les Français n'avaient pas encore entrepris de mouvement sérieux contre Plaisance. Les Autrichiens ont tout à fait raison de rester concentrés sur la rive gauche du Pô tant qu'ils n'ont pas de raison impérative de jeter toute leur armée sur la rive droite; ce serait une erreur de diviser l'armée à *cheval* du fleuve, et le pont de Vaccarizza, avec sa tête de pont, leur permet d'effectuer la traversée à tout moment et d'attaquer par le flanc toute avancée française sur la Stradella.

Garibaldi, à la tête de 5.000 volontaires, a contourné le flanc droit autrichien et se trouve maintenant sur le sol lombard. D'après les dernières informations, les Autrichiens sont déjà sur ses talons, et il risque fort d'être coupé, ce qui plairait certainement beaucoup à Bonaparte le libérateur.

Le prince Napoléon Plon-Plon a reçu l'ordre d'organiser un corps d'armée à Leghorn (Toscane), qui doit tomber sur le flanc des Autrichiens. Les soldats français sont furieux et les Autrichiens rient.

Samedi et dimanche, les Sardes ont tenté de s'établir sur la rive gauche de la Sesia mais en ont été empêchés par les Autrichiens.

1.30. Fr. Engels, *Stratégie de la guerre*

*New-York Daily Tribune*¹
du 15.06.1859

Nous avons très peu à ajouter à nos dernières observations sur l'action de Montebello². D'après le rapport officiel autrichien, qui a enfin été publié, et qui ornait hier nos colonnes, il est évident que des trois brigades avec lesquelles le général Stadion a marché sur Montebello, une partie a été laissée en arrière pour couvrir les flancs de la ligne de marche. Le reste est arrivé devant Casteggio, qui a été pris par la brigade du prince de Hesse; cette brigade a gardé la ville occupée, tandis que les deux autres brigades (incomplètes) ont avancé et pris Montebello et Genestrello. Elles ont supporté le gros de la bataille contre l'ensemble de la division de Forey et les deux régiments de cavalerie du général de Sonnaz (régiments Real Piedmont et Monferrato) - et lorsqu'elles ont finalement été repoussées vers Casteggio, la brigade du Prince de Hesse semble les avoir si bien soutenues qu'aucune attaque n'a été tentée et que les Autrichiens ont pu se retirer en parfait ordre et à leur convenance. Il semble cependant très probable, d'après les rapports autrichiens qui nous sont parvenus, que la totalité du corps du maréchal Baraguay d'Hilliers était rassemblée sur le terrain vers la fin de l'engagement. Ce corps compte trois divisions d'infanterie et une de cavalerie, soit en tout douze régiments d'infanterie, trois bataillons de chasseurs, quatre régiments ou vingt escadrons de cavalerie, et une force d'artillerie proportionnée.

Cela concorde avec ce que les Autrichiens rapportent des déclarations des prisonniers français, à savoir qu'il y avait douze régiments d'infanterie français présents, et avec deux rapports de Turin - selon le premier, la division de Vinoy, et, selon le second, la division de Bazaine soutenait celle de Forey. Or, ces trois divisions forment ensemble la totalité de l'infanterie de Baraguay.

On parle également de la présence de la cavalerie française et de l'infanterie piémontaise, mais cela semble moins authentique. Le résultat est donc le suivant : les Autrichiens, qui ne pouvaient avoir d'autre but que la reconnaissance (sinon, il aurait été insensé d'attaquer avec trois faibles brigades), ont atteint cet objectif dans toute la mesure du possible, en obligeant Baraguay à montrer l'ensemble de ses forces. Au cours de l'engagement, ils se battirent tout aussi bien que leurs adversaires; lorsqu'ils furent chassés de Montebello, ils durent se retirer devant un nombre supérieur d'hommes, et la poursuite se termina devant Casteggio où les Autrichiens firent même demi-tour et repoussèrent les poursuivants avec tant d'énergie qu'ils ne furent plus inquiétés, bien qu'à ce moment-là les Français aient eu près de quatre fois plus d'hommes sur le terrain que les Autrichiens. Ainsi, si les Français revendiquent la victoire, parce qu'ils ont finalement tenu Montebello et que les Autrichiens ont battu en retraite après l'engagement, les Autrichiens peuvent la revendiquer au motif qu'ils ont chassé les Français de Casteggio et remporté le dernier succès de la journée, et surtout qu'ils ont complètement atteint l'objectif qu'ils avaient en vue; car l'engagement avait été amorcé avec la perspective de tomber finalement sur des forces supérieures, et bien sûr de battre en retraite devant elles.

¹ L'article, dont la rédaction date du 30 mai 1859, a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 349-353.

² En référence à son article du 10 juin dernier.

Depuis Montebello, le centre et l'aile droite de l'armée autrichienne ont connu quelques combats. D'après les dépêches que nous avons reçues par le *Fulton* et qui ont été publiées hier, les Sardes ont traversé la Sesia près de Vercelli le 30 mai et ont attaqué et enlevé quelques retranchements autrichiens à Palestro, Casalino et Vinzaglio. Victor Emmanuel lui-même était au commandement; et le travail a été accompli à la baïonnette. Les pertes des Autrichiens sont décrites par les Sardes comme étant très lourdes. Grâce à l'*Europa* de Halifax, nous apprenons maintenant que les Autrichiens ont tenté à deux reprises de reprendre Palestro, et qu'ils étaient sur le point de réussir, lorsqu'un corps de zouaves est venu à la rescousse et les a repoussés.

Ici, les Sardes disent qu'ils ont fait un millier de prisonniers, mais il est impossible de se prononcer sur cette affaire, en raison de l'absence de tout détail précis. Un combat aussi opiniâtre aux avant-postes de la Sesia n'est pas ce que nous attendions des Autrichiens, dont on dit qu'ils sont en pleine retraite à travers le Tessin. Cependant, à leur extrême droite, ils n'ont pas montré autant de courage et de ténacité. Le 25 mai, Garibaldi, qui, avec ses Chasseurs des Alpes et quelques autres troupes, en tout peut-être 5.000 hommes, avait contourné l'extrême droite des Autrichiens, traversa le Tessin et marcha sur Varèse, entre le lac Majeur et le lac de Côme, et prit possession de cette ville. Le 26, il battit un détachement autrichien qui l'attaquait, poursuivit sa course victorieuse avec une grande vigueur, et de nouveau, le 27, il battit le même détachement (renforcé par la garnison de Côme), et entra dans cette ville la même nuit.

Les corps volants du général Urban marchèrent contre lui, et le chassèrent effectivement dans les montagnes; mais nos dernières dépêches, reçues hier soir par l'*Europa*, rapportent qu'il était revenu, avait surpris les Autrichiens et repris Varèse. Son succès a provoqué une insurrection dans les villes du lac de Côme et dans la Valtellina ou haute vallée de l'Adda, un district montagneux qui, en 1848, a montré plus d'énergie insurrectionnelle que les villes de la plaine lombarde. Les bateaux à vapeur du lac de Côme sont aux mains des insurgés, et 800 hommes de la Valtellina avaient rejoint Garibaldi. On dit que malgré son revers temporaire, l'insurrection dans cette partie de la Lombardie est en train de s'étendre.

Dans ce mouvement de Garibaldi, les Alliés ont pris un grand avantage, et les Autrichiens ont commis une grande erreur. Il n'y avait aucun mal pour ces derniers à lui permettre de prendre Varèse; mais Côme aurait dû être tenue par une forte colonne qu'il n'aurait pas osé affronter. Un autre détachement envoyé vers Sesto Calende aurait pu couper la retraite de Garibaldi, et ainsi, le piéger dans le petit district entre les lacs, une attaque vigoureuse aurait dû le contraindre soit à déposer les armes, soit à passer sur le territoire neutre de la Suisse, où il aurait été désarmé.

Mais les Autrichiens, sous-estimant cet homme, qu'ils appellent un chef de brigands, et qui, s'ils avaient pris la peine d'étudier le siège de Rome et sa marche de Rome à Saint-Marin¹, auraient pu savoir que c'était un homme d'un talent militaire peu commun, d'une grande intrépidité et plein de ressources, ont traité son incursion aussi légèrement que les irruptions des volontaires allemands lombards en 1848². Ils ont négligé le fait que Garibaldi est un partisan de la discipline stricte et qu'il a eu la plupart de ses

¹ Le 2 juillet 1849, peu avant la chute de la République romaine et après que l'Assemblée constituante romaine eut décidé de cesser la lutte, Garibaldi quitta Rome avec un détachement de 4.000 volontaires et se rendit au secours de la République vénitienne, qui luttait contre les forces autrichiennes. Garibaldi manœuvra habilement à l'arrière des forces autrichiennes et sortit à plusieurs reprises de l'encerclement mais, ne parvenant pas à atteindre Venise assiégée, il fut contraint d'entrer dans la République neutre de Saint-Marin le 30 juillet 1849 et de dissoudre son détachement

² En avril 1848, un détachement de volontaires lombards sous les ordres du général Michele Allemandi occupa les cols tyroliens du Tonale au Stelvio et mena une série d'actions contre les Autrichiens.

hommes sous ses ordres pendant quatre mois, ce qui est suffisant pour les habituer aux manœuvres et aux mouvements de harcèlement.

Il se peut que Garibaldi ait été envoyé en Lombardie par Louis Napoléon et Victor Emmanuel pour le détruire, lui et ses volontaires - éléments un peu trop révolutionnaires pour cette guerre dynastique - hypothèse confirmée de façon éclatante par le fait que son mouvement s'est fait sans le soutien indispensable; mais il ne faut pas oublier qu'en 1849, il a emprunté la même voie et a réussi à s'échapper. Quoi qu'il en soit, il s'empara du pont de Lecco et des bateaux à vapeur sur le lac, ce qui lui assura la liberté de se déplacer à l'est du lac de Côme. Il y a là une grande étendue montagneuse, qui s'étend au nord jusqu'aux cols du Splügen et du Stelvio, à l'est jusqu'au lac de Garde, au sud jusqu'à Bergame et Brescia - une région particulièrement adaptée à la guerre de partisans, et où il sera très difficile de l'attraper, comme Urban vient de le découvrir. Si 6.000 à 8.000 hommes auraient suffi à le ruiner dans le pays varois, il en faudra peut-être maintenant plus de 16.000, de sorte que sa seule brigade occupera désormais pleinement trois brigades des Autrichiens.

Cependant, avec les forces qui s'accumulent dans le Tyrol (un corps d'armée complet est passé de la Bohême au Tyrol par chemin de fer en passant par la Saxe et la Bavière), et avec les troupes qui tiennent la Lombardie, nous ne voyons pas comment il pourrait se maintenir, malgré son dernier succès à Varèse, à moins que les Alliés ne remportent une victoire très rapide et très décisive sur les Autrichiens. Ce sera une affaire difficile. Un autre corps d'armée autrichien, le 9e, a rejoint l'armée active, ce qui fait qu'elle est composée de six corps, soit au moins 200.000 hommes en tout; et d'autres corps sont en marche. Cependant, comme Louis Napoléon ne peut se permettre d'être longtemps inactif, on peut s'attendre à une bataille prochaine; et le rapport selon lequel il est parti avec son quartier général et ses gardes à Voghera, à l'extrême droite de la position alliée, peut indiquer une bataille dans les environs de Stradella. Si c'est le cas, nous verrons très probablement les Autrichiens défendre le défilé de Stradella sur le front, et essayer d'opérer sur le flanc et l'arrière des Français par le pont de Vaccarizza.

1.31. K. Marx, *Le manifeste de Mazzini*

*New-York Daily Tribune*¹
du 17.06.1859

Le manifeste de Mazzini « La Guerra » a paru le 16 mai 1859 dans le journal *Pensiero ed Azione* qu'il publiait à Londres.

La longue, très longue citation que Marx en fait dans cet article et son introduction plutôt laudative ne doivent pas dissimuler la distance critique que Marx a toujours prise à l'égard de Mazzini.

Le 1^{er} juin, il écrit à Engels : « Le dernier écrit de Mazzini n'est (...) pas aussi bon que je le pensais. J'en avais seulement lu rapidement quelques passages. Toujours ses vieilles diatribes contre le socialisme. *Nous* ne pouvons rien faire directement avec lui. Mais nous pouvons nous servir utilement de lui comme autorité contre Kossuth, etc.² ».

Dans les circonstances actuelles, toute déclaration de la part de Mazzini est un événement qui mérite une plus grande attention que les sollicitations diplomatiques des Cabinets en conflit, ou même que les bulletins enjolivés du théâtre de la guerre. Quelles que soient les opinions des hommes sur le caractère du triumvir romain³, personne ne niera que pendant une période de près de trente ans, la révolution italienne a été associée à son nom, et que pendant le même laps de temps, il a été reconnu par l'Europe comme le plus habile représentant des aspirations nationales de ses compatriotes. Il a maintenant accompli un acte admirable de courage moral et de dévouement patriotique en élevant, au risque de nuire à sa popularité, sa voix solitaire contre une Babel d'illusions, d'enthousiasme aveugle et de mensonges intéressés. Ses révélations sur les véritables plans concertés entre Bonaparte, Alexandre et Cavour, l'agent des deux autocrates, doivent être pesées avec d'autant plus de soin que, de tous les personnalités d'Europe, Mazzini est connu pour posséder les plus grands moyens de pénétrer dans les sombres secrets des puissances dominantes. Son conseil aux volontaires nationaux de tracer une ligne de démarcation claire entre leur propre cause et celle des imposteurs couronnés, et de ne jamais déshonorer leurs proclamations en les encomrant du nom infâme de Louis Napoléon, a été suivi à la lettre par Garibaldi⁴.

L'omission du nom de la France dans la proclamation de ce dernier, comme le rapporte le correspondant parisien du *Times* de Londres, est considérée par Louis Napoléon comme une insulte mortelle; et la crainte inspirée par la connaissance des liens secrets de Garibaldi avec le triumvir romain fut telle que son corps fut réduit des 10.000 Chasseurs alpins qui lui avaient été promis à l'origine à 4.000; qu'un corps d'artillerie qui lui avait été accordé a été retiré, que la seule batterie déjà envoyée à sa demande a été arrêtée, et qu'une paire de policiers expérimentés, chargés de rapporter chacune de ses paroles et chacun de ses mouvements, ont été introduits clandestinement dans sa suite sous l'apparence de volontaires.

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 354-359.

² C5, pp. 345-346.

³ Le 29 mars 1849, Giuseppe Mazzini avait été élu, avec Aurelio Saffi et Carlo Armellini, au sein d'un triumvirat investi des pleins pouvoirs par l'Assemblée constituante de la Deuxième République romaine.

⁴ En référence à la *Proclamation aux Lombards* adressée par Garibaldi, en mai 1859, lors de son arrivée en Lombardie avec son corps de volontaires, les *Chasseurs des Alpes*, dont il venait de prendre le commandement le 17 avril 1859.

Nous joignons une traduction littérale du manifeste de Mazzini, publié à Londres dans le dernier numéro de *Pensiero ed Azione* (Pensée et Action), sous le titre de *La Guerra* (La Guerre) :

« La guerre a commencé. Nous avons devant nous non pas une probabilité à discuter, mais un fait accompli. La guerre a éclaté entre l'Autriche et le Piémont. Les soldats de Louis Bonaparte sont en Italie. L'alliance russo-française, annoncée par nous il y a un an, se révèle à l'Europe. Le Parlement de Sardaigne a conféré des pouvoirs dictatoriaux à Victor-Emmanuel. Une insurrection militaire a renversé le gouvernement ducal de Toscane, et accepté la dictature du roi (qui depuis l'a cédée à un Bonaparte). La fermentation générale en Italie produira probablement des faits similaires dans d'autres endroits. Les destinées de notre patrie sont aujourd'hui irrévocablement du ressort des batailles.

Dans de telles circonstances, la plupart de nos compatriotes, enivrés par le désir de l'action, fascinés par l'idée de posséder le puissant secours des armées régulières, emportés par la joie de faire la guerre à la domination autrichienne, à juste titre détestée, renient les convictions du passé et leurs principes, sacrifient non seulement leurs convictions les plus chères, mais même l'intention d'y revenir, renoncent à toute prévoyance, à toute liberté de jugement, n'ont que des paroles d'approbation pour celui qui se charge de diriger la guerre, approuvent sans examen tout ce qui peut venir de France ou du Piémont, et engagent le combat de la liberté en se rendant esclaves. D'autres, voyant toute idée de moralité politique éteinte chez les agitateurs politiques, et la populace qui les suit, un peuple, apôtre de la liberté depuis un demi-siècle, s'alliant tout à coup au despotisme; des hommes qui, hier encore, croyaient à l'anarchie de Proudhon, se livrent sans réserve à un roi, et les compatriotes de Goffredo Mameli¹ poussent le cri de « Viva l'Imperatore », qui l'a assassiné avec des milliers d'autres, désespèrent de l'avenir, et déclarent que notre peuple n'est pas mûr pour la liberté.

Nous ne partageons, pour notre part, ni les espoirs aveugles et serviles des uns, ni la morosité désespérée des autres. La guerre commence sous les plus tristes auspices, mais les Italiens peuvent, s'ils le veulent, l'orienter vers une fin meilleure; et nous avons foi dans les nobles instincts de notre peuple. Et ces instincts se manifestent puissamment même à travers les erreurs auxquelles les agitateurs le poussent. Il aurait peut-être mieux valu que, au lieu de se rallier aux étendards absolus des puissances qui trahissent leurs espoirs, les volontaires aient organisé silencieusement l'insurrection dans leurs propres pays et l'aient proclamée au nom du peuple italien, en en prenant l'initiative; mais l'esprit qui les animait est saint et sublime; la preuve qu'ils ont donnée de leur dévouement à la patrie commune ne peut être niée, et c'est sur ce noyau de la future armée nationale, spontanément formé, que reposent les plus grands espoirs de l'Italie.

L'acceptation d'une dictature royale est une erreur qui peut effectivement entraîner des déceptions, et viole la dignité d'un peuple qui se lève pour sa propre émancipation; que la dictature dans un pays et avec un Parlement voués à la monarchie, avec les précédents de Rome et de Venise, où l'harmonie des assemblées populaires avec les chefs de la défense a été la source du pouvoir, avec le bilan de la longue et terrible guerre soutenue par l'Angleterre contre le premier Empire, sans la moindre violation des libertés civiles, n'est évidemment qu'une concession aux exigences des despotes alliés et le premier symptôme d'un dessein qui entend substituer la question du territoire à celle de la liberté.

Mais le peuple qui accepte avec enthousiasme la dictature, pense accomplir un acte de sacrifice suprême au profit de la patrie com-

¹ Poète et patriote italien, Goffredo Mameli fut blessé à mort le 6 juillet 1849 (il avait 21 ans) lors de l'attaque de la Villa Corsini que défendaient les troupes françaises envoyées par Louis Napoléon Bonaparte pour restaurer les pouvoirs de Pie IX. Il est l'auteur, en 1847, du *Chant des Italiens* qui deviendra, en 1946, l'hymne national de la République italienne.

mune; et, trompé par l'idée que le succès de la guerre dépend d'une telle concentration de pouvoir, il veut montrer par ses applaudissements sa ferme détermination à combattre et à vaincre à n'importe quel prix. La reddition inconditionnelle des provinces révoltées à la direction absolue du dictateur royal aura presque sûrement des conséquences fatales. La logique de l'insurrection exigeait que chaque province insurgée se place sous une administration révolutionnaire locale, et que chacune contribue par un délégué à la formation d'un gouvernement révolutionnaire national; mais même cette immense erreur est un hommage au besoin d'unité nationale, réfutant incontestablement les bavardages stupides de la presse européenne sur nos dissensions. Elle constitue la loi commune italienne. Le patriotisme est en ce moment si puissant en Italie qu'il surmontera toutes les erreurs. Les bons citoyens, au lieu de désespérer, doivent essayer de lui donner la bonne direction. Et pour cela ils doivent insister, sans crainte d'interprétations malignes, sur le véritable état de la situation. Le moment présent est trop grave pour se soucier de la faveur immédiate ou de la calomnie.

La vérité de la situation est la suivante :

Comme en 1848, et plus encore, le mouvement italien aspire à la liberté et à l'unité nationale. La guerre est entreprise par la monarchie sarde et par Louis Bonaparte avec des vues entièrement différentes. Comme en 1848, et plus encore, l'antagonisme entre les aspirations de la nation et celles des chefs acceptés, qui a alors ruiné la guerre, menace l'Italie de déceptions immenses.

Ce à quoi l'Italie aspire, c'est à l'unité nationale. Louis Napoléon ne peut la souhaiter. A côté de Nice et de la Savoie, déjà concédées par le Piémont pour le prix de son aide à la formation d'un royaume du nord, il veut une occasion d'ériger le trône d'un Murat au sud, et le trône de son cousin¹ au centre. Rome et une partie de l'État romain doivent rester sous le gouvernement temporel du pape.

Il importe peu que, sincèrement ou non, le ministère² qui règne aujourd'hui en maître dans le Piémont ait donné son consentement à ce plan.

L'Italie sera donc divisée en quatre États : deux seront gouvernés directement par l'étranger; indirectement, la France aurait l'Italie entière. Le pape est un vassal de la France depuis 1849; le roi de Sardaigne³, par reconnaissance et par infériorité de forces, deviendrait le vassal de l'Empire.

Le dessein serait entièrement exécuté si l'Autriche résistait jusqu'au bout. Mais si l'Autriche, vaincue dès l'abord, offrait des conditions semblables à celles qu'elle a offertes, à un certain moment de l'année 1848, au gouvernement britannique, à savoir l'abandon de la Lombardie, à condition de conserver Venise, la paix, naturellement appuyée par toute la diplomatie de l'Europe, serait acceptée; on insisterait sur les seules conditions de l'agrandissement de la monarchie sarde, et de la cession de la Savoie et de Nice à la France; l'Italie serait abandonnée à la vengeance de ses protecteurs, et l'exécution complète du plan serait remise à un moment plus favorable.

Ce plan est connu des gouvernements de l'Europe. De là leurs armements généralisés; de là la fermentation guerrière dans toute la Confédération allemande; de là les éléments déjà préparés d'une coalition entre l'Angleterre, l'Allemagne et la Prusse, une coalition inévitable malgré la déclaration contraire des gouvernements. Si l'Italie, indépendante de l'alliance de Bonaparte, ne défend pas sa vie nationale, la défense de l'Autriche et les traités de 1815 formeront fatalement le pivot de la coalition.

¹ Le prince Napoléon-Jérôme Bonaparte, dit *Plon-Plon*.

² Celui de Cavour.

³ Victor-Emmanuel II.

La coalition est redoutée par Louis Napoléon. D'où sa ligue avec la Russie, alliée incertaine et perfide, mais toujours prête à intervenir à condition de concessions liberticides, comme l'abandon absolu de la Pologne, et le protectorat général par le tsar de la Turquie européenne en échange de la Méditerranée transformée en lac français. Si la guerre se prolongeait au point de prendre, par suite de l'intervention allemande, des proportions européennes, l'insurrection des provinces turques, préparée depuis longtemps, et celle de la Hongrie, permettraient à l'alliance de prendre des formes palpables.

Au cas où les choses en viendraient là, il est prévu de fondre dans le réaménagement territorial toute idée de droit populaire et de liberté. Des princes russes gouverneraient les États établis sur les ruines de l'Empire turc et de l'Autriche; des princes de la dynastie Bonaparte les nouveaux États d'Italie, et peut-être d'autres encore, selon les éventualités. Constantin de Russie est déjà proposé aux mécontents hongrois, comme Louis Napoléon Bonaparte aux agitateurs monarchiques des Légations¹ et de la Toscane. Comme Charles Quint et Clément VII, pourtant ennemis mortels, se sont coalisés pour se partager les villes libres d'Italie², les deux tsars, se haïssant cordialement, se coalisent pour étouffer toute aspiration à la liberté et impérialiser l'Europe. D'où le décret qui, pour une durée indéterminée, supprime la liberté du Piémont, trahi par Cavour. Avec une presse muette, tout commentaire sur les opérations étant empêché, le peuple étant maintenu dans l'obscurité sur tout, le champ est libre pour la tactique des patrons. Et l'esprit populaire, fasciné par le fantôme d'une indépendance qui, finalement, ne s'avèrerait qu'un changement de dépendance, se déshabituée de la liberté, véritable source de toute indépendance.

Tels sont les desseins des despotes alliés. Ils peuvent être niés par certains justement parce qu'ils préparent leur exécution, de même que Louis Bonaparte a nié l'idée du coup d'État; par d'autres par crédulité à l'égard de toute parole qui émane des grands, ou par un désir aveugle qui obscurcit leur intelligence; ils n'en sont pas moins réels pour autant; ils sont connus de moi, connus des différents gouvernements et trahis en partie dans les paroles, plus encore dans les actes de Louis Napoléon et du comte Cavour. Je dis du comte Cavour, car j'incline à penser que Victor-Emmanuel est étranger aux marchandages de Plombières et de Stuttgart³.

Si le comte Cavour avait été un véritable ami de l'Italie, il se serait appuyé sur l'immense prestige que lui conférait la possession d'une importante force matérielle et sur les tendances générales qui prévalaient en Italie, pour préparer des mouvements italiens, lesquels seraient soutenus immédiatement par le Piémont. L'Europe aurait donné son approbation et ses faveurs à une lutte engagée par les seules forces italiennes. Et l'Europe, qui menace aujourd'hui Napoléon lorsqu'il descend en Italie à son appel et avec les apparences d'un libérateur, n'aurait jamais toléré qu'il vienne sans provocation, en son propre nom, au secours de l'Autriche. C'eût été une entreprise sainte et sublime, et Cavour aurait pu la mener à bien. Mais il eût fallu fraterniser, au nom de la liberté et du droit, avec la révolution italienne. Une telle voie ne convenait pas au ministre de la monarchie sarde.

L'aversion pour le peuple et pour la liberté l'a poussé à rechercher l'alliance de la tyrannie - et d'une tyrannie que, à force d'anciennes traditions de conquête, toutes les nations abhorrent. Cette conception a changé la nature même de la cause italienne. Si elle sort victorieuse, avec l'allié accepté comme son patron, l'unité nationale est perdue - l'Italie devient le champ d'une nouvelle division sous le

¹ Les provinces dont les États du pape étaient composés.

² En référence aux traités conclus entre Charles Quint et le pape Clément VII à Barcelone le 29 juin 1529 et à Bologne le 24 février 1530 (ce jour où Charles Quint se trouve couronné « Empereur des Romains » par Clément VII).

³ En référence à la rencontre, le 25 septembre 1857, à Stuttgart, capitale du royaume de Wurtemberg, entre le tsar Alexandre II et Napoléon III : un signe de rapprochement entre la France et la Russie après la guerre de Crimée.

protectorat français. Si elle succombe avec l'homme de décembre, l'Italie devra payer des dommages et intérêts et subir des contre-coup sans fin; et l'Europe, au lieu de s'apitoyer sur notre sort, dira: « Bien fait pour vous ». (Voi non avete, se non quello che meritate.) Tous les calculs, toutes les tactiques humaines, sont régis par des lois morales, qu'aucun peuple ne peut oser violer impunément. Toute culpabilité entraîne inévitablement derrière elle son expiation. La France - et c'est ce que nous lui avons dit à l'époque - expie l'expédition de Rome¹. Que Dieu épargne à l'Italie l'expiation sévère que mérite la monarchie sarde pour avoir couplé une cause sanctifiée par un demi-siècle de sacrifices, de martyres, d'aspirations vertueuses, avec l'étendard de l'égoïsme et de la tyrannie !

La guerre n'en est pas moins un fait - un fait puissant - qui crée de nouveaux devoirs, et modifie fondamentalement nos propres démarches. Entre la conception de Cavour et la menace d'une coalition, également fatale, entre Louis Napoléon et l'Autriche, se trouve l'Italie - plus les dangers de la situation sont graves, plus les efforts de tous doivent se concentrer pour sauver la patrie commune des périls qu'elle encourt. Si la guerre se poursuivait entre gouvernements, nous pourrions rester spectateurs, guettant le moment où les combattants s'étant affaiblis mutuellement, l'élément national pourrait se manifester au premier plan. Mais cet élément a déjà éclaté. Illusionné ou non, le pays tremble dans un état d'activité fébrile, et croit pouvoir atteindre son but en se servant de la guerre de l'Empereur et du Roi. Le mouvement toscan², mouvement spontané de soldats et de citoyens italiens, l'agitation générale, la ruée des corps volontaires, brisent le cercle des intrigues officielles, et ce sont des battements du cœur national. Il faut les suivre sur le terrain; il faut élargir, italianiser (italianizzare) la guerre. Les républicains sauront comment accomplir ce devoir.

L'Italie, si elle le veut, peut se sauver des périls que nous avons exposés. Elle peut gagner son unité nationale à partir de la crise actuelle.

Il est nécessaire que l'Autriche succombe. Nous pouvons déplorer l'intervention impériale, mais nous ne pouvons nier que l'Autriche est l'ennemi éternel de tout développement national italien. Chaque Italien doit contribuer à la chute de l'Autriche. L'honneur et la sécurité de tous l'exigent. L'Europe doit apprendre qu'entre nous et l'Autriche il y a une guerre éternelle. Il faut que le peuple italien maintienne intangible sa dignité, et convainque l'Europe que, si nous pouvons subir l'aide de la tyrannie, parce qu'elle a été réclamée par un gouvernement italien, nous ne l'avons pas demandée, et n'avons pas renoncé pour cela à notre foi dans la liberté et l'alliance des peuples. Le cri de « Viva la Francia ! » peut sortir sans culpabilité des lèvres italiennes; il n'en est pas de même du cri de « Viva l'Imperatore ! » (...)

Il faut que l'Italie se soulève, d'un bout à l'autre (...) au Nord pour conquérir, et non pour recevoir la liberté; au Sud, pour organiser la réserve de l'armée nationale. L'insurrection peut, avec la réserve qui s'impose, accepter le commandement militaire du Roi partout où l'Autrichien a dressé son camp ou s'approche; l'insurrection du Sud doit opérer et se maintenir plus indépendante (...) Naples et la Sicile peuvent assurer la cause italienne, et constituer son pouvoir, représenté par un Camp national; (...) Le cri de l'insurrection, où qu'il se fasse entendre, doit être : « Unité, liberté, indépendance nationale ». (...) Le nom de Rome doit toujours accompagner celui de l'Italie. C'est le devoir de Rome, non pas d'envoyer un seul homme dans l'armée sarde, mais de prouver à la France impériale que c'est une mauvaise affaire pour toute puissance de combattre au nom de l'indépendance italienne, tout en se déclarant le soutien de l'absolutisme papal. (...) De Rome, de Naples et de la conduite

¹ En référence à l'intervention militaire française de 1849 en vue de restaurer le pouvoir temporel du pape.

² En référence au mouvement d'insurrection anti-autrichien en Toscane le 27 avril 1859. Il avait contraint le Grand Duc Léopold II de s'enfuir en Autriche, où il signera son abdication le 21 juillet 59.

de la milice volontaire dépendent aujourd'hui les destinées de l'Italie. Rome représente l'unité de la patrie : Naples et les volontaires peuvent constituer son armée. Les devoirs sont immenses; si Rome, Naples et les volontaires ne savent pas les remplir, ils ne méritent pas la liberté, et ne l'obtiendront pas. La guerre, abandonnée aux Gouvernements, se terminera par un nouveau traité de Campoformio¹. (...)

La discipline prêchée aujourd'hui comme le secret de la victoire par les mêmes hommes qui ont trahi les insurrections de 1848, n'est que servilité et passivité populaire. La discipline comprise par nous peut exiger une forte unité pour tout ce qui concerne la conduite de la guerre régulière; elle peut exiger le silence sur toutes les questions de forme; mais jamais que l'Italie ne doive s'élever ou s'abaisser selon la volonté d'un dictateur sans programme et d'un despote étranger, jamais qu'elle ne doive contenir sa résolution d'être libre et unie. ».

*

Retenu, sans aucun doute, par les contraintes éditoriales, Marx n'a pas reproduit la fin du manifeste de Mazzini, que voici.

Nous traduisons à partir du texte italien des *Scritti editi e inediti di Giuseppe Mazzini*, volume 10, Politica 8, disponible sur le site de la fondation Feltrinelli².

« L'insurrection et le cri unanime d'Unité ne peuvent que favoriser les desseins du Dictateur, s'ils sont bons : ils les freineront, s'ils sont tristes et non vraiment italiens. La nation en armes fournira à l'Europe - qui se méfie de Louis Napoléon et se pencherait tôt ou tard du côté de l'Autriche - un point d'appui pour se placer entre l'ancienne tyrannie et les ambitions dynastiques de l'Empire.

S'insurger; prendre les armes; combattre l'Autriche sur les terres qu'elle occupe; accepter dans ce but la direction militaire d'aujourd'hui; conserver l'indépendance pour le reste, jusqu'à ce que l'Italie, émancipée de toutes les tyrannies, étrangères et intérieures, pourra dévoiler son propre concept; entre-temps, affirmer avec énergie, de toutes les manières possibles et en toutes circonstances, cette partie du concept pour lequel l'Italie a souffert et lutté pendant un tiers de siècle, l'Unité Nationale; faire preuve de concorde et de discipline, mais en méditant sur les dangers que nous avons évoqués, et en étant vigilants - c'est un devoir inviolable pour chaque Italien.

Face aux événements initiés contre un Empire fondé sur la négation absolue de toute nationalité, face à une guerre dont un Gouvernement italien peut, s'il le veut, faire naître la Nation, cesse toute opposition systématique, cesse la conspiration secrète : ne cesse pas le devoir d'affirmer le droit italien et la volonté du pays au point que toute déviation soit difficile : ne cesse pas le devoir de la sainte conspiration publique qui devrait faire de toute l'Italie, d'un bout à l'autre, un programme visible de liberté et d'unité.

Que chacun de nous fasse sa part dans la voie indiquée, et, malgré les obstacles, plus graves aujourd'hui qu'en 1848, l'Italie sera. ».

*

¹ Le traité de Campoformio a été signé le 18.10.1797 entre Napoléon Bonaparte et l'empereur François II en conclusion de la victoire des armées françaises contre l'Autriche. En mettant fin aux guerres de la première coalition des puissances européennes contre la Révolution française, il avait pour conséquence la disparition des Pays-Bas autrichiens, annexés par la France et de la République de Venise, annexée par l'Autriche.

² En ligne sur le site patrimonio.fondazionefeltrinelli.it.

1.32. Fr. Engels, *Les progrès de la guerre*

*New-York Daily Tribune*¹
du 17 juin 1859

Jusqu'à présent, la gloire de la guerre est revenue à Garibaldi, qui ne semble assurément pas craindre cette fougue que Napoléon III déconseille à ses soldats. Tout à coup, ce chef des volontaires est devenu le héros de l'Italie, bien que de ce côté-ci de l'Atlantique, la presse bonapartiste tente de monopoliser le crédit de ses exploits pour son propre grand champion. Mais les lauriers du général partisan semblent avoir suscité un esprit d'émulation dans la poitrine de Victor-Emmanuel; d'où la bataille de Palestro, dont nous n'avons malheureusement encore reçu que des rapports télégraphiques, et ceux du seul camp sarde.

Il semble, d'après ceux-ci², que la 4^e division piémontaise, commandée par Cialdini, qui avait franchi quelques jours auparavant la Sesia près de Vercelli, et avait passé le temps qui a suivi en petites escarmouches avec les avant-postes autrichiens, ait attaqué le 30 mai les positions retranchées de l'ennemi à Palestro, Vinzaglio et Confienza. Ils ont vaincu la brigade qui l'occupait (très probablement celle du général Gablenz), mais le lendemain matin (le 31 mai), on rapporte qu'un corps de 25.000 Autrichiens a tenté de reprendre la position. Ils tentèrent de contourner le flanc droit piémontais, exposant ainsi leur propre flanc au corps du général Canrobert (la division Trochu), qui avait jeté un pont sur la Sesia et était en train d'avancer.

L'Empereur ordonna aussitôt au 3^e régiment des Zouaves de soutenir les Piémontais. Ils attaquèrent, « bien que sans soutien », une batterie autrichienne, prirent les six canons, et poussèrent le groupe de couverture dans un canal, où 400 d'entre eux se seraient noyés. Le roi de Sardaigne était au cœur du combat, et si déterminé à massacrer l'ennemi que « les Zouaves essayèrent de réfréner son ardeur, mais en vain ». Les Zouaves étaient dirigés, dit-on, par le général Cialdini en personne. Finalement, les Autrichiens furent repoussés, laissant entre les mains des Alliés 1.000 prisonniers et huit canons.

« Les pertes des Autrichiens », disent les Piémontais, « ont été très importantes; celles de nos propres troupes ne sont pas encore connues³. »

Au même moment, une lutte séparée se déroulait à Confienza, dans laquelle l'ennemi fut vaincu par la division du général Fanti. Vers 6 heures du soir, cependant, les Autrichiens tentèrent à nouveau une attaque sur Palestro, mais sans plus de succès. Le 1^{er}

¹ La rédaction de l'article est datée du 2 juin 59. La contribution d'Engels a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 360-363.

² En référence au *Moniteur universel* du 4 juin 1859 qui publie en première page la « Proclamation aux troupes », datée du 31 mai 59, de Victor-Emmanuel célébrant la victoire de Palestro : « Soldats, aujourd'hui un nouvel et éclatant fait d'armes a été signalé par une nouvelle victoire. L'ennemi nous a vigoureusement attaqués dans la position de Palestro; portant de puissantes forces contre notre droite, il voulait empêcher la jonction de nos soldats avec ceux du maréchal Canrobert. Le moment était suprême. Notre force était numériquement bien inférieure à celle de l'adversaire; mais il avait en face de lui les braves troupes de la 4^e division, sous les ordres du général Cialdini, et l'incomparable 3^e régiment de zouaves qui, combattant en ce jour avec l'armée sarde, a puissamment contribué à la victoire. ».

³ En référence au *Moniteur universel* du 3 juin 1859. « Bulletin de la guerre » n° 60, daté de Turin, 31 mai au matin : « Le roi a mené nos troupes à l'attaque des Autrichiens retranchés à Palestro, Casalino et Vinzaglio. Les retranchements ont été défendus avec opiniâtreté, mais les nôtres les ont enlevés à la baïonnette avec une bravoure admirable; ils ont pris deux canons, beaucoup d'armes, et fait un grand nombre de prisonniers. On nous mande par le télégraphe que les pertes de l'ennemi ont été très considérables. Nous ne savons pas encore ce que cette victoire nous a coûté. Hier soir, Verceil était illuminé. S.M. l'Empereur s'est promené à pied dans la ville en fête. ».

juin, le général Niel, avec le quatrième corps français, est entré dans Novare, semble-t-il, sans rencontrer de résistance.

Nous n'avons pas eu à lire un récit plus confus et plus contradictoire d'une bataille depuis que la paix de 1849 a remis la *spada d'Italia* au fourreau¹; et pourtant, dans le *résumé* que nous en avons fait, nous avons omis quelques-uns des passages les plus inexplicables. Les Autrichiens attaquent avec 25.000 hommes; sont-ils tous envoyés contre Palestro, ou comprennent-ils les troupes battues par Fanti à Confienza ? Comme la force de ces dernières n'est pas indiquée en détail, nous serons certainement du bon côté, compte tenu de l'extraordinaire véracité des bulletins piémontais, si nous concluons que l'ensemble des Autrichiens engagés le 31 était d'environ 25.000. Nous verrons plus loin quelles étaient les forces qui les ont vaincus. Lorsque les Piémontais sont en danger, l'Empereur ordonne au 3e Zouaves d'avancer. Cialdini les conduit, et le Roi se précipite parmi eux là où le combat est le plus furieux, les Zouaves essayant en vain de le retenir.

Un tableau admirable ! Comme les rôles sont admirablement distribués ! Louis Napoléon, « l'Empereur », ordonne aux Zouaves d'avancer. Le général Cialdini, qui est aussi un Piémontais, les conduit - un Piémontais à la tête de Zouaves français ! « Le Roi » se précipite parmi eux, et combat sous les ordres de son propre Général là où le combat est le plus intense. Mais on nous dit aussi que le Roi commandait en personne la quatrième division piémontaise, c'est-à-dire celle de Cialdini. Nous ne saurons peut-être jamais ce qu'il est advenu de la quatrième division pendant que Cialdini menait les Zouaves et que le roi se précipitait au plus fort du combat. Mais cela ne nous surprend pas de la part de Victor-Emmanuel. Lors de la fatale bataille de Novare, il commit de pareils accès de puérilité, négligea sa division, et ne contribua pas peu à la perte de la bataille, et au triomphe de Radetzky².

De ce récit confus d'un engagement, dont la véritable nature ne sera révélée que lorsque nous aurons les rapports officiels des Français et des Autrichiens, nous pouvons cependant glaner quelques faits utiles. L'aile d'extrême gauche des Alliés avait été tenue, jusqu'à présent, par le corps français du général Niel; il se trouvait sur la Dora Baltea à l'ouest de Vercelli. Venaient ensuite les deux divisions piémontaises de Cialdini et Durando (4e et 3e) à Casale. À Alessandria et à Valenza se trouvaient les divisions piémontaises de Castelborgo (1ère) et de Fanti (2ème), les corps français de McMahon, de Canrobert et de la Garde, qui formaient le centre. À l'est d'Alessandria, à Tortona, Novi, Voghera, se trouvaient la 5e division piémontaise de Cucchiari et le corps français de Baraguay d'Hilliers.

Maintenant, nous trouvons engagés à Palestro et à Confienza (ces localités sont à peine à trois miles l'une de l'autre), non seulement Cialdini mais Fanti; et bien que rien ne soit dit de Niel, nous y trouvons pourtant Canrobert. Nous y trouvons aussi le 3e régiment de Zouaves, qui n'appartient pas à celui de Canrobert, ni d'ailleurs à aucun des trois autres corps français. Enfin, nous apprenons que Louis Napoléon a transféré son quartier général à Vercelli, et que le général Niel a occupé Novare le lendemain de la bataille. Cela montre un changement incontestable dans la disposition de l'armée alliée. L'aile gauche, composée auparavant du corps de Niel, 26 bataillons, et de la division de Cialdini, 14 batail-

¹ Engels fait référence aux rapports sur la bataille de Novare du 23 mars 1849 (qu'il a analysés dans une série d'articles intitulés « La défaite des Piémontais »). L'une des causes de la défaite des Piémontais à Novare fut le comportement lâche de Charles Albert, roi de Sardaigne et de Piémont, dont la « bravoure » avait été louée jusqu'alors par les milieux monarchistes, partisans de l'unification de l'Italie sous la dynastie des Savoie, qui l'avaient même baptisé "spada d'Italia" ("épée de l'Italie"). Après l'abdication de Charles-Albert, son fils Victor-Emmanuel, le nouveau roi, conclut à Milan, en août 1849, un traité de paix avec les Autrichiens, aux termes duquel l'Autriche conserve toutes ses possessions en Italie et reçoit du Piémont des indemnités s'élevant à 65 millions de francs.

² Lors des batailles de Custoza, le 25 juillet 1848, et de Novare, le 23 mars 1849, l'armée autrichienne de Radetzky avait infligé deux lourdes défaites aux forces piémontaises.

lons, en tout 40 bataillons, a été maintenant renforcée par le corps de Canrobert, 39 bataillons, et la division de Fanti, 14 bataillons, ce qui fait ensemble 53 bataillons, et porte le total de cette partie de l'armée alliée à 93 bataillons en tout. Sur ce nombre, les deux divisions piémontaises, 28 bataillons, et la division Trochu du corps de Canrobert, 13 bataillons, en tout 25.000 Piémontais et au moins 11.000 Français étaient, de leur propre aveu, plus ou moins engagés dans l'action de Palestro. Cela explique pourquoi les 25.000 Autrichiens ont été repoussés.

Mais ce renforcement de l'aile gauche a manifestement été entrepris avec une arrière-pensée; l'avance de Niel sur Novare le prouve, tout comme le déplacement du quartier général de Louis Napoléon à Vercelli. De plus la probabilité que la Garde l'y ait suivi ne laisse guère de doute quant aux intentions des Alliés. La Garde porte les forces sur la Sesia à 127 bataillons en tout; et au moyen du chemin de fer, comme à Montebello, les troupes peuvent bientôt être acheminées de l'extrême droite, et être à temps pour participer à une action générale. Il restera alors deux possibilités. Ou bien Louis Napoléon poursuivra le mouvement commencé, en contournant entièrement la droite autrichienne, et en plaçant le gros de son armée sur la route directe de Vercelli à Milan, sur la ligne de Vercelli et de Novare, en même temps qu'il occupera les Autrichiens par des démonstrations sur la ligne du Pô. Ou bien, tout en faisant de fortes démonstrations sur la droite autrichienne, il concentrera ses forces principales autour de Valenza, où Baraguay, McMahon et les gardes comptent 99 bataillons, et Cucchiari, Durando et Castelfborgo 42 bataillons, qui seront renforcés par un déplacement rapide du corps de Canrobert et de quelques Piémontais dans le même quartier, ce qui permettra de réunir 170 bataillons sur un point et de tomber sur le centre autrichien avec l'intention de le briser.

L'ostentation avec laquelle le corps de Canrobert (dont, après tout, seule la division de Trochu pourrait se trouver là) et les Piémontais de Fanti défilent sur la Sesia, tandis que Louis Napoléon déplace son quartier général avec la même ostentation à Vercelli, semblerait plaider en faveur de la deuxième solution; mais il est impossible de faire plus que de le deviner.

Pendant ce temps, les Autrichiens sont apparemment toujours sur l'Agogna, bien que leur retraite à travers le Tessin soit rapportée dans le *London Daily News*. Leurs troupes sont de plus en plus concentrées sur un petit espace autour de Garlasco. Ils lancent de temps en temps des coups de sonde, comme celui de Montebello et celui de Palestro, mais prennent soin de ne pas se disperser. Ils sont au moins six corps d'armée forts de 160 à 200 bataillons (variant selon ce qui a pu être détaché pour les garnisons). Les forces semblent à peu près également équilibrées. Encore quelques jours, et les nuages devront décharger les foudres qu'ils tiennent en suspens.

1.33. Fr. Engels, *Événements militaires*

*Das Volk*¹
du 11 juin 1859

Le caractère fragmentaire et contradictoire des télégrammes reçus du théâtre des opérations ne permet que quelques commentaires sur la retraite des Autrichiens par le Tessin et leur défaite à Magenta. Intimidés, semble-t-il, par l'occupation de Novare par le général Niel, les Autrichiens se sont repliés sur le Tessin les 3 et 4 juin. Le 4 juin, à quatre heures du matin, les Français et les Piémontais, qui avaient traversé le Tessin à Turbigo et Boffalora sur l'aile droite des Autrichiens, tombèrent avec des forces supérieures sur l'ennemi qui leur faisait directement face et le chassèrent de sa position après une résistance exceptionnellement sanglante et opiniâtre. Les détails de l'action fournis par le télégraphiste de l'armée alliée, Louis Bonaparte², témoignent de la puissance d'imagination de ce « général secret », qui ne peut toujours pas surmonter son aversion pour les *armes de précision* et voyage donc avec train et bagages à une distance timide du champ de bataille et derrière l'armée, mais toujours en « pleine santé physique³ ».

Il y a de bonnes raisons pour l'insistance avec laquelle ce bulletin de santé est jeté à la face du monde. Lors des délibérations de la Chambre des pairs française sur l'expédition de Boulogne de Louis Bonaparte⁴, il a été établi par la déposition sous serment de témoins qu'au moment du danger, le héros a ouvert son cœur accablé d'une manière qui était tout sauf un symptôme de « pleine santé physique ».

Les Autrichiens s'étaient concentrés sur l'Agogna dans la position d'un tigre prêt à bondir. Gyulay est responsable de leur défaite parce qu'il a abandonné cette position. Après avoir occupé la Lomellina et pris position à une trentaine de miles avant Milan, il était évident qu'il était impossible de couvrir toutes les voies d'accès à cette capitale. Trois routes s'offraient aux Alliés : une à travers le centre autrichien en passant par Valenza, Garlasco et Bereguardo; une autre sur la gauche autrichienne en passant par Voghera, Stradella et le Pô entre Pavie et Plaisance; et enfin la route sur la droite autrichienne par Vercelli, Novara et Boffalora.

Si les Autrichiens voulaient défendre Milan directement, ils ne pouvaient bloquer qu'une seule de ces routes avec leur armée. La mise en place d'un corps sur chacune d'elles aurait dispersé leurs forces et rendu leur défaite certaine. Mais c'est une règle de la guerre moderne qu'une route peut être défendue aussi bien, sinon

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 364-367. L'article a été écrit vers le 9 juin 59. La version allemande se trouve aux pages 376-379 du vol. 13 des MEW.

² Le *Moniteur universel* du 6 juin 59. Il s'agit du télégramme envoyé par Napoléon III à l'Impératrice Eugénie. Il lui annonce la victoire de Magenta sous le commandement du général Mac-Mahon.

³ Le *Moniteur universel* du 30 mai 1859. Une note datée du 29 mai 59 à Alexandrie : « L'Empereur, y lit-on, est en parfaite santé. ».

⁴ Il s'agit des tentatives de coups d'État militaires menées par Louis Bonaparte sous la Monarchie de Juillet. Le 30 octobre 1836, avec l'aide de quelques officiers bonapartistes, il réussit à mobiliser deux régiments d'artillerie de la garnison de Strasbourg. Mais quelques heures plus tard, les insurgés étaient désarmés. Louis Bonaparte lui-même fut arrêté et expulsé vers l'Amérique. Le 6 août 1840, profitant d'un certain regain du sentiment bonapartiste en France, il débarqua à Boulogne avec une clique de conspirateurs et tenta de déclencher une mutinerie parmi les troupes de la garnison locale. Cette tentative se solda également par un fiasco total. Louis Bonaparte fut condamné, le 6 octobre 1840, à la prison à vie et détenu à la forteresse de Ham. Il parvint cependant à s'évader le 25 mai 1846 et gagne aussitôt l'Angleterre pour un nouvel exil.

mieux, par une position de flanc que par une position de front. Une armée de 150.000 à 200.000 hommes concentrée dans une petite zone et prête à agir dans n'importe quelle direction ne peut être ignorée par l'ennemi en toute impunité que si ses forces sont énormément supérieures en nombre. Lorsque Napoléon marcha vers l'Elbe en 1813, les Alliés, bien que beaucoup plus faibles en nombre, avaient des raisons de le provoquer au combat. Ils prirent donc position près de Lützen⁵, à quelques kilomètres au sud de la route menant d'Erfurt à Leipzig. Une partie de l'armée de Napoléon était déjà passée lorsque les Alliés révélèrent leur proximité avec les Français. En conséquence, toute l'armée française fut contrainte de s'arrêter, ses colonnes avancées furent rappelées, et une bataille eut lieu qui ne laissa guère les Français en possession du terrain, bien que leur supériorité en nombre fût d'environ 60.000 hommes. Le lendemain, les deux armées marchèrent vers l'Elbe en colonnes parallèles, sans que les Alliés aient été gênés dans leur retraite. Si les forces avaient été moins disproportionnées, la position des Alliés sur le flanc de la marche de Napoléon l'aurait arrêtée au moins aussi bien qu'une position frontale à cheval sur la route de Leipzig.

La position de Gyulay était similaire. Il se tenait entre Mortara et Pavie avec une force d'environ 150.000 hommes, bloquant la route directe de Valenza à Milan. Il aurait pu être débordé sur l'une ou l'autre de ses ailes, mais sa position lui donnait les moyens de contrecarrer un tel contournement de son flanc. Le gros de l'armée alliée était concentré près de Vercelli les 30 mai, 31 mai et 1er juin. Il se composait de 4 divisions piémontaises (56 bataillons), du corps de Niel (26 bataillons), du corps de Canrobert (39 bataillons), de la Garde (26 bataillons) et du corps de MacMahon (26 bataillons), en tout 173 bataillons d'infanterie, sans compter la cavalerie et l'artillerie.

Gyulay, pour sa part, disposait de 6 corps d'armée, affaiblis par des détachements contre Garibaldi, vers Voghera, pour occuper diverses places fortes, etc., mais rassemblant encore 150 bataillons.

Son armée était placée de telle sorte que son flanc droit ne pouvait être contourné que par une marche de flanc à l'intérieur de son rayon d'action. Or, on sait qu'une armée a toujours besoin de temps pour passer de l'ordre de marche à l'ordre de bataille, même lors d'une attaque frontale, bien que dans ce cas, l'ordre de marche soit autant que possible organisé pour la bataille. La perturbation est beaucoup plus dangereuse lorsque des colonnes en ordre de marche sont attaquées sur les flancs. Il est donc de règle d'éviter une marche de flanc dans le champ d'action de l'ennemi. L'armée alliée a enfreint cette règle. Elle a marché sur Novare et le Tessin, apparemment sans tenir compte des Autrichiens sur son flanc. C'était le moment d'agir pour Gyulay. Il devait concentrer ses troupes sur Vigevano et Mortara pendant la nuit du 3 juin, après avoir laissé un corps sur la Basse Agogna pour tenir Valenza en échec, et tomber sur le flanc des Alliés en marche le 4 juin avec tous les hommes disponibles. Il n'y avait guère de doute quant au résultat d'une telle attaque par environ 120 bataillons sur la colonne de marche étendue et en de nombreux endroits brisée des Alliés. Si une partie des forces alliées avait déjà traversé le Tessin, tant mieux pour Gyulay; son attaque les aurait ramenées mais ne leur aurait guère laissé le temps de jouer un rôle décisif. Même dans le pire des cas, celui d'une attaque infructueuse, le repli des Autrichiens sur Pavie et Plaisance aurait pu se faire d'une façon aussi sûre que, par exemple, après la bataille de Magenta.

Toute la disposition des troupes de Gyulay montre que tel était, en fait, le plan initial des Autrichiens. Son conseil de guerre avait décidé, après mûre réflexion, que la route directe vers Milan de-

⁵ En référence à la bataille de Lützen (en Saxe) du 2 mai 1813 entre l'armée de Napoléon Ier et les forces russes et prussiennes.

vait être laissée ouverte aux Français et Milan couverte uniquement par une marche contre le flanc de l'ennemi. Cependant, lorsque le moment décisif arriva et que Gyulay vit les troupes françaises déferler sur sa droite vers Milan, le Magyar pur-sang perdit la tête, vacilla et se retira finalement derrière le Tessin.

Ce faisant, il a préparé sa propre défaite. Alors que les Français marchaient en ligne droite sur Magenta (entre Novare et Milan), il fit un grand détour, descendant d'abord le long du Tessin et le traversant à Bereguardo et Pavie, puis remontant le long du fleuve vers Boffalora et Magenta, afin de bloquer la route directe vers Milan. Le résultat fut que ses troupes arrivèrent en faibles détachements et ne purent être regroupées en corps susceptibles de briser le noyau de l'armée alliée.

En supposant que l'armée alliée tienne le champ de bataille, et donc la route directe vers Milan, les Autrichiens devront se retirer derrière le Pô, derrière l'Adda ou dans leurs grandes forteresses pour se réorganiser. Si la bataille de Magenta décidait alors du sort de Milan, elle ne déciderait en aucun cas de la campagne. Les Autrichiens disposent de trois corps d'armée entiers qu'ils concentrent en ce moment sur l'Adige, et qui ne manqueront pas de leur assurer l'équilibre des forces, à moins que les erreurs grossières du « général secret » ne soient compensées, comme elles l'ont été à nouveau dans ce cas, par l'indécision de Gyulay.

1.34. Fr. Engels, *La défaite autrichienne*

*New-York Daily Tribune*¹
du 22 juin 1859

L'arrivée du *Persia* la nuit dernière nous met en possession de divers documents très intéressants sur la bataille de Magenta, que nos lecteurs trouveront là où il convient. Leur contenu peut être résumé très brièvement² :

La bataille de Magenta a été une défaite décisive pour les Autrichiens et une grande victoire pour les Français; les Alliés sont entrés dans Milan au milieu des réjouissances populaires; les Autrichiens sont en pleine retraite, et le corps de Benedek a été manifestement battu par Baraguay d'Hilliers (dont on n'entend plus parler de la disgrâce) à Marignano et 1.200 soldats ont été faits prisonniers; les Alliés sont maintenant pleins de confiance et les Autrichiens découragés et abattus.

Nos confrères londoniens traitent généralement la bataille comme une surprise de la part des Autrichiens; et tel était notre propre jugement jusqu'à ce que le présent témoignage nous parvienne. Il nous semble maintenant que Gyulay n'a pas tant été surpris que piégé par une erreur fatale, et nous allons exposer les raisons de cette opinion.

Lorsque les Autrichiens prirent position à quelque trente milles en avant de Milan, il ne fallait pas s'attendre à ce qu'ils puissent couvrir toutes les voies d'accès possibles vers cette capitale. Trois routes s'offraient aux Alliés : ils pouvaient marcher à travers le centre autrichien par Valenza, Garlasco et Bereguardo; sur la gauche autrichienne par Voghera, Stradella et à travers le Pô entre Pavie et Plaisance; et enfin sur la droite autrichienne par Vercelli, Novara et Boffalora.

Or, si les Autrichiens voulaient défendre Milan, ils ne pouvaient défendre qu'une seule de ces trois routes en plaçant leur armée en travers de celle-ci; défendre chacune d'elles en plaçant un corps sur chacune d'elles aurait été disperser leurs forces et encourir une défaite certaine. Mais il est reconnu comme une règle dans la guerre moderne qu'une route est tout aussi bien, sinon mieux, défendue par une position latérale que par une simple défense frontale.

Une armée de 150.000 à 200.000 hommes, concentrée sur un petit espace de terrain, prête à agir dans n'importe quelle direction, ne peut être négligée impunément par une armée ennemie, à moins qu'elle ne soit extrêmement supérieure en force. Lorsque, par exemple, Napoléon, en 1813, marcha vers l'Elbe, et que les Alliés, bien qu'inférieurs en nombre, eurent des raisons de chercher la bataille, ils prirent position à Lützen, à quelques milles au sud de la route menant d'Erfurt à Leipzig. L'armée de Napoléon était déjà en partie passée, lorsque les Alliés firent savoir aux Français qu'ils étaient proches. La conséquence fut que la marche de toute l'armée française fut arrêtée, la colonne avancée rappelée, et une bataille fut livrée, qui laissa les Français, bien que supérieurs de 60.000 hommes à peine, en possession du champ de bataille. Le lendemain, les deux armées ennemies marchèrent sur des lignes parallèles en direction de l'Elbe, et la retraite des Alliés ne fut même pas inquiétée. Si les forces avaient été plus équilibrées, la position laté-

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 368-371. L'article a été écrit vers le 9 juin 59. Il a paru comme éditorial.

² Ce passage a été ajouté par les éditeurs du *New-York Daily Tribune*.

rale des Alliés aurait arrêté la marche de Napoléon aussi efficacement, au moins, qu'une occupation devant la route directe vers Leipzig. Le général Gyulay se trouvait exactement dans une telle position. Avec une force qu'il dépendait certainement de lui seul de porter à plus de 150.000 hommes, il se trouvait entre Mortara et Pavie, barrant la route directe de Valenza à Milan. Il pouvait être contourné par l'une ou l'autre aile, mais telle était la nature même de sa position, et si cette position valait quelque chose, il aurait dû être capable de trouver une parade efficace à cette éventualité dans les facilités mêmes que la position lui donnait pour contrer de tels mouvements.

Mais laissant l'aile gauche autrichienne tout à fait de côté, nous limiterons à l'aile qui a été effectivement contournée.

Les 30 et 31 mai, et le 1er juin, Louis Napoléon concentra la masse de ses troupes à Vercelli. Il y avait, le 31, 4 divisions piémontaises (56 bataillons), le corps de Niel (26 bataillons), le corps de Canrobert (39 bataillons), et les Gardes (26 bataillons). En outre, il y engagea aussi le corps de McMahon (26 bataillons), en tout l'énorme force de 173 bataillons d'infanterie, à côté de la cavalerie et de l'artillerie. Gyulay disposait de six corps d'armée autrichiens; ils étaient affaiblis par des détachements laissés en garnison, envoyés contre Garibaldi, à Voghera, etc., mais comptaient encore en moyenne 5 brigades chacun, ce qui donnait 30 brigades ou 150 bataillons.

Or, une telle armée, si elle a confiance en elle, aucun général n'ose la laisser sur ses flancs ou ses arrières. De plus, cette armée était placée de telle sorte qu'elle ne pouvait être contournée sur sa droite que par une marche de flanc à sa portée, et une telle marche de flanc est une manœuvre très dangereuse. Une armée en ordre de marche a toujours besoin de beaucoup de temps pour se mettre en ordre de bataille. Elle n'est jamais totalement prête pour une bataille. Mais si c'est le cas lorsqu'elle est attaquée de front, où l'ordre de marche est subordonné autant que possible aux chances de résistance, c'est encore plus le cas lorsque les colonnes en marche sont attaquées de flanc.

C'est donc une règle établie de stratégie que d'éviter une marche de flanc à portée de l'ennemi. Louis Napoléon, se fiant à ses masses, a délibérément violé cette règle. Il marcha vers Novare et le Tessin sans tenir compte, apparemment, des Autrichiens sur son flanc. C'était pour Gyulay le moment d'agir. Il s'agissait pour lui de concentrer ses troupes, dans la nuit du 3 juin, autour de Vigevano et Mortara, en laissant un corps sur la basse Agogna pour observer Valenza, et le 4, de s'abattre avec tous les hommes disponibles sur le flanc des alliés avancés. Le résultat d'une telle attaque, menée avec quelque 120 bataillons, sur les longues colonnes discontinues des alliés, ne pouvait guère être douteux. Si une partie des alliés avait traversé le Tessin, tant mieux. Cette attaque les aurait rappelés, mais ils n'auraient guère été à temps pour reprendre le combat. Et à supposer même que l'attaque ait échoué, la retraite des Autrichiens vers Pavie et Plaisance aurait été tout aussi sûre par la suite, comme elle l'a prouvé depuis l'affaire de Magenta. Il y a lieu de supposer que tel était le plan initial de Gyulay. Mais lorsqu'il vit, le 2 juin, que les Français accumulaient leurs masses sur la route directe de Milan, sur sa droite, sa résolution semble l'avoir abandonné. Les Français pouvaient être à Milan aussi vite que lui-même, s'il choisissait de les laisser faire - il n'y avait pratiquement personne pour bloquer la route directe; l'entrée d'un petit corps de Français à Milan pourrait mettre le feu à toute la Lombardie, et bien que toutes ces considérations aient probablement été pesées maintes et maintes fois dans ses conseils de guerre, et qu'une marche sur le flanc des Français ait été considérée comme suffisante pour couvrir Milan, lorsque le cas s'est réellement produit et que les Français étaient aussi près de Milan que les Autrichiens, Gyulay a vacillé et s'est finalement retiré derrière le Tessin. Cela a scellé sa perte.

Alors que les Français marchaient en ligne droite vers Magenta, il fit un grand détour, descendant le long du Tessin et le dépassant à Be-

reguardo et Pavie, puis remontant le long du fleuve vers Boffalora et Magenta - tentant ainsi, trop tard, de bloquer la route directe vers Milan. La conséquence est que ses troupes sont arrivées par petits détachements et n'ont pas pu être rassemblées en masses suffisantes pour s'opposer avec succès au gros des forces alliées.

Qu'ils se soient bien battus, cela ne fait aucun doute; et quant à la question de la tactique et de la stratégie dans le combat, nous nous proposons d'y revenir à une autre occasion. Mais il est vain que leurs bulletins tentent de pallier le fait qu'ils ont été battus, et que la bataille a décidé du sort de Milan, et doit avoir son influence pour décider du sort de la campagne. Pendant ce temps, les Autrichiens ont trois autres corps d'armée qui se concentrent sur l'Adige, ce qui leur donnera une supériorité numérique considérable. Le commandement a également été retiré à Gyulay et confié au général Hess, qui a la réputation d'être le meilleur stratège d'Europe; mais on dit qu'il est tellement invalide qu'il est incapable de poursuivre une activité prolongée.

Nos lecteurs remarqueront que les rapports des outrages autrichiens dans la Lomellina sont démentis de source tant française qu'anglaise¹. Nous attirons l'attention sur ce fait, non seulement pour rendre justice à toutes les parties, mais aussi parce que notre propre incrédulité à l'égard de ces rapports a été interprétée comme une expression de sympathie pour la cause de François-Joseph, un potentat dont nous ne voulons pas voir le renversement retardé d'un jour. Si Napoléon et lui pouvaient tomber ensemble, et chacun de la main de l'autre, la perfection de la justice historique serait atteinte.

¹ *Le Moniteur universel* du 11 mai 1859. Bulletin officiel de la guerre n° 18, daté de Turin, le 8 mai au matin. On y lisait : « Des actes coupables continuent d'être commis par les Autrichiens, qui font cette guerre plutôt en pillards qu'en soldats. ».

1.35. Fr. Engels, *Un chapitre d'histoire*

Das Volk
du 07.06.1859¹

Nous pensons avoir publié tous les comptes rendus importants de la bataille de Magenta qui ont été communiqués au monde par les gouvernements concernés et par les principales revues européennes². Cette bataille s'est déroulée il y a près d'un mois; et même selon l'opinion de nos amis plutôt rigides du *Evening Post*, elle peut maintenant être discutée dans un journal sans faire violence à la rectitude, au sérieux ou à l'honnêteté; dès lors, nous procédons avec toute la déférence voulue pour exposer la vérité sous la forme d'une étude historique et, si l'on nous permet l'expression, stratégique de cette bataille.

Le matin du 4 juin, les Autrichiens avaient achevé leur retraite à travers le Tessin, et marchaient vers Magenta et Abbiategrasso, afin de prendre de flanc l'armée française qui s'avancait vers Milan; tandis que le général Clam-Gallas³, qui venait d'arriver de Milan avec une division du 1^{er} corps, devait leur opposer de front sa division et le 2^e corps (celui du Liechtenstein⁴), qui l'avait rejoint à Magenta.

Comme réserve, il avait la division Reischach⁵ du 7^e corps (celle de Zobel⁶) à Corbetta, à quelques lieues derrière Magenta. La ligne du Tessin elle-même ayant été abandonnée comme étant indéfendable, ces sept ou huit brigades autrichiennes devaient tenir la ligne du Naviglio Grande, un grand canal presque parallèle au Tessin et qui ne peut être franchi que par des ponts. Les deux ponts à défendre étaient ceux de Boffalora et de Magenta, sur deux routes menant toutes deux de Magenta au pont de San Martino sur le Tessin. La division du 1^{er} corps (commandée par le général Cordon⁷) s'avancait sur la route de Turbigo; deux brigades du 2^e corps étaient sur les ponts; une troisième à Magenta; et la division de Reischach, comme nous l'avons dit, à Corbetta.

Les Français avancèrent en deux colonnes.

La première, sous le commandement nominal de Louis Napoléon, se composait de la division des grenadiers de la Garde, des corps de Canrobert, de Niel et de Baraguay d'Hilliers, en tout 9 divisions, soit 18 brigades (117 bataillons). Elle avançait sur la route directe de Novare à Milan, par le pont de San Martino, et devait prendre les ponts de Boffalora et de Magenta.

La deuxième, sous McMahon, se composait de la division des voltigeurs⁸ de la Garde, du corps de McMahon, et de toute l'armée piémontaise, en tout 8 divisions, ou 16 brigades, et comprenant 109 bataillons, car les divisions piémontaises comptent un bataillon de

¹ L'article a été écrit par Engels vers le 16 juin. Il a ensuite paru sous une forme légèrement modifiée dans le *New-York Daily Tribune* du 02.07.59. Nous traduisons à partir de cette version anglaise. MECW, vol. 16, pp. 372-379. La version allemande, intitulée « Die Schlacht von Magenta » (« La bataille de Magenta ») se trouve aux pages 384-390 des MEW.

² Notamment par le *Moniteur universel* du 10 juin 1859.

³ Le comte Eduard Clam-Gallas, général autrichien, qui commandait le 1^{er} corps d'armée de Bohème.

⁴ Le général autrichien Franz de Paula Joachin de Liechtenstein, qui était le fils du prince Jean I^{er} de Liechtenstein.

⁵ Celle du général Sigismund von Reischach.

⁶ Le Lieutenant-Maréchal Friedrich Zobel.

⁷ Franz von Cordon, qui avait été ministre autrichien de la Guerre de novembre 1849 à juin 1849.

⁸ Des soldats de l'infanterie légère.

plus que les françaises. La tête de ce corps avait passé le Tessin et le Naviglio sans résistance sérieuse à Turbigo, et devait maintenant soutenir l'attaque frontale de la première colonne par un mouvement sur le flanc des Autrichiens, en marchant directement sur Magenta par le nord. Cette colonne devait attaquer en premier, et, après avoir bien engagé les Autrichiens, la première colonne devait attaquer les ponts.

Vers midi, l'attaque fut lancée par McMahon. Avec des forces supérieures, il poussa la division de Cordon devant lui vers Magenta, et vers 2 heures, les grenadiers de la Garde, qui avaient poursuivi les avant-postes autrichiens jusqu'au canal, attaquèrent les ponts de Boffalora et de Magenta. Il y avait à ce moment là 3¹ brigades françaises sur le champ de bataille, contre ce que Louis Napoléon appelle 125.000 Autrichiens, mais qui en réalité se limitait à 5 brigades (2 du 1er et 3 du 2ème corps), soit moins de 30.000 hommes; car même les 2 brigades de Reischach se tenaient, pour l'instant, à Corbetta. Les Français, par un violent effort, emportèrent les ponts sur le canal. Gyulay, qui était à Magenta, ordonna à Reischach d'avancer et de reprendre le pont de Magenta, ce qu'il fit; mais Boffalora semble être resté aux mains des Français.

La bataille s'arrêta; le corps de McMahon, ainsi que les grenadiers, avaient été repoussés avec succès; mais aussi, chaque homme disponible des Autrichiens était engagé. Où se trouvaient les autres corps ? Ils étaient partout, sauf là où on avait besoin d'eux. La 2e division du 1er corps était toujours en route depuis l'Allemagne, et on ne pouvait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle arrive. La brigade restante du 2e corps, car Gyulay dit clairement dans son rapport qu'il n'y avait que 3 brigades du 2e corps engagées, n'est pas comptabilisée. La 2e division du 7e corps, celle du général Lilia², était à Castelletto, à 6 ou 7 miles de Magenta. Le 3e corps était à Abbiategrasso, à 5 miles de Magenta. Le 5e corps était en marche vers Abbiategrasso, venant probablement de Bereguardo, et lorsque la bataille a commencé, il était à au moins 9 miles de Magenta. Le 8e corps était en marche de Binasco à Bestazzo, à 10 ou 12 milles de distance, et le 9e était à vrai dire sur le Pô, en aval de Pavie, à 20 ou 25 milles du lieu de l'action. Par cette précieuse dispersion de ses troupes, Gyulay se trouvait dans la situation délicate de devoir résister, avec sept brigades, au choc des deux têtes de colonnes françaises, de midi à 4 ou 5 heures de l'après-midi, et ces sept brigades n'auraient pas pu le faire sans le fait que les Français, marchant sur deux routes seulement, avec d'énormes masses de troupes, ne pouvaient se déplacer que lentement.

Pendant que Reischach tenait le pont de Magenta et s'emparait de l'un des nouveaux canons rayés français, Gyulay se précipitait à Robecco, un village sur le canal à environ trois miles en dessous de Boffalora, pour accélérer la marche des 3e et 5e corps et leur indiquer leurs directions d'attaque. Quatre brigades du 3e corps étaient maintenant lancées en avant, la première ligne sous Härtung³ et Ramming⁴, et avec Dürfeld⁵ en réserve, toutes trois le long du canal, et Wetzlar le long du Tessin. Ils devaient attaquer le flanc droit des Français. Mais entre-temps, ces derniers avaient également obtenu des renforts. La brigade de Picard (de la division Renault et du corps de Canrobert) arriva pour soutenir les grenadiers et repoussa Reischach au-delà du pont. Ils furent suivis par la division Vinoy (corps de Niel), la brigade Jannin (division Renault) et la division Trochu (corps de Canrobert).

Ainsi, les Français concentrèrent sur ce point six brigades en plus des deux brigades de grenadiers, tandis que sur les quatre brigades autrichiennes du 3e corps, seules deux ou trois étaient effectivement engagées. Malgré cette disproportion, les Autrichiens prirent

¹ 8 brigades dans le texte paru dans *Das Volk*.

² Le lieutenant maréchal autrichien Karl Clemens Lilia von Westegg.

³ Le général Ersnt von Hartung.

⁴ Le général Wilhelm von Ramming, baron de Riedkirchen.

⁵ Le général Heinrich von Dürfeld.

et reprirent sans cesse le pont de Magenta, qui resta finalement aux mains des Français.

Pendant que cela se passait sur les ponts, McMahon avait préparé une seconde attaque contre les troupes qui lui étaient opposées, composées de quatre ou cinq brigades des 1er et 2e corps. Ses deux divisions s'avancèrent à nouveau en deux colonnes sur Magenta, suivies, en deuxième ligne, par la division de voltigeurs de la Garde de Camou. Les divisions Espinasse et La Motterouge (corps de McMahon) ayant été repoussées avec succès par les Autrichiens, les voltigeurs avancèrent pour les soutenir. La lutte atteignait alors son point critique. La première des colonnes françaises avait passé le pont de Magenta, et s'avancait également contre le village, qui était déjà durement pressé par la colonne de McMahon. Le 5e corps autrichien ayant enfin fait son apparition sur le champ de bataille, la brigade du prince de Hesse, presque à la tombée de la nuit, fit une nouvelle tentative pour repousser les Français sur le pont, mais en vain. C'était, en effet, trop demander à une brigade affaiblie (elle avait déjà combattu à Montebello) que d'arrêter et de repousser ce torrent de troupes qui se déversait sur le pont de Magenta. Les Autrichiens de Magenta, assaillis sur le front, de flanc et à l'arrière, et sous le feu, sans repos, depuis le début de l'action, cédèrent enfin, et après une lutte violente, Magenta fut occupée par les Français à la nuit tombée.

Gyulay retira ses troupes par Corbetta, qui avait été occupé entre-temps par la division de Lilia venue de Carbelletto, et par Robecco, qui était également fortement tenu par le 3e corps, le 5e corps bivouaquant entre les deux localités. Il avait l'intention de poursuivre le combat le 5 juin, mais il semble qu'il y ait eu un cafouillage dans les ordres donnés, car au milieu de la nuit, il a appris que les 1er et 2e corps s'étaient, selon les ordres, tels qu'ils les comprenaient, retirés à plusieurs miles du champ de bataille, et devaient continuer leur retraite à 3 heures du matin. Ce renseignement décida Gyulay à renoncer à une nouvelle bataille.

Une brigade du 3e corps assaillit de nouveau Magenta pour couvrir la retraite de l'armée autrichienne qui se déroula dans l'ordre le plus parfait.

Selon le rapport autrichien¹, se trouvaient engagés de leur côté :

- du 1er corps, division de Cordon.....2 brigades.
- du 2e corps d'armée.....3 brigades.
- du 7e corps, division de Reischach.....2 brigades.
- du 3e corps..... 3 brigades.
- du 5ème Corps, à la tombée de la nuit.....1 brigade.

En tout, 11 brigades, égales à 55 bataillons, avec les armes auxiliaires, soit environ 65.000 hommes.

D'après le rapport français², les alliés avaient engagé :

- Le corps des Gardes, 2 divisions4 brigades.
- Le corps de McMahon, 2 divisions4 brigades.
- Le corps de Canrobert, 2 divisions (de Renault & Trochu)...4 Brigades.
- Le corps de Niel, 1 division (celle de Vinoy)....2 brigades.

En tout 14 brigades, ou 91 bataillons, équivalant à au moins 80.000 hommes.

Mais le rapport français, en parlant de l'avance de la division de Vinoy, dit,

¹ Marx se réfère ici au « Rapport du Comte Gyulay, Commandant de la seconde armée, à sa Majesté l'Empereur » paru le 13 juin 1859 dans le *Times*.

² Paru dans *Le Moniteur universel* du 10 juin 1859. *Bulletin de l'armée d'Italie. Passage du Tessin et bataille de Magenta*.

« le 85e régiment de ligne a le plus souffert....Le général Martimprey a reçu une blessure en conduisant sa brigade. »

Or, ni le 85e ni la brigade du général Martimprey n'appartiennent à la « division de Vinoy du corps du général Niel ». Le 85e appartient à la 2e brigade, commandée par le général Ladreit de la Charrière de la division Ladmiraault, et le général Martimprey commande la 1re brigade de cette même division, qui n'appartient pas au corps de Niel, mais à celui du maréchal Baraguay d'Hilliers. Nous trouvons ainsi une preuve irréfutable *qu'il y a eu plus de troupes françaises engagées qu'il n'est dit dans le rapport*; et si la division Ladmiraault, qui porte le nombre des brigades à 16, celui des bataillons à 104, et celui des combattants à 90.000, est ainsi négligée avec désinvolture, on ne peut s'empêcher de penser que d'autres troupes encore ont contribué au résultat de la journée. Les Autrichiens, eux aussi, disent avoir fait des prisonniers appartenant à presque tous les régiments faisant partie de l'armée d'Italie, et il est donc probable qu'au moins 16 brigades ont été engagées. Cela donne aux Français une supériorité numérique, qui fait le plus grand honneur à la bravoure des troupes autrichiennes. Elles ont été battues par la seule largeur du champ de bataille; elles ont pris un canon et en ont perdu quatre, et elles ont dû quitter le champ de bataille avec la certitude que si le nombre avait été égal, la victoire aurait été la leur.

Mais que dire de leur général ? Il s'attend à ce que l'attaque ait lieu le 4; à 8 miles du champ de bataille, il a 13 brigades (les 7 premières engagées, 2 de Lilia, 4 du 3e corps); à 9 milles, 4 autres du 5e; à 10 ou 12 milles, 4 autres du 8e corps. Ceci à 8h30 du matin. Maintenant, est-ce trop demander, un jour de bataille, que tous ces corps soient réunis à 4 h, ou au plus tard à 5 h, dans l'après-midi, assez près de Magenta pour prendre part au conflit ? Est-ce trop demander que, à 2 heures, lorsque la bataille devient sérieuse, 13 brigades au lieu de 7 soient engagées ? Dans ce cas, la position - tenue, comme elle l'a été, jusqu'à la tombée de la nuit par 4 - aurait pu être facilement maintenue avec 12 brigades, et les grandes pertes que la division de Cordon et le 2e corps ont sans doute subies auraient été évitées. A l'arrivée du 5e corps, l'offensive aurait pu être prise et les Français repoussés au-delà du Tessin. Mais l'ancienne lenteur de mouvement semble avoir de nouveau saisi les Autrichiens. Comme le grand Napoléon a dit d'eux, ils perdent les moments les plus précieux dans une pompe inutile et des formalités oiseuses. Gyulay a fait de même, et a donné à Louis Napoléon une victoire qui aurait été facile et décisive sans la bravoure des troupes autrichiennes, et que Gyulay aurait pu lui-même remporter.

Le matin du 5, Gyulay avait sous ses ordres, des troupes intactes, qui n'avaient pas été engagées à Magenta :

- une division du 3ème corps.....2 brigades.
- trois brigades du 5ème corps.....3 brigades.
- une division (celle de Lilia) du 7ème corps2 brigades.
- le 8ème corps.....4 brigades.

Onze brigades, soit une force égale à celle avec laquelle il avait combattu la veille. Parmi les troupes engagées la veille, seules 3 divisions (1er et 2e corps) étaient désorganisées au point d'être incapables de combattre - ce qui semble être la véritable signification de la retraite mystérieuse de ces troupes. Il restait 8 brigades, en tout 19 brigades, soit plus de 100.000 hommes. On lui opposait les 16 brigades françaises engagées le 4, 4 autres divisions de l'armée française, qui devaient être prêtes à combattre le 5, et 1 ou 2 divisions piémontaises, car la plupart de ces dernières étaient encore très loin en arrière. Ainsi, le 5, Gyulay aurait eu 19 brigades, et peut-être plus tard dans la journée, 25 (en comptant les 1er et 2ème corps, s'ils étaient remontés), contre environ 28 brigades franco-piémontaises, qui, peut-être, vers le soir, auraient pu être renforcées par 2 ou 3 brigades piémontaises supplémentaires. Maintenant nous voyons quelle erreur flagrante Gyulay a commise en envoyant le 9ème corps si loin. Avec la présence du 9e corps, ses 29 brigades auraient été à la hauteur de toute l'armée alliée, et

il n'est pas du tout impossible que la bataille du 5 ait eu un résultat différent de celui de la veille.

Les erreurs de Gyulay peuvent être résumées comme suit :

1. Lorsque Louis Napoléon fit une marche de flanc à la portée des Autrichiens, de Vercelli à Turbigo, Gyulay ne profita pas de la position défavorable de son ennemi en se jetant tout de suite, avec toutes ses forces, sur leur ligne de marche exposée, ce qui lui aurait permis de les couper en deux et d'en repousser une partie vers les Alpes - répétant la manœuvre de Radetzky en 1849.

2. Au lieu de cela, il se retira derrière le Tessin, et fit un détour pour couvrir Milan, vers laquelle la route droite était abandonnée à l'ennemi.

3. Il dispersa ses troupes pendant cette retraite, qu'il conduisit avec une lenteur et une paresse à peine pardonnables en temps de paix.

4. Son 9e corps était si éloigné qu'il était hors de portée de la concentration.

5. La concentration, même pendant la bataille, se fit avec une lenteur impardonnable, en conséquence de quoi les troupes d'abord engagées eurent à souffrir inutilement, et de plus la bataille fut perdue au lieu d'être gagnée.

Si, avec de telles maladresses, il n'a pas subi une défaite totale, ayant à combattre l'élite de l'armée française, il faut simplement l'attribuer à la bravoure remarquable de ses troupes, et nullement aux qualités de leur commandant.

Il ressort également de ce compte rendu de la bataille que les désertions des troupes italiennes et hongroises, sur lesquelles certains de nos amis ont tant insisté, étaient en réalité très faibles et n'ont eu aucune influence calculable sur le résultat de la journée.

*

Fin de l'article dans *Das Volk* :

« Si, malgré les nombreuses maladresses grossières, Gyulay n'a pas subi une défaite totale, alors qu'il était confronté à l'élite de l'armée française, c'est entièrement dû à la bravoure de ses troupes et à la perspicacité de son ennemi, le « général secret ». Les troupes de Gyulay affichaient l'invincible vitalité du peuple, et lui-même l'idiotie sénile de la monarchie. D'autre part, le « général secret » se rend compte qu'avec la retraite des Autrichiens sur le Mincio, la partie mélodramatique de la lutte prend fin et la vraie guerre commence. La justesse de la maxime selon laquelle, à la guerre, aucun jeu de cache-cache ne peut sauver d'un danger personnel, que le vrai Napoléon a inculquée à son frère Joseph, lui a été rappelée. Enfin, Canrobert, mécontent de la préférence accordée à MacMahon, a menacé de fournir certaines révélations concernant les exploits du héros de Satory¹ dans cette campagne. Le héros se languit donc de retrouver sa femme bien-aimée au Faubourg Poissonnière et aspire à la paix à tout prix. Si celle-ci est inaccessible, il veut au moins des pourparlers de paix pour justifier « sa propre retraite à Paris ». ».

¹ - Allusion au défilé des troupes que Louis Bonaparte, en tant que président de la République française, a organisé le 10 octobre 1850 sur la plaine de Satory, près de Versailles, et au cours duquel il a voulu rallier les soldats et les officiers à son projet de coup d'État en leur offrant un bon accueil. Les cris de « Vive l'Empereur » avaient fusé de la part de plusieurs régiments.

1.36. Karl Marx, *La Spree et le Mincio*

*Das Volk*¹
Du 25.06.1859

Voltaire, nous le savons, gardait à Ferney quatre singes, auxquels il avait donné les noms de ses quatre adversaires littéraires, Fréron, Beaumelle, Nonnotte et Franc de Pompignan². Il ne se passait pas un jour sans que l'écrivain ne les nourrisse personnellement, ne leur donne de généreux coups de pied, ne leur tire les oreilles, ne leur plante des épingles dans le nez, ne leur marche sur la queue, ne les habille de cagoules cléricales et ne les maltraite de toutes les manières possibles. Le vieil homme de Ferney avait besoin de ces singes de la critique pour puiser sa bile, satisfaire sa haine, calmer sa peur des armes de la polémique, et cela juste autant que Louis Bonaparte a besoin des singes de la révolution en Italie. Et Kossuth, Klapka, Vogt et Garibaldi aussi sont nourris, reçoivent des colliers d'or, sont gardés sous clé, cajolés ou battus, selon que la haine ou la peur de la révolution prédomine dans l'humeur de leur maître. Les pauvres singes de la révolution doivent donc être ses otages; ils doivent assurer à l'homme du 2 décembre un armistice de la part du parti révolutionnaire, afin qu'il puisse, sans être inquiété, détruire les arsenaux de bombes de type Orsini et tomber sur l'ennemi, qu'il a si longtemps redouté aux Tuileries, dans son propre camp, et l'étrangler.

L'Empire *doit redevenir la paix*³, sinon il n'aura pas valu la peine de perpétrer tant d'outrages, de commettre tant de parjures et de souffrir tant d'humiliations pour l'instaurer. Un Empire plongé dans l'insécurité par des bombes révolutionnaires, des sociétés secrètes, des bourgeois insolents et des soldats effrénés est intolérable. *Marchons !* Voici la gloire, voici les idées napoléoniennes⁴, la liberté, la nationalité, l'indépendance, tout ce que vous voulez; mais *marchons, marchons !*

L'idée de faire de l'Italie une souricière de la révolution est assurément sophistiquée; la seule chose est qu'elle ne peut être mise en œuvre, pour la raison que quiconque s'y laisse prendre, au moment où il mord à l'appât, cesse d'être d'une quelconque importance pour le parti révolutionnaire. Vouloir boucher le cratère de la révolution en y jetant tête baissée MM. Kossuth, Klapka, Vogt et Garibaldi est vraiment puéril et ne contribue qu'à hâter l'éruption.

Même s'il était possible, avec leur aide, d'éteindre une bombe d'Orsini en Italie, une autre exploserait en France, en Allemagne,

¹ La rédaction de l'article est datée du 23 juin 59. A cette date, Marx réside depuis le 12 juin à Manchester chez Engels. Il rentrera à Londres vers le 2 juillet 1859. La version allemande se trouve aux pages 391-393 du vol. 13 des MEW. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 364-367.

² En relation avec plusieurs des principaux adversaires de Voltaire : Elie Fréron (1718-1776) contre lequel Voltaire publia en 1758 une violente satire intitulée *Le Pauvre diable*; l'écrivain huguenot Laurent Angliviel de La Beaumelle (1726-1773) avec qui Voltaire s'est brouillé dès 1752 lors de son séjour à Berlin; le prêtre jésuite Claude-Adrien Nonnotte (1711-1793) qui a été l'un des premiers polémistes contre les écrits de Voltaire et ceux de libres-penseurs de son temps; le marquis et poète Jean-Jacques Lefranc de Pompignan dont Voltaire a fait véritablement sa tête de turc en le couvrant de ridicule après que, lors de son discours de réception, en 1760, à l'Académie française, il s'était permis de prononcer un violent manifeste contre la philosophie.

³ Une allusion au discours de Louis Bonaparte prononcé à Bordeaux le 9 octobre 1852 à la veille du rétablissement de l'Empire. « Certaines personnes, *déclarait-il*, se disent : l'Empire, c'est la guerre. Moi, je dis : l'Empire, c'est la paix », et d'énumérer les conquêtes sociales et économiques qu'il entendait entreprendre.

⁴ Une allusion ironique au livre de Louis Bonaparte *Des idées napoléoniennes* qu'il a écrit en Angleterre et publié en 1839 à Paris et à Bruxelles.

en Russie, ou ailleurs; car le besoin et la nécessité naturelle de la révolution sont aussi généraux que le désespoir des peuples opprimés sur lesquels repose votre trône, que la haine des prolétaires spoliés avec la misère desquels vous avez joué un si plaisant jeu. Et ce n'est qu'après que la révolution sera devenue une force élémentaire, incalculable et inévitable comme l'éclair dont vous n'entendez le tonnerre que lorsque sa foudre mortelle a été envoyée irrévocablement, que vous vous rendez compte de son éruption.

Où et comment cette éruption peut avoir lieu n'a que peu d'importance. L'essentiel est qu'elle se produise. Cette fois, la Prusse semble être appelée à exprimer, contre son gré, le besoin général de révolution. Le prince régent¹, qui, à lui seul, « n'a jamais dit une sottise et n'a jamais rien fait de sage », est contraint par pur amour du conservatisme de jouer sérieusement le rôle révolutionnaire avec lequel Louis Bonaparte ne fait que flirter par peur, affectation et caprice.

La médiation armée de la Prusse, c'est-à-dire son alliance avec l'Autriche, signifie la révolution.

L'humeur générale de la presse berlinoise prouve que la neutralité avec mobilisation de l'armée a été abandonnée comme une position intenable. La *National-Zeitung*, l'organe des tendances libérales du Cabinet, dit à juste titre :

« La neutralité peut être un rôle approprié pour la Belgique, la Hollande ou la Suisse dans les conditions actuelles; pour la Prusse, la neutralité, c'est la mort. »

Si Bonaparte réussit à réaliser ses nobles projets pour l'Italie, le résultat ne serait, selon le même journal, qu'un protectorat militaire français sur toute la péninsule, même si la guerre est localisée et ne produit aucune acquisition directe de territoire par la France.

En conséquence, l'hégémonie russo-française sur le continent européen, déjà si perceptible depuis trois ans, serait tellement renforcée qu'elle pourrait conduire à tout moment à la division du pouvoir proclamée à Sainte-Hélène². On dit que le nouvel Empire présente les mêmes tendances que le premier Empire et est dans une position encore plus avantageuse, puisqu'il n'est pas soumis à la pression extérieure et peut donc choisir à discrétion le moment, le lieu et l'occasion d'isoler ses adversaires et de les anéantir ensuite *en détail*. Pour déjouer ce plan de bataille, mené avec tant d'habileté jusqu'à présent, la Prusse, dit le journal, sera obligée de s'allier à l'Autriche, non pas du tout pour soutenir la politique des Habsbourg, mais pour lutter pour sa propre existence.

C'est à peu près le contenu de l'article en question, qui est considéré comme le programme correspondant à la politique de la régence. Personne ne croit que la dernière tentative de médiation, confiée à Herr von Werther, réussira. Si, toutefois, Napoléon consentait à une paix qui, au mieux, intensifierait le mécontentement de ses officiers et de ses soldats, il ne serait plus nécessaire de le combattre. On pourrait alors dire de lui ce qu'Horace Walpole a dit du marquis de Vergy, un diplomate sarde : Il est mort mais veut que cela reste secret pendant quelques jours. Il n'y parviendrait pas longtemps.

Si cette médiation, qui n'a guère été entreprise sérieusement, devait échouer, les batailles entre la tyrannie napoléonienne et le despotisme des Habsbourg se dérouleraient sur le Mincio, mais les batailles pour la liberté se dérouleraient sur l'Oder et la Vistule.

¹ Guillaume, Prince de Prusse.

² Allusion au livre *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous Napoléon*, écrit à Ste Hélène, sous la dictée de l'empereur, publié en 1822-25, un ouvrage dans lequel Napoléon Ier exprime son hostilité à l'Angleterre et expose ses vues sur la nécessité d'une alliance avec la Russie.

D'énormes masses de troupes ont déjà été massées à Kalisch, à deux miles de la frontière prussienne. Un corps d'armée prussien a été annoncé à Hanovre en marche vers le Rhin, un autre se déplace vers le sud, et les commandants des différents corps fédéraux ont été convoqués à une conférence militaire à Berlin. Toutes ces mesures ne concernent que la mobilisation de l'avant-garde. L'armée qui doit mener la guerre contre la France et la Russie n'existe pas encore et ne peut être recrutée que dans le peuple, non pas le peuple qui déclame les poèmes teutoniques du Ludwig teuton¹, mais le peuple qui se lève avec toute l'énergie dévastatrice de l'enthousiasme révolutionnaire.

Si cet enthousiasme ne peut être suscité, alors la mobilisation, la médiation armée, la déclaration de guerre, la guerre, etc., des Hohenzollern ne valent pas mieux que l'idée puérile du nègre de la Gold Coast² qui pense qu'il porte un coup mortel à son adversaire s'il se pend au montant de la porte de ce dernier.

*

¹ Les poèmes du roi Ludwig Ier de Bavière, populaires parmi les philistins allemands, étaient des exemples de poésie prétentieuse dénuée de sens.

² La Côte-de-l'Or, ancienne colonie fondée en 1821 (aujourd'hui le Ghana), ainsi nommée par les Européens en raison des quantités d'or trouvées dans la région, a été, dès le 15^e siècle, dès que les Portugais s'y installent, le centre d'un important commerce d'esclaves.

1.37. Fr. Engels, *Le retrait autrichien sur le Mincio*

*Das Volk*¹
du 25.06.1859

Les *fruits* d'une victoire sont cueillis dans la poursuite de l'ennemi. Plus la poursuite est active, plus la victoire est décisive. Les prisonniers, l'artillerie, les bagages, les drapeaux ne sont pas tant pris dans la bataille elle-même que dans la poursuite qui s'ensuit. En outre, l'intensité d'une victoire se mesure à la vigueur de la poursuite. De ce point de vue, que dire de la « *grande victoire* » de Magenta ? Le lendemain, nous trouvons les libérateurs français « au repos et en réorganisation² ». Pas la moindre tentative de poursuite. Par la marche sur Magenta, l'armée alliée avait en effet concentré toutes ses forces. Les Autrichiens, au contraire, avaient une partie de leurs troupes à Abbiategrasso, d'autres sur la route de Milan, d'autres encore à Binasco, d'autres enfin à Belgiojoso - un amas de colonnes, si dispersées, se traînant avec tant de désordre qu'elles constituaient une invitation virtuelle pour l'ennemi à leur tomber dessus, à faire un seul effort et à les disperser dans toutes les directions, puis à capturer, sans grand effort, des brigades et des régiments entiers qui avaient été coupés de leur ligne de retraite. Napoléon, le véritable Napoléon, aurait su dans un tel cas comment utiliser les 15 ou 16 brigades qui, selon le communiqué officiel français, n'avaient pas pris part à la bataille de la veille. Que fit le Napoléon de Brummagem³, le Napoléon de Herr Vogt⁴, du *Cirque Olympique*⁵, de St. James's Street⁶ et de l'amphithéâtre d'Astley⁷ ? Il a dîné sur le champ de bataille.

La route directe vers Milan lui était ouverte. L'effet scénique était assuré. Cela lui suffisait, bien sûr. Les 5, 6 et 7 juin, trois jours entiers, furent donnés aux Autrichiens pour qu'ils puissent se dégager de leurs dangereuses positions. Ils descendirent vers le Pô et se déplacèrent le long de la rive nord du fleuve vers Crémone, avançant sur trois routes parallèles. Au point le plus septentrional de ces routes, le général Benedek⁸ couvrit la retraite avec trois divisions en se déplaçant à côté de la ligne de marche de l'ennemi. D'Abbiategrasso, où il se trouvait le 6, il marcha via Binasco jusqu'à Melegnano. Là, il laissa deux brigades pour tenir la position jusqu'à ce que le train de bagages et de ravitaillement de la colonne centrale se soit suffisamment avancé. Le 8 juin, le maréchal Baraguay d'Hilliers reçut l'ordre de chasser ces deux brigades, et, pour plus de sûreté, le corps de MacMahon fut également placé sous son commandement. Dix brigades contre deux ! Près du Lambro, le corps de MacMahon fut détaché pour couper la retraite des Autrichiens, tandis que les 3 divisions de Baraguay attaquaient Melegnano; deux brigades attaquèrent la ville de front, deux la contournèrent sur le flanc droit et deux sur le flanc gauche. Une *seule* brigade autrichienne, celle de Roden, se trouvait à Melegnano, et la brigade du général Boér se tint à l'opposé, sur la rive est de la rivière

¹ La rédaction de cet article est datée du 23 juin 59. La version allemande se trouve aux pages 394-397 du vol. 13 des MEW. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 384-387.

² D'après le télégramme de Napoléon III à l'Impératrice Eugénie, lui annonçant la victoire de Magenta sous le commandement du général Mac-Mahon. *Le Moniteur universel* du 6 juin 1859. « Aujourd'hui l'armée se repose et s'organise. », lit-on.

³ En référence avec la ville de Birmingham qui était réputée pour la fabrication d'articles de pacotilles et de faux bijoux.

⁴ A cette date, Marx est engagé, depuis le mois de mai 59, dans sa querelle avec Karl Vogt.

⁵ Cirque olympique - théâtre populaire à Paris.

⁶ St. James's Street, une rue de Londres où se trouvaient des clubs et des maisons de jeu.

⁷ L'amphithéâtre d'Astley était une salle de spectacle de Londres connue pour sa piste de cirque.

⁸ Le général autrichien Ludwig von Benedek.

Lambro. Les Français attaquèrent très vigoureusement, et leur sextuple supériorité numérique obligea le général Roden, après une résistance opiniâtre, à évacuer la ville et à se replier sous la protection de la brigade de Boér. C'est justement dans ce but que cette dernière avait pris position à l'arrière. Après avoir atteint son but, elle s'est également repliée en parfait ordre. Boér fut tué à cette occasion. La perte de la seule brigade autrichienne en grande partie engagée fut incontestablement considérable, mais les chiffres (environ 2.400) avancés par les *crapauds* Décembristes sont une pure fantaisie puisque l'effectif total de la brigade avant l'action ne dépassait pas 5.000 hommes. Une fois de plus, la victoire française n'a porté aucun fruit. Pas de trophées, pas un seul canon !

Entre-temps, Pavie fut évacuée par les Autrichiens le 6, puis, pour des raisons inconnues, réoccupée le 8 et à nouveau évacuée le 9, tandis que Plaisance était abandonnée le 10, six jours seulement après la bataille de Magenta. Les Autrichiens se retirèrent par des marches faciles, suivant le Pô jusqu'à ce qu'ils atteignent le Chiese. Là, ils tournèrent vers le nord et marchèrent vers Lonato, Castiglione et Castelgoffredo, où ils prirent une position défensive, dans laquelle ils semblèrent attendre une nouvelle attaque des « libérateurs ».

Pendant cette marche des Autrichiens, d'abord vers le sud de Magenta vers Belgiojoso, puis vers l'est en direction de Piadena et de nouveau vers le nord jusqu'à Castiglione – décrivant ainsi un demi-cercle complet – les libérateurs marchèrent en ligne droite le long du diamètre de ce demi-cercle et n'avaient donc que les deux tiers de la distance à parcourir. Néanmoins, ils n'ont jamais rattrapé les Autrichiens, sauf à Melegnano et une fois près de Castenedolo, où Garibaldi livra une escarmouche insignifiante. Une telle indolence dans la poursuite est inédite dans l'histoire militaire. Elle est typique du Quasimodo, qui travestit son oncle (son oncle selon le principe du *Code Napoléon* : « La recherche de la paternité est interdite¹ »), même dans ses succès.

Au moment où le gros des Autrichiens prend ses positions derrière le Chiese, entre le 18 et le 20 juin, l'avant-garde des Alliés atteint le front du Chiese. Il leur faudra un ou plusieurs jours pour rassembler le gros de leurs forces. Si les Autrichiens acceptent effectivement la bataille, on peut s'attendre à un deuxième engagement général vers le 24 ou le 26 juin. Les libérateurs ne peuvent hésiter longtemps face aux Autrichiens s'ils veulent conserver l'élan de la victoire dans leurs troupes et ne pas donner à l'ennemi l'occasion de les battre dans des rencontres de moindre envergure. La position des Autrichiens est très favorable. Un plateau s'étend vers le Mincio depuis l'extrémité sud du lac de Garde à Lonato; son bord vers la plaine de Lombardie est formé par la ligne Lonato – Castiglione – San Cassiano – Cavriana – Volta, une position splendide pour attendre l'ennemi. Le plateau s'élève progressivement vers le lac et offre une série de bonnes positions diverses, chacune supérieure à la précédente en force et en concentration, de sorte que gagner la hauteur du plateau ne donne pas une victoire mais marque seulement la fin du premier acte d'une bataille. L'aile droite est couverte par le lac, et la gauche est considérablement repliée, de sorte qu'elle laisse sans protection près de dix miles de la ligne du Mincio. Au lieu d'être un inconvénient, c'est l'aspect le plus favorable de la position, parce qu'au Mincio commencent les marais qui sont enclavés entre les quatre forteresses de Vérone, Peschiera, Mantoue et Legnago et dans lesquels aucun ennemi ne peut s'aventurer sans une écrasante supériorité numérique. Comme la ligne du Mincio est contrôlée par Mantoue à son extrémité sud

¹ En référence à l'article 340 du Code Napoléon de 1804. Il n'y avait d'exception à cette loi qu'en cas d'enlèvement de la mère pendant la période de conception. Cet article reportait sur la femme la charge de l'enfant conçu hors mariage. Cela en vertu d'un autre principe du code : « Le père est celui que le mariage désigne comme tel. ».

et que le terrain au-delà du Mincio se trouve dans le rayon d'action de Mantoue et de Vérone, toute tentative de laisser de côté les Autrichiens sur le plateau et d'avancer au-delà d'eux vers le Mincio serait rapidement arrêtée.

L'armée en marche verrait ses lignes de communication détruites, sans pouvoir mettre en danger celles des Autrichiens. De plus, elle ne trouverait rien à attaquer de l'autre côté du Mincio (puisqu'il ne peut être question d'opérations de siège dans ces conditions) et devrait rebrousser chemin faute d'objectif. Mais le véritable danger d'un tel mouvement serait qu'il devrait être effectué à la vue des Autrichiens sur le plateau, qui n'auraient qu'à mettre en mouvement toute leur ligne et tomber sur la colonne ennemie, de Volta contre Goito, de Cavriana contre Guidizzolo et Ceresara, de Castiglione contre Castelfelfredo et Montechiaro. Les libérateurs livreraient une telle bataille dans des conditions terriblement défavorables, et elle pourrait se terminer par un deuxième Austerlitz¹, mais les rôles étant inversés.

Magenta-Gyulay a été relevé de son commandement². Schlick³ a pris sa place comme commandant de la deuxième armée, tandis que Wimpffen⁴ reste à la tête de la première armée. Les deux armées, massées à Lonato et Castiglione, constituent l'armée austro-italienne sous le commandement nominal de François-Joseph et avec Hess⁵ comme chef d'état-major général. Schlick semble, d'après son passé dans la guerre de Hongrie, être un bon général ordinaire. Hess est incontestablement le plus grand stratège vivant. Le danger est l'ingérence personnelle du tristement célèbre François-Joseph. Comme Alexandre Ier au moment de l'invasion de la Russie par Napoléon, il s'est entouré d'un assortiment de faux savants philistins et bornés, dont certains pourraient être directement à la solde de la Russie. Si l'armée française laissait les Autrichiens tranquilles dans leurs positions et marchait devant eux directement vers le Mincio, on pourrait les voir très clairement, régiment par régiment, depuis le plateau. L'impression que l'ennemi se trouve sur le chemin le plus court vers la ligne de retraite pourrait facilement déconcerter un cerveau tel que celui de François-Joseph. Les commentaires grincheux de ses je-sais-tout en épaulettes pourraient apaiser ses nerfs fragiles et l'amener à abandonner la position bien choisie et à se retirer entre les forteresses. Quand des jeunes gens stupides sont à la tête d'un Empire, tout dépend de leur thermomètre nerveux.

Les plans les mieux conçus sont à la merci d'impressions subjectives, d'accidents, de caprices. Avec un François-Joseph dans le quartier général autrichien, il n'y a guère d'autre garantie de victoire que le Quasimodo dans le camp ennemi. Mais celui-ci, au moins, s'est endurci les nerfs parmi les joueurs professionnels de St. James's Street et, bien qu'il ne soit pas un homme de fer, comme le voudraient ses admirateurs, il est un homme de gutta-percha⁶.

¹ La bataille d'Austerlitz, le 2 décembre 1805, entre les forces russes et autrichiennes (la troisième coalition) et les Français, s'était soldée par une victoire de Napoléon Ier.

² Le 16 juin 59, après la défaite autrichienne de Magenta, Ferenc Gyulai avait été relevé de ses fonctions de général en chef et remplacé par l'empereur François-Joseph lui-même.

³ Le comte Franz Heinrich Schlick.

⁴ Le comte Franz Emil Lorenz Wimpffen.

⁵ Le baron Heinrich Hermann Josef von Hess.

⁶ La gutta-percha est une gomme issue du latex, une sorte de caoutchouc naturel, une substance plastique qui servait d'isolant, notamment pour recouvrir les fils télégraphiques.

1.38. Fr. Engels, *Des nouvelles de la guerre*

*New-York Daily Tribune*¹
du 8.07.1859

L'arrivée de l'*Asia* n'ajoute rien au bref rapport télégraphique de la grande victoire sur le Mincio, rapporté dans nos colonnes hier matin, en provenance de Terre-Neuve². La bataille a eu lieu le vendredi 24 juin, elle a duré de 4 heures du matin à 8 heures du soir, et les paquebots ont appareillé le lendemain avant qu'on n'ait pu en recevoir aucun détail. Nous devons donc attendre l'arrivée de l'*Arago* ici, ou du *Hungarian* à Québec, pour obtenir les détails, si impatiemment attendus par la curiosité du public. En attendant, comme le nombre de combattants était à peu près égal des deux côtés, le résultat semble régler un point au moins, à savoir que le soldat autrichien n'est pas de taille à affronter le Français.

L'impression générale des experts militaires en Angleterre, ainsi qu'ici, semble avoir été que les Alliés ne livreraient pas une grande bataille jusqu'à ce que le corps du Prince Napoléon, marchant depuis la Toscane, soit arrivé pour attaquer les Autrichiens à l'arrière, tandis qu'on supposait qu'une flottille serait lancée sur le lac de Garde pour permettre aux Alliés de lancer également une attaque de flanc dans cette région. Napoléon III n'a cependant attendu aucune de ces choses, mais a combattu et gagné le combat. Il est également évident, d'après la correspondance du camp allié, dont nous donnons ailleurs tout ce qui est important, qu'engager le combat était la seule voie praticable. Tout retard aurait freiné l'élan victorieux des troupes alliées, et aurait donné aux Autrichiens des occasions de les battre par la supériorité du nombre dans des rencontres de moindre importance.

Dans les mouvements de l'armée autrichienne, la même indécision est apparente sous Schlick³, ce qui avait auparavant entraîné la défaite et la disgrâce de Gyulay⁴. Ils se sont préparés d'abord à la bataille sur la ligne allant de Lonato à Castiglione, San Cassiano, Cavriana et Volta. Ici, un plateau s'élève progressivement vers le lac et le Mincio, offrant une succession d'excellentes positions, chacune plus forte et plus concentrée que la précédente, de sorte que la conquête du bord du plateau ne constituerait pas une victoire, mais seulement le premier acte d'une bataille. Leur aile droite était couverte par le lac; leur gauche était considérablement en retrait, laissant sans surveillance près de dix miles de la ligne du Mincio. Mais ceci, au lieu d'être un désavantage, était en fait la meilleure particularité de la position, en raison de la circonstance qu'au-delà du Mincio se trouvait le terrain dangereux enfermé entre les quatre forteresses, dans lequel un ennemi ne pouvait s'aventurer à moins de posséder une grande supériorité numérique.

La ligne du Mincio étant commandée à son extrémité méridionale par Mantoue, et le terrain au-delà du Mincio appartenant aux sphères d'action de Mantoue et de Vérone, toute tentative de traiter avec mépris les Autrichiens dans la position sur le plateau en passant devant eux vers le Mincio, aurait été rapidement paralysée; l'armée en marche aurait vu ses communications annihilées

¹ L'article a été écrit par Engels vers le 24 juin 59. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 388-391.

² Cet article, surtout le début, montre des signes d'interférence de la part des rédacteurs du *New-York Daily Tribune*.

³ Le général Franz Heinrich von Schlick.

⁴ Pour rappel : le 16 juin 59, après la défaite autrichienne de Magenta, Ferenc Gyulai avait été relevé de ses fonctions de général en chef et remplacé par l'empereur François-Joseph lui-même.

sans pouvoir mettre en danger celles des Autrichiens. Mais ce qu'il y avait de plus dangereux dans un tel mouvement, c'est qu'il devait se faire sous les yeux des Autrichiens sur le plateau, qui n'auraient eu qu'à mettre en mouvement toute leur ligne et à tomber sur les colonnes traînantes de l'ennemi, de Volta sur Goito, de Cavriana sur Guidizzolo et Ceresara, de Castiglione sur Castelfoglio et Montechiaro. Une telle bataille aurait été livrée par les Alliés avec un énorme désavantage, et aurait pu se terminer par un second Austerlitz¹ avec les rôles inversés.

Telle était la position que les Autrichiens avaient adoptée; ils avaient en outre l'avantage de connaître parfaitement tout le terrain, du fait que depuis des années, il était le théâtre de leurs exercices militaires annuels de grande envergure. Comme nous l'avons dit, elle avait été soigneusement préparée pour le conflit attendu; les villes et les villages avaient été fortifiés; et puis, au dernier moment, pour une raison qui, d'un point de vue militaire, est tout à fait inexplicable, ils abandonnent le terrain, se retirent sacs et bagages à travers le Mincio, où, le 24, ils sont attaqués et finalement battus. La question de savoir si ce changement soudain et important dans le plan de la campagne avait quelque chose à voir avec l'action de la Prusse, dont on dit qu'elle considérait le quadrilatère du Mincio et de l'Adige comme faisant en quelque sorte partie des défenses de l'Allemagne, c'est une question sur laquelle nous pouvons espérer plus de lumière par la suite.

Une chose, cependant, est à peu près certaine en ce qui concerne la Prusse, c'est que son attitude doit empêcher Louis Napoléon de faire passer beaucoup plus de troupes de France en Italie. Comme nos lecteurs le savent déjà, cette puissance a mobilisé six de ses neuf corps d'armée, c'est-à-dire qu'elle a fait appel à la Landwehr², composée de soldats appartenant à ces corps qui, après avoir accompli trois ans de service régulier, sont libérés pour une durée indéterminée. De ces six corps d'armée, cinq doivent prendre position sur le Rhin inférieur et moyen. Ainsi, quelque 170.000 Prussiens doivent, à peu près à l'heure actuelle, être en ligne entre Coblenze et Metz; et sans doute deux autres corps fédéraux, celui de Bavière et celui de Bade, Wurtemberg et Hesse-Darmstadt, prendront-ils également position dans le Bade et le Palatinat, ce qui fait de 100.000 à 120.000 hommes en plus. Contre de telles forces, Napoléon III aura besoin de presque tous les hommes dont il dispose actuellement en France. Dans ce cas, il pourrait juger utile de recourir à une insurrection hongroise et aux services de Kossuth, bien que nous puissions être certains qu'il ne fera pas appel à de tels moyens avant d'y être contraint.

Il est très douteux que la Prusse ait réellement l'intention de prendre part à la guerre, mais il ne lui sera pas si facile de l'éviter. Son système militaire, qui fait de la majorité de la population adulte valide des soldats, impose à la nation une telle pression, dès l'instant où la Landwehr - même de la première levée seulement - est appelée, que le pays ne peut se permettre de rester en attente l'arme au pied pendant une longue période. A l'heure actuelle, tous les hommes valides, âgés de 20 à 32 ans, sont sous les armes dans six provinces sur huit. Le dérangement que cela cause dans toute l'organisation commerciale et industrielle de la Prusse est énorme; et le pays ne peut le supporter qu'à condition

¹ En référence à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre 1805, entre les forces russes et autrichiennes (la troisième coalition) et les Français; elle s'était soldée par une victoire de Napoléon Ier.

² Formée en mars 1813, la Landwehr procédait à la mobilisation de tous les hommes capables de porter les armes en dehors de l'armée régulière. Un équivalent prussien, en quelque sorte, de la Garde nationale française. Avec l'introduction des armées permanentes, l'importance de la Landwehr diminuera; ce n'est qu'avec le besoin croissant de forces armées lors des guerres napoléoniennes que l'on y a eu recours. En Prusse, après la paix de Tilsit, Scharnhorst a ordonné la création d'une armée de campagne en tant que forme autonome de milice à côté de l'armée active, avec laquelle elle était étroitement liée. Le règlement de 1815 divisait la Landwehr en deux formations. La première comprenait tous les hommes de 26 à 32 ans libérés de l'armée (les réservistes en fin de carrière) et servait, à côté de l'armée permanente, à former l'armée de campagne, la seconde comprenait les hommes de 32 à 40 ans comme garnison de forteresse.

que les hommes soient conduits sans délai devant l'ennemi; les soldats eux-mêmes ne pourraient pas le supporter - dans quelques mois, toute l'armée serait en état de mutinerie. En outre, le sentiment national est si fort en Allemagne que la Prusse, maintenant qu'elle est allée si loin, ne peut plus reculer. Les souvenirs de la paix de Bâle¹, des irrésolutions de 1805 et 1806, et de la Confédération du Rhin² sont encore si vivaces que les Allemands sont déterminés à ne pas se laisser battre par leur prudent adversaire.

Le gouvernement prussien ne peut pas maîtriser ce sentiment national; il peut tenter de le diriger, mais s'il le fait, il est pieds et poings liés à ce mouvement, et toute trace d'hésitation sera considérée comme une trahison, et se retournera contre celui qui hésite. Il y aura, sans doute, des tentatives de négociation; mais toutes les parties sont maintenant tellement engagées qu'aucune voie pour sortir du labyrinthe ne semble ouverte dans quelque sens que ce soit.

Si l'Allemagne, cependant, prend part à cette guerre, il ne fait aucun doute qu'un autre acteur apparaîtra bientôt sur la scène. La Russie a informé les petits États allemands qu'elle interviendra si les Allemands ne restent pas tranquillement assis pendant que l'Autriche est démembrée. La Russie concentre deux corps d'armée sur la frontière prussienne, deux sur la frontière autrichienne et un sur la frontière turque. Il se peut qu'elle entreprenne une campagne au cours de cette année, mais ce sera certainement tard. Aucune recrue n'a été enrôlée en Russie depuis la paix de Paris³; les hommes en permission, en raison des grandes pertes subies pendant la guerre, ne peuvent être nombreux; et si les corps d'armée, même après le rappel des hommes en permission, atteignent 40.000 hommes chacun, ce sera beaucoup. La Russie ne peut entreprendre une campagne offensive avant 1860, et encore avec 200.000 ou 250.000 hommes au plus. Or, il y a actuellement en Allemagne, pour être utilisés dans le Nord, quatre corps prussiens, 136.000 hommes; les 9e et 10e corps fédéraux, avec la division de réserve, disons 80.000 hommes; et au moins trois corps autrichiens, soit 140.000 hommes; de sorte que, pour une guerre défensive, ou même une attaque contre la Pologne russe, l'Allemagne n'a rien à craindre actuellement de la Russie. Mais dès que la Russie s'engagera dans cette guerre, il y aura des appels aux passions nationales et aux intérêts opposés des classes, et la lutte prendra des dimensions qui risquent de faire ombre à la guerre de la première Révolution française.

¹ La paix de Bâle fut conclue entre la France et la Prusse le 5 avril 1795. La conclusion de ce traité (par lequel la Prusse cédait les territoires rhénans situés à l'ouest du Rhin) et le retrait de la Prusse de la première coalition anti-française n'étaient pas seulement la conséquence des victoires de l'armée française, mais aussi des désaccords entre la Prusse et l'Autriche.

² La Confédération du Rhin est une association des États du sud et de l'ouest de l'Allemagne créée en juillet 1806 sous le protectorat de Napoléon Ier à la suite de sa victoire d'Austerlitz. Elle marquait la fin du Saint Empire romain germanique. Les membres de la Confédération du Rhin devenaient en fait des vassaux de la France napoléonienne. La Confédération sera dissoute en octobre 1813 après les défaites de l'armée napoléonienne en Allemagne.

³ Le traité de paix signé le 30 mars 1856 au Congrès de Paris par les représentants de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Sardaigne, de la Prusse et de la Turquie, d'une part, et de la Russie, d'autre part, a mis un terme à la guerre de Crimée de 1853 à 1856. La Russie, qui avait perdu la guerre, devait céder l'embouchure du Danube et une partie de la Bessarabie du Sud, renoncer au protectorat sur les principautés danubiennes et à la tutelle sur les sujets chrétiens de Turquie, et accepter la neutralisation de la mer Noire; elle récupérerait Sébastopol et d'autres villes occupées par les Alliés en échange de la restitution de Kars à la Turquie.

1.39. Fr. Engels, *La bataille de Solferino*

*Das Volk*¹
du 02.07.1859

Le chevaleresque François-Joseph, qui ne peut dormir en pensant aux lauriers du pseudo-Napoléon, nous a montré ce que signifie la prise en main des rênes du commandement par « un généralissime héréditaire ». Nous avons vu la semaine dernière comment l'armée a dû d'abord occuper la position sur les hauteurs de Castiglione, puis, au moment où tout le monde aurait dû s'attendre à une bataille, a abandonné la position sans combattre et sans raison, pour se retirer derrière le Mincio. Mais François-Joseph n'a pas estimé que cela suffisait à prouver sa pitoyable faiblesse et son inconséquence. A peine l'armée était-elle derrière le Mincio que le « jeune héros » eut une meilleure idée : il était indigne d'un Habsbourg de quitter ainsi le champ de bataille sans résistance; l'armée devait faire volte-face, retraverser le Mincio et attaquer l'ennemi.

Après que François-Joseph eut suffisamment renforcé par ce va-et-vient puéril la confiance de ses troupes en leur Sérénissime Maître de guerre, il les conduisit contre l'ennemi. Ils étaient tout au plus 150.000; même Bonaparte, cet amoureux de la vérité, ne fixe pas le chiffre plus haut. Les Autrichiens attaquèrent sur une ligne d'au moins 12 miles anglais. Il y avait donc tout au plus 12.500 hommes par mile (2.100 pas) de front, une concentration certes suffisante pour une ligne plus courte dans certaines conditions, mais nettement trop faible sur un front aussi long, et tout à fait impropre à une offensive, puisque les différents coups principaux ne pouvaient être portés avec une puissance suffisante. En outre, l'ennemi était certainement supérieur en force, de sorte que l'offensive autrichienne était une erreur dès le départ; un ennemi disposant de forces supérieures était assez sûr de percer une ligne aussi mince en quelque endroit.

L'avance générale des Autrichiens commença le jeudi 23 juin; ils repoussèrent facilement les avant-postes ennemis sur tous les points, occupèrent Pozzolengo, Volta, Guidizzolo, et poussèrent jusqu'à Solferino et Castelfreddo à la tombée de la nuit. Le lendemain matin, ils repoussèrent encore plus loin l'avant-garde ennemie, leur aile gauche atteignant presque le Chiese; mais ils se heurtaient maintenant aux forces principales de l'ennemi et la bataille devint générale. Les deux ailes des Autrichiens avaient le dessus, surtout l'aile droite, qui faisait face aux Piémontais et les malmenait de sorte que les Autrichiens étaient clairement victorieux ici. Mais au centre, les défauts du plan sont apparus. Solferino, la clé du centre, resta finalement aux mains des Français après des combats opiniâtres; en même temps, ceux-ci développèrent une pression écrasante sur l'aile gauche autrichienne. Ces deux circonstances persuadèrent François-Joseph, qui avait apparemment jeté tous ses hommes dans la bataille, de donner l'ordre de battre en retraite. Les Autrichiens se replièrent - manifestement en ordre parfait et sans être poursuivis - et traversèrent le Mincio sans être inquiétés.

Les détails de la bataille ne nous sont pas parvenus à temps pour être abordés dans ce numéro. Ce qui est certain, cependant, c'est qu'une fois de plus les troupes autrichiennes ont combattu avec un courage exceptionnel. La preuve en est la résistance inébranlable qu'elles ont opposée pendant 16 heures à un ennemi plus fort, et en particulier leur retrait ordonné et imperturbable. Ils ne semblent pas avoir de respect particulier pour messieurs les Français; Montebello, Magenta et Solferino ne semblent pas avoir laissé d'autre im-

¹ La version allemande de cet article se trouve aux pages 402-404 du vol. 13 des MEW. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 392-395.

pression sur eux que la conviction que, à égalité de nombre, ils peuvent tenir tête non seulement aux Français mais aussi à la stupidité de leurs propres généraux. Le fait qu'ils aient perdu 30 canons et, prétend-on, 6.000 prisonniers est un résultat pitoyable pour le vainqueur d'une bataille aussi importante; les nombreux engagements dans les villages ne pouvaient lui rapporter moins de butin. Mais autant les troupes se sont brillamment comportées face à une force supérieure, autant leur commandement était misérable. Indécision, flottement, ordres contradictoires, comme si on cherchait délibérément à démoraliser les troupes, voilà comment François-Joseph s'est irrémédiablement compromis aux yeux de son armée en trois jours. On ne peut concevoir rien de plus lamentable que ce jeune arrogant qui prétend commander une armée et qui cède comme un roseau au vent aux influences les plus contradictoires, qui suit aujourd'hui le vieux Hess¹ et demain l'avis contraire de Herr Grünne², qui se retire aujourd'hui et attaque brusquement le lendemain, et qui, en général, ne sait jamais lui-même ce qu'il veut. Il en a maintenant assez et rentre, honteux et découragé, à Vienne, où l'attend une belle réception.

Mais la guerre *ne fait que commencer*. Les forteresses autrichiennes commencent à peine à entrer en action; les Français devront se séparer dès qu'ils auront franchi le Mincio, ce qui déclenchera une série de batailles pour des postes et des positions isolés ainsi que de petits engagements secondaires dans lesquels les Autrichiens, qui *ont enfin le vieux Hess à leur tête*, ont de meilleures chances de victoire malgré leurs effectifs généralement inférieurs. Une fois que cela, ajouté aux renforts, aura rétabli l'équilibre entre les belligérants, les Autrichiens pourront tomber sur l'ennemi divisé avec des concentrations de forces supérieures et répéter les batailles de Sommacampagna et de Custozza³ sur une échelle dix fois plus grande. Telle est la tâche des six prochaines semaines. D'ailleurs, ils commencent à peine à constituer leurs réserves, qui fourniront à leur armée d'Italie des renforts d'au moins 120.000 hommes, tandis que Louis Napoléon ne sait plus où aller chercher des renforts, maintenant que la Prusse est mobilisée.

En conséquence, l'affaire Solférino n'a que peu modifié les chances de la guerre. Mais un grand résultat a été atteint : l'un de nos principaux souverains est devenu la risée de tous et tout son système vieil-autrichien vacille. Le mécontentement à l'égard des affaires du concordat⁴, de la centralisation, de la domination de la bureaucratie, éclate dans toute l'Autriche, et le peuple exige le renversement d'un système caractérisé par l'oppression à l'intérieur et les défaites à l'extérieur. L'ambiance à Vienne est telle que François-Joseph s'y précipite aussi vite qu'il peut, pour faire des concessions. En même temps, nos autres souverains se ridiculisent drôlement; après que le chevaleresque prince régent⁵ a fait preuve, comme homme politique, de la même irrésolution et du même manque de caractère que François-Joseph comme général, les petits États ont recommencé à se chamailler avec la Prusse au sujet du passage des troupes, et la commission militaire de la Confédération a déclaré qu'elle ne pourrait se prononcer sur la proposition de la Prusse d'un corps fédéral libre sur le Haut-Rhin qu'après une bonne quinzaine de jours de réflexion. Les choses deviennent splendidement compliquées.

¹ Le général autrichien Heinrich Hermann Josef von Hess.

² Le général autrichien Karl Ludwig von Grünne.

³ A la bataille de Sommacampagna, le 23 juillet 1848, l'armée autrichienne sous les ordres de Radetzky avait défait les Piémontais. Cette bataille avait été suivie par la débâcle de l'armée piémontaise à Custozza le 25 juillet 1848. Le 23 mars 1849, l'armée de Charles-Albert fut à nouveau battue de manière décisive par les Autrichiens à Novare. Cette défaite marquait la fin de la première guerre d'indépendance italienne, Charles-Albert abdiquant dès le lendemain en faveur de son fils Victor-Emmanuel II.

⁴ Le concordat de 1855 entre l'Autriche et Pie IX restaurait en faveur de l'Église catholique un certain nombre de privilèges abolis durant la révolution de 1848-1849. Les évêques pouvaient à nouveau entrer en contact avec Rome et recevaient le droit de censure et de surveillance de l'enseignement dans les écoles. Un conseil spécial d'écclesiastiques présidé par un nonce du pape fut créé à Vienne pour contrôler l'application du concordat.

⁵ Guillaume, le prince de Prusse.

Cette fois, les princes gracieux peuvent se ridiculiser sans que notre nationalité soit menacée; au contraire, le peuple allemand, un peuple entièrement différent depuis la révolution de 1848, est devenu assez fort pour tenir tête non seulement aux Français et aux Russes, mais aussi à ses propres 33 souverains en même temps.

1.40. Fr. Engels, *Justice historique*

*New-York Daily Tribune*¹
du 21.07.1859

Nous avons maintenant publié tous les comptes rendus officiels de la bataille de Solferino qui nous sont parvenus, ainsi que de nombreuses lettres des deux camps, y compris l'excellente correspondance spéciale du *London Times*²; et après avoir présenté ces documents à nos lecteurs, il n'est peut-être pas trop tôt pour exposer clairement les causes réelles pour lesquelles la bataille a été perdue par François-Joseph et gagnée par Napoléon III.

Lorsque l'empereur d'Autriche retraversa le Mincio pour l'attaque, il disposait de neuf corps d'armée qui, après déduction des garnisons des forteresses, pouvaient se présenter sur le champ de bataille avec un effectif moyen de quatre brigades d'infanterie chacun, soit trente-six brigades en tout, la brigade comptant en moyenne entre 5.000 et 6.000 hommes. Ses forces pour l'attaque s'élevaient donc à environ 200.000 fantassins. Cet effectif, quoique tout à fait suffisant pour justifier le mouvement, était encore inférieur ou à peine égal à celui de l'ennemi, car celui-ci comptait de son côté dix brigades piémontaises et vingt-six brigades françaises d'infanterie. Or, les Français ont reçu, depuis Magenta, d'importants renforts d'hommes en permission et de recrues instruites, qui ont été incorporés dans leurs régiments, et leurs brigades étaient certainement plus fortes que celles des Autrichiens, dont les renforts avaient consisté en deux corps d'armée frais (les 10e et 11e), par lesquels le nombre mais non la force des brigades avait été augmenté. L'armée alliée peut donc être estimée à son effectif complet d'infanterie (170.000 Français, 75.000 Sardes), moins les pertes depuis le début de la campagne, soit 30.000 hommes, ce qui laisse environ 215.000 fantassins.

Les Autrichiens, comptant sur la rapidité des manœuvres et sur l'effet de surprise, sur l'ardent désir de leurs troupes de venger la défaite de Magenta et de prouver qu'ils n'étaient pas inférieurs à leurs adversaires, ainsi que sur la force des positions qu'une avance rapide vers les hauteurs derrière Castiglione pourrait leur assurer à nouveau, étaient certainement justifiés d'attaquer, mais seulement à condition de garder leurs troupes aussi étroitement concentrées que possible, et d'avancer rapidement et énergiquement. Aucune de ces conditions n'a été remplie.

Au lieu d'avancer avec toutes leurs forces entre Peschiera et Volta, afin de sécuriser toute la chaîne des hauteurs jusqu'à Lonato et Castiglione, et de laisser la plaine de Guidizzolo à la cavalerie et peut-être à un corps d'infanterie, ils ont laissé un corps, le 2e, à Mantoue pour se prémunir contre une surprise possible du corps du prince Napoléon, que l'on croyait proche. Cela dit, si la garnison de Mantoue n'était pas suffisante pour tenir la plus forte forteresse d'Europe contre une attaque irrégulière sans l'aide d'un corps supplémentaire, elle devait être une bien curieuse sorte de garnison. Mais cela ne semble pas avoir été le motif qui a retenu le deuxième corps à Mantoue. Le fait est que deux autres corps, le 11e et le 10e, avaient été détachés pour contourner le flanc droit des Alliés par Asola, une ville sur la Chiese, à environ six miles au sud-ouest de Castelfelfredo, et si loin du champ de bataille qu'ils auraient dû l'at-

¹ L'article a été écrit vers le 6 juillet 59. Il a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 369-399.

² « La bataille de Solferino », *The Times* du 2 juillet 1859.

teindre trop tard en toutes circonstances. Le deuxième corps, semble-t-il, était destiné à couvrir les flancs et l'arrière de cette colonne de contournement contre l'arrivée éventuelle du prince Napoléon, et donc à l'empêcher d'être elle-même contournée. L'ensemble de ce plan est si typiquement de la vieille école autrichienne, si compliquée, si ridicule dans la réflexion de quiconque est habitué à étudier les plans de batailles, que l'état-major autrichien doit certainement être acquitté de toute la responsabilité de son invention. Personne d'autre que François-Joseph et son aide de camp, le comte Grünne, n'aurait pu concevoir un tel anachronisme.

C'est ainsi que trois corps d'armée ont été tenus à l'écart de la bataille. Les sept autres ont été répartis comme suit. Un, le 8e (Benedek), entre Pozzolengo et le lac de Garde, pour tenir une position sur les collines, dont le centre et la clé étaient San Martino. Le 5e (Stadion) occupait Solferino; le 7e (Zobel) San Cassiano; le 1er (Clam-Gallas) Cavriana. Au sud, dans la plaine, la 3e (Schwarzenberg) avançait sur la grande route de Goito à Castiglione par Guidizzolo, et la 9e (Schaffgotsch) plus au sud vers Medole. Cette aile fut lancée en avant afin de repousser la droite alliée et d'offrir un soutien aux 10e et 11e corps quand, et si jamais, ils arriveraient.

Ainsi, les six corps virtuellement engagés, et qui, à toutes fins utiles, formaient l'armée de combat autrichienne, étaient répartis sur une ligne de douze miles de long, ce qui donnait en moyenne deux miles ou 3.540 yards de front à chaque corps. Il ne pouvait y avoir de profondeur dans une ligne aussi longue. Mais ce n'était pas la seule faute grave. Les 3e et 9e corps avancèrent de Goito, où se trouvait également leur ligne de retraite; les 1er et 7e corps, les plus proches, avaient leur ligne de retraite jusqu'à Valeggio. Un coup d'œil sur la carte montre que cela donne une retraite excentrée, circonstance à laquelle il faut sans doute attribuer principalement le peu d'effet produit par les deux corps dans la plaine.

Cette disposition défectueuse, établie pour les vingt-quatre, ou, si l'on suppose que Benedek a été renforcé par quelques troupes de la garnison de Peschiera, vingt-cinq ou vingt-six brigades autrichiennes, a été rendue encore plus défectueuse par l'inertie de l'avance. Une marche rapide le 23, lorsque le Mincio fut retraversé, aurait amené l'armée autrichienne concentrée, à midi, sur les positions avancées des alliés, vers Desenzano, Lonato et Castiglione, et lui aurait permis de les repousser à la tombée de la nuit sur le Chiese, de sorte que la bataille aurait commencé avec un succès préliminaire pour les Autrichiens. Mais le point le plus éloigné atteint sur les collines était Solférino, à seulement six miles du Mincio. Dans la plaine, les troupes avancées sont allées jusqu'à Castelfreddo, à dix miles du Mincio, et si elles avaient reçu l'ordre de le faire, elles auraient pu atteindre le Chiese. Puis, le 24, au lieu de commencer au lever du jour, l'avance devait commencer à 9 heures ! C'est ainsi que les Alliés, partis à 2 heures du matin, tombèrent sur les Autrichiens entre 5 et 6 heures. Les conséquences étaient inévitables.

Trente-trois brigades fortes contre vingt-cinq ou vingt-six faibles (elles avaient toutes été engagées auparavant, et avaient subi de lourdes pertes), cela ne pouvait aboutir qu'à la défaite des Autrichiens. Benedek seul, avec ses cinq ou six brigades, a tenu toute la journée contre l'armée piémontaise, dont les dix brigades, à l'exception de la garde, étaient toutes engagées; et il aurait maintenu sa position, si la retraite générale du centre et de l'aile gauche ne l'avait obligé à se replier aussi. Au centre, les 5e et 1er corps (8 brigades) ont tenu Solférino contre le corps de Baraguay d'Hilliers (6 brigades) et la garde (4 brigades) jusqu'à plus de 2 heures, tandis que le 7e corps (4 brigades) était tenu en échec par les quatre brigades de McMahon. Solferino étant enfin pris, la garde avança contre San Cassiano, et contraignit ainsi le 7e corps autrichien à abandonner la position. Enfin, la chute de Cavriana, vers 5 heures de l'après-midi, décida du sort de la bataille au centre, et contraignit les Autrichiens à battre en retraite.

Sur la gauche autrichienne, les 3e et 9e corps livrèrent un combat désordonné contre le corps de Niel et une division (Renault) de Canrobert, jusqu'à ce que, plus tard dans l'après-midi, une autre division de ce dernier corps (celle de Trochu) entra en ligne et repoussait les Autrichiens vers Goito. Bien qu'opposées dès le début à une force presque égale, ces huit brigades autrichiennes auraient pu faire beaucoup plus qu'elles n'ont fait. En avançant résolument de Guidizzolo vers Castiglione, elles auraient pu désengager le 7e corps à San Cassiano et ainsi soutenir indirectement les défenseurs de Solferino; mais leur ligne de retraite étant vers Goito, chaque pas en avant la compromettait, et elles ont donc agi avec une prudence qui était entièrement déplacée dans une telle bataille; mais la faute en revient à ceux qui leur ont ordonné de se retirer vers Goito.

Les alliés avaient tous leurs hommes engagés à l'exception de trois brigades, deux du corps de Canrobert et une des Gardes piémontaises. Or, si l'emploi de toutes leurs réserves, à l'exception de ces trois brigades, était nécessaire pour remporter une victoire de haute lutte, après laquelle il n'y avait plus de poursuite, comment se serait déroulée la bataille si François-Joseph avait été en mesure de se servir de ses trois corps d'armée, qui erraient alors loin au sud ? S'il en avait donné un à Benedek, placé un autre derrière Solférino et San Cassiano comme réserve, et gardé un derrière Cavriana comme réserve générale, quel aurait été le résultat de la bataille ? On ne peut pas en douter un seul instant. Après des efforts répétés et vains pour prendre San Martino et Solférino, le centre piémontais et français aurait été brisé par une avance finale et vigoureuse de toute la ligne autrichienne, et au lieu de se retirer vers le Mincio, les Autrichiens auraient fini la journée sur les rives de la Chiese. Ils ont été battus, non pas par les Français, mais par l'imbécillité arrogante de leur propre Empereur. Submergés par un nombre supérieur de soldats et par une gestion méprisante, ils se sont tout de même retirés sans encombre, n'abandonnant rien d'autre que le champ de bataille, et aussi incapables de paniquer que toutes les troupes au monde.

1.41. Fr. Engels, *La bataille de Solferino*

*Das Volk*¹
du 09.07.1859

Le lien entre la défaite sanglante de Solferino et la stupidité envahissante de François-Joseph a déjà été expliqué dans le numéro précédent de *Das Volk*. Les dépêches ultérieures donnant les détails de la bataille montrent que nous avons encore surestimé la perspicacité du « jeune héros ». L'année 1859 soumet les vainqueurs de 1849 à un examen d'état où ils échouent les uns après les autres.

Le 23 juin, l'armée autrichienne ne disposait pas de moins de 9 corps d'armée; parmi eux, les premier, deuxième, troisième, cinquième, septième et huitième avaient déjà été engagés en tout ou en partie, mais les neuvième, dixième et onzième étaient encore intacts, n'avaient pas encore affronté l'ennemi. Les six premiers auraient pu avoir un total de 130.000 hommes, les trois derniers, de 75.000. L'ennemi aurait donc pu être attaqué avec une force d'au moins 200.000 hommes. Qu'a fait François-Joseph ? Il a envoyé les dixième et onzième corps de Mantoue à Asola sur la Chiese, pour tomber sur les Français par l'arrière, et pour protéger cette manœuvre d'une éventuelle attaque du cinquième corps français (Prince Napoléon), que l'on croyait proche, il a retenu le deuxième corps à Mantoue. Il ne lui restait donc que 6 corps, soit 24 brigades, avec lesquels il prévoyait d'attaquer le front des franco-piémontais. Mais la manœuvre s'effectua si lentement que l'armée ne bivouaqua qu'à quelque six miles anglais du Mincio dans la soirée du 23 juin et que la marche en avant ne devait se faire qu'à 9 heures du matin le 24.

Les avant-gardes des Alliés, qui avaient été repoussées sur toute la ligne le 23, et aussi leurs éclaireurs ont naturellement alerté le camp français, de sorte que les Autrichiens, au lieu d'attaquer à 9 heures, ont été eux-mêmes attaqués à 5 heures.

Contre les 24 brigades autrichiennes, qui devaient totaliser environ 136.000 hommes, les Alliés ont déployé successivement pas moins de 33 brigades (9 piémontaises, avec 45.000 hommes, et 24 françaises, avec 150.000), soit au moins 195.000 hommes; en outre, ils tenaient en réserve une brigade piémontaise (Garde) et deux brigades françaises (division Bourbaki). Ils avaient donc au moins 210.000 hommes sur le champ de bataille. Avec une telle supériorité numérique, la victoire des Alliés était certaine. Néanmoins, le général Benedek, avec le huitième corps autrichien, réussit à repousser les attaques de toute l'armée piémontaise et remporta une victoire complète sur l'aile droite, alors que son propre corps n'était fort que de quatre brigades et qu'il pouvait tout au plus recevoir une cinquième brigade en renfort de la garnison de Peschiera. Le centre, tenu par 12 faibles brigades autrichiennes, fut attaqué et repoussé par 14 fortes brigades françaises, et l'aile gauche, 8 brigades, fut également repoussée, après un long combat, par 10 brigades françaises plus fortes, auxquelles s'ajoutèrent les nombreuses cavaleries et artilleries françaises. Sur cette aile, ainsi qu'au centre, une massive concentration d'artillerie autrichienne aurait été de mise, mais François-Joseph préféra laisser les 13 batteries d'artillerie de réserve (104 canons) se reposer tranquillement à Valeggio, sans tirer un seul coup de feu ! Ceci donne une explication simple de la supériorité du feu de l'artillerie française; elle n'est pas due à l'excellence des canons rayés mais à la faible et impuissante confusion dans la tête de l'empereur autrichien, qui n'a pas du tout mis en action ses canons de réserve.

¹ La rédaction de l'article est datée du 7 juillet 59. La version allemande se trouve aux pages 400-413 du vol. 13 des MEW. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 400-403.

Mais où étaient les dixième et onzième corps ? Pendant que les combats se déroulaient du lac de Garde à Guidizzolo, ils erraient dans la plaine loin au sud; le onzième corps aurait aperçu quelques troupes ennemies au loin, le dixième n'est même pas arrivé jusque-là; et lorsque la bataille a été décidée, aucun des deux n'a eu l'occasion de tirer un coup de feu; en fait ils étaient encore si loin que Canrobert, qui devait faire face à ce mouvement de flanc, dont les Français étaient conscients, a pu utiliser toutes ses troupes sauf une division contre l'armée principale autrichienne et décider de la bataille sur l'aile gauche autrichienne.

Pendant ce temps, le deuxième corps d'armée faisait front à Mantoue contre une attaque imaginaire du prince Plon-Plon, qui, ce jour-là, se faisait fêter avec son armée à Parme, à huit jours de marche du champ de bataille !

Cela nous donne une brillante démonstration de ce que signifie le commandement d'un « seigneur de la guerre » héréditaire allemand. Deux corps d'armée (50.000 hommes) envoyés en promenade loin du champ de bataille, un troisième corps d'armée (20.000 hommes) faisant face à un espace vide à Mantoue, et 104 canons parqués inutilement à Valeggio, c'est-à-dire un bon tiers de toutes les forces de combat et toute la réserve et l'artillerie retirées délibérément du champ de bataille de sorte que les deux tiers restants pouvaient être écrasés inutilement par des forces bien supérieures - seul un souverain allemand peut commettre une folie aussi brillante !

Les troupes autrichiennes se sont battues avec une bravoure si remarquable que les Alliés, qui étaient à nouveau deux fois plus forts, n'ont pu les repousser sur deux points sur trois qu'au prix des plus grands efforts, et que même cette supériorité de force n'a pu les mettre en déroute ni rendre possible toute tentative de poursuite. Comment la bataille aurait-elle tourné si les 70.000 hommes et les 104 canons que François-Joseph avait gaspillés avaient été en position de réserve entre Volta et Pozzolengo ? Sans aucun doute, les Français auraient été battus, et la campagne se serait à nouveau déplacée du Mincio et du Chiese vers le Tessin. Les troupes autrichiennes n'ont pas été vaincues par les Alliés mais par la stupidité et la prétention de leur propre empereur. Si un soldat autrichien est coupable de la moindre faute aux avant-postes, il reçoit 50 coups de bâton. La moindre des choses que François-Joseph puisse faire pour expier dans une certaine mesure ses grossières gaffes et ses idioties est de faire rapport au général Hess et de recevoir ses 50 coups bien mérités.

La guerre se déroule maintenant dans le quadrilatère des forteresses, et nous commençons à voir les premiers effets des forteresses sur les manœuvres des Alliés : *ils doivent se diviser*. Un détachement est resté à Brescia pour observer les cols du Tyrol. Le cinquième corps français (Plon-Plon) a pris position contre Mantoue à Goito et a été renforcé par une division. Une grande partie de l'armée piémontaise a été affectée au siège de Peschiera. Peschiera, qui était autrefois une petite forteresse, aurait été transformée depuis 1849 en un camp retranché par un demi-cercle de forts détachés (voir *Revue des deux Mondes*, 1er avril 1859¹); si cela est vrai, les Piémontais auront fort à faire, et il ne restera pour les « opérations » contre Vérone, pompeusement annoncées par Louis Bonaparte, que l'armée française, affaiblie d'une division et des pertes de Solferino (25 brigades, guère plus de 130.000 hommes). Si Hess a réellement pris le commandement à ce jour, et, de fait, avec des pouvoirs illimités, il trouvera bientôt des occasions de gagner des engagements isolés et de préparer ainsi une plus grande victoire.

¹ En référence à l'article du baron Jean-Jacques Baude « L'Autriche et sa puissance militaire en Italie » paru dans la *Revue des Deux Mondes*, XXIXe année, tome vingtième, 1^{er} avril 1859, pp. 657-691 (en ligne sur Google Livres).

Les trois divisions de l'armée de Lyon viennent renforcer les Français, ainsi qu'une division de l'armée de Paris, soit, dit-on, en tout 50.000 à 60.000 hommes. Les Autrichiens reçoivent le sixième corps du Tyrol du Sud et le quatrième de Trieste, et en plus les quatrièmes bataillons de campagne des régiments stationnés en Italie, c'est-à-dire au moins 54 bataillons de soldats aguerris, ce qui porterait le total des renforts autrichiens à près de 100.000 hommes. En dernière analyse, cependant, l'essentiel pour les Autrichiens est de rétablir l'équilibre sur le champ de bataille, non pas tant en ajoutant des troupes fraîches qu'en formant un commandement unifié et rationnel, et la seule façon d'y parvenir est d'écarter l'incompétent François-Joseph et de donner le plein commandement à Hess.

1.42. Karl Marx, *Erfurteries de l'année 1859*

*Das Volk*¹
du 09.07.1859

Le néologisme de ce titre (*Erfurterei*, en allemand) fait allusion à la tentative du roi de Prusse, en 1849-1850, d'unifier l'Allemagne, à l'exception de l'Autriche, sous son hégémonie, en s'alliant avec les rois de Hanovre et de Saxe et 21 autres princes allemands, et de réaliser ainsi le plan de création d'une « petite Allemagne ». Ce plan fut soutenu par les libéraux de droite, représentants de la grande bourgeoisie contre-révolutionnaire, qui s'étaient regroupés au sein du parti dit de Gotha², lequel participa activement aux élections du « Parlement de l'Union » à Erfurt.

Le Parlement de l'Union d'Erfurt s'est réuni le 20 mars 1850 dans l'église Saint Augustin d'Erfurt pour adopter le projet prussien de Constitution fédérale pour le petit État allemand prévu, dans l'esprit de la contre-révolution. Sous la pression de la monarchie autrichienne et du tsarisme russe, plusieurs princes allemands, qui avaient auparavant soutenu la Prusse, se rangèrent toutefois du côté de l'Autriche. En conséquence, le gouvernement prussien, qui n'osait pas s'opposer à Nicolas Ier, ajourna le Parlement d'Erfurt le 29 avril 1850.

La réaction réalise le programme de la révolution. C'est sur cette contradiction apparente que reposent la force du napoléonisme, qui se considère encore aujourd'hui comme le mandataire de la Révolution de 1789, le succès de la politique de Schwarzenberg en Autriche, qui a mis en évidence le vague rêve d'unité de 1848, et le fantôme de la réforme parlementaire de la Confédération, qui est maintenant d'actualité dans la petite Allemagne grâce à l'initiative prussienne et qui exécute une danse burlesque de fantômes avec les citoyens Jacobus Venedey³ et Zais⁴ sur les tombes de la révolution de 1848. Dans les mains de la réaction, bien sûr, ce programme de la révolution se transforme en une satire des efforts révolutionnaires en question, et devient ainsi une arme mortelle dans les mains d'un ennemi implacable. La réaction répond aux exigences de la révolution comme Louis Bonaparte répond à celles du parti national italien. Ce qui est tragique dans ce processus, c'est que les pauvres pécheurs qui vont être pendus là pour leurs propres phrases et stupidités crient « Bravo ! » à tue-tête lorsque l'exécuteur leur passe la corde au cou, et applaudissent à tout rompre leur propre exécution.

De même qu'en 1848 les fameuses revendications de mars, élaborées par le parti dit « révolutionnaire » d'alors et répandues au loin par une organisation très habile⁵, ont fait le tour de la Diète

¹ L'article a été écrit vers le 9 juillet 59. La version allemande se trouve aux pages 414-416 du vol. 13 des MEW. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 404-406.

² Le parti du Gotha a été fondé en juin 1849 par des libéraux de droite, représentants de la grande bourgeoisie contre-révolutionnaire, qui avaient quitté l'assemblée de Francfort après le refus du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV d'accepter la couronne impériale des mains de l'assemblée nationale de Francfort et après la décision de la majorité de gauche de l'assemblée de créer une régie impériale. Ce parti, qui craignait la victoire de la révolution, se donna pour tâche d'unifier toute l'Allemagne sans l'Autriche sous la direction d'un Hohenzollern de Prusse. Les chefs de ce parti étaient Christoph Dahlmann, Eduard Simson, Daniel Bassermann, Heinrich von Gagern, Karl Heinrich Brüggemann et d'autres.

³ Jakob Venedey, élu en mai 1848 à l'aile gauche du Parlement de Francfort, avait ensuite évolué vers le libéralisme.

⁴ Wilhelm Zais, membre libéral, de 1846 à 1848, du parlement de l'État de Nassau. Il était un partisan de l'unification de l'Allemagne sous la suprématie prussienne.

⁵ Les revendications de mars : quatre revendications politiques principales formulées par les démocrates petits-bourgeois de Baden en février 1848 et bientôt connues dans toute l'Allemagne du Sud-Ouest. Elles étaient les suivantes 1) l'armement du peuple avec le droit d'élire ses officiers, 2) la liberté illimitée de la presse, 3) le jugement par jury et 4) la convocation immédiate d'un Parlement allemand. Sous la pression du peuple, la bourgeoisie libérale des États allemands avait fait de ces revendications son pro-

d'émeute en émeute, de même aujourd'hui une « Déclaration » fait une tournée triomphale en Allemagne centrale et méridionale, qui semble être le *mot d'ordre* de la régence pour le « mouvement populaire » souhaité en vue d'une médiation armée. Ce programme de régence qui porte le nom très caractéristique de « *Déclaration de Nassau* », puisqu'il a été adopté pour la première fois par les pères parasites¹ de la patrie sous la direction de notre vieil ami Monsieur Zais, proclame :

« L'Autriche ne doit pas être laissée seule dans la guerre actuelle, qui peut finalement menacer les intérêts allemands. Au contraire, c'est le devoir de l'Allemagne (sa vocation, dirait Monsieur von Schleinitz²)³ d'insister pour que l'Autriche fasse des réformes, y compris l'assurance d'un état de choses en Italie qui réponde aux justes exigences de notre époque. La direction militaire et *politique* de la lutte imminente doit être confiée à la Prusse. Cette direction, cependant, ne satisferait pas encore (!) le besoin *durable* d'un gouvernement fédéral fort; *une réorganisation du pouvoir central en Allemagne*, d'une part, et la *création* d'une Constitution, d'autre part, avec une *représentation populaire* allemande comme aboutissement (comme objectif, ainsi que Monsieur von Gagern⁴ avait l'habitude de le dire), ne peuvent être refusées au peuple allemand⁵. »

Cette déclaration de Nassau, également appelée « Manifeste », a déjà été adoptée par les notables constitutionnels et démocratiques de Darmstadt, Francfort, Württemberg - ici signée par Reyscher, Schott, Vischer, Duvernoy, Ziegler, etc., dans une confusion harmonieuse - et est prêchée par la presse « libérale » de l'Allemagne du Sud-Ouest, de la Franconie et de la Thuringe, comme l'évangile miraculeux qui sauvera l'Allemagne, exterminera l'Empire français de fond en comble, rendra à Monsieur Venedey ses indemnités journalières et donnera au citoyen Zais une importance politique.

Voilà donc l'essentiel de la question; en recourant à ce genre d'artifice minable, en spéculant sur l'arriération mentale totale et l'infantilisme sénile des philistins de l'Empire, les partisans de la vocation prussienne espèrent arracher à la Diète fédérale les lauriers de Bronzell⁶, si chevaleresquement gagnés et si chèrement payés ! Nous devons avouer que nous avons très peu de respect pour les partisans de la vocation prussienne qui, au lieu de gifler ouvertement les messieurs de l'Eschenheimer Gasse⁷, comme on aimerait le faire et comme on n'ose pas le faire, les insultent en leur jetant à la figure, à bonne distance, MM. Schott, Zais et Reyscher⁸. Si la politique de Berlin ne connaît pas d'autre moyen de « sauver l'Allemagne » que d'acheter d'occasion les effets du regretté Monsieur von Radowitz⁹ et de ses hommes de Gotha, elle peut après tout faire la

gramme dans la lutte contre la monarchie, mais lorsqu'elle est arrivée au pouvoir à la suite de la révolution, elle a fait un compromis avec les milieux monarchistes.

¹ Marx joue ici sur le mot allemand « *nassausich* », de Nassau : il écrit « *Nassauer* », un terme péjoratif qui signifie pique-assiette, écornifleur, parasite, lèche botte.

² Alexander von Schleinitz, qui était ministre des Affaires étrangères de Prusse.

³ Les parenthèses sont de la plume de Marx.

⁴ Heinrich Wilhelm von Gagern a été l'un des leaders du parti de Gotha après mai 1849.

⁵ En référence à l'*Allgemeine Zeitung* du 25 juin 1859. Marx cite ci-dessous des extraits de la « *Erklärung nassauischer Staatsbürger* » publiée par un certain nombre de journaux allemands. Le texte intégral de cette déclaration avait paru dans le *Rhein und Lahnzeitung* du 21 juin 1859. Il s'agissait du programme politique de la bourgeoisie allemande visant à unifier l'Allemagne sous la suprématie prussienne.

⁶ La bataille de Bronzell est une escarmouche sans importance entre des détachements prussiens et autrichiens le 8 novembre 1850, lors d'un soulèvement dans l'électorat de Hesse. La Prusse et l'Autriche se disputaient le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de Kurhessen pour réprimer le soulèvement. Dans ce conflit avec la Prusse, l'Autriche a de nouveau reçu le soutien diplomatique de la Russie et la Prusse a dû céder.

⁷ Eschenheimer Gasse était une rue de Francfort-sur-le-Main où la Diète fédérale allemande avait ses locaux de 1816 à 1866.

⁸ Sigmund Schott et August Ludwig Reyscher, partisans, eux aussi, de l'unification allemande sous l'hégémonie de la Prusse.

⁹ Le général prussien Joseph Maria von Radowitz qui était à la direction de l'Assemblée nationale de Francfort en 1848-1849.

paix à tout prix et se soumettre sans résistance à la dictature franco-russe, car elle n'a pas la moindre idée de la gravité de la lutte engagée par la campagne de libération italienne.

Le fait qu'il y ait encore des notables patriotes qui trouvent dans une « déclaration de Nassau » l'expression adéquate de leur insignifiance et qui vivent dans la conviction réconfortante qu'au moyen d'un faible écho du Parlement impérial de 1848, ils peuvent faire naître un mouvement populaire assez fort pour entreprendre la lutte contre les despotismes combinés de la Russie et de la France, prouve seulement combien H. Heine a raison quand il dit :

« La vraie folie est aussi rare que la vraie sagesse¹ ».

Car la folie des déclarants de Nassau est fausse de part en part, mensongère et lâche, un masque d'Arlequin dont ces messieurs se couvrent pour donner l'apparence d'être des fous irresponsables de leurs actes, parce qu'en fait ils ont honte de leur pitoyable impuissance et de leur inaction, et espèrent échapper à toute responsabilité en faisant appel à la sympathie du public comme des imbéciles.

Un « pouvoir central réorganisé » avec une « représentation populaire » - une arme splendide contre un bonapartisme délirant et un tsarisme qui a été poussé au désespoir et qui doit se battre sur le sol allemand pour une existence menacée dans son propre pays ! J'aurais pensé que nous avions eu assez des deux en 1848 et 1849 pour avoir compris que tout mouvement populaire est mort lorsqu'il perd son pouvoir révolutionnaire au profit d'une assemblée représentative populaire constituante.

¹ Heinrich Heine, *Les bains de Lucques*, Chapitre I.

1.43. Karl Marx, *Qu'a gagné l'Italie ?*

Le 8 juillet 1859, les empereurs de France et d'Autriche se réunissent séparément - sans le roi du Piémont - à Villafranca, en Vénétie, où ils concluent un accord d'armistice. Cette réunion a été initiée par Napoléon III, qui craignait que la guerre prolongée ne donnât une nouvelle impulsion aux mouvements révolutionnaires et de libération nationale en Italie et dans d'autres Etats européens. Le 11 juillet, la France et l'Autriche signent une paix préliminaire en vertu de laquelle l'Autriche cède à la France ses droits sur la Lombardie (à l'exception des forteresses de Mantoue et de Peschiera) et la France transfère ce territoire au Piémont. La Vénétie devait rester sous le pouvoir suprême de l'Autriche et les souverains des Etats d'Italie centrale devaient être rétablis sur leurs trônes. Il était prévu de créer une confédération d'Etats italiens sous la présidence d'honneur du Pape. Le sort du duché de Parme n'est pas évoqué. Cet accord provoquera la colère de Cavour qui donne sa démission.

Les préliminaires de Villafranca ont servi de base au traité de paix conclu à Zurich le 10 novembre 1859 entre la France, l'Autriche et le Piémont.

*New-York Daily Tribune*¹
du 27.07.1859

La guerre d'Italie est finie. Napoléon l'a terminée de manière aussi soudaine et inattendue que les Autrichiens l'avaient commencée. Bien que brève, elle a été coûteuse. Elle a concentré en quelques semaines non seulement les exploits, les invasions et les contre-invasions, les marches, les batailles, les conquêtes et les pertes, mais aussi les dépenses, tant en vies humaines qu'en argent, de nombreuses guerres beaucoup plus longues. Certains de ses résultats sont franchement manifestes. L'Autriche a perdu des territoires; sa réputation de bravoure militaire a été sérieusement entachée; sa fierté a été profondément blessée. Mais les leçons qu'elle a tirées, s'il y en a, sont, selon nous, plutôt militaires que politiques, et tous les changements qu'elle peut être amenée à faire à la suite de cette guerre seront des changements dans la formation, la discipline et les armes, plutôt que dans son système politique ou ses méthodes d'administration. Elle peut avoir été convaincue de l'efficacité des canons rayés. Elle peut sans doute introduire dans ses forces armées une certaine imitation des zouaves français. Cela est beaucoup plus probable que le fait qu'elle modifie fondamentalement sa manière de gouverner ce qui lui reste de ses provinces italiennes.

L'Autriche a également perdu, du moins pour le moment, cette tutelle sur l'Italie, dont la persistance, malgré les remontrances et les plaintes de la Sardaigne, a donné lieu à la dernière guerre. Mais, bien que l'Autriche ait été obligée pour le moment de renoncer à cette fonction, la fonction elle-même ne semble pas être vacante. C'est un fait très significatif que le nouveau règlement des affaires de l'Italie a été décidé lors d'une courte entrevue entre les empereurs de France et d'Autriche, tous deux étrangers, chacun à la tête d'une armée d'étrangers, et que ce règlement a été fait non seulement sans que, ne fût-ce que pour la forme, on ne consulte les parties qui étaient les sujets de ce règlement, mais sans qu'elles sachent qu'elles étaient ainsi négociées et congédiées. Deux armées venues d'au-delà des Alpes se rencontrent et combattent dans les plaines de Lombardie. Après une lutte de six semaines, les souverains de ces armées étrangères entreprennent de régler et d'arranger les affaires de l'Italie sans consulter un seul Italien. Le roi de Sardaigne, qui, au point de vue militaire,

¹ Ecrit vers le 12.07.59, l'article a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir du vol. 16 des MECW, pp. 407-409.

avait été placé au niveau d'un général français, ne semble pas avoir eu plus de part ou de voix dans l'accord final que s'il avait été, en fait, un simple général français.

Le motif des griefs si vivement formulés par la Sardaigne contre l'Autriche était non seulement qu'elle prétendait à la direction générale des affaires italiennes, mais qu'elle était le défenseur de tous les abus existants; que sa politique était de maintenir les choses en l'état, en s'ingérant dans l'administration intérieure de ses voisins italiens, et en revendiquant le droit de réprimer par la force des armes toute tentative de la part des habitants de ces pays de modifier ou d'améliorer leur condition politique. Et en quoi est-il mieux tenu compte du respect du sentiment et des souhaits italiens, ou de ce droit de révolution dont la Sardaigne était la protectrice, dans le nouvel arrangement que dans l'ancien ? Les duchés italiens au sud du Pô, bien que leur aide offerte pendant la guerre ait été acceptée, doivent, semble-t-il, en vertu du traité de paix, être rendus à leurs princes expulsés. Dans aucune partie de l'Italie, on ne s'est autant plaint de la mauvaise administration que dans les Etats de l'Eglise. La mauvaise administration de ces Etats, ainsi que la complaisance et l'appui donnés par l'Autriche à cette mauvaise administration, ont été mis en évidence comme l'un des pires caractéristiques, sinon la pire, de la dernière situation des affaires italiennes. Mais, bien que l'Autriche ait été obligée de renoncer à son protectorat armé des Etats de l'Eglise, les malheureux habitants de ces territoires n'ont rien gagné de ce changement.

La France soutient l'autorité temporelle du Saint-Siège dans une mesure aussi grande que l'Autriche ne l'a jamais fait; et puisque les abus du gouvernement romain sont considérés par les patriotes italiens comme inséparables de son caractère sacerdotal, il ne semble pas y avoir d'espoir d'amélioration. La France, dans sa position actuelle d'unique protectrice du Pape, se rend en fait plus responsable des abus du gouvernement romain que l'Autriche ne l'a jamais été.

En ce qui concerne la Confédération italienne qui fait partie du nouvel arrangement, il y a ceci à observer : ou bien cette Confédération sera une réalité politique dotée d'un certain pouvoir et d'une certaine influence, ou bien elle sera un simple simulacre.

S'il s'agit d'un leurre, l'union italienne, la liberté et le développement ne peuvent rien y gagner. Si elle est une réalité, compte tenu des éléments qui la composent, que peut-on en attendre ? L'Autriche (qui y siège pour la province ou le royaume de Venise), le pape et le roi de Naples² réunis dans l'intérêt du despotisme, l'emporteront facilement sur la Sardaigne, même si les autres petits Etats se mettent de son côté. L'Autriche peut même se servir de cette nouvelle position pour s'assurer sur les autres Etats italiens un contrôle sur tout aussi répréhensible, pour ne pas dire plus, que celui qu'elle prétendait exercer récemment en vertu de traités spéciaux avec eux³.

² Francis II.

³ Il s'agit apparemment des traités d'alliance imposés par l'Autriche à Modène et Parme en 1847 et 1848, du traité de 1850 sur le maintien des forces autrichiennes en Toscane et du traité de 1814 entre l'Autriche et Naples.

1.44. K. Marx, *La paix*

*New-York Daily Tribune*¹
du 28.07.1859

Il semble, d'après les renseignements reçus par l'*Europa*, que la Confédération italienne annoncée par Napoléon III comme une des bases de sa paix avec François-Joseph, soit une chose des plus vagues et des plus précaires. Jusqu'à présent, c'est une simple idée à laquelle l'Autriche a consenti, mais qui doit encore être soumise aux gouvernements italiens. Il ne semble pas que même la Sardaigne, dont le roi, soit dit en passant, n'a apparemment pas été consulté lors de la conclusion de la paix, ait accepté de s'y joindre, bien qu'elle doive évidemment faire ce qu'on lui dit; tandis qu'un bruit court que le pape, le chef honoraire proposé de la Fédération, a écrit à Louis Napoléon qu'il recherchait la protection des puissances catholiques - un refuge plutôt douteux en ce moment, alors que c'est contre la France qu'il veut être protégé². Quant aux monarques de Toscane, de Modène et de Parme, récemment bannis, il paraît qu'ils vont être rétablis sur leurs trônes; et, dans ces conditions, ils seront sans doute prêts à adhérer à toute Confédération qui leur sera dictée. Mais du roi de Naples³, qui est maintenant le seul souverain indépendant en Italie, nous n'entendons rien du tout, et il n'est pas impossible qu'il refuse catégoriquement. Il reste donc à savoir s'il y aura une Fédération, et surtout quelle sera sa nature, si elle réussit à se former.

Un fait important, dont la certitude est désormais acquise, est que l'Autriche conserve les quatre grandes forteresses⁴, le Mincio devenant la limite occidentale de ses territoires. Elle détient donc toujours les clés de l'Italie du Nord et peut profiter de toute situation d'urgence favorable pour récupérer ce qu'elle a dû abandonner. Ce seul fait montre combien est infondée la prétention de Napoléon à avoir pratiquement atteint son objectif de chasser l'Autriche d'Italie. En effet, il n'est pas exagéré de dire que s'il a battu l'Autriche à la guerre, elle l'a nettement battu dans la conclusion de la paix. Elle a simplement accepté de céder ce qu'on lui avait pris de force, rien de plus. La France, au prix d'une centaine de millions de dollars et de la vie de quelque cinquante mille de ses fils, a obtenu le contrôle de la Sardaigne, beaucoup de gloire pour ses soldats, et la renommée d'un général très chanceux et moyennement efficace pour son empereur. Pour lui, c'est beaucoup; pour la France, qui a supporté toutes les dépenses et subi toutes les pertes, c'est peu; et il n'est pas surprenant qu'il y ait du mécontentement à Paris.

La raison invoquée par Napoléon pour mettre fin soudainement à la guerre est qu'elle prenait des proportions incompatibles avec les intérêts de la France. En d'autres termes, elle tendait à devenir une guerre révolutionnaire, marquée notamment par une insurrection à Rome et un soulèvement en Hongrie. Il est curieux de constater que, juste avant la bataille de Solferino, ce même Napoléon incita Kossuth, qui, à son invitation, était venu le voir à son quartier général, à entreprendre une diversion révolutionnaire en faveur des Alliés. Avant cette bataille, il ne redoutait donc pas les dangers qui l'ont terrifié immédiatement après. Que les circonstances font changer les choses n'a rien de nouveau; mais elle s'applique dans le cas présent. Cependant, il est inutile de multiplier les preuves pour démontrer que cet homme est aussi purement égoïste qu'il est sans

¹ Ecrit le 15 juillet 1859, l'article a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 412-414.

² En référence à la lettre encyclique de Pie IX du 18 juin 1859.

³ Francis II.

⁴ Celles de Peschiera, Mantoue, Vérone et Legnago.

scrupules; et qu'après avoir versé le sang de cinquante mille hommes pour satisfaire son ambition personnelle, il est prêt à renier et à abandonner tous les principes hypocrites au nom desquels il les a conduits au massacre.

L'un des premiers résultats de l'accord actuel est la chute du ministère Cavour, qui a dû quitter ses fonctions en Sardaigne¹. Bien qu'il soit l'un des hommes les plus intelligents d'Italie, et qu'il ne soit pas du tout concerné par la conclusion de la paix, le comte Cavour n'a pas pu résister à l'indignation et à la déception de l'opinion publique. Il faudra probablement longtemps avant qu'il ne revienne au pouvoir. Et il faudra attendre longtemps avant que Louis Napoléon ne puisse à nouveau induire, même les sentimentaux et les enthousiastes, à le considérer comme un champion de la liberté.

Les Italiens le haïront désormais plus que tous les autres représentants de la tyrannie et de la trahison; et nous ne devons pas nous étonner si les couteaux des assassins italiens cherchent à nouveau la vie de l'homme qui, alors qu'il promettait et prétendait être le conquérant de l'indépendance italienne, a laissé l'Autriche tenir presque aussi fermement que jamais l'Italie à la gorge.

¹ En vérité, c'est Cavour lui-même qui, déçu par les conditions de l'armistice, a pris la décision de démissionner le 12 juillet 1859. Rappelé par Victor-Emmanuel II, il reprendra ses fonctions à la présidence du Conseil des Ministres du royaume de Sardaigne dès le 20 janvier 1860.

1.45. K. Marx, *Le traité de Villafranca*

*New-York Daily Tribune*¹
du 04.08.1859

Si la guerre déclenchée par Louis Napoléon, sous le faux prétexte de libérer l'Italie, a donné lieu à une confusion générale des idées, à un déplacement des positions, à une prostitution des hommes et des choses sans équivalent dans l'histoire de l'Europe, la paix de Villafranca a rompu le charme fatal. Quoi qu'on ait pu dire de la perspicacité de Louis Napoléon, cette paix a détruit son prestige, et même éloigné de lui le peuple français et l'armée française, qu'il avait pour but essentiel d'attacher à sa dynastie. Quand il dit à cette armée qu'il a fait la paix par crainte, tant de la Prusse que du quadrilatère autrichien, il lui dit ce qui ne peut qu'éveiller le dégoût dans son cœur. Et quand il dit à ce peuple, dont chacun est un révolutionnaire né, qu'il n'a été freiné dans sa course victorieuse que par le fait que le prochain pas en avant devait être fait avec la Révolution pour alliée, il peut être sûr qu'il le considérera avec beaucoup plus de méfiance et d'aversion que l'épouvantail avec lequel il cherche à le terrifier. Dans toute l'Europe d'aujourd'hui, il n'y a pas d'autre échec comparable à celui de Louis Bonaparte avec sa guerre d'Italie. L'escroquerie a explosé à Villafranca. Les spéculateurs de la Bourse s'en réjouissent, les démagogues renversés sont atterrés, les Italiens trahis tremblent de rage, les « puissances médiatrices » font piètre figure, les Anglais et les Américains qui ont cru à la mission démocratique de Louis Bonaparte cachent leur honte dans des protestations inintelligibles et des explications ingénieuses; mais ceux qui ont osé s'opposer à un déluge d'illusions, au risque même d'être accusés de sympathies autrichiennes, ont maintenant la preuve qu'ils étaient les seuls à avoir raison.

Considérons d'abord la manière dont le traité a été conclu. Les deux empereurs se rencontrent; François-Joseph cède la Lombardie à Bonaparte, qui en fait cadeau à Victor-Emmanuel, lequel, à son tour, bien que manifestement le protagoniste de la guerre, n'est même pas admis à la conférence qui règle la paix. L'idée de consulter, même pour l'apparence, la voix des biens humains ainsi troqués, est raillée par les deux contractants. François-Joseph dispose de sa propriété; Napoléon III fait de même. S'il s'était agi de la cession d'un bien, la présence d'un officier de justice, et l'accomplissement de quelques formalités légales auraient été indispensables. Rien de tel dans le transfert de trois millions d'hommes. On ne demande même pas l'assentiment de Victor-Emmanuel, l'individu auquel la propriété a été finalement attribuée. Une telle humiliation était de trop pour un ministre, et Cavour a démissionné. Un roi, bien sûr, peut dire d'un pays annexé ce que l'empereur romain disait de l'argent collecté : *Non olet*². Il n'y a là, peut-être, aucune odeur d'offense pour lui.

C'est, nous le supposons, ce que l'on appelle dans le vocabulaire des *Idées Napoléoniennes*³, la « restauration des nationalités ».

¹ Rédigé par Marx le 19 juillet, l'article a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 416-420.

² En référence à l'expression latine *pecunia non olet* (« l'argent n'a pas d'odeur ») attribuée à l'empereur Vespasien qui avait remis en vigueur une taxe sur la collecte des urines dans les amphores publiques servant d'urinoirs.

³ Allusion au livre de Louis Bonaparte *Des idées napoléoniennes* publié en 1839, en particulier au chapitre IV, « Question étrangère » (pp. 141-172 de l'édition disponible sur Gallica).

Le Congrès de Vienne¹ lui-même, si l'on compare ses transactions avec les négociations de Villafranca, peut bien être soupçonné de principes révolutionnaires et de sympathies populaires. La nationalité italienne doit être inaugurée par l'insulte étudiée d'une convention qui déclare en gros caractères que l'Italie n'a joué aucun rôle dans la guerre contre l'Autriche et que, par une conséquence nécessaire, elle n'a aucune voix à faire entendre dans le règlement de la paix avec l'Autriche. Garibaldi, avec ses intrépides montagnards; les insurrections en Toscane, à Parme, à Modène, en Romagne²; Victor-Emmanuel lui-même avec son pays envahi, ses finances ruinées et son armée décimée, tout cela ne compte pour rien. Il y a eu une guerre entre un Habsbourg et un Bonaparte. Il n'y a pas eu de guerre d'Italie. Victor-Emmanuel ne peut prétendre même aux honneurs d'un allié subalterne. Il n'a pas participé à la lutte, il n'en a été qu'un instrument, et il est donc exclu des droits qui, selon le droit international, reviennent à tout co-belligérant, si petit soit-il. Il est en deçà des honneurs accordés aux princes médiateurs allemands à la paix de 1815³. Un modeste parent pauvre, qu'il dévore en silence les miettes tombées de la table de son riche et puissant cousin.

Si nous en venons maintenant au contenu - nous voulons dire le contenu officiel - du traité de Villafranca, nous le trouverons tout à fait conforme à la procédure de son règlement. La Lombardie doit être cédée au Piémont, mais c'est l'offre identique, dans des termes plus favorables et non encombrés d'obstacles, que l'Autriche avait proposée à Charles-Albert et à Lord Palmerston en 1848⁴. A ce moment, aucun pouvoir étranger n'avait séquestré le mouvement italien. La cession devait se faire à la Sardaigne, non à la France; Venise aussi devait être détachée des territoires autrichiens et être constituée en un Etat italien indépendant - non pas avec l'empereur autrichien, mais avec un archiduc autrichien à sa tête. Ces conditions ont ensuite été rejetées avec mépris par le magnanime Palmerston, qui les a stigmatisées comme une conclusion trop boiteuse pour la guerre d'indépendance italienne. La même Lombardie est maintenant donnée comme un cadeau français à la dynastie des Savoie, tandis que Venise, avec le quadrilatère de forteresses, y compris celles du Mincio, doit rester dans les griffes de l'Autriche.

L'indépendance de l'Italie se transforme ainsi en dépendance de la Lombardie vis-à-vis du Piémont et en dépendance du Piémont vis-à-vis de la France. Si l'orgueil de l'Autriche peut être froissé par la cession de la Lombardie, sa puissance réelle est plutôt renforcée par cette évacuation d'un territoire qui absorbait une partie de ses forces militaires sans être défendable contre une invasion étrangère et sans payer les frais de leur entretien. Les ressources vainement dépensées en Lombardie peuvent désormais être mises à

¹ Lors du Congrès de Vienne (18 septembre 1814 - 9 juin 1815), les vainqueurs de Napoléon Ier se sont réunis pour s'enrichir aux dépens de la France. L'objectif du congrès était de rétablir le système féodal et réactionnaire qui existait avant la Révolution française, ainsi que les frontières de la France de 1792. L'Angleterre reçut toutes les colonies françaises. Le morcellement de l'Allemagne et de l'Italie, la division de la Pologne et l'assujettissement de la Hongrie furent maintenus.

² En 1859, des révoltes populaires éclatent dans les duchés de Toscane, de Modène et de Parme. Les souverains s'enfuirent sous la protection des troupes autrichiennes. Au cours de la révolte, des assemblées nationales ont été formées pour tenter d'unifier les duchés avec le Piémont, conformément à la volonté de la population. Bien que les traités de Villafranca et de Zurich prévoyaient le rétablissement des anciens dirigeants, le rattachement des duchés au Piémont eut lieu après un référendum en mars 1860. Les soulèvements populaires de 1859 en Italie centrale s'étendirent également à une partie de l'Etat ecclésiastique, la Romagne, qui fut également rattachée au Piémont en 1860.

³ Il s'agit des petits princes allemands qui perdirent leur pouvoir et virent leurs possessions annexées par de plus grands Etats allemands à la suite de la refonte de la carte politique de l'Allemagne pendant les guerres napoléoniennes et au Congrès de Vienne (1814-15).

⁴ En 1848, Palmerston souhaitait que la Lombardie fût annexée au Royaume du Piémont afin d'enrayer l'expansion du mouvement révolutionnaire en Italie et de répondre aux intérêts de la politique britannique traditionnelle d'« équilibre européen ». Effrayé par les événements révolutionnaires en Autriche et par la lutte de libération nationale en Italie, le gouvernement autrichien fut contraint d'accepter, dans son mémorandum du 24 mai, la cession de la Lombardie et la séparation de la Vénétie en un Etat indépendant sous l'autorité de l'archiduc d'Autriche, mais après la défaite du Piémont, l'Autriche se rétracta.

profit ailleurs. Ce que l'Autriche conserve, c'est la position militaire dominante à partir de laquelle, dans toute occasion favorable, elle peut se jeter sur son faible voisin, qui n'a en fait gagné qu'un accroissement de sa faiblesse - une frontière exposée avec des sujets turbulents, mécontents et jaloux - tandis qu'il a perdu jusqu'au prétexte de représenter les droits de l'Italie. Il a conclu un marché dynastique, mais il a renoncé à sa mission nationale. D'un Etat indépendant, la Sardaigne a été réduite à un Etat toléré qui, pour tenir tête à son ennemi de l'Est, doit s'effacer devant son protecteur de l'Ouest.

Mais ce n'est pas tout. Selon les termes du traité, l'Italie, sur le modèle de la Confédération allemande¹, doit être constituée en une Confédération italienne, sous la présidence honoraire du Pape². Il semble maintenant y avoir quelques difficultés à réaliser cette idée napoléonienne, et nous devons encore apprendre comment Napoléon III va traiter les obstacles qui se dressent sur le chemin de son projet.

Car, quoi qu'il arrive, il ne fait aucun doute qu'une telle confédération, avec le pape à sa tête, est son cheval de bataille. Mais le renversement du pouvoir papal à Rome a toujours été considéré comme la *conditio sine qua* de l'émancipation italienne. Machiavel, dans son histoire de Florence, il y a longtemps, a retracé dans la domination papale la source de la dégradation italienne. Or, selon les intentions de Louis Napoléon, plutôt que de libérer la Romagne, il s'agit de soumettre toute l'Italie à l'emprise nominale du pape. En fait, si la Confédération devait un jour être organisée, la tiare papale ne serait que l'emblème de la domination autrichienne. Que visait l'Autriche par ses traités privés avec Naples, Rome, la Toscane, Parme, Modène ? Une confédération de princes italiens sous la direction de l'Autriche. Le traité de Villafranca avec la Confédération italienne, dans laquelle le pape, l'Autriche et les ducs restaurés - si, vraiment, ils peuvent être restaurés - formeront un parti, et le Piémont l'autre, dépasse les plus audacieuses espérances de l'Autriche. Elle souhaite, depuis 1815, former une confédération de princes italiens contre le Piémont. Elle peut maintenant soumettre le Piémont lui-même. Elle peut éteindre la force vitale de ce petit Etat dans une confédération dont le pape, qui a excommunié la Sardaigne³, sera le chef nominal, et dont l'ennemi impitoyable de la Sardaigne sera le véritable chef. Ce n'est donc pas l'Italie qui a été émancipée, mais le Piémont qui a été écrasé. Face à l'Autriche, le Piémont est appelé à jouer le rôle de la Prusse, mais sans les ressources qui ont permis à cet Etat de paralyser sa rivale à la Diète allemande. La France, de son côté, peut se flatter d'avoir pris à l'égard de l'Italie la position que la Russie tient à l'égard de la Confédération germanique, mais, alors, l'influence russe en Allemagne est fondée sur l'équilibre des forces entre les Habsbourg et les Hohenzollern.

Le seul moyen pour le Piémont de restaurer son prestige lui est clairement tracé par son protecteur. Dans sa proclamation à ses soldats, Louis Napoléon déclare :

« L'union de la Lombardie avec le Piémont crée pour nous (la famille Bonaparte⁴) un allié puissant qui nous devra son indépendance⁵ »

¹ La Confédération allemande, créée par l'Acte fédéral signé le 8 juin 1815 lors du Congrès de Vienne, comprenait d'abord 35, puis 28 principautés et quatre villes libres et a duré jusqu'en 1866. Elle a maintenu le morcellement féodal de l'Allemagne et empêché la création d'un gouvernement central. L'Autriche et la Prusse se disputaient sans cesse la suprématie au sein de la Confédération germanique.

² Pie IX.

³ Face au mouvement croissant en Italie du Nord et dans les États pontificaux pour l'incorporation au Piémont, Pie IX publia en juin 1859 une encyclique menaçant d'excommunier ceux qui empièteraient sur le pouvoir temporel du Pape.

⁴ Un ajout de Marx, bien sûr.

⁵ *Le Moniteur universel* du 14 juillet 59. Textuellement : « La réunion de la Lombardie au Piémont nous crée de ce côté des Alpes un allié puissant qui nous devra son indépendance; les gouvernements restés en dehors du mouvement ou rappelés dans leurs possessions comprendront la nécessité des réformes

déclarant ainsi que le Piémont indépendant a fait place à une satrapie napoléonienne.

Pour se dégager de cette position dégradante, Victor-Emmanuel est sans ressources. Il ne peut que faire appel à l'Italie, dont il a trahi la confiance, ou à l'Autriche, dont il s'est nourri des dépouilles. Mais il est fort possible qu'une révolution italienne intervienne pour changer la face de toute la péninsule et faire revenir Mazzini et les républicains sur le devant de la scène.

salutaires. Une amnistie générale fera disparaître les traces des discordes civiles. L'Italie, désormais maîtresse de ses destinées, n'aura plus qu'à s'en prendre à elle-même si elle ne progresse pas régulièrement dans l'ordre et la liberté. ». (Proclamation de Napoléon III « aux Soldats » de l'armée d'Italie, du quartier impérial de Valeggio, datée du 12 juillet 1859).

1.46. Fr. Engels, *La guerre d'Italie*

Rétrospective

1

*Das Volk*¹
du 23 juillet 1859.

Le général secret² a ordonné à sa Garde de rentrer à Paris en toute hâte pour faire son entrée triomphale à sa tête et faire ensuite défiler devant lui ses troupes victorieuses sur la place du Carrousel. En attendant, passons à nouveau en revue les principaux événements de la guerre afin d'éclaircir les véritables mérites du singe Napoléon³.

Le 19 avril, le comte Buol⁴ commit l'indiscrétion puérile d'informer l'ambassadeur anglais⁵ que, le 23 avril, il donnerait aux Piémontais un ultimatum de trois jours, à l'expiration duquel il commencerait la guerre et donnerait l'ordre de marcher. Buol savait, certes, que Malmesbury n'était pas Palmerston, mais il oubliait que le moment des élections générales approchait, que les tories bornés, craignant d'être hués et traités d'« Autrichiens », devenaient en fait bonapartistes contre leur gré. Le 20, le gouvernement anglais s'empessa de communiquer cette information à M. Bonaparte, et *la concentration des troupes françaises commença aussitôt*, et des ordres furent donnés pour former les quatrièmes bataillons de réserve. Le 23, les Autrichiens publièrent effectivement l'ultimatum, à la veille des élections anglaises. Derby et Malmesbury s'empresèrent de qualifier cette action de « crime », contre lequel ils protestèrent avec la plus grande énergie. Bonaparte fit franchir la frontière piémontaise par ses troupes avant même l'expiration de l'ultimatum; le 26 avril, les Français entrèrent en Savoie et à Gènes. Mais les Autrichiens, freinés par les protestations et les menaces du gouvernement conservateur, concédèrent deux jours de plus et ne marchèrent dans le Piémont que le 29, au lieu du 27.

De cette façon, le général secret était au courant du plan des Autrichiens neuf jours avant leur entrée en action et put, grâce à la trahison du ministère anglais, arriver sur les lieux trois jours avant les Autrichiens. Mais le général secret avait des complices non seulement dans le ministère anglais mais aussi dans le commandement de l'armée autrichienne. Tout le monde s'attendait, et à juste titre, à ce que Hess prît le commandement suprême de l'armée en Italie. Au lieu de cela, le commandement a été donné à Gyulay, qui n'avait jamais affronté l'ennemi en 1848 et 1849 - un esprit totalement incompetent, sans intelligence ni volonté, ce Gyulay. Hess est d'origine bourgeoise et loin d'être ami avec la clique réactionnaire de nobles pro-jésuites qui constitue la camarilla de François-Joseph. Le triumvirat Grünne-Thun-Bach a incité

¹ L'article est adressé à Marx, le 20 juillet, 59 par Engels qui lui annonce : « Ci-joint l'article. S'il est trop long, coupe-le où tu veux et retourne-moi le manuscrit de la partie non imprimée, afin que je puisse enchaîner. » (C5, p. 362). La version allemande se trouve aux pages 428-439 du vol. 13 des MEW. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 421-434.

² Napoléon III.

³ En qualifiant Louis Bonaparte de « singe de Napoléon », Engels rappelle les paroles de Napoléon Ier, prononcées lors d'un entretien avec son adjudant-général Charles de Montholon, le 17 avril 1821, à Sainte-Hélène, en guise de legs à son fils : « Tous ses efforts doivent tendre à régner par la paix. Si, par simple imitation et sans nécessité impériale, il voulait recommencer mes guerres, il ne serait que mon singe. ».

⁴ Karl Ferdinand von Buol-Schauenstein, le ministre des Affaires étrangères d'Autriche.

⁵ Lord Augustus Loftus.

le faible François-Joseph, qui avait élaboré avec Grünne un étrange plan d'opération, que Hess avait vivement critiqué, contre le vieux stratège; ainsi le crétin au sang bleu Gyulay est resté commandant en chef et son plan d'opération - l'invasion de Piémont - fut adopté. Hess avait recommandé de rester strictement sur la défensive et d'éviter toute bataille jusqu'à ce que le Mincio soit atteint. L'armée autrichienne, de surcroît freinée par des pluies torrentielles, apparut pour la première fois sur le Pô et la Sesia le 3 ou le 4 mai et il était alors bien sûr trop tard pour tenter un coup de force contre Turin ou l'une des forteresses piémontaises. Les Français étaient massés sur le Haut-Pô, ce qui donnait à l'incompétent Gyulay une excuse bienvenue pour ne pas agir. Afin de mettre hors de doute son impuissance, il entreprit la reconnaissance en force de Montebello. La bataille qui s'ensuivit fut livrée avec honneur par treize bataillons autrichiens contre seize bataillons français jusqu'à ce que les deuxième et troisième divisions du corps de Baraguay d'Hilliers apparaissent sur le terrain, après quoi les Autrichiens, qui avaient atteint leur but, se retirèrent. Mais comme cette reconnaissance ne fut suivie d'aucune façon par les Autrichiens, il est évident que toute l'expédition aurait pu aussi bien être omise.

Le général secret, pendant ce temps, devait attendre ses provisions et sa cavalerie, et passait probablement son temps à étudier son cher Bülow¹. Étant pleinement informés des positions et de la force des Autrichiens, les Français pouvaient facilement élaborer un plan d'attaque. Il n'y a en général que trois façons d'attaquer : soit de front pour une percée au centre, soit en contournant le flanc droit ou gauche.

Le général secret décida de contourner le flanc droit de l'ennemi. Les Autrichiens étaient déployés sur une longue ligne allant de Biella à Pavie, après avoir parcouru sans encombre toute la région entre la Sesia et la Dora Baltea. Le 21 mai, les Piémontais attaquèrent la ligne de la Sesia et livrèrent pendant plusieurs jours des combats mineurs entre Casale et Vercelli, tandis que Garibaldi se faufila le long du Lac Majeur avec ses tirailleurs alpins, souleva une insurrection dans le Varesotto et avança vers le Comasco et la Brianza. Les troupes de Gyulay restèrent dispersées, et il envoya même l'un de ses six corps d'armée (le neuvième) sur la rive sud du Pô. Le 29 mai, les préparatifs en étaient enfin à ce point que l'attaque put commencer. Les actions de Palestro et Vinzaglio, dans lesquelles la majeure partie de l'armée piémontaise était engagée contre une partie du septième corps d'armée (Zobel), ouvrirent aux Alliés la route de Novare, que Gyulay céda sans résistance. Les Piémontais, les deuxième, troisième et quatrième corps français et la Garde y furent immédiatement envoyés; le premier corps suivit. Le contournement du flanc droit autrichien était achevé; la route directe vers Milan était ouverte.

Cela mit toutefois les armées dans exactement la même situation que celle dans laquelle Radetzky remporta la victoire de Novare en 1849. Les Alliés déferlèrent vers le Tessin en longues colonnes sur un petit nombre de routes parallèles. Leur progression ne pouvait être que lente. Gyulay disposait de cinq corps d'armée, même en déduisant le neuvième corps dispersé. Dès que l'attaque des Piémontais devint sérieuse, comme ce fut le cas les 29 et 30 mai, Gyulay dut concentrer ses troupes. L'endroit exact où cela s'est produit n'a pas vraiment d'importance; on ne peut pas faire marcher 140.000-150.000 hommes dans une position concentrée; de plus, il était essentiel de ne pas faire une défense passive mais de frapper un coup *a tempo*² sur l'ennemi. Si Gyulay s'était massé entre Mortara, Garlasco et Vigevano le 31 mai et le 1er juin, il aurait pu, d'une part, tomber sur le flanc du mouvement visant à

¹ Dietrich Adam Heinrich von Bülow (1757-1807) l'écrivain militaire prussien auteur à succès d'ouvrages sur la tactique militaire, dont le célèbre « Geist des neueren Kriegssystems » (« Esprit du système de guerre moderne ») paru en 1799, ainsi qu'une « Histoire de la campagne de 1800 en Allemagne et en Italie », publiée en France en 1804.

² Expression musicale qui indique l'instant où reprendre la mesure, suite à un *rallentando*, par exemple.

contourner sa propre aile droite à Novare, couper en deux les colonnes de marche de l'ennemi, en repousser une partie vers les Alpes et prendre possession de la route de Turin. Si, au contraire, l'ennemi avait traversé le Pô en aval de Pavie, Gyulay aurait encore pu arriver à temps pour bloquer sa route vers Milan.

En fait, la concentration avait commencé. Mais avant qu'elle ne soit menée à bien, Gyulay fut dérouté par l'occupation de Novare. L'ennemi était plus proche de Milan que lui ! En réalité, c'était justement ce que l'on voulait; le moment du coup *a tempo* était venu; l'ennemi allait devoir se battre dans les conditions les plus défavorables. Mais Gyulay, quelle que soit sa bravoure personnelle, était moralement un lâche. Au lieu d'avancer rapidement, il recula pour amener son armée en arc de cercle autour de l'ennemi à marche forcée et bloquer à nouveau sa route directe vers Milan à Magenta. Les troupes furent mises en mouvement le 2 juin et le quartier général transféré à Rosate en Lombardie. Le maître de l'artillerie Hess s'y rendit à 5 h 30 le matin du 3 juin. Il prit Gyulay à partie pour cette impardonnable bétise et fit arrêter immédiatement toutes les troupes, car il estimait qu'il est encore possible de porter le coup en direction de Novare. Deux corps d'armée entiers, le deuxième et le septième, étaient déjà sur le sol lombard, ayant marché de Vigevano à Abbiategrasso. Le troisième corps avait reçu l'ordre de s'arrêter juste sur le pont de Vigevano; il recula et prit position sur la rive piémontaise. Le huitième passa par Bereguardo, le cinquième par Pavie. Le neuvième était encore loin et tout à fait hors de portée.

Lorsque Hess eut des informations exactes sur la répartition des troupes, il constata qu'il était trop tard pour pouvoir compter sur un succès dans la direction de Novara; il ne restait plus que la direction de Magenta. À 10 heures du matin, les colonnes reçurent l'ordre de poursuivre leur marche sur Magenta.

Gyulay attribue la perte de la bataille de Magenta à cette intervention de Hess et à la perte de 4 1/2 heures en raison de la halte des colonnes. Cette excuse n'est pas fondée, comme le montre le tableau suivant. Le pont de Vigevano est à dix miles anglais de Magenta - une courte journée de marche. Les deuxième et septième corps se trouvaient déjà en Lombardie lorsque l'ordre de halte fut donné. Ils pouvaient donc avoir tout au plus 7 à 8 miles à parcourir, en gros. Malgré cela, seule une division du Septième Corps parvint à Corbetta et trois brigades du Deuxième Corps à Magenta. La deuxième division du Septième Corps n'a pas dépassé Castelletto, près d'Abbiategrasso, le 3; et le Troisième Corps, qui reçut l'ordre de partir du pont de Vigevano au plus tard à 11 heures, et qui avait donc encore une bonne partie de la journée devant lui, ne semble même pas avoir fait les 5 ou 6 miles anglais jusqu'à Abbiategrasso, puisqu'il n'est entré au combat que vers 16 heures le lendemain près de Robecco (3 miles d'Abbiategrasso). Les colonnes ont dû être retenues sur les routes, ralentissant la marche à cause de dispositions défectueuses. Si un corps met 24 heures et plus pour couvrir 8 à 10 miles, 4 ou 5 heures de plus ne peuvent être considérées comme décisives. Le huitième corps, qui avait été envoyé via Bereguardo et Binasco, a dû emprunter un chemin tellement détourné qu'il n'aurait pas pu arriver à temps sur le champ de bataille, même en utilisant les 4 1/2 heures perdues. Le Cinquième Corps, remontant de Pavie en deux véritables marches forcées, a pu rejoindre la bataille avec une brigade dans la soirée du 4 juin. Ce qu'il a perdu en temps, il l'a gagné en intensité de mouvement. Par conséquent, la tentative d'imputer la dispersion de l'armée à Hess s'écroule complètement.

Stratégiquement, les premiers pas vers la victoire de Magenta furent donc, en premier lieu, une erreur flagrante de Louis Bonaparte lui-même, en exécutant une marche de flanc dans la zone ennemie, et, en second lieu, une erreur de Gyulay, qui, au lieu de se concentrer et de tomber sur les longues colonnes en marche, dispersa entièrement son armée par une contremarche et un repli, d'ailleurs mal planifiés, et amena ses troupes au combat, fati-

guées et affamées. C'était la première phase de la guerre. Nous aborderons la deuxième phase dans notre prochain numéro.

2

Das Volk
du 30 juillet 1859

Nous avons quitté notre Napoléon vraiment secret sur le champ de bataille de Magenta. Gyulay lui avait rendu le plus grand service qu'un général puisse rendre à son adversaire; il avait amené ses forces si divisées qu'il se trouvait à chaque instant de la bataille dans la minorité la plus incontestable, et que le même soir il n'avait pas les troupes sous la main. Le premier et le deuxième corps se retirèrent vers Milan, le huitième vint de Binasco, le cinquième d'Abbiategrosso, le neuvième se promena loin sur le Pô. Voilà une situation pour un général; voilà l'occasion d'utiliser les nombreuses troupes fraîches arrivées pendant la nuit pour pénétrer entre les colonnes autrichiennes isolées, pour remporter une véritable victoire et forcer des unités entières à déposer les armes avec leurs drapeaux et leur artillerie ! C'est ainsi que le vulgaire Napoléon a agi à Montenotte et à Millesimo, à Abensberg et à Regensburg. Mais pas le Napoléon « supérieur ». Il est bien au-dessus de cet empirisme grossier. Il sait, de son Bülow, que la retraite excentrique est la plus avantageuse. Il a donc apprécié à leur juste valeur les dispositions magistrales de Gyulay en matière de retraite, et au lieu de le fouler aux pieds, il a télégraphié à Paris : L'armée se repose et se réorganise¹. Il était sûr que le monde ne serait pas discourtois au point de considérer son exercice amateur à Magenta comme autre chose qu'une « grande victoire » !

L'ami Gyulay, qui avait déjà fait un essai, avec un si grand succès, de la manœuvre consistant à contourner l'ennemi en arc de cercle - l'ami Gyulay fit à nouveau cette expérience, et cette fois sur une grande échelle. Il fit marcher son armée d'abord vers le sud-est jusqu'au Pô, puis le long du Pô en trois colonnes sur trois routes parallèles jusqu'en face de Piadena sur l'Oglio, puis de nouveau vers le nord jusqu'à Castiglione. Il n'était pas du tout pressé. La distance qu'il devait parcourir jusqu'à Castiglione s'élevait à quelque chose comme 120 miles anglais, c'est-à-dire 10 jours de marche très confortable ou 8 bons jours de marche. Il aurait pu être en position à Castiglione le 14, ou le 15 au plus tard; mais ce n'est que le 19 qu'une partie importante de l'armée se trouvait sur les hauteurs au sud du lac de Garde. Cependant, la confiance engendre la confiance. Si les Autrichiens marchaient lentement, le Napoléon supérieur prouvait qu'il leur était supérieur sur ce point également. Le Napoléon vulgaire aurait considéré comme sa tâche la plus urgente de faire avancer ses troupes à marches forcées sur la route plus courte et directe de Castiglione, qui représente à peine 100 miles anglais, afin d'atteindre la position au sud du lac de Garde et sur le Mincio avant les Autrichiens et d'attaquer à nouveau les colonnes autrichiennes en marche sur le flanc si possible. Ce ne fut pas le cas du Napoléon amélioré. « Toujours lentement en avant² » est sa devise. Il lui a fallu du 5 au 22 pour concentrer ses troupes sur le Chiese. Dix-sept jours pour 100 miles, soit deux petites heures par jour !

Telles sont les épreuves colossales que les colonnes françaises ont dû endurer et qui ont inspiré aux correspondants des journaux

¹ En référence au télégramme du 5 juin 1859 de Napoléon III à l'impératrice Eugénie. *Le Moniteur universel* du 6 juin 1859. Il lui annonce la victoire de Magenta sous le commandement du général Mac-Mahon. « Aujourd'hui l'armée se repose et s'organise. », lit-on.

² En référence au refrain d'une chanson populaire allemande.

anglais une telle admiration pour l'endurance et l'imperturbable bonne humeur des *pioupiou*s. Il n'y a eu qu'une seule tentative de combat d'arrière-garde. L'objectif était de chasser une division autrichienne (Berger) de Melegnano. Une brigade tenait la ville; l'autre était déjà derrière le Lambro pour couvrir la retraite de la première et n'a guère participé aux combats. Alors, notre général secret a montré qu'il connaissait aussi la stratégie napoléonienne lorsqu'il s'est agi de l'appliquer : Des masses au point décisif ! Il envoya donc deux corps d'armée entiers, soit dix brigades, contre cette seule brigade; la brigade autrichienne (Roden), attaquée par six brigades, résista pendant trois ou quatre heures et ne se retira sans être poursuivie sur le Lambro qu'après avoir perdu plus d'un tiers de ses hommes; la présence de la seconde brigade (Boér) suffit à contenir la colossale supériorité numérique des Français. On voit que la guerre fut menée par les Français avec la plus grande courtoisie.

A Castiglione, un autre héros est monté sur scène : François-Joseph d'Autriche. Deux adversaires de taille ! Le premier a fait savoir partout qu'il est le plus roublard de tous les temps; l'autre prend plaisir à se proclamer chevaleresque. Le premier ne peut qu'être le plus grand général de son siècle, car il a pour vocation de travestir le Napoléon originel - car il a emporté sur le champ de bataille son gobelet original et d'autres reliques; l'autre ne peut qu'assurer la victoire pour ses bannières, étant né le « chef suprême de la guerre » de son armée. Le système des épigones, qui s'est répandu dans les intervalles entre les révolutions du XIXe siècle, ne pouvait avoir de représentants plus appropriés sur le champ de bataille.

François-Joseph a commencé sa carrière de généralissime en faisant d'abord prendre à ses troupes une position au sud du lac de Garde, puis en les repliant immédiatement derrière le Mincio; à peine les avait-il placées derrière le Mincio qu'il les envoyait à nouveau à l'offensive. Une telle manœuvre ne pouvait que surprendre même un Napoléon amélioré, comme son bulletin a l'amabilité de l'admettre ouvertement¹. Comme il se trouvait lui-même en marche vers le Mincio avec son armée le même jour, il y eut une collision entre les deux armées, la bataille de Solférino. Nous n'entrerons pas à nouveau dans les détails de cette bataille, puisque nous les avons présentés dans un numéro précédent de ce journal²; et ce d'autant plus que le communiqué officiel autrichien est intentionnellement rédigé en termes très vagues, afin de couvrir les étranges bévues du seigneur de guerre héréditaire³. Il en ressort sans aucun doute que la perte de la bataille est due principalement à François-Joseph et à sa camarilla. En premier lieu, Hess a été délibérément et intentionnellement maintenu à l'arrière-plan. Deuxièmement, François-Joseph s'est imposé à la place de Hess. Troisièmement, une masse de gens incompetents, certains d'entre eux étant même d'un courage douteux, ont été laissés à des postes de commandement importants sous l'influence de la camarilla. Tous ces facteurs, même si nous ne tenons pas compte du plan original, ont produit une telle confusion le jour de la bataille que le contrôle, l'imbrication des mouvements, l'ordre et la succession des manœuvres, étaient tout à fait hors de question.

Au centre, en particulier, une confusion désespérée semble avoir régné. Les trois corps d'armée en position à cet endroit (le premier, le cinquième et le septième) ont effectué des mouvements si contradictoires et déconnectés et étaient toujours si perdus les uns des autres au moment décisif, tout en se gênant constamment à d'autres moments, que la seule chose qui ressort du rapport autrichien, mais ceci avec certitude, est la suivante : la ba-

¹ « Bulletin de la bataille de Solférino » (Quartier général de Cavriana, le 28 juin 1859). *Le Moniteur universel* du 2 juillet 1859.

² Dans son article « La bataille de Solférino » du 9 juillet 1859.

³ En référence au communiqué officiel du commandement autrichien sur la bataille de Solférino, paru dans la *Neue Preussische Zeitung* du 7 juillet 1859.

taille a été perdue non pas tant à cause de la faiblesse numérique qu'à cause d'une direction honteusement mauvaise. Un corps n'a jamais soutenu l'autre au bon moment; les réserves étaient partout sauf là où elles étaient nécessaires; et ainsi Solférino, San Cassiano, Cavriana sont tombés, l'un après l'autre, alors que s'ils avaient été défendus avec persévérance et habileté tous les trois ensemble, ils auraient constitué une position imprenable. Mais Solférino, le point décisif, fut abandonné dès deux heures, et avec Solférino, la bataille; Solférino tomba sous des attaques concentriques, que seuls des coups offensifs pouvaient parer, mais ces coups étaient précisément ce qui manquait; et après Solférino, les autres villages tombèrent, également sous des attaques concentriques, qui ne rencontrèrent qu'une maigre défense passive.

Et pourtant, il y avait encore des troupes fraîches sous la main, car les listes de pertes autrichiennes montrent que sur 25 régiments de ligne engagés, huit (Roszbach, l'Archiduc Joseph, Hartmann, Mecklenburg, Hess, Grüber, Wernhardt, Wimpffen), soit un tiers, ont perdu moins de 200 hommes par régiment, et n'ont donc été engagés que de façon insignifiante ! Trois d'entre eux, ainsi que le régiment frontalier Gradiskaner, n'ont pas perdu 100 hommes par régiment, et parmi les fusiliers, la plupart des bataillons (cinq) ont perdu moins de 70 hommes par bataillon. Comme l'aile droite (Benedek, Huitième Corps) était confrontée à des forces largement supérieures et devait engager pleinement toutes ses troupes, tous ces régiments et bataillons faiblement engagés appartiennent au centre et à l'aile gauche, et une bonne partie devait se trouver au centre. Cela prouve à quel point le commandement était lamentable là-bas. Au demeurant, l'affaire s'explique très facilement : François-Joseph était là en personne avec sa camarilla officielle, de sorte que tout y était forcément confus et désorganisé. Les 13 batteries d'artillerie de réserve n'ont pas tiré un seul coup de feu ! Une absence similaire de leadership semble avoir prévalu sur l'aile gauche. Ici, c'est surtout la cavalerie, commandée par des vieilles femmes, qui n'est pas entrée en action. Où qu'un régiment de cavalerie autrichien apparût, la cavalerie française faisait demi-tour, mais sur huit régiments, seul un régiment de hussards effectua une charge régulière et deux régiments de dragons et un régiment de uhlans effectuèrent des attaques plus légères. Les hussards prussiens ont perdu 110 hommes, les deux régiments de dragons ensemble 96 hommes; les pertes des uhlans de Sicile ne sont pas connues; les quatre autres régiments n'ont perdu que 23 hommes en tout ! L'artillerie n'a perdu que 180 hommes en tout.

Ces chiffres prouvent, mieux que toute autre chose, l'incertitude et l'indécision avec lesquelles les généraux autrichiens, de l'empereur aux commandants de corps d'armée, ont mené les troupes contre l'ennemi. Si l'on considère en outre la supériorité numérique des Français et le ressort moral que leur ont donné leurs précédents succès, on comprend que les Autrichiens ne pouvaient pas gagner. Seul un chef de corps, Benedek, ne s'est pas laissé intimider; il a tenu l'aile droite tout seul et François-Joseph n'a pas eu le temps de s'en mêler. Le résultat est qu'il a donné une véritable raclée aux Piémontais, malgré leur double supériorité numérique.

Le Napoléon supérieur n'est plus aussi novice en matière de guerre que François-Joseph. Il a gagné ses galons à Magenta et savait par expérience comment il devait se comporter sur le champ de bataille. Il laissa au vieux Vaillant le soin de calculer la longueur du front à occuper, d'où découlait automatiquement la répartition des différents corps d'armée, puis il laissa aux commandants de corps d'armée le soin d'avancer à partir de là, car il pouvait être assez sûr qu'ils savaient comment diriger leur corps. Quant à lui, il s'occupa des endroits où il se montrerait le mieux dans l'*Illustration* de Paris du samedi suivant et de là, il donna des ordres très mélodramatiques mais aussi très quelconques concernant des détails.

Das Volk
du 6 août 1859.

Il y a longtemps, il y avait un peintre russe à l'académie de Düsseldorf, qui a ensuite été relégué en Sibérie pour son manque de talent et sa paresse. Le pauvre diable s'enthousiasmait pour son empereur Nicolas et disait en s'extasiant : « Empereur très grand ! L'empereur sait tout faire ! L'empereur sait aussi peindre ! Mais l'empereur n'a pas le temps de peindre; l'empereur achète des paysages et y peint des soldats. L'empereur est très grand ! Dieu est grand mais l'Empereur est encore jeune ! »

Le Napoléon supérieur a ceci en commun avec Nicolas, qu'il croit que les paysages ne sont là que pour qu'on y peigne des soldats. Mais comme il n'a même pas le temps de peindre les soldats, il se contente de s'asseoir pour les tableaux. *Il pose*. Magenta, Solferino et toute l'Italie ne sont que des accessoires, que le prétexte pour que son intéressante personne, dans une posture mélodramatique, figure à nouveau dans l'*Illustration* et l'*Illustrated London News*. Comme cela peut se faire avec un peu d'argent, il a réussi là aussi. Il a dit aux Milanais :

« S'il y a des gens qui ne comprennent pas leur siècle » (le siècle de la publicité et du charabia¹) « je ne suis pas de ceux-là² ».

Le vieux Napoléon était grand, et le Napoléon amélioré n'est plus jeune !

Cette dernière prise de conscience, qu'il n'est plus jeune, lui fit penser qu'il était temps de faire la paix. Il était arrivé là où l'on peut arriver avec un simple succès d'estime³.

« En quatre engagements et deux batailles⁴ », avec une perte de plus de 50.000 hommes dans la seule action, sans compter les malades, il avait conquis l'avant-pays jusqu'aux forteresses autrichiennes, la région que l'Autriche elle-même, par l'emplacement même de ses fortifications, avait proclamé au monde entier ne pas devoir être défendue sérieusement contre une force supérieure et qui n'avait été défendue en cette occasion que pour vexer le

¹ Un ajout d'Engels, bien sûr.

² Napoléon III « Proclamation » (Milan, le 8 juin 1859). *Le Moniteur universel* du 12 juin 59. La proclamation s'adresse aux « Italiens ». On y lit notamment : « La fortune de la guerre me conduisant aujourd'hui dans la capitale de la Lombardie, je viens vous dire pourquoi j'y suis. Lorsque l'Autriche attaquait injustement le Piémont, je résolus de soutenir mon allié le roi de Sardaigne, l'honneur et les intérêts de la France m'en faisant un devoir. Vos ennemis, qui sont les miens, ont tenté de diminuer la sympathie universelle qu'il y avait en Europe pour votre cause, en faisant croire que je ne faisais la guerre que par ambition personnelle, ou pour agrandir le territoire de la France. S'il y a des hommes qui ne comprennent pas leur époque, je ne suis pas du nombre. Dans l'état éclairé de l'opinion publique, on est plus grand aujourd'hui par l'influence morale qu'on exerce que par des conquêtes stériles, et cette influence morale, je la recherche avec orgueil en contribuant à rendre libre une des plus belles parties de l'Europe. Votre accueil m'a prouvé que vous m'avez compris. ».

³ En français dans le texte.

⁴ En référence à l'allocution de Napoléon III lors de sa réception, le 19 juillet 59, des grands corps de l'Etat au palais de Saint-Cloud. *Le Moniteur universel* du 20 juillet 59. Il répondait aux allocutions élogieuses de Raymond-Théodore Troplong, président du Sénat, du comte de Morny, président du Corps législatif, et de Pierre Jules Baroche, président du Conseil d'Etat, concluant par ces mots : « Ainsi, après avoir donné une nouvelle preuve de la puissance militaire de la France, la paix que je viens de conclure sera féconde en heureux résultats : l'avenir les révélera chaque jour davantage, pour le bonheur de l'Italie, l'influence de la France, le repos de l'Europe. ».

maréchal Hess. La *via sacra*¹, le long de laquelle le grand Napoléon avait conduit son armée jusqu'ici avec un calme si classique et un succès si douteux, était soudain complètement bloquée. Au-delà s'étendait la terre promise, qui ne devait pas être vue par l'actuelle « armée d'Italie », mais peut-être seulement par ses petits-fils - et peut-être pas par eux non plus. Rivoli et Arcole n'étaient pas au programme. Vérone et Mantoue allaient avoir leur mot à dire, et la seule forteresse dans laquelle le Napoléon supérieur soit encore entré avec une escorte militaire est le château de Ham - et il fut assez heureux d'en ressortir sans les honneurs de la guerre². De plus, les effets scéniques se révélèrent assez *pauvres* : il avait bien eu de *grandes batailles* mais même le fil télégraphique ne croyait pas aux *grandes victoires*³. Une guerre pour des camps retranchés, contre le vieux Hess, une guerre aux succès changeants et aux chances décroissantes, une guerre qui exigeait un travail sérieux, une vraie guerre, ce n'était pas une guerre pour le Napoléon de la Porte Saint-Martin et de l'Amphithéâtre d'Astley⁴. Il faut ajouter qu'un pas de plus aurait conduit à une guerre sur le Rhin, ce qui aurait entraîné des complications qui auraient immédiatement mis fin aux grimaces héroïques et aux *poses plastiques* mélodramatiques ! Mais le Napoléon supérieur ne se laisse pas entraîner dans de telles affaires - il fit la paix et avala son programme.

Lorsque la guerre commença, notre Napoléon supérieur provoqua aussitôt les campagnes italiennes du Napoléon vulgaire, la *via sacra* de Montenotte, Dego, Millesimo, Montebello, Marengo, Lodi, Castiglione, Rivoli et Arcole⁵. Comparons un peu la copie avec l'original⁶.

Le vulgaire Napoléon prit le commandement de 30.000 soldats à moitié affamés, pieds nus, en haillons, à un moment où la France, financièrement ruinée, incapable de contracter des emprunts, devait entretenir non seulement deux armées dans les Alpes mais aussi deux armées en Allemagne. Il n'avait pas la Sardaigne et les autres pays d'Italie pour lui mais contre lui. L'armée qui lui est opposée était supérieure à la sienne en nombre et en organisation. Néanmoins, il attaqua, battit les Autrichiens et les Piémontais en six coups successifs et rapides, dans chacun desquels il réussit à avoir la supériorité numérique de son côté, obligea le Piémont à faire la paix, franchit le Pô, fit un passage forcé de l'Adda à Lodi et

¹ Via sacra (route sainte) - la route de la Rome antique le long de laquelle se déroulaient les marches triomphales des troupes victorieuses; l'expression "via sacra" en est venue à désigner en général une campagne ou une marche victorieuse.

² Une allusion à l'emprisonnement de Louis Bonaparte dans la forteresse de Ham en 1840, après l'échec du putsch militaire de Boulogne. Louis Bonaparte avait profité d'une équipe d'ouvrier chargée de réparer l'escalier conduisant à sa cellule pour se déguiser lui-même en ouvrier et pour s'enfuir, muni d'une planche de sa bibliothèque sur l'épaule pour cacher son visage. Il était resté en prison 5 ans et 7 mois.

³ En français dans le texte.

⁴ Lors du coup d'État de décembre 1851, s'était produit à la Porte Saint-Martin un massacre de républicains par la soldatesque bonapartiste. L'amphithéâtre Astley était un cirque à Londres.

⁵ Il s'agit de l'appel à l'armée lancé par Napoléon III depuis Gênes le 12 mai 1859, à l'occasion de son accession au poste de commandant en chef : « Soldats ! Je viens me mettre à votre tête pour vous conduire au combat. Nous allons seconder la lutte d'un peuple revendiquant son indépendance, et le soustraire à l'oppression étrangère. C'est une cause sainte qui a les sympathies du monde civilisé. Je n'ai pas besoin de stimuler votre ardeur : chaque étape vous rappellera une victoire. Dans la voie Sacrée de l'ancienne Rome, les inscriptions se pressaient sur le marbre pour rappeler au peuple ses hauts faits : de même aujourd'hui, en passant par Mondovi, Marengo, Lodi, Castiglione, Arcole, Rivoli, vous marcherez dans une autre voie Sacrée, au milieu de ces glorieux souvenirs ». « Armée d'Italie. Ordre du jour. Gênes, le 12 mai 1859 ». *Le Moniteur universel* du 14 mai 59.

⁶ Dans sa lettre à Engels du 22 juillet 1859, Marx lui conseille : « Dans ton 2e article sur la guerre, tu n'oublieras certainement pas de souligner le peu de vigueur de la poursuite après la victoire, et les déplorables gémissements de Bonaparte enfin parvenu à un point où l'Europe ne lui permet plus, comme elle le faisait jusqu'ici par peur de la révolution, de *jouer*, dans certaines limites, au Napoléon le premier. Dans ce contexte, il serait important de rappeler la campagne de 1796-97, pendant laquelle la France n'a pas pu préparer, par tous les moyens et en toute sécurité, « une guerre localisée » mais a dû combattre, avec des finances délabrées, au-delà du Rhin et au-delà du Mincio et de l'Adige. En fait, ce dont Bonaparte se plaint, c'est qu'on ne lui laisse pas remporter ses « *succès d'estime* » plus longtemps. ». (C5, p. 364).

assiégea Mantoue. Il défit la première armée de secours des Autrichiens à Lonato et à Castiglione et, par des manœuvres audacieuses, les obligea dans leur seconde avancée à se réfugier à Mantoue. Il arrêta la deuxième armée de secours à Arcole et la tint en échec pendant deux mois jusqu'à ce qu'elle reçût des renforts et se remit à avancer pour finalement être battue à Rivoli. Par la suite, il contraignit Mantoue à se rendre et les princes de l'Italie du Sud à faire la paix, et poursuivit sa route à travers les Alpes juliennes jusqu'au pied du Semmering, où il obtint la paix.

Tel était le Napoléon vulgaire. Et qu'en est-il du supérieur ? Il dispose d'une armée meilleure et plus forte que la France ne l'a jamais eue, et d'une situation financière qui permet du moins de couvrir facilement les frais de la guerre par des emprunts. Il dispose de six mois de paix complète pour préparer sa campagne. Il a de son côté la Sardaigne, avec de fortes forteresses et une grande et excellente armée; il tient Rome occupée; l'Italie centrale n'attend qu'un signal de sa part pour se lever et se joindre à lui. Sa base d'opérations n'est pas dans les Alpes maritimes, mais sur le Pô moyen, à Alessandria et à Casale. Là où son prédécesseur avait des pistes cavalières, il a des chemins de fer. Et que fait-il ? Il lance en Italie cinq corps d'armée puissants, si puissants que, combinés avec les Sardes, il est toujours sensiblement plus fort en nombre que les Autrichiens, si fort qu'il peut détacher le sixième corps à l'armée touristique de son cousin¹ pour une flânerie militaire. Malgré tous les chemins de fer, il met un mois entier à concentrer ses troupes. Enfin, il se met en route. L'incapacité de Gyulay lui fait cadeau de la bataille indécise de Magenta, qui se transforme en victoire par la situation stratégique fortuite des deux armées après la bataille - situation dont n'est nullement responsable Napoléon le supérieur mais Gyulay seul. En remerciement, il laisse les Autrichiens s'échapper, au lieu de les poursuivre.

A Solferino, François-Joseph le contraint presque à la victoire; néanmoins, le résultat n'est guère meilleur qu'à Magenta. Maintenant se dessine une situation où le vulgaire Napoléon aurait à peine commencé à développer ses ressources; la guerre se fait dans une région où il y a quelque chose de plus réel à faire, et prend des dimensions d'où une grande ambition tire son avantage. Arrivé au point où la *via sacra* du Napoléon vulgaire commence, où s'ouvre une perspective grandiose, à ce moment-là, le Napoléon supérieur demande la paix !

¹ Napoléon-Jérôme Bonaparte, dit Plon-Plon.

1.47. K. Marx, *Une vérité confirmée*

Le 22 juillet 1859, Marx écrit à Engels : « Aujourd'hui, de nouveau capable d'écrire : j'ai écrit, dans le *Tribune*, une éclatante défense de ton article militaire¹, basée sur les manifestes de François-Joseph et de Bonaparte². »

New-York Daily Tribune
du 04.08.1859³

Clausewitz remarque, quelque part dans son ouvrage sur la campagne d'Italie de 1796 et 97, qu'après tout, la guerre n'est pas une affaire aussi théâtrale que les gens ont tendance à le croire, et que les victoires et les défaites, si on les contemple sous l'œil de la science, ressemblent plutôt à l'inverse de l'image qu'on s'en fait dans les cerveaux des commères politiques⁴. La connaissance de cette vérité nous a permis de supporter avec une certaine sérénité la colère tatillonne que notre appréciation des événements militaires de la récente guerre a suscitée de temps à autre de la part de divers organes bonapartistes zélés, sinon intelligents, de ce pays, qu'ils soient imprimés en langue française ou anglaise. Nous avons maintenant la satisfaction de voir notre jugement sur ces événements confirmé beaucoup plus tôt que nous aurions pu l'espérer, et par les principaux belligérants eux-mêmes, par François-Joseph et Louis Napoléon.

En laissant de côté les questions de détail, quelle était la substance de notre critique ?

D'une part, nous avons imputé les défaites des Autrichiens non pas à un quelconque génie déployé par les Alliés, non pas aux effets fabuleux des canons rayés, non pas aux défections imaginaires des régiments hongrois, non pas à l'audace si vantée des soldats français, mais simplement aux fautes stratégiques commises par les généraux autrichiens, que François-Joseph et ses conseillers personnels avaient mis à la place d'hommes comme le général Hess. C'est cette stratégie défectueuse qui, non seulement a réussi à opposer des minorités numériques à l'ennemi à chaque endroit, mais, sur le champ de bataille lui-même, a pu disposer les forces disponibles de la manière la plus absurde.

D'autre part, la résistance opiniâtre manifestée même dans de telles circonstances par l'armée autrichienne; des batailles presque également disputées, malgré la disproportion des forces entre elles; les maladresses stratégiques commises par les Français, et l'impardonnable paresse, qui paralysait la victoire et en abandonnait presque ses fruits en négligeant les occasions de poursuite - tout cela nous autorisait à affirmer que par le transfert du commandement suprême de l'armée autrichienne de mains incompetentes en des mains capables, les positions des belligérants étaient susceptibles d'être inversées.

Le second point, et le plus important, sur lequel nous avons insisté, même avant le début de la guerre, était celui-ci : qu'à partir du moment où les Autrichiens passeraient de l'offensive à la dé-

¹ En référence à l'article d'Engels « Justice historique » paru le 21 juillet 59.

² C5, p. 363.

³ L'article a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 435-438.

⁴ En référence au livre du général prussien Carl von Clausewitz, *Vom Kriege*, (*De la guerre*) vol. I, chapitre I.

fensive, la guerre se diviserait en deux parties : la mélodramatique, menée en Lombardie, et la sérieuse, commençant derrière la ligne du Mincio, dans le terrible réseau des quatre forteresses. Toutes les victoires des Français, disions-nous, ne pesaient rien, comparées aux épreuves qu'ils avaient encore à rencontrer, dans une position que même le vrai Napoléon avait mis neuf mois à surmonter, bien qu'à son époque Vérone, Legnago et Peschiera fussent insignifiantes au sens militaire, et que Mantoue seule dût supporter tout le poids de l'attaque. Le général Hess, qui, bien entendu, connaissait mieux que nous le *statu quo* des généraux autrichiens, avait, comme nous l'apprenons maintenant des journaux de Vienne, proposé au début de la guerre de ne pas envahir le Piémont, mais plutôt d'évacuer la Lombardie et de n'accepter la bataille que derrière le Mincio. Écoutons maintenant ce que disent François-Joseph et Louis Bonaparte dans leurs excuses, l'un pour avoir abandonné une partie d'une province, l'autre pour avoir falsifié le programme qu'il avait avancé en commençant la guerre.

François-Joseph énonce deux faits concernant la guerre sur lesquels il n'est pas contredit par le *Moniteur*. Dans son appel à son armée¹, il dit que les forces autrichiennes ont toujours été opposées à des forces en nombre supérieur. Le *Moniteur* n'ose pas contredire cette affirmation², qui, si on y réfléchit bien, fait peser la plus grande part de responsabilité sur les épaules de l'empereur d'Autriche lui-même. Quoi qu'il en soit, nous pouvons revendiquer le mérite d'avoir, à partir des déclarations les plus contradictoires de « nos propres correspondants », des mensonges français et des exagérations autrichiennes, dégagé l'état réel des choses, et, avec les moyens limités et incertains dont nous disposions, d'avoir déterminé les forces relatives des parties en présence dans nos examens critiques des batailles de Montebello à Solferino.

François-Joseph insiste beaucoup sur un autre point qui doit paraître assez étrange à une certaine catégorie de journalistes.

Nous reproduisons ses propres mots :

« C'est également un fait qui ne permet aucun doute, que nos ennemis, malgré leurs plus grands efforts et le plein emploi de leurs ressources surabondantes, préparées depuis longtemps pour le conflit envisagé, n'ont pas été capables, même au prix d'immenses sacrifices, de remporter une victoire décisive. Tout ce qu'ils ont pu gagner sur le terrain, ce sont des avantages secondaires. L'armée autrichienne, dans le même temps, avec une vigueur et une force d'âme inébranlables, a maintenu une position dont la possession offrait de bonnes chances de succès dans toutes les tentatives futures de reconquête du terrain perdu. »

Ce que François-Joseph n'ose pas proclamer dans ses manifestes, c'est que lui et sa camarilla ont fait un gâchis de toute la guerre par l'intrusion de leurs sauts d'humeur et de leurs lubies dans la manière de la gérer, et par les obstructions imbéciles qu'ils ont mises sur le chemin de généraux plébéiens, mais compétents, même ce péché est maintenant ouvertement avoué, sinon en paroles, du moins par des actes. Le général Hess, dont les conseils ont été négligés pendant toute la campagne, et qui a été privé de la position que ses antécédents, son âge, et même son rang dans la liste des grades autrichiens auraient dû lui assurer, est maintenant nommé maréchal; le commandement suprême des forces en Italie lui est confié, et la première chose que François-Joseph a faite à son arrivée à Vienne, a été de rendre une visite ostentatoire à l'épouse du vieux général. En un mot, toute l'attitude adoptée maintenant par l'autocrate Habsbourg envers l'homme qui, par sa naissance plébéienne, ses sympathies libérales, sa franchise grossière et son génie militaire, a choqué la prétention des cercles

¹ En référence au manifeste du 15 juillet 59 de François-Joseph publié par le *Times* du 21 juillet 59.

² En référence au discours prononcé par Napoléon III lors de la réception des membres du Sénat et du Corps législatif à Saint-Cloud, le 19 juillet 1859. Le texte est reproduit dans *Le Moniteur* du 20 juillet 1859.

aristocratiques de Schönbrunn¹, implique une confession humiliante pour les hommes de toutes conditions, mais surtout pour les propriétaires héréditaires de l'humanité.

Examinons maintenant le pendant du manifeste autrichien, l'apologie de Bonaparte². Partage-t-il la sotte illusion de ses admirateurs, à savoir qu'il a gagné des batailles décisives ? Pense-t-il que de futurs revers étaient hors de question ? S'imaginerait-il même qu'un point décisif était acquis, et que la persévérance était seule nécessaire pour poursuivre ses victoires vers un résultat glorieux ? C'est tout le contraire. Il reconnaît que la partie mélodramatique de la lutte était terminée, que la guerre allait presque changer d'aspect, que des revers lui étaient réservés, qu'il était effrayé, non seulement par la Révolution menaçante, mais par la puissance de « l'ennemi en face, retranché derrière de grandes forteresses ».

Il ne voyait devant lui qu'une « guerre longue et stérile ».

Voici ses mots :

« Arrivé sous les murs de Vérone, la lutte était inévitablement sur le point de changer de nature, tant du point de vue militaire que politique. Obligé d'attaquer l'ennemi de face, lequel était retranché derrière de grandes forteresses, et protégé sur ses flancs par la neutralité du territoire environnant, et sur le point de commencer une guerre longue et stérile, je me trouvais en face d'une Europe en armes, prête soit à nous disputer nos succès, soit à aggraver nos revers. »

En d'autres termes, Louis Napoléon ne fit pas seulement la paix parce qu'il avait peur de la Prusse et de l'Allemagne, et de la Révolution, mais parce qu'il avait peur des quatre grandes forteresses. Pour assiéger Vérone, il lui aurait fallu, comme nous le dit un article semi-officiel de *l'Indépendance belge*³, un renfort de 60.000 hommes; or, il ne pouvait pas les faire venir de France et y laisser les forces nécessaires à l'armée du Nord sous les ordres de Péliissier; et après avoir fait le siège de Vérone, il resterait à se débarrasser de Legnago et de Mantoue. En définitive, Napoléon III et François-Joseph confirment pleinement, après la guerre, ce que nous avons dit avant elle et pendant son déroulement, tant sur les ressources militaires des deux pays que sur les caractéristiques de la campagne. Nous citons ces deux témoins en tant qu'ils défendent involontairement le bon sens et la vérité historique contre cette vague d'exagérations folles et d'illusions stupides, qui a obtenu depuis deux mois un crédit dont elle ne risque pas de jouir encore de sitôt.

¹ Schönbrunn, le palais viennois qui était la résidence d'été de l'empereur.

² *Le moniteur universel* du 20 juillet 1859.

³ Dans son édition du 21 juillet 1859.

1.48. K. Marx, *Invasion* !

*Das Volk*¹
du 30.07.1859

De tous les dogmes de la politique bigote de notre époque, aucun n'a fait plus de mal que celui qui dit : « Pour avoir la paix, il faut se préparer à la guerre ». Cette grande vérité, dont la caractéristique principale est qu'elle contient un grand mensonge, est le cri de guerre qui a appelé toute l'Europe aux armes et engendré un fanatisme belliqueux tel que chaque nouveau pacte de paix est considéré comme une nouvelle déclaration de guerre, et exploité avec avidité. A l'heure où les Etats d'Europe sont devenus autant de camps armés, dont les mercenaires brûlent du désir de se précipiter les uns sur les autres et de s'égorger mutuellement pour la plus grande gloire de la paix, la seule considération qui précède chaque nouvelle flambée n'est que le détail insignifiant de savoir de quel côté il faut se placer. Dès que cette considération accessoire a été réglée de manière satisfaisante par les *parlementaires* diplomates à l'aide de la vieille règle fiable « si vis pacem, para bellum² », commence une de ces guerres de civilisation dont la barbarie frivole appartient aux meilleurs temps des chevaliers brigands, tandis que leur perfidie rusée appartient exclusivement à la période la plus moderne de la bourgeoisie impérialiste.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner si le penchant général vers la barbarie acquiert une certaine méthode, si l'immoralité devient un système, si l'anarchie trouve ses législateurs et le droit du plus fort ses livres de lois. Ainsi, si l'on revient si souvent aux *idées napoléoniennes*, c'est que ces fantaisies insensées du prisonnier de Ham³ sont devenues le Pentateuque de la religion moderne de la supercherie et la Révélation de l'escroquerie impériale militaire et boursière.

Louis Napoléon déclarait à Ham :

« Une grande entreprise réussit rarement du premier coup⁴. ».

Convaincu de cette vérité, il comprend l'art de se retirer à temps pour recommencer peu après, et de répéter la manœuvre assez longtemps pour que ses adversaires s'en désintéressent et que les *mots d'ordre*⁵ émis soient devenus triviaux, ridicules et précisément pour cela dangereux. Cet art de temporiser pour tromper l'opinion, de se retirer pour avancer d'autant mieux et sans encombre, en un mot, le secret de *l'ordre, du contre-ordre, du désordre* a été son plus puissant allié dans le coup d'Etat.

Il semble vouloir suivre la même tactique à l'égard de l'idée napoléonienne de l'invasion de l'Angleterre. Cette formule, si souvent désavouée, si souvent ridiculisée, si souvent noyée dans le champagne de Compiègne, est de plus en plus à l'ordre du jour des commérages européens, malgré tous ses revers apparents. Personne ne sait d'où elle vient soudain, mais tout le monde sent que sa seule existence est une puissance encore invaincue. Les hommes sérieux, comme Lord Lyndhurst⁶ et Ellenborough¹, 84 ans, qui ne

¹ La version allemande se trouve aux pages 444-446 du vol. 13 des MEW. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 439-441.

² « Si tu veux la paix, prépare la guerre ».

³ En référence à la détention de Louis Bonaparte dans la forteresse de Ham après l'échec du coup d'Etat militaire à Boulogne en 1840.

⁴ Louis Napoléon Bonaparte, « Fragments historiques 1688 et 1830 ». Le livre a été écrit par Louis Bonaparte pendant sa détention à la forteresse de Ham.

⁵ Ecrit en français.

⁶ Le baron John Singleton Copley Lyndhurst, parlementaire conservateur anglais. Avocat de formation, il sera Lord Chancelier de Grande-Bretagne à trois reprises. En 1859, il a été au parlement l'un des principaux dénonciateurs de la politique de Napoléon III.

manque certainement pas de courage, reculent devant le pouvoir mystérieux de cette locution. Lorsqu'une simple formule est capable de faire une telle impression sur le gouvernement, le Parlement et le peuple, cela prouve seulement que l'on sent et que l'on sait instinctivement qu'elle a une armée de 400.000 hommes derrière elle, avec laquelle une bataille pour la vie ou la mort doit être menée, sans quoi se débarrasser de cette formule est impossible.

L'article du *Moniteur*, qui établit une comparaison entre les budgets navals anglais et français afin de dépeindre l'Angleterre comme la partie responsable des coûteux armements²; le ton irrité de l'introduction et de la conclusion de Sa Majesté à ce document; le commentaire semi-officiel de la *Patrie*, qui contient certainement une menace impatiente³; l'ordre donné immédiatement après de mettre les forces armées françaises sur le pied de paix - tous ces exemples sont si caractéristiques de la tactique bonapartiste que l'on comprend bien l'attention très sérieuse que la presse anglaise et l'opinion publique accordent à la question de l'invasion. Si la France « n'arme pas », comme M. Walewski, conscient de son innocence mal comprise, nous l'a assuré avec insistance avant le déclenchement de la guerre d'Italie, cela donne lieu à une campagne de trois mois pour la liberté; mais si maintenant elle désarme même l'armée désarmée, nous pouvons nous attendre à un coup extraordinaire.

Sans aucun doute, M. Bonaparte ne pouvait pas conduire ses hordes prétorienne à une entreprise plus populaire, en France et dans une grande partie du continent européen, qu'une invasion de l'Angleterre. Lorsque Blücher parcourut les rues de Londres lors de sa visite en Angleterre, il s'écria dans la joie instinctive de sa mentalité de soldat : "Mein Gott, quelle ville à mettre à sac !" ⁴ - un cri dont les prétoriens⁵ impériaux sauront apprécier le pouvoir de séduction. Mais l'invasion serait également populaire auprès de la bourgeoisie au pouvoir, précisément pour les raisons que le *Times* donne pour le maintien de l'entente cordiale⁶, en disant :

« Nous sommes heureux plutôt que chagrinés de voir la France puissante. Tant que nous sommes ensemble en tant que gardiens de l'ordre et amis de la civilisation, sa puissance est notre puissance, et sa prospérité est notre force⁷. »

Avec une flotte de 449 navires, dont 265 à vapeur, avec une armée de 400.000 hommes qui ont goûté au sang et à la gloire en Italie, avec le testament de Sainte-Hélène⁸ en poche et une ruine inévitable devant lui, M. Bonaparte est l'homme qui peut tout miser sur l'invasion. Il doit jouer *va banque*⁹; tôt ou tard, mais il doit jouer.

¹ Le comte Edward Law Ellenborough, parlementaire conservateur anglais. Ancien Gouverneur général des Indes (en 1842-1844), il a été, de mars à juin 1858, Président du *Board of control* en charge de superviser la Compagnie britannique des Indes Orientales.

² Le *Moniteur universel* du 26 juillet 1859 (un article anonyme). Il débute sur ce thème : « On cherche en Angleterre à attribuer à la France la cause des charges que l'on impose au peuple anglais pour les « défenses nationales ». C'est la prétendue exagération de nos armements qui sert de justification à l'accroissement considérable des budgets de la guerre et de la marine de la Grande-Bretagne. La comparaison de nos budgets avec les budgets anglais fera voir combien ces appréciations sont erronées. ».

³ La *Patrie* du 28 juillet 59.

⁴ Le *Times* du 28 juillet 59.

⁵ La garde prétorienne était, dans la Rome antique, une unité de soldats d'élite entretenue par l'empereur et par des officiers supérieurs et qui servait de garde rapprochée. Elle était dotée de privilèges. Le terme désigne ici la clique militaire française sur laquelle s'appuyait Napoléon III.

⁶ Les relations établies entre la Grande-Bretagne et la France après la révolution de juillet 1830 et connues sous le nom d'Entente cordiale ne furent pas confirmées par un traité avant avril 1834, lorsque la Quadruple Alliance fut conclue entre la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne et le Portugal.

⁷ Le *Times* du 28 juillet 59.

⁸ En référence aux « Mémoires de Sainte-Hélène » et au testament de Napoléon Ier, dans lequel celui-ci présente ses intentions et ses actes comme l'expression de son amour de la patrie et de la liberté et de son aspiration à une civilisation plus élevée. Ces notes reflètent également son hostilité envers l'Angleterre et ses idées sur la nécessité d'une alliance avec la Russie.

⁹ L'expression est issue du jeu de cartes, le faro : le joueur qui mise à la *va banque* parie sur la somme totale du pot. Il prend donc le risque de tout gagner ou de tout perdre.

1.49. K. Marx, *Le désarmement français*

*New-York Daily Tribune*¹
du 12.08.1859

L'annonce faite par Napoléon III, dans son *Moniteur*, qu'il est sur le point de ramener ses forces terrestres et maritimes sur le pied de paix², peut sembler de peu de valeur si l'on considère que, dès le début de la guerre, le même potentat, dans le même *Moniteur*, déclarait solennellement que, depuis 1856, ses forces de terre et de mer n'avaient jamais été mises sur le pied de guerre³. Son but, par un entrefilet habile de son organe officiel, de subitement se prémunir contre les armements navals et militaires de l'Angleterre, est trop transparent pour être contesté. Cependant, ce serait une grande erreur de considérer l'annonce faite dans le *Moniteur* comme une simple ruse. Sa sincérité est de nature compulsive; il fait simplement ce qu'il ne peut s'empêcher de faire.

Après la conclusion du traité de Villafranca, il était indispensable pour Louis Napoléon de réduire ses forces militaires et maritimes à des dimensions compatibles avec un budget de paix. L'aventure italienne avait coûté à la France environ 200 millions de dollars et 60.000 hommes de l'élite de son armée, sans rien lui rapporter d'autre qu'une certaine gloire militaire de caractère plutôt douteux.

Pallier la déception d'une paix impopulaire par le maintien des taxes de guerre serait une expérience très dangereuse. Se précipiter périodiquement au-delà des frontières de la France, et dissiper le mécontentement des citoyens par l'exaltation d'exploits guerriers, est une des conditions vitales de l'Empire restauré. Assumer l'attitude du sauveur de la France face à une guerre générale européenne, après l'avoir menée au bord d'une telle guerre, est une autre condition de vie pour l'Homme de Décembre. Après l'interruption forcée par la guerre des activités industrielles et commerciales, la paix, à quelque condition que ce soit, apparaît non seulement comme une bénédiction, mais elle a aussi le charme de la nouveauté.

L'ennui qui rend la paix pesante sous le règne monotone du zouave et de l'espion fait place à de vives sensations de plaisir après que la scène a été diversifiée par la guerre. L'intense sentiment d'humiliation qui doit peser sur l'esprit français, chaque fois qu'il réfléchit à la confiscation d'un peuple par un aventurier sans caractère, quoique non sans ruse, a été pour le moment atténué par le spectacle de nations et de potentats étrangers soumis, sinon en fait, du moins en apparence, à la même emprise supérieure. La production, violemment réduite, se voit donner maintenant, par la loi de l'élasticité, un nouveau départ : les transactions commerciales, subitement interrompues, sont reprises avec une ardeur redoublée; la spéculation, soudainement paralysée, s'élève plus haut qu'auparavant. C'est ainsi qu'une paix succédant à une guerre napoléonienne assure de nouveau à la dynastie un répit de vie pour lequel la violation de la paix était indispensable juste avant. Bien sûr, après un certain intervalle de temps, les anciens facteurs de dissolution auront à nouveau tendance à produire une guerre. L'antagonisme essentiel entre la société civile et le coup d'État se ravivera; et, après que les luttes intestines auront atteint un certain degré d'intensité, on reviendra à un nouvel intermède guerrier comme seule soupape de sécurité à laquelle recourir. Il est évident que les conditions dans lesquelles le « Sauveur de la Société » doit se sauver lui-même,

¹ Ecrit par Marx vers le 30 juillet 59, l'article a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 442-444.

² *Le Moniteur universel* du 28 juillet 59.

³ *Le Moniteur universel* du 5 mars 59.

doivent progressivement devenir de plus en plus dangereuses. L'aventure de l'Italie était bien plus périlleuse que celle de la Crimée. Comparée à l'aventure du Rhin, ou à celle, plus lointaine encore, de l'invasion de l'Angleterre, toutes deux sans aucun doute caressées par l'esprit de Napoléon III et les passions des plus irréflichés de ses sujets, cette guerre d'Italie peut paraître un jeu d'enfant.

Cependant, il faudra un certain temps avant que ces nouvelles entreprises ne soient mises sur pied. Entre la guerre de Crimée et la guerre d'Italie, il y a eu une pause de quatre ans; mais il est peu probable qu'un si long répit puisse à nouveau intervenir, tant que Louis Napoléon vit et règne. La nécessité fatale sous laquelle il tient son pouvoir reviendra sur lui dans des délais de plus en plus courts. L'appétit de l'armée et l'humiliation même qu'il impose au peuple le contraindront de passer à l'étape suivante plus rapidement qu'il n'a été contraint de le faire la dernière fois. La guerre est la condition à laquelle il conserve le trône, bien que, comme il n'est après tout qu'un faux Bonaparte, il est probable que ce sera toujours une guerre stérile, menée sous de faux prétextes, prodigue en sang et en trésor, et sans avantages pour ses sujets.

Telle fut la guerre de Crimée; telle est celle qui se termine maintenant. A ces conditions seulement la France peut profiter de ce que cet homme se l'est appropriée. Elle doit, en quelque sorte, rejouer à jamais les journées de décembre; seulement la scène de la destruction est déplacée des boulevards de Paris aux plaines de la Lombardie, ou à la presqu'île de Crimée; et les descendants nains de la grande révolution, au lieu d'assassiner leurs propres compatriotes, sont employés à tuer des gens qui parlent d'autres langues.

1.50. K. Marx, *Quid pro quo*

« Quid pro Quo¹ » est le titre d'une série de quatre articles publiés par Marx dans *Das Volk* à la fin de juillet et à la mi-août 1859. La série est restée inachevée, le journal ayant cessé de paraître².

1

*Das Volk*³,
du 30.07.1859

Le général Clausewitz, dans son ouvrage sur la campagne franco-autrichienne de 1799, fait observer que si l'Autriche a été si souvent vaincue, c'est parce que ses plans de bataille, tant stratégiques que tactiques, étaient conçus non pas tant pour remporter effectivement la victoire que pour exploiter la victoire anticipée⁴. Contourner l'ennemi sur les deux flancs, l'encercler, disperser sa propre armée dans les positions les plus éloignées afin de bloquer tous les endroits où l'ennemi, déjà imaginé comme vaincu, pourrait se cacher - ces mesures et d'autres similaires visant à exploiter la victoire chimérique étaient dans tous les cas le moyen le plus pratique d'assurer la défaite. Ce qui était vrai de la manière autrichienne de faire la guerre est aussi valable pour la diplomatie de la Prusse.

La Prusse s'est sans aucun doute efforcée de jouer un grand rôle avec de faibles coûts de production. Un certain instinct lui disait que le moment était favorable à l'inflation des médiocrités. La France des traités de Vienne, la France de Louis-Philippe, fut rebaptisée de royaume en empire par simple décret⁵, sans qu'une seule borne ait été déplacée en Europe. À la place de la campagne d'Italie de 1796 et de l'expédition d'Égypte⁶, la création de la Société des escrocs du 10 décembre⁷ et la parade des saucisses de Satory suffirent à faire du 2 décembre une parodie du 18 Brumaire⁸. La Prusse savait que l'illusion des paysans français sur la résurrection du vrai Napoléon n'était pas totalement partagée par les grandes puissances.

¹ « Quiproquo : « Méprise, malentendu faisant prendre une personne, une chose pour une autre. » (Définition du CNRTL).

² Marx l'annonce dans sa lettre à Engels du 26 août 59 : « C'est est fait de *Das Volk*. » (C5, p. 375). Observons, sans autre commentaire, que la lecture de cette séquence des « Quid pro quo » ne devait pas exalter un lectorat prolétarien en raison non seulement de la rigueur informative du propos mais aussi des multiples références culturelles qu'il contient.

³ La version allemande se trouve aux pages 450-454 du vol. 13 des MEW. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 445-449.

⁴ En référence à l'ouvrage de Carl von Clausewitz *Die Feldzüge von 1799 in Italien und der Schweiz*. (« La campagne de 1799 en Italie et en Suisse »).

⁵ Le 2 décembre 1852, Louis Bonaparte est proclamé Empereur des Français sous le nom de Napoléon III. La décision avait été ratifiée par le plébiscite populaire des 21 et 22 novembre 1852. Cf. *Moniteur universel* du jeudi 2 décembre 1852.

⁶ Il s'agit du débarquement de l'armée française, commandée par le général Bonaparte, en Égypte durant l'été 1798 et des campagnes ultérieures de cette armée pour soumettre l'Égypte et la Syrie. Cette entreprise avait pour but de couper les lignes de communication de l'Angleterre avec l'Inde. L'expédition de Napoléon en Égypte s'est soldée par un échec en 1801.

⁷ En référence à la Société du 10 décembre, l'organisation bonapartiste secrète fondée en 1849 et composée principalement d'éléments déclassés. Pour le détail, nous renvoyons aux pages de notre fascicule 21 consacré au *18 Brumaire de Louis Napoléon*.

⁸ Le 18 Brumaire (9 novembre 1799) est le jour du coup d'État qui a mis un terme au processus de contre-révolution bourgeoise en France; ce coup d'État a renversé le Directoire et instauré la dictature militaire de Napoléon Bonaparte.

Il était tacitement convenu que l'aventurier qui devait jouer le rôle de Napoléon en France avait assumé un rôle dangereux et pouvait donc devenir dangereux pour l'Europe officielle à tout moment. La France ne pouvait supporter l'empire de Brummagem¹ qu'à condition que l'Europe semble croire à la farce.

Il s'agissait donc de faciliter le rôle du comédien et d'assurer une claque vigoureuse dans le parterre et la galerie. Chaque fois que les conditions internes de la France devenaient intenables - et deux ans semblent être la période maximale de rotation de l'empire rococo sur son axe - une aventure étrangère devait être permise à l'ex-prisonnier de Ham. La parodie de quelque article du programme napoléonien susceptible d'être exécuté au-delà de la frontière française fit alors partie de l'agenda de l'Europe. Le fils d'Hortense pouvait faire la guerre, mais seulement sous la devise de Louis Philippe : « *La France est assez riche pour payer sa gloire*² ». Le vieux roi de Prusse³, l'homme à la tête sans cervelle, a dit un jour que sa Prusse différait de la Prusse de Frédéric le Grand en ce que cette dernière était en opposition théorique avec le christianisme, tandis que la sienne avait surmonté l'époque transitoire des insipides Lumières et atteint une profonde compréhension intérieure de la Révélation. Ainsi, le vieux Napoléon s'en tenait au préjugé rationaliste superficiel selon lequel une guerre n'était favorable à la France que lorsque les pays étrangers en assumaient les frais tandis que la France en recevait le produit. Son mélodramatique successeur, par contre, a fait la profonde découverte que la France elle-même doit payer sa gloire militaire, que le maintien de ses anciennes frontières est une loi de la nature et que toutes ses guerres doivent être « localisées », c'est-à-dire se dérouler à l'intérieur de l'étroite scène sur laquelle l'Europe condescend à lui permettre de jouer à chaque représentation. Par conséquent, ses guerres ne sont en fait que des saignées périodiques pour la France, qui l'enrichissent en ajoutant une nouvelle dette d'État et qui lui coûtent une vieille armée.

Après chaque guerre de ce genre, cependant, certains inconvénients surviennent. La France est découragée; mais l'Europe s'empresse de faire tout ce qu'elle peut pour cajoler *la belle France*⁴ et la sortir de sa dépression. Cela joue le Barnum⁵ du rustre hollandais. Après la guerre de Russie, n'était-il pas revêtu de tous les attributs théâtraux de l'arbitre de l'Europe ?

Le baron von Seebach ne fit-il pas la navette de Dresde à Paris et de Paris à Dresde⁶ ? N'était-il pas servi par Orlov, l'empoisonneur⁷, et Brunnow, le faussaire⁸ ? Le prince de Monténégro et Ja-

¹ En référence avec la ville de Birmingham (dont Brummagem est l'appellation dialectale) qui était réputée pour la fabrication d'articles de pacotilles et de faux bijoux.

² En français dans le texte.

³ Frédéric-Guillaume III.

⁴ En français dans le texte.

⁵ Le forain américain Phineas Taylor Barnum (1810-1891) a été célèbre comme directeur de cirque et monteur de spectacles. Le vocable est vite devenu synonyme, avec une connotation péjorative, de personne qui exhibe des phénomènes à sensation avec une publicité tapageuse. La note de MEW (vol. 13, p. 451), mentionne le terme allemand de « Grobian », qui se traduit par « grossier, lourd, rustre ».

⁶ Il s'agit des négociations de paix secrètes entre la France et la Russie en 1855, menées par l'intermédiaire du baron Seebach, envoyé de Saxe à Paris et gendre du ministre russe des Affaires étrangères, le comte Nesselrode.

⁷ Il s'agit du comte, puis prince, Alexeï Orlov, militaire et diplomate russe, président du conseil des Ministres de Russie de 1856 à 1861 auquel était attaché le sobriquet d'empoisonneur lié à certaines morts suspectes au sein du quartier général russe lors de la révolte polonaise de 1831. Une brochure avait paru en Allemagne sous le titre de « Orloff l'empoisonneur ». La rumeur est notamment évoquée en France par l'ouvrage d'Achille Gallet de Kulture « Le tzar Nicolas et la sainte Russie » paru en 1855 aux éditions Victor Lecou (en ligne sur Gallica).

⁸ Au congrès de Paris de 1856, qui marque la fin de la guerre de Crimée, le comte Orlov, chef de la délégation russe, et le baron von Brunnow, membre de la délégation, ont joué sur les contradictions anglo-françaises. Le congrès marque le début du rapprochement entre la France et la Russie.

cobus Venedey ne croyaient-ils pas à la plénitude de son pouvoir¹ ?

N'a-t-il pas été autorisé à faire passer les exigences de la Russie au nom de perfidies envers l'Angleterre ? Le traité de paix russe, que Palmerston avait scellé par la trahison de Kars² et la grandeur négative de son propre général Williams, n'a-t-il pas été dénoncé par le *Times* comme une trahison de l'Angleterre par Bonaparte ? Ne brillait-il pas, dès lors, sous la lumière de la tête la plus sournoise d'Europe ? Pendant la guerre, n'avait-il pas occupé toutes les capitales, sinon du monde moderne, du moins du monde antique³, et son évacuation des Dardanelles, faite avec bienveillance, n'indiquait-elle pas des intentions sous-jacentes ? Le vieux Napoléon a saisi ce qui était à portée de main. L'apparente résignation du Napoléon nouveau modèle laisse entrevoir un machiavélisme insondable. Il n'a rejeté le bon que parce qu'il cherchait le mieux. Et enfin le traité de paix de Paris, n'a-t-il pas été couronné par un « avis » de l'Europe aux rédacteurs de journaux anti-bonapartistes de la Belgique, l'Etat géant ?⁴

Pendant ce temps, les deux années normales de la rotation de la France pseudo-napoléonienne se poursuivaient. Les représentants officiels de l'Europe estimaient avoir suffisamment soigné l'image de l'homme pour l'instant. Il a été autorisé à naviguer vers la Chine dans le sillage des Anglais⁵, et à envoyer le colonel Cuza⁶ dans les principautés danubiennes à la demande des Russes. Mais dès que la délicate frontière entre le héros et le bouffon jouant le héros fut franchie, même timidement, Louis Napoléon se trouva relégué avec dérision sur le territoire qui lui était dévolu. Son intrigue contre les États-Unis d'Amérique du Nord, sa tentative de relancer la traite des esclaves⁷, ses menaces mélodramatiques contre l'Angleterre, sa manifestation anti-russe au delà du canal de Suez, qu'il a dû entreprendre sur les instructions de la Russie pour justifier aux yeux de John Bull l'opposition russe de Palmerston au projet, tout cela s'est effondré. Ce n'est que contre le petit Portugal qu'il put montrer ses muscles, afin de mettre en valeur sa faiblesse face aux grandes puissances. La Belgique elle-même commença à se fortifier et même la Suisse déclama Guillaume

¹ En 1855-60, Napoléon III, dans un effort pour consolider son influence dans les Balkans, soutient Danilo Ier, prince du Monténégro, dans son opposition aux empiètements de la Turquie sur le Monténégro. En conséquence, Danilo Ier chercha à se lier d'amitié avec Napoléon III, qui devient le parrain de l'héritier monténégrin. En 1851-52, Jakob Venedey publia un certain nombre d'articles sur Louis Bonaparte et son coup d'Etat dans le *Hanover Zeitung für Norddeutschland*.

² La forteresse turque de Kars, fortifiée par les Britanniques, fut cédée aux Russes en novembre 1855. Bien que des officiers britanniques dirigés par le général Williams aient dirigé la défense de la forteresse, la conduite du gouvernement britannique envers les défenseurs de Kars était plutôt ambiguë, car secrètement il était intéressé à affaiblir la Turquie « alliée ». Au retour de Williams de la captivité russe en 1856, le gouvernement britannique a organisé une réception pompeuse et lui a donné des récompenses et des titres honorifiques, le nommant baronnet de Kars.

³ Il s'agit d'Athènes et de Constantinople où les troupes françaises étaient stationnées pendant la guerre de Crimée. A Rome, des troupes françaises étaient présentes depuis 1849.

⁴ Lors d'une des dernières séances du Congrès de Paris de 1856, le ministre français des Affaires étrangères Walewski avait exigé des journaux belges qu'ils cessent d'attaquer Napoléon III.

⁵ Une allusion à la participation de la France à la deuxième guerre de l'opium (1856-60) contre la Chine.

⁶ Les diplomates français ont profité de la volonté des principautés de Moldavie et de Valachie de fusionner en un seul État afin de renforcer l'influence de la France dans les Balkans. Avec l'aide de la France et de la Russie, le colonel Alexandru Cuza est élu hospodar (souverain) de Moldavie (en janvier 1859) et de Valachie (début février 1859). Un État roumain uni sera créé en 1862.

⁷ Au début des années 1850, le gouvernement français avait élaboré un plan visant à expulser les nègres d'Afrique, y compris des possessions portugaises, et à les utiliser comme main-d'œuvre dans les plantations des colonies françaises des Indes occidentales. Ce plan, dont la réalisation aurait signifié de facto la reprise de la traite des esclaves, a provoqué un conflit entre la France et le Portugal. La cause immédiate de ce conflit fut l'arraisonnement, en novembre 1857, du navire français « Charles et Georges », utilisé pour la colonisation des nègres, par un navire portugais dans les eaux territoriales portugaises de la côte est-africaine. Dans ce contexte, la France avait envoyé une escadre sur le Tage, qui avait forcé la libération du navire capturé.

Tell¹. Les puissances officielles de l'Europe avaient manifestement commis l'erreur qui avait si souvent égaré les astronomes en des temps plus anciens, à savoir un mauvais calcul de la période de rotation.

Entre-temps, les deux années de la période de rotation du petit empire s'étaient écoulées. Au cours de la première rotation, de 1852 à 1854, une décomposition silencieuse s'était produite, que l'on pouvait sentir mais pas entendre.

La guerre de Russie fut sa soupape de sécurité. Il en fut autrement pendant le cycle de 1856 à 1858. Le pseudo Bonaparte avait été rejeté au moment du coup d'État par l'évolution intérieure de la France. Les bombes d'Orsini avaient lancé des éclairs. L'amant malchanceux de Miss Coutts² avait dû abdiquer devant ses généraux. La France (un fait inouï) fut divisée en cinq capitans généraux à la manière espagnole³ - l'opération étant menée sous les auspices d'Eugénie, affligée de tympanites. L'établissement d'une régence transféra en fait le pouvoir de l'impérialiste Quasimodo à Pélissier, le rôtiisseur orléaniste de chair humaine arabe⁴. Mais la terreur ranimée ne produisit aucune peur. Le neveu hollandais de la bataille d'Austerlitz ne semblait pas terrible mais grotesque. *N'est pas monstre qui veut*⁵. Montalembert pouvait jouer Hampden à Paris⁶, et Proudhon à Bruxelles proclamait le Louis-Philippisme⁷ avec un *acte additionnel*⁸. La rébellion de Châlon⁹ prouva que même l'armée considérait l'empire restauré comme une pantomime dont la fin était proche.

Louis Bonaparte avait une fois de plus atteint le point fatidique où l'Europe officielle devait se rendre compte que le danger de révolution ne pouvait être écarté qu'en travestissant un nouvel article de l'ancien programme napoléonien. La parodie avait commencé avec la fin de Napoléon, la campagne de Russie. Pourquoi ne pas la poursuivre avec le début de Napoléon, la campagne d'Italie ? De tous les personnages du drame européen, l'Autriche était le moins *grata*¹⁰. La Prusse avait à venger le congrès de Varsovie, la

¹ Une allusion au mécontentement de la Suisse face à l'ingérence de Napoléon III dans les affaires intérieures du pays. Au début de l'année 1858, Napoléon III exigea du gouvernement suisse l'extradition de réfugiés politiques accusés d'avoir pris part au complot d'Orsini.

² La baronne anglaise Angela Georgina Coutts, fille du banquier Thomas Coutts et l'une des plus grandes fortunes du pays.

³ Par le décret du 27 janvier 1858, le territoire du Second Empire avait été divisé, à la manière espagnole, en cinq circonscriptions militaires placées sous l'autorité de maréchaux de France. La mesure avait été prise pour assurer la sécurité en cas de troubles sociaux.

⁴ Marx évoque ici les actes de barbarie d'Aimable Pélissier en juin 1845, lors de la répression d'un soulèvement en Algérie, lorsqu'il a ordonné que mille insurgés arabes qui s'étaient cachés dans des grottes de montagne soient asphyxiés par la fumée en allumant de grands feux devant les entrées des grottes.

⁵ En français dans le texte. Une référence à *Napoléon le Petit* de Victor Hugo (p. 237 de la 29^e édition, disponible sur Gallica). Notons que V. Hugo écrit précisément : « N'est pas un monstre qui veut. ».

⁶ Fin 1858, le publiciste français Montalembert fut poursuivi en justice pour avoir condamné dans un article le régime du Second Empire. Lorsque Napoléon III voulut gracier Montalembert après sa condamnation, celui-ci renonça à la grâce et exigea des justifications. Marx compare ironiquement ce procès à celui de John Hampden, l'un des principaux leaders de la révolution bourgeoise anglaise, qui refusa en 1636 de payer au percepteur royal la « taxe sur les navires » parce que cette taxe n'avait pas été approuvée par la Chambre des communes. Le procès qui s'ensuivit contribua à la montée de l'opposition bourgeoise à l'absolutisme en Angleterre.

⁷ Marx se réfère à la brochure publiée par Proudhon en 1858, *De la justice dans la Révolution et dans l'Église*. Dans cette brochure, Proudhon compare les principes de gouvernement de la dynastie bonapartiste à ceux de la dynastie orléaniste et donne la préférence à ces derniers, sous la réserve de réformes démocratiques nécessaires. Marx compare ironiquement cette réserve à l'Acte additionnel publié par Napoléon Ier, le 22 avril 1815, à son retour de l'île d'Elbe, pour compléter la Constitution de l'Empire.

⁸ En français dans le texte.

⁹ En 1858, après l'attentat avorté d'Orsini contre Napoléon III, le 14 janvier, des tentatives de coups d'État républicains ont lieu dans plusieurs villes françaises, notamment à Chalon-sur-Saône le 6 mars.

¹⁰ Le moins acceptable.

bataille de Bronzell¹ et la marche vers la mer du Nord². Palmerston avait depuis longtemps certifié son effort de civilisation par sa haine de l'Autriche. La Russie vit avec terreur que l'Autriche avait annoncé que sa banque reprendrait les paiements en espèces. Lorsqu'en 1846, pour la première fois de mémoire d'homme, le trésor autrichien ne présenta aucun déficit, la Russie avait donné le signal de la révolution de Cracovie³. Enfin, l'Autriche était *la bête noire*⁴ de l'Europe libérale. Ainsi, la deuxième campagne théâtrale d'Attila de Louis Bonaparte devait donc se faire contre l'Autriche, dans les conditions habituelles : pas d'indemnités de guerre, pas d'extension des frontières françaises, guerre « localisée » dans les limites du bon sens, c'est-à-dire sur le territoire nécessaire à une seconde saignée glorieuse pour la France.

Dans ces conditions, puisqu'une fois de plus une comédie se jouait, la Prusse crut le moment venu de jouer elle aussi un rôle majeur, avec l'accord de ses suzerains et une bonne assurance. Le traité de Villafranca la mit au pilori comme une dupe devant toute l'Europe. Compte tenu de son grand progrès en matière de constitutionnalisme, un progrès démontrable par la progression géométrique de sa dette nationale, elle crut bon de panser la plaie avec un livre bleu de son cru⁵.

Nous écouterons ses excuses dans un prochain article.

¹ En automne 1808, lorsque Napoléon Ier vint à Erfurt pour négocier avec l'empereur russe Alexandre Ier, la France dominait presque toute l'Allemagne; seule l'Autriche résistait encore à Napoléon. Les princes allemands, venus à Erfurt pour témoigner leur dévouement à Napoléon, approuvèrent des actions communes contre l'Autriche. En mai et octobre 1850, des conférences eurent lieu à Varsovie avec la participation de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. Elles avaient été initiées par l'empereur russe, car la lutte entre l'Autriche et la Prusse pour la domination de l'Allemagne s'était intensifiée. Au cours de ces conférences, l'empereur russe joua le rôle d'arbitre entre l'Autriche et la Prusse et, grâce à son influence, força la Prusse à renoncer à tenter d'unifier politiquement les États allemands sous sa domination. La bataille de Bronzell fut une escarmouche insignifiante entre les avant-postes prussiens et autrichiens le 8 novembre 1850 lors de l'insurrection en Kurhessen. La Prusse et l'Autriche, qui luttaient pour l'hégémonie en Allemagne, se disputaient le « droit » de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Hesse et de réprimer la révolte. Le prince électeur de Hesse s'était adressé à la Diète fédérale et à l'Autriche pour obtenir de l'aide, bien que la Hesse électorale fasse partie de la soi-disant Union, qui était sous l'hégémonie de la Prusse. Dans ce conflit, l'Autriche fut à nouveau soutenue diplomatiquement par la Russie et la Prusse dut céder.

² Par « marche vers la mer du Nord », Marx entend l'entrée des troupes autrichiennes dans le Holstein au cours de l'hiver 1851. À partir de mars 1848, ces duchés furent le théâtre d'une lutte de libération nationale contre le Danemark, la Prusse prenant part aux côtés des insurgés. L'Autriche et d'autres puissances européennes soutenaient la monarchie danoise et firent pression sur la Prusse en l'obligeant à signer un traité avec le Danemark en juillet 1850. Au cours de l'hiver 1851, les forces de la Confédération allemande, qui comprenaient des unités autrichiennes, entreprirent une expédition punitive contre les insurgés et les obligèrent à se rendre.

³ Il s'agit de la libération nationale et du soulèvement antiféodal dans la ville de Cracovie, qui était sous le contrôle conjoint de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse depuis 1815. Les insurgés ont pris le pouvoir le 22 février 1846 et ont mis en place un gouvernement national, qui a publié un manifeste abolissant les services féodaux. Le soulèvement sera réprimé au début du mois de mars 1846. En novembre 1846, l'Autriche, la Prusse et la Russie signent un traité incorporant Cracovie dans l'Empire autrichien.

⁴ En français dans le texte.

⁵ Les « livres bleus de sa propre fabrication » sont ce que Marx, par analogie avec les *Blue Books* anglais, appelle les documents diplomatiques de la guerre austro-italo-française de 1859, publiés en juillet 1859 dans un certain nombre de journaux allemands. Beaucoup d'entre eux ont été, par exemple, publiés dans la *Neue Preussische Zeitung*, les 24, 26 et 29 juillet 1859. Une collection plus complète a été publiée dans l'*Augsburg Allgemeine Zeitung*, des 29, 30 et 31 juillet 1859. « Livres bleus » était le nom général donné aux publications de documents du Parlement anglais et de documents diplomatiques du ministère des Affaires étrangères. Ainsi nommés en raison de leurs couvertures bleues, ils étaient publiés en Angleterre depuis le XVIIe siècle et constituent la principale source officielle de l'histoire économique et diplomatique du pays.

1.51. K. Marx, *Quid pro quo*

2

*Das Volk*¹,
du 06.08.1859

Si la Prusse de la régence parle comme elle écrit, il est facile d'expliquer son talent, récemment prouvé dans la comédie européenne des erreurs, non seulement de mal comprendre mais aussi d'être mal comprise. En cela, elle a une certaine ressemblance avec Falstaff, qui non seulement était lui-même plein d'humour mais était aussi la cause de l'humour des autres.

Le 14 avril, l'archiduc Albrecht arriva à Berlin, où il resta jusqu'au 20 avril. Il avait un secret à dire au Régent² et une proposition à lui faire. Le secret était l'imminent ultimatum autrichien à Victor-Emmanuel. La proposition était une guerre sur le Rhin. L'archiduc Albrecht opérerait au-delà du Rhin supérieur avec 260.000 Autrichiens et les corps confédérés d'Allemagne du Sud, tandis que les corps prussiens et nord-allemands, sous commandement prussien formeraient une armée du nord sur le Rhin. Au lieu d'un « généralissime confédéral », François-Joseph et le prince régent prendraient les décisions conjointement à partir d'un quartier général.

La Prusse, avec une indignation contenue, non seulement rejeta d'emblée le plan de guerre, mais « fit les plus vives remontrances à l'archiduc Albrecht contre la procédure imprudente de l'ultimatum³ ».

Lorsque la Prusse met en œuvre les ânes-vapeurs⁴ (les grandes machines sont, comme on le sait, évaluées en chevaux-vapeur) de sa ruse verbeuse, personne ne peut s'y opposer, encore moins un Autrichien. Le régent et ses quatre satellites - Schleinitz⁵, Auerswald⁶, Bonin⁷ et Herr Dr. Zabel⁸ - étaient « convaincus » d'avoir « convaincu » l'Autriche.

« Lorsque l'archiduc Albrecht », dit un communiqué semi-officiel prussien, « quitta Berlin le 20 avril, on crut que le plan audacieux avait été remis provisoirement à plus tard... Mais, hélas ! quelques heures après son départ, le télégraphe de Vienne annonçait l'envoi de l'ultimatum !⁹ »

Après le déclenchement de la guerre, la Prusse refusa de déclarer sa neutralité. Schleinitz, dans une « Dépêche aux missions prussiennes auprès des cours allemandes, datée de Berlin, 24 juin », nous révèle le secret de cette décision héroïque.

¹ La version allemande se trouve aux pages 454-457 du vol. 13 des MEW. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 450-453.

² Le prince Guillaume.

³ Marx cite ici un article de *l'Allgemeine Zeitung* du 29 juillet 59 « À propos de la mission de l'Archiduc Albrecht ».

⁴ Marx utilise ici le terme ironique de « donkeypover », « l'âne vapeur », en comparaison avec le terme courant de « cheval-vapeur ».

⁵ Alexander von Schleinitz a été ministre des Affaires étrangères de Prusse au cours des années 1858-1861.

⁶ Rudolf von Auerswald, Premier ministre de Prusse en 1848, était ministre sans portefeuille au cours des années 58-62.

⁷ Eduard von Bonin, général prussien, ministre de la Guerre en 1858-1859.

⁸ Friedrich Zabel, journaliste berlinois, éditeur de la *National-Zeitung*.

⁹ Toujours selon l'article de *l'Allgemeine Zeitung*.

« La Prusse », murmure-t-il, « n'a jamais abandonné sa position de *puissance interposante* » (une autre dépêche dit *puissance médiatrice*). « Son principal effort depuis que la guerre a éclaté a été, au contraire, dirigé vers le maintien de cette position en refusant de garantir sa neutralité, en se gardant de tout engagement de quelque côté que ce soit et en restant ainsi complètement impartiale et libre de toute action médiatrice¹. ».

En d'autres termes : l'Autriche et la France, les parties en conflit, s'épuiseront mutuellement dans une guerre « localisée » pour l'instant en Italie, tandis que l'Angleterre, en tant que neutre (!), reste loin à l'arrière-plan. Les neutres se sont paralyisés eux-mêmes, et les combattants ont les mains liées car ils doivent utiliser leurs poings. Entre les uns et les autres, la Prusse flotte « complètement impartiale et libre », un *deus ex machina* euripidien². L'intermédiaire s'en est toujours mieux sorti que les extrêmes. Le Christ est allé plus loin que Jéhovah, Saint-Pierre plus loin que le Christ, le prêtre plus loin que les saints, et la Prusse, le médiateur armé, ira plus loin que les rivaux et les neutres. Il doit se produire des circonstances dans lesquelles la Russie et l'Angleterre donneront le signal pour mettre fin à la comédie. Elles glisseront alors leurs instructions secrètes dans la poche de la Prusse par derrière, tandis que celle-ci portera son masque de Brennus³ par devant. La France ne saura pas si la Prusse sert de médiateur à l'Autriche; l'Autriche ne saura pas si la Prusse sert de médiateur à la France; ni l'une ni l'autre ne sauront si la Prusse ne sert pas de médiateur contre toutes les deux pour la Russie et pour l'Angleterre. La Prusse aura le droit de demander la confiance de « toutes les parties » et d'éveiller la méfiance de tous les côtés. Son manque d'engagement engagera tout le monde. Si la Prusse se déclarait neutre, rien n'empêcherait la Bavière et les autres membres de la Confédération de prendre parti pour l'Autriche.

Mais en tant que médiateur armé, avec les grandes puissances neutres pour la protéger sur ses flancs et à l'arrière, avec l'image brumeuse de son grand exploit « allemand » toujours menaçant en perspective, elle pourrait bien espérer, tout en avançant à pas aussi mystérieux que longtemps mesurés pour sauver l'Autriche, obtenir finalement par la ruse l'hégémonie en Allemagne au rabais. En tant que porte-parole de l'Angleterre et de la Russie, elle pourrait s'imposer à la Confédération allemande⁴ et, en tant que pacificateur de la Confédération allemande, s'attirer les bonnes grâces de l'Angleterre et de la Russie.

Non seulement une grande puissance allemande, mais aussi une grande puissance européenne et, par-dessus le marché, une « puissance de médiation » et un tyran de la Confédération ! Nous verrons dans la suite des événements comment Schleinitz s'empêtre de plus en plus dans cet enchaînement d'idées, aussi fourbe que noble. La cinquième roue du char de l'État européen jusqu'à présent, la grande puissance « par courtoisie », le personnage « par tolérance⁵ » dans le drame européen, ce même Prussien se

¹ Cité à partir de l'édition du 26 juillet 1859 de *la Neue Preussische Zeitung*.

² *Deus ex machina* (le dieu issu de la machine) - dans le théâtre antique, apparition divine mise en scène par une machinerie, qui intervenait dans l'imbroglio dramatique et le dénouait; elle a été utilisée en particulier par le tragédien grec Euripide, en général pour une résolution inattendue, artificielle, d'une situation confuse.

³ Masque de Brennus - Allusion à l'action du chef gaulois Brennus lors de la prise de Rome en 390 avant notre ère. Selon la tradition, après un long siège du Capitole, les Gaulois acceptèrent de quitter la ville contre une forte rançon. Cependant, lors de la pesée de l'or, Brennus lança le cri de « *Vae victis !* » (Malheur aux vaincus !), jeta sa lourde épée sur la balance et rompit l'accord passé.

⁴ La *Confédération allemande*, créée par l'Acte fédéral signé le 8 juin 1815 lors du Congrès de Vienne, comprenait d'abord 35, puis 28 principautés et quatre villes libres et a duré jusqu'en 1866. Elle a maintenu le morcellement féodal de l'Allemagne et empêché la création d'un gouvernement central. L'Autriche et la Prusse se disputaient sans cesse la suprématie au sein de la Confédération germanique.

⁵ « on souffrance » (par grâce) - c'est ainsi que l'on désigne en droit anglais le droit d'une personne à la possession ou au titre par grâce, et non en vertu de la loi.

voit maintenant confier la position grandiose du quos ego¹ ! Et cela non pas parce qu'il tire son épée mais épaulé seulement son mousquet, sans verser autre chose que les larmes du régent et l'encre de ses satellites. Ce n'était pas vraiment la faute de la Prusse si la gloire même du « Mittler² » des *Affinités sélectives* de Goethe restait incompréhensible.

La Prusse se rendit compte que, dans le premier acte, le parti à prendre était d'épingler l'Autriche, d'éviter le moindre soupçon de la part de Louis Bonaparte et surtout de se recommander à la Russie et à l'Angleterre par une bonne conduite.

« Il n'était pas facile », comme le reconnaît Schleinitz dans la dépêche précitée, « d'atteindre ce but, si important pour nos propres intérêts, étant donné l'agitation qui régnait dans de nombreux États allemands. En outre, il est à peine besoin de mentionner que l'orientation de notre politique en la matière divergeait de celle d'un grand nombre de gouvernements allemands et que l'Autriche, en particulier, n'était pas d'accord avec elle³. »

Malgré toutes ces difficultés, la Prusse joua avec succès le rôle de gendarme de la Confédération germanique. Elle développa son action médiatrice de la fin avril à la fin mai, obligeant ses confrères de la Confédération à rester inactifs.

« Nos efforts », dit Schleinitz par euphémisme, « visaient avant tout à empêcher une participation prématurée de la Confédération à la guerre. »

En même temps, le cabinet de Berlin ouvrait les vannes de la presse libérale, qui assurait, noir sur blanc, au citoyen que si Bonaparte allait en Italie, c'était uniquement dans le but de libérer l'Allemagne de l'Autriche et d'établir l'unité allemande sous le héros⁴ qui appartient certainement à la nation, puisqu'il a déjà une fois été déclaré « bien national⁵ ».

Ce qui a rendu l'opération de la Prusse un peu difficile, c'est qu'elle avait la mission « à son heure » non seulement de servir de médiateur mais de le faire « sous les armes ». Alors qu'elle devait réprimer les appels à la guerre, elle devait en même temps appeler aux armes. Alors qu'elle délivrait les armes, elle devait mettre en garde contre leur utilisation :

Ne jouez pas avec l'arme à feu,
elle souffre comme vous.

« Mais », dit Schleinitz, « si nous prenions simultanément toutes les mesures pour assurer la sécurité de l'Allemagne, qui se trouve entre les deux grandes puissances belligérantes, et si, de même, les organismes confédérés, avec notre coopération, prenaient sans relâche des mesures de défense préventive, alors le nouveau devoir s'imposerait à nous de veiller à ce que ces mesures préventives ne se transforment pas subitement en moyens d'attaque et ne compromettent pas ainsi gravement la position de la Confédération et la nôtre. »

¹ « Quos ego ! » : au début de l'Eneide, (I, 135), Neptune s'en prend aux vents qui ont osé agiter la mer sans son ordre et les menace par cette interpellation : « Quos ego... », que l'on peut traduire par « Vous que je vais... ». Une menace qu'il laisse en suspens.

² En référence au personnage de Mittler du célèbre roman de Goethe *Les affinités sélectives* dont le récit est construit sur une analogie chimique basée sur l'affinité sélective à l'œuvre dans l'attraction de certaines substances par d'autres. Le rôle de Mittler (un ancien prêtre) consiste en l'occurrence à donner des conseils dans les querelles familiales pour empêcher les divorces. Notons que le vocable « Mittler » signifie précisément, en allemand, « médiateur ».

³ Marx cite ici et plus loin à partir de la *Neue Preussische Zeitung* (du 24 juin 59) une dépêche d'Alexander Schleinitz.

⁴ Le prince régent Guillaume.

⁵ Après la fuite du prince de Prusse en Angleterre pendant la révolution de mars 1848, son palais de Berlin fut déclaré « bien national ».

En même temps, le « pouvoir de médiation » ne pouvait évidemment pas toujours avancer unilatéralement dans la même direction. En outre, des symptômes dangereux sont apparus.

« Il y avait », dit Schleinitz, « à notre grand désarroi, des indices de perspectives d'arrangements spéciaux dans la direction s'écartant de notre politique, et ici la gravité de la situation ne pouvait que susciter la crainte que cela ne renforce de plus en plus la tendance à la dissolution des relations de la Confédération. »

Afin de se prémunir contre ces « inconvénients » et d'entamer le deuxième acte de la « médiation », le général Willisen se rendit en mission à Vienne. Les résultats de cette mission sont donnés dans la dépêche de Schleinitz, datée de Berlin, le 14 juin, adressée à Werther, l'ambassadeur prussien à Vienne. Tant que Schleinitz n'écrit qu'aux membres de la Confédération allemande, il utilise le style ordinaire bien connu des conseillers du gouvernement prussien. S'il écrit aux grandes puissances étrangères, c'est heureusement dans une langue qu'il ne connaît pas. Mais ses dépêches à l'Autriche ! Des phrases comme des vers solitaires, longues d'un mètre, trempées dans le savon sentimental vert du gothaisme¹, saupoudrées du sable bureaucratique sec de l'Uckermark² et à moitié noyées dans des flots de la perfide mélasse de Berlin.

¹ En référence avec le parti de Gotha fondé en juin 1849 par des libéraux de droite, représentants de la grande bourgeoisie contre-révolutionnaire, qui avaient quitté l'assemblée de Francfort après le refus du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV d'accepter la couronne impériale des mains de l'assemblée nationale de Francfort et après la décision de la majorité de gauche de l'assemblée de créer une régence impériale. Ce parti, qui craignait la victoire de la révolution, se donna pour tâche d'unifier toute l'Allemagne sans l'Autriche sous la direction d'un Hohenzollern de Prusse. Les chefs de ce parti étaient Dahlmann, Simson, Bassermann, Gagern, Brüggemann, Mathy et d'autres.

² Uckermark - une partie nord de la province de Brandebourg (en Prusse), au nord-est de Berlin - était le pilier des Junkers prussiens réactionnaires.

1.52. K. Marx, *Quid pro quo*

3

*Das Volk*¹,
du 13.08.1859

Si nous analysons plus en détail une partie du livre bleu de Berlin, qui date maintenant de trois semaines, ce n'est pas par caprice d'antiquaire ou par intérêt pour l'histoire du Brandebourg. Il s'agit plutôt de documents qui sont maintenant claironnés à l'étranger par les libéraux et les démocrates allemands comme des preuves de la future vocation impériale de la Prusse.

La dernière dépêche de Schleinitz au général Willisen est arrivée à Vienne le 27 mai². Les dépêches de Werther à Schleinitz concernant la réception de Willisen par le Cabinet impérial sont datées des 29 et 31 mai. Elles sont restées sans réponse pendant un demi mois. Afin de masquer toutes les contradictions entre la « mission » initiale et son « interprétation » ultérieure, tant les dépêches de Schleinitz à Willisen que les dépêches de Werther à Schleinitz sont supprimées dans le livre bleu prussien, de même que toutes les négociations entre le Prince Régent et Boustrapa³. Rechberg, le ministre autrichien des Affaires étrangères, ne pouvait en aucun cas produire le texte original, puisque Willisen et Werther ne devaient pas lui remettre des copies des dépêches prussiennes mais seulement les lui lire. On peut imaginer la position d'un ministre qui ne peut pas lire une construction de phrase comme celle qui suit mais qui doit l'entendre :

« Guidé par le désir », dit Schleinitz, « de faire régner la plus grande clarté dans une affaire aussi importante, j'avais pris soin, dans ma lettre adressée au général von Willisen, d'indiquer très clairement notre position, tant en ce qui concerne ce que nous avions l'intention de faire de notre côté dans certaines circonstances qu'en ce qui concerne les hypothèses qui devaient nécessairement sous-tendre l'action que nous avions en vue⁴. ».

Avant de se lancer dans une interprétation officielle de la mission de Willisen à Vienne, Schleinitz avait, avec la prudence qui le caractérise, laissé passer les événements. L'armée autrichienne avait perdu la bataille de Magenta, évacué toutes les forteresses lombardes et était en pleine retraite derrière la Chiese. La dépêche circulaire de Gorchakov aux petits Etats allemands, dans laquelle il ordonne péremptoirement une stricte neutralité sous la menace du knout, avait fait le tour de la presse⁵. Derby, soupçonné de sympathie secrète pour l'Autriche, démissionna et fut remplacé par Palmerston. Enfin, le 14 juin, date de l'envoi de Schleinitz à Werther, le *Preussischer Staats-Anzeiger* publia un ordre de mobilisation de six corps d'armée prussiens. La mission de Willisen à Vienne, suivie de cette mo-

¹ La version allemande se trouve aux pages 457-464 du vol. 13 des MEW. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 454-460.

² La dépêche de Schleinitz concernant la médiation de la Prusse dans la guerre italienne date du 26 mai 59.

³ Boustrapa était le surnom donné à Louis Bonaparte, composé des premières syllabes des noms des lieux où lui et ses partisans ont organisé des putschs bonapartistes : Boulogne (le 6 août 1840), Strasbourg (le 30 octobre 1836) et Paris (le coup d'État du 2 décembre 1851).

⁴ Selon l'*Allgemeine Zeitung* du 30 juillet 1859.

⁵ Selon l'*Allgemeine Zeitung* du 16 juin 1859.

bilisation ! Toute l'Allemagne était pleine de la prudence héroïque et de l'héroïsme prudent de la Prusse.

Nous arrivons enfin à la dépêche de Schleinitz à l'ambassadeur de Prusse à Vienne. Des « paroles magnanimes » étaient tombées des lèvres du régent. Willisen avait d'ailleurs proféré de manière prophétique « les intentions les plus honorables », « les plans les plus désintéressés » et « la confiance la plus totale », et le comte Rechberg avait « exprimé son accord avec le point de vue que nous avons adopté », mais finalement ce même Rechberg, Socrate viennois, voulait faire descendre le débat du ciel des belles formules sur la terre ferme. Il attachait une « valeur particulière » au fait de « voir les intentions prussiennes formulées ». C'est ainsi que la Prusse, par la plume de Schleinitz, se prépare à rendre « précise » l'« intention » de la « mission » de Willisen. Dès lors, il « résume dans ce qui suit les intentions que nous leur avons fait connaître dans *l'échange d'idées* qui a eu lieu à Vienne », résumé que nous récapitulons ici en bref. Le but de la mission de Willisen était le suivant : dire que la Prusse avait « des intentions fixes, basées une hypothèse explicite ». Schleinitz aurait mieux fait de dire que la Prusse avait des intentions flexibles basées sur une hypothèse fixe.

L'hypothèse était que l'Autriche laisserait l'initiative dans la Confédération germanique à la Prusse, renoncerait à des traités séparés avec les cours allemandes, en un mot, abandonnerait temporairement l'hégémonie en Allemagne à la Prusse; l'intention était de garantir les « possessions territoriales de l'Autriche en Italie sur la base des traités de 1815 » et d'« œuvrer à la paix sur cette base ». Les relations de l'Autriche avec les autres Etats italiens et « les relations entre ces derniers » étaient considérées par la Prusse comme « une question ouverte ». Si les « possessions italiennes de l'Autriche étaient sérieusement menacées », la Prusse « tenterait une médiation armée » et

« selon qu'elle parviendrait à atteindre le but indiqué ci-dessus, agirait par la suite de telle manière que ses devoirs de puissance européenne et la noble vocation de la nation allemande l'exigeraient ».

« Il est », dit le désintéressé Schleinitz, « de notre propre intérêt de ne pas trop tarder dans notre intervention. Mais le choix du moment, tant pour la médiation que pour l'action ultérieure de la Prusse qui en résulte, doit être réservé au libre jugement de la cour royale. ».

Schleinitz affirme, premièrement, que cet « échange d'idées » médiatisé par Willisen a été désigné comme un « échange d'opinions » par Rechberg; deuxièmement, que les intentions et les suppositions de la Prusse « devaient avoir l'approbation de la cour impériale », et troisièmement, que Rechberg, ennemi de la pensée pure, semble-t-il, voulait que l'« échange d'idées » se transforme en un « échange de notes », « l'accord des deux cabinets authentifié par écrit », en un mot, voulait voir la « supposition » et l'« intention » prussiennes « énoncées » noir sur blanc. C'est sur ce point que la noble conscience de Schleinitz se révolte. Quel est le but de la suggestion déraisonnable de Rechberg ? En réalité, la transformation de nos « pensées politiques les plus secrètes, révélées en confidence, en assurances contraignantes ». Schleinitz se livre à de véritables exercices politiques secrets de pensée, et Rechberg tente de maîtriser l'idée rebelle dans des notes profanes ! *Quelle horreur*¹ pour un penseur berlinois ! De plus, un tel échange de notes équivaudrait à une « garantie » des possessions austro-italiennes. Comme si la Prusse voulait garantir quoi que ce soit ! De plus, l'échange d'idées, transformé sans raison en échange de notes, pourrait « être considéré par les Français et les Russes, de façon immédiate et logique, comme un *engagement formel*² et une entrée en guerre ».

¹ En français dans le texte.

² En français dans le texte.

Comme si la Prusse avait jamais l'intention d'entrer en guerre ou de se compromettre avec quelque camp que ce soit, et surtout avec les Français et les Russes ! Enfin, et c'est là le point essentiel, un tel échange de notes « rendrait évidemment impossible la tentative de médiation envisagée ». Mais l'Autriche doit se rendre compte que la question n'est pas ses possessions italiennes, ni les traités de 1815, ni l'usurpation française, ni la domination mondiale russe, ni aucune sorte d'intérêts profanes, mais que les complications européennes n'ont été introduites que pour improviser la nouvelle « position » élevée de la Prusse en tant que « puissance de médiation ». Le pauvre diable de Shakespeare, qui se réveille en seigneur après s'être endormi en chaudronnier¹, ne parle pas de manière plus émouvante que Schleinitz, une fois que celui-ci est gagné par l'idée fixe de la vocation de la Prusse à être la « puissance de médiation armée » de l'Europe. Il est piqué et troublé, comme par une tarentule, par la « conviction inquiète qu'il devrait agir à la hauteur de sa toute récente sublimité de caractère. ».

La « confiance » avec laquelle Schleinitz murmure à l'oreille de Rechberg l'idée fixe de la vocation de la Prusse comme puissance de médiation lui fait, comme il le dit, « espérer trouver à la cour impériale une confiance correspondant à la nôtre ». Rechberg, quant à lui, veut une copie de cette curieuse note de Schleinitz. Pour documenter la confiance prussienne, Werther explique qu'il est, « selon ses instructions », habilité à lire oralement la note mais en aucun cas à livrer le *corpus delicti*. Rechberg demande ensuite à Werther de l'accompagner auprès de François-Joseph à Vérone, afin que ce dernier « puisse au moins obtenir oralement une connaissance complète et exacte des vues de la Prusse ». La confiance prussienne s'oppose également à cette suggestion déraisonnable, et Rechberg fait remarquer, avec une résignation ironique, que si dans « sa réponse il n'a peut-être pas pu suivre complètement et correctement tous les arguments de la dépêche de Berlin », cela serait dû au fait qu'il ne connaissait les interprétations de Schleinitz que par ouï-dire.

La réponse de Rechberg, adressée à Koller, l'ambassadeur autrichien à Berlin, est datée de Vérone, le 22 juin. Elle laisse planer des doutes quant à la conformité de la mission de Willisen à la fin mai avec l'interprétation berlinoise de cette mission à la mi-juin.

« Après mes entretiens précédents avec lui (Werther) et le général von Willisen », dit Rechberg, « je n'avais pas cru que le cabinet de Berlin persisterait encore dans sa réserve à notre égard, au point d'éviter même toute documentation écrite de ses intentions. »

La mission de Willisen avait encore moins préparé Rechberg à la noble vocation de la Prusse en tant que puissance de médiation armée de l'Europe. Le véritable enjeu, dit Rechberg, est « l'indépendance de l'Europe contre la suprématie de la France ». Les événements eux-mêmes avaient révélé la vacuité et la trivialité des « prétextes »

« sous lesquels nos adversaires ont cherché à dissimuler leurs véritables intentions jusqu'à la dernière minute ». « En outre, la Prusse avait, en tant que membre de la Confédération germanique, des obligations avec lesquelles le maintien de la position de médiateur pouvait devenir incompatible à tout moment. ».

Enfin, l'espoir de l'Autriche avait été de voir la Prusse « comme participant » à ses côtés et elle avait donc dès le début renié sa vocation de « médiatrice ». Dès lors, si l'Autriche s'était déclarée, depuis le début des complications italiennes, contre les « tentatives de la Prusse d'occuper la position de médiateur », il est évident qu'elle pouvait encore moins jamais approuver une « médiation armée de la Prusse ».

¹ En référence au personnage de Christophe Sly, le chaudronnier ivrogne, de la comédie de Shakespeare *La Mégère apprivoisée*.

« Une médiation armée », dit Rechberg, « comprend, par le sens même du terme, *une situation de guerre des deux côtés*. Une telle situation n'existe heureusement pas entre la Prusse et l'Autriche, de sorte que nous ne pouvons concevoir la possibilité d'une médiation armée de la Prusse pour la *relation entre ces deux puissances*. Il semblerait que le nom, comme la chose elle-même, doive rester à jamais étranger à cette relation. ».

Comme on le voit, Rechberg contredit la dépêche de Schleinitz et son interprétation de la mission Willisen. Il trouve que le ton de la Prusse a changé depuis la fin du mois de mai; il nie carrément que l'Autriche ait jamais reconnu la noble vocation de la Prusse comme puissance de médiation armée. Schleinitz doit une explication à ce malentendu n° 2 (le premier s'est produit entre l'archiduc Albrecht et le Prince Régent) en publiant ses dépêches à Willisen et celles de Werther à lui-même.

D'ailleurs, Rechberg répond en tant qu'Autrichien, et pourquoi l'Autrichien changerait-il d'avis vis-à-vis du Prussien ? Pourquoi la Prusse ne devrait-elle pas « garantir » les possessions de l'Autriche en Italie ? Une telle garantie, demande Rechberg, ne correspond-elle pas à l'esprit des traités de Vienne ?

« Dans la période qui a suivi le Congrès de Vienne, et même jusqu'à nos jours, la France pouvait-elle espérer ne trouver qu'un seul adversaire si elle tentait de bouleverser une partie importante de l'ordre européen établi par le traité ? La France ne pouvait songer à porter atteinte aux relations de propriété par une guerre localisée. »

En outre, un « échange de notes » n'est pas une « garantie de traité ». L'Autriche voulait seulement « avoir une notification officielle » des bonnes intentions de la Prusse. En attendant, pour faire plaisir à Schleinitz, elle garderait le secret sur ses pensées politiques très secrètes. En ce qui concerne la paix, remarque Rechberg, la Prusse pouvait faire à la France autant de propositions de paix qu'elle voulait,

« à condition que ces propositions laissent intact l'état territorial de 1815 et les droits souverains de l'Autriche et des autres princes d'Italie ».

En d'autres termes, l'Autriche, dans ses « communications confidentielles à la Prusse » en tant que puissance de médiation, n'était pas encline à aller au-delà des lieux communs dénués de sens. Mais une fois que la Prusse

« est devenue un allié actif, il ne pourrait être question d'établir des conditions de paix sinon par des accords mutuels ».

Enfin, Rechberg met le doigt sur les cicatrices prussiennes. L'Autriche avait accepté l'« intention » de l'initiative prussienne à la Diète sur l'« hypothèse » de la conversion de l'échange d'idées prussien en échange de notes. La conclusion tombe avec la prémisse. Même Schleinitz, avec sa curieuse compréhension, devrait « comprendre » que, puisque Berlin « n'a en aucun cas assumé d'obligations contraignantes », puisqu'il a lui-même repoussé « le moment de ses décisions à prendre sous forme de médiation armée » dans l'azur de « l'avenir et s'est réservé sa liberté de choix », Vienne, pour sa part, « doit garder intacte sa liberté dans le domaine des relations de la Confédération allemande ».

La tentative de la Prusse d'usurper subrepticement à l'Autriche la suprématie en Allemagne et d'obtenir les pleins pouvoirs pour le rôle sublime de puissance de médiation européenne, avait donc résolument échoué, alors que la mobilisation des six corps d'armée prussiens avait eu lieu. La Prusse devait à l'Europe une explication. Ainsi, dans une « dépêche circulaire du 19 juin aux ambassades de Prusse auprès des puissances européennes », Schleinitz déclare :

« Par sa mobilisation, la Prusse a pris une position plus conforme à la situation actuelle, sans abandonner les principes de modération... *La politique de la Prusse est restée la même* que celle qu'elle a poursuivie depuis le début de la complication de la question italienne. Mais maintenant, la Prusse a également apporté ses moyens pour contribuer à une solution au niveau de la situation. »

Et pour ne laisser aucun doute ni sur la politique ni sur les moyens, la dépêche se termine en disant que « l'intention de la Prusse est de *prévenir les divisions de l'Allemagne* ». La régence a cru devoir affaiblir même cette pitoyable déclaration par des communications « très confidentielles » à la France. Juste avant que la guerre n'éclate, G., peintre de scènes de bataille¹ et un ami commun de Boustrapa et du régent, avait été chargé par le premier d'une mission à Berlin. Il en rapporta les plus amicales assurances. Au moment de la mobilisation, cependant, des protestations officielles et semi-officielles avaient trouvé le chemin de Paris, portant ce message :

« On espère que la France n'interprétera pas les mesures militaires de la Prusse sous un mauvais jour. Nous ne nous faisons pas d'illusions; nous savons combien une guerre contre la France serait impolitique, quelles conséquences dangereuses elle aurait. Mais nous espérons que l'Empereur se rendra compte de la position difficile dans laquelle nous nous trouvons. Le gouvernement du Prince Régent est poussé et bousculé de toutes parts. Nous sommes confrontés à des sensibilités méfiantes et nous sommes obligés de les ménager. »

Ou encore :

« Nous mobiliserons mais il ne faut pas croire qu'il s'agit d'une mesure offensive contre la France. En sa qualité de quasi chef de la Confédération germanique, le Régent a le devoir non seulement de protéger les intérêts de la Confédération mais aussi d'adopter en son sein une position qui lui permette d'éviter les actions précipitées et d'imposer aux autres Etats allemands sa politique de modération. Nous sommes persuadés que l'Empereur le comprendra parfaitement et fera tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter notre tâche. »

Le tripotage prussien a pris la tournure comique de suggérer au gouvernement français :

« On espère que les journaux du gouvernement ne feront pas trop l'éloge de la Prusse aux dépens de la Bavière, de la Saxe, etc. Cela ne pourrait que compromettre la Prusse. »

Aussi Walewski avait-il parfaitement le droit de dire dans sa dépêche circulaire du 20 juin :

« Les nouvelles mesures militaires prises en Prusse ne nous inquiètent pas... Le gouvernement prussien déclare qu'il n'a d'autre intention, en mobilisant une partie de son armée, que de protéger la sécurité de l'Allemagne et de se mettre en mesure d'exercer une juste influence sur les arrangements ultérieurs d'entente avec les deux autres grandes puissances². »

La noble vocation de la Prusse *en tant que puissance de médiation armée* était devenue un tel mot d'ordre parmi les grandes puissances que Walewski pouvait faire le pauvre mot d'esprit que la Prusse mobilisait non pas contre la France mais contre « les deux autres grandes puissances », qui autrement pourraient la priver de sa « juste » influence sur les « arrangements pour l'accord ».

Ainsi se termina le deuxième acte de la médiation prussienne.

¹ En référence, sans doute au peintre Louis Eugène Ginain.

² Selon *l'Allgemeine Zeitung* du 6 juillet 59.

1.53. K. Marx, *Quid pro quo*

4

*Das Volk*¹,
du 20.08.1859

Le premier acte de la médiation prussienne, de fin avril à fin mai, condamna l'Allemagne à *la mort sans phrase*². Dans le deuxième acte, de fin mai au 24 juin, l'étranglement de la « grande patrie » fut agrémenté des paroles creuses de la mission Willisen et de l'arabesque de la mobilisation prussienne. Un divertissement après ce deuxième acte fut joué dans les petites cours allemandes, qui purent écouter une note de Schleinitz. Schleinitz, comme Stieber, aime la procédure orale « mixte ». Nous ne citons ici que deux passages de sa note précitée, datée de Berlin, le 24 juin, « aux missions prussiennes auprès des cours allemandes ». Pourquoi la Prusse a-t-elle refusé le souhait autrichien de transformer « l'échange de pensées » en « échange de notes » ?

« L'accomplissement de ce souhait », murmure Schleinitz aux cours allemandes, « équivaldrait à une garantie de la Lombardie. Assumer une telle obligation face à des éventualités indéfinies était quelque chose que la Prusse ne pouvait pas faire. »

Ainsi, du point de vue de Berlin, la perte de la Lombardie n'était ni « une menace sérieuse pour les possessions autrichiennes en Italie » ni « l'éventualité certaine » que l'épée prussienne attendait pour sortir de son fourreau.

« En outre », poursuit Schleinitz, « il faudrait éviter tout engagement de nature formelle qui pourrait affecter notre position de puissance médiatrice. »

L'objectif de la médiation prussienne n'était donc pas de modifier les « éventualités indéfinies » dans l'intérêt de l'Autriche; au contraire, la vocation de toutes les éventualités possibles était de laisser inchangée « la position de la Prusse comme puissance de médiation ». Alors que la Prusse exige catégoriquement que l'Autriche renonce à l'initiative dans la Confédération allemande, elle donne à l'Autriche l'équivalent hypothétique de la bonne volonté prussienne, garantie par les bonnes intentions prussiennes. Une soupe à l'oignon avec une sauce aux raisins secs, comme le dit le garçon de courses de Berlin.

Au troisième acte de la médiation, la Prusse apparaît enfin comme une grande puissance européenne, et Schleinitz prépare une dépêche en deux exemplaires, l'un adressé au comte Bernstorff à Londres, l'autre au baron Bismarck à Pétersbourg, l'un devant être lu à Lord John Russell, l'autre devant être lu au prince Gorchakov³. La moitié de la dépêche consiste en des révérences et des excuses. La Prusse a mobilisé une partie de ses forces armées, et Schleinitz est intarissable sur la motivation de cet acte audacieux. Dans la lettre

¹ La version allemande se trouve aux pages 464-467 du vol. 13 des MEW. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 461-464.

² En français dans le texte de Marx. La formule est prêtée à l'abbé Sieyès lors du vote, le 17 janvier 1793, par la Convention française de la condamnation à mort de Louis XVI. Il est probable que le déterminant « sans phrase » a été ajouté par le sténographe de l'Assemblée, indiquant ainsi le fait que Sieyès, en se prononçant à la tribune, n'avait ajouté aucune justification à son vote laconiquement exprimé par « la mort ».

³ Selon la *Neue Preussische Zeitung* du 24 juillet 1859.

circulaire générale aux grandes puissances européennes, datée du 19 juin, il s'agissait de la sécurité du territoire de la Confédération germanique, du rôle de puissance de médiation armée, et surtout de « prévenir les divisions de l'Allemagne ». Dans la lettre aux membres de la Confédération allemande, « cette mesure » devait « immobiliser les forces armées de la France et alléger considérablement la position de l'Autriche ». Dans la dépêche à l'Angleterre et à la Russie, il s'agit de « l'armement des voisins », de la « surveillance des événements », de « l'approche de la guerre à la frontière allemande », de la dignité, des intérêts, de la vocation, ainsi de suite. Mais « d'autre part » et « néanmoins » et « je le répète, Herr Graf, Herr Baron », la Prusse s'arme en toute bonne foi. Elle n'a « certainement pas l'intention d'ajouter de nouvelles complications ». Elle n'aspire « à aucun autre but que celui qu'elle s'est proposé il y a peu de temps en accord avec l'Angleterre et la Russie ». *Nous n'entendons pas malice*¹, s'écrie Schleinitz.

« Ce que nous désirons », c'est « la paix », et « nous faisons appel en toute confiance aux cabinets de Londres et de Pétersbourg, afin de trouver, avec eux, les moyens d'arrêter l'effusion de sang. »

Afin de se montrer digne de la confiance de l'Angleterre et de la Russie, la Prusse jure sur deux thèses russo-anglaises : la première est que l'Autriche a provoqué la guerre par les ultimatums; la seconde, que la lutte porte sur des réformes libérales-administratives et la dissolution du protectorat autrichien sur les Etats italiens voisins. L'ajustement des droits de la maison impériale autrichienne avec un « travail de réorganisation » libéral national, voilà ce que vise la Prusse. Enfin, la Prusse croit, comme le dit Schleinitz, aux déclarations d'abnégation de Louis Bonaparte.

Et ces insipides platitudes sont tout ce que la Prusse, « avec une pleine confiance et une sincère franchise », bredouille dans l'embaras aux grandes puissances neutres au sujet de ses « plans de médiation ». Schleinitz, « le jeune homme sobre et modeste », craint de « nuire à la question dans une certaine mesure s'il devait préciser ses idées ». Seule l'idée fixe finit par surgir : la Prusse se croit « appelée à être une puissance de médiation armée ». Que l'Angleterre et la Russie reconnaissent cette vocation ! Puissent-elles

« exprimer leurs vues sur une solution des complications actuelles et sur la manière dont elle pourrait être rendue acceptable aux parties belligérantes ».

Puissent-ils, en particulier, fournir à la Prusse des instructions qui lui permettent, sous haute licence souveraine, pour ainsi dire *avec garantie du gouvernement*², d'assumer le rôle de lion médiateur ! La Prusse veut donc jouer le lion européen, mais en qualité de Snug le menuisier³.

Lion :
Sachez donc que je suis, Snug, le menuisier,
Un lion terrible, non, pas plus qu'une lionne;
Car si je venais comme lion chercher querelle
En ce lieu, ce serait au péril de pour ma vie.

Thésée :
Une bien gentille bête et une bonne âme !

Lysandre :
Ce lion est un vrai renard pour la valeur.

Thésée :
Oui, et une oie pour la prudence.

¹ En français dans le texte.

² En français dans le texte.

³ Marx cite ici un extrait du *Songe d'une nuit d'été*, acte V, scène I, de Shakespeare. Nous citons à partir de la traduction de François-Victor Hugo (*Le théâtre complet de Shakespeare*, Editions Rencontre, volume V, p. 131).

La dépêche de Schleinitz est datée du 24 juin, le jour de la bataille de Solferino. Les deux copies de la dépêche se trouvaient encore sur le bureau de Schleinitz lorsque la nouvelle de la défaite autrichienne est arrivée à Berlin. Au même moment arrivait par la poste une dépêche de lord John Russell¹, « dans laquelle le petit homme de Mr Brougham² » d'autrefois, le « tom-tit³ » du libéralisme anglais », le héraut des « coercion-bills⁴ » irlandais, initiait la Prusse aux idées italiennes de Palmerston. Magdeburg n'est pas sur le Minicio ni Bückeburg sur l'Adige, pas plus que Harwich n'est sur le Gange ou Salford sur le Sutlej. Mais Louis Bonaparte a déclaré qu'il ne convoitait pas Magdebourg et Bückeburg. Alors pourquoi irriter le coq gaulois par des grossièretés teutonnes ? Jack Russell découvre même que lorsque la « victoire » est « acquise » sur le champ de bataille, « les combattants seront probablement très désireux de mettre un terme à la lutte épuisante ». Fort de cette ingénieuse découverte, fustigeant le désir de guerre de l'Allemagne, louant la « conduite modérée et éclairée » de la Prusse, Russell conseille fortement à Schleinitz d'imiter l'Angleterre « aussi exactement » « que les conditions en Allemagne le permettront » ! Enfin, « l'homme à tout faire⁵ » rappelle la « noble vocation à la médiation » de la Prusse et, avec son habituel petit sourire aigre-doux, le petit homme quitte son élève en constitutionnalisme avec ces mots consolants :

« Un temps viendra peut-être très bientôt où la voix des puissances amies et conciliantes pourra être entendue avec succès, et où les idées de paix ne resteront plus sans effet ! » (Dépêche de Russell à Lord Bloomfield à Berlin, datée de Londres, le 22 juin).

¹ Selon l'*Allgemeine Zeitung* du 18 juillet 59.

² En référence à Henry Peter Brougham (1778-1868), parlementaire whig et écrivain britannique. Partisan du libre échange, il a été l'un des décideurs du Reform Act de 1832. Il a également été un militant actif de l'abolition de la traite négrière.

³ « la mésange bleue »... « Zaunkönig » (le roitelet), dans la version allemande.

⁴ Les « coercion bills » étaient des lois exceptionnelles adoptées en 1833 et en 1847 par le parlement britannique pour réprimer le mouvement révolutionnaire en Irlande. Elles plaçaient l'Irlande en état de siège et conféraient des pouvoirs despotiques aux autorités anglaises.

⁵ « Jack of all trades », en anglais dans la version originale. La version allemande traduit par « Hans Dampf in allen Gassen ».

1.54. K. Marx, *Louis Napoléon et l'Italie*

*New-York Daily Tribune*¹
du 29.08.1859

Chaque jour jette une lumière nouvelle sur les paroles et les actes de Napoléon III en Italie, et nous aide à comprendre ce que la liberté « des Alpes à l'Adriatique² » signifie sur ses lèvres. La guerre, en ce qui le concerne, n'était qu'une nouvelle expédition française à Rome - à une échelle plus grande à tous égards, certes, mais dont les motifs et les résultats ne sont pas différents de ceux de l'entreprise « républicaine³ ». Après avoir « sauvé » la France d'une guerre européenne en concluant le traité de Villafranca, le Libérateur s'apprête maintenant à « sauver » la société italienne par la restauration obligatoire des princes, qu'un mot des Tuileries avait chassés du pouvoir, et par la répression militaire des mouvements populaires en Italie centrale et dans les Légations. Tandis que la presse britannique fourmillait de vagues conjectures et de *on dits*⁴ quant aux changements probables que les stipulations de Villafranca étaient susceptibles de subir lors de la conférence de Zurich, et que lord John Russell, avec l'incorrigible indiscretion qui avait incité lord Palmerston à lui confier les sceaux du Foreign Office, se sentait autorisé à déclarer solennellement à la Chambre des Communes⁵ que Bonaparte s'abstiendrait de prêter ses baïonnettes aux princes détrônés, le *Wiener Zeitung* du 8 août paraissait, avec en première page la déclaration officielle suivante :

« La Conférence de Zurich est sur le point de se réunir, afin de conclure définitivement la paix dont les grandes lignes ont été arrêtées à Villafranca. Il est difficile, si l'on considère l'importance évidente de la Conférence, de comprendre comment la presse, non seulement à l'étranger mais aussi en Autriche, a pu se sentir libre d'exprimer des doutes quant à l'exécution ou à la praticabilité des stipulations de Villafranca. Scellés par les signatures des deux empereurs, ces préliminaires de paix portent la garantie de leur exécution dans les engagements et le pouvoir de deux monarques. »

C'est un langage clair. D'une part, il y a les vaines déclamations des Italiens abusés; d'autre part, il y a le « Sic volo, sic jubeo⁶ » de François-Joseph et de Louis Bonaparte, qui est soutenu par les baïonnettes, les canons rayés et autres « *armes de précision*⁷ ». Si les patriotes italiens refusent de céder aux persuasions onctueuses, ils doivent céder à la force brute. Il n'y a pas d'autre alternative, en dépit de la déclaration de Lord John Russell - qu'il a probablement prononcée en toute bonne foi, bien que l'on ne l'ait mise dans sa bouche que pour qu'elle puisse aider à se débarrasser du Parlement britannique pendant la période prévue pour écraser l'Italie sous le talon de fer des despotes alliés. Quant au pouvoir temporel du pape dans les Légations, Louis Napoléon n'a même pas attendu la fin de la guerre pour en dicter le maintien.

¹ L'article a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 482-486.

² En référence à la « Proclamation, L'Empereur au peuple français », parue dans *Le Moniteur* du 3 mai 1859.

³ Il s'agit de l'envoi d'un corps expéditionnaire en Italie en avril 1849 sous le prétexte de défendre la République romaine. Initiée par le président de la République française, Louis Bonaparte, cette invasion de la République romaine visait à restaurer le pouvoir temporel du pape.

⁴ En français dans le texte.

⁵ En référence au discours du 22.07.59 de John Russel devant la Chambre des communes.

⁶ Une citation des *Satires* de Juvénal (la satire VI intitulée « Les femmes », vers 223) : « Hoc volo, sic jubeo; sit pro ratione voluntas » : « Ainsi je le veux, ainsi je l'ordonne; ma volonté fait droit ».

⁷ En français dans le texte.

Les préliminaires de Villafranca stipulent la restauration des princes autrichiens en Toscane et à Modène. Le retour au pouvoir de la duchesse de Parme¹ n'était pas compris dans les conditions, car François-Joseph voulait assouvir sa vengeance sur cette princesse pour avoir refusé ouvertement de lier ses fortunes à celles de l'Autriche. Pourtant, avec sa magnanimité naturelle, Louis Napoléon a daigné écouter les humbles prières de la *donna errante*. Par l'intermédiaire de Walewski², il a donné sa parole d'honneur à Sr. Mon³, ambassadeur d'Espagne à Paris, qui est aussi le plénipotentiaire de la duchesse, qu'elle sera rétablie sur un trône sur la même étendue de territoire qu'auparavant, à l'exception, peut-être, de la forteresse de Plaisance, qui sera cédée à Victor-Emmanuel s'il se comporte bien à la conférence de Zurich. A l'idée de jouer le rôle de protecteur de la sœur des Bourbons, le parvenu ne s'est pas seulement immensément senti flatté, mais il a pensé avoir enfin trouvé un moyen sûr de se concilier la bonne volonté du faubourg Saint-Germain⁴, qui avait jusqu'alors repoussé avec mépris ses avances et manifesté à son égard une attitude hautaine de réserve.

Mais comment le « Libérateur des nationalités » allait-il devenir le missionnaire de « la loi et l'ordre public », le sauveur de la « société instituée » ? Comment réussir à assumer ce rôle moins poétique ? C'était un grand pas en arrière. Créer et prolonger l'incertitude du public quant à la signification réelle des préliminaires de Villafranca, et l'alimenter en rumeurs folles et en sages conjectures, était évidemment une méthode pour préparer progressivement l'Europe au pire. Lord Palmerston, qui déteste l'Autriche, prétend aimer l'Italie et est notoirement le confident de Napoléon III, a aidé l'homme de décembre à franchir ce terrain glissant. Après avoir renversé le ministère Derby, en raison de ses sympathies autrichiennes, Palmerston semblait s'être porté garant devant toute l'Europe, et surtout devant l'Italie, des intentions sincères de Napoléon III, son auguste allié. Ainsi, il a tranquillement mis le Parlement hors d'état de nuire, si tant est qu'il ne l'ait pas renvoyé chez lui avec un mensonge délibéré à l'oreille. Sa déclaration sans équivoque selon laquelle l'Angleterre n'a pas encore pris la décision de participer ou non au Congrès européen⁵ - qui sanctionnera probablement les conclusions de la Conférence de Zurich, et allégera ainsi le fardeau de l'odieux qui reposerait autrement sur les épaules de Napoléon, en le répartissant entre toutes les puissances d'Europe - est contredite par les journaux prussiens, qui ont publié une note semi-officielle, affirmant que l'Angleterre et la Russie ont conjointement fait appel à la Cour de Berlin, et demandé sa participation à ce Congrès européen⁶.

La deuxième démarche de Napoléon, qu'il n'a pas entreprise avant que l'excitation fiévreuse de l'esprit public ne soit quelque peu apaisée, a eu lieu en Sardaigne. Il s'efforça de convaincre Victor-Emmanuel de faire son travail pour lui - une chose qui n'était pas facile à gérer. Ce que l'Autriche et ses vassaux avaient perdu, Victor-Emmanuel semblait l'avoir gagné. Il était devenu, en fait mais pas encore officiellement, le régent de l'Italie centrale et des Légations, des pays dont les habitants proclamaient généralement sa dynastie par haine de l'Autriche, sinon par amour du Piémont. La première revendication que le croisé français de la liberté adressa à son nouveau vassal fut qu'il renonçât à la direction officielle du mouvement populaire. Ce que Victor-Emmanuel ne pouvait refuser. Il a retiré les commissaires sardes des duchés et des

¹ Louise d'Artois, fille du duc de Berry et de Caroline de Naples et de Sicile. En 1845, elle avait épousé Charles III de Parme qui sera assassiné le 26 mai 1854. La duchesse de Parme assurera alors la régence du royaume de mars 1854 à juin 1859.

² Alexandre Walewski (qui était le fils naturel de Napoléon Ier et de la polonaise Marie Walewska) était à cette date ministre des Affaires étrangères de la France.

³ Alejandro Mon y Menéndez, ambassadeur d'Espagne en France de 1858 à 1862.

⁴ Le quartier aristocratique de Paris.

⁵ En référence au discours du 8.08.59 de Lord Palmerston devant la Chambre des communes.

⁶ En référence à l'*Allgemeine Zeitung* du 11.08.59.

territoires pontificaux, a rappelé Boncompagni¹ à Florence, Massimo d'Azeglio² en Romagne et Farini³ (au moins à titre officiel) à Modène⁴.

Mais le libérateur impérial n'était pas encore satisfait. L'expérience de la France lui avait permis de conclure que le suffrage populaire, s'il est bien géré, constitue le meilleur mécanisme au monde pour établir un despotisme sur une base solide et décente. Le roi de Sardaigne fut donc prié d'agir sur les élections populaires dans les provinces insurgées afin de faire apparaître la restauration de leurs princes comme la volonté du peuple. Victor-Emmanuel ne voulut évidemment pas entendre parler d'une requête dont l'accomplissement était sûr d'anéantir à jamais les perspectives de la liberté italienne, et de transformer les *evvivas* en un cri général d'exécration dans toute la Péninsule.

On dit qu'il a répondu au comte de Reiset⁵, le tentateur français, en ces termes :

« Monsieur, je suis, avant tout, un prince italien; ne l'oubliez pas. Les intérêts de l'Italie me paraissent plus importants que ceux de l'Europe, auxquels vous vous êtes plu à faire allusion. Je ne puis prêter l'autorité de mon nom à la restauration des princes détrônés; je ne le ferai pas. J'ai déjà été trop indulgent en laissant les choses suivre leur cours comme elles le font. »

Et le roi chevaleresque aurait même ajouté :

« Si une intervention armée est décidée, vous entendrez parler de moi. Quant à la Confédération, mon intérêt et mon honneur y sont également opposés, et je la combattrai donc jusqu'à la mort⁶. ».

Peu de temps après que cette réponse eut été transmise à Paris, paraissait le célèbre article de Granier de Cassagnac⁷ sur l'ingratitude italienne, contenant la sinistre insinuation que si la protection d'une main puissante était retirée, l'aigle autrichien se percherait bientôt sur le palais royal de Turin. Victor-Emmanuel fut tout de suite informé que sa possession de Plaisance dépendrait de sa bonne conduite, et que l'influence relative des princes italiens dans la Confédération proposée était encore un sujet de débat. Et le coup de grâce lui fut donné en mettant sur le tapis la question de la nationalité de la Savoie, accompagnée de l'insinuation que, si Bonaparte avait aidé Victor-Emmanuel à libérer l'Italie du joug de l'Autriche, il ne pouvait guère refuser de libérer la Savoie du joug de la Sardaigne. Ces menaces prirent bientôt une forme tangible dans l'agitation qui, à un signal de Paris, éclata parmi le parti féodal et catholique de la Savoie.

« Les Savoyards », s'exclame un journal parisien, « sont las de dépenser leur argent et de verser le sang de leurs fils pour la cause italienne. »

C'était là un *argumentum ad hominem* fort à l'adresse de Victor-Emmanuel et, s'il n'a pas accepté directement la tâche qui lui était assignée, il y a quelque raison de craindre qu'il ait au moins pro-

¹ Carlo Bon Compagni de Mombello, ministre plénipotentiaire du Piémont à Florence.

² Massimo Taparelli, marquis d'Azeglio, ministre plénipotentiaire sarde en Romagne.

³ Luigi Carlo Farini, collaborateur de Cavour. Il avait été nommé, en 1859, gouverneur de Modène.

⁴ Victor-Emmanuel avait envoyé les plénipotentiaires extraordinaires de Sardaigne susmentionnés dans les Duchés et en Romagne (territoire papal), où la population s'était soulevée contre la domination autrichienne, afin de préparer l'annexion de ces territoires au Royaume de Sardaigne. Après la conclusion de la paix de Villafranca, qui a provoqué un mouvement de protestation dans toute l'Italie, Victor-Emmanuel avait retiré ces plénipotentiaires sous la pression de la France.

⁵ Gustave Armand Henri, comte de Reiset avait été envoyé en mission spéciale auprès de Victor-Emmanuel II pour conclure le traité de paix de Zurich.

⁶ Marx cite l'*Indépendance belge* du 9 août 1859.

⁷ L'article du journaliste français Granier de Cassagnac a été publié sous le titre « L'ingratitude de l'Italie » dans le journal *Le Constitutionnel* du 3 août 1859.

mis d'ouvrir la voie à une intervention française armée. Si l'on se fie aux renseignements contenus dans le télégramme daté de Parme, le 9 août, selon lequel « les Piémontais ont été chassés de la ville, et la République rouge proclamée, tandis que les propriétaires et les amis de l'ordre prennent la fuite¹ », cela est de mauvais augure pour l'avenir. Mais vrai ou faux, ce pourrait bien être le signal pour le « Sauveur de l'Ordre et de la Propriété » d'intervenir, de faire marcher ses zouaves contre les « incorrigibles anarchistes » et de dégager la route pour le retour des princes, dont l'un, le fils en faveur duquel le grand-duc de Toscane² a abdiqué, a été gratifié d'une « réception cordiale » aux Tuileries. Et les troupes françaises, qui sont sur le chemin du retour, ont reçu l'ordre de rester en Italie, de sorte que les obstacles à la réussite des négociations de Zurich disparaîtront bientôt.

¹ En référence à un article de l'*Allgemeine Zeitung* du 12.08.59.

² En référence à Ferdinand IV et à son père Léopold II.

1.55. Karl Marx, *L'avenir de l'Italie*

La paternité de cet article n'est pas formellement établie. Le texte n'est du reste pas reproduit par le volume 13 des MEW. Il semble de surcroît que les rédacteurs du *Tribune* ont apporté quelques modifications à l'article qui a paru comme éditorial¹.

*

Marx procède dans cet article à un commentaire de la déclaration du 8 septembre 1859 parue dans l'édition du 9 septembre 1859 du *Moniteur universel*.

Il nous paraît opportun de reproduire d'abord le texte de cette déclaration.

Le voici :

« Quand les faits parlent d'eux-mêmes, il semble, au premier abord, inutile de les expliquer. Cependant, lorsque la passion ou l'intrigue défigurent les choses les plus simples, il devient indispensable d'en rétablir le caractère, afin que chacun puisse apprécier en connaissance de cause la marche des événements.

Au mois de juillet dernier, lorsque les armées franco-sardes et autrichiennes étaient en présence entre l'Adige et le Mincio, les chances étaient à peu près égales des deux côtés : car, si l'armée franco-sarde avait pour elle l'influence morale des succès obtenus, l'armée autrichienne était numériquement plus forte et s'appuyait non seulement sur des forteresses redoutables mais encore sur toute l'Allemagne, prête, au premier signal, à prendre fait et cause pour elle. Cette éventualité se réalisant, l'Empereur Napoléon était forcé de retirer ses troupes des bords de l'Adige pour les porter sur le Rhin, et, dès lors, la cause italienne pour laquelle la guerre avait été entreprise se trouvait sinon perdue, du moins grandement compromise.

Dans ces graves circonstances, l'Empereur pensa qu'il serait avantageux pour la France d'abord, pour l'Italie ensuite, de conclure la paix, pourvu que les conditions fussent conformes au programme qu'il s'était imposé et utiles à la cause qu'il voulait servir.

La première question était de savoir si l'Autriche céderait par traité le territoire conquis; la seconde, si elle abandonnerait franchement la suprématie qu'elle s'était acquise dans toute la Péninsule; si elle reconnaissait le principe d'une nationalité italienne, en admettant un système fédératif; si, enfin, elle consentirait à doter la Vénétie d'institutions qui en fissent une véritable province italienne.

Relativement au premier point, l'empereur d'Autriche céda sans contestation le territoire conquis, et, relativement au second, il promit les plus larges concessions pour la Vénétie, admettant pour son organisation future la position du Luxembourg vis-à-vis de la Confédération germanique; mais il mettait à ces concessions, pour condition *sine qua non*, le retour des Archiducs dans leurs Etats.

Ainsi la question se trouvait bien nettement posée à Villafranca : ou l'Empereur ne devait rien stipuler pour la Vénétie et se borner aux avantages acquis par les armes, ou bien, pour obtenir des concessions importantes et la reconnaissance du principe de la nationalité, il devait donner son adhésion au retour des archiducs. Le bon sens traçait donc sa conduite, car il ne s'agissait nullement de ramener les archiducs avec le concours de troupes étrangères, mais au contraire de les faire rentrer, avec des garanties sérieuses, par la libre volonté des populations auxquelles on ferait comprendre combien ce retour était dans les intérêts de la grande patrie italienne.

Voici, en peu de mots, l'exposé véritable de la négociation de Villafranca, et pour tout esprit impartial, il est évident que l'Empereur Napoléon obtenait, par le traité de paix, autant et plus peut-être qu'il n'avait conquis par les armes. Il faut même bien le reconnaître, ce n'est pas sans un sentiment de profonde sympathie que l'Empereur Napoléon vit avec quelle franchise et quelle résolution l'empereur François-Joseph renonçait, dans l'intérêt de la paix européenne et dans le désir de rétablir de bonnes relations avec la France, non seulement à une de ses plus belles provinces, mais encore à la politique dangereuse peut-être, en tout cas non dépourvue de gloire, qui avait assuré à l'Autriche la domination de l'Italie.

En effet, si le traité était sincèrement exécuté, l'Autriche n'était plus pour la Péninsule cette puissance ennemie et redoutable contrariant toutes les aspirations nationales, depuis Parme jusqu'à Rome et depuis Florence jusqu'à Naples; mais elle devenait au contraire une puissance amie, puisqu'elle consentait

¹ Les rédacteurs des MECW s'appuient sur le contenu de la lettre de Marx à Engels du 5 septembre 59 : « J'ai écrit sur l'Italie et sur la Hongrie », lui écrivait-il. Sur la Hongrie ? Il s'agissait de l'article « Kossuth et Louis Napoléon » paru dans le *New-York Daily Tribune* du 24 septembre 59. Sur l'Italie ? Il s'agit sans doute de cet article.

de plein gré à ne plus être puissance allemande de ce côté des Alpes et à développer elle-même la nationalité italienne jusqu'aux rivages de l'Adriatique.

D'après ce qui précède, il est facile de comprendre que si, après la paix, les destinées de l'Italie eussent été confiées à des hommes plus préoccupés de l'avenir de la patrie commune que de petits succès partiels, le but de leurs efforts aurait été de développer et non d'entraver les conséquences du traité de Villafranca. Quoi de plus simple et de plus patriotique, en effet, que de dire à l'Autriche : Vous désirez le retour des archiducs ? Eh bien ! Soit; mais alors exécutez loyalement vos promesses concernant la Vénétie : qu'elle reçoive une vie à elle propre; qu'elle ait une administration et une armée italiennes; en un mot, que l'empereur d'Autriche ne soit plus, de ce côté des Alpes, que le grand-duc de la Vénétie, comme le roi des Pays-Bas n'est pour l'Allemagne que le grand-duc du Luxembourg.

Il est possible même que, par suite de négociations franches et amicales, on eût amené l'empereur d'Autriche à adopter des combinaisons plus en rapport avec les vœux manifestés par les duchés de Modène et de Parme.

L'Empereur Napoléon, après ce qui s'est passé, devait compter sur le bon sens et le patriotisme de l'Italie, et croire qu'elle comprendrait le mobile de sa politique qui se résume par ces paroles : « Au lieu de risquer une guerre européenne et par conséquent l'indépendance de son pays; au lieu de dépenser encore 300 millions et de répandre le sang de 50.000 de ses soldats, l'Empereur Napoléon a accepté une paix qui sanctionne, pour la première fois depuis des siècles, la nationalité de la Péninsule. Le Piémont, qui représente plus particulièrement la cause italienne, trouve sa puissance considérablement augmentée, et, si la confédération s'établit, il y jouera le principal rôle; mais une seule condition est mise à tous ces avantages, c'est le retour des anciennes maisons souveraines dans leurs Etats. ».

Ce langage, nous le croyons encore, sera compris de la partie saine de la nation, car sans cela qu'arrivera-t-il ? Le Gouvernement français l'a déjà déclaré : les archiducs ne seront pas ramenés dans leurs Etats par une force étrangère, mais une partie des conditions de la paix de Villafranca n'étant pas exécutée, l'empereur d'Autriche se trouvera délié de tous les engagements pris en faveur de la Vénétie. Inquiété par des démonstrations hostiles sur la rive droite du Pô, il se maintiendra en état de guerre sur la rive gauche et, au lieu d'une politique de conciliation et de paix, on verra renaître une politique de défiance et de haine qui amènera de nouveaux troubles et de nouveaux malheurs.

On semble espérer beaucoup d'un congrès européen; nous l'appelons nous-mêmes de tous nos vœux, mais nous doutons fort qu'un congrès obtienne de meilleures conditions pour l'Italie. Un congrès ne demandera que ce qui est juste; et serait-il juste de demander à une grande puissance d'importantes concessions sans lui offrir en échange des compensations équitables ? Le seul moyen serait la guerre; mais que l'Italie ne s'y trompe pas, il n'y a qu'une seule puissance en Europe qui fasse la guerre *pour une idée* : c'est la France, et la France a accompli sa tâche. »

*

Nous découvrons à présent l'article de Marx.

*New-York Daily Tribune*²
du 29.09.1859

Le fameux article sur les affaires italiennes, dans le *Moniteur* du 9 septembre, supposé venir directement de Louis Napoléon lui-même, et qui a été l'occasion de tant de commentaires, peut être considéré comme comprenant trois sujets principaux.

Le premier de ces sujets est une apologie du traité de Villafranca³, et surtout de la partie de ce traité qui prévoyait la restauration

² Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 504-507.

³ Pour rappel : le 8 juillet 1859, les empereurs de France et d'Autriche se sont réunis séparément - sans le roi du Piémont - à Villafranca, où ils ont conclu un accord d'armistice. Cette réunion a été initiée par Napoléon III, par crainte que la guerre prolongée ne donne une nouvelle impulsion aux mouvements révolutionnaires et de libération nationale en Italie et dans d'autres Etats européens. Le 11 juillet, la France et l'Autriche signent une paix préliminaire en vertu de laquelle l'Autriche cède à la France ses droits sur la Lombardie et la France transfère ce territoire au Piémont. Venise devait rester sous le pouvoir suprême de l'Autriche et les souverains des Etats d'Italie centrale devaient être rétablis sur leurs trônes. Il était prévu de créer une confédération d'Etats italiens sous la présidence d'honneur du pape.

des archiducs expulsés. Le deuxième sujet est un aveu que le traité, et la guerre coûteuse qui l'a précédé, n'ont absolument pas permis de régler les affaires italiennes, et une tentative de faire passer la responsabilité de cet échec du traité lui-même sur les épaules de ceux qui ont fait obstacle à la restauration stipulée des souverains expulsés. Le troisième sujet est un avertissement aux Italiens, que puisqu'ils ne veulent pas se conformer aux arrangements que l'Empereur des Français a jugé bon de faire pour eux, ils n'ont plus rien à attendre de lui, et qu'ils doivent se préparer à voir l'Autriche reprendre, sans plus aucune intervention de la part de la France, son ancienne position d'opresseur des Italiens se retrouvant sous sa domination immédiate, et d'ennemi jaloux, amer, et toujours vigilant de la nationalité italienne, menaçant l'Italie avec une grande armée et la maintenant dans un état constant d'inquiétude et de méfiance.

L'excuse donnée pour pactiser et pour laisser à l'Autriche, par ce traité, la possession d'une partie importante de l'Italie, contrairement au programme avec lequel la guerre avait commencé, est premièrement la force de l'Autriche elle-même, malgré ses défaites avec des forces encore numériquement supérieures, et maintenant soutenues par de formidables forteresses, et, deuxièmement et principalement, le danger imminent d'une ingérence de la part de l'Allemagne, qui aurait contraint l'empereur Napoléon à transférer ses efforts militaires sur les rives du Rhin, risquant ainsi sérieusement de perdre les avantages déjà acquis en Italie. Pour justifier l'accord sur le rétablissement des archiducs bannis, Napoléon invoque le fait que ce n'est que par cette concession qu'il pouvait amener l'empereur d'Autriche⁴ à se joindre à la Confédération italienne proposée et, ce faisant, à reconnaître la nationalité italienne et à abandonner volontairement la suprématie et le contrôle qu'elle avait acquis sur la péninsule italienne et qui avait été l'occasion de la dernière guerre. Il présente également comme une autre raison de son consentement à la restauration des archiducs, une contre-stipulation de la part de l'Autriche, dont on entend parler pour la première fois, à savoir de donner à la Vénétie un gouvernement propre, distinct de l'administration générale de l'Empire autrichien - en fait, de la convertir de province autrichienne, maintenue aux mains d'un conquérant par la force militaire, en une principauté italienne, avec une administration locale distincte, et, en tant que membre de la Confédération italienne, participant aux avantages de la nationalité italienne. Il donne aussi cette excuse supplémentaire pour une stipulation qui semblait trahir et abandonner ceux qu'il avait incités à agir, et par laquelle sa popularité italienne a si sévèrement souffert, qu'il n'était nullement question de ramener les archiducs par l'assistance de troupes étrangères, mais d'effectuer leur retour avec le consentement du peuple, et avec des garanties quant à l'avenir.

L'article entreprend de dresser ensuite un tableau rayonnant de ce que l'on aurait pu attendre si les arrangements convenus pour l'Italie par les deux empereurs avaient été franchement adoptés par le peuple italien et mis en application. L'Autriche se serait immédiatement transformée de crainte et de terreur de l'Italie en une puissance amie ou du moins inoffensive. La Confédération italienne, en donnant à la nationalité italienne une existence pratique, aurait eu comme membre le plus influent la Sardaigne, représentante de la cause de l'Italie. Mais, au grand dam de la plume impériale du *Moniteur*, tous ces espoirs ont été déçus par l'étroitesse d'esprit et l'égoïsme, comme il le prétend, de ceux qui ont fait et font encore obstacle à la restauration des archiducs bannis; et, en raison de leur conduite, il déclare que la guerre et le traité sont un échec complet. Puisque cette partie du traité a manqué son effet, il déclare que l'Autriche est libérée de ses stipulations en faveur de la Vénétie et de la Confédération italienne. Elle est maintenant libre, sur ces deux points, de poursuivre son

Les préliminaires de Villafranca ont servi de base au traité de paix conclu à Zurich le 10 novembre 1859 entre la France, l'Autriche et le Piémont.

⁴ François-Joseph.

ancienne politique - de faire des armements maintenus sur la rive sud du Pô une raison pour maintenir sur un pied de guerre ses propres forces sur la rive opposée, et, en fait, d'assumer, pour ce qui concerne tout le reste de l'Italie, exactement la même position que celle qui a conduit à la dernière guerre, et qui ne peut manquer à la fin de conduire à de nouveaux problèmes et désastres.

La déclaration selon laquelle il n'a pas été question à Villafranca d'employer une force armée pour le rétablissement des archiducs expulsés semble être comprise en Italie comme équivalant à une déclaration de la part de Napoléon qu'il ne permettra pas qu'une force armée étrangère soit employée dans ce but, et à ce point de vue, cet article du *Moniteur* a été reçu avec satisfaction. Mais il n'admet aucune interprétation de ce genre. Tout au plus peut-on dire que Napoléon ne s'est pas engagé à intervenir par la force pour l'exécution de cette disposition du traité, et qu'il n'a pas l'intention de le faire. Mais il n'y a pas la moindre indication que si l'Autriche jugeait bon de franchir le Pô, ce pour quoi elle pourrait facilement trouver des prétextes, il se considère comme obligé d'intervenir. D'autre part, il ne peut être compris comme donnant un signe qu'il a terminé de jouer le jeu de l'intervention italienne et qu'il se lave les mains de toute responsabilité pour ce qui pourrait se passer ultérieurement en Italie. En faisant référence au Congrès européen proposé sur les affaires italiennes, il suggère même que rien ne peut être obtenu de l'Autriche sans compensation. Du moins, la seule autre alternative est la guerre. À cet égard, la France a fait tout ce qu'elle avait l'intention de faire, et les Italiens chercheront en vain quelqu'un d'autre prêt à faire la guerre pour eux.

En vérité, cet article semble offrir cette alternative aux Italiens, soit de se soumettre à la restauration des archiducs, soit d'abandonner tout espoir d'une nouvelle intervention française, et de se préparer à traiter avec l'Autriche comme ils le peuvent. En vérité, d'après le ton élogieux avec lequel l'article fait allusion à l'empereur d'Autriche, et le fait qu'il est prêt, dans l'intérêt d'une bonne entente avec la France, à faire les sacrifices qu'il a faits à la paix de Villafranca, il ne semble certainement pas qu'il y ait actuellement la moindre disposition à engager une nouvelle querelle avec lui. D'autre part, l'objet principal de ce manifeste semble être de faire savoir à l'Autriche qu'en ce qui concerne la France, elle est libre de traiter l'Italie comme elle l'entend. Après avoir dépensé cent millions de dollars et utilisé 50.000 hommes pour établir une Confédération italienne, qui s'avère être une chimère, l'Empereur des Français propose de se retirer de toute autre préoccupation spéciale dans les affaires italiennes.

1.56. K. Marx, *Une vue radicale sur la paix*

New-York Daily Tribune¹
du 08.11.1859

Le traité de paix conclu à Zurich entre les plénipotentiaires de France et d'Autriche apparaît, dans ses traits principaux, comme une simple reproduction des articles stipulés à Villafranca². Les négociations pour la paix définitive ayant pris à peu près deux fois plus de temps que les opérations de la guerre qui s'est arrêtée brusquement devant les murs de Mantoue, il y avait beaucoup de gens confiants prêts à expliquer la lenteur des pacificateurs par une machination ténébreuse de Louis Bonaparte, qui, disait-on, voulait donner aux Italiens toute latitude pour prendre leurs affaires en main, afin que, l'unité italienne s'étant consolidée, le libérateur français pût, de bonne grâce, revenir sur les concessions maladroites faites à François-Joseph, et, libéré de la parole donnée, invoquer la force supérieure du *fait accompli*³. Les contrats politiques ne sont pas exempts des aléas des contrats civils, qui, selon le Code Napoléon, sont annulés par l'intervention d'une *force majeure*⁴. Les gens qui argumentent ainsi ont encore trahi leur triste ignorance, non seulement du caractère de leur héros chéri, mais de la diplomatie traditionnelle de la France, depuis le Cardinal rouge⁵ jusqu'à l'Homme de Décembre, et depuis les débauchés du Directoire jusqu'aux Bleus de 1848⁶. Le premier principe de cette diplomatie traditionnelle proclame que le premier devoir de la France est d'empêcher la formation à ses frontières d'Etats puissants, et, par conséquent, de maintenir en toutes circonstances les Constitutions anti-unitaires de l'Italie et de l'Allemagne. C'est la même politique qui a dicté la paix de Münster⁷, et la paix de Campoformio⁸.

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 532-535.

² Le 16 octobre 1859, l'Autriche, la France et la Sardaigne se réunirent en conférence à Zurich pour élaborer les termes d'un traité de paix définitif. Signé le 10 novembre, le traité de paix de Zurich était basé, avec certaines modifications, sur les termes du traité de paix préliminaire de Villafranca et se composait de trois documents diplomatiques distincts : le traité austro-français, le traité franco-sarde sur le transfert de la Lombardie à la Sardaigne, et un traité général austro-franco-sarde.

³ En français dans le texte de Marx

⁴ La *force majeure*, en français dans le texte de Marx, est une disposition de l'article 1148 du Code Napoléon qui stipule : « Il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit ». (Source : Wikisource, « Code civil des Français 1804, Livre III, Titre III – Des contrats ou des obligations conventionnelles en général »)

⁵ Le cardinal Richelieu.

⁶ Le Directoire (composé de cinq directeurs, dont l'un était réélu chaque année) était le principal organe exécutif en France, institué conformément à la Constitution de 1795 adoptée après la chute de la dictature révolutionnaire des Jacobins en 1794. Jusqu'au coup d'État bonapartiste de 1799, le Directoire est le gouvernement de la France. Il a maintenu un régime de terreur contre les forces démocratiques et a défendu les intérêts de la grande bourgeoisie. Les « bleus » de 1848 est le nom donné en France aux républicains bourgeois par opposition aux « rouges » (républicains petits-bourgeois et socialistes, le parti dit de la Montagne) et aux « blancs » (monarchistes, réunis dans le parti de l'ordre). La dictature des « bleus », dirigée par Cavaignac, s'établit lors de la répression du soulèvement du prolétariat parisien en juin 1848 et dura jusqu'aux élections présidentielles de décembre de la même année.

⁷ Le traité de paix de Munster du 24 octobre 1648, l'un des traités connus dans l'histoire sous le titre général de traité de Westphalie, mit fin à la guerre européenne de Trente Ans (1618-48). En vertu de ce traité conclu entre les représentants de l'Empire allemand et les princes allemands, d'une part, et la France, d'autre part, la France recevait l'Alsace (sans Strasbourg) et voyait confirmés ses droits sur les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun; les princes allemands étaient reconnus comme des souverains ayant le droit de conclure des traités et des accords politiques avec d'autres pays indépendamment de l'empereur allemand. Le traité de Münster conduisit à un nouvel affaiblissement de l'Empire allemand et consolida la position dominante de la France en Europe centrale et occidentale.

⁸ Le traité de Campoformio, signé le 17 octobre 1797, conclut la guerre victorieuse de la République française contre l'Autriche, membre de la première coalition anti-française. En vertu de ce traité, une partie du territoire de la République de Venise, comprenant Venise, l'Istrie et la Dalmatie, était cédée à l'Autriche en échange de concessions sur la frontière rhénane. Une autre partie fut cédée à la République

Le véritable objectif visé par les transactions de Zurich, qui sont passées pour tuer le temps, est maintenant devenu aussi clair que le jour. Si, au début de juillet, Louis Bonaparte avait essayé d'appliquer les stipulations de Villafranca, à un moment où sa propre armée était en pleine victoire, où la passion populaire était vive en Italie, et où la France apaisait son orgueil blessé par le rêve chimérique qu'elle supportait l'esclavage dans son pays pour dispenser de la liberté à l'étranger, l'usurpateur hollandais aurait déchainé contre lui-même des puissances antagonistes féroces, plus difficiles à affronter que le quadrilatère rebelle du Mincio et de l'Adige. Il n'aurait pas pu compter sur sa propre armée, il aurait poussé l'Italie à l'action, et il aurait pu donner le signal d'une insurrection à Paris pour passer de la sublimité mélodramatique, préparée pour l'occasion, à la vulgarité prosaïque d'une imposture préconçue, il ne manquait que le temps. Il y a toujours une armée française sur le sol italien, mais d'une armée de libération, elle s'est transformée en une armée d'occupation, dont les rapports quotidiens avec les autochtones sont tout sauf aimables - la familiarité ayant, comme d'habitude, engendré le mépris. La France, de son côté, s'est réveillée de son rêve éphémère, frémissant devant le danger d'une coalition européenne, méditant sur une ancienne armée perdue et sur une nouvelle dette publique créée, et se méfiant plus que jamais des *idées napoléoniennes*¹. Quant à l'Italie elle-même, il faut juger de son état par les faits, non par les proclamations. Il y a Garibaldi qui n'arrive pas à obtenir l'argent nécessaire à l'armée des volontaires², et il y a cette même armée dont les effectifs paraissent presque ridicules si on les compare à ceux qui affluaient sous les étendards de la Prusse, pendant la guerre d'indépendance³, à une époque où la Prusse avait pris des dimensions plus réduites que la Lombardie.

Mazzini lui-même, dans son appel à Victor-Emmanuel⁴, avoue que le flot d'enthousiasme national se fige rapidement dans les mares provinciales, et que les conditions d'un retour à l'ancien état de choses sont en train de mûrir de la meilleure façon qui soit. Il est vrai que le morne *intermezzo* entre le traité de Villafranca et la paix de Zurich a été rempli, dans les Duchés et la Romagne, par quelques grandes actions d'Etat⁵, sous la direction de metteurs en scène piémontais; mais, malgré les bruyants applaudissements de toutes les galeries de l'Europe, ces filous de la politique n'ont fait que le jeu de leurs ennemis secrets. Les Toscans, les Modénais, les Parmesans et les Romagnols pouvaient à loisir établir des gouvernements provisoires, pour déposer leurs princes absents de leurs petits trônes, et pour proclamer Victor-Emmanuel le *Re eletto*⁶; mais, en même temps, on leur enjoignait strictement de se contenter de ces

cisalpine formée par Napoléon Ier au cours de l'été 1797 à partir des terres qu'il avait conquises en Italie du Nord. Les îles ioniennes et les possessions de la République vénitienne sur la côte albanaise étaient également annexées à la France.

¹ En français dans le texte, en référence à l'écrit de Napoléon III.

² Craignant l'essor du mouvement révolutionnaire dans le pays, Victor-Emmanuel II fit tout son possible, pendant la guerre avec l'Autriche, pour restreindre l'action du corps de volontaires de Garibaldi, soutenu par le peuple, en le soumettant aux conditions les plus défavorables. Après la conclusion du traité de Villafranca entre la France et l'Autriche, Garibaldi propose de poursuivre la lutte contre les Autrichiens, mais le corps de volontaires est dissous sur l'insistance de Victor-Emmanuel en novembre 1859.

³ Il s'agit de la guerre de libération nationale de la Prusse contre la France napoléonienne en 1813-15.

⁴ Dans une lettre adressée à Victor-Emmanuel II, le 16 septembre 1859, Mazzini proposa au roi de prendre la tête de la lutte pour la libération et l'unification de toute l'Italie, d'insurger l'Italie du Sud avec l'aide de Garibaldi et d'entreprendre une campagne contre Rome. Les propositions de Mazzini n'eurent aucun écho.

⁵ Il s'agit vraisemblablement des *Haupt und Staatsaktionen* (« actions principales et spectaculaires »). Ce terme a un double sens. Tout d'abord, au XVIIe siècle et dans la première moitié du XVIIIe siècle, il désignait les pièces jouées par les compagnies allemandes en tournée. Ces pièces étaient des tragédies historiques plutôt informes, grandiloquentes et en même temps grossières et farcesques. Deuxièmement, ce terme peut désigner des événements politiques majeurs. Il a été utilisé dans ce sens par un courant de la science historique allemande connu sous le nom d'« historiographie objective ». Léopold Ranke en était l'un des principaux représentants. Il considérait les Haupt- und Staatsaktionen comme le sujet principal de l'histoire.

⁶ Le roi élu.

formalités, de se tenir tranquilles, et de laisser le reste à la providence française qui était sur le point de régler leurs destinées à Zurich, et qui avait une aversion particulière pour les accès d'enthousiasme, les explosions de passions populaires, et les *allures révolutionnaires*¹ en général.

Ils devaient tout attendre, non pas de la vigueur de leurs efforts, mais de la modestie de leur comportement, non pas de leur propre pouvoir, mais de la grâce d'un despote étranger.

Aucun domaine ne pouvait pas être transféré plus calmement d'un propriétaire à un autre que l'Italie centrale du joug étranger à l'autonomie nationale. Rien ne fut changé dans l'administration intérieure, toute agitation populaire fut réduite au silence, la liberté de la presse elle-même étouffée, et, pour la première fois peut-être dans l'histoire de l'Europe, les fruits d'une révolution semblaient être recueillis sans que les épreuves d'une révolution soient subies. Avec tout cela, l'atmosphère politique de l'Italie s'était suffisamment refroidie pour permettre à Louis Bonaparte de sortir ses conclusions toutes faites et de laisser les Italiens à leur impuissance furieuse. Avec une armée française à Rome, une autre armée française en Lombardie, une armée autrichienne descendant du Tyrol, une autre armée autrichienne tenant le quadrilatère, et, par-dessus tout, avec l'éteignoir si bien placé sur l'enthousiasme populaire par ses gestionnaires piémontais, il ne reste actuellement que peu d'espoir pour l'Italie. Quant à la paix de Zurich elle-même, nous attirons particulièrement l'attention sur deux articles² qui ne se trouvent pas dans la première édition du traité. Par l'un de ces articles, la Sardaigne se voit imposer une dette de 250.000.000 frs, en partie à payer à François-Joseph, en partie résultant de la responsabilité qui lui est imposée pour les trois cinquièmes des engagements de la banque lombardo-vénitienne. Avec cette nouvelle dette de 250.000.000 frs. ajoutée aux dettes contractées pendant l'expédition de Crimée et la dernière guerre d'Italie, à côté d'un petit billet³ pour son patronage armé que Louis Bonaparte a présenté depuis quelques jours, la Sardaigne se trouvera bientôt au niveau de prospérité financière de son adversaire détesté.

L'autre article auquel il est fait allusion stipule que

« les limites territoriales des Etats indépendants d'Italie, qui n'ont pas pris part à la dernière guerre, ne peuvent être modifiées qu'avec l'assentiment des autres puissances d'Europe, qui ont participé à la formation et à la garantie de l'existence de ces Etats. ». En même temps, « les droits des princes de Toscane, de Modène et de Parme, sont *expressément réservés* par les hautes puissances contractantes. ».

Ainsi, les gouvernements provisoires italiens, qui ont joué le rôle qui leur était dévolu, sont ignorés avec le plus grand mépris, et les populations, qu'ils ont réussi à maintenir dans un état de passivité si normal, peuvent, si elles le souhaitent, aller mendier aux portes des auteurs du traité de Vienne.

¹ En français dans le texte.

² En référence aux articles 7 et 8 du traité.

³ L'article 4 du traité franco-sarde sur la cession de la Lombardie à la Sardaigne stipulait que la Sardaigne verserait à la France 60 millions de francs « de manière à diminuer les dépenses que la France a contractées à l'occasion de la dernière guerre ».

2.1. K. Marx, *La situation dans les manufactures britanniques*

*New-York Daily Tribune*¹
du 15.03.1859

Les inspecteurs des manufactures d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande ayant publié leurs rapports semestriels périodiques, clôturés en date du 31 octobre 1858, sur leurs circonscriptions respectives, je vous envoie mon résumé habituel de ces très importants bulletins industriels. Le rapport collectif est cette fois condensé en quelques lignes, et déclare seulement que, à la seule exception de l'Écosse, les entorses que font les fabricants au temps légal d'emploi des jeunes gens et des femmes², et en particulier au temps réservé à leurs repas, augmentent rapidement. Les inspecteurs estiment donc qu'il leur incombe d'insister pour que ces contournements de la loi soient empêchés par un acte rectificatif.

« Les imperfections », disent-ils, « des lois sur les fabriques, qui rendent extrêmement difficile aux inspecteurs et aux sous-inspecteurs de détecter et de condamner les contrevenants, et de réaliser les intentions évidentes de la législature en ce qui concerne des sujets de la plus haute importance, comme la limitation des heures de travail, et la garantie de possibilités suffisantes de repos et de rafraîchissement pour les ouvriers au cours de la journée, rendent nécessaires certaines modifications de la loi. Si le Parlement avait imaginé que l'on pouvait avoir recours à de telles dérobades, il les aurait sans doute prévenues par des dispositions adéquates. »

Or, comme j'ai consciencieusement étudié les débats parlementaires orageux d'où sont sorties les lois actuelles sur les fabriques, les inspecteurs des fabriques doivent me permettre de m'écarter de leur conclusion, et de m'en tenir à l'opinion que les lois sur les fabriques ont été rédigées dans le but exprès de permettre toutes les facilités possibles de dérogation et de contournement.

L'âpre antagonisme entre les propriétaires fonciers et les patrons d'usines qui a donné naissance à ces lois était encore tempéré par la malveillance commune que les deux classes dirigeantes entretiennent à l'égard de ce qu'elles appellent « les intérêts vulgaires ». En même temps, je saisis volontiers l'occasion de présenter mes respects à ces inspecteurs d'usine britanniques qui, en dépit des intérêts de classe tout-puissants, ont pris la défense de la multitude opprimée avec un courage moral, une énergie inébranlable et une supériorité intellectuelle dont on ne trouve pas beaucoup de parallèles en ces temps d'adoration de Mammon³.

Le premier rapport émane de M. Leonard Horner, dont la circonscription comprend le centre industriel de l'Angleterre, tout le Lancashire, certaines parties du Cheshire, le Derbyshire, la division ouest du Yorkshire, la circonscription nord et les quatre comtés du nord de l'Angleterre. Vu que les lois sur les usines font toujours l'objet d'une

¹ La rédaction de l'article date du 22 février 59 comme témoigne la lettre de Marx à Engels du 21 février : « Demain, *lui annonce-t-il*, j'écris sur le *Factoryreport* » (C5, p. 271). Il s'agit du rapport des inspecteurs des manufactures. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 190-196.

² Il s'agit de la loi visant à réglementer le travail des enfants et des jeunes dans les moulins et les usines du Royaume-Uni (1833) et de la loi visant à modifier les lois relatives au travail dans les usines (1844) concernant l'emploi des enfants, des jeunes et des femmes dans l'industrie textile anglaise. En vertu de la loi de 1833, la journée de travail des enfants âgés de neuf à treize ans était de neuf heures (semaine de 48 heures). Les mineurs de quatorze à dix-huit ans travaillaient douze heures par jour (semaine de 69 heures). Les enfants de neuf à treize ans devaient aller à l'école (deux heures par jour). La loi de 1844 interdisait le travail des enfants de moins de huit ans et introduisait pour les enfants de huit à treize ans un travail par demi-équipe (six heures et demie par jour). Elle diminuait pour la première fois la journée de travail des femmes : elle était la même que celle des mineurs selon la loi de 1833.

³ En référence à l'ouvrage de TH. Carlyle « Cathédrales d'autrefois. Usines d'aujourd'hui. Passé et présent », Livre III, « Le travailleur moderne », Ch. 2 « Evangile du Mammonisme » (en ligne sur Gallica).

opposition totale de la part des fabricants, et que presque chaque année voit se dérouler une campagne parlementaire en faveur de leur abrogation, M. Horner commence par faire l'apologie de la législation qui a exempté les enfants et les femmes de l'emprise absolue des lois inexorables du libre-échange. Les économistes officiels ont déclaré que la législation sur les usines était contraire à tous les « principes » sains, et qu'il était certain que ses conséquences sur le commerce seraient très préjudiciables. En réponse à la première objection, M. Horner déclare :

« Comme dans toutes les usines il y a une très grande quantité de capital fixe dans les bâtiments et les machines, plus le nombre d'heures de travail de ces machines est grand, plus le rendement est élevé; et, très certainement, si ce travail avait pu être effectué sans nuire aux êtres humains, il n'y aurait eu aucune législation pour s'y interposer. Mais lorsqu'il a été démontré que, pour obtenir un meilleur rendement en terme de capital, des enfants, des jeunes gens des deux sexes et des femmes étaient employés chaque jour, et souvent la nuit, pendant une durée totalement incompatible avec leur santé, leur moralité, l'éducation des jeunes, le confort domestique et toute jouissance raisonnable de la vie, les principes *moraux* les plus évidents ont appelé la législature à mettre fin à un mal aussi énorme. ».

En d'autres termes, M. Horner soutient que, dans l'état actuel de la société, un principe peut sembler « sain » aux yeux de l'économiste et des classes dont il est le porte-parole théorique, et peut, néanmoins, non seulement s'avérer contraire à toutes les lois de la conscience humaine, mais, comme un cancer, ronger les organes vitaux de toute une génération. Quant à la prétendue interférence des lois sur les usines avec le progrès de l'industrie, M. Horner oppose les faits à la déclamation.

Dans le rapport commandé par la Chambre des communes le 19 mars 1835, le nombre de fabriques et le nombre de personnes employées dans ces usines étaient, dans son district actuel, les suivants :

	Manufactures	Personnes employées
Coton	775	132.898
Laine et laine peignée	220	8.738
Lin	60	5.546
Soie	23	5.445
Total	1.078	152.627

Dans le rapport fait à la Chambre des Communes en février 1857, le compte est le suivant :

	Manufactures	Personnes employées
Coton	1.535	371.423
Laine et laine peignée	181	18.909
Lin	49	6.738
Soie	46	10.583
Total	1.811	307.653

Il ressort de ce tableau qu'en vingt-deux ans le nombre des filatures de coton a presque doublé, tandis que le nombre des personnes qui y sont employées a plus que doublé. Dans les manufactures de laine et de laine peignée, la diminution considérable du nombre de fabriques, simultanée à une multiplication par plus de deux du nombre de personnes employées, montre la concentration du capital et l'extinction, dans une large mesure, des petites fabriques par les plus grandes. Le même processus, bien qu'à une échelle moindre, peut être observé pour les fabriques de lin. Quant aux filatures de soie, leur nombre a été doublé, et le nombre de personnes employées presque autant.

« Mais », comme le fait remarquer M. Horner, « l'augmentation du nombre réel de fabriques n'est pas la seule mesure de la progression, car les grandes améliorations qui ont été apportées aux machines de toutes sortes ont considérablement augmenté leur puissance productive ».

Le point important est qu'un stimulant à ces améliorations, surtout en ce qui concerne la plus grande vitesse des machines dans un temps donné, a été évidemment donné par les restrictions légales des heures de travail.

« Ces améliorations », dit M. Horner, « et l'application plus rigoureuse que les opérateurs sont en mesure de fournir, ont eu pour effet, comme on me l'a assuré à maintes reprises, que l'on produit autant de travail dans le temps réduit qu'on en produisait dans les journées plus longues. »

C'est principalement dans la circonscription de M. Horner que les violations volontaires et délibérées des dispositions qui limitent les heures de travail, ainsi que de celles qui concernent l'âge des ouvriers et la fréquentation de l'école par les enfants de huit à treize ans, qui, d'après la loi, ne doivent travailler qu'à mi-temps, ont augmenté depuis l'amélioration récente de la situation commerciale.

Je cite le rapport :

« Céder à la tentation d'augmenter les profits est le propre des propriétaires d'usines dont le code de moralité ne considère pas la désobéissance à une loi du Parlement comme un crime, et qui calculent que le montant de l'amende qu'ils devront payer s'ils sont découverts ne représentera qu'une très petite proportion du profit qu'ils réalisent en ignorant les restrictions de la loi. »

Pour comprendre cette plainte banale que nous rencontrons dans tous les rapports successifs, il faut d'abord considérer que, pour la plus grande partie, les magistrats sont des fabricants ou appartiennent à leurs relations, qu'ensuite les amendes imposées par la loi sont très faibles, et enfin, que les jeunes gens et les femmes ne sont tenus pour employés que « sauf preuve du contraire ».

Or, comme le dit M. Horner :

« Rien n'est plus facile pour un propriétaire d'usine frauduleux que de prouver le contraire. Il lui suffit d'arrêter sa machine à vapeur dès que l'inspecteur apparaît, et alors tout travail cesse, et dans chaque information, l'inspecteur doit prouver que l'individu nommé dans la plainte a été trouvé effectivement au travail. Dès que le travail illégal commence, et il a lieu à six périodes différentes de la journée, le montant brut journalier étant composé de petites tranches, une surveillance est mise en place pour avertir de l'approche d'un inspecteur, et immédiatement après l'avoir vu, un signal est donné pour arrêter la machine et faire sortir les gens de l'usine. ».

Les condamnations ne peuvent, en effet, être obtenues que si les sous-inspecteurs surmontent la répugnance naturelle des gentlemen à recourir à des mesures proches de celles d'un policier détective. Les personnes de l'Inspecteur et de ses Sous-Inspecteurs étant bientôt connues dans leurs circonscriptions respectives, elles cessent par là même de pouvoir déceler les plus habiles à enfreindre la loi, et la seule ressource qui leur reste est de faire appel à leurs collègues des circonscriptions voisines qui, étant pris pour des marchands étrangers venus pour acheter, peuvent échapper à l'attention des éclaireurs postés par les propriétaires d'usines dans les différentes gares.

Le bulletin suivant sur les blessés et les morts de la campagne industrielle semestrielle dans le district de M. Horner ne manquera pas de fournir un sujet remarquable aux étudiants en science militaire qui verront que les tributs réguliers de membres humains, mains, bras, os, pieds, têtes et visages offerts à l'industrie moderne dépassent en

dimension de nombreuses batailles considérées comme les plus meurtrières.

	Accidents dus à la machinerie							
	Adultes		Jeunes personnes		Enfants		Total	
Nature de la blessure	M	F	M	F	M	F	M	F
Causant la mort	4	-	3	1	2	-	9	1
Amputation de la main ou d'un bras droits	2	-	1	-	-	-	3	-
Amputation de la main ou d'un bras gauches	2	-	1	1	1	-	4	1
Amputation d'une partie de la main droite	8	19	14	14	6	4	28	37
Amputation d'une partie de la main gauche	14	14	8	12	5	3	27	29
Fracture des os et des membres du tronc	18	4	10	4	3	3	31	11
Fracture de la main ou du pied	26	27	23	19	8	9	57	55
Blessures à la tête et au visage	11	16	12	13	7	1	30	30
Lacérations, contusions et autres blessures non énumérées ci-dessus	146	97	122	138	33	35	301	270
Total	231	177	194	202	65	55	490	434

	Accidents non dus à la machinerie							
	Adultes		Jeunes personnes		Enfants		Total	
Nature de la blessure	M	F	M	F	M	F	M	F
Causant la mort	3	1	-	-	-	-	3	1
Blessures à la tête et au visage	2	-	1	-	-	-	3	-
Lacérations, contusions et autres blessures non énumérées ci-dessus	3	2	4	2	-	1	7	5
Total	8	3	2	2	-	1	13	6

Le second rapport, rédigé par Sir John Kincaid, s'étend à l'ensemble de l'Écosse où, comme il l'indique, les lois qui réglementent l'emploi des femmes, des jeunes et des enfants dans les usines continuent d'être strictement observées.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne les lois sur l'éducation, car les fabricants écossais semblent avoir comme stratagème d'obtenir pour leurs jeunes ouvriers des certificats d'études dans des établissements créés à cet effet, mais où les enfants ne vont pas du tout, ou s'ils y vont, sont incapables de recevoir une quelconque instruction. Il suffit de citer deux cas. En 1858, Sir John Kincaid, accompagné de M. Campbell, le sous-inspecteur, a visité deux écoles où des enfants employés dans certaines imprimeries de Glasgow reçoivent couramment leurs certificats.

Je cite le rapport :

« La première école était celle de Mme Ann Killin, à Smith's Court, Bridgeton; il n'y avait pas d'enfants dans la salle d'école lorsque nous sommes arrivés, et lorsque nous avons demandé à Mme Killin d'épeler son nom, elle a commis l'impair de commencer par la lettre C, mais elle s'est tout de suite corrigée et a dit qu'il commençait par K. Cependant, en regardant sa signature dans les registres de certificats scolaires des enfants, j'ai remarqué qu'elle n'orthographiait pas toujours son nom de

la même façon, tandis que le caractère de l'écriture montrait qu'elle était tout à fait incapable d'enseigner, et elle a admis qu'elle était incapable de tenir le registre. La deuxième école visitée était celle de William Logue, de Londressey street, Calton, dont j'ai également estimé qu'il était de mon devoir d'annuler les certificats. La salle de classe avait environ quinze pieds de long sur dix pieds de large, et dans cet espace nous avons compté soixante-quinze enfants, criant à tue-tête quelque chose d'inintelligible. J'ai demandé au maître d'école de me désigner quelques-uns de ces enfants, et d'après la manière dont il a examiné la foule, j'ai vu qu'il ne savait pas si l'un d'eux était présent ou non. »

En fait, les clauses éducatives des *Factory acts*, si elles exigent que les enfants aient des certificats de fréquentation scolaire, n'exigent pas qu'ils aient appris quoi que ce soit.

En Écosse, les accidents dus aux machines ont été au nombre de 237, dont 58 pour les hommes et 179 pour les femmes, alors qu'il n'y a eu que 10 accidents non dus aux machines. Il y a une augmentation dans le nombre de ceux qui ont subi des amputations, ainsi que de ceux qui ont eu des accidents légers; mais la différence s'explique par le plus grand nombre d'ouvriers employés pendant le dernier semestre de 1858. Il n'y a qu'un seul accident mortel. D'après les rapports des sous-inspecteurs des districts occidentaux de l'Écosse, certaines filatures de coton qui s'étaient arrêtées en 1857 n'ont pas encore repris le travail, tandis que le commerce de l'imprimerie de fantaisie a été terne pendant toute l'année. Les derniers rapports reçus par Sir John Kincaid de la Division de l'Est, indiquent qu'à Dundee et à Arbroath, plusieurs fabriques sont à l'arrêt, par suite de faillites récentes et d'autres causes; et que dans certaines autres, qui sont censées travailler à plein temps, une bonne partie des machines est sans emploi; que cet état de choses est dû en grande partie à la surproduction, à l'insuffisance des approvisionnements habituels en lin de la Baltique, et aux prix élevés de la matière première qui en résultent.

Le nombre de personnes habituellement employées dans les usines était en baisse, et, en fait, il y avait un mouvement parmi les filateurs de lin pour réduire le travail à quarante-deux heures par semaine pendant que la dépression continue. Dans les districts de laine, d'autre part, en particulier dans la fabrication des tweeds, branche du commerce qui augmente chaque jour, il y avait eu une grande activité à Hawick, Galashiels, Selkirk, etc. - tous les départements étant en pleine activité, sauf celui du tissage à la main, qui, en raison de l'augmentation du nombre de métiers à tisser mécaniques, est progressivement en déclin, et cessera bientôt complètement.

Sir John Kincaid donne le tableau suivant concernant les changements qui se sont produits dans les principales branches des manufactures écossaises pendant 20 ans, entre 1835 et 1857 :

	Usines	Nombre de bras		
	De coton dans toutes ses branches	Hommes	Femmes	Total
1835	159	10.529	22.051	32.580
1857	152	7.609	27.089	34.698
	De laine			
1835	90	1.712	1.793	3.505
1857	196	4.942	4.338	9.280
	De soie			
1835	170	3.392	10.017	13.409
1857	168	8.331	23.391	31.722

Je remets la notice des deux autres rapports à une autre lettre, d'autant plus que le rapport de M. Robert Baker contient des sujets d'intérêt pour tous les industriels, d'où qu'ils soient.

2.2. K. Marx, *La nouvelle réforme électorale anglaise*

*New-York Daily Tribune*¹
du 17.03.1859

Le soir du 28 février, M. Disraeli a initié la Chambre des Communes aux mystères du projet de loi du gouvernement sur la réforme électorale². Ce projet de loi peut être décrit brièvement comme le projet de loi de M. Locke King, en raison de la réduction de 50 £ à 10 £ du cens électoral³ dans les comtés, allégé par la privation du droit de vote des freeholders⁴ de quarante shillings résidant dans les villes, pour ce qui concerne leurs votes dans les communes rurales, et agrémenté par un mélange complexe de droits de vote de fantaisie qui, d'une part, sont tout à fait sans valeur, et d'autre part, ne feraient que renforcer les monopoles de classe existants. Les grandes questions de l'admission de la majorité du peuple dans les circonscriptions électorales, de nivellement des districts électoraux et de la protection du vote par bulletin secret ne sont même pas abordées.

L'exactitude de ma description du projet de loi peut être vérifiée par le résumé suivant de ses principaux détails : le droit de vote à titre de locataire doit être réduit à une norme uniforme, à la fois pour les circonscriptions rurales et urbaines c'est-à-dire, en d'autres termes, que la clause Chandos de l'Acte de réforme de 1832⁵, qui établissait le droit de vote des locataires à hauteur de 50 £ de loyer dans les circonscriptions rurales, doit être abrogée.

Le droit de vote à titre de locataire est étendu à tous les types de propriétés, qu'elles comprennent ou non un immeuble. L'introduction du recensement de 10 £ pour le droit de vote dans les circonscriptions rurales augmenterait, selon les calculs de M. Newmarch, le nombre d'électeurs de ces circonscriptions de 103.000, tandis que M. Disraeli estime à 200.000 le nombre de votes supplémentaires dans les circonscriptions rurales.

D'autre part, la propriété foncière de quarante shillings resterait nominale sur son ancienne base, mais les propriétaires fonciers de quarante shillings qui habitent dans des villes et qui ont jusqu'ici exercé leur droit de vote dans les communes rurales au nom de leurs propriétés, perdraient ce privilège, et seraient obligés de voter dans les circonscriptions urbaines où ils résident. De cette manière, environ 100.000 votes seraient transférés des circonscrip-

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 202-205. L'article est daté par Marx du 1^{er} mars 1859. Les 22 mars et 1^{er} avril 59, Marx écrira deux autres articles sur le même sujet (Cf. sa lettre à Engels du 22 mars, C5, p. 289) mais ils ne seront pas publiés par le *New-York Daily Tribune*.

² Les discours de Disraeli, Bright, Russell et Roebuck prononcés à la Chambre des Communes le 28 février 1859 ont été publiés dans *The Times* du 1^{er} mars 1859.

³ Le projet de loi de Locke King, présenté à la Chambre des Communes en février 1851, prévoyait la réduction du cens électoral pour les locataires des terres de 50 £ à 10 £ de loyer annuel, leur donnant ainsi les mêmes droits électoraux que les locataires de maisons dans les villes; le projet de loi fut rejeté par la Chambre des Lords.

⁴ Les Freeholders étaient une catégorie de petits propriétaires terriens anglais datant de l'époque féodale. Ils payaient au propriétaire un loyer fixe et avaient le droit de disposer librement de leurs parcelles. En vertu du Reform Bill de 1832, la plus petite qualification de propriété pour eux était fixée à quarante shillings (£2) de revenu annuel.

⁵ La référence est le projet de loi de réforme qui a été finalement adopté par le Parlement britannique en juin 1832. La loi de réforme de 1832 se composait de trois actes adoptés en conséquence pour l'Angleterre et le Pays de Galles le 7 juin, pour l'Écosse le 17 juillet et pour l'Irlande le 17 août 1832. Elle était dirigée contre le monopole politique de l'aristocratie foncière et financière et permettait à la bourgeoisie industrielle d'être dûment représentée au Parlement. Le prolétariat et la petite bourgeoisie, les principales forces dans la lutte pour la réforme, restent privés de leurs droits. La clause Chandos avait été introduite comme amendement par le duc Chandos (Grenville).

tions rurales aux circonscriptions urbaines, tandis qu'environ 40.000 électeurs non résidents, sinon plus, seraient complètement privés de leur droit de vote.

Voilà l'essentiel du nouveau projet. D'une main, il enlèverait à l'électorat des circonscriptions rurales ce qu'il ajoute de l'autre, en prenant bien soin de briser l'influence que les villes, depuis la loi de réforme de 1832, ont exercée sur les élections dans les communes rurales par l'achat de droits de vote à quarante shillings. M. Disraeli, dans le long discours qu'il a prononcé en présentant le projet de loi, s'est efforcé de montrer que, pendant les quinze dernières années, la fabrication de propriétés foncières de quarante shillings par les villes avait progressé à un tel rythme,

« que le nombre d'électeurs des circonscriptions rurales qui n'y habitent pas dépasse maintenant le nombre de ceux qui votent en vertu de la clause d'occupation » ; de sorte que le jour de l'élection, « certaines grandes villes déverseraient leurs légions par chemin de fer, et écraseraient, par quelque Club dans la ville, les personnes qui résident dans les communes rurales. » .

À la plaidoirie de ce gentilhomme campagnard, M. Bright fit la réponse victorieuse suivante :

« Votre but est de rendre les circonscriptions rurales plus exclusives. Il n'y a rien dont vous semblez avoir plus peur que d'avoir un bon électorat, surtout dans les circonscriptions rurales. C'est un fait très remarquable que dans une grande partie de l'Angleterre, les électeurs des circonscriptions rurales, depuis un temps considérable, n'ont pas augmenté, mais dans beaucoup d'entre elles leur nombre a été diminué. M. Newmarch a montré qu'il y a onze circonscriptions dans lesquelles, en l'espace de quinze ans, de 1837 à 1852, l'ensemble de l'électorat a diminué de pas moins de 2.000 électeurs; tandis que l'ensemble du droit de vote des communes rurales d'Angleterre et du pays de Galles n'a augmenté, pendant ces quinze années, que de 36.000; plus de 17.000 de cette augmentation ont eu lieu dans le Lancashire, le Cheshire et la West Riding du Yorkshire. Dans le reste de l'Angleterre, les difficultés liées à l'achat de propriétés libres sont telles, de même que la façon dont les fermes ont été agrandies, que l'électorat de presque toutes les circonscriptions rurales est stationnaire, ou a diminué de façon radicale. ».

Passant maintenant des circonscriptions rurales aux arrondissements urbains, nous arrivons aux nouveaux droits de vote de fantaisie qui sont en partie dérivés des projets avortés de Lord John Russell en 1852 et 1854¹, et sont en partie dus au génie qui a fait éclore les perplexités alambiquées du malheureux projet de loi sur l'Inde de Lord Ellenborough².

Il y a, tout d'abord, certaines qualifications dites éducatives qui, comme l'a fait remarquer ironiquement M. Disraeli, ne dépendant pas des acquisitions scientifiques, indiquent que l'éducation des classes qu'elles concernent, a impliqué « un investissement consi-

¹ En février 1852, Lord Russell fait une déclaration préliminaire de son intention de présenter un projet de loi électorale. Celui-ci prévoyait des mesures visant à renforcer le pouvoir politique de la bourgeoisie industrielle : abolition des arrondissements dits pourris (ayant une population de moins de 500 habitants et envoyant des députés au Parlement) qui continuaient d'exister même après la réforme de 1832, redistribution des sièges en faveur des grandes villes et réduction des critères de propriété. Le projet de loi n'est pas débattu. En février 1854, Lord Russell a présenté un nouveau projet de loi prévoyant l'égalité des droits pour les arrondissements ruraux et urbains, le droit de vote pour tous les citoyens dont le salaire annuel n'était pas inférieur à 100 £, qui recevaient au moins 10 £ de dividendes de titres d'État, de banques ou d'actions de la *Compagnie des Indes orientales*, ou qui disposaient d'au moins 50 £ d'épargne dans des caisses d'épargne; le projet de loi prévoyait également le droit de vote pour les personnes ayant un diplôme universitaire. Ce projet de loi a été rejeté par la Chambre des Communes.

² Il s'agit de ce qui était connu sous le nom de *Government of India Bill* rédigé par Ellenborough et déposé à la Chambre des communes en avril 1858. Il prévoyait une procédure extrêmement complexe pour élire le Conseil indien et fut finalement adopté par les deux Chambres en juillet 1858.

dérable », et peuvent, par conséquent, être considérées comme appartenant à la catégorie générale des qualifications selon propriété.

Le droit de vote est donc censé être conféré aux diplômés, au clergé de l'Église d'Angleterre, aux ministres de toutes les autres confessions, aux avocats, aux plaideurs, aux avocats et aux procureurs, aux médecins, aux maîtres d'école agréés; en un mot, aux membres des diverses professions libérales, ou, comme les Français l'appelaient du temps de M. Guizot, aux « capacités ». Comme la plus grande partie de ces « capacités » participent déjà au droit de vote en tant que titulaires de baux de 10 £¹, cela n'est pas susceptible d'augmenter le nombre d'électeurs à un degré sensible, bien que cela puisse contribuer à accroître l'influence du clergé. Les autres nouveaux droits électoraux sont créés en faveur : 1. des locataires ou occupants de toute maison, meublée ou non, à raison de 8 shillings par semaine, ou 20 £ par an; 2. des personnes percevant un revenu provenant de biens personnels investis dans des fonds ou des rentes du gouvernement, des actions des Indes orientales ou des actions de banques, à raison de 10 £ par an; ou percevant une pension ou une allocation de retraite pour services rendus dans un département quelconque de l'armée, de la marine ou du service civil, et non en service actif, à raison de 20 £ par an; 3. des déposants dans une banque d'épargne à raison de 50 £.

À première vue, on comprendra que tous ces nouveaux droits de vote, tout en admettant quelques nouveaux groupes de la classe moyenne, sont conçus dans le but exprès d'exclure les classes ouvrières et de les enchaîner à leur statut actuel de « parias » politiques, comme M. Disraeli a eu l'indiscrétion d'appeler les non-électeurs. On peut considérer comme une nouvelle particularité de l'opposition soulevée dans les murs de la Chambre des Communes le fait que tous les adversaires du ministère, de M. John Bright jusqu'à Lord John Russell, ont insisté sur ce point comme étant la disposition la plus contestable du nouveau projet de loi de réforme.

M. Disraeli lui-même a déclaré :

« lorsque le projet de loi sur la réforme a été présenté en 1831, il était généralement admis que l'objectif était de donner un accès légitime à l'opposition des classes moyennes d'Angleterre dans la législature. »

« Eh bien, Monsieur », a dit lord John Russell, « depuis le temps que je me suis écarté de la position d'irrévocabilité, je l'ai fait pour le motif, qui m'a paru le seul motif de troubler un règlement, si vaste et si compliqué qu'il soit, à savoir qu'il y avait un grand corps de personnes exclues, et ces personnes appartiennent aux classes ouvrières de ce pays, qui sont très compétentes pour exercer le droit de vote. »

« Le projet de loi de 1832, dit M. Roebuck, avait pour but de donner du pouvoir à la classe moyenne. Sans les classes ouvrières à cette occasion, il n'y aurait pas eu de projet de réforme. Elles se sont comportées d'une manière que je n'oublierai jamais, et que les classes moyennes d'Angleterre ne devraient pas oublier. Et je lance maintenant un appel aux classes moyennes au nom des classes ouvrières de ce pays. »

« Moi », dit M. Bright, « j'aurais le plus grand mépris, et je ne dirais pas le mépris, mais je serais complètement désespéré à propos des classes ouvrières du pays, si je pensais qu'elles resteraient satisfaites d'une telle exclusion. »

L'exclusion des classes ouvrières, jointe à la privation du droit de vote des propriétaires fonciers des villes, sera le cri de guerre sous lequel le présent projet de réforme, ainsi que ses auteurs, seront

¹ Bailleur - Petit propriétaire d'une terre en vertu d'un bail dont la durée et les conditions sont déterminées par un accord entre le propriétaire et le locataire.

attaqués, en même temps que les discussions dans le camp ministériel, déjà marquées par la sécession du Cabinet de MM. Walpole et Henley, et ayant pour origine l'abrogation de la clause Chandos, ne contribueront nullement à renforcer leurs moyens de défense.

Quant aux autres clauses du projet de loi, elles sont relativement sans importance. Aucun arrondissement électoral ne sera privé de son droit de vote, mais 15 nouveaux sièges (parlementaires) seront créés, dont 4 pour la West Riding of Yorkshire, 2 pour le South Lancashire et 2 pour le Middlesex, tandis que 7 nouveaux membres (députés) seront attribués aux villes de croissance récente, à savoir : Hartlepool, Birkenhead, West Bromwich et Wednesbury united, Bromley, Staleybridge, Croydon et Gravesend. Pour faire de la place à ces députés supplémentaires, il faut réduire de deux à un le nombre des représentants désignés par quinze circonscriptions dont la population est inférieure à 6.000 habitants. Telles sont les proportions dans lesquelles l'« équilibrage » des circonscriptions électorales doit s'effectuer.

Des bureaux de vote doivent être prévus dans chaque commune, ou groupe de communes, contenant au moins 200 électeurs; les bureaux de vote supplémentaires doivent être fournis aux frais de la circonscription rurale. Comme une sorte de compromis avec les partisans du scrutin secret, l'électeur, soucieux de ne pas donner son vote sur la tribune, pourra avoir recours au bulletin de vote, envoyé à l'électeur, renvoyé par lui au directeur du scrutin par une lettre recommandée, signée en présence de deux témoins, dont un propriétaire de maison, et qui sera ouvert le jour du scrutin par un député spécial. Enfin seront introduites quelques améliorations dans l'enregistrement des électeurs des circonscriptions rurales. Il n'y a pas un seul journal londonien, à l'exception du *Times* et de l'organe du gouvernement¹, qui laisse entrevoir une quelconque perspective de succès pour ce projet de loi².

¹ *The London Gazette*.

² Lors de sa deuxième lecture en mars et début avril 1859, le projet de loi électorale n'a pas obtenu la majorité des voix et a été rejeté par la Chambre des Communes.

2.3. K. Marx, *La situation dans les manufactures britanniques*

*New-York Daily Tribune*¹
du 24.03.1859

Je me propose à présent de rendre compte des deux rapports d'usine auxquels il a été fait allusion dans une lettre précédente². Le premier est rédigé par M. A. Redgrave³, dont le district industriel comprend le Middlesex (dans et autour de Londres), le Surrey, l'Essex, certaines parties du Cheshire, du Derbyshire et du Lancashire, et l'East Riding (Yorkshire). Au cours du semestre qui s'est terminé le 31 octobre 1858, 331 accidents de machinerie se sont produits, dont 12 ont été mortels. Le rapport de M. Redgrave porte presque exclusivement sur un point, à savoir : les décrets relatifs à l'enseignement destinés aux usines et aux imprimeries. Avant l'emploi permanent d'un enfant ou d'une jeune personne dans une usine ou une imprimerie, l'occupant de l'usine est tenu d'obtenir un certificat du chirurgien certificateur, qui, en vertu de la 7 Vict., c. 15, sch. A⁴, est tenu de refuser ce certificat si la personne présentée

« n'a pas la force et l'apparence ordinaires d'un enfant d'au moins huit ans, ou d'un jeune homme d'au moins treize ans, ou s'il est incapable, par maladie et infirmité corporelle, de travailler quotidiennement dans l'usine pendant le temps autorisé par la loi. ».

Les enfants âgés de huit à treize ans sont légalement interdits d'emploi à plein temps et doivent consacrer une partie de leur temps à la fréquentation de l'école, le chirurgien étant autorisé à ne leur délivrer que des certificats à mi-temps. Or, il ressort du rapport de M. Redgrave que, d'une part, les parents, s'ils peuvent obtenir un salaire à plein temps pour leurs enfants, sont impatients de les retirer de l'école et des demi-salaires, tandis que la seule chose que le propriétaire de l'usine recherche dans les jeunes mains est la force qui leur permette d'accomplir leur travail respectif. De même que le parent cherche un salaire à plein temps, le fabricant cherche l'ouvrier à plein temps. L'annonce suivante, parue dans le journal local d'une importante ville manufacturière du district de M. Redgrave, et qui rappelle étrangement le commerce des esclaves, montre comment les propriétaires d'usines se conforment aux dispositions de la loi, soit littéralement:

RECHERCHE : De 12 à 20 GARÇONS, pas plus jeunes que l'âge apparent de 13 ans... Salaire 4s. par semaine.

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 206-210.

² Marx fait référence à son précédent article, paru sous le même titre dans le *New-York Daily Tribune* du 15 mars 1859

³ « Rapport d'Alexandre Redgrave, inspecteur des Usines, pour le semestre terminé le 30 octobre 1858 ».

⁴ Il s'agit de la loi visant à réglementer le travail des enfants et des jeunes gens dans les usines du Royaume-Uni (1833) et de la loi visant à modifier les lois relatives au travail dans les usines (1844) concernant l'emploi des enfants, des jeunes gens et des femmes dans l'industrie textile anglaise. En vertu de la loi de 1833, la journée de travail des enfants âgés de neuf à treize ans était de neuf heures (semaine de 48 heures). Les mineurs de quatorze à dix-huit ans travaillaient douze heures par jour (semaine de 69 heures). Les enfants de neuf à treize ans devaient aller à l'école (deux heures par jour). La loi de 1844 interdisait le travail des enfants de moins de huit ans et introduisait pour les enfants de huit à treize ans un travail par demi-équipe (six heures et demie par jour). Elle restreignait pour la première fois la journée de travail des femmes : elle était la même que celle des mineurs selon la loi de 1833.

En fait, l'employeur n'est pas légalement tenu de se procurer un certificat de l'âge des enfants d'une source authentique, mais une *opinion*, en se fondant sur l'apparence. Le système de mi-temps fondé sur le principe que le travail des enfants ne devrait pas être autorisé à moins que, parallèlement à cet emploi, l'enfant ne fréquente une école chaque jour, est contesté par les fabricants pour deux raisons. Ils s'opposent à la responsabilité qui leur incombe d'imposer la fréquentation scolaire des demi-temps (enfants de moins de 13 ans), et ils trouvent moins cher et moins gênant d'employer un seul groupe d'enfants au lieu de deux groupes, travaillant alternativement 6 heures. Le premier résultat de l'introduction du système des mi-temps a donc été la diminution fictive à près de la moitié des enfants de moins de 13 ans employés dans les usines. De 56.455 qu'ils étaient en 1835, leur nombre était tombé à 29.283 en 1838. Cette diminution, cependant, n'était en grande partie que fictive, car la complaisance des chirurgiens certificateurs a opéré une brusque révolution dans les âges respectifs des travailleurs juvéniles du Royaume-Uni. Dans la même proportion, donc, que les chirurgiens certificateurs étaient plus strictement surveillés par les inspecteurs et sous-inspecteurs d'usine, et que la facilité de s'assurer de l'âge réel des enfants auprès des Registres de Naissances augmentait, un mouvement opposé à celui de 1838 se produisit. De 29.283, chiffre auquel était tombé en 1838 le nombre des enfants de moins de 13 ans employés dans les fabriques, il est remonté à 35.122 en 1850, et à 46.071 en 1856, ce dernier chiffre légal étant encore loin d'indiquer la proportion réelle de ces emplois.

D'une part, beaucoup de chirurgiens certificateurs savent encore comment déjouer la surveillance des inspecteurs, et d'autre part, plusieurs milliers d'enfants ont été retirés de l'école et du système à mi-temps à l'âge de 11 ans, par la modification de la loi relative aux filatures de soie¹,

« un sacrifice qui », comme le dit l'un des inspecteurs des fabriques, « a pu être accommodant pour les occupants des fabriques, mais qui s'est avéré préjudiciable aux intérêts sociaux des districts de la soie. ».

Bien que nous puissions en déduire que le nombre d'enfants de 8 à 13 ans employés actuellement dans les usines et les imprimeries du Royaume-Uni dépasse le nombre d'enfants employés de la même manière en 1835, il ne fait aucun doute que le système de mi-temps a joué un grand rôle dans la stimulation des inventions visant à supprimer le travail des enfants.

Ainsi, M. Redgrave déclare :

« En fait, une catégorie de fabricants - les filateurs de fil de laine - emploient rarement des enfants de moins de 13 ans (c'est-à-dire à mi-temps). Ils ont introduit des machines nouvelles et améliorées de diverses sortes, qui rendent complètement inutile l'emploi d'enfants. Par exemple, je mentionnerai un procédé, comme illustration de cette diminution du nombre d'enfants, dans lequel, par l'addition d'un appareil appelé machine à piquer aux machines existantes, le travail de six ou quatre demi-temps, selon la particularité de chaque machine, peut être effectué par une seule jeune personne. ».

La manière dont l'industrie moderne, du moins dans les pays les plus anciens, tend à pousser les enfants à occuper des emplois rémunérateurs, a été illustrée une fois de plus par des exemples récents en Prusse. La loi prussienne de 1853 sur les usines stipulait qu'après le 1er juillet 1855, aucun enfant ne pourrait être employé dans une usine avant d'avoir accompli sa douzième année, et que les enfants âgés de 12 à 14 ans ne devraient pas être employés plus de 6 heures par jour, et fréquenter l'école au moins 3 heures par jour. Cette loi rencontra une telle opposition de la part des manufacturiers que le gouvernement dut céder et l'appliquer, non pas

¹ Il s'agit des modifications apportées à la loi de 1833 à la suite de la loi de 1844, qui permettait aux enfants de plus de onze ans employés dans l'industrie de la soie de ne pas fréquenter l'école.

dans toute la Prusse, mais à titre expérimental à Elberfeld et Barmen seulement, deux villes manufacturières continues, contenant une grande population manufacturière, engagée dans la filature, la calico-imprimerie, etc. Dans le rapport annuel de la Chambre de commerce d'Elberfeld et Barmen, pour 1856, les protestations suivantes sur ce sujet sont faites au gouvernement prussien :

« L'augmentation du taux de la main-d'œuvre, ainsi que l'augmentation du prix du charbon et de tous les matériaux nécessaires à ces branches de fabrication, tels que le cuir, l'huile, le métal, etc., se sont avérées très désavantageuses pour le commerce. En outre, l'application stricte de la loi du 1er mai 1853, concernant l'emploi des enfants dans les manufactures, a eu un effet très préjudiciable. Non seulement elle a provoqué le retrait d'un certain nombre d'enfants, mais il a été impossible de leur donner l'instruction précoce qui en ferait des ouvriers habiles. Par suite de l'absence de ces jeunes mains, les machines de plusieurs établissements se sont arrêtées, parce que leur maniement ne pouvait être assuré par des personnes adultes. Une modification de cette loi est recommandée afin d'abréger la fréquentation forcée de l'école par les enfants qui ont atteint un certain niveau de connaissances, comme étant une mesure avantageuse pour de nombreuses familles et pour les propriétaires de manufactures. ».

Le dernier des rapports d'usine, celui de M. Baker, inspecteur pour l'Irlande, se distingue par une analyse des causes d'accidents et par un résumé de l'état du commerce. En ce qui concerne le premier point, M. Baker déclare qu'il s'est produit un accident pour 340 personnes, ce qui représente une augmentation de 21 pour cent par rapport au semestre qui s'est terminé en avril dernier, et que, parmi les accidents survenus par des machines - 10 pour cent seulement du nombre total des accidents n'étant pas liés à des machines - environ 40 pour cent étaient évitables et auraient pu être évités par une dépense minime, mais que,

« par le changement récent de la loi, il est maintenant très difficile d'y parvenir lorsque les demandes insistantes échouent. ».

M. Baker affirme que l'état du commerce est meilleur, mais, selon son opinion,

« dans de nombreux cas, le maximum a encore été atteint, au-delà duquel les manufactures deviennent graduellement moins rentables, jusqu'à ce qu'elles cessent complètement de l'être ».

Les changements dans le rapport entre le prix des matières premières et celui des articles manufacturés, il les désigne à juste titre comme l'une des principales causes sur lesquelles tourne, en même temps que l'augmentation des machines, le cycle des périodes fastes et néfastes. M. Baker prend pour exemple les changements survenus dans le commerce de la laine peignée :

« Pendant les années lucratives du commerce de la laine peignée, en 1849 et 1850, le prix de la laine peignée anglaise s'élevait à 1s. 1d. et celui de la laine australienne entre 1s. 2d. et 1s. 5d. par lb. par livre, et sur la moyenne des 10 années de 1841 à 1850, toutes deux incluses, le prix moyen de la laine anglaise n'a jamais dépassé 1s. 2d. et celui de la laine australienne 1s. 5d. par lb. Au début de l'année désastreuse de 1857, le prix de la laine australienne est parti de 1s. 11d. pour tomber à 1s. 6d. en décembre, lorsque la panique était à son comble, mais il est remonté progressivement à 1s. 9d. jusqu'en 1858; tandis que celui de la laine anglaise, parti de 1s. 8d. s'est élevé en avril et en septembre 1857 à 1s. 9d., tombant en janvier 1858 à 1s. 2d., et s'est depuis élevé à 1s. 5d., c'est-à-dire 3d. par livre de plus que la moyenne des 10 années susmentionnées. Cela prouve, soit que les faillites que des prix analogues avaient occasionnées en 1857 sont oubliées, soit qu'il y a à peine la laine cultivée que les broches existantes sont capables de consommer. ».

Dans l'ensemble, l'opinion de M. Baker semble être que les fuseaux et les métiers à tisser se multiplient, tant en nombre qu'en vitesse, dans une proportion que ne justifie pas la production de laine. En Angleterre, il n'existe pas de statistiques fiables à cet égard; mais les statistiques agricoles de l'Irlande, obtenues par la police, et celles de l'Écosse, obtenues par M. Hall Maxwell, suffisent à toutes fins utiles. Elles montrent que si, en 1857, certaines céréales et, en général, la croissance des animaux ont sensiblement augmenté dans les deux pays, les moutons ont fait exception, leur nombre en Irlande étant inférieur en 1858 à ce qu'il était en 1855 de 114.557; et bien qu'il y ait eu en 1858 une augmentation de 35.533 par rapport à 1857, le nombre brut était inférieur à la moyenne des trois années précédentes de 95.177, principalement pour les brebis. Il en est de même en Écosse :

	Moutons de tous âges Pour l'élevage	Moutons de tous âges A nourrir	Agneaux
En 1856	2.714.301	1.146.427	1.955.832
En 1857	2.632.283	1.181.782	1.869.103
Diminution	82.018	35.355	86.729

Il en ressort non seulement une diminution générale du nombre de moutons de 133.392, mais aussi que le nombre de moutons élevés à des fins d'alimentation est plus élevé que par le passé. Nous savons donc qu'en estimant le poids de la toison à 7 livres, alors qu'en 1855 l'Irlande était capable de fournir 16.810.934 livres de laine, sans compter les agneaux, en 1858 ce pays n'a pu fournir que 16.276.330 livres; et que la diminution de la laine en Écosse, également sans compter les agneaux, s'élevait en 1857 à 326.641 livres; le produit déficitaire total dans les deux pays étant de 861.245 livres, soit, à peu de chose près, un quatre-vingt-quinzième de toute la laine produite dans le pays et estimée nécessaire annuellement pour la consommation dans le commerce du peigné.

2.4. K. Marx, *Sur Ernest Jones*

(à partir de la « Revue politique¹ » de *Das Volk*)

Marx fait ici référence à la conférence organisée par les chartistes à Londres, le 8 février 1858, à l'initiative d'Ernest Jones qui avait fait le projet, dès avril 1857, d'une alliance avec les radicaux bourgeois, espérant ainsi raviver le mouvement chartiste de masse dans le pays. Il avait toutefois fait de sérieuses concessions politiques aux radicaux bourgeois. Sur les six points de la Charte du Peuple de mai 1838 (suffrage universel, élections parlementaires annuelles, vote à bulletin secret, circonscriptions électorales égales, abolition des critères de propriété pour les candidats au Parlement et rémunération des députés)², Jones ne retenait, en effet, que la revendication du suffrage universel pour les hommes adultes. L'abandon par Jones des positions révolutionnaires avait provoqué le mécontentement des chartistes de base, dont beaucoup s'opposèrent à la politique conciliante de leur leader.

Marx et Engels considéraient l'alliance de Jones avec les bourgeois radicaux comme une manifestation de son vacillement politique et de son déclin vers des positions réformistes, et ils rompirent leurs relations amicales avec lui.

Témoins, ces quatre échanges entre les deux amis :

- le 24 novembre 1857, Marx écrit à Engels : « Jones se comporte comme un grand sot. Tu sais que, longtemps avant la crise – et sans autre intention précise que de trouver dans une période de calme un prétexte à agitation, il avait prévu une conférence chartiste, à laquelle devaient être invités en même temps des bourgeois radicaux (non seulement Bright, mais même des types comme Cunningham). On envisageait, d'une manière générale, de conclure avec les bourgeois un compromis qui leur donne à eux le *droit de vote secret* s'ils concédaient aux ouvriers le *suffrage universel pour les hommes*. Cette proposition provoqua des divisions dans le parti chartiste, divisions qui, à leur tour, poussèrent Jones à d'enfermer plus avant dans son projet. Maintenant, au lieu d'exploiter la crise et d'abandonner un prétexte à agitation mal choisi pour se livrer à une véritable agitation, il s'accroche à son absurdité; il choque les ouvriers en prêchant l'action commune avec les bourgeois, alors qu'il est loin d'inspirer la moindre confiance à ces derniers. (...) Il y a longtemps que je l'ai vu, mais je vais aller lui rendre visite. Je le considère comme honnête, et, comme il est impossible en Angleterre pour un personnage public de se rendre impossible par des sottises, etc., il suffit qu'il se tire aussitôt que possible du piège qu'il s'est lui-même tendu. Cet âne doit commencer par former un parti, et, pour cela, il faut qu'il aille dans les districts industriels. Après quoi les bourgeois radicaux viendront le trouver pour conclure des compromis³. ».

- le 16 janvier 1858, Marx écrit à Engels : « Que dis-tu de l'ami Jones ? (...) Il se peut que son expérience de 1848 lui pèse sur l'estomac vu la grande confiance qu'il a eue en lui, il se peut qu'il se croie capable d'exploiter la classe moyenne ou qu'il s' imagine que, si seulement Ernest Jones entre au Parlement d'une manière ou d'une autre, l'histoire mondiale ne manquerait pas de prendre une tournure nouvelle. (...) La seule excuse pour Jones est la mollesse de la classe laborieuse en Angleterre, les basses eaux dans lesquelles elle patauge actuellement. Quoi qu'il en soit, dans la voie qu'il a prise, il deviendra la dupe de la *middle class* ou renégat. Le fait qu'il m'évite actuellement comme la peste – lui qui me consultait fébrilement d'habitude pour n'importe quelle merde – témoigne d'une conscience rien moins que bonne⁴. ».

- le 22 septembre 1859, Marx écrit à Engels : « Notre ami Jones s'est résolument vendu à la coterie de Bright (mais au plus bas prix imaginable). Cet âne s'est ruiné politiquement sans se sauver commercialement⁵. ».

- le 7 octobre 1859, Engels écrit à Marx : « L'histoire de Jones est dégoûtante. Il a tenu ici⁶ un meeting et parlé entièrement dans le sens de la nouvelle alliance. Après cette histoire, on serait vraiment tenté de croire que le mouvement prolétaire anglais doit disparaître totalement sous son ancienne forme, sous

¹ Les rubriques intitulées « Panorama politique » (« Politische Rundschau ») étaient publiées dans chaque numéro de *Das Volk*. Elles étaient vraisemblablement rédigées par Elard Biscamp et Wilhelm Liebknecht. Lorsque Marx est devenu le rédacteur du journal, il a bien sûr contribué à la rédaction de cette section.

² Pour le détail sur l'histoire du mouvement chartiste, nous renvoyons aux pages de notre fascicule 11.

³ C5, pp. 67-70.

⁴ C5, p. 117.

⁵ C5, p. 220.

⁶ A Manchester, le 4 octobre 58.

sa forme chartiste traditionnelle, pour pouvoir renaître sous une forme nouvelle et viable. Et pourtant, on ne peut prévoir à quoi cela ressemblera¹. ».

Le 1^{er} février 1859, Marx annonce à Joseph Weydemeyer : « J'ai rompu avec Ernest Jones. Malgré mes mises en garde répétées, et bien que je lui aie exactement prédit ce qui est arrivé – sa déconfiture et la désorganisation du parti chartiste – il s'est engagé dans des tentatives de conciliation avec le radicaux bourgeois. C'est maintenant un homme ruiné, mais il a causé un tort extraordinaire au prolétariat anglais. Certes on réussira bien à réparer les dégâts, mais on a gâché un moment très favorable à l'action. Imagine une armée dont le général passe à l'ennemi la veille de la bataille². ».

La rupture de Marx et d'Engels avec Ernest Jones sera toutefois de courte durée. Jones, en effet, abandonnera bientôt sa stratégie centrisme et dès la fin de février 1859, il ne manquera pas de manifester sa solidarité avec Marx lorsque se déclenchera l'affaire Vogt, lui apportant même sa compétence d'avocat. Le 17 mai 1864, Marx écrira de Manchester à sa fille Jenny : « J'ai rendu visite hier à Ernest Jones et nous avons renoué notre vieille amitié³. ».

*

*Das Volk*⁴
du 16.07.1859

Il y a quelques jours, une affaire a été entendue devant la Cour du Banc de la Reine⁵, que nous devons relater en détail. Ernest Jones, qui fut condamné à deux ans de réclusion en 1848 pour ses activités révolutionnaires et qui, après avoir purgé sa peine, réorganisa le parti chartiste avec autant d'abnégation que de talent, comme on le sait, conçut à l'automne 1857 un plan pour établir une alliance du prolétariat avec la classe moyenne. Afin de mettre cette idée en pratique, il invita des représentants de la bourgeoisie et des travailleurs à une conférence commune, qui eut lieu pour la forme au début de l'année dernière dans le St. Martin's Hall. Mais pour la forme seulement. Parmi les chartistes, aucun homme de poids ne se présenta, et comme « représentants de la bourgeoisie », au lieu de MM. Cobden, Bright, etc., qui avaient refusé avec mépris, quelques personnages ambigus étaient présents, comme M. Coningham⁶, le palmerstonien communiste-urquhartiste, et un certain M. Ingram⁷, qui a depuis été convaincu de fraude vulgaire.

La prétendue conférence a élaboré un « programme d'alliance » et prêché une croisade prolétarienne et bourgeoise contre les aristocrates. En vain. Le prolétariat a protesté, les bourgeois se sont rendu compte qu'il n'y avait rien à gagner, et Ernest Jones s'est vu bientôt abandonné par ses amis, anciens et nouveaux. Le lectorat du *People's Paper* et du *The London News*, les deux journaux chartistes qu'il publiait, diminuait de jour en jour, et finalement Jones décida de vendre ces journaux à M. Baxter Langley, directeur du *Blight's Star* - au mieux un cas de précipitation excessive, d'autant moins excusable que *The People's Paper* était alors le seul organe officiel du parti chartiste.

Comme on pouvait s'y attendre, cette mesure suscita une grande indignation chez certains des chartistes. Ernest Jones fut violemment attaqué, et le *Reynolds's Newspaper*, entre autres, publia une série d'articles dans lesquels il était dit qu'il s'était vendu à l'école de Manchester, qu'il avait exploité les travailleurs politi-

¹ C5, p. 222.

² C5, p. 256.

³ C7, p. 225.

⁴ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 410-411.

⁵ The Court of Queen's Bench était l'une des hautes cours d'Angleterre; au XIX^e siècle (jusqu'en 1873), c'était une cour suprême indépendante pour les affaires pénales et civiles, compétente pour réviser les décisions des instances judiciaires inférieures.

⁶ William Coningham, parlementaire libéral anglais.

⁷ Herbert Ingram, radical anglais.

quement et financièrement, qu'il était un traître corrompu, et ainsi de suite. Sur ce, Jones a intenté un procès en diffamation contre M. Reynolds. En raison de diverses circonstances, le procès a duré longtemps et n'a été entendu par la Cour du Banc de la Reine que samedi dernier. Le plaignant a démontré de façon très convaincante qu'en luttant pour les principes chartistes, il s'était ruiné du point de vue de la bourgeoisie, qu'il n'avait jamais reçu d'argent pour lui-même de la part des chartistes et qu'il n'avait pas été soudoyé par la bourgeoisie, mais qu'au contraire, il avait été trompé par elle en ce qui concerne le prix de vente du *People's Paper*. M. Reynolds, qui ne pouvait fournir aucune preuve, se rétracta solennellement et fut condamné à une amende de quarante shillings pour la forme, mais en même temps - et ce n'est pas une bagatelle - il fut condamné à payer les frais du procès, qui s'élevaient à plusieurs centaines de livres sterling.

Ernest Jones a sauvé son honneur personnel, mais le verdict du Queen's Bench ne lui a pas rendu son honneur politique. Il a déjà payé cher sa tentative malavisée de médiation, mais le prolétariat ne pardonne jamais les erreurs.

2.5. K. Marx, Le commerce britannique

New-York Daily Tribune
du 19.08.1859¹

Le British Board of Trade vient de publier les résultats des exportations pour les six premiers mois de l'année en cours, tandis que son tableau des valeurs déclarées des importations ne couvre que les cinq mois prenant fin le 31 mai. Si l'on compare les périodes correspondantes de 1858 et 1859, on constate que, sauf quelques petites exceptions qui ne méritent pas d'être mentionnées, les importations britanniques en provenance des États-Unis ont généralement diminué, du moins en valeur, tandis que les exportations britanniques vers ce pays augmentaient en quantité aussi bien qu'en valeur. Pour illustrer ce fait, nous avons extrait le tableau suivant des relevés officiels :

Exportations britanniques vers les Etats Unis pour les six premiers mois de l'année prenant fin le 30 juin.				
Articles	Quantités		Valeur déclarée	
	1858	1859	1858 £	1859 £
Cotons, en yards ²	60.150.771	110.360.198	1.031.724	1.924.951
H'ware & Cut., en quintaux	35.349	78.432	242.914	534.107
Toiles de lin, en yards	17.379.691	31.170.751	515.416	961.956
Fer, Fonte brute ³ , en tonneaux	22.745	39.370	68.640	111.319
Barre, boulons et tiges	21.463	56.026	175.944	457.384
Fer forgé	9.153	19.368	113.436	238.903
Tôles et clous en quintaux	5.293	15.522	28.709	77.840
Plomb, en tonneaux	1.214	1.980	27.754	44.626
Huile (graines) en gallons	411.769	930.784	50.950	111.103
Soie manufacturée, en livres	47.101	134.470	51.277	144.417
Tissus de laine, par pièce	76.311	81.686	273.409	421.006
Laines, divers, en yards	13.897.331	30.893.901	562.749	1.188.859
Tissus en laine peignée	185.129	489.171	229.981	758.914
Articles en terre et en porcelaine	-	-	168.927	279.407
Articles de mercerie	-	-	456.364	861.921
Assiettes en fer blanc	-	-	397.027	607.011

Importations britanniques des Etats Unis pour les 5 mois prenant fin en mai 1859		
Articles	1858	1859
Blé	£371.452	£7.013
Farine de blé et de maïs	693.847	14.666
Coton brut	11.631.523	10.486.418

Les relevés des exportations britanniques montrent, en général, une augmentation non seulement par rapport à 1858, mais aussi par rapport à 1857, comme il ressort du communiqué suivant :

¹ L'article a paru comme éditorial. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 478-481.

² Le yard est une unité de mesure. Elle équivaut à 0,914 m.

³ Dite la gueuse : un « lingot de fonte de première fusion coulé dans le sable et utilisé dans les navires ou comme contrepoids sur des appareils de levage ». (Cnrs)

Exportations britanniques pour les six mois prenant fin en juin 1830		
	Valeur déclarée	
1857	1858	1859
£60.826.381	£53.467.804	£63.003.159

En y regardant de plus près, cependant, il devient évident que non seulement l'augmentation totale de la valeur des exportations de 1859 par rapport à celles de 1857 est due à l'extension du commerce avec l'Inde, mais qu'il y aurait eu une diminution de plus de 2.000.000 de livres sterling dans le commerce général d'exportation britannique de 1859 - par rapport à celui de 1857 - si l'Inde n'avait pas comblé plus que le déficit. Sur le marché mondial, dès lors, toutes les traces de la crise de 1857 n'ont pas encore complètement disparu. L'élément le plus important et le plus surprenant des Board of Trade Returns est, sans conteste, le développement rapide du commerce d'exportation britannique vers les Indes orientales.

Illustrons d'abord le fait par des chiffres officiels :

Exportations vers les Indes orientales britanniques. 6 mois prenant fin le 30 juin				
	1856	1857	1858	1859
Bière et bière anglaise ⁴	£201.431	£130.213	£474.438	£569.398
Cotons, Calicots, etc.	2.554.976	3.116.869	4.523.649	6.094.433
Fil de coton	579.807	540.576	967.332	1.280.435
Faïence et porcelaine	30.374	23.521	43.975	43.195
Mercerie et chapellerie	39.854	70.502	77.319	105.723
Quincaillerie et coutellerie	84.758	101.083	139.813	153.423
Sellerie et Harnais	12.339	15.587	35.947	19.498
Machines, moteurs à vapeur	(37.503)	54.074	59.104	100.803
Autres sortes	156.028	313.461	170.959	179.255
Barres de fer, boulons, tiges de fer (à l'exception du fer ferroviaire)	506.201	228.838	166.321	172.725
Fer ferroviaire	-	272.8122	475.413	578.749
Fer forgé (à l'exception du fer ferroviaire)	266.355	217.484	192.711	242.212
Cuivre sous forme brute	62.928	34.139	9.018	51.699
Tôles et clous	144.218	228.325	318.381	205.213
Sel	23.995	31.119	21.849	4.468
Papeterie	66.495	79.968	86.425	89.711
Tissus de laine	96.045	166.509	202.076	174.826
Total	£4.872.307	£5.625.080	£7.964.930	£10.065.767

Si l'on se rappelle le fait que pendant environ 16 ans - de 1840 à 1856 - le commerce d'exportation britannique vers l'Inde a été généralement stationnaire, bien qu'il y ait eu parfois une légère augmentation au-delà, parfois une baisse perceptible au-dessous du chiffre moyen de 8.000.000 de livres sterling, on est plutôt surpris de voir ce commerce stationnaire doubler dans le court intervalle de deux ans, et de voir ce progrès soudain se produire à l'époque d'une guerre servile atroce⁵. La question de savoir si cette expansion du commerce est due à des circonstances temporaires ou à un véritable développement de la demande indienne tire son intérêt particulier de la conjoncture actuelle des finances indiennes qui oblige le gouvernement britannique à demander au Parlement l'autorisation de contracter un nouvel emprunt indien à Londres, et qui,

⁴ Selon la distinction entre *beer* et *ale*.

⁵ Il s'agit du soulèvement indien de 1857-59 contre la domination britannique. Pour le détail, nous renvoyons aux pages de notre fascicule 24.

simultanément, incite même le *London Times* à se demander si, après tout, l'Angleterre ne ferait pas mieux de se limiter aux trois anciennes provinces et de restituer le reste de la péninsule à ses souverains indigènes.

Avec les maigres matériaux dont nous disposons, il serait impossible d'aboutir à un jugement catégorique sur le caractère réel de la soudaine expansion du commerce d'exportation britannique vers l'Inde, mais toutes les données connues nous portent à croire que des circonstances transitoires ont, pour ainsi dire, accru ce commerce au-delà de ses dimensions organiques.

De premier abord, nous sommes incapables de découvrir un mouvement particulier dans les importations britanniques de l'Inde qui aurait pu conduire à l'augmentation des exportations vers ce pays. Il y a eu une augmentation dans certains articles, mais elle est presque contrebalancée par une diminution dans d'autres; et, dans l'ensemble, les fluctuations des exportations indiennes sont trop faibles pour expliquer d'une manière ou d'une autre les changements soudains dans les importations vers ce pays. La guerre civile peut, cependant, avoir aidé les Anglais à explorer des pays autrefois peu connus, et le soldat peut ainsi avoir ouvert la voie au marchand. En outre, une importation et une accumulation excessives d'argent se sont produites ces dernières années en Inde, et même l'Hindou, quelque peu vivifié par les scènes d'excitation qu'il vient de traverser, fait une entorse à sa manie de la thésaurisation et, dans une certaine mesure, se met à dépenser l'argent au lieu de l'enterrer. Cependant, nous ne sommes pas justifiés de mettre trop l'accent sur de telles hypothèses, d'autant que, d'un autre côté, nous sommes confrontés au fait indéniable d'une dépense extraordinaire du gouvernement d'un montant annuel d'environ £14.000,000. Cet état de choses, s'il explique suffisamment la croissance soudaine du commerce d'exportation anglais vers l'Inde, ne peut guère laisser présager une longue continuation de ce nouveau mouvement. L'effet le plus durable sera probablement la destruction complète de l'industrie indigène indienne, puisque, comme le lecteur l'aura constaté dans le dernier tableau, le surplus des exportations britanniques vers l'Inde est principalement dû à l'intrusion de cotons et de fils de coton britanniques. Le commerce excessif de la part de Manchester peut, dans une certaine mesure, avoir contribué à gonfler les chiffres du tableau des exportations britanniques.

2.6. K. Marx, Population, crime et paupérisme

*New-York Daily Tribune*¹
du 16.09.1859

Un Livre bleu, intitulé « Abrégé statistique du Royaume-Uni pour chacune des quinze dernières années, de 1844 à 1858 », a été présenté aux deux Chambres du Parlement au cours de la dernière session. Aussi arides que puissent paraître les chiffres, disposés dans les colonnes serrées de l'imprimé officiel, ils contiennent, en fait, des contributions plus précieuses à l'histoire du mouvement national que des volumes de bavardages rhétoriques et de ragots politiques. Le premier élément qui attire notre attention est le tableau de la population, mais, chose étrange, les chiffres relatifs au mouvement de la population de l'Irlande au cours des quinze années sont complètement omis. Le tableau écossais ne montre que de faibles oscillations sur lesquelles nous ne nous attarderons pas. Voici un compte rendu du mouvement de la population en Angleterre et au Pays de Galles :

Années	Estimation du nombre de la population	Naissances	Décès	Mariages
1844	16.520.000	540.763	356.950	132.249
1845	16.721.000	543.521	349.366	143.743
1846	16.925.000	572.625	390.315	145.664
1847	17.132.000	539.965	423.304	135.845
1848	17.340.000	563.059	399.800	138.230
1849	17.552.000	578.159	440.853	141.883
1850	17.766.000	593.422	368.986	151.738
1851	17.983.000	615.865	395.174	156.206
1852	18.205.000	624.171	407.938	158.439
1853	18.403.000	612.391	421.097	164.520
1854	18.618.000	634.506	438.239	159.349
1855	18.787.000	635.123	426.242	151.774
1856	19.045.000	657.704	391.369	159.262
1857	19.305.000	663.071	419.815	159.097
1858	19.523.000	655.627	450.018	154.500

Face à ce tableau de population, nous plaçons les relevés concernant le crime et le paupérisme de l'Angleterre et du Pays de Galles :

Mis en accusation

Années	Hommes	Femmes	Total	Condamnés
1844	21.549	4.993	26.542	18.919
1845	19.341	4.962	24.303	17.402
1846	19.850	5.257	25.107	18.144
1847	22.903	5.930	28.833	21.542
1848	24.586	5.763	30.349	22.900
1849	22.415	5.401	27.816	21.001
1850	21.584	5.265	26.813	20.537
1851	22.391	5.569	27.960	21.579
1852	21.885	5.625	27.510	21.304
1853	20.879	6.178	27.057	20.756
1854	22.723	6.636	29.359	23.047
1855	19.890	6.082	25.972	19.971
1856	15.425	4.012	19.437	14.734
1857	15.970	4.299	20.269	15.307
1858	13.865	3.990	17.855	13.246

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 487-491.

L'état tabulaire relatif au nombre de personnes indigentes (à l'exclusion des vagabonds) recevant une aide dans les différentes unions et paroisses relevant des conseils de tutelle en Angleterre et au Pays de Galles, commence par l'année 1849 :

Années	Total des pauvres		Années	Total des pauvres
1849	934.419		1854	818.337
1850	920.543		1855	851.369
1851	860.893		1856	877.767
1852	834.424		1857	843.806
1853	798.822		1858	908.186

En comparant ces trois tableaux de la population, du crime et du paupérisme, on trouvera que, de 1844 à 1854, le crime s'est accru plus rapidement que la population, tandis que le paupérisme, de 1849 à 1858, est resté presque stationnaire, malgré les changements énormes opérés pendant cet intervalle dans l'état de la société britannique. Trois grands faits marquent la période décennale de 1849 à 1858 - faits qui nous justifieraient presque de comparer cette période aux époques les plus illustres du XVI^e siècle. Les lois sur le blé avaient été abrogées², les champs aurifères découverts³, et une immense émigration avait eu lieu. Il y avait, en outre, d'autres circonstances qui donnaient un nouveau départ à l'industrie et au commerce. Des convulsions révolutionnaires, l'Europe était passée à une manie industrielle. La conquête du Punjaub⁴, puis la guerre de Russie et les guerres asiatiques, avaient rendu accessibles des marchés jusqu'alors presque inconnus. Enfin, l'importation par les Etats-Unis de produits britanniques s'était développée dans des proportions insoupçonnées dix ans auparavant. L'ensemble du marché mondial s'était élargi et semblait avoir doublé ou triplé sa capacité d'absorption. Et avec tout cela, pendant cette mémorable époque décennale, le million stationnaire des indigents anglais n'est diminué que de 26.233 individus. Si l'on compare les années 1853 et 1858, il a même augmenté de 109.364.

Il doit y avoir quelque chose de pourri au cœur même d'un système social qui accroît ses richesses sans diminuer sa misère, et qui augmente en crimes plus rapidement encore qu'en nombre. Il est vrai que, si nous comparons l'année 1855 avec les années précédentes, il semble qu'il y ait eu une diminution sensible de la criminalité de 1855 à 1858. Le nombre total des personnes mises en jugement, qui s'élevait en 1854 à 29.359, était descendu à 17.855 en 1858; et le nombre des condamnés avait aussi beaucoup diminué, quoique pas tout à fait dans la même proportion. Cette diminution apparente de la criminalité, depuis 1854, doit cependant être attribuée exclusivement à certains changements techniques dans la juridiction britannique; à la loi sur les jeunes délinquants⁵ en premier lieu, et, en second lieu, à l'application de la loi sur la justice criminelle de 1855, qui autorise les magistrats de police à prononcer des peines de courte durée, avec le consentement des prisonniers. Les violations de la loi sont généralement le fait d'organismes économiques qui échappent au contrôle du législateur, mais, comme en témoigne l'application de la loi sur les jeunes délinquants, il dépend dans une certaine mesure de la société officielle de qualifier

² Il s'agit de l'abrogation des Corn Laws en juin 1846 par le gouvernement Peel dans l'intérêt de la bourgeoisie industrielle. Les Corn Laws (introduites au XVe siècle) imposaient des droits d'importation élevés sur les produits agricoles dans l'intérêt des propriétaires terriens, afin de maintenir des prix élevés pour ces produits sur le marché intérieur. La lutte entre la bourgeoisie industrielle et l'aristocratie foncière au sujet des Corn Laws a abouti à leur abrogation.

³ La découverte de riches gisements d'or en Californie en 1848 et en Australie en 1851 a grandement influencé le développement économique de l'Europe et de l'Amérique.

⁴ Le Pendjab (nord-ouest de l'Inde) a été conquis par la Compagnie britannique des Indes orientales à la suite des guerres anglo-sikhs de 1845-46 et 1848-49. La conquête du Pendjab a achevé la colonisation britannique de l'Inde.

⁵ Il s'agit du Reformatory School Act de 1854 qui a institué en Angleterre des écoles de redressement pour les délinquants âgés de 12 à 16 ans.

certaines violations de ses règles de crimes ou de simples transgressions.

Cette différence de nomenclature, loin d'être indifférente, décide du sort de milliers d'hommes, et du ton moral de la société. La loi elle-même peut non seulement punir le crime, mais l'improviser, et la loi des avocats professionnels est très apte à travailler dans ce sens. Ainsi, un éminent historien a fait remarquer à juste titre que le clergé catholique de l'époque médiévale, avec ses vues sombres de la nature humaine, introduites par son influence dans la législation pénale, a créé plus de crimes que de péchés pardonnés.

Il est étrange de constater que la seule partie du Royaume-Uni où la criminalité a sérieusement diminué, disons de 50, et même de 75 pour cent, est l'Irlande. Comment pouvons-nous harmoniser ce fait avec l'argot de l'opinion publique anglaise, selon lequel la nature irlandaise, plutôt que la mauvaise gestion britannique, est responsable des déficiences irlandaises ? Encore une fois, ce n'est pas un acte de la part du souverain britannique, mais simplement la conséquence d'une famine, d'un exode et d'une combinaison générale de circonstances favorables à la demande de main-d'œuvre irlandaise, qui a opéré cet heureux changement dans la nature irlandaise. Quoi qu'il en soit, on ne peut se méprendre sur la signification des tableaux suivants :

Crimes en Irlande donnant lieu à un procès

Années	Hommes	Femmes	Total	Condamnés
1844	14.799	4.649	19.448	8.042
1845	12.807	3.889	16.696	7.101
1846	14.204	4.288	18.492	8.639
1847	23.552	7.657	31.209	15.233
1848	28.765	9.757	38.522	18.206
1849	31.340	10.649	41.989	21.202
1850	22.682	8.644	31.326	17.108
1851	17.337	7.347	24.684	14.377
1852	12.444	5.234	17.678	10.454
1853	10.260	4.884	15.144	8.714
1854	7.937	3.851	11.788	7.051
1855	6.019	2.993	9.012	5.220
1856	5.097	2.002	7.099	4.024
1857	5.458	1.752	7.210	3.925
1858	4.708	1.600	6.308	3.350

Pauvres en Irlande

Années	Total de pauvres	Années	Total de pauvres
1849	620.747	1854	106.802
1850	307.970	1855	86.819
1851	209.187	1856	73.083
1852	171.418	1857	56.094
1853	141.822	1858	50.582

Il est à regretter que le tableau de l'émigration ne précise pas les différentes parties du Royaume-Uni d'où le mouvement est parti, et la proportion dans laquelle chaque partie a contribué au résultat général. Du tableau, tel qu'il est, on déduira que, de 1844 à 1847, l'émigration vers les colonies britanniques de l'Amérique du Nord a pu s'approcher de l'émigration vers les Etats-Unis, sinon la dépasser. À partir de 1848, cependant, l'émigration vers l'Amérique du Nord britannique devient un simple appendice de l'émigration vers les États-Unis. En revanche, l'émigration britannique vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande se développe rapidement pendant les 15 années de 1844 à 1858. Alors que

l'émigration vers les colonies d'Amérique du Nord atteint son apogée en 1847, et celle vers les États-Unis en 1851, l'émigration vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande est à son apogée en 1852. Depuis cette époque jusqu'en 1858, on constate une diminution continue du nombre des émigrants, dont le nombre total, qui s'élevait en 1852 à 368.764, est ramené en 1858 à 113.972, soit une diminution de plus de 75 pour cent. Le tableau suivant est celui auquel il est fait allusion :

Nombre d'émigrants du Royaume-Uni vers diverses destinations

	Vers les colonies du N.A.	Vers les USA	Australie et Nouvelle Zélande	Autres destinations	Total
1844	22.924	43.660	2.229	1.873	70.686
1845	31.803	58.538	830	2.330	93.501
1846	43.439	82.239	2.347	1.826	129.851
1847	109.680	142.154	4.949	1.487	258.270
1848	31.065	188.233	23.904	4.887	248.089
1849	41.367	219.450	32.191	6.490	299.498
1850	32.961	223.078	16.037	8.773	280.849
1851	42.605	297.357	21.532	4.472	335.966
1852	32.873	244.261	87.881	3.749	368.764
1853	34.522	230.885	61.401	3.129	329.937
1854	43.761	193.065	83.237	3.366	323.429
1855	17.966	103.414	52.309	3.118	176.807
1856	16.378	111.837	44.584	3.755	176.554
1857	21.001	126.905	61.248	3.721	212.875
1858	9.704	59.716	39.295	5.257	113.972

2.7. K. Marx, Manufactures et commerce

*New-York Daily Tribune*¹
du 23.09.1859

Après avoir examiné dans une lettre précédente², le mouvement dans la population du Royaume, nous nous tournons maintenant vers le mouvement de production. Dans les tableaux suivants, les exportations sont indiquées pour chaque année depuis 1844, tandis que les chiffres relatifs aux importations commencent avec l'année 1854, une anomalie due au fait que la valeur réelle des importations n'a pas été officiellement établie avant 1854 :

A—EXPORTATIONS.

Valeur réelle totale déclarée des produits britanniques et irlandais exportés du Royaume-Uni :

Années	£
1844	58.534.705
1845	60.111.082
1846	57.786.876
1847	58.842.377
1848	52.849.445
1849	63.596.025
1850	71.367.885
1851	74.448.722

Années	£
1852	78.076.854
1853	98.933.781
1854	97.184.726
1855	95.688.085
1856	115.826.948
1857	122.066.107
1858	116.608.911

B – IMPORTATIONS

Valeur réelle totale déclarée des produits britanniques et irlandais importées au Royaume-Uni :

Années	£
1854	152.389.053
1855	143.542.850
1856	172.544.154

Années	£
1857	187.844.441
1858	163.795.803

D'après le premier tableau, on voit que les exportations et par conséquent la production avaient plus que doublé dans la période de 1844 à 1857, tandis que la population, comme on peut le prouver d'après les chiffres cités dans ma lettre précédente, avait, au cours de la même période, à peine augmenté de 18 pour cent. Voilà une curieuse réponse à la doctrine de Parson Malthus, le sinécuriste. Le tableau A illustre par ailleurs une loi de production qui pourrait être démontrée avec une finesse mathématique, en comparant les revenus des exportations britanniques depuis 1797. La loi est la suivante : que si, par surproduction et sur-spéculation, une crise a été provoquée, néanmoins les pouvoirs productifs de la nation et la faculté d'absorption sur le marché du monde se sont, dans l'intervalle, tellement étendus qu'ils ne s'éloigneront que momentanément du point culminant atteint, et qu'après quelques oscillations s'étendant sur quelques années, l'échelle de production qui a marqué le point culminant de la prospérité dans une période du cycle commercial, devient le point de départ de la période suivante.

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 492-496.

² Son article du 16 septembre dernier « Population, crime et paupérisme ».

Ainsi l'année 1845 marque le sommet de la puissance productive développée au cours du cycle commercial de 1837 à 1847. En 1846 commence la réaction; il y a une catastrophe en 1847, dont les conséquences ne se manifestent pleinement qu'en 1848, lorsque l'ampleur des exportations tombe même en dessous de 1844. En 1849, cependant, il se produit non seulement une reprise, mais les chiffres de 1845, l'année de la plus grande prospérité au cours du dernier cycle, sont déjà dépassés de trois millions, et cette année marque maintenant le niveau auquel les exportations ne chuteront plus jamais au cours du nouveau cycle. Le point culminant est à nouveau atteint en 1857, l'année de la crise, dont les effets sont enregistrés dans les exportations en baisse de 1858. Mais déjà, en 1859, le sommet de la période 1847-1857 a été converti en point de départ d'un nouveau cycle commercial, un point auquel les puissances productives ne sont pas susceptibles de reculer à nouveau.

En comparant les tableaux A et B, on trouvera que les exportations britanniques sont nettement inférieures aux importations britanniques et que cette disproportion augmente aussi régulièrement que l'ampleur des exportations. Or, ce phénomène a été interprété par certains auteurs anglais comme si les malheureux Britanniques s'endettaient auprès d'autres nations, ou vendaient bon marché et achetaient cher, faisant ainsi un cadeau au monde extérieur d'une partie de leur industrie. Le fait est que la Grande-Bretagne reçoit, sous forme d'importations en provenance d'autres nations, certains revenus sans contrepartie, comme c'est le cas pour les tributs indiens perçus sous différentes formes, et d'autres revenus pour les intérêts sur le capital prêté à des périodes antérieures. La disproportion croissante entre les importations et les exportations britanniques ne fait donc que prouver que l'Angleterre, vis-à-vis des marchés mondiaux, développe sa fonction de prêteur d'argent encore plus rapidement que sa fonction de fabricant et de marchand.

Parmi les articles d'importation, il y en a quatre qui réclament une certaine attention, à savoir : les lingots, le maïs, le coton et la laine. En d'autres occasions, les mouvements des importations et des exportations britanniques de lingots ont été expliqués dans le *N.-Y. Tribune*, qui, à l'époque de la dernière crise commerciale, a prouvé, à partir de chiffres officiels, que le montant des billets de la Banque d'Angleterre en circulation avait plutôt diminué qu'augmenté depuis l'entrée en jeu des nouveaux champs aurifères. Nous ne reviendrons donc pas sur ce sujet, mais nous nous limiterons à énoncer un fait qui, à notre connaissance, n'a pas encore été constaté par les écrivains anglais. La quantité de la pièce métallique circulant dans une nation peut être raisonnablement déduite des opérations de la monnaie nationale. Afin de vérifier le mouvement de la monnaie métallique en Grande-Bretagne pendant l'exploitation des fouilles californiennes et australiennes, nous donnons le tableau suivant, montrant la quantité de métal frappée à la Monnaie royale :

Quantité de monnaies d'or, d'argent et de cuivre frappées à la Monnaie Royale

Années	Or	Argent	Cuivre	Total
1844	£3.563.949	£626.670	£7.246	£4.197.865
1845	4.244.608	647.658	6.944	4.899.210
1846	4.334.911	559.548	6.944	4.900.955
1847	5.158.440	125.730	8.960	5.293.130
1848	2.541.999	35.442	2.688	2.490.129
1849	2.177.955	119.592	1.792	2.299.339
1850	1.491.836	129.096	448	1.621.380
1851	4.400.411	87.868	3.584	4.491.863
1852	8.742.270	189.596	4.312	8.936.178
1853	11.952.591	701.544	10.190	12.664.325
1854	4.152.183	140.480	61.538	4.354.201
1855	9.008.663	195.510	41.091	9.245.264
1856	6.002.114	462.528	11.418	6.476.060

1857	4.859.860	373.230	6.720	5.239.810
1858	1.231.023	445.896	13.440	1.690.359

Nous allons comparer les totaux, puisque les pièces d'argent et de cuivre doivent être considérés comme de simples jetons remplaçant la pièce d'or, de sorte que pour l'examen du mouvement général de la monnaie métallique, il devient tout à fait indifférent que la pièce d'or ait été elle-même mise en circulation ou que ses parties fractionnaires aient été représentées par des marques métalliques.

Les quinze années sur lesquelles s'étend le tableau ci-dessus, peuvent être divisées en deux périodes presque égales, dont l'une précède l'opération sur la Grande-Bretagne des nouveaux pays aurifères tandis que l'autre est caractérisée par l'afflux rapide d'or de nouvelles sources. La première période, nous la datons de 1844 à 1850, la seconde nous la datons de 1851 à 1858, l'année 1851 étant remarquable pour le début de l'opération de fouilles de la Nouvelle-Galles du Sud et de Victoria, ainsi que pour l'immense développement de l'approvisionnement en or de la Californie, qui à partir de £11.700 en 1848, £1.600.000 en 1849, £5.000.000 en 1850, avait grimpé à £8.250.300 en 1851. En faisant la somme des totaux de métal frappés dans la période de 1844 à 1850 d'une part, et dans la période de 1851 à 1858 d'autre part, puis en calculant la moyenne annuelle dans chaque période, il sera constaté, que la monnaie moyenne annuelle au cours des sept premières années s'élevait à £3.643.144, tandis que, pour les huit dernières années, elle a atteint la somme de £7.137.782. La monnaie métallique de la Grande-Bretagne, par conséquent, a presque augmenté de 100 pour cent au cours de la période tombant dans le fonctionnement des nouvelles fournitures d'or.

Cela prouverait certainement l'influence exercée par la Californie et l'Australie sur le développement du commerce intérieur britannique, mais il serait tout à fait faux de conclure que la circulation métallique a été directement augmentée par l'afflux d'or nouveau. Le contraire est démontré en comparant les seules années des deux périodes, avant et après les découvertes d'or.

En 1854, par exemple, la monnaie tombe en dessous de celle de 1845 et 1846, et en 1858, elle descend bien en dessous du niveau de 1844. La masse d'or entrant dans la circulation sous forme de pièce n'était donc pas déterminée par l'importation de lingots d'or; mais des importations d'or, une grande partie était, en moyenne absorbée dans la circulation intérieure pendant la deuxième époque, parce que les activités commerciales et industrielles avaient généralement pris de l'expansion, ce qui cependant, dans une large mesure, remonte à l'exploitation des nouveaux pays aurifères.

2.8. K. Marx, Corruption électorale en Angleterre

New-York Daily Tribune¹
du 04.11.1859

Les commissions chargées d'enquêter sur l'état des circonscriptions électorales de Gloucester et de Wakefield ne font que confirmer, par leurs révélations quotidiennes, les propos du vieux Coppock, l'ancien agent électoral du Reform Club², selon lesquels la véritable Constitution de la Chambre des Communes britannique peut se résumer par le mot *corruption*. L'actuelle enquête tire un intérêt particulier du fait que Gloucester est un bourg pourri³ de vieille date, tandis que Wakefield est une circonscription créée par la loi sur la réforme⁴, et que le corrupteur de Gloucester est un Tory scandaleux, sir Robert Carden, de la trempe de Dogberry⁵, tandis que le corrupteur de Wakefield, M. Leatham, le beau-frère de M. Bright est un radical. Dans les deux cas, l'innocence enfantine des candidats parlementaires est quelque chose de rafraîchissant dans cette époque épouvantable de scepticisme. Les deux candidats trouvent l'argent pour l'achat de votes, mais prennent bien soin de ne pas savoir où va l'argent. Du début à la fin de l'élection, les factures de leurs avocats augmentent dans une progression géométrique, mais dans la même mesure, s'accroît leur croyance en la pureté immaculée des circonscriptions au sujet desquelles ils confessent que le but suprême de leur ambition mondaine est de les représenter au Parlement⁶.

Prenez d'abord ce modèle d'un quaker, l'honorable M. Leatham. En 1857, il s'est présenté dans la circonscription de Wakefield, et a employé un avocat du nom de Wainwright comme « ami juridique ». Ce Wainwright, dans un élan de sincérité, prend son ami le quaker à part et le surprend, lui, l'innocent Leatham, qui s'était considéré comme *l'homme qu'on aime pour lui-même*⁷, et le candidat à élire *pour le roi de Prusse*⁸, par la remarque d'une sagacité bouleversante qu'une élection était une question de livres sterling, et qu'il fallait donc trouver le « nécessaire ». Wainwright a fixé le montant de l'argent nécessaire à 1.000 £. Leatham s'exclame : « Je ne les ai pas, mais je les emprunterai » et, fidèle à sa parole, fait envoyer 1.000 £ à Wainwright par l'intermédiaire de Overend & Gurney, les banquiers quakers de Lombard street, à Londres. Peu de temps après, Wainwright, qui semble enclin à des *pourparlers*⁹ confidentiels, prend de nouveau Leatham « à part », lui chuchote à l'oreille qu'il a découvert que l'élection coûterait plus cher que prévu, et insiste pour obtenir 500 £ supplémentaires. L'innocent Leatham « trouve cela plutôt étrange », mais, après mûre réflexion, et

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 526-531.

² Le Reform Club était un club politique libéral de Londres fondé en 1834; il était le centre de la lutte des libéraux contre les conservateurs.

³ Bourgs pourris (Rotten boroughs) : c'est ainsi qu'on appelait les petites villes et villages peu peuplés ou dépeuplés d'Angleterre qui jouissaient depuis le Moyen Âge du droit d'envoyer des représentants au Parlement. Ces représentants étaient pratiquement nommés par l'aristocratie foncière, qui contrôlait la poignée d'« électeurs libres » qui les élaient officiellement. Les « bourgs pourris » ont été privés de leurs droits de vote par les réformes électorales de 1867 et 1884.

⁴ En référence au *Reform Bill* qui a finalement été adopté par le Parlement britannique en juin 1832. Le Reform Act de 1832 consistait en trois actes adoptés en conséquence pour l'Angleterre et le Pays de Galles le 7 juin, pour l'Écosse le 17 juillet et pour l'Irlande le 17 août 1832. Elle était dirigée contre le monopole politique de l'aristocratie foncière et financière et permettait à la bourgeoisie industrielle d'être dûment représentée au Parlement. Le prolétariat et la petite bourgeoisie, les principales forces de la lutte pour la réforme, sont restés privés de leurs droits.

⁵ En référence au personnage de Dogberry dans la pièce de Shakespeare *Beaucoup de bruit pour rien*. Il représente un chef de police autosatisfait, un fonctionnaire pompeux et suffisant à la tête d'un groupe de gardiens maladroits et imbéciles.

⁶ Ici et ci-dessous, Marx cite le témoignage de Robert Carden lors d'une séance de la commission d'enquête sur les élections à Gloucester, le 12 octobre 1859 (*The Times* du 13 octobre 1859).

⁷ En français dans le texte.

⁸ En français dans le texte. Soit, ici : juste pour faire plaisir à une personne.

⁹ En français dans le texte.

se rappelant que l'élection de 1852 avait coûté 1.600 £, il accorde un crédit de 500 £ supplémentaires, mais le plus curieux, c'est qu'il n'est pas tout à fait sûr de la source d'où provenaient ces 500 £. A nouveau, deux semaines plus tard, l'austère Wainwright insiste pour obtenir un autre crédit de 1.000 £, et maintenant, Leatham, la Pureté, devient très mélodramatique.

« J'étais », dit-il, « très contrarié de cela, et je le lui ai dit, et j'ai également dit qu'il y avait beaucoup de choses que je n'aimais pas dans ses services. J'avais remarqué qu'il y avait beaucoup de gens étranges impliqués dans ceux-ci, et j'espérais qu'il ne se passait rien de mal. Il m'a dit : « Vous devez me laisser faire et *ne pas poser de questions*. Vous devez me confier la commande d'un autre millier de livres, même si je ne pense pas en avoir besoin ». J'ai été assez fou pour consentir, et je crois que l'argent a été obtenu de la même source que précédemment¹. »

Le mystérieux étranger qui a « obtenu l'argent » est l'associé de M. Leatham, qui n'est pas présent lors de l'enquête en cours parce que, à cette période de l'année plutôt inhabituelle, il a eu la fantaisie de partir en voyage sur le continent.

Si le quaker Leatham, malgré son tempérament crédule, a ses propres doutes, mais s'efforce de soulager sa conscience en « ne posant pas de questions », Sir R. Carden, en revanche, puisque « pour les purs, tout est pur² », s'est senti tellement édifié par ses expériences électorales à Gloucester en 1857, qu'en 1859, il s'est à nouveau présenté dans le même arrondissement, quoique cette fois sans succès.

La vraie raison qui l'a poussé à entrer à St Stephen's³ comme élu de Gloucester, c'est qu'il pensait que Gloucester était si pur que ce serait un honneur et une distinction de le représenter au Parlement, « alors que Coppock et ses myrmidons⁴ avaient l'habitude d'appeler Gloucester le fromage, parce qu'il était « si délicieusement pourri » ; en un mot, un puits de corruption qui a du bouquet. D'abord fixées à 500 £, les dépenses électorales nécessaires ont été gonflées par des expansions soudaines à quelque chose comme 6.000 £, mais pourtant, et même après le rapport de l'Auditeur fixant les dépenses légales à 616 £. 8 s, la conviction de Sir R. Carden quant à la pureté des façons de faire de Gloucester resta inébranlable.

« Il avait cru que l'élection avait été pure jusqu'à il y a seulement un jour ou deux, quand il avait été absolument bouleversé d'entendre les horribles révélations qui avaient été faites. Ces révélations l'avaient tout à fait pris par surprise. ».

La philosophie électorale des candidats parlementaires consiste donc simplement à permettre à leur main gauche de ne pas savoir ce que fait leur main droite, et ils se lavent ainsi les deux mains dans l'eau de l'innocence. Ouvrir les poches de leur pantalon, ne pas poser de questions et croire en la vertu universelle de l'humanité, voilà ce que leur convient le mieux.

Quant à la noblesse juridique, les notaires, les procureurs et les avocats, employés dans le domaine électoral, ils ont, bien sûr, un droit légitime à leurs honoraires professionnels. On ne peut pas s'attendre à ce qu'ils donnent de leur temps à « gérer » l'affaire pour rien.

¹ Extrait du témoignage de William Leatham lors d'une séance de la commission d'enquête sur les élections à Wakefield, le 11 octobre 1859 (*The Times* du 12 octobre 1859).

² En référence à l'épître de Paul à Tite (I.15).

³ La chapelle Saint-Étienne faisait partie du palais de Westminster où la Chambre des communes siégeait depuis 1547.

⁴ Myrmidons est le nom donné à une tribu légendaire du sud de la Thessalie dont les guerriers ont combattu dans la guerre de Troie sous les ordres d'Achille. Au XIXe siècle, le vocable a pris des connotations péjoratives pour désigner des ruffians à gages.

Pourquoi, s'est exclamé l'un des fabricants de députés de Gloucester,

« Je ne vais pas les laisser avoir mon vote pour rien. Regardez les vingt-quatre avocats qui ont leurs 25 £ et cinq guinées par jour chacun, et je ne vais pas leur laisser le mien pour rien. »

Et, dit M. George Buchanan, un gentleman qui a fait la campagne électorale en compagnie de Sir R. Carden,

« En fait, il s'agissait d'une ruée générale vers l'argent, et je n'aime pas entendre tant d'injures lancées contre de pauvres hommes qui prenaient 3 sh. 6d. par jour, alors que les professionnels qui facturaient de lourdes charges pour ne rien faire, s'en tiraient bien¹. »

En ce qui concerne les fabricants de députés eux-mêmes, quelques exemples suffiront à les caractériser. M. W. Clutterbuck, avocat et recruteur de voix au nom de Sir R. Carden, ricane dans ses manches en déclarant que

« Gloucester est un endroit aussi corrompu que n'importe quel autre en Angleterre². ».

Il avait jeté son dévolu sur « les Coopey ». Les Coopey sont au nombre de huit ou neuf, une famille qui, depuis des temps immémoriaux, a joué un rôle de premier plan dans les élections de Gloucester. Ce sont, dit Clutterbuck, « des gens qu'il faut amuser », et, par conséquent, il alla chez les Coopey, fuma la pipe avec eux, bavarda avec eux, et ne leur fit aucune promesse directe, en aucune façon, mais « les amena à croire ceci et cela ». Sur sa trace, suivit M. John Ward, un constructeur, qui offrit aux Coopey 5 £ chacun. Deux des Coopey, dit-il, ont été soudoyés. L'un d'eux était mort, mais quelqu'un a voté à sa place.

« Moi », dit M. John Ward, le constructeur, « j'ai donné à neuf d'entre eux 5 livres sterling chacun³, et à l'homme mort 3 livres sterling. Cet homme était mort lors de l'élection de 1857, mais il y a voté pour Sir R. Garden. »

Puis vient M. Maysey.

« Moi », dit-il, « je tiens une boutique d'approvisionnement et je suis coiffeur⁴. »

Il a découvert que « la corruption était pratiquée à tous les degrés » et, par conséquent, il a acheté des électeurs pour un montant allant de 2 à 12 livres sterling la pièce. L'heureux mortel qui a obtenu 12 £ était un certain Evans.

« L'homme », dit notre vénérable coiffeur, « connaissait bien tous les petits électeurs. Evans valait 20 £, à la fois comme électeur et comme espion. »

Il semble que Maysey, l'héroïque coiffeur, ait chargé un certain nombre de voyous, avec un certain Clements à leur tête, le jour des élections, d'emmener de force un vieil électeur nommé Wathen du Lion Blanc, mais il (Maysey) n'a pas vu le « manteau du lion arraché de son dos ». L'homme, dit-il, au cours de l'enquête, « était trop vieux et aveugle pour résister, et, de plus, il était ivre. ». A Wakefield, les prix étaient plus élevés qu'à Gloucester, un vote coûtant de 5 à 70 livres sterling. En même temps, des moyens plus

¹ Marx cite le témoignage de George Buchanan lors d'une séance de la commission d'enquête sur les élections à Gloucester, le 10 octobre 1859 (*The Times*, du 11 octobre 1859).

² Marx cite le témoignage de W. Clutterbuck lors d'une séance de la commission d'enquête sur les élections à Gloucester, le 7 octobre 1859 (*The Times*, du 8 octobre 1859).

³ Extrait du témoignage de John Ward lors d'une séance de la commission d'enquête sur les élections à Gloucester, 7 octobre 1859 (*The Times* du 8 octobre 1859).

⁴ Marx cite le témoignage de J. Maysey lors d'une séance de la commission d'enquête sur les élections de Gloucester, le 8 octobre 1859 (*The Times* du 10 octobre 1859).

violents ont été utilisés par les partis en conflit. Un certain M. Smith, dont l'expérience s'étend sur de très nombreuses années, a émis l'opinion que Wakefield était la circonscription la plus corrompue d'Europe, et que l'argent et la bière y feraient gagner n'importe quelle élection¹.

Dans la dernière phase de la lutte entre le quaker Leatham, le radical, et M. Charlesworth, le conservateur, « toute la ville savait qu'il y avait beaucoup d'argent à obtenir au bureau de Wainwright », l'agent du quaker immaculé. La seule grande caractéristique qui distinguait les conservateurs des libéraux était que ces derniers ne s'abstenaient pas, à l'occasion, d'émettre des « flash notes² », alors que les premiers payaient en argent sterling. Environ une demi-douzaine d'électeurs de Wakefield ont formé un club, dans le but de faire pencher la balance du côté qu'ils voulaient lorsque le scrutin serait terminé. Un certain J. F. Tower, coiffeur, a voté pour M. Leatham parce que l'un des démarcheurs de M. Leatham lui a donné 40 £ pour une brosse à cheveux. John Wilcox, un homme particulièrement consciencieux, n'a pas voté du tout, ayant reçu 25 £ pour voter pour Leatham et 30 £ pour voter pour le rival de Leatham. « Il a donc équilibré les choses en restant tout à fait à l'écart ». Un certain Benjamin Ingham, qui a voté pour Leatham, n'a pas pu dire combien d'argent il avait reçu, car « il était généralement ivre à l'époque³ ». Les Tories ont attiré un certain James Clark, un devin et un astrologue, dans une auberge, où ils l'ont fait boire et « l'ont retenu pendant quelques jours dans une chambre de l'hôtel, avec beaucoup à manger et à boire ». Il tenta néanmoins d'enfin s'échapper et vota pour Leatham, « en partie pour vexer les Bleus⁴ qui l'avaient enfermé, et en partie pour obtenir 50 £ ».

Il y avait, en outre, un certain William Dickinson, plombier de profession, qui travaillait le matin à l'usine de blanchiment de M. Teal.

« En entrant dans une pièce à l'étage, afin de récupérer d'autres tuyaux pour terminer son travail, la porte fut soudainement fermée de l'extérieur, verrouillée et clouée. Il y avait trois hommes et un garçon dans la pièce pour le faire taire, et ils avaient une corde pour l'attacher si nécessaire⁵. »

Somme toute, si les libéraux excellaient par leurs « notes éclair », les conservateurs étaient remarquables par leur recours à la violence.

Maintenant, en ce qui concerne ces révélations dégoûtantes sur le système électoral anglais, le vieux Lord Brougham a jugé bon de faire un long discours à Bradford⁶, dans lequel il avoua que le délit de corruption s'était accru rapidement, qu'il était relativement rare avant 1832, mais qu'il avait augmenté rapidement depuis la loi de réforme de cette année-là, et qu'il avait l'intention de le diminuer. Et quel est le curieux remède proposé par Lord Brougham ? Refuser le droit de vote aux classes laborieuses jusqu'à ce que la classe moyenne inférieure, qui est soudoyée, et les classes supérieures qui la soudoient, se soient amendées ! Le gâtisme de la vieillesse peut seul expliquer un tel paradoxe.

¹ Marx cite le témoignage de J. Burtenshaw lors d'une séance de la commission d'enquête sur les élections à Wakefield, le 7 octobre 1859 (*The Times* du 8 octobre 1859).

² Marx cite le témoignage de James Clark lors d'une séance de la commission d'enquête sur les élections à Wakefield, le 8 octobre 1859 (*The Times* du 10 octobre 1859).

³ Témoignage de Benjamin Ingham lors d'une séance de la commission d'enquête sur les élections à Wakefield, 8 octobre 1859 (*The Times* du 10 octobre 1859).

⁴ « True blues » - terme apparu en Grande-Bretagne au XVII^e siècle pour désigner les représentants de l'aile modérée des puritains qui avaient choisi le bleu comme couleur par contraste avec le rouge de la monarchie. Plus tard, il a été appliqué aux membres du parti conservateur britannique.

⁵ Témoignage de William Dickinson lors d'une séance de la commission d'enquête sur les élections à Wakefield, 8 octobre 1859 (*The Times* du 10 octobre 1859).

⁶ Discours d'Henry Brougham au troisième congrès de la National Association for the Promotion of Social Science, Bradford, le 10 octobre 1859 (*The Times* du 12 octobre 1859).

2.9. K. Marx, *La panique de l'invasion en Angleterre*

*New-York Daily Tribune*¹
du 09.12.1859

Les paniques semblent être devenues, ces derniers temps, des incidents réguliers de la vie politique anglaise, comme elles l'étaient il y a longtemps du système industriel anglais. Les paniques, si elles sont bien gérées, constituent une grande ressource pour les gouvernements des pays dits libres. Lorsque les gens sont effrayés et perdent leur bon sens, leurs esprits sont facilement détournés de dangereuses chimères. Prenez, par exemple, la question de la réforme en Angleterre. Au moment même où l'Angleterre se demandait si elle allait renoncer pour toujours au contrôle de l'Amérique du Nord, Lord Grey proposa un projet de réforme de grande envergure qui devait supprimer toute l'influence traditionnelle des Lords sur la Chambre des Communes. En 1780, le duc de Richmond présenta un projet de réforme qui allait jusqu'à exiger des parlements renouvelés chaque année et le suffrage universel. Pitt lui-même, dont le centenaire de la naissance est passé sans être remarqué par ses compatriotes, alors tout juste occupés à célébrer le centenaire de la mort de Haendel - ce même Pitt avait à l'origine inscrit sur ses bannières les mots : « Réforme parlementaire² » : « Comment se fait-il alors que le mouvement réformiste du XVIIIe siècle, après avoir conquis les représentants les plus intellectuels des classes dirigeantes, se soit éteint sans laisser de traces ? Il a été emporté par la panique de la Révolution française, dans le sillage de laquelle se sont succédés la guerre anti-jacobine, le monstre de la Dette publique et les ignobles Gagging Acts³.

Il y a quelques années, la panique russe a tué deux projets de loi de réforme⁴, et aujourd'hui la panique de l'invasion française est susceptible de jouer le même rôle. Nous pouvons donc estimer à leur juste valeur les sombres appréhensions des radicaux anglais, sous la direction de M. Bright, qui déclarent qu'ils considèrent les oligarques et leurs organes dans la presse publique comme des semeurs de panique intéressés, déterminés à faire échouer la réforme et à perpétuer la mauvaise administration, par le spectre d'une invasion française⁵. L'affaire présente en effet quelques traits laids et suspects. La presse palmerstonienne est le principal véhicule de la panique de l'invasion, alors que Palmerston est apparemment l'ami le plus intime de Louis Bonaparte. Le même homme qui a été renvoyé d'un Cabinet parce qu'il a reconnu le *coup d'Etat*, sans le consentement de ses collègues⁶, et qui a été chassé d'un autre Ca-

¹ La rédaction de l'article date du 25 novembre 59 comme l'indique la lettre de Marx à Engels du lendemain 26 (C5, p. 438). Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 545-547.

² Le développement industriel fulgurant de l'Angleterre dans la seconde moitié du XVIIIe siècle a intensifié la lutte pour le pouvoir entre la bourgeoisie et l'aristocratie foncière. Les projets de loi de réforme parlementaire mentionnés dans cet article étaient l'une des formes de manifestation de cette lutte. Ces projets de loi étaient présentés par des représentants des cercles aristocratiques dominants qui prônaient un compromis avec la bourgeoisie industrielle. Le projet de loi proposé par le duc de Richmond en 1780 prévoyait des élections législatives annuelles, des droits électoraux pour la population masculine adulte et un redécoupage des circonscriptions électorales. Le projet présenté par Pitt le Jeune en 1782 en tant que membre de la Chambre des Communes et pour la deuxième fois en 1785 en tant que chef du gouvernement prévoyait la liquidation des « bourgs pourris » et un redécoupage des circonscriptions électorales en faveur des centres industriels.

³ Il s'agit des six lois d'urgence adoptées par le Parlement britannique en 1819 à la suite du massacre de Peterloo. Elle abrogeaient l'inviolabilité de la personne et limitaient la liberté de la presse et de réunion.

⁴ Il s'agit des projets de loi présentés par Locke King en février 1851 et par John Russell en février 1852 et en février 1854. Ces projets ont été rejetés.

⁵ En référence à l'éditorial du *Times* du 25 novembre 59.

⁶ Après le coup d'Etat bonapartiste du 2 décembre 1851 en France, Palmerston, alors ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, avait approuvé le coup d'Etat de Louis Bonaparte lors d'une entrevue avec l'ambassadeur français à Londres. Cette approbation par Palmerston s'était faite sans accord préalable avec les autres membres du cabinet whig, ce qui avait conduit à sa démission en décembre

binet parce qu'il a présenté le projet de loi sur la conspiration française¹, serait-il le personnage le plus approprié pour contrecarrer les plans bonapartistes ? En même temps que la presse palmerstonienne met en garde le peuple anglais contre la perfidie de Bonaparte, elle l'invite à s'embarquer avec le même homme dans une nouvelle expédition chinoise.

Néanmoins, on ne peut nier que l'actuelle panique guerrière en Angleterre, bien qu'elle puisse tourner au profit de la politique du parti aristocratique, n'est pas tout à fait dépourvue de motifs rationnels. Chaque fois que Bonaparte conclut une nouvelle paix, l'Angleterre se demande instinctivement si son tour de faire les frais de la guerre est enfin arrivé. Ainsi, une guerre entre la France et l'Angleterre ne semble être qu'une question de temps. Par crainte de la révolution, l'Europe officielle a accepté le régime de Louis Bonaparte, mais la reprise périodique de la guerre est une des conditions vitales de ce régime. Il ne délivre les Cabinets du cauchemar de la révolution qu'à la condition expresse qu'ils se laissent conquérir successivement. Il était à peine assis depuis deux ans sur son trône usurpé que la guerre de Russie était devenue nécessaire à la prolongation de son pouvoir. Deux ans ne s'étaient pas encore écoulés depuis la conclusion de la paix russe que l'aventure italienne pouvait seule le sauver d'une catastrophe ignominieuse. Ses difficultés n'ont certainement pas été atténuées par une succession de guerres, n'entraînant que des illusions d'une part, des dettes publiques, et l'insolence croissante d'une garde prétorienne d'autre part, sans parler de l'opposition du clergé, ajoutée aux autres éléments d'insécurité intérieure déjà existants.

Après la guerre de Russie, un certain temps s'écoula avant que le mécontentement orléaniste n'ose marmonner ses sarcasmes, et le désespoir révolutionnaire lancer ses grenades. Les signes de déception qui ont caractérisé la dernière guerre se manifestent très clairement dans la stagnation du commerce français, l'échec complet de l'amnistie impériale², la recrudescence de la sévérité contre la presse et les espoirs ravivés des orléanistes. Alors que la masse du peuple français grogne contre une guerre stérile qui lui a coûté les économies de la paix, la masse de l'armée peste contre une paix qui, à son avis, l'a dépouillée des fruits de la guerre. Encore quelques mois et se développeront dans toute leur ampleur les difficultés auxquelles Louis Bonaparte se heurte, et pour lesquelles il n'y a qu'une issue, celle d'une nouvelle guerre. Mais les guerres successives que sa position l'oblige à engager deviennent progressivement plus dangereuses pour lui et pour l'Europe, dont l'Angleterre peut être considérée comme le représentant le plus puissant. La guerre de Crimée n'a guère été menée sur le sol européen. La guerre en Italie n'a pu être localisée que par sa fin abrupte. Une guerre sur le Rhin, et plus encore une invasion de l'Angleterre, équivaldrait, dans son début même, à une guerre européenne générale. Mais c'est seulement entre la Prusse et l'Angleterre, comme objets respectifs de sa prochaine attaque, que Louis Bonaparte doit choisir. Dans les deux cas, l'Angleterre sera partie prenante, dans l'un comme acteur principal, dans l'autre comme acteur subsidiaire. Cette dernière éventualité est la plus probable, mais il est impossible de prévoir quelles collisions directes entre la France et l'Angleterre peuvent résulter d'une guerre entre la France et la Prusse. En une autre occasion, nous nous proposons de passer en revue les préparatifs militaires que l'Angleterre fait en vue du conflit imminent

1851, bien que le gouvernement anglais partageât en principe le point de vue de Palmerston et qu'il fût le premier gouvernement en Europe à reconnaître le régime bonapartiste en France.

¹ Le 20 janvier 1858, le Comte Walewski, Ministre français des Affaires étrangères, avait protesté contre la garantie du droit d'asile accordée par le gouvernement anglais aux réfugiés politiques. Le 8 février, Palmerston avait alors introduit un projet de loi, la *Conspiracy to Murder Bill*, visant à restreindre cette protection. Mais le projet avait été censuré et il fut contraint de démissionner le 19 février.

² Le décret d'amnistie promulgué par Napoléon III le 16 août 1859 fut publié dans le *Moniteur universel* du 16 et du 17 août 1859. L'article 1 du décret prévoyait la suppression des « avertissements » administratifs à la presse que les autorités pouvaient prononcer, en vertu de la loi sur la presse de 1852, à l'encontre des publications qui ne plaisaient pas au gouvernement. Ces avertissements permettaient au gouvernement d'exercer une pression ouverte sur la presse.

3.1. K. Marx, *Grandes difficultés dans les finances indiennes*

*New-York Daily Tribune*¹
du 30.04.1859

La crise financière indienne, qui en ce moment partage avec les rumeurs de guerre et l'agitation électorale le privilège d'absorber l'intérêt public en Angleterre, doit être considérée sous un double point de vue. Elle implique à la fois une nécessité temporaire et une difficulté permanente.

Le 14 février, Lord Stanley présenta à la Chambre des Communes² un projet de loi autorisant le gouvernement à émettre un emprunt de 7.000.000 livres sterling en Angleterre, afin de régler les dépenses supplémentaires de l'administration indienne pour l'année en cours. Environ six semaines plus tard, l'autosatisfaction de John Bull quant au faible coût de la rébellion indienne³ fut brutalement interrompue par l'arrivée de l'Overland Mail, porteur d'un cri de détresse financière du gouvernement de Calcutta. Le 25 mars, Lord Derby se leva à la Chambre des Lords⁴ pour déclarer qu'un emprunt supplémentaire pour l'Inde de 5.000.000 £, en plus de l'emprunt de 7.000.000 £ actuellement devant le Parlement, serait nécessaire pour répondre aux demandes de l'année en cours, et que même alors, certaines demandes de compensation et de prix en espèces⁵, s'élevant à 2.000.000 £ au moins, resteraient à payer à partir d'une source non encore apparente. Pour rendre les choses agréables, Lord Stanley n'avait, dans sa première déclaration, prévu que les besoins du Trésor indien à Londres, laissant le gouvernement britannique en Inde à ses propres ressources, dont il ne pouvait que savoir, par les dépêches reçues, qu'elles étaient loin d'être suffisantes.

Indépendamment des dépenses du Home Government ou de l'administration indienne à Londres, Lord Canning a estimé le déficit du gouvernement de Calcutta pour l'année 1859-60 à 12 millions de livres sterling, après avoir consenti une augmentation des recettes ordinaires de 800.000 livres sterling et une diminution des dépenses militaires de 2 millions de livres sterling⁶. Telle était sa pénurie qu'il avait cessé de payer une partie de son service civil; tel était son crédit que les 5 pour cent du gouvernement étaient cotés à 12 pour cent d'escompte; et sa détresse était telle qu'il ne put être sauvé de la faillite que par l'expédition d'Angleterre en Inde de 3.000.000 £ d'argent en quelques mois.

Trois points deviennent ainsi évidents.

Premièrement : La déclaration initiale de Lord Stanley était une « esquivé » et, loin d'englober tout le passif indien, elle ne couvrait même pas les besoins immédiats du gouvernement indien en Inde.

¹ La rédaction de l'article est datée du 1^{er} avril 1859 comme l'indique la lettre de Marx à Engels de cette date (C5, p. 294). Les deux parties de cet article sont datées par le NYDT respectivement du 8 avril et du 12 avril 1859. Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 279-286.

² En référence à l'édition du *Times* du 15.02.59.

³ En 1857-1859, l'Inde a été le théâtre d'un grand soulèvement populaire contre les Britanniques. Il a éclaté au printemps 1857 parmi les unités Sepoy de l'armée du Bengale et s'est étendu à de vastes régions du nord et du centre de l'Inde. Sa principale force résidait dans les paysans et les artisans urbains pauvres. Dirigée par les seigneurs féodaux locaux, elle a été réprimée en raison de la désunion du pays, des différences religieuses et de castes et aussi en raison de la supériorité militaire et technique des colonisateurs. Pour le détail sur ces événements nous renvoyons aux pages de notre fascicule 24.

⁴ En référence à l'édition du *Times* du 26.03.59.

⁵ Ces prix étaient attribués par le gouvernement aux équipages des navires qui détruisaient ou capturaient des navires ennemis ou des navires neutres impliqués dans la contrebande.

⁶ En référence à l'édition du *Times* du 31.03.59.

Deuxièmement : Pendant toute la période de l'insurrection, si l'on excepte l'envoi de Londres, en 1857, d'un million de livres sterling d'argent à l'Inde, le gouvernement de Calcutta a dû se débrouiller tout seul, pour subvenir, à partir de ses propres ressources, à la plus grande partie des frais de guerre extraordinaires qui, bien entendu, devaient être déboursés en Inde, pour le logement dans les casernes de quelque 60.000 Européens supplémentaires, pour la restauration des trésors pillés et pour le remplacement de tous les revenus des administrations locales qui avaient été emportés.

Troisièmement : Il y a, en dehors des besoins du gouvernement intérieur, un déficit de 12.000.000 livres sterling, à combler dans l'année en cours. Par des opérations dont nous nous abstenons d'exposer le caractère douteux, cette somme doit être réduite à 9.000.000 livres, dont 5.000.000 livres doivent être empruntées aux Indes et 4.000.000 livres en Angleterre. Sur cette dernière somme, 1.000.000 livres sterling en lingots d'argent ont déjà été expédiées de Londres à Calcutta, et 2.000.000 livres sterling supplémentaires doivent être expédiées dans le plus bref délai possible.

Il ressort de cette déclaration succincte que le gouvernement indien a été très injustement traité par ses maîtres anglais, qui l'ont laissé en plan, afin de jeter de la poussière aux yeux de John Bull; mais il faut, d'autre part, admettre que les opérations financières de Lord Canning surpassent en maladresse même ses exploits militaires et politiques. Jusqu'à la fin de janvier 1859, il s'était efforcé de réunir les moyens nécessaires par des emprunts aux Indes, émis en partie en actions du gouvernement, en partie en bons du Trésor; mais, chose étrange, si ses efforts avaient porté leurs fruits à l'époque de la révolution, ils échouèrent complètement à partir du moment où l'autorité anglaise fut restaurée par la force des armes. Et non seulement ils échouèrent, mais il y eut une panique à l'égard des titres du gouvernement; il y eut une dépréciation sans précédent de tous les fonds, avec des protestations des Chambres de commerce de Bombay et de Calcutta, et, dans cette dernière ville, des assemblées publiques composées de cambistes anglais et indigènes, dénonçant le flottement, le caractère arbitraire et l'impuissance imbécile des mesures gouvernementales.

Or, le capital prêtable de l'Inde qui, jusqu'en janvier 1859, avait alimenté le gouvernement en fonds, a commencé à faire défaut après cette période, quand le pouvoir d'emprunt semble avoir été dépassé. En fait, l'ensemble des emprunts qui, de 1841 à 1857, s'élevait à 21.000.000 livres sterling, a absorbé dans les deux seules années de 1857 et 1858 environ 9.000.000 livres sterling, ce qui équivaut à près de la moitié de l'argent emprunté pendant les seize années précédentes. Une telle insuffisance de ressources, tout en expliquant la nécessité d'augmenter successivement le taux d'intérêt sur les emprunts du gouvernement de 4 à 6 pour cent, est, bien sûr, loin d'expliquer la panique commerciale sur le marché des titres indiens, et l'incapacité totale du gouverneur général à répondre aux besoins les plus urgents. L'énigme est résolue par le fait que c'est devenu une manœuvre régulière de Lord Canning de lancer de nouveaux emprunts à des taux d'intérêt plus élevés que ceux accordés sur les emprunts ouverts existants, sans aucun avis préalable au public, et avec la plus grande incertitude quant aux opérations financières ultérieures envisagées. La dépréciation des fonds, en conséquence de ces manœuvres, a été calculée à pas moins de £11.000.000. Limité par la pauvreté de l'Échiquier, effrayé par l'affolement de la Bourse, et secoué par les protestations des Chambres de Commerce et des réunions de Calcutta, Lord Canning a cru bon d'être un bon garçon et d'essayer de répondre aux desiderata de l'esprit monétaire; mais sa notification du 21 février 1859 montre encore une fois que l'intelligence humaine ne dépend pas de la volonté.

Que lui était-il demandé ? De ne pas ouvrir simultanément deux emprunts à des conditions différentes, et de dire immédiatement au public monétaire la somme nécessaire pour l'année en cours, au

lieu de le tromper par des annonces successives, contradictoires les unes par rapport aux autres. Et que fait-il dans sa notification ? En premier lieu, il dit qu'il faut émettre un emprunt sur le marché indien, pour l'année 1859-60, de 5.000.000 livres sterling, à 5 1/2 pour cent, et que

« lorsque cette somme aura été réalisée, l'emprunt de 1859-60 sera clos, et aucun autre emprunt ne sera ouvert en Inde pendant cette année ».

Dans la même proclamation, balayant toute la valeur des assurances qui viennent d'être données, il poursuit :

« Aucun emprunt portant un taux d'intérêt plus élevé ne sera ouvert en Inde au cours de l'année 1859-60, sauf sur instruction du gouvernement local ».

Mais ce n'est pas tout. Il ouvre, en fait, un double emprunt à des conditions différentes. Tout en annonçant que « l'émission de bons du Trésor aux conditions notifiées le 26 janvier 1859 sera close le 30 avril », il proclame « qu'une nouvelle émission de bons du Trésor sera notifiée à partir du 1er mai », portant un intérêt de près de 5 3/4 pour cent, et remboursable à l'expiration d'un an à compter de la date d'émission. Les deux emprunts sont maintenus ouverts ensemble, tandis que, dans le même temps, l'emprunt ouvert en janvier n'a pas encore été conclu. La seule question financière que Lord Canning semble capable de comprendre est que son salaire annuel s'élève nominale à 20.000 £, et à environ 40.000 £ en fait. C'est pourquoi, malgré les ricanements du Cabinet Derby, et son incapacité notoire, il s'accroche à son poste par « sentiment de devoir ».

Les effets de la crise financière indienne sur le marché intérieur anglais sont déjà manifestes. En premier lieu, les envois d'argent au titre du gouvernement qui viennent grossir les envois importants au titre du commerce, et qui tombent à une époque où les fournitures ordinaires d'argent du Mexique sont retenues par suite de l'état d'affolement de ce pays¹, ont, bien entendu, fait monter le prix du lingot d'argent. Le 25 mars, il avait atteint le prix factice de 62 3/4 d. par once étalon, provoquant un tel afflux d'argent de toutes les parties de l'Europe que le prix à Londres est retombé à 62 3/8 d., tandis que le taux d'escompte à Hambourg passait de 2 1/2 à 3 pour cent. Par suite de ces fortes importations d'argent, les échanges se sont retournés contre l'Angleterre, et une fuite des lingots d'or s'est produite, qui, pour le moment, ne fait que soulager le marché monétaire de Londres de sa pléthore, mais qui, à la longue, peut l'affecter sérieusement, en s'ajoutant, comme ce sera le cas, à de grands emprunts continentaux. La dépréciation, cependant, sur le marché monétaire de Londres, des actions du gouvernement indien et des titres garantis des chemins de fer, aussi préjudiciable qu'elle puisse s'avérer pour les emprunts du gouvernement et des chemins de fer qui doivent encore être proposés au cours de cette saison, est certainement l'effet le plus sérieux sur le marché intérieur, résultant de la crise financière indienne. Les actions de nombreux chemins de fer indiens, bien que l'intérêt de 5 pour cent soit garanti par le gouvernement, ont maintenant une décote de 2 ou 3 pour cent.

Dans l'ensemble, cependant, je considère la panique financière indienne momentanée comme une question d'importance secondaire, si on la compare à la crise générale du Trésor indien, que j'examinerai peut-être à une autre occasion.

¹ L'année 1854 a vu le début d'une révolution bourgeoise au Mexique, suivie d'une guerre civile qui a duré jusqu'à la fin de 1860 et s'est terminée par la défaite des propriétaires terriens féodaux réactionnaires et du clergé.

Le dernier courrier par voie de terre, loin de montrer une quelconque atténuation de la crise financière en Inde, révèle un état de désordre à peine prévu. Les expédients auxquels le gouvernement indien est contraint pour répondre à ses besoins les plus urgents peuvent être illustrés par une mesure récente du gouverneur de Bombay. Bombay est le marché où l'opium de Malwa, qui représente en moyenne 30.000 caisses par an, trouve son débouché par des versements mensuels de 2.000 ou 3.000 caisses, pour lesquels des factures sont tirées sur Bombay. En imposant une taxe de 400 roupies sur chaque caisse importée à Bombay, le gouvernement tire de l'opium du Malwa un revenu annuel de 1.200.000 £¹. Aujourd'hui, pour renflouer son Trésor épuisé et éviter une faillite immédiate, le gouverneur de Bombay a publié une notification qui porte le droit sur chaque caisse d'opium Malwa de 400 à 500 roupies; mais, en même temps, il déclare que ce droit majoré ne sera pas perçu avant le 1er juillet, de sorte que les détenteurs d'opium à Malwa ont le privilège d'introduire la drogue selon les anciens droits pendant quatre mois de plus. Entre la mi-mars, date de la notification, et le 1er juillet, il n'y a que deux mois et demi pendant lesquels l'opium peut être importé, la mousson arrivant le 15 juin.

Les détenteurs d'opium à Malwa profiteront, bien sûr, de l'intervalle qui leur est accordé pour envoyer de l'opium à l'ancien droit; et, par conséquent, pendant deux mois et demi, ils déverseront tout leur stock dans la Présidence². Comme le solde d'opium, de l'ancienne et de la nouvelle récolte, restant à Malwa s'élève à 26.000 caisses, et que le prix de l'opium de Malwa atteint 1.250 roupies par caisse, les marchands de Malwa devront faire appel aux marchands de Bombay pour pas moins de 3.000.000 livres sterling, dont plus de 1.000.000 livres sterling doivent entrer dans le Trésor de Bombay. Le but de cette escroquerie financière est transparent. Dans le but d'anticiper le revenu annuel de la taxe sur l'opium, et d'inciter les marchands de cet article à le payer immédiatement, une augmentation de la taxe est présentée prospectivement *in terrorem*³. Il serait superflu de s'étendre sur le caractère empirique de cet artifice, qui remplit l'Échiquier pour le moment en créant un vide correspondant dans quelques mois, mais il n'y a pas d'exemple plus frappant de l'épuisement des voies et moyens de la part des successeurs du grand Mogol⁴.

Examinons maintenant l'état général des finances indiennes, tel qu'il résulte de la récente insurrection. Selon les derniers comptes officiels⁵, le revenu net tiré par les Britanniques de leur exploitation indienne s'élève à 23.208.000 £, disons 24.000.000 £. Ce revenu annuel n'a jamais suffi à couvrir les dépenses annuelles. De 1836 à 1850, le déficit net s'est élevé à 13.171.096 £, soit, en moyenne, à 1.000.000 £ par an. Même au cours de l'année 1856, lorsque l'Échiquier a été exceptionnellement rempli par les annexions massives, les vols et les extorsions de Lord Dalhousie, les revenus et les dépenses ne se sont pas exactement équilibrés, mais, au contraire, un

¹ En référence au *Times* du 7.04.59.

² Marx fait ici référence à Bombay. Selon la division administrative de l'Inde britannique, Bombay, avec le Bengale et Madras, a reçu le statut d'une présidence dirigée par un gouverneur.

³ Comme une menace.

⁴ Marx appelle ironiquement les gouverneurs britanniques de l'Inde les successeurs des Grands Moghols. L'Empire des Grands Moghols fondé en 1526 par les Moghols, envahisseurs d'origine turque, devint très puissant au milieu du XVIIe siècle lorsqu'il conquiert la majeure partie de l'Inde et une partie de l'Afghanistan. Plus tard, cependant, l'Empire a commencé à décliner en raison de mouvements populaires et de tendances séparatistes croissantes. Dans la première moitié du XVIIIe siècle, l'Empire des Grands Moghols a pratiquement cessé d'exister. Officiellement, les Grands Moghols ont continué à être considérés comme les souverains de l'Inde jusqu'en 1858, date à laquelle les autorités anglaises ont mis fin à la dynastie.

⁵ En référence au *Times* du 8.03.59.

déficit d'environ un quart de million s'est ajouté à la récolte habituelle de déficits. En 1857, le déficit était de 9.000.000 livres sterling, en 1858, il s'élevait à 13.000.000 livres sterling, et en 1859, il est estimé par le gouvernement indien lui-même à 12.000.000 livres sterling. La première conclusion à laquelle nous arrivons est donc que, même dans des circonstances ordinaires, les déficits s'accumulaient et que, dans des circonstances extraordinaires, ils devaient prendre des dimensions telles qu'ils pouvaient atteindre la moitié et plus du revenu annuel.

La question qui se pose ensuite est la suivante : dans quelle mesure cet écart déjà existant entre les dépenses et les revenus du gouvernement indien a-t-il été élargi par les récents événements ? La nouvelle dette permanente de l'Inde, résultant de la répression de la mutinerie, est évaluée par les financiers anglais les plus optimistes à quarante ou cinquante millions de livres sterling, tandis que M. Wilson estime le *déficit permanent*, ou l'intérêt annuel de cette nouvelle dette à payer sur le revenu annuel, à pas moins de trois millions. Cependant, ce serait une grande erreur de penser que ce déficit permanent de trois millions est le seul héritage laissé par les insurgés à leurs vainqueurs.

Les coûts de l'insurrection ne sont pas seulement du passé, mais sont dans une large mesure prospectifs. Même dans les périodes calmes, avant le déclenchement de la mutinerie, les charges militaires engloutissaient au moins soixante pour cent de l'ensemble des revenus réguliers, puisqu'elles dépassaient 12.000.000 livres sterling; mais l'état des choses a changé. Au début de la mutinerie, la force européenne en Inde s'élevait à 38.000 hommes effectifs, tandis que l'armée indigène comptait 260.000 hommes. Les forces militaires actuellement employées en Inde s'élèvent à 112.000 Européens et 320.000 soldats indigènes, y compris la police indigène. On peut dire à juste titre que ces nombres extraordinaires seront ramenés à un niveau plus modéré avec la disparition des circonstances extraordinaires qui les ont gonflés à leur taille actuelle. Pourtant, la commission militaire nommée par le gouvernement britannique est arrivée à la conclusion qu'il faudra en Inde une force européenne permanente de 80.000 hommes, avec une force indigène de 200.000 hommes - les charges militaires étant ainsi portées à près du double de leur niveau initial. Au cours des débats sur les finances indiennes, à la Chambre des Lords, le 7 avril, deux points ont été admis par tous les orateurs qualifiés : d'une part, qu'une dépense annuelle sur le revenu de l'Inde d'un peu moins de vingt millions pour l'armée seule était incompatible avec un revenu net de vingt-quatre millions seulement; et, d'autre part, qu'il était difficile d'imaginer un état de choses qui, pendant une série indéfinie d'années, rendrait sûr pour les Anglais de quitter l'Inde sans une force européenne double de celle d'avant le déclenchement de la mutinerie. Mais supposons même qu'il suffirait d'ajouter en permanence aux forces européennes pas plus d'un tiers de leur effectif initial, et nous arrivons à un nouveau déficit annuel permanent de quatre millions de livres sterling au moins. Le nouveau déficit permanent, dérivé d'une part de la dette consolidée contractée pendant la mutinerie, et d'autre part de l'augmentation permanente des forces britanniques en Inde, ne peut donc, selon le calcul le plus modéré, descendre en dessous de sept millions de livres sterling.

A cela doivent s'ajouter deux autres éléments, l'un résultant d'une augmentation du passif, l'autre d'une diminution du revenu. D'après un relevé récent du département des chemins de fer du bureau des Indes à Londres¹, il ressort que la longueur totale des chemins de fer approuvés pour l'Inde est de 4.817 miles, dont 559 miles seulement sont encore ouverts. Le montant total du capital investi par les différentes compagnies de chemins de fer s'élève à 40.000.000 livres sterling, dont 19.000.000 livres sterling ont été versées et 21.000.000 livres sterling doivent encore être rentrées - 96 pour cent de la somme totale ayant été souscrits en Angleterre et 4 pour cent seulement en Inde. Sur cette somme de 40.000.000 livres

¹ En référence au *Times* du 5.04.59.

sterling, le gouvernement a garanti un intérêt de 5 pour cent, de sorte que l'intérêt annuel perçu sur les revenus de l'Inde atteint 2.000.000 livres sterling, à payer avant que les chemins de fer soient en état de marche et avant qu'ils puissent rapporter quelque chose.

Le comte d'Ellenborough évalue à 6.000.000 livres sterling la perte qui en résultera pour les finances indiennes au cours des trois prochaines années, et à un demi-million par année le déficit permanent final de ces chemins de fer. Enfin, sur les 24.000.000 livres sterling de revenu net indien, une somme de 3.619.000 livres sterling provient de la vente d'opium à des pays étrangers, une source de revenu qui, de l'aveu général, doit, dans une large mesure, être compromise par le dernier traité avec la Chine¹. Il devient donc évident qu'en dehors des dépenses supplémentaires encore nécessaires pour achever la répression de la mutinerie, un déficit annuel permanent d'au moins 8.000.000 livres devra être comblé sur un revenu net de 24.000.000 livres, que le gouvernement pourra peut-être, par l'imposition de nouveaux impôts, réussir à porter à 26.000.000 livres. Le résultat nécessaire de cet état de choses sera d'imposer au contribuable anglais la responsabilité de la dette indienne et, comme Sir G. C. Lewis l'a déclaré à la Chambre des Communes,

« de voter quatre ou cinq millions par an comme subvention pour ce qu'on appelait une précieuse dépendance de la couronne britannique² ».

On avouera que ces fruits financiers de la « glorieuse » reconquête de l'Inde n'ont pas un aspect charmant; et que John Bull paie des droits de protection excessivement élevés pour assurer le monopole du marché indien aux libre-échangistes de Manchester.

¹ Il s'agit de l'accord commercial anglo-chinois de Shanghai du 8 novembre 1858, conclu pour élargir la clause 26 du traité de Tientsin de 1858. Cet accord légalise l'importation d'opium en Chine sous le couvert de médicaments étrangers.

² En référence au *Times* du 5.04.59.

3.2. K. Marx, Note d'introduction au « Mémoire sur la Russie à l'usage du présent empereur »

*New-York Daily Tribune*¹
du 03.08.1859

Le document qui fait l'objet de cette brève note (« Memoir on Russia, for the instruction of the présent Emperor ») a paru le 13 juillet 1859 dans *The Free Press*, le journal édité à Londres par David Urquhart.

Marx le mentionne dans sa lettre à Engels du 14 juillet 59 : « J'attire ton attention, *lui écrit-il*, sur le premier article du numéro de la *Free Press* que je t'envoie². ».

Engels lui répond dès le 18 juillet : « Le *Mémoire* dans la *Free Press* est vraiment classique, y compris la manière presque comique dont Messieurs les diplomates présentent le régicide à la fois comme sacrifice de soi et vertu républicaine. Malgré tout que Nicolas³ donne à son fils⁴ une telle leçon sur l'assassinat de son propre père me semble un peu fort de café, ce passage me semble avoir été remanié⁵. Ne peut-on pas se procurer le document complet ?⁶ ».

Juste après le règlement de la question de la régence en Prusse et la révocation du ministère de Manteuffel, ses successeurs ont découvert, parmi d'autres documents officiels, un très curieux « Mémoire sur la Russie », dont un extrait, malgré toutes les précautions prises, s'est retrouvé entre les mains de quelques profanes qui considèrent le moment présent comme opportun pour la publication d'un tel document d'État.

Tous les passages littéralement cités de l'original sont indiqués par des guillemets. Passant outre les considérations générales sur l'histoire de la Russie, par lesquelles s'ouvre le document, nous commençons par ce qui concerne l'époque de Pierre le Grand.

Cette note de Marx a d'abord paru dans l'édition du 12 juillet 1859 de *Das Volk*. Marx l'introduisait par les lignes suivantes : « Sous cette rubrique, la *Free Press* urquhartiste publie un document d'une si grande importance pour la Prusse et l'Allemagne que nous le reproduisons intégralement. Dans un de nos prochains numéros, nous traiterons des ficelles secrètes du drame dont l'acteur est Bonaparte, mais le directeur la Russie. Pour l'instant, nous laissons parler *The Free Press*. ».

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol, 16, p. 415.

² C5, p. 355.

³ Nicolas Ier.

⁴ Alexandre II.

⁵ La version publiée par *The Free Press* présentait l'assassinat du tsarévitch Alexis par son père Pierre Ier ainsi que le meurtre de Pierre III comme des actes favorables aux intérêts de la Russie.

⁶ C5, p. 359. Les doutes de Marx et d'Engels sur l'authenticité de certains passages seront confirmés par le fait que d'après les numéros ultérieurs du *Free Press*, il apparaîtra que la publication était basée non pas sur le document original, mais sur du matériel publié dans le journal conservateur allemand *Preussisches Wochenblatt*. Or cette publication ne citait ni la source d'où provenait le document, ni son titre, ni le texte intégral. Dans ses mémoires (« Gedanken und Erinnerungen von Otto Fürst von Bismarck », Stuttgart, 1898, Bd. 1, pp 111-12) Bismarck dira carrément que cette publication a été falsifiée.

3.3. K. Marx, Kossuth et Louis Napoléon

L'article a été rédigé par Marx le 5 septembre 59 comme il l'indique à Engels dans sa lettre du même jour : « Aujourd'hui (...) j'ai écrit sur l'Italie et sur la Hongrie¹ ».

Dans sa lettre à Engels du 28 septembre 1859, il précise : « Les détails sur Kossuth dans le *Free Press*² sont de moi. (Pour le *Tribune*, j'en ai fait 2 articles, je verrai s'ils passent.). Je les tiens de Szemere qui me les a donnés en partie de vive voix, en partie par écrit³. ».

Plus tard, dans sa lettre à Bertalan Szemere du 8 octobre 1859, Marx revient longuement sur la question : « L'article du *Free Press*, lui annonce-t-il, a été reproduit dans des journaux de province anglais, écossais et irlandais. Des amis à moi en ont fait paraître une traduction littérale dans l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg et dans la *Weser-Zeitung* de Brême. Une autre traduction allemande aurait paru dans le *National-Zeitung* de Berlin. (...) J'ai reçu aujourd'hui le *New-York Tribune* du 24 septembre, qui publie sous le titre « Kossuth et Louis Napoléon » un article circonstancié de ma main faisant 2 colonnes et demie et publié à une place de choix dans le journal. Le *Tribune* ayant toujours eu un faible pour Kossuth, et Pulszky étant son correspondant à Londres, cette publication représente un vrai succès, d'autant plus que l'article dénonce nommément Pulszky et tourne en ridicule les passages de la lettre qu'il a envoyée au *New-York Tribune* où il se défend. Il y a au bas mot quelques centaines de journaux américains modestes publiés en langue anglaise qui reçoivent leur *mot d'ordre* du *Tribune* et qui, par conséquent, reproduiront cet article. Entre temps la presse germano-américaine, de New York à San Francisco, aura traduit l'article dans la langue maternelle teutonne. En outre, il ne faudrait pas oublier que New York est le centre de l'émigration hongroise en Amérique⁴. ».

Dans sa lettre à Engels du 19 novembre 1859 Marx décrit la réaction des réfugiés hongrois en Amérique à cet article : « (...) les Hongrois de New York, de Chicago, de la Nouvelle-Orléans, etc., ont tenu des meetings où ils ont arrêté les termes d'une lettre à Kossuth l'invitant à se justifier à la suite de mon article paru dans le *New-York Tribune*. S'il ne le fait pas, ils se considéreront comme déliés de leur allégeance à son égard⁵. ».

New-York Daily Tribune
du 24.09.1859⁶

Vous vous souviendrez qu'il y a environ un an, j'ai fait, dans les colonnes de la *Tribune*⁷, de curieuses révélations sur un certain Bangya, sa mission en Circassie et les querelles qui en ont résulté entre les émigrés hongrois et polonais à Constantinople. Bien que les faits que j'avais alors établis se soient retrouvés par la suite dans la presse européenne, aucune tentative de contester leur exactitude n'a jamais été entreprise. Je dois maintenant attirer l'attention de vos lecteurs sur un autre chapitre secret de l'histoire contemporaine, je veux parler du lien entre Kossuth et Bonaparte. On ne peut plus tolérer que les mêmes hommes reçoivent d'une main la solde de l'assassin de la République française et brandissent de l'autre l'étendard de la liberté; qu'ils jouent à la fois le rôle de martyrs et de courtisans; qu'après être devenus les instruments d'un atroce usurpateur, ils se présentent encore comme les porte-parole d'une nation opprimée. Le moment me paraît d'autant plus opportun pour révéler des faits depuis longtemps connus de moi, que Bonaparte et

¹ C5, p. 376.

² L'article ici mentionné a paru sous la forme d'une note non signée dans l'édition du 2 septembre du *Free Press* sous le titre « Particulars of Kossuth's Transaction with Louis Napoleon » (« Détails sur les transactions entre Kossuth et Louis Napoléon »).

³ C5, pp. 387-388.

⁴ C5, p. 395.

⁵ C5, p. 425.

⁶ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 497-503.

⁷ Marx fait référence à son article « Un autre chapitre étrange de l'histoire moderne », paru dans le *New-York Daily Tribune* du 23 septembre 58 (MECW vol. 16, pp. 21-27).

ses flagorneurs¹, Kossuth et ses partisans, sont les uns et les autres occupés à jeter un voile sur des transactions qui ne pouvaient manquer de compromettre l'un devant les monarques, l'autre devant les peuples du monde.

Les admirateurs les plus partiaux de M. Kossuth admettront que, quoi qu'il ait fait par ailleurs, il a malheureusement toujours manqué d'une grande qualité, celle de la cohérence. Tout au long de sa vie, il a plus ressemblé à l'*improvisateur*² tirant son inspiration de son public qu'à l'auteur imprimant ses propres idées originales sur le monde.

Cette incohérence de pensée ne pouvait que se traduire par une duplicité d'action. Quelques faits peuvent illustrer la vérité de cette affirmation. A Kutaya, M. Kossuth est entré dans une *liaison*³ intime avec M. David Urquhart, et, acceptant d'emblée les préjugés de ce romantique Highlander, il n'a pas hésité à condamner Mazzini comme un agent russe. Il s'engagea formellement à se tenir à l'écart de Mazzini. Mais il était à peine arrivé à Londres qu'il formait un triumvirat avec Mazzini et Ledru-Rollin⁴. Les preuves incontestables de ce double jeu ont été exposées au public britannique dans la correspondance échangée entre L. Kossuth et David Urquhart, que ce dernier a imprimée dans la *Free Press* de Londres⁵. Dans le premier discours que M. Kossuth prononça en débarquant sur la côte anglaise, il appela Palmerston son ami intime. Palmerston, par l'intermédiaire d'un membre bien connu du Parlement⁶, fit part à Kossuth de son désir de le recevoir dans son manoir. Kossuth insista pour être reçu par le ministre britannique en tant que gouverneur de Hongrie, une demande qui, bien entendu, fut immédiatement rejetée avec mépris. M. Kossuth, de son côté, fit comprendre au public britannique, par l'intermédiaire de M. Urquhart et d'autres de ses connaissances, qu'il avait rejeté l'invitation de Palmerston parce qu'il s'était assuré, en étudiant de près à Kutaya le Livre bleu relatif aux affaires hongroises⁷, que Palmerston, « son ami intime », avait, dans une entente secrète avec la Cour de Saint-Pétersbourg, joué le rôle de traître à la « chère Hongrie ». En 1853, lorsqu'une émeute⁸ mazzinienne éclata à Milan⁹, on vit apparaître sur les murs de cette ville une proclamation adressée aux soldats hongrois, les appelant à se ranger du côté des insurgés italiens, et portant la signature de Lajos Kossuth¹⁰. L'émeute se soldant par un échec, M. Kossuth, par l'intermédiaire des journaux de Londres, s'empressa de déclarer que la proclamation était un faux, donnant ainsi un *démenti*¹¹ public

¹ Marx utilise le terme anglais de « sycophant ». Le sycophante était dans la Grèce antique un dénonciateur professionnel qui assignait en justice des citoyens riches afin d'obtenir une partie de leurs biens s'ils étaient condamnés. Le terme signifie en français : calomniateur, délateur, personnage hypocrite et fourbe.

² *improvisatore*, dans le texte de Marx.

³ En français dans le texte de Marx.

⁴ Il s'agit de la participation de Kossuth au *Comité central de la démocratie européenne* créé à Londres, en juin 1850, à l'initiative de Mazzini. Le Comité réunissait des réfugiés bourgeois et petits-bourgeois de différents pays. Extrêmement hétérogène dans sa composition et sa position idéologique, l'organisation ne survit que peu de temps. Elle cesse pratiquement d'exister en mars 1852 en raison des relations tendues entre les réfugiés démocratiques italiens et français.

⁵ En référence à la lettre de Lajos Kossuth à David Urquhart du 22 janvier 1852 et à la réponse d'Urquhart du 14 février 1852 publiées dans le numéro du 12 mai 1858 de *The Free Press*, le journal publié à Londres par David Urquhart et ses disciples de 1855 à 1865.

⁶ Il s'agit de Dudley Stuart, politicien britannique de tendance Whig, qui était en relation avec les émigrés polonais et hongrois.

⁷ En référence à la *Correspondance relative aux affaires hongroises de 1847-1849* présentée aux deux Chambres du Parlement par ordre de Sa Majesté le 15 août 1850.

⁸ En français dans le texte.

⁹ Une révolte déclenchée à Milan le 6 février 1853 par les partisans du révolutionnaire italien Mazzini et soutenue par les émigrés révolutionnaires hongrois. L'objectif des insurgés - pour la plupart des ouvriers italiens patriotes - était de renverser la domination autrichienne en Italie. L'insurrection, qui avait toutefois le caractère d'un complot et ne tenait pas compte de la situation réelle, fut rapidement écrasée.

¹⁰ En référence à la déclaration de L. Kossuth « Au nom de la nation hongroise. A l'adresse des soldats cantonnés en Italie. Février 1853 » publiée par le *Times* du 10 février 1853.

¹¹ En français dans le texte.

à son ami Mazzini. Néanmoins, la proclamation était bien authentique. Mazzini avait bien agi de concert avec Kossuth.

Fermement convaincu que l'action conjointe de la Hongrie et de l'Italie était indispensable pour renverser la tyrannie autrichienne, Mazzini tenta pendant un certain temps de remplacer Kossuth par un chef hongrois plus digne de confiance, mais, ses efforts ayant échoué à cause des dissensions de l'émigration hongroise, il a magnaniment pardonné son allié incertain et lui a épargné une révélation qui aurait ruiné la position de Kossuth en Angleterre.

Pour me rapprocher de l'époque actuelle, je rappellerai qu'à l'automne de 1858, M. Kossuth fit une tournée en Écosse, donnant des conférences dans différentes villes et mettant solennellement en garde les Britanniques contre les desseins perfides de Louis Bonaparte. Prenons, par exemple, l'extrait suivant d'une conférence donnée à Glasgow, le 20 novembre 1858¹ :

« J'ai, dit M. Kossuth, déjà fait allusion, dans mon autre conférence, au bouillon de haine nationale que Louis Bonaparte brasse. Je ne veux pas insinuer qu'il médite l'invasion de ce pays : sans doute le ferait-il; seulement, comme le renard de la fable², il n'aime pas les raisins aigres. Il n'y a pas longtemps que, à l'exception, peut-être, des messieurs de Saint-Pétersbourg, qui savent très probablement tout du mystère, Louis Bonaparte a mis toute la diplomatie du monde à bout de nerfs par ses préparatifs gigantesques à Cherbourg, y sacrifiant jusqu'au dernier shilling de son trésor vide, et avec une hâte comme si son existence dépendait d'une minute gagnée... Cherbourg reste un rempart contre l'Angleterre seulement... Il médite un nouveau conflit à l'Est, en compagnie de la Russie. Dans ce conflit, il veut empêcher la libre circulation de la marine anglaise en liant une bonne partie de celle-ci à vos côtes, tandis qu'il se propose de porter un coup mortel à vos intérêts vitaux à l'Est... La guerre de Crimée s'est-elle conclue selon les intérêts de la Grande-Bretagne et de la Turquie ? La Valachie et la Moldavie ont obtenu une constitution élaborée dans l'antre de la diplomatie secrète, ce fléau de notre époque; une constitution élaborée par Bonaparte avec le concours de la Russie et de l'Autriche, toutes deux ardentes amies de la liberté populaire ! Elle n'est en réalité ni plus ni moins qu'une charte accordée à la Russie pour disposer des Principautés... Bien plus, Bonaparte, le cher allié, n'a-t-il pas envoyé ses officiers au Monténégro pour enseigner le maniement du fusil aux montagnards sauvages ? Son esprit est tourné vers un nouveau traité de Tilsit, s'il ne l'a pas déjà dans sa poche. »

Telles étaient les critiques publiques de Kossuth contre Bonaparte, son cher allié, à l'automne 1858. Plus encore, au début de 1859, alors que les plans de Bonaparte pour sa croisade de liberté en Italie avaient commencé à prendre forme et à se concrétiser, ce même Kossuth, dans le *Pensiero ed Azione* de Mazzini, dénonça le filou hollandais en termes enflammés, et mit en garde tous les vrais républicains - italiens, hongrois et même allemands - de ne pas se faire les dupes du Quasimodo impérial. En un mot, il reprenait les vues de Mazzini que ce dernier proclamait à nouveau dans son manifeste du 16 mai³, auquel il s'accrocha pendant la croisade de Bonaparte, et qu'il reprit victorieusement à la fin de la guerre dans un autre manifeste réimprimé par le *Tribune*.

Kossuth a donc, en janvier 1859, non seulement percé à jour l'imposture bonapartiste, mais il fit tout ce qui était en son pouvoir pour la mettre à nu devant le monde. Il poussa la « presse libérale » dans cette direction dont les âmes damnées de Bonaparte

¹ Cette conférence fut publiée en français en 1859 avec d'autres essais de Kossuth sous le titre « L'Europe, l'Autriche et la Hongrie ».

² En référence à la fable d'Ésope *Le renard et les raisins*. « Un renard affamé, voyant des grappes de raisin pendre à une treille, voulut les attraper; mais ne pouvant y parvenir, il s'éloigna en se disant à lui-même : « C'est du verjus. » Pareillement certains hommes, ne pouvant mener à bien leurs affaires, à cause de leur incapacité, en accusent les circonstances. ».

³ Cf. l'article de Marx du 17 juin 1859 « Le manifeste de Mazzini ».

s'étonnèrent par la suite comme d' « une soudaine flambée » de « rage anti-napoléonienne » et qu'ils stigmatisèrent comme un symptôme de « sympathie morbide pour l'Autriche ». Mais, dans l'intervalle, entre janvier 1859 et mai 1859, une étrange révolution se produisit dans les sentiments et les idées du grand *improvisateur*¹. Lui qui, pour mettre les Anglais en garde contre les atroces desseins de Bonaparte, avait fait une tournée de conférences en Écosse à l'automne de 1858, entreprit, au mois de mai 1859, une autre tournée de conférences, de la Mansion House² de Londres au Free-Trade Hall de Manchester³, pour prêcher la confiance dans l'homme de décembre, et, sous le faux prétexte de défendre la neutralité, entraîner les Anglais du côté du faux frère impérial. Peu après, il manifesta sa propre neutralité d'une manière qui ne prêtait pas à confusion.

Or, ces souvenirs, que je pourrais multiplier à loisir, devraient susciter quelques appréhensions dans l'esprit des admirateurs honnêtes de Kossuth, de ceux qui ne sont ni les adorateurs aveugles d'un nom, ni liés par un intérêt sordide au grand démocrate. En tout cas, ils ne nieront pas que les faits que je vais maintenant raconter ne semblent nullement incompatibles avec le passé du héros présumé de la liberté. Il y avait à Paris trois chefs hongrois qui faisaient la cour à l'illustre Plon-Plon, alias le *Prince Rouge*⁴, le rejeton de la famille bonapartiste, à qui est échu le sort de badiner avec la révolution, comme son grand cousin flirte avec « la religion, l'ordre et la propriété ». Ces trois hommes étaient le colonel Kiss, le comte Teleki et le général Klapka. Plon-Plon, disons-le *en passant*⁵, est un Héliogabale pour les mœurs⁶, un Ivan III pour la lâcheté personnelle⁷, un vrai Bonaparte pour le mensonge; mais, avec tout cela, un *homme d'esprit*⁸, comme disent les Français. Ces trois messieurs persuadèrent Plon-Plon, qui, sans doute, n'était pas du tout surpris, d'entrer en négociation avec Kossuth, de le convoquer à Paris, et même de lui faire miroiter la promesse de présenter l'ex-gouverneur de Hongrie à l'insidieux souverain des Tuileries.

En conséquence, M. Kossuth, muni d'un passeport anglais où il était désigné comme M. Brown, quitta Londres pour Paris au début du mois de mai. A Paris, il eut d'abord un long entretien avec Plon-Plon, auquel il exposa ses vues sur l'insurrection de la Hongrie par le débarquement sur la côte de Fiume de 40.000 Français, appuyés par un corps de réfugiés magyars, et sur un point qui paraissait primordial dans son esprit patriotique, à savoir la formation, ne serait-ce que pour l'apparence, d'un gouvernement provisoire avec M. Kossuth à sa tête. Dans la soirée du 3 mai, Plon-Plon conduisit, dans sa propre voiture, M. Kossuth aux Tuileries, où il le présenta à l'homme de Décembre. Au cours de cette entrevue avec Louis Bonaparte, M. Kossuth s'abstint pour une fois d'utiliser ses grands pouvoirs rhétoriques et laissa Plon-Plon agir comme son porte-parole. Il fit par la suite un gracieux compliment sur la fidélité presque littérale avec laquelle le prince avait reproduit ses vues.

Après avoir écouté attentivement l'exposé de son cousin, Louis Bonaparte déclara qu'il y avait un grand obstacle à l'acceptation de sa part des projets de M. Kossuth, à savoir les principes républicains et les relations républicaines de ce dernier. C'est alors que M. Kossuth

¹ En italien dans le texte.

² La Mansion House était la résidence du Lord Maire à Londres.

³ Le Free-Trade Hall était une salle à Manchester où se réunissaient les partisans du libre-échange.

⁴ En français dans le texte.

⁵ En français dans le texte.

⁶ Une référence péjorative, assurément : empereur romain (de 218 à 222), à 14 ans, sous le nom de Marcus Aurelius Antoninus, Héliogabale est connu comme un empereur romain faible et plutôt extravagant, réputé pour ses débauches et sa lubricité en raison notamment de ses orgies homosexuelles. Propulsé au pouvoir par une révolution de palais ourdie par des femmes, sa grand-mère et sa mère, il sera abandonné par les prétoriens de son armée et massacré par la foule romaine, son cadavre jeté dans les égouts puis dans le Tibre.

⁷ En référence au tsar Ivan III, dit Ivan le Grand. Son règne fut une étape cruciale de l'unification de la Russie au début du 16^e siècle.

⁸ En français dans le texte.

abjura le plus solennellement *la foi républicaine*, déclarant qu'il n'était ni n'avait jamais été un républicain, et que seules des nécessités politiques, et un étrange concours de circonstances, l'avaient contraint à se ranger pour un temps du côté de la partie républicaine de l'émigration européenne. Simultanément, pour prouver son anti-républicanisme, il offrait, au nom de son pays, la couronne hongroise au prince Plon-Plon. Il est vrai que la couronne dont il disposait ainsi n'était pas encore devenue vacante, et que sa procuration pour la troquer faisait totalement défaut; mais quiconque a suivi attentivement les démarches de M. Kossuth dans les pays étrangers a dû se rendre compte qu'il avait depuis longtemps l'habitude de parler de la « chère Hongrie » un peu à la manière dont un gentilhomme campagnard parle de ses domaines.

Quant à la répudiation du républicanisme par M. Kossuth, je la tiens pour sincère. Une liste civile de 300.000 florins, qu'il réclamait à Pesth pour entretenir le faste du pouvoir exécutif; le patronage des hôpitaux, transféré d'une archiduchesse autrichienne¹ à sa propre sœur²; la tentative de donner son nom à certains régiments; son désir de s'entourer d'une camarilla; la ténacité avec laquelle, lorsqu'il se trouvait en terre étrangère, il s'accrochait au titre de gouverneur, bien qu'il l'ait abandonné à l'époque de la catastrophe hongroise; les airs qu'il prenait d'un prétendant, plutôt que d'un exilé - tout cela indique des tendances inverses du républicanisme.

Quoi qu'il en soit, j'affirme avec certitude que Louis Kossuth a abjuré le républicanisme devant l'usurpateur français et qu'en présence de l'homme de Décembre, il a offert la couronne hongroise à Plon-Plon, le Sardanapale bonapartiste. Des ragots assez vagues sur cet incident de son entrevue avec Bonaparte aux Tuileries ont pu donner naissance à la rumeur notoirement fausse que Kossuth avait trahi les plans secrets de ses ex-alliés républicains. Il n'a pas été appelé à révéler leurs présumés secrets, et il n'aurait pas accepté une proposition aussi infâme. Ayant réussi à dissiper complètement les appréhensions de Louis Napoléon sur ses tendances républicaines, et s'étant engagé à agir dans l'intérêt dynastique des Bonaparte, un marché fut conclu, par lequel trois millions de francs furent mis à la disposition de M. Kossuth. Il n'y aurait rien d'étrange dans cet accord, puisque, pour organiser militairement l'émigration hongroise, on avait besoin d'argent, et pourquoi M. Kossuth ne recevrait-il pas des subsides de son nouvel allié, comme toutes les puissances despotiques de l'Europe en avaient reçu de l'Angleterre pendant tout le cours de la guerre anti-jacobine ? Cependant, je ne puis passer sous silence le fait que, sur les millions ainsi mis à sa disposition, M. Kossuth s'est aussitôt approprié pour ses dépenses personnelles la somme assez coquette de 75.000 francs, stipulant d'ailleurs, au cas où la guerre d'Italie se terminerait sans aboutir à l'invasion de la Hongrie, une année de pension pour lui-même. Avant son départ des Tuileries, il fut convenu que M. Kossuth devait contrecarrer les tendances autrichiennes suspectes du ministère Derby, en ouvrant une campagne de neutralité en Angleterre. Chacun sait comment, à son retour dans la perfide Albion, le soutien spontané des Whigs et de l'école de Manchester³ lui permit de mener à bien cette partie préliminaire de son engagement.

Depuis 1851, la plupart des exilés hongrois de quelque distinction et de quelque rang politique que ce soit s'étaient séparés de M. Kossuth, mais devant la perspective d'une invasion de la Hongrie à l'aide des troupes françaises, devant la puissance logique de trois millions de francs - le monde, comme le disait le vrai Napoléon dans un de ses accès de cynisme, étant gouverné par « *le petit ventre*⁴ »

¹ L'Archiduchesse Sophia d'Autriche, mère de l'empereur François-Joseph.

² Zsuzsanna Meszlény était la sœur cadette de Lajos Kossuth, épouse de Rudolph Meszlény.

³ L'école de Manchester était un courant de pensée économique reflétant les intérêts de la bourgeoisie industrielle. Elle prônait le libre-échange et la non-intervention de l'Etat dans les affaires économiques. Dans les années 1840 et 1850, les Free Traders constituaient l'aile gauche du parti libéral en Angleterre.

⁴ En référence au *Mémorial de Sainte-Hélène* de Las Cases, un récit écrit par Emmanuel de Las Cases dans lequel celui-ci a recueilli les mémoires de Napoléon Bonaparte au cours d'entretiens quasi quotidiens avec l'Empereur, lors de son séjour à Sainte-Hélène. L'empereur s'adresse à Tristan, un enfant

-, sauf quelques exceptions honorables, toute l'émigration hongroise en Europe se rallia aux bannières bonapartistes brandies par Louis Kossuth. On ne peut nier que les transactions qu'il a conclues avec eux aient un certain parfum de corruption décembriste, puisque, pour distribuer une plus grande quantité d'argent français à ses nouveaux partisans, il les a promus à des grades militaires plus élevés, des lieutenants, par exemple, étant élevés au rang de majors. Dans un premier temps, chacun reçut ses frais de voyage jusqu'au Piémont, puis un riche uniforme (le coût du costume d'un major s'élève à 150 livres sterling), et six mois de solde d'avance, avec la promesse d'une rémunération pour un an de service à la conclusion de la paix. Le soi-disant commandant en chef recevait un traitement de 10.000 francs, les généraux 6.000 francs chacun, les généraux de brigade 5.000 francs, les lieutenants-colonels 4.000 francs, les majors 3.000 francs, et ainsi de suite.

Les noms des personnalités les plus éminentes qui se sont associées à Kossuth et ont empoché l'argent bonapartiste sont les suivants : les généraux Klapka, Perczel, Vetter, Czecz; les colonels Szabó, Imre et István; Kiss, le comte S. Teleki, le comte Bethlen, Mednyánszky, Ihász, et quelques lieutenants-colonels et majors. Parmi les civils, je peux mentionner le comte L. Teleki, Puky, Pulszky, Irányi, Ludvig, Simonyi, Henszlmann, Veress et d'autres - en fait, tous les réfugiés hongrois résidant en Angleterre et sur le continent, à l'exception de S. Vukovics (à Londres ou Axminster), Rónay (à Londres, un savant hongrois) et B. Szemere (à Paris, ancien président du ministère hongrois).

Mais il serait injuste de penser que tous ces hommes ont agi pour des motifs de corruption. La majorité d'entre eux sont probablement de simples dupes - des soldats patriotes dont on ne peut supposer qu'ils ont des principes politiques distincts, ou la perspicacité nécessaire pour voir clair dans les méandres de la diplomatie. Certains, comme le général Perczel, se sont retirés dès que les événements ont mis en lumière l'imposture bonapartiste. Louis Kossuth, cependant, qui, en janvier 1859 encore, par ses articles dans le *Pensiero ed Azione* de Mazzini, s'était montré un juge compétent des projets de Bonaparte, ne peut en aucun cas être disculpé de la même manière.

de 7 ans, fils aîné de M. de Montholon, et commentant la fable du *Loup et de l'agneau* lui dit, la main sur le ventre : « Voilà bien l'influence du petit ventre (...) C'est la faim qui fait mouvoir le monde. » (Editions Gallica, p. 780)

3.4. K. Marx, *La nouvelle guerre chinoise*

(1)

New-York Daily Tribune
des 27.09, 01.10, 10.10 et 18.10.59

A l'époque où l'on félicitait l'Angleterre de toutes parts d'avoir arraché aux Célestes le traité de Tien-tsin¹, j'ai essayé de montrer que, la Russie étant en fait la seule puissance à bénéficier de la guerre pirate anglo-chinoise, les avantages commerciaux que ce traité procurait à l'Angleterre étaient plutôt insignifiants, tandis qu'au point de vue politique, loin d'établir la paix, ce traité rendait, au contraire, la reprise de la guerre inévitable². La marche des événements a pleinement confirmé ces vues. Le traité de Tien-tsin est devenu une chose du passé, et les apparences de la paix se sont évanouies devant les dures réalités de la guerre³.

Permettez-moi d'abord d'énoncer les faits tels que rapportés par le dernier Overland Mail.

L'honorable M. Bruce⁴, accompagné de M. de Bourboulon⁵, le plénipotentiaire français, est parti avec une expédition britannique destinée à remonter le Peiho⁶ et à accompagner les deux ambassadeurs dans leur mission à Pékin. L'expédition, sous les ordres de l'amiral Hope, se composait de sept navires à vapeur, de dix canonnières, de deux navires de troupes et de provisions, et de plusieurs centaines de marins et d'ingénieurs royaux. Les Chinois, pour leur part, s'étaient opposés à ce que la mission emprunte cette route particulière. L'amiral Hope, en conséquence, trouva l'entrée du Peiho barrée par des estacades et des pieux, et après être resté pendant neuf jours, du 17 au 25 juin, à l'embouchure de ce fleuve, il tenta d'en forcer le passage, les plénipotentiaires ayant rejoint l'escadre le 20 juin.

En arrivant au large de la rivière Peiho, l'amiral Hope s'était assuré que les forts de Taku, rasés pendant la dernière guerre, avaient été reconstruits - ce qu'il aurait dû savoir avant, puisque cela avait été annoncé officiellement dans la *Gazette de Pékin*.

Le 25 juin, alors que les Britanniques tentaient de forcer le passage de Peiho, les batteries de Taku, soutenues par une force mongole d'environ 20.000 hommes, furent démasquées et ouvrirent un feu destructeur sur les navires britanniques. Un engagement sur terre et sur l'eau eut lieu, entraînant la totale déconfiture des agresseurs. L'expédition dut se retirer, après la perte de trois navires de guerre anglais, le *Cormorant*, le *Lee* et le *Plover*, et avec une perte de 464

¹ Il s'agit des traités signés à Tien-Tsin le 26 juin 1858 par la Grande-Bretagne et la France avec la Chine pendant la deuxième guerre de l'opium (1856-60) dont ils clôturaient la première phase. Ils font partie des « Traité inégaux » (comme les qualifieront les Chinois) imposés par les puissances colonialistes occidentales. Ils mettaient de nouveaux ports à la disposition du commerce étranger. Des représentations diplomatiques étrangères étaient autorisées à Pékin; les étrangers pouvaient circuler librement dans le pays à des fins commerciales ou autres. La Grande-Bretagne et la France bénéficiaient de privilèges économiques grâce à l'introduction de nouvelles règles commerciales légalisant le commerce de l'opium.

² Max fait référence à deux articles précédents, l'un de sa plume, du 15.10.58 (« Le traité britannique et chinois ») (MECW, vol.16, pp. 46-50) et l'autre d'Engels, du 18.10.58 (« Les succès de la Russie en Extrême-Orient ») (MECW, vol. 16, pp. 82-86).

³ Suite à l'incident de la rivière Peiho de l'été 1860, dont il va être question, les hostilités ont repris. La guerre ne se terminera que par la signature, en octobre 1860, des traités de Pékin.

⁴ Frederick William Adolphus Bruce, administrateur colonial et diplomate britannique. Il était le surintendant en chef du commerce britannique en Chine.

⁵ Alphonse de Bouboulon : ambassadeur en Chine impériale, il s'était installé en mai 59 à Shanghai après le traité de Tien-Tsin.

⁶ Le fleuve est ainsi nommé sous son appellation européenne (le Hai He, en Chine).

tués et blessés du côté des Britanniques, tandis que sur les 60 Français présents, 14 furent tués ou blessés. Cinq officiers anglais furent tués et 23 blessés, l'amiral lui-même ne s'en sortant pas indemne. Après cette défaite, M. Bruce et M. de Bourboulon retournèrent à Shanghai, tandis que l'escadron britannique devait stationner au large de Chin-hae, à Ningpo.

Dès la réception en Angleterre de ces nouvelles désagréables, la presse palmerstonienne a immédiatement enfourché le lion britannique et a unanimement crié à la vengeance massive. Le *Times* de Londres, bien sûr, a fait preuve d'une certaine dignité dans ses appels aux instincts sanguinaires de ses compatriotes, mais la classe inférieure des organes palmerstoniens était tout à fait grotesque dans son rôle d'*Orlando Furioso*¹. Écoutez, par exemple, le *Daily Telegraph* de Londres :

« La Grande-Bretagne doit attaquer la côte de la Chine dans toute son étendue, envahir la capitale, expulser l'empereur de son palais, et se doter d'une garantie matérielle contre toute agression future... Nous devons donner le fouet à tout fonctionnaire décoré d'un dragon qui ose traiter nos symboles nationaux avec mépris... Chacun d'entre eux (les généraux chinois) doit être pendu comme un pirate et un homicide à la vergue d'un navire de guerre britannique. Ce serait un spectacle rafraîchissant et salutaire que celui d'une douzaine de scélérats boutonnés, aux visages d'ogres et aux habits de bouffons, se balançant à la vue de la population. Il faut frapper la terreur, d'une manière ou d'une autre, et nous avons déjà eu plus qu'assez de clémence... Il faut maintenant apprendre aux Chinois à apprécier les Anglais, qui sont leurs supérieurs et devraient être leurs *maîtres*... Le moins que l'on puisse tenter est de capturer Pékin; tandis que, si une politique audacieuse était adoptée, la confiscation à perpétuité de Canton suivrait. Nous pourrions conserver Canton comme nous avons tenu Calcutta, en faire le centre de notre commerce extrême-oriental, nous dédommager de l'influence de la Russie sur les frontières tartares de l'Empire, et jeter les bases d'un nouveau dominion. ».

Maintenant, loin de ces délires de ces plumitifs de Palmerston, permettez-moi de revenir aux faits et, dans la mesure où il est possible de le faire avec les maigres informations actuelles, d'essayer de démêler les véritables implications de cet événement fâcheux.

La première question à laquelle il faut répondre est de savoir si, en supposant que le traité de Tien-tsin stipule l'accès immédiat à Pékin de l'ambassadeur britannique, le gouvernement chinois a commis une infraction à ce traité, qui lui a été arraché par une guerre de piraterie, en s'opposant au passage forcé de la rivière Peiho par un escadron britannique. Comme le montrent les nouvelles transmises par l'*Overland Mail*, les autorités chinoises s'étaient opposées, non pas à la mission britannique à Pékin, mais à la remontée du Peiho par l'armement britannique. Elles avaient proposé que M. Bruce voyage par voie terrestre, débarrassé d'un armement que les Célestes, le bombardement de Canton² encore frais à la mémoire, ne pouvaient que considérer comme un instrument d'invasion. Le droit de l'ambassadeur de France de résider à Londres implique-t-il le droit de forcer la Tamise à la tête d'une expédition française armée ? Il faut certainement admettre que cette interprétation donnée par les Anglais à l'admission à Pékin de leur ambassadeur, semble au moins aussi étrange que la découverte faite par eux pendant la dernière guerre de Chine, qu'en bombardant la ville d'un Empire, vous ne faites pas la guerre à cet Empire lui-même, mais seulement un échange d'hostilités locales avec une de ses dépendances. En réponse aux réclamations des Célestes, les Britanniques avaient « pris », selon leur propre déclaration, « toutes les précau-

¹ En référence au poème épique de l'Arioste.

² Il s'agit de l'incident qui avait déclenché la deuxième guerre de l'opium : la saisie par les autorités chinoises du lorcha britannique *Arrow* avec de l'opium de contrebande à Canton en 1856. Le ministère britannique avait réagi en envoyant en Chine un corps de 5.000 hommes sous le commandement de Lord Elgin. Canton avait été brutalement bombardée et prise par les Britanniques le 29 décembre 1857.

tions pour forcer, si nécessaire, l'accès à Pékin », en remontant le Peiho avec une escadre assez redoutable. Même s'ils étaient tenus d'admettre leur ambassadeur pacifique, les Chinois étaient certainement justifiés de résister à leur expédition armée. En agissant de la sorte, ils n'ont pas enfreint un traité, mais déjoué une usurpation.

En second lieu, on peut se demander si, bien que le droit abstrait de légation ait été accordé aux Britanniques par le traité de Tien-tsin, la jouissance réelle de ce droit n'avait pas, pour le moment du moins, été abandonnée par Lord Elgin ? Une référence à « la correspondance relative à la mission spéciale du comte d'Elgin en Chine, imprimée par ordre de sa Majesté », convaincra tout enquêteur impartial que, premièrement, l'admission à Pékin de l'ambassadeur anglais ne devait pas avoir lieu maintenant, mais à une *période plus éloignée*; deuxièmement, que son droit de résidence à Pékin était limité par diverses clauses; et, enfin, que l'article III du texte anglais du traité, relatif à l'admission de l'ambassadeur, a été, à la demande des envoyés chinois, modifié dans le texte chinois du traité. Cette divergence entre les deux versions du traité est admise par Lord Elgin¹ lui-même, qui, cependant, était, comme il le dit,

« contraint par ses instructions de demander aux Chinois d'accepter, comme version faisant autorité d'un accord international, un texte dont ils ne comprenaient pas une syllabe ».

Peut-on reprocher aux Chinois d'avoir agi sur la base du texte chinois du traité, au lieu du texte anglais, qui, de l'aveu de Lord Elgin, s'écarte quelque peu du « sens correct de la stipulation » ?

En conclusion, je dirai que Mr. T. Chisholm Anstey, le dernier procureur général britannique à Hong Kong, déclare formellement dans une lettre adressée par lui au rédacteur en chef du *Morning Star* de Londres :

« Le traité lui-même, quoi qu'il en soit, a été abrogé depuis longtemps par les actes violents du gouvernement britannique et de ses subordonnés, dans la mesure du moins où la Couronne de Grande-Bretagne se trouve privée de tout avantage ou privilège conféré par le traité. ».

Étant d'une part harcelée par les difficultés indiennes, et d'autre part s'armant pour l'éventualité d'une guerre européenne, l'Angleterre est susceptible d'encourir de grands dangers par cette nouvelle catastrophe chinoise, probablement concoctée par Palmerston lui-même. Le résultat suivant doit être la dissolution de l'administration actuelle, dont le chef était l'auteur de la dernière guerre chinoise, tandis que ses principaux membres avaient voté une motion de censure sur leur chef actuel pour avoir entrepris cette guerre. En tout état de cause, M. Milner Gibson et l'école de Manchester² doivent se retirer de la coalition libérale actuelle, ou, ce qui n'est pas très probable, à l'unisson avec Lord John Russell, M. Gladstone et ses collègues peelites³, obliger leur chef à se soumettre à leur propre politique.

¹ James Bruce Elgin, comte d'Elgin et de Kincardine, diplomate plénipotentiaire en Chine.

² Pour rappel, l'école dite de Manchester reflétait les intérêts de la bourgeoisie industrielle. Elle prônait le libre-échange et la non intervention de l'Etat dans les affaires économiques.

³ Peelites - Tories modérés, adhérents de Robert Peel, favorables à des concessions à la bourgeoisie commerciale et industrielle dans le domaine économique et au maintien de la suprématie politique des grands propriétaires fonciers et des magnats de la finance. En 1846, Peel avait obtenu l'abrogation des Corn Laws dans l'intérêt de la bourgeoisie industrielle, ce qui avait suscité un grand mécontentement parmi les Tories protectionnistes et conduit à une scission du parti Tory et à la formation d'un groupe indépendant par les Peelites. Après la mort de Peel en 1850, les Peelites n'auront pas de programme défini. À la fin des années 1850 et au début des années 1860, ils rejoindront le Parti libéral, alors en cours de formation.

3.4. K. Marx, *La nouvelle guerre chinoise*

(2)

New-York Daily Tribune
des 27.09, 01.10, 10.10 et 18.10.59

Un Conseil de cabinet est annoncé pour demain afin de décider de la conduite à tenir face à la catastrophe chinoise. Les élucubrations du *Moniteur* français¹ et du *Times*² de Londres ne laissent aucun doute sur les résolutions auxquelles en sont venus Palmerston et Bonaparte. Ils veulent une autre guerre chinoise. Je suis informé de source authentique que, lors du prochain Conseil de cabinet, M. Milner Gibson³ contestera, en premier lieu, la validité de l'appel à la guerre; en second lieu, il protestera contre toute déclaration de guerre qui n'aurait pas été préalablement sanctionnée par les deux Chambres du Parlement; et si son opinion est écrasée par une majorité de voix, il fera sécession du Cabinet, donnant ainsi le signal d'un nouvel assaut contre l'administration de Palmerston et de la rupture de la coalition libérale qui a conduit à l'éviction du Cabinet Derby. On dit que Palmerston se sent quelque peu nerveux quant aux intentions de M. Milner Gibson, le seul de ses collègues qu'il craint et qu'il a décrit plus d'une fois comme un homme particulièrement capable de « chercher la petite bête ».

Il est possible qu'en même temps que cette lettre vous receviez de Liverpool la nouvelle des résultats du Conseil ministériel. Entre-temps, la portée réelle de l'affaire en question peut être très bien jugée, non pas à partir de ce qui a été imprimé, mais à partir de ce qui a été délibérément supprimé par les organes de Palmerston dans leurs premières publications des nouvelles transmises par le dernier courrier terrestre.

Tout d'abord, ils ont supprimé la déclaration selon laquelle le traité russe avait déjà été ratifié, et selon laquelle l'empereur de Chine⁴ avait donné des instructions à ses mandarins pour recevoir et escorter l'ambassade américaine vers la capitale pour l'échange des copies ratifiées du traité américain⁵. Ces actes ont été supprimés dans le but d'étouffer le soupçon qui se serait naturellement formé que les envoyés anglais et français, au lieu de la Cour de Pékin, sont responsables des obstacles rencontrés dans la conduite de leurs affaires, qui n'ont été rencontrés ni par leurs collègues russes ni par leurs collègues américains. L'autre fait, encore plus impor-

¹ En référence au *Moniteur universel* du 15.09.59 (« Chine. Aux embouchures du Pei-Ho, 1^{er} juillet 1859 »).

² En référence au *Times* des 14, 15 et 16.09.59.

³ Thomas Milner Gibson, politicien britannique libre-échangiste et libéral. De 1859 à 1865, il a été président de la Chambre du commerce.

⁴ L'empereur Hien-Fung (ou Xianfeng) qui a régné de 1850 à 1861.

⁵ Pour rappel, il s'agit des traités signés à Tientsin en juin 1858 par la Grande-Bretagne et la France avec la Chine pendant la deuxième guerre de l'opium (1856-60). Ces traités ont mis de nouveaux ports à la disposition du commerce étranger; des représentants diplomatiques étrangers sont autorisés à Pékin; les étrangers peuvent circuler librement dans le pays à des fins commerciales ou autres. La Grande-Bretagne et la France bénéficiaient de privilèges économiques grâce à l'introduction de nouvelles règles commerciales légalisant le commerce de l'opium. Bien que les États-Unis n'aient pas officiellement pris part à la guerre, ils ont apporté une aide, surtout diplomatique, à la Grande-Bretagne et à la France. Cela a donné aux États-Unis la possibilité de signer avec la Chine le traité de Tientsin qui leur garantissait un certain nombre de privilèges commerciaux, le traitement de la nation la plus favorisée et la liberté d'activité pour les missionnaires américains.

tant, qui a été d'abord supprimé par le *Times* et les autres organes de Palmerston, mais qui est maintenant avoué de leur part, est que les autorités chinoises avaient fait savoir qu'elles étaient disposées à conduire les envoyés anglais et français à Pékin; qu'elles les attendaient en fait à l'une des embouchures du fleuve et leur offraient une escorte s'ils consentaient seulement à laisser leurs navires et leurs troupes. Or, comme le traité de Tien-tsin ne contient aucune clause accordant aux Anglais et aux Français le droit d'envoyer un escadron d'hommes de guerre sur le Peiho, il devient évident que le traité a été violé, non pas par les Chinois, mais par les Anglais, et que de la part de ces derniers, il y avait la conclusion attendue de chercher querelle juste avant la période prévue pour l'échange des ratifications.

Personne ne s'imaginera que l'honorable M. Bruce a agi sous sa propre responsabilité en faisant ainsi échec au but ostensiblement visé par la dernière guerre chinoise, mais que, au contraire, il n'a fait qu'exécuter des instructions secrètes reçues de Londres. Or, il est vrai que M. Bruce a été envoyé non pas par Palmerston, mais par Derby; mais, alors, je n'ai qu'à vous rappeler que pendant la première administration de Sir Robert Peel, lorsque Lord Aberdeen gardait les sceaux du Foreign Office, Sir Henry Bulwer, l'ambassadeur anglais à Madrid, s'est disputé avec la Cour d'Espagne¹, et que, lors des débats à la Chambre des Lords sur cet « événement fâcheux », il a été prouvé que Bulwer, au lieu d'obéir aux instructions officielles d'Aberdeen, avait agi selon les instructions secrètes de Palmerston, qui siégeait alors sur les bancs de l'opposition.

Une manœuvre a également été effectuée ces derniers jours dans la presse palmerstonienne, qui ne laisse aucun doute, du moins à ceux qui connaissent l'histoire secrète de la diplomatie anglaise au cours des trente dernières années, quant au véritable auteur de la catastrophe de Peiho et de la troisième guerre anglo-chinoise imminente.

Le *Times* laisse entendre que les canons plantés sur les forts de Ta-ku qui ont causé tant de ravages dans l'escadron britannique étaient d'origine russe, et étaient dirigés par des officiers russes. Un autre organe palmerstonien est encore plus clair. Je cite :

« Nous percevons maintenant à quel point la politique de la Russie est étroitement liée à celle de Pékin; nous détectons de grands mouvements sur l'Amoor; nous discernons de grandes armées cosaques qui manœuvrent bien au-delà du lac Baïkal, dans le pays de rêve gelé aux frontières crépusculaires de l'Ancien Monde; nous suivons le parcours d'innombrables caravanes; nous apercevons un envoyé spécial russe (le Gen. Mouravieff, le gouverneur de la Sibérie orientale) qui se dirige, avec des desseins secrets, de l'isolement de la Sibérie orientale vers la métropole chinoise isolée; et l'opinion publique de ce pays peut brûler à l'idée que des influences étrangères ont joué un rôle dans notre disgrâce et le massacre de nos soldats et de nos marins. ».

C'est là un des vieux trucs de Lord Palmerston. Lorsque la Russie a voulu conclure un traité de commerce avec la Chine, il a poussé cette dernière par la guerre de l'opium dans les bras de son voisin du nord². Lorsque la Russie a demandé la cession de l'Amoor, il l'a provoquée par la deuxième guerre chinoise³, et maintenant que la Russie veut consolider son influence à Pékin, il improvise la troisième

¹ L'ambassadeur anglais à Madrid, Sir Henry Bulwer, s'était grossièrement immiscé dans les affaires intérieures de l'Espagne. En conséquence, il fut expulsé du pays le 19 mai 1848 et les relations diplomatiques entre les deux pays furent rompues.

² La référence est le traité de Kulju conclu entre la Russie et la Chine en juillet 1851. En vertu de ce traité, les marchands russes étaient autorisés à commercer à Kulju et à Chuguchak. Ce traité avait ouvert un commerce régulier et stable entre la Russie et la Chine sur leurs frontières communes en Asie centrale.

³ Pendant la deuxième guerre de l'opium, avant la conclusion du traité de Tientsin avec la Grande-Bretagne et la France, le gouvernement chinois signa le traité d'Aigun avec la Russie en mai 1858.

guerre chinoise. Dans toutes ses transactions avec les faibles Etats asiatiques, avec la Chine, la Perse, l'Asie centrale, la Turquie, il a toujours eu pour règle invariable et constante de s'opposer ostensiblement aux desseins de la Russie en cherchant querelle, non pas à la Russie, mais à l'Etat asiatique, d'éloigner ce dernier de l'Angleterre par des hostilités pirates, et de le pousser par ce moyen détourné aux concessions qu'il n'avait pas voulu faire à la Russie. Vous pouvez être sûrs qu'à cette occasion, toute la politique asiatique passée de Palmerston sera de nouveau passée au crible, et j'attire donc votre attention sur les documents afghans, dont la Chambre des communes a ordonné l'impression le 8 juin 1859. Ils jettent plus de lumière sur la sinistre politique de Palmerston, et sur l'histoire diplomatique des trente dernières années, qu'aucun document jamais imprimé auparavant.

L'affaire est, en quelques mots, la suivante. En 1838, Palmerston a commencé une guerre contre Dost Mohammed, le souverain de Cabul, une guerre qui a conduit à la destruction d'une armée anglaise¹, et qui a été commencée sous le prétexte que Dost Mohammed avait conclu une alliance secrète contre l'Angleterre avec la Perse et la Russie. En preuve de cette affirmation, Palmerston a déposé, en 1839, devant le Parlement, un Livre bleu, constitué principalement de la correspondance de Sir A. Burnes², l'envoyé britannique à Cabul, avec le gouvernement de Calcutta.

Burnes avait été assassiné lors d'une insurrection à Cabul contre les envahisseurs anglais, mais, méfiant à l'égard du ministre des Affaires étrangères britannique, il avait envoyé des copies de certaines de ses lettres officielles à son frère, le Dr Burnes, à Londres. Lors de la parution, en 1839, des « documents afghans » préparés par Palmerston, le Dr Burnes l'a accusé d'avoir « déformé et falsifié les dépêches de feu Sir A. Burnes » et, pour corroborer ses dires, a fait imprimer certaines des dépêches authentiques. Mais ce n'est que l'été dernier que le meurtre a été révélé. Sous le ministère Derby, sur la motion de M. Hadfield, la Chambre des communes a ordonné la publication intégrale de tous les documents afghans, et cet ordre a été exécuté sous une forme telle qu'il a constitué une démonstration, à la portée du plus petit nombre, de la vérité de l'accusation de falsification et de contrefaçon, dans l'intérêt de la Russie. Sur la page de titre du Livre Bleu figure ce qui suit :

« NOTE. - La correspondance, qui n'a été donnée que partiellement dans les rapports antérieurs, est ici donnée intégralement, les passages omis étant marqués par des crochets, []. »

Le nom du fonctionnaire, qui apparaît comme une garantie de la fidélité du rapport, est « J. W. Kaye, secrétaire des départements politique et secret », M. Kaye étant « l'historien intègre de la guerre d'Afghanistan ».

Pour illustrer les véritables relations de Palmerston avec la Russie, contre laquelle il prétendait avoir monté la guerre d'Afghanistan, un exemple peut suffire pour le moment. L'agent russe Vitkavich, venu à Caboul en 1837, était porteur d'une lettre du tsar à Dost Mohammed. Sir Alexander Burnes a obtenu une copie de la lettre et l'a envoyée à Lord Auckland, le gouverneur général de l'Inde. Dans ses propres dépêches, et dans divers documents joints par lui, cette circonstance est mentionnée à maintes reprises. Mais la copie de la lettre du tsar a été entièrement supprimée des documents présentés par Palmerston en 1839, et dans chaque dépêche où elle est mentionnée, les modifications nécessaires ont été apportées pour supprimer la circonstance des rapports de « l'empereur de Russie » avec la mission à Cabul. Cette falsification a été commise afin de

¹ La première guerre anglo-afghane (1838-42) a commencé par l'invasion de l'Afghanistan par les troupes d'occupation britanniques au Sind. L'invasion avait été menée sous le prétexte de prêter assistance au prétendant, le frère de l'Emir Dost Mohammed, Shuja. Cependant, un soulèvement populaire en novembre 1841 contre les envahisseurs britanniques et leur marionnette Shuja avait contraint les Britanniques à se retirer.

² Le colonel britannique Alexander Burnes.

supprimer les preuves des rapports de l'autocrate avec Vitkavich, que Nicolas, à son retour à Saint-Pétersbourg, a choisi de désavouer formellement. Par exemple, à la page 82 du Livre Bleu, on trouve la traduction d'une lettre à Dost Mohammed, qui se lit maintenant comme suit, les parenthèses montrant les mots supprimés à l'origine par Palmerston :

« L'ambassadeur de la part de [la] Russie [ou de l'Empereur] est venu [de Moscou] à Téhéran, et a été désigné pour attendre le Sirdar à Candahar, et de là se rendre en présence de l'Ameer. [...] Il est porteur [des messages confidentiels de l'Empereur et des] lettres de l'ambassadeur russe à Téhéran. L'ambassadeur de Russie recommande cet homme comme étant un individu de la plus grande confiance, et comme possédant la pleine autorité pour faire toute négociation, [de la part de l'Empereur et de lui-même], etc., etc. ».

Ces falsifications, et d'autres similaires, commises par Palmerston afin de protéger l'honneur du tsar, ne sont pas la seule curiosité dont témoignent les « papiers afghans ». L'invasion de l'Afghanistan a été justifiée par Palmerston au motif que Sir Alexander Burnes l'avait conseillée comme un moyen approprié de contrecarrer les intrigues russes en Asie centrale. Or, Sir A. Burnes a fait tout le contraire et, par conséquent, tous ses appels en faveur de Dost Mohammed ont été complètement supprimés dans l'édition du « Livre bleu » de Palmerston; la correspondance a été, à force de falsification et de contrefaçon, complètement détournée de son sens initial. Tel est l'homme qui est maintenant sur le point d'entrer dans une troisième guerre chinoise, sous le prétexte ostensible de contrecarrer les plans de la Russie dans ce domaine.

3.4. K. Marx, *La nouvelle guerre chinoise*

(3)

New-York Daily Tribune
du 10.10.1859

Qu'il doive y avoir une autre guerre de civilisation contre les Célestes semble être une question maintenant assez généralement réglée dans la presse anglaise. Pourtant, depuis la réunion du Conseil de Cabinet de samedi dernier, un changement remarquable s'est produit dans les journaux qui étaient les premiers à hurler au sang. Au début, le *Times* de Londres, dans une apparente transe de fureur patriotique¹, tonnait à propos de la double trahison commise - par les Mongols lâches qui ont piégé le naïf amiral britannique en falsifiant soigneusement les apparences et en dissimulant leur artillerie - par la Cour de Pékin qui, avec un machiavélisme plus profond, avait incité ces ogres mongols à leurs odieuses plaisanteries. Curieusement, bien que ballotté sur une mer de passion, le *Times* s'était arrangé, dans ses réimpressions, pour expurger soigneusement des rapports originaux tous les points favorables au Chinois condamné. Confondre les choses peut être l'œuvre de la passion, mais les brouiller semble plutôt l'opération d'une tête froide. Quoi qu'il en soit, le 16 septembre, un jour seulement avant la réunion des ministres, le *Times* a fait volte-face² et, sans trop de cérémonie, a supprimé une face du double regard accusateur de sa tête de Janus.

« Nous craignons » dit-il, « de ne pouvoir accuser de trahison les *Mongols* qui ont résisté à notre attaque contre les forts du Peiho »

mais ensuite, pour compenser cette concession maladroite, il s'accroche d'autant plus désespérément à « la violation délibérée et perfide d'un traité solennel par la *Cour de Pékin* ».

Trois jours plus tard, après la tenue du Conseil de cabinet, le *Times*, après une réflexion plus approfondie, n'a même

« trouvé aucune raison de douter que si Bruce et M. de Bourboulon avaient sollicité les mandarins pour qu'ils les conduisent à Pékin, ils auraient été autorisés à procéder à la ratification du traité³ ».

Que reste-t-il dès lors de la trahison de la Cour de Pékin ? Pas même une ombre, mais à sa place, deux doutes subsistent dans l'esprit du *Times*.

« Il est », dit-il, « peut-être *douteux* que, en tant que mesure *militaire*, il ait été sage de tenter, avec une telle escadre, notre chemin vers Pékin. Il est *encore plus douteux* qu'en tant que mesure diplomatique, il était souhaitable d'utiliser la force tout court. »

Telle est la conclusion boiteuse de toutes les explosions d'indignation auxquelles se livre le « principal organe », mais, avec une logique qui lui est propre, il renonce aux raisons de la guerre sans renoncer à la guerre elle-même. Un autre journal semi-gouvernemental, *The Economist*, qui s'était distingué par sa fervente apologie du bombardement de Canton, semble adopter une vi-

¹ En référence à l'éditorial du *Times* du 12.09.59.

² En référence à l'éditorial du *Times* du 16.09.59.

³ En référence à l'éditorial du *Times* du 19.09.59.

sion plus économique et moins rhétorique des choses maintenant que M. J. Wilson a été nommé chancelier de l'Échiquier pour l'Inde. *The Economist* publie deux articles sur le sujet¹, l'un politique, l'autre économique, le premier se terminant par les phrases suivantes :

« Tenant compte de tout cela, il est évident que l'article du traité qui donnait à notre ambassadeur le droit de visiter ou de résider à Pékin, était un article littéralement *imposé* au gouvernement chinois; et s'il était considéré comme absolument essentiel à nos intérêts qu'il soit observé, nous pensons qu'il y avait de fortes raisons de faire preuve d'égard et de patience dans l'exigence de son accomplissement. Sans doute peut-on dire qu'avec un gouvernement tel que celui de la Chine, les attermoissements et la patience sont interprétés comme des signes de faiblesse fatale, et donc comme la politique la plus mauvaise que nous puissions suivre. Mais dans quelle mesure avons-nous le droit, sous ce prétexte, de modifier les principes selon lesquels nous devrions assurément agir envers toute nation civilisée dans manière d'agir envers ces gouvernements orientaux ? Lorsque nous avons arraché à leurs craintes une concession malvenue, la politique la plus cohérente est peut-être d'arracher également à leurs craintes l'exécution immédiate du marché de la manière la plus commode pour nous. Mais si nous n'y parvenons pas - si, entre-temps, les Chinois surmontent leurs craintes et insistent, par une démonstration de force appropriée, pour que nous les consultations sur la manière de donner effet à notre traité - pouvons-nous à juste titre les accuser de déloyauté ? Ne sont-ils pas plutôt en train de pratiquer sur nous nos propres méthodes de persuasion ? Le gouvernement chinois peut - et il est très probable qu'il en soit ainsi - avoir eu l'intention de nous piéger dans ce traquenard meurtrier, et n'avoir jamais eu l'intention d'exécuter le traité du tout. Si cela s'avère être le cas, nous devons certainement exiger une réparation. Mais il peut également s'avérer que l'intention de défendre l'embouchure de Peiho contre la récurrence d'une entrée aussi violente que celle réalisée par Lord Elgin l'année précédente, ne s'accompagnait pas d'un désir de rompre la foi sur les articles généraux du traité. Comme l'initiative hostile est venue entièrement de notre côté, et qu'il était, bien entendu, à tout moment possible à nos commandants de se retirer du feu meurtrier, ouvert uniquement pour la défense des forts, nous ne pouvons pas prouver de manière certaine une quelconque intention de rompre la foi de la part de la Chine. Et, jusqu'à ce que la preuve d'une intention délibérée de rompre le traité nous parvienne, nous pensons qu'il est justifié de suspendre notre jugement et de nous demander si nous n'avons pas appliqué à notre traitement des barbares, un code de principes pas très différent de celui qu'ils ont pratiqué envers nous-mêmes. ».

Dans un second article, sur le même sujet, *The Economist* s'étend sur l'importance, directe et indirecte, du commerce anglais avec la Chine. En 1858, les exportations britanniques vers la Chine avaient atteint 2.876.000 livres sterling, tandis que la valeur des importations britanniques de la Chine était en moyenne de plus de 9.000.000 livres sterling pour chacune des trois dernières années, de sorte que le commerce direct global de l'Angleterre avec la Chine peut être évalué à environ 12.000.000 livres sterling. Mais à côté de ces transactions directes, il y a trois autres échanges importants avec lesquels, plus ou moins, l'Angleterre est intimement liée dans le cercle des échanges, le commerce entre l'Inde et la Chine, le commerce entre la Chine et l'Australie, et le commerce entre la Chine et les États-Unis.

« L'Australie », dit *The Economist*, « prend annuellement à la Chine de grandes quantités de thé, et n'a rien à donner en échange qui trouve un marché en Chine. L'Amérique prend aussi de grandes quantités de thé et un peu de soie dont la valeur dépasse de beaucoup celle de leurs exportations directes vers la Chine. »

¹ En référence à l'édition du 18.09.58 de *The Economist*.

Ces deux soldes en faveur de la Chine doivent être compensés par l'Angleterre, qui est payée pour cette égalisation des échanges par l'or de l'Australie et le coton des États-Unis. L'Angleterre, donc, indépendamment du solde qu'elle doit à la Chine, doit aussi payer à ce pays des sommes importantes au titre de l'or importé d'Australie et du coton d'Amérique. Or, ce solde dû à la Chine par l'Angleterre, l'Australie et les États-Unis est, dans une large mesure, transféré de la Chine à l'Inde, en compensation de la somme due par la Chine à l'Inde, au titre de l'opium et du coton. Il est à noter, en passant, que les importations de la Chine vers l'Inde n'ont jamais atteint jusqu'ici le montant de 1.000.000 de livres sterling, tandis que les exportations de l'Inde vers la Chine atteignent la somme de près de 10.000.000 de livres sterling. L'*Economist* tire de ces observations économiques la conclusion que toute interruption sérieuse du commerce britannique avec la Chine « serait une calamité d'une plus grande ampleur que les simples chiffres des exportations et des importations ne le laissent supposer à première vue », et que l'embarras résultant d'une telle perturbation ne se ferait pas seulement sentir dans le commerce britannique direct du thé et de la soie, mais « affecterait » également les transactions britanniques avec l'Australie et les États-Unis. *The Economist* est, bien sûr, conscient du fait que pendant la dernière guerre chinoise, le commerce n'a pas été aussi perturbé par la guerre qu'on l'avait craint ; et que, au port de Shanghai, il n'a même pas été affecté du tout. Mais ensuite, *The Economist* attire l'attention sur « deux caractéristiques nouvelles dans le conflit actuel » qui pourraient essentiellement modifier les effets d'une nouvelle guerre chinoise sur le commerce - ces deux caractéristiques nouvelles étant le caractère « impérial » et non « local » du conflit actuel, et le « succès éclatant » que, pour la première fois, les Chinois ont obtenu contre les forces européennes.

Combien ce langage est différent du cri de guerre que *The Economist* a si volontiers poussé au moment de l'affaire Lorch¹.

Le Conseil ministériel, comme je le prévoyais dans ma dernière lettre, a été témoin de la protestation de M. Milner Gibson contre la guerre, et de sa menace de se séparer du Cabinet, si Palmerston agissait selon les conclusions trahies dans les colonnes du *Moniteur* français.

Pour le moment, Palmerston a empêché toute rupture du Cabinet et de la Coalition libérale en déclarant que la force indispensable à la protection du commerce britannique devait être rassemblée dans les eaux chinoises, et qu'avant l'arrivée de rapports plus explicites de la part de l'envoyé britannique, aucune résolution ne devait être prise sur la question de la guerre. Ainsi, la question brûlante a été repoussée. L'intention réelle de Palmerston, cependant, transparait dans les colonnes de son organe populaire le *Daily Telegraph*, qui, dans l'un de ses récents numéros, déclare :

« Si un événement quelconque devait conduire à un vote défavorable au gouvernement, dans le courant de l'année prochaine, un appel sera certainement lancé aux circonscriptions... La Chambre des communes testera le résultat de son activité par un verdict sur la question chinoise, car aux malveillants professionnels, dirigés par M. Disraeli, il faut ajouter les Cosmopolites, qui déclarent que les Mongols étaient tout à fait dans leur droit. ».

Je trouverai peut-être une autre occasion de commenter l'embarras dans lequel se trouvent les Tories, qui se sont laissés entraîner dans la rédaction responsable d'événements planifiés par Palmerston et mis en œuvre par deux de ses agents, Lord Elgin et M. Bruce (le frère de Lord Elgin).

¹ Il s'agit de l'arrestation par les autorités chinoises, en octobre 1856, du lorch Arrow naviguant sous pavillon britannique avec de l'opium de contrebande.

3.4. K. Marx, *La nouvelle guerre chinoise*

(4)

New-York Daily Tribune
du 18.10.1859

Dans une lettre précédente, j'affirmais que le conflit de Peiho n'était pas né d'un accident, mais, au contraire, avait été préparé à l'avance par Lord Elgin, agissant sur les instructions secrètes de Palmers-ton, et imputant à Lord Malmesbury, le ministre des Affaires étrangères tory, le projet du noble vicomte, alors assis à la tête des bancs de l'opposition. D'abord, l'idée que les « accidents » en Chine résultent des « instructions » rédigées par l'actuel premier ministre britannique est si loin d'être nouvelle que, pendant les débats sur la guerre du Lorch, elle a été suggérée à la Chambre des Communes par un personnage aussi bien informé que M. Disraeli et, chose curieuse, confirmée par une autorité non moins importante que Lord Palmerston lui-même. Le 3 février 1857, M. Disraeli a averti la Chambre des Communes dans les termes suivants :

« Je ne peux résister à la conviction que ce qui s'est passé en Chine n'est pas la conséquence du prétexte avancé, mais est, en fait, la conséquence *d'instructions reçues de chez nous*, il y a un temps considérable. Si tel est le cas, je pense que le moment est arrivé où cette Chambre ne ferait pas son devoir si elle n'examinait pas sérieusement si elle a des moyens de contrôler un système qui, s'il est poursuivi, sera, à mon avis, fatal aux intérêts de ce pays¹ ».

Et Lord Palmerston a répondu très froidement :

« Le très honorable gentleman dit que le cours des événements semblait être le résultat d'un *système prédéterminé par le gouvernement national*. Sans aucun doute, c'est le cas². »

Dans le cas présent, un coup d'œil rapide sur le Livre Bleu, intitulé : « Correspondance relative aux missions spéciales du comte d'Elgin en Chine et au Japon, 1857-59 », montrera comment l'événement qui s'est produit au Peiho, le 25 juin, avait déjà été anticipé par Lord Elgin le 2 mars. Page 484 de ladite correspondance, nous trouvons les deux dépêches suivantes :

LE COMTE D'ELGIN AU CONTRE-AMIRAL SIR MICHAEL SEYMOUR

le 2 mars 1859

« Sir : En référence à ma dépêche à votre Excellence du 17 du mois dernier, je prends la liberté de déclarer que j'ai quelque espoir que la décision prise par le gouvernement de Sa Majesté au sujet de la résidence permanente d'un ambassadeur britannique à Pékin, que j'ai communiquée à Votre Excellence lors d'une conversation hier, puisse inciter le gouvernement chinois à recevoir, d'une manière convenable, le représentant de Sa Majesté, lorsqu'il se rendra à Pékin pour l'échange des ratifications du traité de Tien-tsin. En même temps, il est sans doute possible que son espoir ne se réalise pas

¹ En référence au discours prononcé à la Chambre des Communes par Benjamin Disraëli le 03.02.57. Le *Times* du 4.02.57.

² En référence au discours prononcé à la Chambre des Communes par Lord Palmerston le 03.02.57. Le *Times* du 4.02.57.

et, en tout cas, je crains que le gouvernement de Sa Majesté ne souhaite que notre ambassadeur, lorsqu'il se rendra à Tien-tsin, soit accompagné d'une force imposante. Dans ces circonstances, j'ose soumettre à la considération de votre Excellence s'il ne serait pas opportun de concentrer à Shanghai, au plus tôt, une flotte suffisante de canonnières à cet effet, car l'arrivée de M. Bruce en Chine ne peut être retardée longtemps. J'ai, etc.

Elgin et Kincardine »

LE COMTE DE MALMESBURY AU COMTE D'ELGIN

Foreign Office, 2 mai 1859

« Monseigneur : J'ai reçu la dépêche de Votre Excellence du 7 mars 1859, et je dois vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté approuve la note, dont une copie est jointe, et dans laquelle Votre Excellence annonce au Commissaire Impérial que le Gouvernement de Sa Majesté n'insistera pas pour que la résidence du Ministre de Sa Majesté soit fixée en permanence à Pékin. Le gouvernement de Sa Majesté approuve également votre suggestion au contre-amiral Seymour de rassembler une flotte de canonnières à Shanghai afin d'accompagner M. Bruce *sur le Peiho*.

Malmesbury »

Lord Elgin sait donc à l'avance que le gouvernement britannique « désirera » que son frère, M. Bruce, soit accompagné par « une force imposante » de « canonnières » sur le Peiho, et il ordonne à l'amiral Seymour de se préparer « à cet effet ». Le comte de Malmesbury, dans sa dépêche du 2 mai, approuve la suggestion faite par Lord Elgin à l'amiral. L'ensemble de la correspondance montre Lord Elgin comme le maître, et Lord Malmesbury comme l'homme. Alors que le premier prend constamment l'initiative et agit selon les instructions reçues de Palmerston, sans même attendre de nouvelles instructions de Downing street, Lord Malmesbury se contente d'assouvir « les désirs » que son impérieux subalterne prévoit de lui faire ressentir. Il acquiesce lorsqu'Elgin déclare que le traité n'étant pas encore ratifié, ils n'ont pas le droit de remonter un quelconque fleuve chinois; il acquiesce lorsqu'Elgin pense qu'ils devraient faire preuve de beaucoup de patience envers les Chinois en ce qui concerne l'exécution de l'article du traité relatif à l'ambassade à Pékin; et, sans se décourager, il acquiesce lorsqu'en contradiction directe avec ses propres déclarations antérieures, Elgin revendique le droit de forcer le passage du Peiho par une « imposante flotte de canonnières ». Il acquiesce de la même manière que Dogberry a acquiescé aux suggestions du sacristain¹.

La triste figure du comte de Malmesbury, et l'humilité de son attitude, sont facilement compréhensibles si l'on se rappelle le cri lancé à l'arrivée du cabinet tory, par le *Times*² de Londres et d'autres journaux influents, sur le grand péril qui menaçait le brillant succès que Lord Elgin, sous les instructions de Palmerston, était sur le point d'obtenir en Chine, mais que l'administration tory, si ce n'était que par dépit, et afin de justifier leur vote de censure sur le bombardement de Canton par Palmerston, était susceptible de faire échouer. Malmesbury se laissa intimider par ce cri. Il avait d'ailleurs sous les yeux et dans le cœur le sort de Lord Ellenborough, qui avait osé contrer ouvertement la politique indienne du noble vicomte, et qui, en récompense de son courage patriotique, avait été sacrifié par ses propres collègues du cabinet Derby³. Par conséquent, Malmesbury

¹ En référence à la pièce de Shakespeare *Beaucoup de bruit pour rien*, Acte IV, scène 2.

² En référence à l'éditorial du *Times* du 02.03.58.

³ Il s'agit du conflit entre Lord Ellenborough, président du Board of Control, et Lord Canning, gouverneur général de l'Inde. Dans sa dépêche du 19 avril 1858, Ellenborough, qui préconisait une politique plus souple à l'égard des couches supérieures féodales indiennes, critiqua vivement la proclamation de Canning du 3 mars 1858 confisquant les terres des seigneurs féodaux d'Oudh qui avaient rejoint un soulèvement de libération nationale. Cependant, la dépêche d'Ellenborough n'est pas approuvée par les clas-

remit toute l'initiative entre les mains d'Elgin, et permit ainsi à ce dernier d'exécuter le plan de Palmerston sous la responsabilité de ses antagonistes officiels, les Tories. C'est cette même circonstance qui, pour l'instant, place les Tories dans une alternative très sombre quant à la conduite à tenir dans l'affaire Peiho. Soit ils doivent sonner la trompette de la guerre avec Palmerston, et ainsi le maintenir en fonction, soit ils doivent tourner le dos à Malmesbury, sur lequel ils ont accumulé des flatteries si écœurantes pendant la dernière guerre d'Italie.

L'alternative est d'autant plus difficile que l'imminence de la troisième guerre de Chine est tout sauf populaire auprès des classes mercantiles britanniques. En 1857, elles ont écrasé le lion britannique, car elles attendaient de grands profits commerciaux d'une ouverture forcée du marché chinois. En ce moment, elles se sentent, au contraire, plutôt fâchées de voir les fruits du traité obtenu, d'un seul coup, se dérober à leur emprise. Ils savent que les affaires sont assez menaçantes en Europe et aux Indes, sans la complication supplémentaire d'une guerre chinoise à grande échelle. Ils n'ont pas oublié qu'en 1857, les importations de thé ont diminué de plus de 24 millions de livres, cet article étant presque exclusivement exporté de Canton, qui était alors le théâtre exclusif de la guerre, et ils craignent que cette interruption du commerce par la guerre ne s'étende maintenant à Shanghai et aux autres ports de commerce du Céleste Empire. Après une première guerre chinoise entreprise par les Anglais dans l'intérêt de la contrebande d'opium, et une deuxième guerre menée pour la défense de la lorcha d'un pirate, on ne voulait rien d'autre comme point culminant qu'une guerre improvisée dans le but de harceler la Chine avec la nuisance d'ambassades permanentes dans sa capitale.

ses dirigeantes britanniques et, en mai 1858, il doit démissionner de son poste de président du Board of Control. Ellenborough a été sacrifié pour maintenir le cabinet Derby au pouvoir.

3.5. K. Marx, Aux éditeurs de *The Free Press*

*The Free Press*¹
du 28.09.59

L'article a été écrit par Marx pendant qu'il travaillait sur la deuxième partie de son article « La nouvelle guerre chinoise » et s'y trouve inclus presque textuellement. Dans *The Free Press*, il a été publié sous le titre « Le rôle de la Russie dans la défense du Pei-ho »

Monsieur, vous aurez vu que le Times² d'aujourd'hui laisse entendre que les canons installés sur les forts de Taku³ étaient de fabrication russe et dirigés par des officiers russes. Le journal populaire de Lord Palmerston, le *Daily Telegraph*, dans son résumé, dit :

« Il est maintenant prouvé, comme le montrent des circulaires mercantiles, et comme l'indique de façon concluante l'intéressante déclaration de notre correspondant à Saint-Pétersbourg, datée du 7 septembre, bien avant que la nouvelle de l'attaque ne soit connue, que la conspiration avait une origine impériale - qu'elle avait été manigancée depuis des mois - qu'elle avait fait l'objet de rumeurs à l'étranger avant que nos flottilles aient pu entrer dans le golfe de Pecheli... Nous percevons maintenant, en outre, combien la politique de la Russie est étroitement liée à celle de Pékin; nous détectons de grands mouvements sur l'Amoor; nous discernons de grandes armées de cosaques qui manœuvrent bien au-delà du lac Baïkal, dans le pays de rêve gelé aux frontières crépusculaires de l'Ancien Monde; nous suivons à la trace le parcours d'innombrables caravanes; nous apercevons un envoyé spécial russe⁴ qui se dirige, avec des desseins secrets, du lointain de la Sibérie orientale vers la métropole chinoise isolée ; et l'opinion publique de ce pays peut brûler à l'idée que des influences étrangères ont joué un rôle dans notre disgrâce et le massacre de nos soldats et de nos marins. »

Lord Palmerston est de nouveau en train de jouer ses vieux tours. Il fera une nouvelle guerre à la Chine afin de *contrecarrer les desseins de la Russie*, de la même manière qu'il a fait sa guerre à l'Afghanistan.

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, p. 525.

² En référence au Times du 16.09.59.

³ Des forts construits par les Chinois pour protéger la ville de Tianjin. Ils avaient été la cible des Britanniques lors de la première guerre de l'opium de 1856.

⁴ Le comte Nikolai Nikolayevitch Mouravieff, général et diplomate russe.

3.6. K. Marx, *Commerce avec la Chine*

*New-York Daily Tribune*¹
du 03.12.159

A une époque où prévalaient des idées très extravagantes sur l'impulsion que le commerce américain et britannique ne manquerait pas de recevoir de l'ouverture, comme on l'appelait, de l'Empire céleste, nous avons entrepris de montrer, par un examen assez approfondi du commerce extérieur chinois depuis le début de ce siècle, que ces anticipations extravagantes n'avaient aucun fondement solide. Outre le commerce de l'opium, dont nous avons démontré qu'il se développait en proportion inverse de la vente des produits manufacturés occidentaux, nous avons constaté que le principal obstacle à toute expansion soudaine du commerce d'importation en Chine résidait dans la structure économique de la société chinoise, qui dépend de la combinaison d'une agriculture artisanale et d'une industrie nationale. Nous pouvons maintenant, pour corroborer nos observations précédentes, nous référer au Livre Bleu intitulé « Correspondance relative aux missions spéciales de Lord Elgin en Chine et au Japon ».

Chaque fois que la demande réelle de marchandises importées dans les pays d'Asie ne répond pas à la demande supposée - qui, dans la plupart des cas, est calculée d'après des données superficielles telles que l'étendue du nouveau marché, l'importance de sa population, et l'écoulement des marchandises étrangères dans certains ports maritimes importants - les hommes de commerce, dans leur empressement à s'assurer une plus grande zone d'échange, sont trop enclins à expliquer leur déception par la circonstance que des arrangements artificiels, inventés par des gouvernements barbares, se trouvent sur leur chemin, et peuvent, par conséquent, être éliminés de vive force. Cette même illusion a, à notre époque, converti le marchand britannique, par exemple, en un partisan insouciant de tout ministre qui, par des agressions pirates, promet d'arracher un traité de commerce au barbare.

Ainsi, les obstacles artificiels que le commerce étranger était censé rencontrer de la part des autorités chinoises, constituaient, en fait, le grand prétexte qui, aux yeux du monde mercantile, justifiait tous les outrages commis contre le Céleste Empire. Les précieuses informations contenues dans le Livre Bleu de Lord Elgin permettront, à tout esprit impartial, de dissiper ces dangereuses illusions.

Le Livre Bleu contient un rapport, daté de 1852, de M. Mitchell, agent britannique à Canton, à Sir George Bonham, dont nous citons le passage suivant :

« Notre traité commercial avec ce pays (la Chine) est maintenant (1852) en pleine activité depuis près de dix ans, tous les obstacles présumés ont été levés, mille milles de nouvelles côtes nous ont été ouverts, et de nouveaux marchés ont été établis au seuil même des districts producteurs, et aux meilleurs points possibles du littoral. Et pourtant, quel est le résultat en ce qui concerne l'augmentation promise de la consommation de nos produits manufacturés ? Tout simplement ceci : au bout de dix ans, les tableaux du Board of Trade nous montrent que Sir Henry Pottinger a trouvé un commerce plus important lorsqu'il a signé le traité supplémentaire en 1843, que son traité lui-même ne nous l'indique à la fin de 1850, c'est-à-dire en ce qui concerne nos produits manufacturés nationaux, ce qui est la seule question que nous examinons maintenant. ».

¹ Nous traduisons à partir de MECW vol. 16, pp. 536-539.

M. Mitchell admet que le commerce entre l'Inde et la Chine, consistant presque exclusivement en un échange d'argent contre de l'opium, s'est beaucoup développé depuis le traité de 1842¹, mais, même en ce qui concerne ce commerce, il ajoute :

« Il s'est développé aussi rapidement de 1834 à 1844 qu'il ne l'a fait de cette dernière date à aujourd'hui, cette dernière période pouvant être considérée comme celle où il a fonctionné sous la protection supposée du traité; tandis que, d'autre part, nous avons sous les yeux, dans les tableaux du Board of Trade, le fait considérable que l'exportation de nos produits manufacturés vers la Chine était inférieure de près de trois quarts de million de livres sterling à la fin de 1850, à ce qu'elle était à la fin de 1844. ».

Le tableau suivant montre que le traité de 1842 n'a eu aucune influence sur la promotion du commerce d'exportation britannique vers la Chine :

Valeur déclarée

	1849	1850	1851	1852	1853
Articles de coton	1.001.283	1.020.915	1.598.829	1.905.321	1.408.433
Articles de laine	370.878	404.797	373.399	434.616	203.875
Autres articles	164.948	148.433	189.040	163.662	137.289
Total	1.537.109	1.574.145	2.161.040	2.503.599	1.749.597
	1854	1855	1856	1857	
Articles de coton	640.820	883.985	1.544.235	1.731.909	
Articles de laine	156.959	134.070	268.642	286.852	
Autres articles	202.937	259.889	403.246	431.221	
Total	1.000.716	1.277.944	2.216.123	2.449.982	

Maintenant, si l'on compare ces chiffres à la demande chinoise de produits manufacturés britanniques en 1843, qui, d'après M. Mitchell, s'élevait à 1.750.000 livres sterling, on constate que pendant cinq des neuf dernières années, les exportations britanniques sont tombées bien au-dessous du niveau de 1843, et qu'en 1854, elles ne représentaient que les 10/17e des exportations de 1843. M. Mitchell explique ce fait surprenant avant tout par quelques raisons qui semblent trop générales pour prouver quoi que ce soit de précis. Il dit :

« Les habitudes des Chinois sont si économes et si héréditaires qu'ils portent exactement ce que leurs pères portaient avant eux;

¹ Le traité de Nankin, conclu entre la Grande-Bretagne et la Chine en 1842, fut le premier d'une série de traités inégaux imposés par les puissances occidentales à la Chine, qui la réduisirent au statut de semi-colonie. Le traité de Nankin obligeait la Chine à ouvrir cinq de ses ports au commerce britannique - Canton, Shanghai, Amoy, Ningpo et Fu-chou -, à céder l'île de Hongkong à la Grande-Bretagne "à perpétuité" et à payer une importante indemnité. Elle introduit des tarifs d'importation et d'exportation avantageux pour la Grande-Bretagne. Cette dernière ne réussit pas à légaliser l'importation d'opium, bien que le traité de Nankin n'obligeait pas le gouvernement britannique à interdire aux sujets britanniques le commerce de l'opium. Le protocole complémentaire de 1843 concernant les règles générales du commerce dans les cinq ports ouverts contenait des articles (2, 7, 13) prévoyant une coopération entre les autorités britanniques et chinoises pour l'inspection des marchandises amenées dans les ports et l'organisation de leur travail. Des traités similaires avec la Chine ont également été signés par les États-Unis et la France.

c'est-à-dire, juste assez de quelque chose et pas plus, quel que soit le bon prix qu'on leur fait." "Aucun Chinois qui travaille ne peut se permettre de mettre un nouveau manteau qui ne tiendra pas au moins trois ans, et qui ne résistera pas à l'usure des travaux les plus rudes pendant cette période. Or, un vêtement de cette nature doit contenir au moins trois fois le poids de coton brut que nous mettons dans les marchandises les plus lourdes que nous importons en Chine; c'est-à-dire qu'il doit être trois fois plus lourd que les fourreuses et les articles de ménage les plus lourds que nous pouvons nous permettre d'envoyer ici. ».

L'absence de besoins, et la prédilection pour les modes vestimentaires héréditaires, sont des obstacles que le commerce civilisé doit rencontrer sur tous les nouveaux marchés. Quant à l'épaisseur et à la solidité des forêts, les fabricants britanniques et américains ne pourraient-ils pas adapter leurs marchandises aux exigences particulières des Chinois ? Mais nous arrivons ici au véritable problème. En 1844, M. Mitchell envoya en Angleterre des échantillons de tissus indigènes de toutes qualités, en précisant les prix. Ses correspondants lui ont assuré qu'ils ne pouvaient pas les produire à Manchester, et encore moins les expédier en Chine, aux prix indiqués. D'où vient cette incapacité, dans le système industriel le plus avancé du monde, de vendre moins cher que les tissus tissés à la main sur les métiers les plus primitifs ? La combinaison que nous avons déjà signalée, d'une agriculture minutieuse avec une industrie nationale, résout l'énigme. Nous citons à nouveau M. Mitchell :

« Lorsque la moisson est récoltée, tous les ouvriers agricoles, jeunes et vieux confondus, se mettent à carder, filer et tisser ce coton; ils se vêtissent de cette étoffe artisanale, une matière lourde et durable, adaptée au traitement rude qu'elle doit subir pendant deux ou trois ans, et portent le surplus à la ville la plus proche, où le commerçant l'achète pour la population des villes et les bateliers sur les rivières¹. Neuf êtres humains sur dix dans ce pays sont vêtus de cette étoffe artisanale, dont la qualité varie de la salopette la plus grossière au nankin le plus fin, tous produits dans les fermes et ne coûtant au producteur littéralement rien au-delà de la valeur de la matière première, ou plutôt du sucre qu'il a échangé contre elle, le produit de son propre élevage. Nos fabricants n'ont qu'à contempler un instant l'admirable économie de ce système, et, pour ainsi dire, sa concordance exquise avec les autres occupations du cultivateur, pour être convaincus, d'un coup d'œil, qu'ils n'ont aucune chance dans la concurrence, en ce qui concerne les tissus les plus grossiers. Il est peut-être caractéristique de la seule Chine, parmi tous les pays du monde, que le métier à tisser se trouve dans chaque ferme bien conditionnée. Dans tous les autres pays, les gens se contentent de carder et de filer, et s'arrêtent là, envoyant le fil au tisserand professionnel pour qu'il le transforme en tissu. Il était réservé au Chinois économe de mener la chose à la perfection. Il ne se contente pas de carder et de filer son coton, mais il le tisse lui-même, avec l'aide de ses femmes et de ses filles, et des domestiques de la ferme, et il ne se limite presque jamais à produire pour les seuls besoins de sa famille, mais il fait de la production d'une certaine quantité de tissu pour l'approvisionnement des villes et des rivières voisines une partie essentielle des opérations de sa saison.

Le fermier de Fukien n'est donc pas seulement un fermier, mais un agriculteur et un fabricant à la fois. Il produit son tissu littéralement pour rien, au-delà du coût de la matière première; il le produit, comme on le voit, sous son propre toit, par les mains de ses femmes et de ses domestiques; cela ne lui coûte ni travail supplémentaire ni temps supplémentaire. Il fait filer et tisser ses domestiques pendant que ses cultures poussent, et après la récolte, par temps de pluie, lorsqu'il est impossible de travailler à l'extérieur. En bref, à chaque intervalle disponible de l'année, ce modèle d'industrie do-

¹ Il s'agit des personnes qui se consacrent principalement à la pêche et au transport par bateau et qui vivent sur les deltas des grands fleuves ou dans des maisons flottantes sur les fleuves.

mestique poursuit sa vocation et se consacre à quelque chose d'utile. ».

En complément de la déclaration de M. Mitchell, on peut considérer la description suivante que Lord Elgin donne de la population rurale qu'il a rencontrée lors de son voyage sur le Yang-tse-kiang :

« Ce que j'ai vu me porte à croire que la population rurale de la Chine est, en général, prospère et satisfaite. Je me suis efforcé, avec un succès mitigé, d'obtenir d'eux des renseignements exacts sur l'étendue de leurs propriétés, la nature de leur régime foncier, les impôts qu'ils doivent payer et d'autres questions du même genre. Je suis arrivé à la conclusion que, pour la plupart, ils détiennent leurs terres, qui sont d'une étendue très limitée, en pleine propriété de la Couronne, sous réserve de certaines charges annuelles d'un montant pas très exorbitant, et que ces avantages, mis à profit par un travail assidu, pourvoient abondamment à leurs simples besoins, qu'il s'agisse de nourriture ou de vêtements. ».

C'est cette même combinaison de l'élevage et de l'industrie manufacturière qui, pendant longtemps, a résisté et résiste encore à l'exportation des marchandises britanniques aux Indes orientales; mais là, cette combinaison était basée sur une constitution particulière de la propriété foncière que les Britanniques, en tant que propriétaires terriens suprêmes du pays, avaient le pouvoir d'ébranler, et ainsi de convertir de force une partie des communautés hindoues autonomes en simples fermes, produisant de l'opium, du coton, de l'indigo, du chanvre et d'autres matières premières, en échange d'articles britanniques. En Chine, les Anglais n'ont pas encore exercé ce pouvoir, et il est peu probable qu'ils le fassent un jour.

3.7. K. Marx, *Troubles en Allemagne*

*New-York Daily Tribune*¹
du 2.12.1859

Il y a maintenant sur le tapis une *querelle allemande*², qui, aussi insignifiante qu'elle puisse paraître au grand public, peut néanmoins aboutir à une catastrophe allemande, voire européenne. Le petit pays qui fournit le prétexte aux puissances teutonnes dominantes pour se quereller a acquis une mauvaise réputation dans l'histoire des États-Unis. Il est de notoriété publique que parmi les milliers d'esclaves bien exercés que l'Angleterre a achetés en Allemagne, pour les expédier de l'autre côté de l'Atlantique et les lâcher dans ses colonies révoltées, le principal contingent était fourni par la Hesse-Cassel, où un Electeur paternel tirait ses revenus de l'échange de l'or britannique pour ses fidèles sujets. Depuis cette époque mémorable, les relations entre les Électeurs et leurs sujets semblent être devenues de plus en plus hostiles, jusqu'à ce que, en 1830, la Révolution française de juillet donne le signal d'une révolution en Hesse-Cassel³. Cette révolution fut secrètement encouragée par l'actuel Prince électeur⁴ qui se sentait plutôt impatient de partager avec son père bien-aimé⁵ les responsabilités du pouvoir suprême. La petite révolution ouvrit la voie à la Constitution de Hesse du 5 janvier 1831 qui constitue aujourd'hui le grand cri de guerre entre l'Autriche et la Prusse; elle les avait poussées, en 1850, à la bataille sans effusion de sang de Bronzell⁶ et, les circonstances aidant, pourrait bientôt inciter Louis Bonaparte à étudier la « question allemande » après avoir réussi à faire de la « question italienne⁷ » une affaire ennuyeuse.

Pour expliquer le conflit actuel, une brève esquisse de la Constitution hessoise de 1831, des métamorphoses qu'elle a subies et des événements qui ont mêlé à son sort les prétentions rivales de l'Autriche et de la Prusse, peut s'avérer opportune.

A l'exception du mode d'élection qu'elle prescrit, c'est-à-dire l'élection des représentants par les anciens ordres (nobles, bourgeois, paysans), la Constitution de Hesse de 1831 peut être considérée comme la loi fondamentale la plus libérale jamais promulguée en Europe. Il n'y a pas d'autre Constitution qui restreigne les pouvoirs de l'exécutif dans des limites aussi étroites, qui rende l'Administration plus dépendante du pouvoir législatif, et qui confie un contrôle aussi suprême à la justice. Pour rendre compte de ce fait étrange, on peut dire que la révolution hessoise de 1831 a été, en fait, une révolution contre le Prince de la part des juristes, des fonctionnaires et des officiers militaires agissant en harmonie avec les mécontents de toutes les « classes ». Par le premier paragraphe, tout prince hessois est exclu de la succession au trône, s'il devait refuser de prêter serment à la Constitution. La loi sur la responsabilité ministérielle, loin d'être une phrase dépourvue de sens, permet aux repré-

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 16, pp. 540-544.

² En français dans le texte.

³ A l'automne 1830, la population de Hesse-Cassel s'était soulevée contre les lourds impôts et la politique douanière du gouvernement.

⁴ Frédéric-Guillaume I.

⁵ Guillaume II.

⁶ La bataille de Bronzell fut une escarmouche insignifiante entre les avant-postes prussiens et autrichiens le 8 novembre 1850. La Prusse et l'Autriche, qui luttèrent pour l'hégémonie en Allemagne, se disputèrent le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Hesse et de réprimer la révolte. Le prince électeur de Hesse s'était adressé à la Diète fédérale et à l'Autriche pour obtenir de l'aide, bien que la Hesse électoral fasse partie de la soi-disant Union, qui était sous l'hégémonie de la Prusse. Dans ce conflit, l'Autriche fut à nouveau soutenue diplomatiquement par la Russie et la Prusse dut céder.

⁷ Une paraphrase d'un propos de Napoléon III reproduit par *Le Moniteur universel* du 5 mars 1859 : « Étudier les questions, ce n'est pas les créer ».

sentants de révoquer, par la Cour d'Etat, tout ministre déclaré coupable d'avoir mal interprété une résolution quelconque du pouvoir législatif.

Le Prince est privé du droit de grâce. Il ne jouit pas non plus du privilège de mettre à la retraite ou de révoquer les membres de l'administration contre leur gré, un recours devant les tribunaux leur étant toujours ouvert. Ces derniers sont investis du droit de décision finale dans toutes les questions de discipline des fonctionnaires. La Chambre des députés sélectionne parmi ses membres une commission permanente, formant une sorte d'aréopage, qui surveille et contrôle le Gouvernement, et met en accusation les fonctionnaires pour violation de la Constitution, aucune exception n'étant accordée au nom des ordres reçus par les subalternes de leurs supérieurs hiérarchiques. De cette manière, les fonctionnaires étaient émancipés de la Couronne. En revanche, les Cours de justice, habilitées à statuer définitivement sur tous les actes du pouvoir exécutif, étaient rendues omnipotentes. Les conseillers communaux, nommés par élection populaire, devaient administrer non seulement la police locale, mais aussi la police générale. Les officiers militaires, avant d'entrer au service, prêtaient serment d'obéir à la Constitution, et jouissaient, à tous égards, des mêmes privilèges contre la Couronne que les civils. La représentation, composée d'une seule Chambre, possède le droit de bloquer tous les impôts, taxes et droits, en cas de conflit avec l'exécutif.

Telle est la Constitution de 1831 pour la Hesse-Cassel, que le prince Electeur Guillaume II, le père du prince régnant, a proclamée,

« en parfait accord avec les états » et avec le souhait « qu'elle fleurirait encore, dans les siècles à venir, comme un solide monument de l'harmonie entre le souverain et ses sujets. ».

Un avant-projet de Constitution fut alors communiqué, de la part du Gouvernement, à la Diète allemande, qui, si elle ne donna aucune garantie, sembla l'accepter comme un *fait accompli*¹. On pouvait prévoir qu'en dépit de toutes les *pia desideria*², la machine constitutionnelle ne devait pas fonctionner sans heurts en Hesse-Cassel. De 1832 à 1848, pas moins de dix législatures ont siégé, dont même pas deux ne sont parvenues à atteindre leur durée de vie normale. La révolution de 1848 et 1849 imprégna la Constitution de 1831 d'un esprit plus démocratique en abolissant l'élection par les états, en confiant la nomination des membres de la Cour suprême au Corps législatif et, enfin, en retirant des mains du Prince le contrôle suprême de l'armée pour le confier au ministre de la Guerre, un personnage responsable devant les représentants du peuple.

En 1849, lors de la réunion de la première législature de Hesse, élue selon la nouvelle loi électorale, une réaction générale avait déjà éclaté en Allemagne; néanmoins, les choses étaient encore à l'état de fermentation. La vieille Diète allemande avait été emportée par les vagues révolutionnaires, tandis que l'Assemblée nationale allemande, et son simulacre d'exécutif, avaient été renversés à la pointe de la baïonnette. Il n'existait donc plus de centre pour l'ensemble de la Fédération allemande. Dans ces circonstances, l'Autriche réclama la restauration de l'ancienne Diète de Francfort, où son influence avait toujours été prépondérante, tandis que la Prusse voulait former une Union du Nord³, à son propre usage et sous son

¹ En français dans le texte.

² Les vœux pieux.

³ Il s'agit d'une union qui se dessinait entre la Prusse, la Saxe et le Hanovre. L'alliance fut conclue le 26 mai 1849 entre les rois de Prusse, de Saxe et de Hanovre à la suite d'une conférence à Gotha à laquelle participaient la Prusse, la Saxe, le Hanovre, la Bavière et le Wurtemberg, et à laquelle 21 États allemands se sont ralliés jusqu'en septembre 1849. Dans ce traité, la constitution de l'Empire était adaptée aux intérêts de la monarchie. Le roi de Prusse devait être à la tête de l'Union. L'Union était une tentative de la monarchie prussienne d'imposer son hégémonie en Allemagne. Sous la pression de l'Autriche et de la Russie, la Prusse fut cependant contrainte de faire marche arrière et, dès novembre 1850, elle renonça à l'Union.

propre contrôle. L'Autriche, soutenue par les quatre royaumes allemands et le pays de Bade, parvint en fait à rassembler autour d'elle à Francfort-sur-le-Main les reliques de l'ancienne Diète allemande, tandis que la Prusse fit une faible tentative pour tenir une Diète unie à Erfurt¹, avec quelques petits Etats. Le Hesse-Cassel, sous la direction de sa législature libérale, était, bien entendu, au premier rang des adversaires de l'Autriche et des partisans de la Prusse.

Mais dès que le prince électeur eut constaté que l'Autriche était soutenue par la Russie et qu'elle avait des chances de l'emporter, il jeta le masque, se prononça pour la Diète autrichienne contre l'Union prussienne, installa un ministère réactionnaire avec à sa tête le tristement célèbre Hassenpflug², annula la législature d'opposition, qui avait refusé d'accorder des impôts, et, après avoir vainement essayé d'augmenter les impôts de sa propre autorité, ne trouvant aucun soutien dans les rangs de l'armée, de la fonction publique et de la justice, déclara la Hesse-Cassel en état de siège.

Il avait pris la bonne précaution de s'enfuir et de se réfugier à Francfort-sur-le-Main, pour y vivre sous la protection immédiate de l'Autriche. L'Autriche, au nom de l'ancienne Diète, restaurée par elle-même, envoya un corps fédéral avec mission de renverser la Constitution de Hesse et de relever le trône du prince électeur. La Prusse, de son côté, fut forcée de se déclarer en faveur de la Constitution de Hesse contre le prince électeur, afin de confirmer sa propre protestation contre le rétablissement de la Diète allemande, et sa tentative d'établir une Union du Nord sous ses propres auspices. Ainsi, la Constitution de Hesse fut transformée en un cri de guerre entre l'Autriche et la Prusse. Entre-temps, les choses débouchèrent sur une crise. Les avant-gardes des armées fédérale et prussienne s'affrontèrent à Bronzell, mais seulement pour sonner la retraite des deux côtés. Le président du ministère prussien, Herr von Mantuffel, rencontra le prince de Schwarzenberg, le ministre autrichien, à Olmütz, le 29 novembre 1850, pour remettre entre ses mains toutes les prétentions de la Prusse à une politique propre à l'égard de la Diète, de la Hesse-Cassel et du Schleswig-Holstein. La Prusse rendit à la Diète une pécheresse abattue et pénitente. Son humiliation fut aigrie par la marche triomphale d'une armée autrichienne vers les côtes de la mer du Nord³.

La Constitution de la Hesse de 1831 fut évidemment abolie sans autre forme de procès, pour être remplacée d'abord par la loi martiale, puis, en 1852, par une Constitution des plus réactionnaires, conçue par Hassenpflug, modifiée par le Prince Électeur, puis amendée et sanctionnée par la Diète allemande. Cette Constitution de 1852 constitua alors le sujet permanent de querelle entre le pays et l'Électeur, toutes les tentatives de conciliation s'avérant vaines. Les derniers événements en Italie et les mouvements qui en découlèrent en Allemagne furent considérés par le gouvernement prussien comme la meilleure occasion de se venger de la défaite d'Olmütz et de renouveler sa vieille querelle avec l'Autriche. La Prusse sait que la Russie, qui, en 1850, a fait pencher la balance du côté de l'Autriche, fera cette fois le chemin inverse. Jusqu'à présent, rien n'a été échangé entre les deux rivaux, sauf des balles de papier.

Que les Constitutions de la Hesse de 1831 et de 1852 ne soient que le prétexte de leur lutte, cela est démontré par la simple circonstance que l'Autriche se prononce pour une modification de la Constitution de 1852, conformément aux dispositions de la Constitution de

¹ Le Parlement de l'Union d'Erfurt se réunit le 20 mars 1850 pour adopter le projet prussien de Constitution fédérale, rédigé dans l'esprit de la contre-révolution, pour le futur État fédéral de la Petite Allemagne. Sous la pression de la monarchie autrichienne et du tsarisme russe, plusieurs princes allemands, qui avaient auparavant soutenu la Prusse, se rangèrent du côté de l'Autriche. En conséquence, le gouvernement prussien, qui n'osait pas s'opposer à Nicolas Ier, ajourna le Parlement d'Erfurt le 29 avril 1850.

² Ludwig Hassenpflug (1794-1862). Il fut un défenseur inconditionnel de l'autorité monarchique, proche des conservateurs prussiens

³ Allusion à l'entrée des troupes autrichiennes dans le Holstein en janvier 1851.

1831, tandis que la Prusse insiste sur la restauration de la Constitution de 1831, après qu'elle a été remodelée en conformité avec les principes généraux (monarchiques) de la Diète allemande. Le peuple et les Chambres de Hesse-Cassel, comptant sur le soutien de la Prusse, demandent la restauration de l'ancienne Constitution. Toute l'affaire, bien gérée par des conseillers intéressés de l'extérieur, peut se terminer par une guerre civile allemande, si le peuple allemand ne se retourne pas, au moment opportun, contre « ses deux maisons¹ ».

¹ Allusion à Shakespeare, *Romeo et Juliette*, Acte III, scène 1. Les « deux maisons » sont celles des Capulet et des Montaigu.

4.1. La campagne d'Italie en 1859. Dates remarquables

Pour rappel :

- 11.02.58 Felice Orsini adresse à Napoléon III une lettre publique que son avocat, Jules Favre, lit devant le tribunal lors de l'audience du 26.02.58¹ : « Les dépositions que j'ai faites contre moi-même dans ce procès politique, intenté à l'occasion de l'attentat du 14 janvier, sont suffisantes pour m'envoyer à la mort, et je la subirai dans demander grâce, tant parce que je ne m'humilierai jamais devant celui qui a tué la liberté naissante de ma malheureuse patrie, que parce que dans la situation où je me trouve, la mort est pour moi un bienfait. Près de la fin de ma carrière, je veux néanmoins tenter un dernier effort pour venir en aide à l'Italie, dont l'indépendance m'a fait jusqu'à ce jour braver tous les périls, aller au-devant de tous les sacrifices. (...) Pour maintenir l'équilibre actuel de l'Europe, il faut rendre l'Italie indépendante ou resserrer les chaînes sous lesquelles l'Autriche la tient en esclavage. Demandé-je pour sa délivrance que le sang des Français soit répandu pour les Italiens ? Non. Je ne vais pas jusque-là. L'Italie demande que la France n'intervienne pas contre elle; elle demande que la France ne permette pas à l'Allemagne d'appuyer l'Autriche dans les luttes qui vont peut-être bientôt s'engager. Or, c'est précisément ce que Votre Majesté peut faire, si elle le veut. De cette volonté dépendent le bien-être ou les malheurs de ma patrie, la vie ou la mort d'une nation à qui l'Europe est en grande partie redevable de sa civilisation. Telle est la prière que de mon cahot j'ose adresser à votre Majesté, ne désespérant pas que ma faible voix ne soit entendue. J'adjure Votre Majesté de rendre à ma patrie l'indépendance que ses enfants ont perdue en 1849, par la faute même des Français. Que Votre Majesté se rappelle que les Italiens, au milieu desquels était mon père, versèrent avec joie leur sang pour Napoléon le Grand, partout où il lui plut de les conduire; qu'elle se rappelle que, tant que l'Italie ne sera pas indépendante, la tranquillité de l'Europe et celle de Votre Majesté ne seront qu'une chimère. Que votre Majesté ne repousse pas la voix suprême d'un patriote sur les marches de l'échafaud; qu'elle délivre ma patrie et les bénédictions de vingt-cinq millions de citoyens la suivront dans la postérité. ».
- 20.02.58 Napoléon III reçoit en audience privée le général Della Rocca et assure le roi du Piémont de son alliance en cas de guerre avec l'Autriche. L'accord de Plombières est en vue.
- 21.07.58 Napoléon III invite en secret le Premier ministre piémontais Cavour à le rejoindre dans la station thermale de **Plombières** : ils signent un accord qui prévoit la liquidation de la domination autrichienne en Lombardie et à Venise, la formation d'un Etat nord italien dirigé par la dynastie des Savoie et la cession des territoires de la Savoie et de Nice à la France. L'accord sera formalisé par le traité franco-sarde conclu à Turin en janvier 1859.
- Ce royaume de Haute Italie devait comprendre, outre le Piémont, La Lombardie et la Vénétie, les duchés de Parme et de Modène et même la Romagne qui appartenait alors aux Etats du Pape.
- Il n'entraîna pas dans le projet de Napoléon III de réunir tous les Etats italiens sous la souveraineté du roi du Piémont, son souci étant de préserver le pouvoir du Saint-Siège
- 28.09.58 Rencontre à Varsovie entre le prince Napoléon et l'Empereur russe Alexandre II.
- 27.11.58 Le baron de Roon est mandaté par Napoléon III auprès du tsar Alexandre II pour négocier en vue d'un futur conflit avec l'Autriche. Il entamera dès le 3 janvier prochain une deuxième démarche dans la même perspective.

¹ Cette lettre paraîtra dans l'édition du 27.02.58 du *Moniteur universel* où se trouvent relatés les derniers débats du procès lors de l'audience du 26.02.58 de la Cour d'Assises de la Seine. Le 11.03.58, deux jours avant son exécution, Orsini adressera une seconde lettre à Napoléon III dans laquelle il désavoue l'assassinat politique. Napoléon III la transmettra à Cavour.

*

- 01.01.1859 Lors de sa réception du Nouvel An aux Tuileries, le 1^{er} janvier 1859, Napoléon III traite avec une certaine distance le diplomate autrichien Joseph Alexandre von Hübner¹, ambassadeur en France depuis 1849, lui déclarant : « Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas aussi bonnes que par le passé, mais je vous prie de dire à l'empereur que mes sentiments personnels pour lui ne sont pas changés². », une déclaration que la presse internationale reproduira largement et commentera comme une signe des intentions belliqueuses de la France envers l'Autriche.
- 07.01.59 Napoléon III fait publier dans *Le Moniteur universel* une note visant à atténuer les rumeurs alarmantes qu'avaient suscitées les multiples échos dans la presse de ses propos du premier janvier à l'adresse de l'ambassadeur autrichien von Hübner. Un note brève, datée du 6 janvier 59 : « Depuis quelques jours, l'opinion publique est agitée par des bruits alarmants, auxquels il est du devoir du Gouvernement de mettre un terme en déclarant que rien dans nos relations diplomatiques n'autorise les craintes que ces bruits tendent à faire naître. ».
- 10.01.59 Dans son discours du trône devant le parlement de Turin, Victor-Emmanuel II déclare sous les applaudissements que si la Sardaigne est respectueuse des traités, il n'était pas insensible aux cris de douleur et d'angoisse qui lui sont parvenus de tant de régions d'Italie.
- 26/28.01.59 Est signé à Paris et à Turin, en secret, un traité d'alliance entre la France et le Piémont en vue de chasser les Autrichiens d'Italie. Ce traité confirme les engagements (eux aussi secrets) de l'entrevue de Plombières, le 21 juillet 1858, entre Napoléon III et Cavour. La souveraineté temporelle du Pape sera maintenue.
- 30.01.59 Mariage à Turin du prince Napoléon-Jérôme Bonaparte³, cousin de l'Empereur avec Marie-Clotilde de Savoie⁴, fille aînée du roi du Piémont, Victor-Emmanuel II.
- 04.02.59 Publication d'une brochure anonyme sous le titre *L'Empereur Napoléon III et l'Italie*. Le texte, inspiré par l'Empereur lui-même, est rédigé par le journaliste et futur diplomate Arthur de La Guéronnière. Il y expose les orientations de la politique italienne de Napoléon III.
- À la mi-février 1859, le gouvernement britannique de Derby propose de servir

¹ Von Hübner est l'auteur de l'ouvrage intitulé *Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris sous le second Empire 1851-1859* (en ligne sur *Gallica*, tome 2, p. 244) dans lequel il évoque cette entrevue et les perspectives de guerre qu'elle laissait entrevoir.

² *Journal des Débats* du 05.01.59.

³ Surnommé Plon-Plon, un prénom affectueux que lui avait donné sa mère Catherine de Wurtemberg.

⁴ Née en 1843, la princesse n'a pas encore atteint l'âge de 16 ans.

	de médiateur dans le règlement du conflit franco-autrichien. Dans ce but, Lord Cowley est envoyé, avec le consentement de Napoléon III, à Vienne, fin février, pour des entretiens avec l'empereur François-Joseph d'Autriche. Sa mission échoue cependant.	
22.02.59	L'Autriche appelle la Prusse et les autres Etats de la Confédération germanique à respecter leurs obligations d'alliés et à prendre part à la lutte imminente contre la France.	
03.03.59	La Russie signe à Paris un traité secret qui assure à la France sa neutralité en cas de conflit avec l'Autriche.	L'accord est formulé selon cinq articles dont le premier déclare : « La guerre étant déclarée entre la France et la Sardaigne, d'un côté, et l'Autriche, de l'autre, Sa majesté l'Empereur de toutes les Russies adoptera « l'attitude politique et militaire la plus propre à constater une neutralité bienveillante envers la France ¹ . ».
05.03.59	<i>Le Moniteur universel</i> publie une note rassurante qui envisage une solution diplomatique aux affaires italiennes.	Mécontent de ce revirement, le prince Napoléon remet sa démission comme ministre.
21.03.59	Le gouvernement russe propose la tenue d'un congrès international pour discuter de la question italienne. La Grande-Bretagne, la France, la Prusse et le Piémont appuient cette idée, mais le congrès n'aura pas lieu en raison de la demande autrichienne d'exclure la participation du Piémont et d'obliger ce dernier à désarmer.	
23.04.59	Ultimatum de l'Autriche au Piémont.	L'ambassadeur autrichien à Turin remet à Cavour une note du comte de Buol ² , datée du 19 avril, l'intimant à cesser son réarmement et à licencier les volontaires italiens. Il lui donne trois jours pour répondre. C'est l'Autriche qui prend l'initiative de la déclaration de guerre, ce qui entraine dans les plans de Napoléon III en mettant la Prusse à l'écart.
24.04.59	Les troupes françaises font mouvement vers l'Italie (vers Turin, Gênes et Alexandrie).	
26.04.59	Le Piémont rejette l'ultimatum de l'Autriche.	
27.04.59	Le grand-duc de Toscane, Léopold II de Habsbourg, quitte ses Etats et se met sous la protection de l'Autriche. Il signera bientôt son abdication.	Un grand mouvement populaire avait éclaté ce même jour à Florence en réclamant l'engagement militaire de la Toscane aux côtés du Piémont.
28.04.59	L'empereur d'Autriche François-Joseph publie dans la <i>Gazette de Vienne</i> un <i>Manifeste impérial</i> dans lequel il annonce l'entrée en guerre de son pays contre le Piémont Sardaigne.	« J'ai donné à mon armée l'ordre d'entrer en Sardaigne », annonce-t-il.

¹ Cf. l'étude de Victor-L. Tapié, « Le traité secret de 1859 entre la France et la Russie », *Etudes d'histoire contemporaine*, V, 1953, pp. 116-146 (disponible sur Gallica).

² Karl Ferdinand von Buol-Schauenstein, qui était Ministre des Affaires étrangères de l'Autriche.

29.04.59	Les troupes de Ferencz Gyulay franchissent le Tessin à proximité de Pavie.	Les troupes autrichiennes n'engagent toutefois pas le combat, ce qui permettra aux armées françaises et sardes d'accomplir leur jonction.
03.05.59	La France déclare la guerre à l'Autriche.	Napoléon II fait afficher à Paris une proclamation justifiant l'entrée en guerre de la France aux côtés du Piémont.
10.05.59	Napoléon III quitte Paris pour prendre la tête de l'armée française d'Italie. L'Impératrice assume la régence en son absence.	Il embarque à Marseille le 11 mai et arrive à Gênes le lendemain avec deux corps d'armée sous le commandement des généraux Mac-Mahon et Baraguey d'Hilliers. Le 14, il a rejoint le camp d'Alexandrie.
20.05.59	Victoire des troupes françaises et piémontaises à la bataille de Montebello di Casteggio.	Elle est remportée par le maréchal Baraguey d'Hilliers.
27.05.59	Victoire sarde à San Fermo .	
30/31.05.59	Victoire franco-piémontaise à Palestro en Lombardie.	Les Autrichiens sont contraints de se retirer au-delà du Tessin.
03.06.59	Victoire française à Turbigo .	
04.06.59	Victoire franco-piémontaise de Magenta . La route de Milan est ouverte.	L'armée autrichienne évacue Milan dès le 5 mai.
08.06.59	Entrée triomphale de Napoléon III et de Victor-Emmanuel II à Milan. L'empereur français publie une « Proclamation aux Italiens » dans laquelle il déclare : « Profitez (...) de la fortune qui s'offre à vous. Votre désir d'indépendance si longtemps exprimé, si souvent déçu, se réalisera si vous vous en montrez dignes. Unissez-vous donc dans un seul but : l'affranchissement de votre Pays. Organisez-vous militairement; volez sous les drapeaux du roi Victor-Emmanuel, qui vous a déjà si noblement montré la voie de l'honneur. Souvenez-vous que, sans discipline, il n'y a pas d'armée, et animés du feu sacré de la Patrie, ne soyez aujourd'hui que soldats, vous serez citoyens libres d'un grand pays ¹ . ».	
	Victoire française à la bataille de Melegnano .	
09.06.59	Le conseil municipal de Milan vote l'annexion de la Lombardie au royaume du Piémont.	
09.06.59	Un gouvernement populaire est établi à Parme que la duchesse régente, Louise-Marie de Bourbon a quittée dès le 9 juin.	
11.06.59	Le duc de Modène, François V, quitte à son tour ses Etats.	
12.06.59	Constitution d'un gouvernement provisoire à Bologne, en Romagne, une province des Etats pontificaux.	
14.06.59	Le gouvernement prussien mobilise ses armées.	
20.06.59	Insurrection à Pérouse.	
24.06.59	Victoire des troupes françaises et sardes à Solférino . Les Autrichiens se replient dans leurs	Des combats particulièrement sanglants. On compte plus de 40.000 morts ² . Or, la mobilisation de la Prusse se poursuit.

¹ En ligne sur Gallica.

² C'est après cette bataille que Henri Dunant prendra la décision de créer la Croix-Rouge internationale.

forteresses du quadrilatère.

- 08.07.59 **Armistice de Villafranca** : craignant qu'une longue guerre ne renforce le mouvement révolutionnaire et de libération nationale en Italie¹ et dans d'autres pays européens, Napoléon III, propose un armistice à l'empereur d'Autriche François-Joseph.
- 11.07.59 Les deux empereurs concluent une trêve lors d'une réunion à **Villafranca** ; sans la présence du roi de Sardaigne, les deux empereurs concluent les préliminaires de la paix. Après cela, la Lombardie, à l'exception des forteresses de Mantoue et de Peschiera, est accordée à la France. Ce territoire sera ensuite cédé au Piémont Sardaigne par Napoléon III en échange de la Savoie et de Nice.
- Démission de Cavour, mécontent de cet accord de paix.
- Lors de l'accord de paix de Villafranca, il a également été convenu que la Vénétie resterait sous domination autrichienne et que les ducs de Toscane et de Modène seraient réintégrés dans leurs Etats. Il a également été convenu qu'une confédération italienne serait formée sous la présidence du Pape. Bien que certains points du traité préliminaire soient restés sur le papier (par exemple les points sur la formation d'une confédération italienne et sur le rétablissement des ducs de Toscane et de Modène) ou aient été modifiés, ses termes sous-tendent généralement le traité de paix final conclu à Zurich le 10 novembre.
- L'armistice de Villafranca est signé le 12 juillet 1859.
- 14.08.59 Parade triomphale de l'armée française d'Italie à Paris. Napoléon III chevauche en tête du défilé sous les vivats de la foule.
- 10/11.11.59 Signature du **traité de Zurich** qui met fin à la guerre d'Italie. L'Autriche cède la Lombardie à la France qui la remet au Piémont en échange du comté de Nice et de la Savoie.
- La Vénétie reste sous la domination de l'Autriche. Les princes d'Italie centrale sont rétablis et le pape retrouve ses droits.
- 22.12.59 Publication à Paris d'une brochure anonyme intitulée *Le Pape et le Congrès*. Inspirée par Napoléon III et rédigée par La Guéronnière, elle écarte l'idée d'une restitution de la Romagne aux Etats pontificaux. Elle propose de réduire le pouvoir du pape à la seule ville de Rome.
- 31.12.59 Napoléon III adresse au pape Pie IX une lettre l'incitant à céder la Romagne en échange d'une garantie sur le reste de ses Etats.
- Cette lettre sera rendue publique dans le *Moniteur universel* du 11 janvier 1860.
- Le pape opposera le 29 janvier 60 une fin de non recevoir à cette proposition en publiant

¹ En rapport avec les insurrections nationalistes en Toscane, dans les duchés de Parme et de Modène, à Bologne

son encyclique *Nullis certe verbis*. Le 23 mars 60, il publiera une bulle *Cum catholica Ecclesia* qui excommunie tous ceux qui ont contribué à l'amputation des Etats pontificaux.

*

- | | | |
|-------------|--|--|
| 24.02.60 | La France accepte officiellement la réunion au Piémont de la Romagne et des duchés de Parme et de Modène. Elle réclame pour elle-même Nice et la Savoie. | |
| 11/13.03.60 | La population de Parme, Modène et de Romagne approuve massivement par plébiscite son rattachement au Piémont. | |
| 24.03.60 | Signature à Turin du traité de rattachement de la Savoie et de Nice à la France. | Un plébiscite sera organisé les 15 et 16 avril à Nice et les 23 et 23 avril 60 en Savoie pour approuver massivement le rattachement à la France. |

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébéiens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis-Napoléon Bonaparte, Chronologie d'une ascension politique	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, Le coup d'Etat de décembre 1851. Repères chronologiques et politiques	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, <i>L'Extinction du paupérisme</i>	Vol. 21
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail.	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie.</i>	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
La campagne d'Italie en 1859. Dates remarquables	Vol. 31
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (Ie), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (Ie), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (Ie), Protagonistes	Vol. 11
<i>La Commune révolutionnaire</i> , « Aux communeux » (Londres, juin 1874)	Vol. 29
Le concept de <i>mode de production</i> : premières formulations	Vol. 22
En vue du <i>mode de production asiatique</i>	Vol. 22
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Le <i>Crédit mobilier</i> et les frères Pereire	Vol. 15
Charles de Bouckère, Rapport de la commission d'enquête sur l'arrestation du Docteur Marx et de sa femme	Vol. 16
Classes et lutte de classes : une notion libérale ?	Vol. 16
Classes et lutte de classes : Marx, Engels, premières élaborations	Vol. 16
Classes et lutte de classes : protagonistes	Vol. 16
La controverse sur l' <i>eurocentrisme</i> de Marx et d'Engels	Vol. 22
L'affaire Freddy Demuth	Vol. 20
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor (<i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, L'armistice prusso-danois (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i> (2)	Vol. 18
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i> (3)	Vol. 19
F. Engels, <i>Des rapports sociaux en Russie</i> (<i>Der Volksstaat</i> , des 16, 18 et 21.04.1875)	Vol. 29
F. Engels, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, L'agitation chartiste (<i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11
F. Engels, La crise commerciale en Angleterre (<i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes (<i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11
F. Engels, <i>La Guerre des paysans en Allemagne</i>	Vol. 19

F. Engels, La Kölnische Zeitung et la révolution de juin. (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 1 ^{er} juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, La lutte des Magyars (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 13 janvier 1849)	Vol. 14
F. Engels, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> des 1 ^{er} et 2 juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste (<i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le congrès économique (<i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (<i>The Northern Star</i> du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste (<i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le panslavisme démocratique ((<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Le procès des communistes à Cologne (<i>New York Daily Tribune</i> du 22.12.1852)	Vol. 20
F. Engels, Le programme agraire des chartistes (<i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le programme des émigrés blanquistes de la commune (<i>Der Volksstaat</i> du 26.06.1874)	Vol. 29
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande (<i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11
F. Engels, Lettre à Eduard Bernstein du 22 février 1882	Vol. 14
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettres d'Allemagne</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 19
F. Engels, <i>Lettres de France</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 15
F. Engels, Le 23 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 24 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 25 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, La campagne pour la Constitution du Reich	Vol. 17
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale (<i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, <i>La loi anglaise des 10 heures</i>	Vol. 19
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
F. Engels, Préface à l'édition de 1885 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
F. Engels, Postface aux <i>Problèmes sociaux en Russie</i> (Berlin, 1894)	Vol. 29
F. Engels, <i>Principes du communisme</i> (1847)	Vol. 14
F. Engels, Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)	Vol. 13
F. Engels, Réponse à la lettre ouverte de P.N. Tkachev (<i>Der Volkstaat</i> , des 28.03 et 02.04.1875)	Vol. 29
F. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne	Vol. 17
F. Engels, Sur « les peuples sans histoire »	Vol. 14
F. Engels, Sur la littérature des émigrés (III) (<i>Der Volksstaat</i> des 6 et 8.10.1874)	Vol. 29
F. Engels, sur la <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i> de Karl Marx.	Vol. 30
F. Engels, Sur l'inactivité des prolétaires français en déc. 1851 (<i>Notes to the People</i> , février/avril 1852)	Vol. 21
Ferdinand Flocon, Lettre d'invitation à Marx	Vol. 16
Charles Fourier, Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier, Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier, L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Philippe Gigot, <i>le premier marxiste belge</i>	Vol. 16
Andreas Gottschalk, son action politique en 1848-1849 à Cologne	Vol. 18
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel, L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel, Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel, La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
Hegel et l'orient.	Vol. 22
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Victor Hugo, Discours du 15 janvier 1850 sur la liberté de l'enseignement	Vol. 16
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14
Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ferdinand Lassalle, Les premiers emprisonnements (1847-1849)	Vol. 18
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabot	Vol. 13
<i>Ligue des communistes</i> , Mise en sommeil ou dissolution en juin 1848 ?	Vol. 18
<i>Ligue des communistes</i> , La rupture de septembre 1850	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , La fraction Willich/Schapper	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , Revendications du parti communiste en Allemagne (mars 1848)	Vol. 18

Sylvain Maréchal, <i>Manifeste des Egaux</i>	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, Adresse de mars 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Adresse de juin 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Le chant du coq gaulois	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, Déclaration du 20 novembre 52 au <i>Morning Advertiser</i>	Vol. 20
K. Marx et F. Engels, Ecrits de presse de l'année 1859	Vol. 31
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>Les Grands Hommes de l'Exil</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, Préfaces au <i>Manifeste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste</i> , une œuvre de plagiaires ?	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx, F. Engels, Stratégies (la ligne politique de la <i>Neue Rheinische Zeitung</i> en 1848-1849)	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, sur Gracchus Babeuf	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, sur la question d'Orient	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la guerre de Crimée	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la rébellion des Cipayes en Inde. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 24
K. Marx et F. Engels, sur la crise de 1857. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 25
K. Marx et F. Engels : le journalisme politique au cours de la décennie 1851-1861	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1852 et 1856	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1857 et 1858	Vol. 24
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, A Engels, le 02.04.1858 : « <i>un short outline of the first part</i> »	Vol. 26
K. Marx, Au parlement ouvrier (<i>People's Paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 22
K. Marx, <i>Le chevalier de la noble conscience</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i>	Vol. 30
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, Défaite du ministère de Palmerston (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
K. Marx, Enquête ouvrière	Vol. 28
K. Marx, Grèves ouvrières (<i>New York Daily Tribune</i> de juillet à décembre 1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Grundrisse</i> , histoire d'un manuscrit	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (1) : l'introduction de 1857	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (2) : le chapitre de l'argent	Vol. 26
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (3) : le chapitre du capital	Vol. 27
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (4) : le fragment des machines	Vol. 28
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (5) : le chapitre des formes antérieures à la production capitaliste	Vol. 29
K. Marx, La condition des ouvriers d'usine (<i>New York Daily Tribune</i> , le 23.04.1857)	Vol. 27
K. Marx, <i>La défaite de Cobden, Bright et Gibson</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 17.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Le résultat des élections</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 12.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, l'Espagne en révolution	Vol. 22
K. Marx, <i>Le 18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>La guerre civile en France</i> , Adresse du 30.05.1871 du Conseil général de l'AIT	Vol. 21
K. Marx, <i>La duchesse de Sutherland et l'esclavage</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 09.02.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>L'émigration forcée</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 22.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Les élections anglaises</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 06.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Les prochaines élections en Angleterre</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 31.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Ferdinand Lassalle, du 02.06.1860	Vol. 20
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Véra Zassoulitch, du 8 mars 1881.	Vol. 29
K. Marx, Lettre au parlement ouvrier (<i>The People's paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 11
K. Marx, L'Italie en résistance	Vol. 22
K. Marx, Le libre-échange et les chartistes (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.08.1852)	Vol. 11
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France</i> (1)	Vol. 15
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France</i> (2)	Vol. 16
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2

K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. Une découverte scientifique	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. La métaphysique de l'économie politique	Vol. 8
K. Marx, Notice sur deux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien De la Hodde	Vol. 16
K. Marx, Plaidoyer du 8 février 1849	Vol. 18
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Préface à l'édition de 1869 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>Révélations sur le procès de communistes</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Les révolutions de 1848 et le prolétariat</i> (14.04.1856)	Vol. 21
K. Marx, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
K. Marx, Sur la théorie ricardienne de la rente foncière : une <i>questiuncula theoricæ</i>	Vol. 22
K. Marx, Sur la loi des 10 heures (<i>New York Daily Tribune</i> , le 15.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, Le système industriel anglais (<i>New York Daily Tribune</i> , le 28.04.57)	Vol. 27
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, Tories et Whigs (<i>New York Daily Tribune</i> , le 21.08.1852)	Vol. 11
K. Marx : 1850-1852, la reprise des travaux théoriques et des recherches	Vol. 22
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1848-1849	Vol. 18
K. Marx : Les étapes de <i>l'Economie</i> (1) : 1844-1858	Vol. 23
Mazzini contre le socialisme et les socialistes français	Vol. 19
Le mode de production asiatique en débat : les pièces du dossier	Vol. 29
Jules Mirès, notice biographique	Vol. 25
Charles de Montalembert, Discours du 21 juillet 1849 sur la liberté de la presse	Vol. 16
J. Nagels, Le point de vue de la production dans le marxisme	Vol. 8
J. Nagels, David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs	Vol. 8
Note sur l'aristocratie financière	Vol. 16
Note sur Charles Anderson Dana et le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 22
Note sur l'emprunt révolutionnaire allemand	Vol. 19
Note sur la carrière politique de Lord Palmerston	Vol. 28
Note sur la <i>Neue Rheinische Zeitung</i>	Vol. 18
Note sur la garde nationale mobile	Vol. 15
Note sur la guerre de Crimée : chronologie	Vol. 22
Note sur l'immigration politique à Londres vers 1850	Vol. 19
Note sur la journée du 15 mai	Vol. 15
Note sur la paysannerie parcellaire	Vol. 21
Note sur la rébellion des Cipayes en Inde : contexte historique et chronologie des événements	Vol. 24
Note sur la crise de 1857	Vol. 25
Note sur le lumpenprolétariat	Vol. 16
Note sur les journées de juin	Vol. 15
Note sur les majorités politiques anglaises de 1802 à 1880	Vol. 28
Note sur la <i>Société universelle des communistes révolutionnaires</i>	Vol. 19
Note sur la <i>Société du Dix-Décembre</i>	Vol. 21
Note sur les sociétés en commandite par actions	Vol. 25
Note sur les ateliers nationaux	Vol. 15
L' <i>obchtchina</i> en question : la controverse entre Fr. Engels et P.N. Tkatchev	Vol. 29
L'opéraïsme italien des années soixante	Vol. 28
Raniero Panzieri, <i>Capitalisme et machinisme</i>	Vol. 28
Raniero Panzieri, note pour une biographie intellectuelle et militante	Vol. 28
Constantin Pecqueur / Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
J-J Pillot, Eléments de biographie	Vol. 13
Plus-value ou survaleur ? La traduction française du concept de <i>Mehrwert</i> en débat	Vol. 27
Le procès des communistes à Cologne : chronique d'une répression	Vol. 20
Le procès des communistes à Cologne : agents doubles, mouchards et provocateurs	Vol. 20
P-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P-J. Proudhon, Note sur ses relations avec Louis-Napoléon Bonaparte (1848-1852)	Vol. 21
P-J. Proudhon, Note sur le <i>Manuel du spéculateur à la bourse</i>	Vol. 25
P-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 Décembre</i>	Vol. 21
Les résidences de Marx à Bruxelles en 1845-1848	Vol. 16
Les résidences de Marx à Londres	Vol. 19
La révolution de 1848 en France : chronologie des événements (1)	Vol. 15
La révolution de 1848 en France : chronologie des événements (2)	Vol. 21
Auguste Romieu, <i>Le spectre rouge de 1852</i>	Vol. 21
Jacques Roux, <i>Manifeste des Enragés</i>	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2

Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
Joseph Staline, <i>Le matérialisme dialectique et le matérialisme dialectique</i>	Vol. 29
W. Stieber, <i>l'Espion de Bismarck</i>	Vol. 20
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
P.N. Tkatchev, <i>Lettre ouverte à Monsieur Friedrich Engels</i> (Zurich, 1874)	Vol. 29
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, Une controverse sur Babeuf et le babouvisme	Vol. 13
Le toast de Blanqui	Vol. 19
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Tranches de vie : janvier-avril 1848	Vol. 16
Tranches de vie : avril 1848-août 1849	Vol. 18
Tranches de vie : septembre 1849-mai 1851	Vol. 19
Tranches de vie : juin 1851-décembre 1852	Vol. 20
Tranches de vie : janvier 1853-décembre 1856	Vol. 22
Tranches de vie : l'année 1857	Vol. 23
Tranches de vie : l'année 1858	Vol. 26
Tranches de vie : l'année 1859	Vol. 27
<i>Vorwärts</i> , Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10
Wilhelm Weitling, notice biographique	Vol. 23
Joseph Weydemeyer, <i>La dictature du prolétariat</i>	Vol. 19